



HAL
open science

Un destin commun ? : études sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989)

Sibylle Duhautois

► To cite this version:

Sibylle Duhautois. Un destin commun ? : études sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989). Histoire. Institut d'études politiques de paris - Sciences Po, 2017. Français. NNT : 2017IEPP0028 . tel-03436394

HAL Id: tel-03436394

<https://theses.hal.science/tel-03436394v1>

Submitted on 19 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'études politiques de Paris
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral histoire
Centre d'histoire de Sciences Po
Doctorat en histoire

**Un destin commun ? Etudes sur le futur dans
les organisations internationales et formation
d'une conscience globale pendant la guerre
froide (1945-1989)**

Sibylle Duhautois

Thèse dirigée par Jenny Andersson, directrice de recherche au CNRS

Soutenue le 4 décembre 2017

Jury :

Mme Jenny Andersson, directrice de recherche, CNRS, Sciences Po

M. Mario Del Pero, Professeur des Universités, Sciences Po

Mme Or Rosenboim, Lecturer, City, University of London (rapporteure)

M. Pierre-Yves Saunier, Professeur, Université Laval (rapporteur)

M. Stéphane Van Damme, Professeur, Istituto Universitario Europeo

Ce travail a été réalisé grâce au soutien du Conseil Européen de la Recherche, de la Commission franco-américaine Fulbright, de l'université Harvard et de la Dotation Arthur Sachs.

Remerciements

Mes remerciements s'adressent tout d'abord à ma directrice de thèse, Jenny Andersson, qui m'a invitée à rejoindre le groupe de recherche Futurepol puis a fait preuve, tout au long de ce travail, de la plus grande disponibilité. Ses conseils avisés et ses encouragements ont été essentiels à la réalisation de cette thèse.

Je tiens à exprimer mes remerciements aux membres du jury qui ont accepté de lire et d'évaluer mon travail.

Je remercie en outre les différents membres de Futurepol, Pauline Prat, Eglé Rindzevičiūtė, Vitezslav Sommer et Adam Freeman. Nos rencontres ont joué un rôle important dans la progression de ma réflexion.

Ma gratitude va aussi à toute l'équipe de l'École doctorale de Sciences Po qui m'a offert des conditions de recherche idéales et m'a permis de participer à plusieurs séminaires, journées d'études et colloques, en France et à l'étranger qui ont contribué à enrichir mon travail. Je remercie tout particulièrement les professeurs Marc Lazar et Jacob Vogel qui ont accepté de suivre mes travaux au sein de mon comité de thèse.

La réussite de ma dernière année de thèse, passée à Harvard, doit beaucoup à l'accueil chaleureux qui m'a été offert par les professeurs, les postdoctorants et les doctorants que j'y ai rencontrés. Que soient remercié Samuel Moyn qui fut mon *advisor* et qui, en plus de me guider dans mon travail intellectuel, s'est efforcé de rendre mon intégration au milieu universitaire de Cambridge la plus rapide et la plus facile possible. Je souhaite aussi remercier toute l'équipe de la Weatherhead Initiative on Global History : les professeurs Charles Maier et Sugata Bose ainsi que tous les *fellows* qui ont fait du séminaire d'histoire globale un moment d'échange intellectuel mais aussi de convivialité attendu avec impatience chaque semaine. À cet égard, je souhaite tout particulièrement remercier Sven Beckert qui, bien qu'en année sabbatique lors de mon séjour à Harvard, m'a encouragée en témoignant tout son enthousiasme vis-à-vis de mes recherches à chacune de nos rencontres.

Je tiens à remercier le Conseil européen de la recherche, l'université Harvard, l'association Arthur Sachs et la commission Franco-américaine Fulbright qui m'ont offert les moyens de poursuivre mes recherches dans de bonnes conditions.

Je souhaite également remercier l'ensemble du personnel des différents centres d'archives que j'ai pu consulter. Je pense en particulier à David M. Hays à l'université du Colorado, George E. Clark à Harvard, Amanda Leinberger aux archives de l'ONU et Jens Boel à l'Unesco. Je remercie aussi Mathieu Denis pour m'avoir accueillie au CISS et permis d'accéder aux archives de l'organisation en dépit de l'absence d'une structure ad hoc.

La sérénité de ma dernière semaine de travail doit beaucoup à la précieuse équipe de relecteurs dévoués qui a accepté de consacrer un temps non négligeable à traquer coquilles et phrases trop longues : Jean d'Andlau, Rafael Klepsch, Zoé Grumberg, Lena Le Goff, Charles Lenoir, Camille Mahé, Charles-Antoine Wanecq et mon amie de longue date, Leslie Matos, dont le talent avait déjà bénéficié à mon mémoire de master.

Je voudrais encore remercier ceux qui m'ont accompagnée au cours de ces quatre années et au-delà de celles-ci. Ma famille, tout d'abord, a rendu ce travail plus léger grâce à son soutien et sa présence. Ma gratitude va également aux amis et camarades qui ont égayé mon parcours, dès le master pour Camille C., Cyrille et Charles, ou, plus tard, pour ceux qui, comme Una, Géraud, Paul, Charles-Antoine, Zoé, Camille M., Lola, Romain, Victor, Aude-Cécile et Nina ont contribué à faire du 224 un joyeux capharnaüm. Mon travail a bénéficié d'un autre lieu propice à sa progression, la campagne charentaise, grâce à Jean-Luc et Soisick : qu'ils en soient remerciés.

Enfin, je souhaite exprimer un merci tout particulier à Rafael dont l'amour, le soutien et la compréhension m'accompagnent depuis les premiers moments de ce projet.

Table des matières

Remerciements	5
Table des matières	7
Introduction	13
A - Faire l'histoire du futur.....	14
1) De grandes narrations sur les imaginaires sociaux du futur.....	14
2) Un renouveau historiographique récent : le futur comme entreprise conflictuelle .	18
3) Une intervention spécifique : les études sur le futur comme outil privilégié pour forger une conscience globale.....	21
B - Contribuer à une histoire de la notion de globalité.....	23
1) L'histoire de la globalité et de la conscience globale : un produit de la réflexion sur la globalisation et sur les origines de l'histoire globale.....	23
2) Forger une conscience globale : un objectif militant.....	29
3) Etudes sur le futur et formation d'une conscience globale : problématique de la thèse.....	32
C - Choix des cas d'étude, approche méthodologique et bornes chronologiques.....	33
1) Une nébuleuse internationale de futurologues engagés : présentation de l'objet d'étude.....	33
2) Une histoire transnationale.....	40
3) 1945-1989 : une longue guerre froide.....	47
D - Annonce du plan.....	48
Chapitre 1. Promouvoir une conscience mondiale grâce à des images pacifistes du futur de l'humanité (de 1945 au début des années 1960)	53
A - Repenser le futur de l'humanité après le choc de la Seconde Guerre mondiale.....	54
1) La paix mondiale, un enjeu militant et intellectuel.....	54
a) Face à la bombe atomique, la paix doit être mondiale selon les spécialistes du nucléaire.....	54
b) La notion d'humanité : un enjeu crucial après la guerre pour les intellectuels du Committee for the Study of Mankind.....	57
c) L'Unesco, une organisation dédiée à la création d'une nouvelle humanité.....	60
2) Robert Jungk et Fred Polak : deux pionniers de la réflexion sur le futur de l'humanité.....	63
a) Robert Jungk : échapper au piège de la modernité en pensant un futur alternatif	63
b) Fred Polak : se délivrer d'un présent inerte grâce aux images du futur.....	64
B - La création d'une « conscience mondiale » : un objectif pour la promotion duquel les pacifistes commencent à étudier le futur.....	66

1) Penseurs du futur et milieux pacifistes : des liens personnels et institutionnels, des intérêts communs	67
a) Elise Boulding : ambassadrice des thèses de Fred Polak auprès de la WILPF ...	67
b) Le projet Mankind 2000 présenté par Robert Jungk à l'ICDP : faire réfléchir un mouvement pacifiste beaucoup plus large aux possibilités offertes par le monde futur.....	73
2) L'élaboration d'une conception de la paix qui nécessite de penser le futur.....	76
a) Un objectif premier : forger une « conscience mondiale ».....	76
b) Les visions de paix mondiale : des images mobilisatrices faisant appel à l'émotion.....	83
c) Le projet pacifiste : une entreprise réaliste pour construire le futur pas à pas.....	86
3) Les études sur la paix : un tremplin pour développer une approche normative de la prospective	94
a) Une nouvelle discipline pour porter le projet de diffusion d'un imaginaire pacifiste du futur	94
b) Un embryon de science prospective pacifiste et normative	101
4) Le monde en paix : entre futur universel et image occidentale du conflit Est-Ouest	104
a) La fin future du conflit Est-Ouest : un vecteur d'intégration à l'échelle mondiale	104
b) Une « conscience mondiale » pacifiste qui concerne surtout le public occidental	108
C - Diffuser les visions positives d'un futur désarmé en s'appuyant sur le travail des organisations internationales : un rôle privilégié accordé à l'Unesco	111
1) Un intérêt réciproque	111
a) Les organisations internationales : une ressource matérielle et symbolique pour les pacifistes qui défendent des visions du futur positives	112
b) Une relation à double sens.....	114
2) Le choix de l'Unesco	116
a) Des opportunités institutionnelles.....	116
b) L'Unesco, une organisation engagée pour une culture de paix.....	117
c) Les sciences sociales à l'Unesco, au service de l'action sur le long terme	119
d) L'Unesco dans les programmes pacifistes sur le futur, un rôle clé entre opportunités et contraintes	122
3) L'étude « Image du monde désarmé » menée au Centre de Vienne : un état des lieux à partir duquel changer les consciences.....	124
a) L'opinion publique, un facteur central dans la marche vers la paix mondiale ..	125
b) Le projet « Image d'un monde désarmé », une première enquête sur les imaginaires du futur mondial (1964-1965).....	128
c) Sonder l'opinion publique, une base de travail.....	137

Chapitre 2. Les études sur le futur, grille de lecture privilégiée de la problématique mondiale (1964-1973)..... 145

A - L'intérêt pacifiste pour le futur du monde : un point de départ pour la construction d'une futurologie humaniste (1964-1968)	146
1) Vers une recherche plus exhaustive sur le futur du monde	147
a) Mankind 2000 : extension thématique et prise d'autonomie institutionnelle....	147
b) D' « Images du monde désarmé » à « Images du monde en l'an 2000 »	152
2) Les futuristes humanistes à la rencontre des prospectivistes technocrates.....	157
a) Apprendre et s'inspirer	159
b) Se professionnaliser et se distinguer.....	162
c) Influencer et rassembler : la conférence organisée par le Center for the Study of Democratic Institutions en 1965	166
d) Influencer et rassembler : Mankind 2000, Robert Jungk, et la création d'un réseau international de prospectivistes.....	172
3) La première conférence internationale d'études sur le futur : créer une futurologie humaniste	182
a) Fonder une discipline militante.....	182
b) Le binôme paix et développement au cœur du projet de Robert Jungk et Johan Galtung.....	185
c) Une vision du monde en deux dimensions	189
B - Les études sur le futur : formalisation d'un champ disciplinaire international dédié à l'étude de la « problématique mondiale » (1968-1973).....	191
1) Un réseau d'experts dédiés à l'étude du futur de l'humanité	192
a) La création de la WFSF	192
b) Un point d'accord : l'échelle mondiale	195
2) Un nouveau cadre rhétorique et scientifique pour penser le futur du monde	200
a) Les listes de problèmes mondiaux	201
b) Le développement d'une pensée systémique et la notion de problématique mondiale.....	204

Chapitre 3. Les études sur le futur à l'ONU, un outil de coopération internationale (1968-1974)..... 213

A - L'introduction des études sur le futur au sein des Nations Unies.....	214
1) L'office de préprogrammation de l'Unesco	215
a) Des points d'entrée multiples	215
b) La création d'une unité de prospective à l'Unesco.....	220
2) Le projet sur le futur de l'UNITAR.....	223
a) Une initiative inspirée largement par le travail de l'équipe Meadows	223
b) La mise en place d'un programme sur le futur au sein de l'UNITAR	225
3) Mettre les organisations internationales au centre du débat sur le futur du monde.....	232
a) Une nouvelle discipline pour penser le monde.....	232

b) Un enjeu de légitimité : choisir démocratiquement l'avenir du monde	236
c) Un effort de coopération institutionnelle pour promouvoir une action sur le long terme au sein de l'ONU	240
B - Deux visions conflictuelles de la recherche sur le futur : outil de management ou levier pour changer le monde.....	242
1) La recherche sur le futur comme outil de gestion au sein des organisations.....	242
a) Répondre à une critique majeure envers une ONU perçue comme trop bureaucratique.....	243
b) Une version dominante à l'Unesco des premières années, minoritaire à l'UNITAR.....	244
2) Assumer une responsabilité pour le futur du monde et activer une conscience globale.....	248
a) La prospective comme outil de transformation du monde	249
b) Une version qui gagne du terrain à l'Unesco et triomphe à l'UNITAR.....	252
C - Un compromis : la coopération internationale autour des problèmes mondiaux de long terme	258
1) Former un consensus autour des problèmes mondiaux	258
a) Des contraintes propres au cadre onusien.....	258
b) Favoriser la coopération internationale en construisant un futur commun	261
2) Une futurologie descriptive plus que prescriptive	266
a) Un rôle de conseillers	267
b) La pratique des listes de problèmes	270
c) L'adoption d'une lecture systémique du monde.....	274
3) Agir démocratiquement sur le futur du monde.....	276
a) Les études sur le futur, une activité banalisée au sein de l'UNITAR et de l'Unesco	276
b) Des priorités choisies démocratiquement	280
c) Une futurologie tournée vers l'action ?	282
Chapitre 4. UNITAR 1974-1982 : l'invention d'un ordre mondial alternatif.....	287
A - La nécessité de se positionner dans un débat politique international	289
1) Un contexte propice à l'expression des intérêts du Tiers Monde.....	289
a) Détente et guerre froide globale.....	289
b) L'ONU et la question du développement	291
2) Le débat sur le NOEI et le lien environnement-développement.....	295
a) L'environnement et le développement, deux questions étroitement connectées.....	295
b) Le Nord et la peur d'un monde aux ressources limitées.....	298
c) Le Sud, la <i>dependency theory</i> et la demande d'un Nouvel Ordre Economique International	301
d) La notion alternative de « besoins fondamentaux »	304
e) Conflit Nord-Sud ou dialogue Nord-Sud ?	310

3) Un nouveau rôle pour les études sur le futur à l'UNITAR : montrer la voie	315
a) Un rôle de conseiller : guider l'ONU vers le futur	315
b) L'UNITAR et le NOEI : répondre à une demande de l'Assemblée générale ...	318
B - Mettre en scène la compatibilité des besoins fondamentaux et du NOEI.....	321
1) Le choix des besoins fondamentaux	321
a) L'influence des travaux de la fondation Bariloche	321
b) Le profil particulier des futurologues de l'UNITAR.....	325
2) Le NOEI : des objectifs généraux plutôt que des mesures particulières	331
a) Le NOEI, un cadre souple, sujet à interprétations	332
b) Des objectifs compatibles avec les besoins fondamentaux	335
c) Un compromis possible avec les intérêts du Nord ?	338
C - Mobiliser la conscience globale	341
1) Les valeurs humaines, variables invisibles des modèles globaux	341
a) Les valeurs humaines au cœur de la discussion sur le NOEI et les besoins fondamentaux.....	342
b) Modèles globaux et choix de valeurs	344
2) Une futurologie normative.....	346
a) Le rôle renouvelé des images du futur	347
b) Promouvoir une alternative radicale	352
Chapitre 5. 1980-1989 : un monde, plusieurs régions, une multitude d'options pour le futur.....	359
A - Les mondes futurs : une humanité complexe, un globe désagréé.....	360
1) Les suites du débat sur le NOEI	361
a) À l'Unesco : le retour aux études prospectives.....	361
b) À l'UNITAR : la promotion du régionalisme	365
2) Une tension entre problèmes mondiaux et déclinaisons locales.....	369
a) La problématique mondiale : une référence constante	370
b) Des visions et des intérêts conflictuels	375
B - L'âge d'or des études du futur par régions	379
1) Mettre en scène différents systèmes de valeurs	380
a) Juxtaposer différentes visions du futur	380
b) Donner un sens aux différences de représentation	386
2) Réfléchir aux dynamiques propres à chaque région	391
a) Des prévisions par régions	392
b) Respecter les intérêts locaux.....	395
C - Problèmes mondiaux et études sur le futur : rupture d'un binôme arrivé à maturité	399
1) Vers une perte de spécificité des études sur le futur du monde.....	400
a) Des études prises en main par des spécialistes d'autres disciplines	400

b) Une problématique mondiale divisée en plusieurs champs d'études spécifiques et non futurologiques	405
2) La prospective comme laboratoire d'idées	408
a) Une source d'information sur des domaines de compétence spécifiques.....	408
b) Une fonction de conseil et des prérogatives limitées	411
Conclusion	415
Bibliographie	427
Sources	445
Index.....	455
Annexes	457
Annexe n°1 : Liste d'acronymes et d'abréviations	457
Annexe n°2 : Organigramme du Secrétariat de l'Unesco en 1972	459
Annexe n°3 : Tableau synoptique des problèmes mondiaux élaboré par Mahdi Elmandjra et son équipe.....	461
Annexe n°4 : Schéma représentant le fonctionnement du modèle de la fondation Bariloche	466
Annexe n°5 : Schémas réalisés par Sam Cole pour représenter les différents modèles globaux.....	467

Introduction

En décembre 1967, lors de la « première conférence internationale de recherche sur le futur », rencontre dédiée principalement à l'étude du futur de la paix et du développement, l'un des participants, le sociologue allemand Richard F. Behrendt souligne un problème que l'on retrouve aussi en filigrane dans de nombreuses autres interventions : l'absence ou la faiblesse d'une "conscience globale". Pour lui, la survie même de l'humanité dépend de la réussite d'une entreprise qui consiste à transformer l'humanité en une "unité sociale effective", c'est-à-dire en un groupe ayant conscience de sa propre existence et des intérêts communs à tous ses membres¹. Neuf ans plus tard, en mai 1976, le directeur du projet sur le futur mené par l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), Philippe de Seynes, reçoit un courrier dans lequel Thor-Leif Dahnielson, directeur d'un centre pour les recherches sociologiques et futurologiques suédois, reprend le même thème avec emphase. Après avoir évoqué plusieurs problèmes mondiaux (la pollution environnementale, le gaspillage énergétique ou encore les actes terroristes), il appelle à transmettre « une manière de penser globale » et à mettre l'accent « sur les possibilités, aujourd'hui et dans les années à venir, pour une humanité unifiée, une humanité qui travaille ensemble vers un but commun, vers un meilleur futur »².

Loin de représenter des cas isolés, ces deux anecdotes sont symptomatiques d'un discours que partagent beaucoup de ceux qui pratiquent les études sur le futur à la même

¹ BEHRENDT Richard F. "Some structural prerequisites for a Global Society Based on Non-Violent Conflict Solution" in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 66-68.

« Global consciousness remains pale and ineffectual, despite the tremendous growth of medias of educational and mass communications, including international tourism. (...) Whether there will be a future of humanity depends on our ability to convert mankind from a net of interdependent objective relationship (which already exists but is not sufficiently understood and even less psychologically internalized) to an effective social unit capable of protecting the life and promoting the welfare of all its members. ».

² Archives de l'ONU, New York, série 0911, carton 7, fichier 7, lettre de Thor-Leif Dahnielson au secrétaire général Kurt Waldheim, le 5 avril 1976, transmise en mai 1976 à Philippe de Seynes. « convey a global way of thinking » et « THE POSSIBILITIES TODAY AND IN THE YEARS AHEAD FOR A UNITED MANKIND, A MANKIND THAT WORKS TOGETHER TOWARDS A COMMON GOAL, TOWARD A BETTER FUTURE! ».

époque : les grands problèmes à venir ne peuvent se comprendre et se résoudre qu'à l'échelle de la planète et leur solution passe par une prise de conscience par les êtres humains du fait qu'ils appartiennent à une même communauté, prise de conscience que les études sur le futur peuvent et doivent elles-mêmes stimuler.

Comment se constitue un champ de savoirs et de pratiques scientifiques sur le futur du monde ? Pourquoi et comment ceux qui en deviennent les spécialistes comptent-ils forger cette conscience globale ? Quel contenu donnent-ils à ce concept ? Quel cadre institutionnel choisissent-ils pour mener à bien leur projet ?

Pour répondre à ces questions, il convient d'abord de préciser l'objet d'étude historique que constituent ces différents projets sur le futur qui, à partir des années 1960, se sont donné pour objectif de forger une conscience globale. Nous verrons que ces études sur le futur constituent un objet d'étude relativement neuf pour les historiens. Ensuite nous montrerons pourquoi il est particulièrement intéressant de croiser ce nouveau champ d'enquête historique avec un autre domaine de la recherche en sciences sociales : les études sur la notion de globalité. Après avoir exposé notre projet et notre problématique de thèse, nous aborderons dans un troisième temps les questions méthodologiques : définition des contours de l'objet d'étude, travaux historiographiques mis à profit et bornes chronologiques retenues. Enfin, nous annoncerons et expliquerons le plan choisi pour présenter le résultat de nos recherches et répondre à la problématique.

A - Faire l'histoire du futur

1) De grandes narrations sur les imaginaires sociaux du futur

Depuis les années 1980, et plus encore, à partir de la fin des années 1990, certains historiens ont fait du rapport des sociétés au temps en général, et au futur en particulier, un objet d'étude historique. Il s'agit pour eux de broser un grand récit montrant comment les hommes, en particulier ceux de l'Occident, comprennent le temps, et de dégager les grandes

lignes d'évolution de cette histoire. Ils font ainsi une histoire avant tout culturelle du temps, qui donne souvent une place importante au progrès technologique dans l'interprétation des changements observés.

Stephen Kern est l'un des premiers à s'emparer de ces questions. Le livre qu'il publie en 1983, *The Culture of time and space 1880-1918*, expose les grands axes selon lesquels différentes catégories temporelles (passé, présent, futur), et spatiales, sont pensées et vécues dans les décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale, et pendant celle-ci, par les ressortissants de différents pays¹. En ce qui concerne le futur, il identifie une tension majeure entre un mode passif selon lequel on attend le futur sans pouvoir l'influencer et sans vision nette de ce qui pourrait survenir, et un mode actif selon lequel on tente de donner une forme spécifique aux temps à venir. L'avant Première Guerre mondiale serait alors plutôt caractérisé par le mode actif (moins dans l'Angleterre conservatrice qu'en France néanmoins) tandis que 1914 marquerait le début d'une période passive lors de laquelle les soldats, comme la plupart de leurs compatriotes, se seraient laissés bercer par un temps qu'ils ne contrôlent plus, attendant avec plus ou moins d'espoir un futur insondable. Suivent d'autres ouvrages dont les auteurs tentent d'identifier une ou plusieurs de ces grandes évolutions dans notre manière de ressentir le temps et de se situer entre passé, présent et futur. *L'invention de la vitesse : France, XVIII^e-XX^e siècle* publié en 1995 par Christophe Studeny constitue un bon exemple de cette tendance². L'auteur raconte l'histoire des multiples inventions, des turgotines à la fusée, qui ont permis au mouvement de s'accélérer. Il explique en quoi ces changements matériels auraient provoqué une transformation culturelle : de nouvelles attentes vis-à-vis du futur, une impatience croissante.

Ces thèmes sont repris en 2003 par François Hartog qui centre son analyse sur la notion de « présentisme » : depuis la fin des années 1980, nous ne serions plus capables de penser ni le passé ni l'avenir comme des temps différents du présent et articulés avec lui³. Au contraire, tout serait ramené au présent, le passé « patrimonialisé » et le futur condamné par une

¹ Kern Stephen, *The Culture of time and space 1880-1918*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1983, 372 p.

² Studeny Christophe, *L'Invention de la vitesse: France, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1995, 408 p.

³ Hartog François, *Régimes d'historicité: présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, 257 p.

nouvelle incapacité à se projeter vers l'avenir, laissant les hommes coincés dans une sorte de crise temporelle dont ils n'auraient pas trouvé comment s'échapper tant ils sont soumis à la tyrannie du présent. Ce régime d'historicité – articulation entre passé, présent et futur dominant les perceptions collectives à une époque donnée – aurait triomphé sur celui « futuriste », caractérisé par une croyance optimiste dans le progrès, qui avait pris forme depuis 1789 et qui se serait effondré progressivement dans les dernières décennies. L'état de crise qui aurait provoqué l'avènement du présentisme serait intimement lié à un sentiment d'accélération du monde face auquel l'être humain serait débordé et ne saurait donc plus gérer que l'urgence. Cette idée d'accélération a connu par la suite un certain succès en sociologie avec les travaux d'Harmut Rosa qui dépeignent une société en crise car accélérée sur trois plans distincts : celui de la technologie, celui des institutions sociales et celui du rythme de vie¹.

Le même constat, selon lequel il y aurait eu une période d'optimisme vis-à-vis du futur et que cette période serait désormais close, est partagé par Lucian Hölscher, historien allemand qui publie et intervient régulièrement sur l'histoire du futur (*Zukunftsgeschichte*) depuis les travaux menés pour son habilitation, publiée en 1989, qui portait sur les représentations socialistes et protestantes du futur sous le Deuxième Reich². Néanmoins, l'histoire du futur développée par Lucian Hölscher diffère sensiblement de celle proposée par François Hartog, tant par la chronologie retenue³ que par l'analyse proposée sur la période la

¹ ROSA Hartmut, *Accélération: une critique sociale du temps*, traduit par Didier RENAULT, Paris, La Découverte, 2010, 474 p.

² HÖLSCHER Lucian, *Weltgericht oder Revolution: protestantische und sozialistische Zukunftsvorstellungen im deutschen Kaiserreich*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1989, 503 p.

Nous utiliserons surtout les trois références suivantes : HÖLSCHER Lucian, *Die Entdeckung der Zukunft*, Frankfurt am Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1999, 262 p. ; HÖLSCHER Lucian, « The history of the Future. The Emergence and Decline of a Temporal Concept in European History », *History of Concepts Newsletter*, 2002, n° 5, p. 10-15. ; et HÖLSCHER Lucian, « Le futur du XX^e siècle. Perspectives de recherche sur l'histoire de l'avenir », communication présentée à l'Institut historique allemand le 18 février 2016.

³ François Hartog considère que la période futuriste a débuté seulement à la fin du XVIII^e siècle et qu'elle a été précédée par deux grands « régimes » : le régime héroïque de l'épopée homérique auquel succède le régime chrétien tiraillé entre mémoire de la venue du Christ sur Terre et attente de la fin des temps. Pour Lucian Hölscher au contraire, il n'y a pas de pensée du futur avant les années 1770 quand démarre un « cycle philosophique », point de départ d'une pensée optimiste du progrès qui triomphe jusqu'à la moitié du XX^e siècle.

plus récente. Pour Lucian Hölscher, une relation « technique » au futur voit le jour à partir des années 1950 : l'invention de méthodes de prospective témoigne du souci de rationaliser les temps à venir et restreint le futur à une série limitée de scénarios possibles. Ce désir de contrôler fermement l'avenir et d'en connaître les directions possibles conduit les humains à se concentrer sur les avènements que l'on imagine possibles, souhaitables ou à éviter, plutôt que sur le futur réel tel qu'on pourrait le construire. Ainsi, les techniques futurologiques créeraient paradoxalement un désintérêt pour un futur qui paraît désormais engoncé dans une étroite camisole scientifique. Ce désintérêt est renforcé à partir des années 1970 par un nouveau pessimisme, les travaux de prospective présentant aux hommes les nombreuses menaces qui pèsent sur leur avenir, à une époque qui marque aussi la fin des utopies.

Cette littérature historique et sociologique portant sur les « temporalités » et plus spécifiquement sur le futur présente l'intérêt de faire du passé du futur un sujet pour le chercheur en sciences sociales. En outre, les travaux de Lucian Hölscher montrent que la prospective est un élément important de cette histoire dans la seconde moitié du XX^e siècle. Néanmoins, l'analyse de certains projets futurologiques entrepris au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, notamment celle qui a été menée dans le cadre de cette thèse, permet d'identifier plusieurs faiblesses de ces grandes narrations.

Tout d'abord, tandis que ces récits se veulent universels, ou tout au moins largement valables pour l'ensemble des sociétés occidentales, l'idée d'un « régime » ou d'une « attitude » dominante face au futur à une époque donnée ne passe pas l'épreuve d'un examen attentif des représentations et projets propres à différents groupes de futurologues. Ainsi, l'idée que les études sur le futur encourageraient, à partir des années 1970, un profond pessimisme vis-à-vis des temps à venir paraît évidente si l'on s'en tient aux discours catastrophistes sur l'imminente pénurie de ressources planétaires provoqués par le rapport *Halte à la croissance* publié en 1972¹ ou par les scénarios d'hiver nucléaire élaborés dans les années 1980². Pourtant, au même moment, d'autres futurologues imaginent ce que pourrait

¹ VIEILLE-BLANCHARD Élodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, Perspectives, Réfutations*, EHESS, 2011, 692 p.

² RINDZEVICIUTE Egle, *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, 312 p.

être un ordre mondial alternatif à celui existant et meilleur pour toute l'humanité¹. Leur projet repose sur une hypothèse fortement optimiste : si l'on peut dépeindre le chemin qui mène à ce meilleur monde, il ne devrait guère être difficile de convaincre les leaders politiques de l'emprunter.

De même, l'analyse des travaux futurologiques entrepris dans la période qui suit la Seconde Guerre mondiale jette un éclairage intéressant sur l'affirmation de François Hartog selon laquelle nous aurions définitivement perdu notre capacité à nous projeter dans le long terme à partir de la fin des années 1980. Cette idée est en fait déjà exprimée par plusieurs fondateurs de la prospective dans les années 1950 et la futurologie est pour eux une réponse à ce problème : les études sur le futur devaient permettre de raviver un imaginaire du futur en train de s'appauvrir – et non pas le contraindre à suivre une voie parmi un ensemble de lignes étroitement définies comme le suppose Lucian Hölscher². Dès lors, plutôt que de reprendre ces observations à notre compte, il est plus intéressant de les historiciser, de chercher à comprendre dans quel contexte elles ont été formulées et surtout comment des acteurs variés ont alors tenté de réagir en transformant le futur en domaine d'enquête et d'intervention où pouvaient se déployer toutes sortes de projets pour l'humanité.

2) Un renouveau historiographique récent : le futur comme entreprise conflictuelle

Comprendre le futur non comme imaginaire social passif mais comme champ d'intervention pour différents acteurs qui endossent une forme de responsabilité vis-à-vis de l'avenir, tel est l'objectif qu'un ensemble de travaux plus récents sur l'histoire du futur s'est donné³. Dans le vaste champ des productions culturelles, scientifiques et politiques en lien

¹ Cf. chapitre 4 et travaux en cours d'Adam Freeman sur le World Order Model Project.

² Cf. chapitre 1.

³ De la même manière, des travaux plus récents sur les temporalités, notamment ceux publiés dans la revue *Temporalités*, ont tenté de rompre avec les grandes narrations sur les régimes de temps ou régimes d'historicité, afin de montrer la diversité des « temporalités » portées par différents groupes d'acteurs qui coexistent et s'affrontent à une même période. Les travaux sur les temps de travail sont pionniers en la matière. On peut aussi penser aux travaux de Vanessa Ogle qui remettent en question Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

avec le futur (science-fiction, utopie culturelle, planification, etc.), cette nouvelle approche privilégie l'étude d'un objet particulier : les études sur le futur telles qu'elles se sont développées dans différents milieux scientifiques, et différents contextes nationaux et internationaux, dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. C'est en étudiant ce vaste ensemble de savoirs et de pratiques dédiés à l'anticipation du long terme que l'on peut saisir le futur, non plus comme un élément culturel passif conditionnant l'action des êtres humains, mais plutôt comme un domaine maîtrisable par l'homme et suscitant donc des querelles pour son appropriation par différents groupes.

Ainsi, le projet européen Futurepol, dans le cadre duquel cette thèse a été menée, s'est assigné pour tâche d'explorer la production de savoirs et les formes de gouvernance dédiées au long terme qui ont été mises en place dans la deuxième moitié du XX^e siècle¹. Jenny Andersson, directrice du projet Futurepol, note que cette période est particulièrement marquée par un questionnement sur l'idée d'influence humaine, entre sentiment de toute puissance et risque d'autodestruction. La question de la maîtrise (ou de la libération) du futur s'est alors posée avec une acuité particulière suscitant tout un éventail d'initiatives visant à constituer un corpus de savoirs et de pratiques d'anticipation du long terme². Que leurs auteurs nomment cette activité « futurologie » (terme utilisé majoritairement dans les think tanks américains), « études sur le(s) futur(s) » (terme plus général à connotation non-alignée lorsque « futur » est au pluriel), prospective (terme français associé aux travaux de Bertrand de Jouvenel), ou encore *prognostics* (à l'Est), ces nouveaux domaines de recherche ont en commun d'interroger la ou les voies futures possibles pour des groupes plus ou moins larges et de proposer ainsi une expertise utilisable à des fins politiques, pour influencer le futur³. Jenny Andersson encourage les historiens à étudier le futur comme un enjeu à la fois scientifique et

l'idée de simultanéité, d'homogénéisation triomphante du temps à la fin du XIX^e siècle (une idée notamment exposée par Stephen Kern) en étudiant tous les conflits et les résistances provoqués par les tentatives d'imposer un temps unique : OGLE Vanessa, *The global transformation of time: 1870-1950*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2015.

¹ cf. « FUTUREPOL: Research proposal for the ERC Starting Grant » sur le site web du projet : http://www.sciencespo.fr/futurepol/sites/sciencespo.fr/futurepol/files/description_site.pdf.

J'ai fait partie du groupe de recherche Futurepol tout au long de ma thèse et ai pris part aux lectures collectives ainsi qu'aux séminaires organisés dans ce cadre.

² ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, introduction (en cours de rédaction).

³ En anglais, futurology, future(s) studies, foresight.

politique, à chercher quels acteurs ont produit quel type de savoirs sur le futur et quelles techniques d'anticipation du long terme, au service de quels objectifs¹. Ses travaux, ainsi que ceux des autres membres du groupe de recherche, ont fourni de nombreux cas d'études qui ont permis de montrer que, dans un contexte de guerre froide, les études sur le futur ont servi aussi bien de support à l'affrontement Est-Ouest que de catalyseur d'un embryon de dialogue scientifique entre les deux blocs, les projets futurologiques s'inscrivant souvent dans des réseaux transnationaux dont certains traversent le rideau de fer². Ils ont permis aussi d'identifier d'importantes lignes de fracture entre plusieurs approches du futur qui s'affrontent et coexistent : au même moment, et parfois chez les mêmes acteurs, le futur est par exemple compris à la fois comme un objet de management technique permettant une meilleure gouvernance des sociétés, et comme un appel à l'imagination, à la créativité débridée, seule capable de formuler un meilleur avenir vers lequel il convient de se projeter. Tandis que certains s'efforcent de construire une science du futur autour d'un ensemble de techniques d'anticipation du long terme conçues comme politiquement neutres, d'autres assument la dimension normative de leurs travaux, attachant moins d'importance à la rigueur de la méthode qu'au contenu des images produites et à l'impact que celles-ci peuvent avoir sur les mentalités.

Ce déplacement de la focale de l'histoire du futur vers une histoire de ces études futurologiques comme tentatives de contrôler ou de transformer le long terme et par là, comme champ d'affrontement entre différents acteurs et différentes visions, permet aux historiens qui étudient le sujet de s'extraire de la sphère de l'histoire culturelle pour proposer une contribution à une histoire politique transnationale qui explore les différents usages, notamment militants et gouvernementaux, assignés à ces nouveaux savoirs sur l'avenir³. C'est

¹ ANDERSSON Jenny, « The Great Future Debate and the Struggle for the World », *The American Historical Review*, 12 janvier 2012, vol. 117, n° 5, p. 1411-1430.

² Notamment autour de l'International Institute for Applied Systems Analysis à Vienne cf. RINDZEVICIUTE Egle, *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, 312 p. Voir aussi les travaux de Vitezslav Sommer sur les études prospectives menées dans l'Etat socialiste tchèque cf. SOMMER Vitezslav, « Forecasting the Post-Socialist Future : Prognostika in Late Socialist Czechoslovakia, 1970-1989 », in ANDERSSON Jenny et RINDZEVICIUTE Eglè, *The struggle for the long-term in transnational science and politics: forging the future*, 2015.

³ Cf. ANDERSSON Jenny, « The Great Future Debate and the Struggle for the World », *The American Historical Review*, 12 janvier 2012, vol. 117, n° 5, p. 1411-1430, introduction.

dans la même perspective que Rüdiger Graf et Benjamin Herzog ont récemment proposé une grille de questionnement historique permettant d'identifier différents « modes de génération du futur », au lieu de chercher à définir une perception unifiée du futur propre à chaque époque¹.

3) Une intervention spécifique : les études sur le futur comme outil privilégié pour forger une conscience globale

Lorsque l'on adopte cette approche de l'histoire du futur et que l'on examine plusieurs projets d'études sur le futur menés dans la seconde moitié du XX^e siècle, on s'aperçoit rapidement que beaucoup d'entre eux accordent une attention particulière à l'échelle globale. De nombreux travaux dépeignent les possibles états futurs du monde entier, formulent des préférences quant à la direction que l'humanité devrait prendre sur le long terme, ou encore alertent à propos des dangers que représentent une série de problèmes mondiaux tels que le risque qu'une guerre nucléaire éclate, les tensions liées aux inégalités Nord-Sud ou la dégradation de l'environnement planétaire. Non seulement, ces futurologues développent une pensée sur le futur nouvelle par son échelle globale, mais ils cherchent aussi à partager ce mode de pensée, à diffuser une conscience globale, tout autant, si ce n'est plus qu'ils cherchent à diffuser certaines visions précises d'un ordre global souhaité dans le futur.

Ce lien privilégié entre études du futur et réflexion sur l'échelle globale n'ayant pas encore été étudié, il nous a paru particulièrement intéressant de contribuer au champ de recherche nouveau que nous avons décrit dans la section précédente en consacrant notre thèse à cette intervention particulière sur le futur qui consiste à penser et réorganiser le monde. Il s'agit alors pour nous d'expliquer comment certains futurologues se sont consacrés à la construction d'une conscience globale, en particulier par un travail qui vise à identifier différents problèmes dont l'étendue ou la solution envisagée sont d'ampleur mondiale. Mener

¹ GRAF Rüdiger et HERZOG Benjamin, « From a Unified Horizon of Expectation to Multiple Modes of Generating the Future: Problems and Challenges of a History of the Future in the 20th Century », communication présentée lors du colloque « Le temps. Histoire contemporaine d'un enjeu politique et scientifique » à Sciences Po, le 23 novembre 2016.

une recherche sur ce type spécifique d'intervention sur le futur nous permet de mobiliser la grille de lecture établie par la nouvelle approche de l'histoire du futur. Il convient en effet de mettre au jour les conflits qui opposent différents acteurs porteurs de différentes visions du monde, de souligner l'aspect normatif et militant de beaucoup de ces projets, d'identifier les connexions entre ceux-ci et, ainsi, de retracer la construction d'une catégorie de pensée et d'action : le futur du monde.

En adoptant cette focale spécifique, nos recherches contribuent également à améliorer notre connaissance des réseaux de futurologues, de leurs objectifs et de l'évolution de ceux-ci dans le temps. Puisque beaucoup des travaux d'étude sur le futur portant sur l'échelle globale sont menés au sein d'organisations internationales – tant des ONGs internationales que des organisations appartenant au système des Nations Unies¹ – cette thèse permet de réévaluer le rôle, moins périphérique qu'on pourrait le croire au premier abord, qu'ont joué ces organisations internationales dans le monde de la futurologie. On verra qu'elles ont non seulement servi de lieu de rencontre entre experts du futur venus de différents milieux intellectuels et professionnels et de différents pays, mais aussi qu'elles ont parfois eu un rôle moteur, proposant de nouveaux sujets de préoccupation souvent repris plus tard dans des travaux menés à l'extérieur de ce cadre institutionnel.

Grâce à l'étude des contenus successivement donnés à la notion de conscience globale par les futurologues qui la promouvaient, nous avons pu identifier certains thèmes jusqu'ici souvent ignorés par l'histoire du futur et pourtant centraux dans certaines études futurologiques. Ainsi, l'histoire du futur a beaucoup insisté sur le rôle du conflit Est-Ouest dans la construction d'un champ d'expertise futurologique, certaines études futurologiques visant à soutenir l'un des deux blocs tandis que d'autres cherchent à faire travailler ensemble les scientifiques venus des deux côtés du rideau de fer². Si cette fracture Est-Ouest est

¹ Nous reprenons ici la distinction établie par Akira Iriye entre organisations internationales intergouvernementales et organisations internationales non-gouvernementales. IRIYE Akira, *Global community: the role of international organizations in the making of the contemporary world*, University of California Press., Berkeley, 2002, p. 1.

² Pour le premier cas, on pense en particulier aux travaux de la Rand Corporation cf. ANDERSSON Jenny, « The Great Future Debate and the Struggle for the World », *The American Historical Review*, 12 janvier 2012, vol. 117, n° 5, pp. 1411-1430. Dans le second cas, on peut évoquer la World Futures Studies Federation ou IIASA cf. RINDZEVICIUTE Egle, *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, 312 p.

essentielle pour comprendre les visions du globe déployées dans les années 1960, nous verrons que la question du conflit Nord-Sud acquiert un rôle au moins aussi important dans les travaux futurologiques menés à partir de la moitié des années 1970. Surtout, nous expliquerons quel rôle jouent ces conflits, et surtout le désir de les dépasser, dans la constitution même de la notion de globalité.

B - Contribuer à une histoire de la notion de globalité

Faire ce choix revient en effet à entrer en discussion avec une autre historiographie, celle de la globalité.

1) L'histoire de la globalité et de la conscience globale : un produit de la réflexion sur la globalisation et sur les origines de l'histoire globale

Depuis 1990, quelques historiens et de nombreux théoriciens des relations internationales se sont interrogés sur la dimension culturelle de la globalisation et sur l'histoire de la globalité, notion désignant alors la capacité à penser un espace unique à l'échelle de la planète. Leurs travaux peuvent être répartis en trois grands ensembles qui se recoupent partiellement : le premier rassemble les études qui s'intéressent aux visions du global, de la planète, à travers l'histoire et les cultures ; le second comprend les travaux qui portent plus spécifiquement sur l'histoire de la progression d'une conscience globale chez différents groupes et qui tentent de dater l'apparition de cette conscience globale ; enfin, un troisième groupe d'ouvrages cherche à identifier les processus culturels, politiques, institutionnels ou encore techniques qui ont permis cette construction d'une conscience globale.

Au sein du premier groupe, on peut citer le livre publié en 2001 par Denis Cosgrove, *Apollo's Eye: A Cartographic Genealogy of the Earth in the Western Imagination*¹. Le géographe y retrace la longue succession des images du globe et de la Terre entière produites par l'Occident depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. La publication de la photo de la surface terrestre prise en 1968 par Apollo 8 constitue un tournant dans cette histoire : pour la première fois, les êtres humains peuvent voir leur planète entière sur une seule image, sans frontières ni hiérarchie centre-périphérie puisque, contrairement aux cartes du monde, elle n'est pas centrée sur le pays ou le continent des observateurs. L'auteur multiplie les exemples de cartes, visions d'empire, représentations du globe artistiques ou commerciales sans chercher à en tirer une quelconque conclusion sur la manière dont cette globalité, de plus en plus présente dans le paysage visuel, est comprise par ceux qui voient ces images. Dans le deuxième chapitre de son ouvrage consacré à l'histoire globale, Sebastian Conrad cherche à retracer les origines intellectuelles de cette historiographie en donnant un rapide aperçu historique des conceptions du monde qui se sont succédé dans le temps². Là où Denis Cosgrove s'intéressait surtout aux marqueurs visuels d'une conscience du monde, Sebastian Conrad cherche celle-ci dans un ensemble d'écrits reflétant la pensée de quelques intellectuels de différentes époques. Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit de montrer comment un peuple comprenait, à un moment donné, sa position dans le contexte mondial, comment un individu se représentait la Terre.

Les œuvres et penseurs abordés ne démontrent pas, en revanche, un quelconque sentiment d'appartenance à une communauté globale unique. C'est sur ce dernier aspect de la rhétorique globale que d'autres auteurs se sont concentrés, cherchant à identifier un ensemble de métaphores utilisées pour parler de la planète comme une et indivisible. Les travaux de Daniel Deudney et Elizabeth Mendenhall, par exemple, montrent une multiplication de ces métaphores (« Terre vaisseau spatial », « Terre rare », « Terre berceau ») dans la deuxième

¹ COSGROVE Denis, *Apollo's Eye: A Cartographic Genealogy of the Earth in the Western Imagination*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 2001.

² CONRAD Sebastian, *What is global history ?*, Princeton, N.J. etc., Princeton University Press, 2016, chap. 2 p. 17-36 « a short history of thinking globally ».

moitié du XX^e siècle¹. Il y aurait donc deux façons bien distinctes de saisir le monde : comme une accumulation de territoires à conquérir, un espace divisé par de nombreuses frontières d'une part, ou, d'autre part, comme un ensemble géologique riche en ressources mais potentiellement vulnérable, placé tout entier sous la responsabilité d'un groupe unique, les êtres humains².

C'est cette deuxième approche qui est au cœur des *globality studies*, ensemble de travaux qui tentent de définir la notion de « globalité » et d'en étudier les caractéristiques historiques ou actuelles. Nous pouvons retenir la définition proposée par Jens Bartelson : selon lui, la globalité est « une condition caractérisée par la présence d'un espace sociopolitique unique à l'échelle globale »³. Cette condition est réflexive : Wolf Schäfer explique ainsi que la globalité est composée de plusieurs éléments dont certains sont objectifs et peuvent être mesurés, par exemple « un état d'interconnexion », tandis que d'autres sont plus subjectifs et consistent en « un état de conscience »⁴. C'est ce dernier élément qui nous intéresse, ce que de nombreux auteurs appellent la « conscience globale ». Martin Shaw la définit ainsi : « une conscience commune de la société humaine sur une échelle mondiale : une reconnaissance croissante de la totalité des relations sociales humaines comme la plus large structure constitutive de toutes les relations »⁵.

¹ DEUDNEY Daniel et MENDENHALL Elizabeth « New Earths. Assessing planetary geographic constructs » in MUNSTER Rens van et SYLVEST Casper (dirs.), *The Politics of Globality since 1945: Assembling the Planet*, London ; New York, NY, Routledge, 2016, 218 p.

Cette rhétorique globale est également analysée par Jo-Anne Pemberton qui remonte aux années 1920 pour montrer les différents usages qui en ont été fait dans le temps : PEMBERTON Jo-Anne, *Global Metaphors: Modernity and the Quest For One World*, London ; Sterling, Va, Pluto Press, 2001, 192 p.

² Cette distinction est clairement établie par Richard Little dans l'avant propos qu'il a rédigé pour l'ouvrage *Assembling the Planet* : MUNSTER Rens van et SYLVEST Casper (dirs.), *The Politics of Globality since 1945: Assembling the Planet*, London ; New York, NY, Routledge, 2016, 218 p.

³ BARTELSON Jens, « The Social Construction of Globality », *International Political Sociology*, 1 septembre 2010, vol. 4, n° 3, p. 219 Traduction de l'anglais "a condition characterized by the presence of a single sociopolitical space on a planetary scale".

⁴ SCHÄFER Wolf, « Lean Globality Studies », *Globality Studies Journal*, 28 mai 2007, n° 7. Il insiste sur l'importance méthodologique de n'étudier qu'un seul de ces éléments à la fois.

⁵ SHAW Martin, *Theory of the Global State: Globality as an Unfinished Revolution*, Cambridge University Press, 2000, p. 19 "a common consciousness of human society on a world scale: an

Tout comme la globalisation est le processus qui mène à l'état de globalité, cette conscience globale a une histoire que l'on peut considérer comme le versant culturel de l'histoire de la globalisation. C'est le point de vue défendu par Roland Robertson, théoricien de la globalisation qui a consacré plusieurs de ses écrits à la notion de « conscience globale » qu'il considère comme l'aspect le plus important de la globalisation, cette dernière désignant « à la fois la compression du monde et l'intensification de la conscience du monde comme un tout »¹. Il explique que la conscience globale ne réside pas seulement dans le fait d'être capable de penser à l'échelle du monde, de la planète, de visualiser le globe, comme cela était déjà possible depuis des centaines d'années, mais plutôt de penser le monde comme domaine d'action possible voire privilégié, et de vouloir s'organiser en tant que société à l'échelle du monde. Il s'agit donc d'une conscience de l'humanité comme société agissante, une conscience du globe comme échelle pertinente pour comprendre les problèmes humains et pour l'action humaine. Cette conception a, selon lui, progressé au cours de ces dernières décennies².

Comme lui, de nombreux théoriciens de la globalisation ont cherché à donner une chronologie de la progression de cette conscience globale³. Beaucoup n'étant pas historiens,

increasing awareness of the totality of human social relations as the largest constitutive framework of all relations”.

¹ ROBERTSON Roland, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, SAGE, 1992, p. 8. Traduction de l'anglais “Globalization as a concept refers both to the compression of the world and the intensification of consciousness of the world as a whole”. L'auteur a développé cette notion de conscience dans de nombreux ouvrages parmi lesquels : Robertson, Roland (1991) ‘Globality, Global Culture and Images of World Order’, in H. Haferkamp and N. Smelser (eds), *Social Change and Modernity*. Berkeley, CA: University of California Press, 395-411 ; Robertson Roland et White Kathleen E., *Globalization: Critical Concepts in Sociology*, Taylor & Francis, 2003, 430 p. Et Robertson, Roland (2007) ‘Globality’, in R. Robertson and J.A. Scholte, *Encyclopedia of globalization*. London: Routledge, vol. 2, 524-26.

² ROBERTSON Roland, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, SAGE, 1992, p. 53, “it has not been until quite recently that considerable numbers of people living on various parts of the planet have spoken and acted in direct reference to the problem of the “organization” of the entire, heliocentric world”.

³ Il existe une tradition de la philosophie qui étudie aussi, depuis plus longtemps que les autres sciences humaines, la pensée du global. Nous ne développerons pas cette approche philosophique qui est relativement éloignée de notre conception du sujet mais on peut noter toutefois que certains de ces travaux mettent également en avant l'importance d'étudier la globalité et, plus spécifiquement, la conscience globale, comme une construction qui a une histoire spécifique. Cf. AXELOS Kostas, *Systématique ouverte*, Paris, France, Éd. de Minuit, 1984, 124 p. chapitre II « Le monde ». SLOTERDIJK Peter, *Spheres*. Volume 1 à 3, South Pasadena, CA, Semiotext(e), 1998-2004. Et Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

ces références temporelles restent souvent floues (« récemment », « dans la période après-guerre », « à partir des années 1960 »), mais il est tout de même remarquable que la grande majorité d'entre eux situent l'émergence de la conscience globale après 1945, et son triomphe vers la fin des années 1960. Les éléments évoqués pour justifier cette chronologie sont souvent les mêmes : la Seconde Guerre mondiale, expérience commune à beaucoup d'hommes suivie du choc « universel » de la bombe atomique conçue comme une menace pour l'humanité entière, puis le déclenchement de la guerre froide dont les blocs dépassent les logiques purement nationales, mais aussi les premières images de la Terre vue de l'espace provoquant un sentiment d'appartenance à un espace unique, circonscrit et fragile, et enfin, les mouvements sociaux transnationaux de la fin des années 1960 (pacifisme, féminisme, écologie) ¹. Un exemple emblématique de cette littérature sur l'histoire de la conscience globale nous est fourni par l'ouvrage de Martin Albrow, *The global age* qui est aussi l'un des premiers à développer cette argumentation : l'auteur identifie une période de transition entre les temps modernes et un âge global caractérisé par la dimension mondiale des grands problèmes humains mais aussi par une auto perception (réflexive) de cette dimension par les humains ; cette transition se déploierait entre 1945 (bombe atomique) et les années 1990 qui voient la percée d'une conscience environnementale².

SLOTERDIJK Peter. "Geometry in the Colossal: The Project of Metaphysical Globalization. Environment and Planning D", *Society and Space* 27 (1), 2009 p. 29–40.

¹ Voir SHAW Martin, *Theory of the Global State: Globality as an Unfinished Revolution*, Cambridge University Press, 2000 ; ROBERTSON Roland, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, SAGE, 1992, 228 p ; Dubinsky Karen et Krull Catherine, *New world coming: the sixties and the shaping of global consciousness*, Between the Lines, 2009, 540 p. IRIYE Akira, *Global community: the role of international organizations in the making of the contemporary world*, University of California Press., Berkeley, 2002, 255 p. BECK Ulrich, *What is globalization?*, Malden, MA, Polity Press, 2000, 192 p. (voir en particulier la p 11 où Ulrich Beck évoque le développement récent de la dimension "réflexive" de la globalisation : une conscience du phénomène de globalisation et de la dimensions globale d'un certain nombre de problèmes. Certains auteurs proposent néanmoins une interprétation complètement différente de la chronologie de la conscience globale. Jens Bartelson considère la Renaissance comme une étape centrale qui voit le global triompher avant l'invention de l'international tandis que dans un chapitre coécrit avec David Inglis, Roland Robertson cherche à identifier des prémices de la conscience globale dès l'Antiquité . Cf. BARTELSON Jens, « The Social Construction of Globality », *International Political Sociology*, 1 septembre 2010, vol. 4, n° 3, p. 219-235. Et INGLIS David et ROBERTSON Roland "The global animus, In the tracks of world consciousness" in GILLS Barry K. et THOMPSON William R., *Globalization and Global History*, Routledge, 2006, 324 p.

² ALBROW Martin, *The global age: state and society beyond modernity*, Cambridge, Polity Press, 1996, ix+246 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

Alors que la plupart de ces auteurs ne précisent pas vraiment qui sont ces personnes chez qui progresse une conscience globale au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, certains d'entre eux tentent de préciser les contours sociologiques et géographiques des milieux concernés. David Inglis et Roland Robertson considèrent qu'il s'agit surtout d'un phénomène occidental, ou du moins qu'ils n'ont pu étudier ce phénomène et donc en attester l'existence avec certitude que dans les sources occidentales auxquelles ils avaient accès¹. Quant aux milieux sociaux concernés, ceux-ci sont de plus en plus nombreux au fil du temps² ; les membres des organisations internationales (intergouvernementales comme non gouvernementales) sont régulièrement cités parmi les plus précoces³.

Un dernier groupe de travaux sur l'histoire de la conscience globale cherche à identifier les mécanismes par lesquels celle-ci a pu progresser. Nous avons déjà eu un aperçu de l'explication purement culturelle qui est donnée par certains auteurs lorsque nous avons évoqué les images du globe terrestre et leur impact supposé sur les consciences⁴. Dans le même ordre d'idées, nombreux sont ceux qui soulignent le rôle des progrès cartographiques⁵. Cette approche interne à l'histoire culturelle est aussi privilégiée par Jens Bartelson pour qui la globalité est un fait social construit dépendant de l'évolution des « croyances cosmologiques », c'est-à-dire dépendant de l'apparition « de nouvelles représentations de l'espace qui rendent possible la conception du monde comme un objet géométrique sphérique, un globe »⁶. D'autres auteurs ne se satisfont toutefois pas de cette explication de la culture par

¹ INGLIS David et ROBERTSON Roland "The global animus. In the tracks of world consciousness" in GILLS Barry K. et THOMPSON William R., *Globalization and Global History*, Routledge, 2006, 324 p

² Cf. SCHOLTE Jan Aart, *Globalization: A Critical Introduction*, St. Martin's Press, 2000, 392 p.

³ Cf. SLUGA Glenda "The transformation of International Institutions: Global Shock as Cultural Shock", in FERGUSON Niall, MAIER Charles S., MANELA Erez, SARGENT Daniel J., *The Shock of the Global - The 1970s in Perspective*, Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 2011, 448 p.

Et cf. IRIYE Akira, *Global community: the role of international organizations in the making of the contemporary world*, University of California Press., Berkeley, 2002, 255 p.

⁴ COSGROVE Denis, *Apollo's Eye: A Cartographic Genealogy of the Earth in the Western Imagination*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 2001.

⁵ Cf. par exemple WHITFIELD Peter et BRITISH LIBRARY, *The image of the world: 20 centuries of world maps*, San Francisco, Pomegranate Artbooks in association with the British Library, 1994. Et l'interprétation qu'en fait Robertson dans ROBERTSON Roland, « Global Connectivity and Global Consciousness », *American Behavioral Scientist*, 1 octobre 2011, vol. 55, n° 10, pp. 1336-1345.

⁶ BARTELSON Jens, « The Social Construction of Globality », *International Political Sociology*, 1 septembre 2010, vol. 4, n° 3, p. 222 Traduction de l'anglais "this process was conditioned by the Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

la culture et montrent comment des changements structurels ont pu encourager la progression de la conscience globale. Il peut s'agir de la création d'organisations politiques globales comme l'ONU dont le rôle est mis en avant par Martin Shaw¹. Mais il s'agit aussi de toute évolution technologique conduisant à des processus d'homogénéisation technique à travers le monde tel que les tentatives d'uniformisation du temps mondial étudiées par Vanessa Ogle², ou la construction des réseaux de mesures météorologiques et climatiques (capables de fournir des données globales alimentant des modèles globaux dans le cadre d'institutions globales) qui ont fait l'objet du célèbre ouvrage de Paul Edwards, *A vast machine*³. Pour Robertson, c'est le processus économique de globalisation lui-même qui provoquerait un sursaut de conscience globale, les humains ressentant le besoin de s'unir, que ce soit pour s'opposer à ce processus ou pour l'encourager⁴.

À la lecture de ces travaux, il apparaît évident que la conscience globale n'a pu progresser, chez les groupes concernés, que par une combinaison de facteurs culturels, techniques, sociaux et politiques qui ont fait de l'échelle globale une échelle pertinente (sinon la plus pertinente) pour penser l'action humaine. C'est cette combinaison « d'éléments textuels, visuels et matériels », ainsi que les « différentes technologies » qui ont permis aux humains d'« assembler » leur planète en un espace conçu comme unique qui fait l'objet d'un récent ouvrage collectif dirigé par Rens van Munster et Casper Sylvest⁵.

2) Forger une conscience globale : un objectif militant

emergence of new representations of space that made it possible to conceive of the world as a spherical geometrical object, a globe”

¹ SHAW Martin, *Theory of the Global State: Globality as an Unfinished Revolution*, Cambridge University Press, 2000, 318 p.

² OGLE Vanessa, *The global transformation of time: 1870-1950*, 2015.

³ EDWARDS Paul N, *A vast machine: computer models, climate data, and the politics of global warming.*, Cambridge MA, MIT Press, 2013.

⁴ ROBERTSON Roland, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, SAGE, 1992, 228 p.

⁵ voir l'introduction, p. 2. Traduction de l'anglais « textual, visual and material elements (...) different technologies ».

Notre projet d'étudier les études sur le futur telles qu'elles sont utilisées au sein des organisations internationales dans le but explicite ou implicite de faire progresser la conscience globale des hommes politiques et, au-delà, du public international, représente une contribution à ce troisième ensemble de la littérature sur la globalité. Cela permet en effet d'identifier l'un de ces outils par lesquels la conscience globale progresse : les études sur le futur et les différentes techniques employées pour mettre en avant des problèmes communs à toute l'humanité. Cela permet également d'identifier certains milieux, ceux des auteurs de ces études, où l'on constate bien une forte « conscience globale ». Enfin, cela représente une contribution au travail de datation des progrès de la conscience globale, puisque ces études sur le futur sont développées et utilisées de cette manière pendant une période bien précise qui correspond à celle de la guerre froide au sens large (de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin des années 1980).

Mais il s'agit avant tout de développer une nouvelle approche, manquante dans la plupart des travaux mentionnés ci-dessus ou à peine effleurée: la question de la conscience globale comme projet, comme objectif visé par certains acteurs historiques¹. Comprendre la conscience globale comme but militant revient aussi à répondre à une critique souvent faite à ces études de la globalité : les auteurs affirment que la conscience globale progresse sans toujours préciser chez qui, ni par quels acteurs spécifiquement elle est portée². Il est possible de répondre à ces critiques en adoptant une démarche plus historique dans un champ défriché essentiellement par des politologues spécialistes des relations internationales. Ce sont en effet des historiens qui, les premiers, se sont penchés sur la manière dont des groupes spécifiques

¹ Martin Shaw pose rapidement la question de l'intentionnalité du passage à la globalité qu'il décrit cf. SHAW Martin, *Theory of the Global State: Globality as an Unfinished Revolution*, Cambridge University Press, 2000, p. 11.

Glenda Sluga note qu'il « est aussi vrai que même les “globalistes” les plus engagés, comme le membre de l'ONU Philippe de Seynes et U Thant, pensaient que la pensée globale n'existait pas et devait être cultivée » (traduction de l'anglais « It is also true that even the most committed “globalists”, such as the UN's de Seynes and U Thant, believed that global thinking did not exist and had to be cultivated. ») cf. SLUGA Glenda “The transformation of International Institutions: Global Shock as Cultural Shock”, in FERGUSON Niall, MAIER Charles S., MANELA Erez, SARGENT Daniel J., *The Shock of the Global - The 1970s in Perspective*, Cambridge, Mass.; Harvard University Press, 2011, p 234.

² Voir par exemple CHEW Sing C., « Review of Globalization: Social Theory and Global Culture., : Religion and Global Order., Roland Robertson », *Contemporary Sociology*, 1993, vol. 22, n° 6, p. 828-830.

d'acteurs, formant souvent des réseaux transnationaux, ont cherché à partager, voire à imposer, leurs visions du monde. Matthew Evangelista explique comment le mouvement pacifiste international a promu pendant la guerre froide l'idée d'une humanité unie face à la menace atomique¹ ; Matthew Connelly décrit le rôle de spécialistes de la démographie, mais aussi de militants acquis aux idées néomalthusiennes, en faveur de la vision d'un monde à l'espace et aux ressources restreints². Or Rosenboim s'attache, elle, plus explicitement encore, à montrer comment l'idée « d'ordre mondial » a été forgée dès le début de la Seconde Guerre mondiale par un ensemble d'intellectuels publics (principalement britanniques et américains, mais aussi français et italiens) qui voyaient là une catégorie politique à privilégier pour résoudre les problèmes de leur époque, bien qu'ils ne s'accordent pas tous sur l'orientation politique à lui donner³.

C'est cette approche historique des différentes conceptions du global que nous entendons renforcer par nos travaux. En étudiant la globalité comme intervention, comme projet pour le futur à un moment donné, porté par des acteurs donnés, et en présentant l'évolution de ce projet, on montre que la progression d'une conscience globale n'est pas seulement un produit dérivé de l'usage de techniques créant des structures globales ou de la production d'images du monde ; c'est aussi et surtout le résultat d'une volonté explicite de produire un imaginaire global. Tout comme le projet Futurepol a montré que le futur était une catégorie d'intervention scientifique et politique construite, la globalité aussi est une construction volontaire. Ces deux histoires sont concomitantes et étroitement connectées l'une à l'autre, puisqu'il apparaît que certains experts du futur ont eu un rôle majeur de militants pour la progression d'une conscience globale. Sans nier le lien entre, d'une part, usage de certaines techniques scientifiques permettant de montrer le monde dans son ensemble et stratégies institutionnelles visant à renforcer l'action politique globale et, d'autre part, progression de la conscience globale chez certains groupes sociaux, il convient de mettre en évidence l'aspect conscient, volontaire et politique de cette mécanique.

¹ EVANGELISTA Matthew, *Unarmed forces: the transnational movement to end the Cold War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1999.

² CONNELLY Matthew, *Fatal Misconception - The Struggle to Control World Population*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2009, 544 p.

³ ROSENBOIM Or, *The emergence of globalism: visions of world order in Britain and the United States, 1939-1950*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2017, 338 p.

Ce faisant, on répond à deux autres manques de cette littérature naissante sur la notion de conscience globale. Tout d'abord, celle-ci associe régulièrement visions du globe et visions du futur, mais le lien entre les deux est rarement explicité¹. Ensuite, différents problèmes mondiaux sont évoqués comme sources de pensée globale, comme si leur existence objective produisait automatiquement un sentiment d'appartenance à la grande communauté humaine². Il nous semble au contraire qu'il est important d'étudier le processus de formulation de ces problèmes mondiaux auquel participent les experts du futur, de mettre en relief les discours et techniques scientifiques qui transforment un ensemble d'événements et de perceptions en une unité discursive bien identifiée : l'enjeu global.

3) Etudes sur le futur et formation d'une conscience globale : problématique de la thèse

Dans ce contexte, nos recherches s'articulent autour de la problématique suivante : comment les études sur le futur menées au sein du système onusien pendant la guerre froide ont-elles contribué à faire émerger et à défendre certaines conceptions du global, faisant du futur du monde à la fois une catégorie³ d'exploration scientifique et une catégorie d'action pour un ensemble d'acteurs internationaux ?

¹ Voir par exemple COSGROVE Denis, *Apollo's Eye: A Cartographic Genealogy of the Earth in the Western Imagination*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 2001 p. 247 (vision d'un futur plus global avec le rôle des lignes commerciales supposé par MacLeish) et ROBERTSON Roland, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, SAGE, 1992, p. 184 ("In recent years the issue of the future of the human species has been increasingly thematized via controversies about the relationship between that species and its environment and the quality of life of the species as a whole").

² ROBERTSON Roland, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, SAGE, 1992, p. 184 « environmental concerns have enhanced this sense of shared fate. From a different angle, we can point to the ways in which the Cold War, with its shadows of nuclear disaster, also heightened that sense of the world as being one ».

³ Nous entendons le terme « catégorie » de la même manière que Sverker Sörlin et Paul Warde l'utilisent pour parler de l'environnement : il s'agit d'une catégorie historique construite à une époque précise comme un objet de recherche scientifique, de pensée politique et d'action militante. Cf. SÖRLIN Sverker et WARDE Paul, *Nature's End: History and the Environment*, Reprint edition., Basingstoke; New York, Palgrave Macmillan, 2011, 384 p. Introduction.

Deux notions sont au cœur de cette interrogation. Il s'agit tout d'abord de la notion de conscience globale comme sentiment d'appartenance à une communauté mondiale unique et comme projet porté par certains futurologues. Cette expression a pu prendre différentes significations au cours de la période étudiée, et selon les acteurs concernés, naviguant notamment entre une définition étendue (conscience d'appartenir à une communauté humaine unique) et une définition plus restrictive (conscience d'appartenir à un groupe hétérogène qui doit régler certains problèmes en commun). Elle a toutefois l'avantage par rapport au terme « globalité », plus général, de porter une connotation morale, normative, militante. Or, les travaux futurologiques étudiés ne sont pas, tant s'en faut, des travaux neutres réfléchissant simplement sur une nouvelle échelle géographique. Ils sont le produit de longs questionnements sur les valeurs humaines et sur la responsabilité de l'homme du présent vis-à-vis du monde futur.

La deuxième notion centrale dans nos travaux est celle de problèmes communs à l'humanité ou « problèmes mondiaux ». La perception qu'il existe de tels enjeux qui concernent toute la planète et tous les êtres humains, et qui ne peuvent être traités qu'à l'échelle globale, est au cœur du projet porté par les futurologues étudiés. L'idée qu'il faut diffuser cette perception est centrale dans les solutions qu'ils envisagent : c'est en convainquant les êtres humains qu'ils partagent tous un même destin, que ceux-ci pourront travailler ensemble à la construction d'un meilleur futur mondial. Nous montrerons comment, à la fin des années 1960, c'est bien par le biais des études sur le futur que les « problèmes mondiaux » deviennent le cadre privilégié de l'action entreprise par différentes organisations internationales, en particulier au sein du système onusien.

C - Choix des cas d'étude, approche méthodologique et bornes chronologiques

1) Une nébuleuse internationale de futurologues engagés : présentation de l'objet d'étude

Précisons d'abord la nature de notre objet d'étude. Puisque notre objectif est de retracer une circulation d'idées et de pratiques, de suivre cet usage des études sur le futur pour forger une conscience mondiale, l'entrée méthodologique qui nous a paru la plus efficace consiste à s'intéresser aux acteurs qui portent ces discours, à étudier comment ils interagissent et dans quel cadre institutionnel. Il ne s'agit pas, à l'inverse, de partir des organisations en elles-mêmes ou de faire une histoire institutionnelle. De fait, cet usage spécifique des études sur le futur apparaît être le fait d'un réseau au maillage lâche d'individus qui circulent entre différentes institutions, différents événements et différents projets scientifiques. Il nous semble alors pertinent d'employer, pour les désigner, la métaphore choisie par Christian Topalov pour décrire le groupe aux contours flous des réformateurs dont il a fait l'histoire : une « nébuleuse ». Christian Topalov emploie ce terme pour définir « aussi bien des personnalités que des lieux de rencontres, des réseaux de sociabilité que des institutions officielles », pour mettre en avant des « initiatives et des espaces où se définit un “sens commun” »¹. Cette métaphore de la nébuleuse est particulièrement bien adaptée aux groupes qui gravitent autour des organisations internationales, d'après Sandrine Kott². De fait, comme les réformateurs étudiés par Christian Topalov, les futurologues faisant l'objet de cette thèse participent à des projets communs et communiquent entre eux. Ils appartiennent à différentes institutions mais les membres d'une institution ou les participants à une conférence ne sont jamais tous impliqués. Nous employons le terme « nébuleuse », car nos recherches ne portent pas sur l'histoire d'une organisation précise ni même d'un seul type d'organisation, et parce que le support institutionnel des travaux qui nous intéressent n'est pas stable dans le temps. Néanmoins, étudier les liens entre les individus clés permet de mettre au jour un réseau bien spécifique et assez dense dans lequel certaines organisations concentrent de manière assez

¹ DUMONS Bruno, « Christian Topalov (dir.), Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914), Paris, Editions de l'EHESS, 1999, 574 p., 250 F. », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2001, vol. no48-2, n° 2, p. 368-373.

Et TOPALOV Christian, *Laboratoires du nouveau siècle: la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, p. 13. « La métaphore de la « nébuleuse » indique la tâche à accomplir : explorer un univers fini mais aux contours indécis, une matière discontinue faite de noyaux denses et de zones relativement vides, des corps en voie de formation ou de désintégration, un ensemble d'objets organisés en systèmes partiels mais entraînés dans un mouvement d'ensemble ».

² KOTT Sandrine, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, 1 juin 2011, n° 52, n° 3, p. 9-16.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

précaire, durant des périodes bien délimitées, les activités futurologiques porteuses de nouvelles conceptions du monde.

Ainsi, ce ne sont pas toutes les études sur le futur qui nous intéressent mais seulement celles qui sont utilisées implicitement ou explicitement dans le but de promouvoir une conscience globale. Plusieurs classifications des types d'études sur le futur créées dans la seconde moitié du XX^e siècle ont été établies, tant par les acteurs de l'époque que par les historiens. Dès 1970, Arthur Waskow, un rabbin et militant pacifiste s'intéressant aux études sur le futur, classe les experts du futur en trois catégories : les technocrates, les humanistes et les futuristes participatifs. Les premiers travaillent pour différents think tanks (comme la Rand Corporation aux Etats-Unis ou Futuribles en France) au sein desquels ils élaborent différentes techniques qui doivent aider les décideurs politiques à comprendre quels choix s'offrent à eux dans le futur. Ils travaillent avec l'hypothèse que les structures de pouvoir présentes ne vont pas beaucoup changer et ne cherchent pas à bousculer l'ordre établi. Les seconds cherchent au contraire à imaginer un monde radicalement différent et meilleur pour l'humanité et à trouver les voies par lesquelles ce futur pourrait se réaliser. Beaucoup de ces futurologues sont aussi des militants pacifistes. Enfin, le troisième groupe partage les valeurs du second mais représente une nouvelle génération pour qui il est important d'agir tout de suite pour créer le meilleur monde imaginé par les futuristes humanistes. Ils prônent un « désordre créatif » selon lequel il faut mettre en place des morceaux du futur désiré, par en bas, sans attendre un changement décidé par le haut¹. Cette dernière catégorie, à laquelle s'identifie Waskow, peut être assimilée à un sous-ensemble du second groupe que l'auteur présente, dans un objectif d'autopromotion, comme plus orienté vers l'action tandis que leurs aînés se seraient consacrés exclusivement à la réflexion. L'étude des écrits des uns et des autres révèle en réalité une approche du futur assez similaire et remet en question la pertinence de cette distinction entre humanistes et participatifs. L'historienne allemande Elke Seefried distingue, elle aussi, trois façons d'étudier le futur : une approche « empirique et positiviste » qui correspond globalement au premier groupe identifié par Waskow ; une seconde approche « normative et ontologique » qui cherche à décrire l'ensemble des futurs

¹ BOULDING Elise « Futuristics and the Imaging Capacity of the West », in MARUYAMA Magoroh et HARKINS Arthur M. (dirs.), *Cultures of the Future*, Walter de Gruyter, 1978, p. 15-18. Et WASKOW Arthur Ocean, *Running riot: A journey through the official disasters and creative disorder in American society*, Herder and Herder, 1970, 174 p.

possibles et insiste sur la nécessité de choisir et, par ce choix, de maintenir un ordre social stable malgré l'accélération technologique observée dans les sociétés occidentales¹. Cette seconde approche est aussi pratiquée par certains des membres du premier groupe de Waskow. Tandis que la troisième approche identifiée par Elke Seefried, « critique et émancipatrice », se caractérise par un certain idéalisme et correspond aux deux derniers groupes de Waskow.

La présentation de ces deux classifications nous permet d'identifier la ligne de fracture la plus importante : certaines de ces études devaient faciliter la prise de décision pour maintenir l'ordre, la stabilité, tandis que d'autres devaient au contraire permettre l'avènement de futurs radicalement différents et meilleurs pour le monde. Cette séparation recoupe la distinction établie par Jenny Andersson entre futur comme terrain d'imagination et futur comme objet de raisonnement scientifique². Toutefois, comme elle le note, ces différentes catégories d'études sur le futur ne sont pas hermétiquement isolées. Certains projets combinent par exemple exploration scientifique, voulue rationnelle, des futurs possibles, et motivations idéalistes. De plus, les futurologues appartenant plutôt à l'une ou à l'autre de ces catégories ont de nombreuses occasions de se rencontrer et d'échanger leurs points de vue lors des grandes conférences internationales.

Une fois ce paysage dressé, nous pouvons préciser l'identité des acteurs qui sont au centre de nos recherches. Du point de vue de leurs motivations, ceux-ci appartiennent clairement à la catégorie « humaniste », « critique et émancipatrice », militante. Ils étudient le futur du monde, non pas pour en donner un contrôle plus étroit aux puissants actuels – contrairement aux auteurs de nombreux projets financés par les Etats-Unis³ – mais pour le libérer des menaces auxquelles il est soumis, et pour le transformer radicalement. De ce fait, ils correspondent assez bien à ce que Margaret E. Keck et Kathryn Sikkink appellent un « réseau transnational de plaidoyer »⁴. Du point de vue de la méthode qu'ils emploient, en

¹ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, x+575 p.

² ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, introduction (en cours de rédaction).

³ Voir les travaux de sociologie de Lise Cornilleau sur la faim comme problème global.

⁴ KECK Margaret E. et SIKKINK Kathryn, *Activists beyond borders: advocacy networks in international politics*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1998, xii+227 p. Un « transnational advocacy network » est un réseau d'acteurs non étatiques qui interagissent entre eux, avec des Etats et avec des

revanche, le recours à l'imagination radicale côtoie des méthodes plus « scientifiques », telles que la modélisation mathématique ou l'élaboration de scénarios à partir de données sur le monde présent. Nous verrons comment les deux approches s'articulent autour d'objectifs communs.

Les travaux que nous avons analysés dans le cadre de cette thèse sont essentiellement des programmes d'études sur le futur menés par des groupes internationaux (organisations du système des Nations Unies ou ONGs), dont les membres se revendiquent souvent non alignés à titre personnel, quel que soit leur pays d'origine. Leurs caractéristiques sociologiques sont typiques des spécialistes du futur de manière générale : ce sont des intellectuels (universitaires ou non), beaucoup de sociologues, de politologues, d'économistes, mais aussi des artistes et des mathématiciens ayant en commun un goût pour le futur et cherchant à mettre leurs savoirs professionnels et personnels au profit de cet intérêt. On observe toutefois une surreprésentation de certains profils : fonctionnaires internationaux, militants pacifistes et défenseurs du Tiers monde. Beaucoup de ces experts du futur se positionnent à la croisée de plusieurs mondes, entre université et think tank, entre organisation internationale et association religieuse¹ etc. La notion de capacité d'initiative individuelle (*agency*) est particulièrement pertinente pour comprendre leurs choix.

Ces acteurs ne sont « experts du futur » que parce qu'ils se désignent eux-mêmes ainsi et parce qu'ils s'engagent dans des projets d'études sur le futur. Nous emploierons donc cette expression, tout comme celles de « futurologues », de « futuristes »² et de « prospectivistes » pour désigner toute personne impliquée dans un projet portant explicitement sur le futur, sans chercher à décider nous-même de la légitimité scientifique d'un tel titre. De même, les termes « futurologie », « études sur le futur », « prospective » seront employés indistinctement pour désigner des projets qui se donnent pour mission d'explorer scientifiquement l'avenir, les acteurs eux-mêmes ayant tendance à traiter ces mots comme des synonymes. De même, le

organisations internationales dans un but militant ; ils se distinguent d'autres acteurs non étatiques par la centralité de principes et de valeurs dans leurs motivations pour agir à l'échelle internationale.

¹ Parmi les personnages les plus importants de cette thèse, plusieurs sont quakers, ce qui s'explique par la tradition pacifiste de ce courant religieux, le pacifisme étant étroitement lié aux débuts de la futurologie.

² Ce terme est très employé par les acteurs de la prospective eux-mêmes à la fin des années 1960 et dans les années 1970 ; il ne faut y voir aucun lien avec le mouvement artistique homonyme.

« futur » ne correspond pas à une temporalité précise (cinq ans par exemple) mais à ce qui est perçu comme tel par ceux qui l'étudient et veulent le changer. La distinction que l'on peut faire entre les différents acteurs concernés tient plutôt au qualificatif qui leur sera attribué. En reprenant la terminologie de Waskow et en l'appliquant à la division principale que nous avons identifiée plus haut, nous distinguerons donc les « futuristes pacifistes » puis « futurologues humanistes », des « prospectivistes technocrates » dont les objectifs sont fondamentalement différents, bien que des méthodes communes d'appréhension du futur puissent être employées par ces divers groupes.

Comment alors reconstituer cette nébuleuse de futuristes humanistes s'efforçant de construire une conscience globale et comment mettre en évidence l'évolution des conceptions du monde qu'ils tentent de diffuser ? Face à un champ d'étude potentiellement démesuré et dont les limites sont difficiles à définir, nous avons cherché à identifier un certain nombre de cas – penseurs individuels, conférences, programmes de prospective – se distinguant, à un moment donné dans l'histoire de la futurologie, tant par leur importance au sein des réseaux de futuristes humanistes que par leur apport à la réflexion sur le futur du monde. Pour cela, les travaux historiques existant sur le monde de la prospective nous ont fourni un point d'entrée en nous indiquant quelques-unes des institutions, comme l'Unesco, où des études sur le futur avaient été menées qui avaient pour caractéristique de porter sur l'échelle globale et, plus spécifiquement, sur la question des « problèmes mondiaux ». C'est ensuite l'examen des archives des premiers nœuds institutionnels et individuels qui a porté à notre connaissance l'existence d'autres cas centraux pour notre analyse. L'usage fait des archives d'Elise Boulding est emblématique de notre démarche. Bien que cette militante pacifiste, féministe et futurologue américaine ne joue un rôle important que dans les premiers chapitres de notre thèse, sa position centrale au sein de divers réseaux de spécialistes du futur et de militants humanistes l'a conduite à rassembler des documents sur toutes sortes d'initiatives scientifiques et politiques en lien avec le futur ; ces documents nous ont permis de mieux comprendre le rôle joué par telle ou telle personne, telle ou telle organisation. À l'issue de ce travail de recherche mené dans des fonds d'archives variés (voir liste des sources), il nous est apparu que différentes périodes devraient être traitées à partir de différents types de cas.

Ainsi, la période de l'après Seconde Guerre mondiale, qui s'étend jusqu'à la fin des années 1950, est marquée par un nombre limité d'interventions sur le futur global, et celles-ci

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

sont essentiellement le fait d'individus isolés, dont les principaux sont Robert Jungk, Fred Polak et Elise Boulding. Leur réflexion philosophique et leur engagement pacifiste les conduisent à théoriser la nécessité de promouvoir des images fortes d'un futur où l'humanité serait unie, seule solution selon eux pour s'extraire des périls du présent, au premier rang desquels se situe la menace atomique. Dès le début des années 1960, de nombreuses ONGs internationales, dont les individus identifiés dans la phase précédente font partie, ou avec lesquelles ils correspondent, débute une réflexion sur le futur et font leur le projet de diffusion d'une conscience globale : il s'agit d'ONGs pacifistes (la Women International League for Peace and Freedom et l'International Conference for Disarmament and Peace), ou plus généralement humanistes (le Council for the Study of Mankind), mais aussi, déjà, d'une association internationale qui se consacre essentiellement à l'étude du futur, Mankind 2000, l'ancêtre de la plus importante organisation internationale dédiée à la futurologie, la World Futures Studies Federation, créée, elle, en 1973. Parmi les ONGs ayant accueilli des futuristes humanistes et ayant porté des projets pertinents pour notre recherche, deux d'entre elles, le Conseil International des Sciences Sociales (CISS) et le Centre de Vienne qui lui est affilié, font partie du groupe d'ONGs créées par l'Unesco dans le but de mener un travail de recherche utile à l'organisation mère. C'est en partie grâce aux projets menés par le CISS que certains membres de l'Unesco commencent à s'intéresser aux études prospectives, et en particulier à leur capacité à soutenir des visions d'un monde futur radicalement différent du monde présent. Il faut néanmoins attendre 1968 pour qu'il soit envisagé de mener un programme de prospective au sein même de l'Unesco. Une deuxième organisation du système onusien, l'UNITAR, joue un rôle très important au sein des réseaux de futuristes humanistes à partir du début des années 1970. Nous expliquerons pourquoi ce sont ces deux institutions, parmi toutes les organisations liées à l'ONU, qui ont attiré l'attention des futurologues et dont les membres ont exprimé un intérêt pour la pratique des études sur le futur. Selon la période étudiée, la focale passe donc des individus aux institutions qui les rassemblent et d'un type d'organisation à un autre. Nous mettrons en avant les initiatives en lien avec l'étude du futur qui font évoluer les conceptions du monde et de la conscience globale, tout en montrant les connexions qui relient les différentes personnes et organisations évoquées et qui expliquent la circulation d'idées, de notions et de pratiques relatives au futur du monde. La littérature secondaire permet de comprendre la position des cas retenus dans le contexte plus vaste d'un

champ de savoir en formation dans la deuxième moitié du XX^e siècle ; elle fournit des points de comparaison permettant de mieux mettre en relief la spécificité de notre objet d'étude¹.

2) Une histoire transnationale

Afin d'étudier ces connexions entre différents individus et entre différentes organisations, et de comprendre comment idées et pratiques sont constituées au sein de réseaux internationaux puis y voyagent, nous nous sommes inspirée des recommandations méthodologiques formulées principalement dans les ouvrages issus d'un grand champ historiographique : l'histoire transnationale. L'histoire des organisations internationales a également été mise à profit pour l'étude des programmes menés à l'Unesco et à l'UNITAR. Enfin, l'histoire des savoirs nous aide à comprendre la nature de ce qui circule au sein de la nébuleuse que nous étudions. Ces lectures nous ont fourni une grille de questionnement qui a, en partie, guidé nos recherches, et une grille de lecture qui nous a aidée à mieux comprendre nos sources.

Pierre-Yves Saunier identifie deux objets principaux de l'histoire transnationale : les circulations entre espaces nationaux d'une part, et l'émergence au XX^e siècle d'un espace transnational d'autre part². C'est ce dernier qui nous intéresse tout particulièrement puisque les acteurs que nous étudions se situent d'emblée hors de leurs contextes nationaux ; ils prennent part à des réseaux plus ou moins formels qui permettent l'échange d'idées, de savoirs et de pratiques entre des individus de différentes nationalités ; ils étudient le futur pour le compte d'organisations du système onusien qui les recrutent en tant qu'experts d'un domaine spécifique et non en tant que ressortissants de tel ou tel Etat. Akira Iriye et Madeleine Herren ont montré l'importance croissante acquise par cet espace transnational après la Seconde Guerre mondiale et invitent les chercheurs à ne pas négliger l'impact

¹ On pense ici à l'ouvrage d'Elke Seefried SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, x+575 p. et à la thèse d'Elodie Vieille-Blanchard VIEILLE-BLANCHARD Élodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, Perspectives, Réfutations*, EHESS, 2011, 692p.

² SAUNIER Pierre-Yves, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 1 décembre 2004, n°57, n° 4, p. 110-126.

potentiel des idées qui s’y forment et qui y circulent sur l’opinion publique internationale et même sur les relations entre les Etats¹. Les réseaux qui constituent cet espace transnational sont animés par des conférences, par des publications ou par un ensemble de correspondances ; ils sont en retrait des relations intergouvernementales et des événements qui scandent l’histoire de ces dernières. Ces caractéristiques permettent à ceux qui en font partie d’élaborer sur le long-terme un corpus de pratiques, de connaissances ou d’intérêts communs. Cette définition de l’espace transnational et du rôle des réseaux qui l’animent est particulièrement pertinente pour notre sujet, puisque c’est bien sur le temps long que les échanges entre différents individus s’intéressant au futur de l’humanité et se réunissant autour de projets communs ont abouti à la formulation de différentes conceptions du monde.

Bien que nos futurologues entretiennent des relations à géométrie variable, raison pour laquelle nous qualifions leur groupe de « nébuleuse » et ne pouvons pas établir une liste stable et définitive des personnes concernées, ils présentent néanmoins les caractéristiques propres à en faire une « configuration circulatoire » selon l’expression forgée par Pierre-Yves Saunier : ils investissent du temps et des ressources dans le but de maintenir un lien entre eux, ils participent à des sociabilités communes, lisent les travaux des uns et des autres, partagent une grille de lecture du monde commune et un langage commun, se rassemblent autour de certains projets, etc.². Il y a donc lieu d’étudier leurs interactions sous l’angle des circulations, notamment en cherchant à identifier les nœuds événementiels et institutionnels qui structurent les échanges entre futurologues et qui catalysent la production d’une réflexion sur le globe. Davide Rodogno, Bernhard Struck et Jacob Vogel notent que cette approche est particulièrement adaptée à l’étude de réseaux d’experts³. Pour les spécialistes d’une question

¹ IRIYE Akira, *Global community: the role of international organizations in the making of the contemporary world*, University of California Press., Berkeley, 2002, 255 p. ; HERREN Madeleine, *Internationale Organisationen seit 1865: eine Globalgeschichte der internationalen Ordnung*, Darmstadt, Allemagne, WBG, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2009, 136 p. et HERREN Madeleine. « ‘Outwardly... an Innocuous Conference Authority’: National Socialism and the Logistics of International Information Management », *German History*, 1 janvier 2002, vol. 20, n° 1, p. 67-92.

² SAUNIER Pierre-Yves, « Les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940 : projets et ingénierie de la convergence et de la différence, Summary », *Genèses*, 3 septembre 2008, n° 71, pp. 4-25.

³ RODOGNO Davide, STRUCK Bernhard et VOGEL Jakob (dirs.), *Shaping the transnational sphere: experts, networks, and issues from the 1840s to the 1930s*, New York (N.Y.), Etats-Unis d’Amérique, Berghahn Books, 2015, introduction.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d’une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

spécifique, d'une discipline ou d'un ensemble de savoirs, l'existence d'un espace transnational commun permet d'établir des cadres conceptuels partagés et de promouvoir certains thèmes sur la scène internationale, sans nécessairement s'accorder sur les solutions précises qu'il faudrait donner aux problèmes dont on reconnaît unanimement l'existence. Dans notre cas, la construction d'un espace transnational investi par une nébuleuse de prospectivistes s'intéressant à l'échelle globale a permis à ces derniers d'ériger les « problèmes mondiaux » en questionnement légitime et même prioritaire pour le système onusien ; elle a permis aussi la diffusion de méthodes visant à étudier ces problèmes mondiaux comme l'utilisation de modèles informatiques. La création et le partage de cette grille de lecture commune n'empêchent effectivement pas l'apparition de différends quant aux objectifs que les études sur le futur du monde devraient s'assigner ou quant à la signification que devrait revêtir la « conscience mondiale » à construire.

Ces observations rejoignent celles que font plus généralement les historiens sur le rôle de la société civile transnationale au XX^e siècle, démontrant la capacité de ses acteurs à faire émerger certaines questions sur le devant de la scène internationale, à choisir les termes dans lesquels ces débats sont formulés, à imposer une prise de décision sur des sujets transnationaux¹. Selon Margaret Keck et Kathryn Sikkink, c'est particulièrement le cas pour les réseaux militants qui sont responsables d'une part importante des changements dans la politique mondiale². En se penchant sur le cas particulier des acteurs qui font progresser la « conscience mondiale » (sans toutefois évoquer le cas des futurologues), Martin Shaw a effectivement pu noter l'importance des mouvements sociaux initiés par des membres

¹ Dès 1989, Akira Iriye appelle les historiens à analyser le rôle joué par la société civile transnationale. IRIYE Akira, « The Internationalization of History », *The American Historical Review*, 1989, vol. 94, n° 1, p. 1–10. En 1997, il s'attelle lui-même à cette tâche en traitant le sujet de l'internationalisme culturel dont l'histoire accord un rôle central à la société civile transnationale. Cf. IRIYE Akira, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997, 212 p.

Plus récemment, Thomas Davies a publié une synthèse utile sur le sujet : DAVIES Thomas, *NGOs: a new history of transnational civil society*, London, Hurst, 2013, 301 p.

Pour un exemple d'une analyse historique du rôle joué par la société civile transnationale dans la promotion d'un enjeu que certains de nos futurologues partagent, la nécessité d'un développement alternatif plus sensible aux besoins des habitants du Tiers monde, voir la thèse de Victor Nemchenok : NEMCHENOK Victor V, *A dialogue of power: development, global civil society, and the third world challenge to international order, 1969-1981*, 2013, 413 p.

² KECK Margaret E. et SIKKINK Kathryn, *Activists beyond borders: advocacy networks in international politics*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1998, xii+227 p.

d'ONGs et autres individus indépendants de toute allégeance nationale¹. Il sera donc important pour nous de souligner cette dimension militante de l'activité menée par les experts du futur qui font l'objet de notre recherche.

Nos acteurs agissant également dans le cadre des institutions onusiennes, nous nous sommes aussi intéressée aux travaux portant sur les organisations intergouvernementales afin de comprendre comment des savoirs, constitués au sein d'un espace transnational non gouvernemental avaient pu être reçus et développés à l'Unesco et à l'UNITAR. Etant donné la nature de notre objet de recherche, nous n'avons pas privilégié les ouvrages qui présentent la guerre froide comme une confrontation indépassable entre deux blocs hermétiques l'un à l'autre, mais plutôt ceux qui insistent sur les espaces de dialogue entre Est et Ouest et, plus tard, entre Nord et Sud. La première littérature qui vient à l'esprit est celle qui concerne les organisations particulières dans le cadre desquelles nos cas d'études se situent : les travaux de Chloé Maurel sur l'Unesco et ceux de Jennifer Platt sur le Conseil International des Sciences Sociales par exemple². Mais une littérature plus théorique nous fournit aussi des clés de lecture intéressantes. Sans entrer dans les débats propres à la science politique et à la théorie des relations internationales, il nous semble toutefois que notre approche relève bien plus du fonctionnalisme ou de l'institutionnalisme que du réalisme selon la définition qu'en donne Sandrine Kott : nos recherches nous ont en effet permis d'observer une action propre aux organisations internationales, leurs acteurs ayant développé des « valeurs et savoir-faire partagés » non réductibles à des logiques de conflit ou de négociation entre nations³. Au sein des organisations internationales que nous avons rencontrées lors de nos recherches, un espace transnational comme celui décrit par Akira Iriye semble prendre forme⁴. L'on peut alors considérer que les organisations internationales ne sont pas entièrement contraintes par

¹ SHAW Martin, *Theory of the Global State: Globality as an Unfinished Revolution*, Cambridge University Press, 2000, p. 136-139

² Maurel Chloé, *Histoire de l'UNESCO: les trente premières années, 1945-1974*, Paris, l'Harmattan, 2010, 310 p. Et PLATT Jennifer, *Fifty years of the International Social Science Council*, Paris, International Social Science Council, 2002.

³ Voir KOTT Sandrine, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, 1 juin 2011, n° 52, n° 3, p. 9-16.

⁴ IRIYE Akira, *Global community: the role of international organizations in the making of the contemporary world*, University of California Press., Berkeley, 2002, 255 p. Voir aussi son analyse par Pierre-Yves Saunier : SAUNIER Pierre-Yves, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 1 décembre 2004, vol. n°57, n° 4, p. 110-126.

le jeu des nations mais, au contraire, fournissent un espace de liberté aux acteurs qui interviennent, notamment les fonctionnaires internationaux et les scientifiques ou intellectuels engagés le temps d'un projet. On lit parfois chez ces derniers une plus grande fidélité à des valeurs jugées universelles (et donc considérées comme celles que devrait défendre l'organisation internationale) qu'aux positions et aux intérêts de leur pays d'origine. Les organisations intergouvernementales s'affirment comme des espaces de relative autonomie par rapport aux différentes nations, mais aussi comme des espaces d'expression où peut se nouer un dialogue et où peuvent s'exprimer publiquement des intérêts divergents et des représentations du monde conflictuelles. Glenda Sluga insiste ainsi sur l'affrontement entre différentes visions de ce que devrait être le « globalisme » porté par l'ONU¹. Si l'on peut observer des moments de consensus autour de certaines visions du futur, du moins dans les discours tenus officiellement par les organisations, il convient donc de porter une grande attention à la manière dont ce consensus a pu être construit, aux processus de négociation, et aux conflits qui ont pu s'exprimer en amont de ces processus.

L'historiographie sur les organisations internationales nous fournit aussi des pistes pour comprendre l'affinité qui semble avoir existé entre certaines organisations internationales et nos futurologues. Les travaux de Mark Mazower font des organisations internationales un espace particulièrement pertinent pour étudier cette entreprise de formation d'une conscience globale, puisqu'il montre que l'idée de créer ou de renforcer un « esprit international » était une motivation importante pour plusieurs fondateurs du système onusien². Il montre aussi que se sont succédé différents modèles d'universalisme, différents discours sur l'humanité, nous invitant à déceler les différentes significations prises à différents moments par une rhétorique en apparence stable dans le temps. De nombreux auteurs abordent la quête de légitimité des organisations du système de l'ONU, leur recherche de sens³. Dans ce contexte, les études sur le futur du monde apparaissent comme un bon moyen pour ces

¹ SLUGA Glenda "The transformation of International Institutions: Global Shock as Cultural Shock", in FERGUSON Niall, MAIER Charles S., MANELA Erez, SARGENT Daniel J., *The Shock of the Global - The 1970s in Perspective*, Cambridge, Mass.; Harvard University Press, 2011, p. 233.

² MAZOWER Mark, *No enchanted palace: the end of empire and the ideological origins of the United Nations*, Princeton (N.J.), Etats-Unis, Royaume-Uni, 2009, vol. 1/, 236 p.

³ Voir notamment les travaux de Karl E. Weick sur le « sensemaking » dans les organisations : WEICK Karl Emmanuel, *Sensemaking in organizations*, Thousand Oaks (Ca.), Etats-Unis, Royaume-Uni, Inde, coll. « Foundations for organizational science », 1995, vol. 1/, 231 p.

organisations d'affirmer leur importance au niveau international en prenant le rôle de guide vers l'avenir de l'humanité. À l'inverse, les futurologues ont pu privilégier le travail au sein d'une organisation internationale intergouvernementale, ou pour l'une d'entre elles, en raison des importantes ressources qu'elle offrait¹: financements, capacités de communication, ressources humaines, légitimation scientifique internationale, éventuels débouchés politiques des travaux scientifiques, etc.

Quelle est alors la nature de ce qui circule dans cet espace transnational mixte composé de réseaux informels d'individus, d'organisations non-gouvernementales et d'organisations du système onusien ? Il s'agit d'idées, de conceptions du monde, mais aussi de savoirs et de pratiques. En suivant l'analyse de Pierre Macherey, il apparaît que notre sujet peut être défini comme une histoire des savoirs plutôt que comme une histoire des sciences. C'est précisément l'aspect « circulant » et non figé de ce qui est échangé qui permet d'établir cette distinction. L'ensemble de principes, de pratiques, de connaissances en formation qui caractérise les études sur le futur que nous étudions constitue effectivement une « trame aux mailles irrégulières, tantôt serrées, tantôt relâchées » ou, comme le formule Gérard Simon, un « complexe technico-théorique » qui n'a pas atteint (et peut-être n'atteindra pas) le formalisme propre aux sciences². Ces savoirs futurologiques constituent un corpus en évolution constante qui permet aux experts du futur de partager certaines références, certaines méthodes, mais qui n'a pas fait l'objet d'une institutionnalisation (création d'une chaire académique par exemple). Ces savoirs confèrent une forme d'expertise à ceux qui les détiennent mais cette expertise n'est pas légitimée par une quelconque entité extérieure au groupe, certes large, des futurologues eux-mêmes.

Il est néanmoins important de noter que ces savoirs et ceux qui les forgent interagissent avec d'autres champs de savoirs et de science. Dominique Pestre souligne l'importance d'identifier de telles connexions entre différents types de savoirs, de pratiques,

¹ Sandrine Kott insiste sur la fonction d' « espace ressource » jouée par les organisations internationales « pour des acteurs individuels ou collectifs placés dans des situations de concurrence ». cf. KOTT Sandrine, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, 1 juin 2011, n° 52, n° 3, p. 9-16.

² MACHEREY Pierre, « Histoire des savoirs et épistémologie », *Revue d'histoire des sciences*, 1/2007 (Tome 60), p. 230 Et SIMON Gérard, *Kepler, astronome astrologue*, Bibliothèque des Sciences Humaines., Paris, Gallimard, 1979, 496 p.

de disciplines et de montrer la diversité des lieux dans lesquels se construisent les savoirs¹. Dans notre cas, nous verrons comment le champ nouveau et fragile de la futurologie évolue et se renforce au contact de disciplines plus établies comme la sociologie et la science politique, mais aussi en dialogue avec d'autres champs de savoirs en formation tel que les études sur la paix. Nous montrerons l'importante diversité géographique et surtout institutionnelle des lieux où est forgée cette réflexion sur le futur et le destin du monde. Bien que notre recherche nous ait amenée à nous intéresser à certaines techniques utilisées par les futurologues, nous n'avons pas cherché à faire une histoire de ces techniques. Il s'agit plutôt, comme le suggère David Edgerton, d'une histoire des usages des techniques². Ainsi, plutôt que d'étudier les détails techniques des différents scénarios ou modèles employés pour explorer le futur, ceux-ci ne seront abordés que lorsque ces choix techniques sont pertinents pour mieux comprendre le projet des auteurs de ces modèles, en lien avec notre problématique sur les problèmes mondiaux et la formation d'une conscience globale. Nous tendons par ailleurs à considérer ces techniques d'exploration du futur mondial comme le produit d'une recherche d'outils permettant de remplir un objectif militant, plutôt que l'inverse : ce n'est pas la découverte de ces techniques qui aurait suscité le besoin de se projeter à l'échelle globale. Nous suivons en cela l'orientation donnée par Dominique Pestre qui considère que, si certains outils techniques ont rendu possible l'étude de phénomènes globaux, c'est surtout le désir d'étudier ces phénomènes qui a « conduit les savoirs scientifiques à se déployer massivement dans ces directions »³.

¹ PESTRE Dominique et VAN DAMME Stéphane (dirs.), *Histoire des sciences et des savoirs*, traduit par Agnès MULLER et traduit par Bruno PONCHARAL, Paris, Éditions du Seuil, 2015. Introduction par Dominique Pestre, p. 11.

Kapil Raj développe un argument similaire sur la diversité des lieux où se construisent les « activités créatrices de savoir ». Cf. RAJ Kapil, *Relocating Modern Science: Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire England; New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 9.

² EDGERTON David, *The shock of the old: technology and global history since 1900*, London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Profile books, 2006, xviii+270 p.

³ BONNEUIL Christophe Auteur et PESTRE Dominique (dirs.), *Histoire des sciences et des savoirs*, traduit par Clara BRETEAU et traduit par Cyril LE ROY, Paris, France, Éditions du Seuil, DL 2015, 2015, p. 20-21.

3) 1945-1989 : une longue guerre froide

La nébuleuse transnationale que nous venons de présenter et les circulations de savoirs futurologiques qui l'animent ont une histoire assez limitée dans le temps. De fait, les études sur le futur portant sur les notions de « conscience globale » et de « problèmes mondiaux » ne débutent véritablement que dans les années 1960 et disparaissent rapidement dans les années 1980. Nous avons toutefois souhaité adopter un cadre chronologique s'étendant au-delà de l'âge d'or de la futurologie internationale (situé entre 1968 et 1976) afin de retracer précisément les origines de la discussion sur le futur du monde et d'étudier les causes de sa dissolution. Il convenait donc de débiter notre analyse en 1945, année où explosent deux bombes atomiques, l'une sur Hiroshima et l'autre sur Nagasaki. La menace que constitue cette nouvelle arme pour la survie de l'humanité, et le fait qu'elle ait été utilisée, est en effet un élément central dans la réflexion que développent les premiers futuristes humanistes sur le futur et sur la nécessité de forger une conscience globale pour assurer un meilleur avenir universel.

La période que nous avons retenue, entre 1945 et 1989, est marquée par la guerre froide et par ses différentes phases. Ce contexte est très important pour comprendre l'évolution de notre nébuleuse. Les idées promues d'abord par des intellectuels isolés, puis par des militants de la société civile, trouvent une place au cœur du système onusien au moment de la détente, quand l'idée que l'Est et l'Ouest partagent des problèmes communs semble plus acceptable aux représentants des différents Etats membres. Les différents moments de la guerre froide ont donc une influence sur la forme institutionnelle qu'adopte la nébuleuse de futurologues que nous étudions. Mais les inquiétudes liées à l'affrontement Est-Ouest, et le désir de construire un monde qui en serait libéré, sont aussi au cœur des visions du monde développées par le biais des études sur le futur. La détente vient ainsi valider une conception du monde mise en avant par les futuristes pacifistes dès les années 1950 : l'idée d'une humanité faisant bloc de part et d'autre du rideau de fer pour un futur délivré de tout conflit international. Les méthodes alors utilisées, le fait d'établir des listes de problèmes mondiaux de long terme par exemple, reposent essentiellement sur la volonté de faire coopérer les représentants des deux mondes.

À partir du début des années 1970, l'attention se porte sur un tout autre questionnement : celui sur le développement et les relations Nord-Sud. L'objectif principal assumé par les futurologues du Tiers monde, et par ceux du Nord qui les soutiennent dans leur démarche, est de promouvoir, grâce à des études sur le futur reposant essentiellement sur la modélisation informatique, un nouvel ordre international. Cette évolution s'explique par un contexte ayant trait à l'histoire du non-alignement et du tiers-mondisme, mais elle n'est pas non plus étrangère à celle de la guerre froide. La détente favorise en effet l'expression des problèmes du Sud sur la scène internationale, en partie parce qu'elle donne plus de place à des questionnements qui avaient pu être masqués par la prédominance du conflit Est-Ouest, mais aussi parce qu'elle esquisse la possibilité d'un accord entre pays développés dont les pays du Sud craignent qu'il n'ait lieu à leurs dépens.

Enfin, notre étude s'arrêtant en 1989, nous ne traitons pas les effets de la chute du mur sur le monde de la futurologie et sur les visions du monde qu'il produit. Cependant, plus qu'aux événements de la guerre froide, le choix de cette borne finale est lié aux développements internes à notre sujet : 1989 est l'année où se termine le dernier grand programme de prospective mené au sein d'une organisation internationale (l'Unesco) et portant explicitement sur les « problèmes mondiaux ».

D - Annonce du plan

Le plan choisi est chrono-thématique, chaque chapitre correspondant à une grande étape dans la relation entre études sur le futur d'une part, et conscience globale, vision du monde, compréhension des problèmes mondiaux d'autre part. À chacune de ces étapes correspond une conception dominante du global portée par les études prospectives (« problématique mondiale » ou « nouvel ordre mondial » par exemple). Chacune de ces étapes se distingue aussi par l'emploi privilégié d'une ou plusieurs méthodes pour explorer le futur et pour en faire un champ d'action. Ces étapes ne sont pas isolées les unes des autres : nous montrerons au contraire comment les conceptions du monde développées au cours d'une période sont remobilisées, ou au contraire combattues lors de la période suivante.

De fait, les différentes conceptions du global promues par la pratique d'études sur le futur ne disparaissent pas totalement après leur moment de gloire ; ce sont des motifs qui ressurgissent régulièrement. L'idée d'une conscience mondiale au sens étendu selon lequel tous les humains appartiendraient à un même groupe uni (plutôt qu'à différents groupes n'étant liés que par des intérêts communs, une communauté de destin mais non d'identité) faiblit au début des années 1970 mais survit dans le discours de certains acteurs tout au long de la période. Certaines conceptions sont complémentaires (l'idée d'une coopération internationale autour des problèmes mondiaux de long terme repose sur la notion de problématique mondiale), tandis que d'autres sont plus contradictoires (idéal d'une conscience mondiale étendue vs. coopération autour de problèmes mondiaux compris comme seuls points communs d'une humanité éternellement divisée).

Les différentes étapes de cette histoire sont reliées par un fil conducteur : le désir de certains « experts du futur » de contribuer à forger une conscience mondiale (au sens étendu ou restreint) afin de résoudre les problèmes mondiaux. Bien que l'identité des personnages clés change au fil du temps, la plupart des acteurs interviennent à différents stades et l'on peut facilement retracer les liens entre anciens et nouveaux protagonistes. Par ailleurs, on ne peut identifier de rupture nette entre une étape et la suivante ; c'est pourquoi les bornes chronologiques se chevauchent.

Le premier chapitre est consacré aux premières réflexions menées après-guerre sur la nécessité de promouvoir une conscience mondiale grâce à des images positives et pacifistes du futur de l'humanité (de la fin de la Seconde Guerre mondiale au début des années 1960). Nous y retraçons rapidement les origines intellectuelles de notre objet d'étude : un ensemble de penseurs qui réfléchissent à l'avenir de l'humanité et s'inquiètent du manque de visions d'avenir. Nous montrons ensuite le rôle essentiel qu'ont joué les études sur la paix au début des années 1960 dans la formulation d'une réflexion sur la nécessité d'encourager une prise de conscience des enjeux à venir grâce à la diffusion d'images positives d'un monde futur désarmé.

Le deuxième chapitre envisage les études sur le futur comme grille de lecture privilégiée de la problématique mondiale (1964-1973). Nous verrons comment les auteurs des études pacifistes sur le futur s'intéressent progressivement à d'autres éléments du futur et prennent l'initiative de former des réseaux de futurologues qu'ils espèrent voir travailler dans

une perspective militante et humaniste. Une synthèse fragile est ainsi réalisée entre différentes approches du futur, et différentes préoccupations, au centre des travaux des futurologues qui ont pour point commun de s'intéresser à l'échelle globale. C'est le moment où triomphent la notion de problématique mondiale et la pratique qui consiste à établir des listes de problèmes mondiaux interconnectés.

Le troisième chapitre montre le rôle d'outil de coopération internationale qui a été assigné aux études sur le futur entre 1968 et 1974. Pendant cette période, c'est l'idée d'un ensemble de problèmes mondiaux bien concrets que les différentes nations doivent traiter en commun qui prédomine. C'est le moment où les études sur le futur sont introduites au centre des programmes de deux institutions du système des Nations Unies, l'Unesco et l'UNITAR. Un conflit important s'y joue entre deux visions du rôle des études sur le futur : tandis que certains ne leur accordent qu'une importance modérée, et pensent qu'elles doivent essentiellement servir à améliorer l'efficacité des organisations concernées, d'autres veulent en faire un élément central d'une mission qui consiste à sauver le futur de l'humanité.

Le quatrième chapitre présente les études sur le futur comme une ressource pour le dialogue Nord-Sud entre 1974 et 1982. L'idée que les techniques d'exploration du futur global doivent permettre de dessiner un nouvel ordre mondial, une alternative radicale aux structures de pouvoir présentes, focalise alors les débats sur le futur du monde. De nombreux projets de modélisation sont consacrés à la formulation de ces autres ordres mondiaux futurs, et à l'évaluation de leur crédibilité. L'intérêt alors accordé à la question des valeurs autour desquelles le futur du monde doit être construit conduit, pour la première fois, à envisager des futurs désirables non universels et souligne la nécessité d'une négociation informée sur la voie commune que l'humanité doit emprunter.

Enfin, le chapitre 5, consacré à la période 1980-1989, réfléchit sur la fin des travaux sur le futur du monde. On y aborde les différents facteurs qui expliquent la dissolution du lien qui unissait jusqu'alors études prospectives d'une part, réflexion et action sur le global d'autre part. Cette évolution se situe dans le prolongement des travaux menés au cours de la décennie précédente : on verra comment la représentation d'un globe toujours plus complexe et divisé entre différents systèmes de valeurs que seule une étude « désagrégée » du système total permet de bien comprendre, aboutit, en combinaison avec d'autres éléments (succès de la

pensée néolibérale, causes internes aux institutions étudiées), à l'abandon de la volonté de transformer le monde, dans son ensemble, grâce à la prospective.

Chapitre 1. Promouvoir une conscience mondiale grâce à des images pacifistes du futur de l'humanité (de 1945 au début des années 1960)

De l'immédiat après Seconde Guerre mondiale au début des années 1960, un ensemble de défis perçus comme nouveaux suscite chez plusieurs milieux d'intellectuels, de militants et de scientifiques, isolés ou rassemblés au sein d'organisations internationales, à la fois une inquiétude vis-à-vis du devenir de l'humanité et un espoir que celle-ci s'unisse pour former un monde meilleur. Un nouveau champ de réflexion, d'expertise et d'action naît ainsi de plusieurs sources intellectuelles et organisationnelles à l'origine déconnectées les unes des autres, mais inspirées par des motifs similaires. Cette construction et cet assemblage relationnel et intellectuel a lieu en deux temps bien distincts. Il s'agit d'abord d'un long après-guerre, de 1945-1946 à la fin des années 1950 où des propositions sont émises, où l'on cherche à attirer l'attention du public sur l'importance de réfléchir à l'échelle de l'humanité, pour régler les problèmes présents mais aussi à venir, et où quelques personnages clés définissent des notions comme « image du futur » qui joueront un rôle crucial par la suite mais qui restent alors confidentielles. La deuxième étape intervient au début des années 1960 quand, dans un contexte international qui leur est plus favorable, ces notions et cette réflexion sur l'humanité sont reprises comme un argument militant par certains mouvements pacifistes et comme objet d'étude au sein d'une nouvelle discipline, les études sur la paix.

Après avoir identifié les sources d'une réflexion sur l'humanité et son futur dans une réaction aux inquiétudes de l'immédiat après-guerre (A), nous verrons comment certains mouvements pacifistes structurés autour de la Women International League for Peace and Freedom (WILPF) et de l'International Confederation for Disarmament and Peace (ICDP) s'emparent de cette réflexion et cherchent à stimuler des études sur un possible futur pacifiste afin de créer ou de renforcer une « conscience mondiale » (B). Nous expliquerons ensuite pourquoi et comment ces militants ont recherché l'appui de l'Unesco et étudierons la collaboration qui s'établit autour d'une enquête d'opinion publique, « Images du monde

désarmé », visant notamment à évaluer l'existence d'une telle conscience mondiale et le contenu des imaginaires du futur (C). Enfin, nous montrerons quelles stratégies de communication et d'éducation sont employées pour convaincre le public de la possibilité et de la désirabilité d'un futur monde en paix (D).

A - Repenser le futur de l'humanité après le choc de la Seconde Guerre mondiale

1) La paix mondiale, un enjeu militant et intellectuel

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, une réflexion sur l'humanité, son rôle dans un monde nouveau, son destin commun, est élaborée dans différents milieux militants, intellectuels, politiques et scientifiques.

a) Face à la bombe atomique, la paix doit être mondiale selon les spécialistes du nucléaire

April Carter, historienne des mouvements pacifistes internationaux note que, contrairement à la Première Guerre mondiale, la Seconde n'a pas déclenché de large sentiment pacifiste chez les populations qui l'ont vécue et en particulier chez les vainqueurs qui l'ont ressentie comme une guerre juste et nécessaire¹. L'opinion publique dans son ensemble, bien que consciente qu'il a été fait usage d'un type d'arme radicalement nouveau, tarde à mesurer l'ampleur des conséquences de long terme de l'invention de la bombe atomique². Bientôt, elle est remobilisée autour des enjeux de la guerre froide et tend à soutenir

¹CARTER April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, London, Longman, 1992, p. 28.

² *ibid.* p. 31.

la course à l'armement à laquelle se livrent les deux blocs¹. Pourtant, certains segments de la société civile, à l'Est comme à l'Ouest, et même certains leaders politiques non-alignés mettent rapidement en garde contre les menaces qui pèsent sur le monde post-Hiroshima. Ces discours ont en commun de s'adresser à l'humanité tout entière, d'insister sur l'absolue nécessité de traiter les nouveaux défis qui se font jour avec la bombe atomique à l'échelle du monde et de considérer tous les hommes comme un seul et même groupe confronté aux périls de son unique destin.

Des scientifiques atomistes en particulier, comme Leo Szilard, insistent sur la nécessité d'établir une coopération internationale pour contrôler les usages de l'énergie atomique². Dès 1945, plusieurs d'entre eux publient une revue dédiée à soutenir cette cause, *The Bulletin of the Atomic Scientists*³. C'est sur la couverture de cette revue qu'est représentée à partir de 1947 l'horloge de l'apocalypse qui symbolise l'union de tous les humains dans une même tragédie à venir s'ils ne parviennent pas à s'unir avant un terme relativement proche⁴. Beaucoup de ces scientifiques rejoignent le mouvement pour un gouvernement mondial, certains prenant notamment part à la fondation de l'association internationale United World Federalists⁵. Dans leur sillage, de nombreux mouvements pacifistes, surtout occidentaux, adoptent à la fin des années 1940 l'idée que le monde doit être un ou ne pas être comme l'exprime bien le slogan alors répandu « one world or none »⁶.

Après la mort de Staline, les appels à l'unité de l'humanité en lien avec le danger atomique se multiplient. À l'Est, les spécialistes du nucléaire reprennent à leur compte les

¹ *ibid.* p. 32.

² WITTNER Lawrence S., *Confronting the bomb: a short history of the world nuclear disarmament movement*, Stanford, Stanford University Press, coll. « Stanford nuclear age series », 2009, 254 p.

³ MALLARD Grégoire, *The Atomic Confederacy: Europe's Quest for Nuclear Weapons and the Making of the New World Order*, Thèse de doctorat, Université Paris-Est, 2007-2015, p. 9-10.

⁴ UNIVERSITY OF CHICAGO. DIVISION OF THE SOCIAL SCIENCES, *International control of atomic energy; selections from the Bulletin of the atomic scientists.*, [Chicago], Atomic scientists of Chicago, 1947, 1 p. Et Weart Spencer R., *The rise of nuclear fear*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2012, 367 p.

⁵ Wittner Lawrence S., *Confronting the bomb: a short history of the world nuclear disarmament movement*, Stanford, Stanford University Press, coll. « Stanford nuclear age series », 2009, 254 p.

⁶ *ibid.* Ce slogan est utilisé comme titre de plusieurs rapports et d'un documentaire sur le thème de la bombe atomique.

mises en garde esquissées par leurs collègues américains en maniant le même vocabulaire de l'humanité. Quatre éminents physiciens soviétiques élaborent ainsi en mars 1954 un rapport sur les dangers des armes nucléaires à propos desquels ils mettent en avant l'inquiétude de la « communauté mondiale », concluant : « Nous ne pouvons pas nier que l'humanité est confrontée à une énorme menace : la fin de toute vie sur Terre »¹. Comme le note Matthew Evangelista, la vision déployée par ces auteurs contraste drastiquement avec la rhétorique soviétique officielle qui insiste sur la victoire inévitable du « socialisme » dans n'importe quel conflit militaire avec l'impérialisme². La bombe atomique semble donc avoir le pouvoir de briser les clivages idéologiques les plus durs, mettant à nu l'évidence d'une destinée commune entre tous les humains.

Du côté des scientifiques atomistes occidentaux, on lance en 1957 le mouvement Pugwash, une série de « conférences sur la science et les affaires du monde » qui visent à réunir de hautes personnalités académiques pour communiquer sur les dangers de l'arme atomique et convaincre les dirigeants du monde d'instaurer une paix durable³. Ce mouvement est largement inspiré par la parution deux ans plus tôt du manifeste Russell-Einstein qui demandait aux gouvernements « de réaliser et de reconnaître publiquement que leurs objectifs ne pouvaient pas être atteints par une guerre mondiale »⁴. Surtout, cette déclaration en appelait aux scientifiques « en tant qu'êtres humains » et leur demandait de « se rappeler de [leur] humanité et d'oublier le reste »⁵.

Ce type de discours est de plus en plus repris au-delà du seul milieu des scientifiques atomistes, par toutes sortes de personnalités intellectuelles et politiques. C'est le cas par

¹ EVANGELISTA Matthew, *Unarmed forces: the transnational movement to end the Cold War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1999, p. 48. Traduction de l'anglais « The world community is concerned » et We cannot but admit that humanity faces an enormous threat to the end of all life on Earth.

² Ibid.

³ EVANGELISTA Matthew, *Unarmed forces: the transnational movement to end the Cold War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1999, p. 144-145.

⁴ EVANGELISTA Matthew, « Transnational organizations and the Cold War » in Melvyn P. LEFFLER et Odd Arne WESTAD (dirs.), *The Cambridge History of the Cold War*, 2010, p. 404. Traduction de l'anglais « to realize, and to acknowledge publicly, that their purposes cannot be furthered by a world war ».

⁵ Ibid. « as human beings (...) remember your humanity, and forget the rest ».

exemple du Premier ministre indien, Jawaharlal Nehru, fervent partisan d'une action internationale de vulgarisation par les scientifiques atomistes pour mieux faire connaître les dangers liés à leur science, qui déclare en visite à l'université d'Etat de Moscou en 1955 que la préservation et le progrès de « toute civilisation humaine » dépendent de la paix¹.

b) La notion d'humanité : un enjeu crucial après la guerre pour les intellectuels du Committee for the Study of Mankind

Tandis que les scientifiques atomistes développent un engagement pour l'humanité étroitement lié au risque que représente la possibilité d'une guerre mondiale nucléaire, les circonstances de l'après-guerre encouragent d'autres intellectuels à nourrir une réflexion plus vaste sur la notion d'humanité conçue comme échelle unique des solutions à apporter aux problèmes des temps présents et à venir.

Une initiative en particulier doit retenir notre attention en ce qu'elle est représentative d'un basculement important dans la manière qu'une élite intellectuelle occidentale a de se représenter le monde après la Seconde Guerre mondiale : il s'agit du think tank créé par Gerhard Hirschfeld : le Committee for the Study of Mankind. Dès 1949, Gerhard Hirschfeld, alors directeur du Research Council for Economic Security à Chicago, débute un processus de réflexion et de consultation sur un sujet qui lui tient à cœur : la paix mondiale². Cette entreprise n'entretient aucun lien avec l'activité professionnelle d'Hirschfeld ; elle découle plutôt d'une inquiétude et d'un intérêt suscités chez ce dernier par les événements de la Seconde Guerre mondiale³. Il se décrit comme « un philosophe né allemand, écrivain et humaniste qui a souffert profondément de la guerre », déterminé à dédier le reste de sa vie à

¹EVANGELISTA Matthew, *Unarmed forces: the transnational movement to end the Cold War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1999, p. 144-145.

² Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°54, lettre de Gerhard Hirschfeld à J. Robert Oppenheimer le 28 août 1949.

³ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°54, lettre de Gerhard Hirschfeld à J. Robert Oppenheimer le 12 mars 1956.

travailler pour la paix¹. Sa première idée consiste en la création d'un institut de recherche sur les causes de la guerre². Mais le projet évolue rapidement ; à partir de 1951, Hirschfeld considère qu'il est nécessaire d'étendre le champ de ses recherches au « problème de l'humanité »³.

À partir de 1952, il organise plusieurs rencontres informelles à Chicago de ce qu'il appelle alors le « comité pour l'étude de l'humanité », afin de confronter les visions de plusieurs « spécialistes » sur le sujet⁴. Il s'agit pour la plupart de professeurs d'université, spécialistes en sciences sociales, droit, relations internationales ou philosophie. On trouve parmi eux Pitirim Sorokin (sociologie, Harvard), Herbert Blumer (sociologie, Berkeley), Richard McKeon (philosophie, Chicago), Quincy Wright (relations internationales, Chicago) ou encore Hans Morgenthau (relations internationales, Chicago). Beaucoup n'ont pas un profil purement académique. Certains sont, ou ont été, diplomates comme William Rappard (relations internationales, Genève) et Adolf Augustus Berle (droit, Columbia). Ensemble, ils essaient de donner forme au concept d' « humanité », de montrer en quoi il pose problème et surtout en quoi il est crucial pour répondre aux problèmes de leur temps et des temps à venir. Ces rencontres aboutissent à la formulation d'un argumentaire ensuite largement diffusé par le biais de brochures et d'une correspondance abondante, et souvent repris dans les documents du Committee.

Le constat de départ est classique : l'humanité fait face à de grands problèmes au premier rang desquels se trouvent une possible guerre nucléaire, mais aussi le risque d'une explosion démographique incontrôlée, ou celui que les droits des individus ne soient pas

¹ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°23, brochure « Toward a World purpose. A presentation of Council for the Study of Mankind, Inc. », avril 1970, traduction de l'anglais « a german born philosopher, writer and humanitarian who had suffered deeply from war ».

² Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°54, lettre de Gerhard Hirschfeld à J. Robert Oppenheimer le 11 juin 1950.

³ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°54, lettre de Gerhard Hirschfeld à J. Robert Oppenheimer le 4 septembre 1951.

⁴ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°54, lettre de Gerhard Hirschfeld à J. Robert Oppenheimer le 8 mars 1952. Traduction de l'anglais « Committee for the study of Mankind ». L'existence du comité devient officielle en 1958 quand il est institutionnalisé sous la forme d'une « organisation éducative à but non lucratif ». Cf. Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°23, « council for the study of mankind », brochure non datée (1969 ou 1970), traduction de l'anglais « non-profit educational organization ».

respectés. Selon les membres du comité, beaucoup d'organisations internationales, comme l'Unesco ou de filières académiques, ont bien identifié ces problèmes et essayent de s'en saisir, chacune à leur manière¹. Mais leur approche est jugée insuffisante en ce qu'elle est toujours partielle : chacun tente de comprendre les problèmes du monde à partir d'une discipline, une nation ou une philosophie bien précise, laissant la question de l'humanité au second plan. Il faudrait au contraire, d'après les membres du comité, mettre l'humanité au cœur de ces discussions en aidant les gens à « penser l'humanité »² afin que la paix ainsi que les autres problèmes mondiaux puissent être traités véritablement du point de vue de l'humanité. Pour eux, il est primordial de diffuser un sentiment d'appartenance à l'humanité tout entière, sans quoi aucune solution viable ne pourrait être trouvée aux problèmes du monde. Ses membres cherchent à bâtir une définition du concept d'humanité ; ils cherchent à comprendre d'où il vient et comment il intervient au sein de plusieurs thématiques comme l'histoire, la philosophie ou le droit.

Comme les scientifiques atomistes, les intellectuels du Committee for the Study of Mankind mettent en avant la nécessité de coopération entre tous les hommes unis confrontés à des problèmes communs³. Mais certains d'entre eux vont plus loin, prônant une nécessaire refondation de l'homme face aux défis nouveaux qui l'attendent. C'est le cas notamment de Lewis Mumford, membre actif du Comité depuis sa première réunion de 1952, à laquelle il participe⁴. L'un des premiers à dénoncer les risques que la bombe atomique fait courir à l'ensemble de l'humanité dans son célèbre pamphlet rédigé en 1946 « Gentlemen, you are mad! », Lewis Mumford développe une pensée originale selon laquelle, pour sauver l'humanité, il ne suffirait pas à celle-ci de recourir à ses mécanismes de négociation

¹ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°4, tape 1, transcript, conference on law and mankind, 1960.

² Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°23, brochure « Toward a World purpose. A presentation of Council for the Study of Mankind, Inc. », avril 1970, traduction de l'anglais « think mankind ».

³ Cf. par exemple la conférence sur le nationalisme et l'idée d'humanité. Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 5, conférence sur le nationalisme, transcripts, traduction de l'anglais « Today, mankind for the first time emerges as a communicating and potentially cooperating society ».

⁴ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton n°28, correspondance entre Gerhard Hirschfeld et Lewis Mumford.

habituels¹. Pour lui, le seul salut possible se trouve dans un effort d'imagination radical dont doivent faire preuve les hommes pour concevoir un monde de paix et d'entente complètement différent du monde actuel parce que libéré de sa foi en la technologie destructrice dont la bombe atomique est le parangon mais qui connaît d'autres incarnations². Plutôt que de convaincre les gouvernements, il faudrait réformer la « personne générique », créant un nouvel être humain pleinement conscient des responsabilités qui accompagnent ses nouvelles capacités technologiques³.

c) L'Unesco, une organisation dédiée à la création d'une nouvelle humanité

Comme l'ont bien noté les membres du Committee for the Study of Mankind, cette réflexion sur l'humanité entretient une affinité avec le discours qui est ébauché dans les organisations du système des Nations Unies dès leur création après la Seconde Guerre mondiale, en particulier au sein de l'Unesco. Mark Mazower, s'attachant à déconstruire les mythes qui entourent la fondation de l'ONU et des agences qui y sont rattachées, met en évidence les logiques impérialistes occidentales qui ont en partie motivé la mise en place de ce système⁴. Il n'en souligne pas moins la rhétorique universalisante qui l'accompagne : quels que soient les intérêts défendus par les acteurs de cette construction, ceux-ci situent leur discours, leurs objectifs, au niveau du globe. À cet égard, il montre bien le rôle privilégié que joue l'Unesco en tant qu'organe de refondation spirituelle d'une humanité unie⁵. Le contenu de la culture commune autour de laquelle il faudrait unir l'humanité fait débat entre l'un des

¹MUMFORD Lewis, « GENTLEMEN, YOU ARE MAD! », *Maclean's*, 1946, vol. 59, n° 11, p. 22. Voir aussi ANDERSSON Jenny et DUHAUTOIS Sibylle, « Futures of Mankind : The Emergence of the Global Future », in MUNSTER Rens van et SYLVEST Casper (dirs.), *The Politics of Globality since 1945: Assembling the Planet*, London ; New York, NY, Routledge, 2016, 218 p.

²MUMFORD Lewis, *The condition of man*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1944, x+467 p.

³MUMFORD Lewis, *The transformations of man.*, New York, Harper, coll. « World perspectives, v. 7 », 1956, p. 236 Traduction de l'anglais « the generic person ».

⁴MAZOWER Mark, *No enchanted palace: the end of empire and the ideological origins of the United Nations*, Princeton (N.J.), Etats-Unis, Royaume-Uni, 2009, vol.1, 236 p.

⁵ibid. en particulier chapitre 2.

personnages clés de la fondation de l'Unesco, Alfred Zimmern, qui prône l'union autour des valeurs du libéralisme et d'une morale aux sources anciennes (et occidentales), et le premier directeur général de l'organisation, Julian Huxley, qui souhaite, plus modestement, permettre la diffusion d'un humanisme scientifique qui rassemblerait les peuples au-delà des barrières idéologiques sur la base des vérités objectives de la science. Mais cette divergence de vues est secondaire face à l'objectif assumé par les deux hommes et par l'organisation dans son ensemble et qui est très similaire à celui du Comité formé par Gerhard Hirschfeld : stimuler une nouvelle conscience d'appartenance à une communauté humaine qui, bien que divisée politiquement, partage des valeurs, des savoirs et des éléments d'identité communs¹.

Cet objectif est particulièrement lisible dans les discussions qui ont lieu lors de la première session de la conférence générale de l'Unesco en 1946². Le champ lexical de l'humanité est omniprésent dans les interventions des délégués : le terme lui-même est utilisé à soixante-quatorze reprises, dont les deux tiers évoquent l'idée que l'humanité est l'ensemble indifférencié dont le bien-être et le progrès devraient faire l'objet du travail de l'organisation internationale. Le représentant des Philippines, M. Sebastian, considère ainsi que « l'Unesco a relevé un défi redoutable en entreprenant d'améliorer le sort futur de l'humanité »³. Celui du Nicaragua et Costa-Rica (M. Ibarra) va plus loin en affirmant que « demain l'œuvre de l'Unesco deviendra un foyer nouveau pour une humanité nouvelle »⁴. Ces déclarations sont compatibles avec les objectifs que l'organisation s'est assignés un an plus tôt dans son acte constitutif : « atteindre graduellement (...) les buts de la paix internationale et de prospérité commune de l'humanité »⁵.

Cette approche est nouvelle de fait puisque la SDN raisonnait en termes d' « Etats membres » et non d'une humanité unique mais elle est aussi perçue et justifiée par les représentants qui participent à la Conférence Générale de l'Unesco, d'une manière qui est cohérente avec les discours des scientifiques atomistes ou des intellectuels du Committee for

¹ Ibid.

² Archives de l'Unesco, Actes de la première session de la Conférence Générale de l'Unesco, 1946, 286 p.

³ *ibid.* p. 63.

⁴ *ibid.* p. 67.

⁵ Archives de l'Unesco, Acte constitutif, 1945.

the Study of Mankind. Il est question à plusieurs reprises des « problèmes auxquels l'humanité doit faire face à l'heure actuelle »¹. Certains délégués nomment ces problèmes de manière plus explicite : la menace de la bombe atomique, la situation de guerre froide². La solution envisagée passe alors, comme pour les membres du Committee for the Study of Mankind, par une éducation des êtres humains visant à leur faire prendre conscience de leur sort commun et, plus largement, de ce qui les rassemble. Dès 1950, le programme d'éducation de l'Unesco comprend une section dédiée à « l'éducation pour la compréhension internationale » dont on justifie la nécessité en affirmant que « la conscience de l'unité de l'humanité est encore rudimentaire et sous-développée » et que « l'Unesco doit donc aider les organisations et institutions compétentes en promouvant une éducation à la citoyenneté mondiale »³.

Entre 1945 et la fin des années 1950, plusieurs cercles d'intellectuels, dont nous avons dressé un panorama non exhaustif, semblent donc penser, en dépit des divergences d'opinions politiques qui peuvent les caractériser, que de nouvelles conditions nées de l'après Seconde Guerre mondiale doivent inciter les êtres humains à réfléchir aux défis qu'ils doivent affronter en commun. La notion d'humanité est théorisée comme une préoccupation nouvelle et cruciale, comme un objectif urgent. Ces discours font implicitement référence au futur : c'est bien face à un risque pour l'avenir, à une catastrophe potentielle non encore advenue qu'il faudrait se rassembler. Mais cette dimension de long terme ne fait pas l'objet d'une réflexion poussée et est parfois ambiguë. Ainsi, dans la préface qu'il écrit pour son ouvrage fondateur pour l'activité du Committee for the Study of Mankind, *An essay on Mankind*, Gerard Hirschfeld insiste sur les « problèmes de notre âge » et parle de « problèmes actuels » ; il mentionne bien sa « préoccupation pour le futur de l'humanité » mais n'approfondit nullement cette dimension dans le reste de son essai.

¹Archives de l'Unesco, Actes de la première session de la Conférence Générale de l'Unesco, 1946, 286 p.

² Voir par exemple *ibid.* p. 25.

³ Archives de l'Unesco, Actes de la première session de la Conférence Générale de l'Unesco, 1946, version anglaise, p. 18. Traduction de l'anglais « The consciousness of the unity of mankind is still rudimentary and undeveloped » et « Unesco must therefore help competent organizations and institutions in promoting education in world citizenship ».

Pour comprendre en quoi cette réflexion sur l'humanité est porteuse d'interrogations sur le futur et comment elle a pu par la suite devenir constitutive d'un ensemble de travaux portant explicitement sur le long terme, il faut alors se pencher sur l'apport de deux personnages, Robert Jungk et Fred Polak, dont la pensée sur la paix, l'humanité et le futur, développée dans ce même après-guerre, jouera plus tard un rôle essentiel dans la formation d'un champ d'étude consacré au futur et prônant la formation d'une conscience globale.

2) Robert Jungk et Fred Polak : deux pionniers de la réflexion sur le futur de l'humanité

a) Robert Jungk : échapper au piège de la modernité en pensant un futur alternatif

Né dans une famille juive allemande qui a dû fuir l'Allemagne nazie, le journaliste Robert Jungk publie en 1952 son ouvrage intitulé « le futur a déjà commencé »¹. Il y exprime son inquiétude vis-à-vis de la voie dans laquelle l'humanité semble s'engager les yeux fermés. Selon lui, l'invention de la bombe atomique, mais également le processus de progrès technologique qui culmine avec le développement de l'automatisation déjà bien engagé aux Etats-Unis poussent les êtres humains dans une voie qui leur paraît évidente alors qu'ils ne l'ont jamais choisie : celle de l'efficacité technique mais aussi celle de l'autodestruction. Il dénonce l'absence de conscience avec laquelle on se livre à la course aux armements tout comme à l'élevage intensif. Face à ces lendemains apparemment tout tracés, il souhaite ouvrir les yeux des hommes et leur faire comprendre qu'un futur alternatif est possible pour l'humanité et qu'elle n'a qu'à en prendre conscience pour le choisir et ainsi se désengager de la voie dangereuse vers laquelle elle marche actuellement. Il faut selon lui rejeter le règne absolu de la rationalité économique qui déshumanise et qui fait parfois préférer la guerre à la paix en plus de construire un avenir morne, dépourvu de valeurs humaines. Il encourage les humains à choisir une vraie liberté, celle de construire une communauté humaine porteuse de

¹JUNGK Robert, *Die Zukunft hat schon begonnen: Amerikas Allmacht und Ohnmacht*, Reinbek bei Hamburg, Allemagne, Rowohl, 1952, 231 p.

sens, qui peut choisir quel usage ou quel non-usage elle souhaite faire de ses découvertes, au premier rang desquelles se situe l'énergie atomique, plutôt que de se complaire dans la liberté en trompe-l'œil offerte par l'opulence des sociétés occidentales.

b) Fred Polak : se délivrer d'un présent inerte grâce aux images du futur

Cette analyse de la situation humaine post-Seconde Guerre mondiale est en de nombreux points proche de celle offerte par une autre victime de l'antisémitisme nazi : le philosophe néerlandais Fred Polak. L'ouvrage fondateur, publié en 1955, dans lequel il développe sa pensée est consacré à la notion d' « image du futur »¹. Si l'humanité de Robert Jungk va droit vers un futur qu'elle n'a pas pleinement choisi et dont elle ignore les enjeux, celle de Fred Polak est inerte ; elle ne va nulle part. Selon lui, depuis des temps ancestraux, les êtres humains ont toujours été portés en avant par leur imaginaire positif du futur. Aucun progrès n'est possible sans optimisme, que celui-ci concerne l'essence d'une humanité dont on croit qu'elle est prédestinée à de meilleurs lendemains, ou bien sa capacité intrinsèque à s'améliorer, ce qu'il nomme son « influence ». Quels qu'en soient les détails, la clé des transformations sociales reposerait sur la capacité humaine à imaginer un monde différent et meilleur qui constituerait alors l'objectif explicite de son action. Il explique comment ce procédé a fonctionné à travers l'histoire pour différents peuples avec plus ou moins de succès. Il affirme ensuite que, pour la première fois, dans un présent qui a débuté avec la Seconde Guerre mondiale et qui est marqué par une rupture radicale avec les temps passés, l'humanité semble avoir perdu cette capacité à rêver qui était si essentielle à son progrès. « Nous avons perdu la capacité à voir plus loin que le bout de notre nez collectif » déplore-t-il². La majeure partie de l'humanité serait désormais écrasée sous un temps accéléré, surchargeant constamment un présent dont il n'est plus possible de s'échapper. Pour Fred Polak, cette inertie risque de causer une crise violente. Plutôt que d'en rester à un état de stagnation, cette

¹POLAK Frederik Lodewijk, *De toekomst is verleden tijd: cultuur-futuristische verkenningen*, Utrecht, Pays-Bas, W. de Haan, 1955. L'ouvrage est publié en version anglaise en 1961 : POLAK Fred L., *The image of the future: enlightening the past, orientating the present, forecasting the future*, traduit par Elise BOULDING, Leyden, Pays-Bas, A.W. Sythoff, 1961, vol.2/, 456+376 p.

²POLAK Fred L., *The image of the future*, Amsterdam, Pays-Bas, 1973, p. 195.

situation, si rien n'est fait pour la changer, doit mener à la destruction de toute civilisation humaine, l'absence de vision du futur mobilisatrice engendrant nihilisme et sentiments d'apathie. Une seule solution peut être apportée pour faire face à cette terrible menace : la création de nouvelles images fortes d'un possible futur positif pour l'humanité tout entière.

Bien qu'ils ne se connaissent pas au moment où ils écrivent leurs ouvrages respectifs, Robert Jungk et Fred Polak ont ainsi développé deux analyses très proches. Leur réflexion sur le futur de l'humanité a des racines communes dans les souffrances de la Seconde Guerre mondiale, particulièrement ressenties du fait de leur identité juive, et dans le sentiment que la fin du conflit n'a pas débouché sur la libération espérée, mais plutôt sur une situation bloquée par de nouvelles menaces et de nouveaux aveuglements qui empêchent les êtres humains de parvenir à la concorde qui devrait désormais être la leur¹. On trouve au cœur de leur analyse la notion de responsabilité humaine vis-à-vis d'un futur commun et l'importance de la conscience ou de l'imagination des alternatives possibles à l'avenir. Le futur doit être, pour l'un, rouvert, et pour l'autre, réinventé². Dans les deux cas, cette tâche incombe à l'humanité tout entière. Polak affirme ainsi qu'« une vision du futur qui ne serait pas universelle finirait par laisser la Terre en ruines fumantes »³.

Cette pensée qui dans les années 1950 est le fait de quelques intellectuels occidentaux sensibilisés à la question de l'avenir de l'humanité en raison de leur histoire personnelle ne connaît pas un succès immédiat. Cette incapacité à convaincre d'emblée un large public peut être attribuée, en suivant l'analyse d'April Carter, aux inhibitions liées à la guerre froide :

¹ Sur l'importance de l'identité juive dans la réflexion sur le futur qui voit le jour après-guerre, voir ANDERSSON Jenny (à paraître), *The future of the world*, introduction.

² Robert Jungk dit ainsi « Quand en 1946, peu avant sa mort, H.G. Wells assista à l'effondrement de la foi dans le progrès scientifique, il crut pouvoir proclamer que l'homme était parvenu "au terme de ses possibilités" et presque fatalement destiné à une chute prochaine. Sans doute devrait-on dire que l'homme est parvenu à la fin d'une possibilité. ». Cf. Jungk Robert, *Le futur a déjà commencé*, traduit par Henri Daussy, Paris, France, Arthaud, 1953, p. 295.

³ POLAK Fred L., *The image of the future*, Amsterdam, Pays-Bas, 1973, p. 303. Traduction de l'anglais « a vision of the future which falls short of this universality will in the end leave the earth a smoking ruin ».

imaginer un futur alternatif pourrait être perçu comme une trahison envers son bloc géopolitique¹.

B - La création d'une « conscience mondiale » : un objectif pour la promotion duquel les pacifistes commencent à étudier le futur

Au début des années 1960, le contexte international redevient plus favorable à ces discours sur le futur de l'humanité, à leur réception positive par un public international large, et plus particulièrement à leur adoption par des mouvements pacifistes.

Le dégel des relations Est-Ouest qui suit la mort de Staline puis la crise de Cuba lève un tabou qui pesait jusqu'alors sur le combat contre l'arme nucléaire². De plus, les premiers essais nucléaires menés pour développer la bombe H et les accidents qui les accompagnent déclenchent une série de dénonciations qui permettent au mouvement pacifiste anti arme nucléaire d'attirer de nouveaux militants à partir de la deuxième moitié des années 1950³. Enfin, les nouvelles activités ainsi rendues possibles sont menées dans une dynamique de coopération Est-Ouest qui marque une volonté de rupture avec la période précédente pendant laquelle les ONGs des deux blocs avaient eu tendance à se séparer⁴. Au début des années 1960, au contraire, la volonté de mettre fin aux clivages de la guerre froide incite les ONGs existantes à coopérer entre elles, offre une nouvelle dynamique aux ONGs restées en activité de part et d'autre du rideau de fer, et entraîne un mouvement de création d'ONGs internationales réunissant des membres des deux blocs. C'est aussi le moment où des échanges bilatéraux entre des scientifiques soviétiques et des scientifiques américains sont

¹ Carter April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, London, Longman, 1992, 283 p.

² Carter April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, London, Longman, 1992, 283 p.

³ Evangelista Matthew, *Unarmed forces: the transnational movement to end the Cold War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1999.

⁴ Davies Thomas, *NGOs: a new history of transnational civil society*, London, Hurst, 2013, p. 239.

mis en place¹. Le dialogue Est-Ouest autour des thématiques de désarmement paraît enfin possible.

Deux ONGs pacifistes en particulier, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF)² et l'ICDP, s'emparent des questionnements sur le futur et sur la nécessité de forger une conscience commune à tous les êtres humains, pour en faire un axe central de leur programme de lutte pour le désarmement nucléaire. Pour la première fois, ce qui n'était alors qu'une démarche intellectuelle et individuelle s'incarne dans un projet militant, collectif, soutenu par des ONGs internationales qui affichent explicitement l'objectif de stimuler une « conscience mondiale » grâce à la diffusion d'images positives d'un monde futur désarmé. Comment s'opère cette transition ? Pourquoi est-ce spécifiquement la WILPF et l'ICDP qui permettent cette (relative) institutionnalisation et ce passage à l'action ? Quelles en sont les conséquences en termes de visions du monde et de modalités d'action ?

1) Penseurs du futur et milieux pacifistes : des liens personnels et institutionnels, des intérêts communs

Pour comprendre le rôle joué, au début des années 1960, par la WILPF puis par l'ICDP, plutôt que par une autre association, il faut se pencher sur les liens personnels et institutionnels qui existent entre les premiers penseurs d'un futur mondial alternatif que nous avons évoqués et ce mouvement pacifiste spécifique.

a) Elise Boulding : ambassadrice des thèses de Fred Polak auprès de la WILPF

¹ Evangelista Matthew, *Unarmed forces: the transnational movement to end the Cold War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1999, p. 144.

² L'acronyme est formé à partir du nom en anglais : Women's International League for Peace and Freedom.

Au premier rang des personnages qui ont contribué à ce rapprochement, il convient de mentionner la sociologue et militante pacifiste Elise Boulding. En 1954, alors qu'elle vit à Stanford, où son mari, Kenneth Boulding est invité¹ pour une année au Center for Advanced Study in the Behavioral Sciences, Elise Boulding participe à la vie sociale et intellectuelle de la communauté des chercheurs du Centre². Le couple se lie tout particulièrement avec Fred Polak, invité au centre la même année que Kenneth Boulding³. Ensemble, ils discutent avec enthousiasme de la notion « d'image du futur » sur laquelle Fred Polak est en train de travailler ; il publie son livre sur ce sujet l'année suivante. Kenneth Boulding approfondit un an plus tard le concept d' « image » dans son ouvrage *The Image: Knowledge in Life and Society*. Elise, elle, est particulièrement convaincue par l'argument avancé par Fred Polak selon lequel les sociétés humaines ne progressent qu'en direction des images du futur qu'elles sont capables de projeter, images du futur dont leur époque serait privée. Pour Elise Boulding, il est alors nécessaire de diffuser ce constat et d'encourager la formulation de nouvelles images d'un futur positif, vers lequel l'humanité pourrait s'efforcer de tendre. Elle entreprend d'apprendre le néerlandais afin de pouvoir traduire le livre de Fred Polak vers l'anglais une fois celui-ci paru. Ce travail de plusieurs années aboutit en 1961 lorsque la traduction réalisée par Elise Boulding est publiée⁴. Au début des années 1960, cette dernière se positionne ainsi en ambassadrice des théories de Polak qu'elle mentionne régulièrement dans ses correspondances et lors des différents événements académiques ou associatifs auxquels elle participe⁵. Or, son principal engagement à cette époque est un engagement pacifiste au sein de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (WILPF⁶)⁷.

¹ Le terme exact en anglais est « fellow »

² POLAK Fred L., *The image of the future*, Amsterdam, Pays-Bas, 1973, x+321 p. préface par Kenneth Boulding, p V.

³ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton n°2, brouillon d'Elise Boulding intitulé « peace research : the infant discipline », non daté.

⁴ POLAK Fred L., *The image of the future: enlightening the past, orientating the present, forecasting the future*, traduit par Elise BOULDING, Leyden, Pays-Bas, A.W. Sythoff, 1961, vol. 2/, 456+376 p.

⁵ Archives d'Elise Boulding 3rd accession, Université du Colorado à Boulder, carton n°4

⁶ L'acronyme est formé à partir du nom en anglais : Women's International League for Peace and Freedom

⁷ Cet engagement pacifiste est, pour Elise Boulding, le résultat d'un parcours personnel, lié à l'expérience traumatique de la Seconde Guerre mondiale lors de laquelle la Norvège, son pays

Dans un premier temps, les rencontres qu'elle fait au sein du mouvement lui permettent d'approfondir sa propre réflexion sur le futur. En participant à l'accueil de femmes soviétiques aux Etats-Unis dans le cadre d'un échange organisé par la section américaine de la WILPF, Elise Boulding rencontre en 1961 l'anthropologue Margaret Mead¹. En 1957, partant d'un intérêt anthropologique pour les utopies, cette dernière a dressé un constat similaire à celui fait par Polak quant à un manque d'images positives du futur². Pour elle, les images du futur jouent un rôle clé dans la formulation de cultures partagées permettant de dépasser les divisions du monde³. Son implication dans le mouvement pour la paix, qui se retrouve ainsi dans son œuvre académique, en fait un « mentor » pour Elise Boulding⁴.

Rapidement, cette dernière endosse un rôle plus actif au sein de l'organisation et s'efforce de partager sa vision de l'importance des images du futur avec les autres militantes pacifistes. Les deux objectifs qui lui tiennent à cœur, stimuler une réflexion large sur l'avenir de l'humanité et construire un monde en paix, lui apparaissant étroitement connectés. En juillet 1962, toutes les sections nationales de la WILPF sont réunies pour sa conférence générale qui se tient cette année-là à Asilomar, en Californie⁵. Elise Boulding saisit cette occasion pour faire connaître les réflexions de Fred Polak, et les siennes, sur les images du futur aux militantes⁶ de la ligue. On trouve au programme de cette conférence les travaux menés par le Conseil Social et Economique des Nations Unies sur les « Conséquences sociales et économiques du Désarmement ». Un document sur ce thème, commandé par

d'origine qu'elle avait toujours considéré comme un lieu sûr où elle pourrait toujours revenir chercher refuge, est envahie par les Allemands. Son fort engagement religieux quaker a aussi contribué à en faire une pacifiste convaincue. Cf. Archives d'Elise Boulding, 3rd accession, Université du Colorado à Boulder, carton n°1, « Milestones », *Friendly Woman* Vol 11, N°2.

¹ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 11, feuillet 5 Conference of Soviet and U. S Women, Bryn Mawr, November 21-27, 1961.

² M. Mead, « Towards More Vivid Utopias », *Science*, n°126, 1957, p 957-961.

³ Margaret Mead développe cette idée de manière plus approfondie dans un article de 1965 : Mead Margaret, « The Future as the Basis for Establishing a Shared Culture », *Daedalus*, vol 94, N°1, Winter 1965, p 135-155.

⁴ Boulding Elise, *Cultures of Peace : The Hidden Side of History*, New York : Syracuse University Press, 2000, p 109.

⁵ Asilomar étant un espace de conférence situé proche de San Francisco, cette conférence est parfois nommée « conférence de San Francisco » dans les documents de la WILPF.

⁶ Il s'agit essentiellement de femmes même si certaines sections de la WILPF sont ouvertes aux hommes.

l'ONU et rédigé par une dizaine d'experts de l'Est et de l'Ouest, vient alors de paraître. Sa conclusion positive, selon laquelle il est tout à fait possible de désarmer sans perturber les structures économiques et sociales des pays concernés si le processus de désarmement est correctement préparé en amont, et selon laquelle « la réalisation du désarmement complet et général serait un bienfait inestimable pour toute l'humanité » est reproduite dans le rapport établi par Gertrude Baer, la déléguée de la WILPF à l'ONU auprès de laquelle la ligue a un statut consultatif¹. À Asilomar, cette dernière commente le document de l'ECOSOC devant les militantes². Les conclusions du comité d'experts sont accueillies très favorablement mais le débat porte surtout sur la nécessité d'aller plus loin : il faudrait enrichir cette vision positive d'un possible monde sans armes en montrant ce que l'humanité y gagnerait, non seulement sur le plan économique, domaine privilégié par le document, mais aussi sur les plans sociaux, politiques et même psychologiques³. Elise Boulding est présente à Asilomar ; les préoccupations de la ligue rencontrant désormais non seulement son intérêt pour la paix mais aussi son travail sur le futur, elle s'impose rapidement comme « l'experte de la WILPF » sur ce thème. En amont de la conférence, elle rédige un mémorandum sur le thème des recherches sur la paix qui est diffusé auprès des participantes⁴. Elise Boulding est élue membre permanente de la commission de la WILPF sur l'éducation et participe activement aux discussions sur les conséquences du désarmement et sur les recherches qu'il faudrait engager afin de renforcer cette stratégie particulière de lutte pour la paix qui consiste à démontrer tout ce que l'humanité aurait à gagner d'un monde sans armes.

¹ Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33. Traduction de l'anglais « The achievement of general and complete disarmament would be an unqualified blessing to all mankind » et carton 43, rapport de la représentante de la WILPF auprès des Nations Unies à Genève de septembre 1962 à juin 1963.

² Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33.

³ BUSSEY Gertrude et TIMS Margaret, *Women's International league for peace and freedom, 1915-1965. A record of fifty years' work*, London, Royaume-Uni, G. Allen & Unwin, 1965, p. 242 Et Archives WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, programme de la conférence d'Asilomar. Cette idée est développée tout au long de la conférence au cours de laquelle ont lieu une intervention sur les « aspects politiques du désarmement » (par Dorothy Hutchinson), une autre sur l'« impact économique et social du désarmement » (par Frances Herring) et une dernière sur les dimensions psychologiques et culturelles (par Isabelle Pontheil).

⁴ Archives WILPF, Université du Colorado, carton 14, Minutes of meeting of Executive Committee, Sunday afternoon, 15th July 1962. Et Archives WILPF ; carton 43 Else Zeuthen, lettre circulaire n°4/1962.

L'année suivante, un séminaire est organisé par la ligue à Holte¹, au Danemark, avec une aide financière de l'Unesco, dans le but de poser les bases d'une entreprise de recherche sur les conséquences du désarmement². Ce sont quarante-trois dirigeantes de la WILPF, issues de quatorze pays, qui se réunissent en juillet 1963 à Holte pour discuter avec plusieurs experts venus présenter leurs recherches sur les conséquences du désarmement dans des domaines variés³. Ces présentations sont suivies de discussions en petits groupes sur le rôle que la WILPF peut assumer pour contribuer à ce travail. Elise Boulding fait partie du comité organisateur de l'événement et son mari assure deux interventions, soit un tiers de toutes celles qui sont prévues⁴. Kenneth et Elise font comprendre aux militantes présentes l'importance dans leur lutte de la notion d'« image du futur » telle qu'elle a été conceptualisée par Polak.

Les membres de la WILPF semblent avoir été sensibles à cet appel à se tourner vers l'avenir et le long terme. En mai 1964, alors qu'elle relate une conférence que la section norvégienne de la WILPF a organisée fin mars, Else Zeuthen, présidente de la WILPF réemploie la grille de lecture proposée par Kenneth Boulding à Holte⁵. Commentant le plan proposé par l'intervenant, Johan Galtung, directeur du Peace Research Institute Oslo, elle note que ce plan se déploie sur le très long terme, ce qui pourrait selon elle rebuter les membres de la WILPF, plus habituées à l'action urgente. Mais voulant dépasser cette éventuelle réticence, elle affirme avec force n'avoir pas peur d'adopter des plans de si long terme, d'autant plus, rappelle-t-elle, que cela entre parfaitement en adéquation avec l'« appel du professeur

¹Holte étant une commune située dans la banlieue de Copenhague, le séminaire de 1963 est parfois intitulé « séminaire de Copenhague ». On trouve aussi « séminaire de Brejdblick », Brejdblick étant le lieu-dit où a eu lieu le séminaire au sein de Holte.

² Archives WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, programme du séminaire mené du 14 au 21 juillet 1963 « Economic and Social Consequences of Disarmament ».

³ Archives de l'International Peace Research Association (IPRA), Université du Colorado à Boulder, carton 31, International Newsletter on Peace Research, vol 1 n°3, traduction de l'anglais « leading women ».

⁴ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, programme du séminaire mené du 14 au 21 juillet 1963 « Economic and Social Consequences of Disarmament ». Kenneth Boulding intervient sur le thème « The Economic and Social Consequences of Disarmament in Western Countries » et sur « Is Peace Researchable ? ».

⁵ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, lettre circulaire d'Else Zeuthen, n°4/1964, 7 mai 1964.

Boulding, l'été dernier, à visualiser le monde dans lequel nous souhaitons vivre »¹, tout comme cela est cohérent avec le contenu et la raison d'être du livre de Fred Polak dont elle a fait mention dans sa lettre circulaire précédente et à propos duquel elle rajoute cette fois l'information que la traduction en anglais a été réalisée par Elise Boulding. Else Zeuthen explique être en train de progresser dans la lecture des deux volumes du livre de Polak et qu'elle reviendra probablement sur le sujet dans une prochaine lettre. Cette capacité à relier le plan proposé par Johan Galtung aux travaux de Polak et des Boulding dénote une nouvelle sensibilité au thème des « images du futur ». À la lecture du résumé de l'intervention du pacifiste norvégien, la connexion avec cette réflexion sur le futur n'apparaît en effet pas si évidente : le champ lexical du futur n'est pas employé et il n'est pas question de visualiser un meilleur monde possible².

Elise Boulding a donc trouvé un auditoire particulièrement attentif auprès de la WILPF. La notion d'image du futur positive séduit les militantes pacifistes qui y voient une nouvelle approche de la question du désarmement tout à fait compatible avec leurs discours et leurs méthodes habituelles. Cela permet aussi aux membres de la WILPF de renouveler leur discours sur l'arme nucléaire : elles remarquent en effet que l'imaginaire du public est saturé par les discours catastrophistes tentant de décrire l'apocalypse post-nucléaire³. L'historien Spencer Weart note effectivement qu'à partir de la fin des années 1950, la stratégie de communication la plus souvent utilisée par les détracteurs des tests nucléaires consiste à associer la contamination par les retombées nucléaires causées par un test à des images de guerre et à des notions d'empoisonnement, de pollution ou encore de contamination par un

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, lettre circulaire d'Else Zeuthen, n°4/1964, 7 mai 1964 p 4, traduit de l'anglais « this fits in very well with Professor Boulding's appeal to us last summer of trying to visualise the world in which we want to live ».

² Le discours porte surtout sur des recommandations en faveur de la paix (développement de contacts diplomatiques et commerciaux entre la Norvège et la Chine par exemple), qu'il n'est possible d'envisager que sur le long terme dans le sens où elles sont trop éloignées de la situation actuelle pour pouvoir être suivies immédiatement.

³En 1962, la WILPF renonce aux activités qu'elle avait prévu dans le cadre d'une journée sur les dangers de la guerre accidentelle par crainte d'une mauvaise réception de la part d'un public qui a déjà été beaucoup exposé à ce genre de manifestation dans les mois et années précédents. Cf. Archives de la WILPF, Swarthmore accession, Université du Colorado à Boulder, carton 101, dossier sur la journée sur le danger de la guerre accidentelle.

virus mortel¹. Pour les membres de la WILPF, si la peur n'a pas convaincu ou pas assez, il est donc intéressant d'essayer l'approche inverse, celle qui repose sur l'espoir d'un monde meilleur. C'est aussi l'occasion pour elles de prendre position pour une lutte radicale contre l'arme atomique, visant un désarmement complet et non seulement l'arrêt des tests nucléaires, à un moment où la plupart des mouvements pacifistes s'arrêtent à cette dernière revendication². Le monde futur idéal qu'il faut exposer aux citoyens selon la vision adoptée par la WILPF en 1962-1963 est un monde entièrement désarmé.

b) Le projet Mankind 2000 présenté par Robert Jungk à l'ICDP : faire réfléchir un mouvement pacifiste beaucoup plus large aux possibilités offertes par le monde futur

Si la WILPF est la première ONG internationale pacifiste à s'emparer de cette réflexion sur le futur du monde et sur le pouvoir de l'imagination, elle ne reste pas longtemps la seule. En effet, tout comme Elise Boulding avait trouvé nécessaire d'introduire les thèses de Fred Polak auprès de la ligue pacifiste féminine, Robert Jungk voit, lui aussi, dans la structuration et le renforcement du mouvement pacifiste international au début des années 1960 une opportunité pour diffuser ses propres préoccupations pour le futur de l'humanité et les mettre au cœur de l'action militante des pacifistes. En janvier 1963, les leaders de différents mouvements pacifistes se réunissent pour mettre en place une superstructure au sein de laquelle l'action pacifiste pourrait être mieux organisée et coordonnée³. L'idée, proposée par une petite ONG de l'Europe de l'Ouest, la European Federation Against Nuclear Arms, est de rassembler toutes les organisations pacifistes « non-alignées » et ainsi de promouvoir

¹WEART Spencer R., *The rise of nuclear fear*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2012, p. 212 et p. 214.

² Carter April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, London, Longman, 1992, p. 36.

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, Else Zeuthen, lettre circulaire n°4/1964.

un regard extérieur sur les politiques de toutes les nations¹. Cette organisation est officiellement créée en janvier 1964 sous le nom de Confédération Internationale pour le Désarmement et la Paix (ICDP), lors d'une conférence organisée en Suède à laquelle assistent cinq déléguées de la WILPF – celle-ci devenant « membre associée » de l'ICDP dès l'année suivante². Dans le rapport qu'elles présentent à la WILPF après la conférence, ces déléguées mettent en avant une initiative qui ne vient pas d'elles mais qui se rapproche beaucoup de ce qui a été discuté quelques mois auparavant à Holte : le projet Mankind 2000 proposé à la Confédération par Robert Jungk.

Pour ce dernier, l'une des tâches les plus importantes que la nouvelle organisation doit entreprendre est « un effort pour stimuler la prise en compte des possibilités futures durant ce qu'il reste du siècle » ; construire la paix ne peut se faire que par le biais d'une réflexion sur la construction du futur et les possibilités que l'avenir offre pour celle-ci³. La vision du futur mise en avant par Robert Jungk devant les membres de l'ICDP en 1964 est très proche de celle déployée par les pacifistes de la WILPF à Asilomar en 1962 et à Holte en 1963. Il affirme que les pacifistes de l'ICDP « doivent plus qu'avant mettre l'accent sur le sentiment d'espoir pour un monde désarmé, en paix et prospère »⁴. Il s'agit d'un avenir où tout est encore possible, notamment la vie dans un monde sans armes. Néanmoins, pour atteindre ce futur désiré, les êtres humains doivent d'abord prendre conscience de la possibilité d'un tel monde et de la responsabilité qu'ils ont vis-à-vis de sa réalisation.

Pour donner une dimension concrète à cette entreprise, Robert Jungk projette de débiter par la conception d'une exposition sur le futur qui permettrait à de nombreux visiteurs de prendre conscience des différentes évolutions possibles dans plusieurs domaines – avec

¹Cf. « A Report on the Confederation for Peace » in *Our generation against nuclear war*, volume 3, numéro 1, p. 3-8 et SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 181.

² Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, Dorothy Hutchinson, lettre circulaire n°1/1965. Le nom anglais de l'organisation d'où est tiré l'acronyme est International Confederation for Disarmament and Peace.

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, Dorothy Hutchinson, lettre circulaire n°1/1965, appendix VIII, traduction de l'anglais « an effort to stimulate consideration of future eventualities during the remainder of this century ».

⁴ « A Report on the Confederation for Peace » in *Our generation against nuclear war*, volume 3, numéro 1, p. 7 « We should more than before emphasise the feeling of hope for a disarmed, peaceful and prosperous world ».

pour fil conducteur le problème de la paix – et de l’importance des choix qui doivent être faits pour orienter le présent vers tel ou tel monde futur. L’accent doit être mis sur la présentation d’une vision « excitante et stimulante » du futur¹ : on retrouve là un élément central de la pensée de Fred Polak. Tout comme l’avaient été les militantes de la WILPF face au discours d’Elise Boulding, les militants présents lors de la conférence de l’ICDP se montrent très enthousiastes face au projet proposé par Robert Jungk. Ils demandent à Robert Jungk de rédiger, avec l’aide de deux autres membres de l’ICDP, le résistant français Claude Bourdet et Maurice Rickards, un mémorandum qui donnerait plus de détails sur le projet d’exposition². Cette idée doit permettre la mise en œuvre, cette fois même au sens littéral, de la stratégie qui vise à produire des images du futur pacifiste désiré pour l’humanité, et ainsi à forger une conscience commune à tous les Hommes.

À l’issue de cette conférence de janvier 1964, en plus de Claude Bourdet et Maurice Rickards, plusieurs personnes rejoignent le projet Mankind 2000 et contribuent à la réflexion qui donne jour au mémorandum fin 1964. Parmi eux, il faut noter la présence de deux hommes qui jouent un rôle central dans le développement du projet. Il s’agit de Johan Galtung, qui a assisté à la présentation du projet devant l’ICDP en 1964 en tant que représentant de « Folkereising mot Krieg », émanation norvégienne de War Resisters’ International (dont il était le président en 1961-1962), et de Fred Polak qui a découvert le projet de Robert Jungk en lisant le compte rendu dans le rapport de la conférence de l’ICDP qui circule dès la fin de l’événement dans les réseaux pacifistes auxquels il appartient notamment grâce à ses relations avec Elise Boulding³. Le mari de cette dernière, Kenneth Boulding, participe également aux réunions organisées autour du projet Mankind 2000 à partir de 1964 et le soutient financièrement⁴.

¹ Archives d’Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow ».

² Archives d’Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, Rapport sur Mankind 2000 envoyé à Elise Boulding en juillet 1969.

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 102, folder 1.

⁴ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 184. Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d’une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

Cette convergence entre penseurs d'un futur humaniste et militantisme antinucléaire de la WILPF et de l'ICDP est donc non seulement rendue possible grâce aux liens personnels et institutionnels que nous venons d'évoquer mais aussi recherchée par les différents acteurs concernés. Comment les militantes de la WILPF et les membres de l'ICDP comprennent-ils cette nécessité de se tourner vers le futur? Quels types d'études cherchent-ils à encourager? Comment celles-ci doivent-elles contribuer à la formation d'une conscience globale?

2) L'élaboration d'une conception de la paix qui nécessite de penser le futur

a) Un objectif premier : forger une « conscience mondiale »

Le futur désirable que veulent projeter les membres de la WILPF et ceux de l'ICDP qui conçoivent le projet Mankind 2000 est un futur qui concerne toute l'humanité et pour la construction duquel toute l'humanité doit se mobiliser. Cette dimension globale est une composante essentielle dans les deux cas; si elle prend des connotations légèrement différentes dans les discours de la WILPF et dans le projet Mankind 2000, les deux mettent néanmoins en avant un objectif commun : promouvoir une prise de conscience par les êtres humains qu'ils partagent tous le même futur et qu'ils devraient préparer celui-ci en formant une communauté unique et unie.

Les discours et rapports produits par la WILPF entre 1962 et 1964 mentionnent régulièrement l'évolution des « problèmes mondiaux » sans préciser la nature de ceux-ci outre qu'ils incluent bien sûr la question de la paix¹. En évoquant ces problèmes mondiaux, même de manière relativement floue, les membres de la WILPF cherchent à mettre en avant ce qui devrait rendre évidente la coopération mondiale pour créer un futur meilleur que le présent. Lorsque des événements apparemment localisés géographiquement, sociologiquement ou

¹Voir par exemple Archives WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, Draft report of Breidablik International Seminar on Economic and Social Consequences of Disarmament in Peace Research, July 1963; plusieurs occurrences de l'expression « world problems ».

politiquement sont abordés, on observe une montée en généralité qui permet de les sortir de leur contexte précis pour les relier à cette grande problématique du futur mondial. La guerre au Vietnam est ainsi présentée par Elise Boulding comme un « problème mondial » et une « menace pour le futur de l'homme »¹.

Si les pacifistes de la WILPF manient si facilement le vocabulaire de l'humanité lorsqu'elles évoquent le futur, elles ne prennent néanmoins pas cette attitude pour acquise par le reste de la population mondiale ou par ses leaders. L'enjeu central du combat pour la diffusion d'une image positive d'un monde en paix réside justement dans sa capacité à susciter une « conscience globale » chez un public le plus large possible. Plusieurs autres expressions sont utilisées pour désigner celle-ci. Par exemple les documents de la WILPF insistent en 1963 sur la nécessité de développer un « sentiment d'esprit mondial »². L'idée est que la dimension mondiale des enjeux du futur doit impérativement être comprise de tous pour que la vision pacifiste d'un futur idéal puisse être partagée et donc mise en œuvre. Un meilleur futur est possible uniquement parce qu'il profiterait à tous tandis qu'un futur de conflits nuirait symétriquement à tous ; cette communauté de destin doit être rendue évidente pour que les bonnes décisions soient prises. La discussion sur la formulation et la diffusion d'une image positive d'un futur désarmé s'accompagne donc, au sein de la WILPF, d'un débat sur la manière dont l'organisation pourrait contribuer au développement de cette conscience mondiale et à un « consensus moral international »³.

Plutôt que de « conscience mondiale », le projet Mankind 2000 parle de « responsabilité humaine ». Les deux concepts sont proches : dans les deux cas, on insiste sur l'idée que le futur se joue à l'échelle globale, qu'aucun échelon intermédiaire entre l'individu et le monde n'est pertinent. Dans les deux cas, on met en avant l'importance de partager cette

¹Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, WILPF International Executive Committee, 22-26 août 1966, intervention d'Elise Boulding, traduction de l'anglais « world problem », « threat against the future of man ».

²Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, rapport sur le séminaire de Holte. Traduction de l'anglais « sense of world community » et « sense of world-mindedness ».

³Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, rapport sur le séminaire de Holte sur les conséquences économiques et sociales du désarmement et sur les recherches sur la paix. Traduction de l'anglais « international moral consensus ».

idée pour pousser les hommes à l'action, pour les mobiliser en faveur d'un meilleur futur mondial. La nuance qui existe entre les deux versions de ce projet pacifiste orienté vers le futur est subtile : dans le cas de la WILPF, il s'agit de faire « prendre conscience » à un public large de l'enjeu futur afin de susciter un mouvement collectif, tandis que le projet Mankind 2000 insiste plus sur le rôle de chaque individu, ses concepteurs supposant qu'un tel mouvement ne saurait naître si chacun de ses éléments individuels n'était profondément convaincu de sa propre responsabilité vis-à-vis de l'avenir du monde.

Le projet d'exposition Mankind 2000 cherche à convaincre que l'humanité partage un destin commun, similaire à celui évoqué par les membres de la WILPF. Ainsi, chaque problème et chaque voie de solution qui y serait apportée dans un monde futur pacifiste est décrit à l'échelle du monde : on calcule par exemple combien d'argent est dépensé dans le monde entier dans un but militaire à chaque seconde (environ 1000 livres)¹. Une section entière de l'exposition doit être consacrée au vaste « terrain d'entente », constitué en particulier par un « impérieux besoin de paix », qui existe déjà entre tous les êtres humains d'après les rédacteurs du mémorandum et qui gagnerait à l'être encore dans le futur². Mais ce qui distingue particulièrement Mankind 2000 c'est la tension introduite entre ce niveau global et le niveau individuel, l'échantillon d'humanité qui se trouve en chaque visiteur potentiel. L'exposition telle qu'elle est envisagée en 1964 doit mettre en scène la connexion directe entre ces deux échelles et la responsabilité qui en découle. Cette notion de responsabilité humaine doit jouer le rôle de fil conducteur : dans chaque panneau seraient sous-entendus « les facteurs de responsabilité humaine, de bonheur humain et de dignité humaine »³. Plus encore, la visite comporterait un ensemble de salles consacrées à cette question. Cette partie de l'exposition, intitulée « De combien de silence un homme a-t-il besoin ? » proposerait d'abord un espace vide équipé par des ingénieurs du son pour être complètement silencieux, puis une succession de salles dédiées à la réflexion dont l'intérieur serait arrangé par différentes personnes, une femme au foyer, un philosophe, un étudiant ou encore un artiste,

¹Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », partie « waste and want » p. 9.

² ibid. Traduction de l'anglais « common ground » et « overwhelming need for peace ».

³Archives d'Elise Boulding 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, rapport envoyé à Elise Boulding sur le projet Mankind 2000 en 1969.

selon leur propre conception de ce qu'est une pièce idéale pour la contemplation¹. L'objectif est de créer une atmosphère propice au recueillement permettant à chacun de réfléchir aux choix qu'il faut faire pour le futur et ainsi d'exercer sa responsabilité d'être humain. L'exposition doit se conclure par une salle récapitulant les choix de futurs proposés au visiteur le laissant partir plus impliqué et plus conscient de sa responsabilité face aux décisions qu'il doit prendre pour l'avenir². Pour les membres de Mankind 2000, ce détour par la prise de conscience individuelle est une méthode visant, *in fine*, à construire une conscience universelle du sort commun à toute l'humanité.

La conscience globale ou la responsabilité vis-à-vis du futur de l'humanité que veulent forger les membres de la WILPF et le projet Mankind 2000 ne se réduit toutefois pas à la conscience d'un intérêt commun pour le futur : il s'agit aussi d'encourager les êtres humains à se percevoir comme les membres d'une seule et même communauté dont les parties ont plus en commun que la seule peur de la bombe atomique. Ainsi, une partie du projet d'exposition Mankind 2000 doit être consacrée à la coopération internationale. Le texte qui la présente insiste sur l'ampleur que doit prendre cette coopération qui ne doit en aucun cas se restreindre au niveau gouvernemental : « il y a un fort plaidoyer à faire » pour l'augmentation des contacts interpersonnels partout dans le monde, affirme-t-on³. Le discours de la WILPF va plus loin. Parmi les expressions qui désignent la conscience mondiale que les membres de la WILPF veulent encourager, l'une d'entre elles est emblématique de cette volonté de ne plus former qu'un unique groupe d'êtres humains : « sentiment de communauté mondiale ». En 1963, un « comité sur le développement d'une communauté mondiale » est mis en place au sein de l'organisation pour réfléchir aux méthodes concrètes par lesquelles on peut approfondir les liens entre les peuples et les individus du monde⁴. Pour promouvoir ce sens d'appartenance à un même groupe, la WILPF et Mankind 2000 emploient le champ lexical de

¹ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », partie « How much quiet does a man need ? »

² Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », partie « It's up to you ! ».

³ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », partie « International Co-operation ». Traduction de l'anglais « there is a strong case to be made »

⁴ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, Post Congress International Executive Meeting, la Haye, 2-4 août 1965

l'humanité, du monde, et excluent toute référence aux différentes parties, nationales ou régionales, qui les constituent. L'humanité est le sujet du projet de Robert Jungk et de ses compagnons, mais aussi de chaque section de l'exposition qu'ils conçoivent¹.

Les membres de la WILPF, comme ceux du projet Mankind 2000, réfléchissent aussi à la manière dont ils pourraient plus concrètement faire avancer l'humanité dans le sens de cette communauté mondiale. La question des langues qui permettent la communication entre tous les hommes ou qui y font obstacle par exemple est abordée par les deux organisations qui se posent notamment la question du rôle que l'espéranto pourrait jouer². Une membre de la WILPF propose de demander aux organisations internationales de créer un hymne mondial – l'Unesco pourrait organiser un concours pour le trouver, suggère-t-elle³. La possibilité qu'un gouvernement mondial voie le jour dans le futur est rapidement évoquée tant par la WILPF que par les concepteurs du projet Mankind 2000, mais la question n'est pas creusée car jugée trop peu consensuelle. Ce projet d'unifier l'humanité en une seule et même communauté consciente d'elle-même va de soi pour ceux qui le portent, car ils considèrent que c'est là le sens de l'histoire et qu'il ne s'agit donc que d'accompagner celle-ci, éventuellement de l'accélérer. Ainsi l'exposition Mankind 2000 doit présenter des exemples de coopération internationale qui existent déjà – Interpol ou l'Union Internationale des Télécommunications par exemple – et les décrire « comme les signes annonciateurs d'une tendance historique logique »⁴.

Penser le futur (pacifiste) et penser le monde (intégré) sont les deux faces d'un même projet : l'image du futur souhaité fait intervenir une humanité plus intégrée, participant plus

¹Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow »

²Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté, XV^e Congrès International, San Francisco, 8-13 juillet 1962, Aspect psychologique et méthodes culturelles de désarmement. Et Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », « The Communication crisis ».

³Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, rapport sur le séminaire de Holte sur les conséquences économiques et sociales du désarmement et sur les recherches sur la paix.

⁴Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », partie « International Co-operation ». Traduction de l'anglais « In the exhibit these precedents will be indicated as natural fore-runners in a logical historical trend ».

activement et plus consciemment d'une même « communauté mondiale », tandis que le travail en faveur de l'intégration mondiale – ou de son accélération puisqu'on suppose que le processus est déjà à l'œuvre – doit favoriser la venue de ce futur. Pour comprendre cette insistance sur l'échelon global du futur pacifiste visé par la WILPF et par ceux qui conçoivent le projet Mankind 2000 au sein de l'ICDP, il faut se pencher sur les liens intellectuels établis par ces acteurs avec une branche bien spécifique du mouvement pacifiste occidental qui, à partir de la fin des années 1950, théorise la notion d' « humanité » et voit dans la prise de conscience par tous les êtres humains de leur appartenance à une seule et même communauté partageant un unique destin la clé pour établir une paix durable et, plus largement, pour répondre aux nouveaux défis qui se présentent au monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce courant de pensée est celui qui se développe autour de Gerard Hirshfeld et de son Committee for the Study of Mankind avec un succès croissant au tournant des années 1960¹. Son origine, nous l'avons vu, est indépendante des courants pacifistes qui s'intéressent à la notion d'image du futur. Pourtant, certains experts du futur pacifistes entrent en contact avec le Committee for the Study of Mankind à partir de 1960, car la notion d'humanité leur apparaît centrale dans leurs propres travaux et ils souhaitent donc échanger avec ceux qui en ont fait leur spécialité. Ils y trouvent un foyer de réflexion largement compatible avec leurs propres conceptions et, tandis qu'ils cherchent à faire connaître les études sur le futur aux membres du Council, ces échanges les conduisent à accorder plus d'importance à la notion d'humanité et de conscience mondiale dans leur propre travail sur l'image du futur. Le Committee for the Study of Mankind avait été conçu par ses fondateurs comme un think tank plutôt que comme une organisation militante². Organe de réflexion, le Comité avait néanmoins pour objectif de servir une cause : celle de la paix mondiale. Pour cela, il devait assumer un rôle de conseil auprès des militants pacifistes. C'est pour insister sur cette

¹ Le Comité est créé officiellement en 1958, après plusieurs années de rencontres informelles entre les fondateurs. Dès 1959, l'organisation est très active, organisant plusieurs grandes conférences chaque année dont l'audience augmente rapidement. La correspondance entretenue par Gerard Hirshfeld montre également l'élargissement rapide de son réseau à partir de 1959. Cf. Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, cartons 1 à 5. Et 7 à 9

²La question de son propre militantisme n'est débattue par ses membres qu'à partir de la fin des années 1960. Cf. Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 27, correspondance entre Gerhard Hirschfeld et Sol Tax.

dimension consultative que le Comité est renommé Conseil en 1962, devenant le Council for the Study of Mankind¹.

Les premiers à faire dialoguer la réflexion sur l'humanité développée par le Comité et celle sur la notion d'image du futur sont les époux Boulding. Dès 1958, Kenneth Boulding entre en contact avec les membres du comité dont il perçoit avant tout l'intérêt pour son apport à la réflexion pacifiste. Il organise une rencontre entre Gerhard Hirschfeld et certains membres du comité de rédaction du *Journal of Conflict Resolution* dont il est le fondateur². Séduit par l'idée de Gerhard Hirschfeld selon laquelle il faut stimuler une prise de conscience autour de la notion d'humanité, il décide de rejoindre le « board of advisers » du Comité en 1961. S'impliquant de plus en plus dans l'activité du Comité, il entre quelques années plus tard dans son conseil d'administration. Elise, quant à elle, est abonnée à la revue du Comité et entretient une correspondance fournie avec Gerhard Hirschfeld qu'elle essaye de sensibiliser aux études sur le futur³. Ses efforts sont secondés par ceux de Fred Polak lui-même. Il suit les travaux du Comité dont il connaît l'activité grâce à Kenneth Boulding. Il participe en juillet 1962, à la réunion à l'issue de laquelle une section européenne du Conseil est créée. Lors de cette rencontre fondatrice, il partage ses vues avec les autres participants, insistant sur « la nécessité de produire des études sur les images du futur »⁴. Les autres membres fondateurs de la section européenne se révèlent réceptifs puisqu'ils décident que la première conférence qu'ils organiseront devra porter sur la question suivante : « l'unité future de l'humanité est-elle une attente justifiée ? »⁵. Les débats qui ont lieu sur ce thème un an plus tard sont largement influencés par les réflexions de Fred Polak et portent beaucoup sur la notion d'image du futur⁶. Grâce à ces intermédiaires clés que sont Fred Polak et les époux Boulding,

¹ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 26, *Views and Ideas on mankind* n°14, avril 1963.

² Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 7, lettre de Kenneth Boulding à Gerhard Hirschfeld, le 22 septembre 1958.

³ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 7.

⁴ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 26, *Views and Ideas on mankind* n°12, septembre 1962.

⁵ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 26, *Views and Ideas on mankind* n°14, avril 1963.

⁶ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 26, *Views and Ideas on mankind* n°14, avril 1963.

et, plus généralement, parce qu'ils cherchent à tenir un rôle dans le mouvement pacifiste, les membres du Council for the Study of Mankind envoient de la documentation concernant leurs activités à la WILPF et à l'ICDP¹. Cette relation fonctionne à double sens : on trouve dans les archives du Council un ensemble de documents sur la conférence d'Asilomar et celle de Copenhague organisées par la WILPF ainsi que, à partir de 1964, sur le projet Mankind 2000².

S'il est difficile d'évaluer l'influence exacte qu'a pu avoir le Council sur les travaux des pacifistes qui s'intéressent aux images du futur, ces échanges sont néanmoins révélateurs de la proximité entre pensée sur l'humanité et pensée sur l'image d'un futur pacifiste, de l'entrecroisement des différentes branches du mouvement pacifiste qui se consacrent plutôt à l'une ou plutôt à l'autre, ainsi que de l'importance de la dimension globale dans les projets d'études sur le futur que développent les pacifistes de la WILPF et de l'ICDP à partir de 1962-1964.

b) Les visions de paix mondiale : des images mobilisatrices faisant appel à l'émotion

Au début des années 1960, les discours sur le futur d'une humanité en paix hésitent entre projections utopiques et plans à réaliser de manière très concrète. S'il est considéré comme possible et souhaitable de s'acheminer vers un monde désarmé, les images d'un tel futur n'en comportent pas moins une forte dimension émotionnelle, parfois même irrationnelle, comme si un tel développement échappait en partie au contrôle humain.

Cette tension est particulièrement lisible dans certains documents produits par la WILPF, par ses membres et par ceux qui interviennent auprès d'elle à l'occasion de sa conférence d'Asilomar en 1962. Lorsque, trois mois après cette dernière, Helen Tucker, membre de la WILPF et présidente de la Conférence des femmes pour l'année de coopération internationale, écrit aux membres de la WILPF pour leur faire part des travaux de la

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, 2nd accession, carton1 et Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 28.

² Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, cartons 28 et 29.

Conférence qui vient de se terminer, elle évoque les discussions sur le futur qui ont eu lieu lors de la rencontre californienne dans un registre hésitant entre au-delà et ici-bas. Elle affirme que des « miracles pour la paix » peuvent être « accomplis » et incite les femmes du monde à jouer à la fois les rôles de « professeurs » et de « prédicateurs » d'un monde sans guerre qui est « l'espoir du futur et de l'humanité elle-même »¹. De même, dans son intervention à Asilomar sur le thème des aspects politiques du désarmement, E. Raymond Wilson, un militant pacifiste quaker invité à prendre la parole lors de la conférence, commence par évoquer différentes prophéties vieilles de plus de 2000 ans qui présentent la paix entre tous les hommes comme un désir de Dieu qu'il faut faire advenir². Cette dimension « magique » n'est en fait pas contradictoire avec la mise en œuvre d'une action humaine destinée à atteindre ce futur idéalisé. La suite du discours de E. Raymond Wilson montre au contraire comment elle s'articule avec le réel. Pour lui, ce monde de paix dont la possibilité est évoquée dans les prophéties ne se donnera pas aux hommes de lui-même. L'humanité doit travailler d'un commun accord avec Dieu pour l'atteindre ; elle a « une part indispensable à jouer dans l'accomplissement de la paix mondiale et du désarmement mondial »³. Que ce soit à travers des prophéties ou en faisant usage de son imagination, il serait essentiel de décrire le monde voulu, si utopique qu'il puisse être aux yeux des contemporains, afin de savoir vers quel futur on souhaite se diriger et ainsi de pouvoir faire les premiers pas dans sa direction. La connotation religieuse de ce monde promis n'est pas un passage obligatoire : elle est ici liée à l'identité quaker du conférencier, une affiliation partagée par une partie non négligeable des membres de la WILPF, en particulier pour ce qui concerne sa section américaine, mais le même mode de pensée est souvent employé en substituant aux références religieuses un

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, lettre d'Hélène Tucker à la WILPF, octobre 1962, traduction de l'anglais « Those of us who attended the Conference are convinced that miracles for peace can be achieved (...)the women of the world can become the teachers and the preachers of a world without war, which is the hope of the future and of mankind itself »

² Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, E. Raymond Wilson « Some Political Aspects of Disarmament ». L'intervenant cite le prophète Michée : « They shall beat their swords into plowshares and their spears into pruning hooks. Nation shall not lift up a sword against nation, neither shall they learn war any more. But every man shall sit under vine and under his fig tree and none shall make them afraid. For the mouth of the Lord of Hosts hath spoken it ».

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, E. Raymond Wilson « Some Political Aspects of Disarmament », traduction de l'anglais « an indispensable part to play in the achievement of world peace and world disarmament ».

vocabulaire humaniste ; les militants pacifistes visant alors « la réalisation d'un idéal humain supérieur »¹.

L'imagerie du futur déployée par le projet Mankind 2000 vise à déployer sous les yeux des visiteurs des objets d'espoir propres à susciter le même type d'émotions positives. Plutôt que de promettre un meilleur futur à force de grands mots, il s'agit pour Robert Jungk et ses compagnons de faire surgir cet avenir dans le présent en le montrant jusque dans ses détails. Plusieurs parties de l'exposition doivent ainsi être consacrées à la mise en scène d'un élément du futur désirable que les pacifistes voudraient faire choisir à leur auditoire. C'est le cas par exemple de plusieurs pièces dans lesquelles on construirait un modèle de ce que pourrait être le bureau d'un « groupe international d'intervention sur les désastres » dont le travail serait d'agir instantanément partout dans le monde en cas de catastrophe naturelle². Un ensemble de « salles de contrôle et d'information à taille réelle » avec de nombreux écrans de surveillance permettant une communication vidéo ainsi que des ordinateurs capables de calculer les besoins matériels et en ressources humaines doivent être installés pour impressionner les visiteurs devant la richesse des ressources technologiques qui pourraient être déployées au service de l'humanité tout entière si elle en assumait la responsabilité³. Le but recherché est de rendre particulièrement attractive la coopération entre tous les humains. La conclusion du paragraphe qui présente cet ensemble de salles est très claire à cet égard : « tout au long du parcours, il y a la tension et l'excitation que suscitent des quartiers généraux de bataille – mais la bataille est celle de l'humanité contre un péril commun »⁴.

Qu'il s'agisse d'un imaginaire mobilisé par le discours des membres de la WILPF ou d'images précises exposées aux yeux des visiteurs de l'exposition Mankind 2000, il s'agit toujours de faire appel à l'émotion, et plus précisément de jouer l'émotion positive contre celle négative qui inhiberait l'action. Dans son discours d'ouverture de la conférence

¹Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, conférence d'Asilomar, discours introductif

² Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow » p. 11. Traduction de l'anglais « an international disaster task force ».

³ ibid. Traduction de l'anglais « full-scale information and control rooms ».

⁴ibid. Traduction de l'anglais « Throughout the exhibit there is the tension and excitement of Battle HG – but the battle is of humanity against a common peril ».

d'Asilomar, Dorothy Hutchinson, la présidente de la section américaine, disserte sur le sentiment de peur qui, s'il a été utile dans l'histoire humaine, dit-elle, permettant à l'homme de distinguer le moment de se battre et le moment de fuir, est désormais largement obsolète. Les membres de la WILPF « espèrent être stimulés plutôt par une vision d'un monde sans guerre. Cette vision [serait] plus qu'une façon d'échapper à la peur ; elle [serait] positivement inspirante »¹. C'est ce même renversement qui est recherché par le projet Mankind 2000 : « son but était d'encourager une redirection de la tendance à protester négativement qui prédominait [en 1964] vers des efforts plus constructifs et tournés vers l'avant », peut-on lire dans une brochure rédigée sur le projet quelques années plus tard². L'exposition doit présenter une « alternative positive » et non « s'attarder sur les horreurs certaines de la guerre nucléaire »³. À une époque où, selon l'historienne des études sur le futur Elke Seefried, il n'est pas encore courant d'utiliser l'année 2000 comme point de fuite d'une réflexion sur le futur, le nom même qui est choisi pour le projet, « Mankind 2000 », relève de cette logique : en jouant sur le symbolisme du chiffre rond, et en déployant sous les yeux des visiteurs les différentes voies positives que le monde pourrait prendre avant la fin du millénaire, on cherche à présenter un contre-millénarisme, une date qui concentrerait les espoirs plutôt que les peurs⁴.

c) Le projet pacifiste : une entreprise réaliste pour construire le futur pas à pas

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Fifteenth International Congress, 8-13 juillet 1962, Welcome by Dorothy Hutchinson, traduction de l'anglais « we hope to be stimulated rather by a vision of a warless world. This vision is more than a means of escaping fear ; it is positively inspiring ».

² Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Brief History of Mankind 2000, May 1973.

³ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow ».

⁴ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 182 et Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow ».

L'appel à l'imagination, à la foi dans un meilleur futur et aux grandes valeurs humaines que l'on retrouve tant dans les discussions menées par la WILPF en 1962 et 1963 que dans le projet Mankind 2000 n'est pas un appel à rêver une utopie inatteignable. Bien au contraire, la force des discours et images déployées réside dans la promesse qui les accompagnent : cela pourrait bien être le futur du monde si l'on s'en donnait la peine.

Dans son discours de 1962 devant les membres de la WILPF, E. Raymond Wilson donne un exemple de ce à quoi pourrait ressembler ce futur et des problèmes qui y seraient résolus au-delà de la seule question de la paix : « Nous voulons un monde où les gens puissent lire et avoir quelque chose d'intéressant à lire ; un monde où les gens puissent manger un repas nourrissant et où la moitié des enfants de Dieu ne souffrirait pas de la faim ou de malnutrition ; un monde où les hommes et les femmes pourraient profiter des fruits de la technologie et de la science moderne et des merveilles de la médecine moderne »¹. Bien que ce monde rêvé apparaisse éloigné du monde dans lequel vit l'orateur, il n'en est pas radicalement coupé ou radicalement différent comme le serait une société utopique. Ce qui est décrit est en fait un négatif du monde connu, ce à quoi l'on arriverait si ses grands problèmes étaient résolus. Plus qu'un rêve, c'est un programme soulevant des enjeux réels et bien connus. L'imagination doit permettre d'envisager un futur meilleur mais néanmoins atteignable. Le processus de visualisation du monde souhaité constitue alors une étape préalable à l'action concrète dont le but est avant tout psychologique : on s'efforce de motiver l'humanité, et en particulier ses leaders, en lui montrant, d'une part, tout ce qu'il y a à gagner à entreprendre le désarmement – entre autres combats pour un monde meilleur – et, d'autre part, que cela est en fait bien plus réalisable qu'il n'y paraît. Cette volonté d'ancrer le discours pacifiste sur le futur dans le réel est particulièrement lisible dans les mots de l'une des intervenantes de la conférence d'Asilomar. Frances W. Herring conclut sa présentation sur le thème des conséquences économiques et sociales du désarmement en liant le thème émotionnel de l'espoir à ceux plus rationnels et concrets du savoir et de l'action : « Notre grand espoir doit venir de la connaissance du fait que les groupes pacifistes aujourd'hui

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, E. Raymond Wilson « Some Political Aspects of Disarmament », traduction de l'anglais « we want a world where people can read and have something worthwhile to read ; a world where people can eat a nutritious meal and where half of God's children do not suffer hunger or malnutrition ; a world where men and women can enjoy the fruits of technology and modern sciences and the wonders of modern medicine ».

travaillent dans le domaine du possible, non, du complètement nécessaire. Ils [ne] soutiennent pas un plan utopique »¹.

Le projet Mankind 2000 repose lui aussi entièrement sur l'idée que le futur pacifiste est scientifiquement réalisable. Toute opposition à cette idée est rapidement balayée dès la première page du mémorandum qui présente le projet d'exposition : il est annoncé que le meilleur futur, alternative aux sombres descriptions d'une guerre nucléaire, est « technologiquement au moins, largement à notre portée »². Un peu plus loin, on précise que le monde meilleur que décrira l'exposition peut en fait être réalisé en moins d'une génération et qu'il faudrait trouver des dispositifs muséographiques permettant aux visiteurs de visualiser la transformation qui mène du monde présent à ce futur désiré. On suggère par exemple de réaliser des panneaux qui montreraient les différentes étapes de transformation par lesquelles pourrait passer un village type à mesure que le désarmement libérerait des fonds³. La pédagogie déployée par Robert Jungk et ses compagnons repose donc sur des ressorts communs au discours de la WILPF : le futur pacifiste est possible, il faut s'en convaincre pour pouvoir le réaliser. Mais la stratégie de Mankind 2000 déplace légèrement le curseur : en plus de faire la démonstration que cette alternative est bien réalisable, en insistant sur la responsabilité de chaque individu, on pointe plutôt du doigt les obstacles qui l'empêchent d'être réalisée et qui ne sont pas techniques mais humains. Il est prévu, en amont de l'exposition, de demander à dix jeunes de décrire le monde futur qu'ils souhaitent, de préciser s'ils pensent que celui-ci a des chances d'advenir et, si celles-ci sont jugées minces, d'en donner les raisons⁴. Sans attendre le résultat de cette enquête, les auteurs du mémorandum tentent déjà d'expliquer ce qui retient les citoyens de croire en un monde meilleur et de se diriger vers lui. Le rôle des médias, qui préfèrent mettre en avant les divisions du monde et

¹Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Fifteenth International Congress, 8-13 juillet 1962, « Economic and Social Impact of Disarmament » by Frances W. Herring. Traduction de l'anglais « Our great hope must come from the knowledge that peace groups today are working within the realm of the possible – nay of the utterly necessary. They are [not] supporting some Utopian plan ».

²Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow » p. 2 « the exhibition presents the positive alternative of a world which – technologically at least – is now well within our reach ».

³Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow » p. 9.

⁴Ibid. p. 14.

diffuser des préjugés plutôt que de montrer ce qui rassemble les Hommes, est par exemple dénoncé¹. À cause de cette mauvaise information mais aussi parce qu'ils ne sont pas conscients de leur responsabilité envers le futur du monde, les citoyens ordinaires seraient, selon les rédacteurs du mémorandum, incapables de comprendre toute l'importance du désarmement et les possibilités ouvertes par les propositions déjà émises par différents scientifiques et hommes politiques. C'est seulement en résolvant ce problème de communication et en travaillant à mobiliser les consciences que l'on pourra alors obtenir l'implication nécessaire de chacun au service d'un meilleur futur et que l'immobilité du citoyen ordinaire ne fera plus obstacle aux dynamiques de paix. Le discours des membres de la WILPF est moins sévère vis-à-vis de la société civile : il ne considère pas que c'est elle principalement qui ferait obstacle à la paix future tandis que seule une élite éclairée serait prête à mettre en œuvre les changements nécessaires. Il lui donne néanmoins un rôle important en ce que, si les citoyens du monde s'organisaient pour demander la réalisation d'un futur pacifiste, ils pourraient contraindre leurs leaders à suivre cette voie. C'est donc en vertu d'une logique légèrement différente que la WILPF recherche le même résultat que les concepteurs du projet Mankind 2000 : convaincre une opinion publique large qu'un meilleur futur, en particulier un futur sans armes et où l'humanité coopérerait, est réalisable.

Pour gagner cette crédibilité, les membres de la WILPF choisissent de compléter le discours sur le désarmement en faisant usage des études et données sur les conséquences possibles de la marche vers la paix : il faut rendre aussi crédible aux yeux du public la promesse d'un monde meilleur que la menace de la destruction par la bombe atomique afin que, plutôt que de se complaire dans un *statu quo* où cette dernière semble tarder à se déclencher, il s'engage pour le désarmement et tous les bienfaits qu'il doit apporter à l'humanité². L'idée est que le changement, même positif, peut générer des peurs irrationnelles qu'il faut remplacer par une vision bien informée des gains (économiques, sociaux et culturels) qui seront réellement générés par celui-ci. On construit ainsi toute une nouvelle approche « positive », « dynamique » de la paix que la WILPF souhaite diffuser largement.

¹ Ibid. p. 11.

² Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, partial minutes of executive meeting, July 16th, 1962, peace research committee.

La première étape de cette argumentation revient à montrer que le changement est de toute façon inévitable, qu'il est déjà engagé et qu'il convient donc d'en choisir la direction plutôt que de le subir. C'est le postulat sur lequel repose le projet Mankind 2000 : les humains doivent réfléchir au futur qu'ils désirent en commun pour s'extraire des visions négatives mais aussi parce qu'un ensemble de facteurs (ordre international bouleversé du fait de l'invention de la bombe atomique mais aussi progrès de l'automatisation et de la science en général) précipitent le changement: « un homme complètement nouveau doit naître », affirme-t-on¹. Les membres de la WILPF partagent ce constat, en se concentrant toutefois sur les transformations liées à l'invention de la bombe atomique et à l'ouverture de la période de guerre froide. Comme Robert Jungk et Fred Polak dix ans plus tôt, elles s'attachent à présenter l'invention de la bombe atomique comme un facteur de rupture temporelle grave. On retrouve par exemple cette idée dans l'adresse inaugurale de la conférence d'Asilomar prononcée par Dorothy Hutchinson selon laquelle « il y a une différence immense entre la période avant l'invention des armes nucléaires et [son temps] »². La nouvelle ère ainsi ouverte semble mener à un futur obscur, difficile à anticiper étant donné le phénomène d'accélération du rythme de changement perçu par les militants pacifistes comme par beaucoup de leurs contemporains. Andrée Jouve, lorsqu'elle intervient au séminaire de Holte, fait ainsi une liste de tous ces changements qui ont lieu depuis une quinzaine d'années et dont beaucoup ne sont pas maîtrisés. En réponse à ce phénomène, elle appelle à une plus grande anticipation permettant non seulement de s'adapter aux changements inévitables mais aussi de provoquer les changements souhaités tels que le désarmement³.

Pour que le changement en cours puisse mener à un meilleur avenir, il faut, d'après les membres de la WILPF, en prendre le chemin au plus vite, et cela ne peut se faire qu'en

¹ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow » p6. Traduction de l'anglais « there must arise a completely New Man ».

² Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Fifteenth International Congress, 8-13 juillet 1962, Welcome by Dorothy Hutchinson, traduction de l'anglais « immense difference before the invention of nuclear weapons and now ».

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, colloque de Copenhague, 1963, « Conséquences économiques et sociales du désarmement. L'éducation permanente de la population active : condition de la reconversion des industries de guerre en industries de paix » par Andrée Jouve.

définissant la série d'étapes qui y mène. Dorothy Hutchinson, après avoir pointé toutes les raisons de penser que le désarmement pourrait facilement s'engager – comme par exemple la conclusion récente d'un accord entre les Etats-Unis et l'URSS pour coopérer en faveur d'un usage pacifique de l'espace – décrit le cercle vicieux en raison duquel, selon elle, le désarmement ne peut malgré tout pas avoir lieu. L'incapacité à imaginer un futur de paix empêche de mettre en œuvre les premières étapes nécessaires pour s'engager dans cette voie. Elle note ainsi qu' « aucune décision politique n'a encore été prise pour faire ne serait-ce que les premiers pas pour transformer l'ONU en un instrument capable d'assurer la paix mondiale »¹. À son tour, l'inexistence de ces premiers pas constitue un obstacle pour qui tente de s'imaginer un monde futur en paix. La WILPF elle-même tente, en réponse à ce constat, de formuler ce que pourraient être les premières étapes d'un plan à long terme pour la paix. Il est suggéré que soient réunis des experts non gouvernementaux du monde entier pour guider l'humanité vers la paix grâce à des résultats pratiques et des conseils avisés². Lors du séminaire de Holte, la déléguée des WILPF auprès de l'Unesco, Andrée Jouve, aborde la dimension économique du changement impliqué par un éventuel désarmement : il faudrait selon elle préparer les peuples, particulièrement ceux qui vivent dans des pays où les structures militaires sont importantes, aux évolutions à venir en les formant pour qu'ils puissent bénéficier des transformations économiques dont certaines sont déjà à l'œuvre³. Une main-d'œuvre ainsi « mise à jour » permettrait à la conversion d'industries de guerre en industrie de paix d'avoir lieu sans chômage et sans crise économique. Il faut par exemple, selon elle, créer les structures qui sauront utiliser à des fins pacifiques, profitables et productives la même énergie et les mêmes matières premières qui sont pour le moment utilisées au profit de la guerre, chaude ou froide. Elle ajoute qu'il faudrait réfléchir à ce que

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Fifteenth International Congress, 8-13 juillet 1962, Welcome by Dorothy Hutchinson, traduction de l'anglais « political decisions have not been made to take even first steps toward preparing the UN as an instrument for insuring world peace ».

² Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, partial minutes of executive meeting, July 16th, 1962, peace research committee.

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, colloque de Copenhague, 1963, « Conséquences économiques et sociales du désarmement. L'éducation permanente de la population active : condition de la reconversion des industries de guerre en industries de paix » par Andrée Jouve.

l'on pourrait faire avec les ressources financières dégagées par le désarmement ; elle propose notamment qu'elles soient employées pour construire des écoles et former des instructeurs.

Cela rejoint un autre volet du débat sur la préparation d'un futur pacifiste : il faudrait préparer non seulement le long chemin qui y mène mais aussi le très long terme de l'après-désarmement. Frances Herring et Dorothy Hutchinson abordent toutes les deux la question au cours de leur intervention. La seconde insiste sur la nécessité de faire des propositions pour donner un contenu à cet avenir pacifique : il faudrait trouver des moyens de résolution des conflits adaptés à un monde désarmé, réfléchir au rôle qu'aurait alors la Cour internationale de justice, à la nature des forces de maintien de la paix, etc.¹. L'idée qu'il faille décrire rationnellement les caractéristiques d'un futur monde en paix est aussi présente à l'esprit de ceux qui travaillent pour le projet Mankind 2000. Johan Galtung, prépare une étude sur les différentes structures sociales envisageables dans un futur monde de paix². Dans le même ordre d'idées, il est prévu que l'exposition permette aux visiteurs de s'imaginer les caractéristiques précises du futur monde en paix : des panneaux aborderont par exemple la possibilité que soit créée une cour de justice mondiale supranationale³. C'est ici un cercle vertueux qui s'engagerait : préparer l'après-désarmement passe par la production d'images d'un possible monde futur qui, par leur contenu, incitent à en engager les premières étapes⁴.

La notion de choix est très importante dans la conception du futur développée par les pacifistes. Le monde désarmé au cœur des discussions, bien que parfois présenté comme une prophétie ou un idéal, n'est pas le seul possible. Le futur est pluriel et ouvert et c'est bien pour cela qu'il est important d'en discuter et de dessiner les différentes alternatives, de la plus désirable à la plus repoussante. C'est là aussi tout le sens de l'appel à la responsabilité que veulent déployer les concepteurs du projet Mankind 2000 : si l'humain est responsable, c'est

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Fifteenth International Congress, 8-13 juillet 1962, « political aspects of the disarmament problem » par Dorothy Hutchinson.

² Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, carton 3, feuillet « Mankind 2000 », rapport de la conférence Mankind 2000 tenue du 9 au 12 novembre 1965 à la fondation Ciba.

³ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow » p. 11.

⁴ La nécessité de mener ainsi des études permettant de créer des supports qui proposent une image positive et excitante de ce à quoi ressemblerait un monde désarmé est aussi soulignée dans le rapport final du séminaire de Holte. Cf. Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43.

parce qu'il est capable de transformer le monde. Il doit donc prendre conscience de cette capacité et la mettre en œuvre. L'idée de « mondes possibles » est au cœur de l'exposition prévue par Robert Jungk et ses collaborateurs au sein de Mankind 2000. On peut lire dans le mémorandum rédigé fin 1964 que l'exposition ne proposerait pas « de présenter une vision autoritaire et définitive d'un futur inéluctable. Au contraire, elle indiquerait que le futur est une affaire de choix humain »¹. Pour ce faire, il est prévu de juxtaposer plusieurs panneaux montrant différentes solutions envisageables au même problème, mettant le visiteur au défi de faire un choix. Impliquer ainsi le visiteur revient à lui faire comprendre que ses préférences ne sont pas vaines et qu'à l'inverse, tout étant possible, il suffit de choisir activement le meilleur futur pour le voir être réalisé. Les documents de la WILPF insistent moins explicitement sur cette possibilité de choix mais c'est bien la même idée d'un futur ouvert, encore indéterminé, qui s'y exprime, notamment par l'opposition binaire qui est faite entre menace d'une destruction à venir et promesse, si les bonnes décisions sont prises, de lendemains dorés².

Cette idée qu'il suffirait de démontrer la possibilité et la désirabilité d'un monde sans arme nucléaire et, plus largement, en paix, pour susciter une prise de conscience large et une intervention des leaders politiques n'est pas une particularité propre aux militants de la WILPF et de l'ICDP. Cette attitude optimiste, qui témoigne d'une croyance forte dans les capacités de raisonnement des hommes et dans leur nature que l'on croit profondément pacifiste (bien que temporairement troublée par les circonstances), est très répandue parmi les membres des mouvements pacifistes occidentaux qui se développent après la Seconde Guerre mondiale. Matthew Evangelista relève ainsi une certaine naïveté chez les physiciens qui s'opposent au développement de la bombe atomique après-guerre, s'exposant aux moqueries des hommes politiques, plus conscients des intérêts en jeu³. Si la nouveauté de l'enjeu permet

¹ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8. Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », traduction de l'anglais « it is not proposed to present an authoritarian and definitive view of an inescapable future. Rather would the exhibition indicate that the future is a matter of human choice ».

² Voir par exemple Archives de la WILPF, Swarthmore accession, Université du Colorado à Boulder, carton 101, dossier sur la journée sur le danger de la guerre accidentelle.

³ EVANGELISTA Matthew, *Unarmed forces: the transnational movement to end the Cold War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1999, p. 28.

d'expliquer cette attitude de la part des militants de 1946, quinze ans plus tard, cette stratégie de persuasion s'explique plutôt en remarquant que, malgré l'ambition affichée de convaincre les leaders politiques, il s'agit surtout pour ces militants de convaincre et de mobiliser un public large, capable de faire pression sur les gouvernements¹.

3) Les études sur la paix : un tremplin pour développer une approche normative de la prospective

a) Une nouvelle discipline pour porter le projet de diffusion d'un imaginaire pacifiste du futur

C'est en vertu de cette conception selon laquelle il faut avant tout convaincre de la possibilité de la paix et établir précisément la liste et le nombre des bienfaits qu'elle apporterait que certains pacifistes se tournent vers un nouveau champ disciplinaire tout juste en train de se structurer autour de quelques organisations scientifiques au début des années 1960 : les études sur la paix². Leur développement, d'abord permis par la création d'instituts indépendants, puis poursuivi au sein même des universités, relève d'une logique profondément compatible avec celle des militants pour la diffusion d'images positives du futur. Il s'agit en effet de faire contrepoids face au réalisme des départements de relations internationales et des instituts d'études stratégiques qui n'accordent d'attention qu'aux rapports de pouvoir du présent et ne disposent donc pas, selon les tenants des recherches sur la paix, de l'outillage scientifique et philosophique nécessaire pour construire la paix par-delà

¹ WITTNER Lawrence S., *The Stuggle against the bomb: a history of the world nuclear disarmament movement, 1954-1970*, Stanford, Calif., Etats-Unis, Stanford University Press, coll. « Stanford nuclear age series », 1997, vol.1, 641 p.

² Sur les études sur la paix comme nouveau champ disciplinaire voir CARTER April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, London; New York, Longman, 1992, p. 79 ; le « parents of the field project » mené par des chercheurs de l'université George Mason (<http://scar.gmu.edu/parents>) et TENENBAUM Charles, *La médiation dans les relations internationales: évolutions et transformations depuis 1945*, Thèse de doctorat, Institut d'études politiques, Paris, France, 2010, chapitre 2.

ces rapports de pouvoir¹. La dimension militante de ce nouveau champ de recherche est pleinement assumée par ses fondateurs². Les études sur la paix, contrairement aux sciences qui les précèdent, ne se contentent pas de décrire ; elles ambitionnent de guérir.

Plusieurs des chercheurs qui se réclament de cette nouvelle discipline adoptent une approche très similaire à celle plébiscitée par la WILPF et par les concepteurs du projet Mankind 2000 : ils réfléchissent aux éléments nécessaires à la construction d'une paix positive sur le long terme³. Ainsi, dans un éditorial qu'elle écrit en janvier 1964, intitulé « la recherche sur la paix et l'image du futur », Elise Boulding dit avoir constaté que de plus en plus d'experts se détournent d'une approche centrée sur la survie et l'évitement de catastrophes pour travailler sur les inventions nécessaires à créer, à long terme un monde sans guerre⁴. Les Européens seraient en avance sur les Américains sur ce point, « des scientifiques, partout en Europe s'occupant [déjà] de cette image du futur qui est le seul pouvoir dynamique qui peut faire progresser une société vers la réalisation de ses meilleurs potentiels, selon la mise en garde de Fred Polak »⁵. Mais les chercheurs des Etats-Unis commencent néanmoins eux aussi à s'engager dans cette voie selon Elise Boulding qui donne l'exemple d'une lettre d'information récente du Congress of Scientists in Survival selon laquelle le concept de science de la survie gagnerait à être élargi et approfondi pour dépasser la question immédiate du désarmement et englober des problèmes plus larges et nécessitant une action plus longue dans le temps.

Outre cette compatibilité des approches de la paix et du long terme, la dimension novatrice des études sur la paix est également un facteur attractif pour les pacifistes de la

¹ CARTER April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, London; New York, Longman, 1992, p. 79.

² TENENBAUM Charles, *La médiation dans les relations internationales: évolutions et transformations depuis 1945*, Thèse de doctorat, Institut d'études politiques, Paris, France, 2010, p. 130-131 et p. 134.

³ Ibid. p. 135.

⁴ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research*, vol 2, n°1, janvier 1964, p. 1 traduction de l'anglais « I. Peace Research and the Image of the Future ».

⁵ Ibid. traduction de l'anglais « scientists all over Europe are busying themselves with that image of the future which Dr. Fred Polak of the Netherlands (The Image of the Future, Oceana Press, 1961) warns us is the only dynamic power which can move a society towards fulfillment of its best potentials.

WILPF et du projet Mankind 2000 : selon eux, les outils scientifiques qui permettront de construire l'image positive d'une humanité future en paix sont encore à trouver et seule une approche radicalement nouvelle des sciences humaines en serait capable. Fred Polak décrit bien en 1963 ce sentiment qu'il faut construire entièrement un nouveau champ de recherche pour pouvoir atteindre une compréhension globale du monde : « l'image de l'humanité n'a pas de précédent direct ; sa signification ne peut pas être comprise en utilisant les cadres actuels (...). Il faut acquérir de nouveaux schémas de pensée qui transcendent les limites des concepts segmentaires »¹.

C'est dans ce contexte académique favorable à leurs idées que les militants pacifistes qui prônent la construction et la diffusion d'images positives du futur mondial cherchent à apporter leur contribution au développement des études sur la paix et à utiliser les travaux déjà existants comme supports scientifiques de leur rhétorique militante. Lors de la conférence d'Asilomar en 1962, les discussions sur le rôle des images positives d'un futur pacifiste abordent la nécessité de stimuler les recherches sur la paix qui pourraient nourrir ces visions de manière scientifique et ainsi renforcer leur crédibilité². La WILPF considère alors qu'il n'est pas de son ressort de mener des études scientifiques sur la paix puisqu'elle est avant tout une organisation militante et ne dispose pas d'assez nombreux spécialistes. Elle préfère faire jouer sa complémentarité avec le système des Nations Unies et « exhorte l'Unesco à réunir le plus vite possible une conférence internationale d'universitaires travaillant dans ce domaine »³. Une autre idée défendue par Elise Boulding et plusieurs autres membres de la WILPF consiste en la possibilité de fonder un centre d'information et d'échange international sur la *peace research* dans le cadre des Nations Unies, à New York

¹ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 23, rapport de la conférence tenue par la section européenne du Council sur le thème « Is the future of Mankind a justifiable expectation ? » en 1963.

² Archives WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, WILPF Comité exécutif international, rapport du post-congrès, 15-17 juillet 1962.

³ Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Résolutions adoptées au XVe congrès triennal de la WILPF à Asilomar, du 8 au 13 juillet 1962, résolution 13. Traduction de l'anglais « urges UNESCO as soon as possible to call an international conference of scholars working in this field ».

ou à Genève¹. Un appel est également lancé aux sections nationales de la WILPF pour qu'elles s'efforcent de susciter un intérêt pour les recherches sur la paix dans leurs pays respectifs et qu'elles encouragent leurs gouvernements à favoriser la création de centres de recherche dédiés à cette discipline². Le succès de ces appels à la prise en charge du développement de la *peace research* par des organisations externes à la WILPF n'étant pas assuré, surtout dans l'immédiat, l'ONG décide de mener sa propre activité de coordination et d'information dans le domaine. Dès 1962, lors de la réunion du comité exécutif de la WILPF qui a eu lieu après la conférence d'Asilomar, un Comité consultatif international sur la recherche sur la paix (ICCPR)³ est créé au sein de la WILPF ; Elise Boulding en prend la présidence⁴. Elle et son mari, Kenneth Boulding, étaient en effet déjà impliqués en faveur de cette nouvelle discipline, notamment grâce à leurs activités au sein du Center for Research on Conflict Resolution de l'université de Michigan où ils travaillaient tous les deux⁵.

Le rôle de l'ICCPR est avant tout de rassembler et diffuser des informations à propos des travaux relatifs aux recherches sur la paix et de promouvoir cette discipline. Ce travail est mené principalement par le biais d'une *Lettre d'information internationale sur les recherches sur la paix* qui est publiée trois fois par an sous la direction d'Elise Boulding à partir de début 1963⁶. Le deuxième numéro de cette lettre d'information, en particulier, contribue fortement à définir le champ des recherches sur la paix tel qu'il est compris par les membres de la WILPF : Elise Boulding y recense tous les projets, publications ou organisations scientifiques

¹ La forme que devrait prendre un tel centre, ONG indépendante ou organe faisant partie statutairement de l'ONU, fait débat. Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Rapport sur le XVe Congrès international de la WILPF tenu du 8 au 13 juillet 1962 à San Francisco (Asilomar). Point sur la « Peace research » présenté par Elise Boulding, suggestions au Congrès de la WILPF pour un programme sur la Peace Research.

² Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, WILPF Post-congress executive meeting, 15-17 juillet 1962, minutes, p. 9.

³ En anglais « International Consultative Committee on Peace Research ». Ses membres fondatrices sont Elise Boulding (Etats-Unis), Fujiko Isono (Japon), Sheila Young (Canada), Sushila Nayar (Inde), Ingrid Eide Galtung (Norvège) et Johanna Reutz Gjermoe (Norvège).

⁴ Archives de la WILPF Swarthmore accession, Université du Colorado à Boulder, carton 2, International executive meeting, « Bredjablok », Holte, near Copenhagen, Denmark, July 7 to 12, 1963. The Consultative committee on peace research report for 1962/1963 by Johanna Reutz Gjermoe.

⁵ MORRISON Mary Lee, *Elise Boulding: A Life In The Cause Of Peace*, Jefferson, N.C, McFarland & Co Inc, 2005, 232 p.

⁶ Ibid. traduction de l'anglais *International Newsletter in Peace Research*.

de vingt-cinq pays qui représentent un intérêt pour la *peace research* ainsi que les travaux de douze organisations internationales¹. À cela elle ajoute une note évoquant et commentant plusieurs bibliographies qui permettent de trouver des ouvrages sur le sujet. Ce travail de structuration d'un champ disciplinaire est repris et actualisé à de nombreuses reprises dans les numéros suivants². La récolte d'une masse d'information aussi importante est rendue possible grâce à la mobilisation d'une membre de la WILPF dans chaque pays qui est chargée d'envoyer à Elise Boulding la documentation dont elle dispose et, en sens inverse, de tenir informée toute personne de son pays qui le demanderait³.

La lettre d'information se révèle rapidement être efficace pour mobiliser un réseau de chercheurs : dès l'été 1963, vingt-cinq spécialistes de la paix venus de quinze pays différents (Europe de l'Est, URSS, Europe de l'Ouest et Amérique du Nord), réunis grâce aux données collectées par Elise Boulding et le comité de la WILPF dédié à la recherche sur la paix, se retrouvent à Clarens en Suisse⁴. Cette rencontre débouche sur la création d'une organisation, Conferences on Research on International Peace and Security (COROIPAS) qui, comme son nom l'indique, doit se consacrer à l'organisation de conférences sur des thèmes liés aux recherches sur la paix. Dès l'année suivante, en décembre 1964, la COROIPAS se réunit à Londres et change de statut pour pouvoir étendre ses activités à la pratique et la promotion de la recherche sur la paix selon des formats plus variés que les seules conférences qu'elle devait organiser. Elle devient ainsi l'Association internationale pour la recherche sur la paix (IPRA)⁵. Douze pays seulement sont représentés lors de cette rencontre, mais on s'est attaché à assurer une représentation de chaque côté du rideau de fer : les représentants de trois pays socialistes sont présents. La conférence inaugurale de l'IPRA se tient du 2 au 5 juillet 1965 à

¹ *International Newsletter in Peace Research*, Vol.I, N°2, Spring 1963, issued by International Consultative Committee on Peace Research Women's International League for Peace and Freedom, edited by Elise Boulding.

² Voir par exemple Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, note sur la newsletter dans la lettre circulaire d'Else Zeuthen du 10 janvier 1964.

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, lettre circulaire d'Else Zeuthen du 10 janvier 1964, p. 19.

⁴ Archives d'Elise Boulding, 3^e accession, Université du Colorado à Boulder, carton 1, Reflections on the founding of IPRA.

⁵ Le sigle vient du nom anglais de l'association : International Peace Research Association.

l'Institut de polémologie de l'Université de Groningue aux Pays-Bas¹. Vingt-trois pays sont représentés, dont des pays de l'Ouest, des pays de l'Est, mais, cette fois, aussi des pays du Tiers Monde comme le Nigeria. La lettre d'information jusqu'alors rédigée sous l'égide de la WILPF devient alors le média officiel de l'IPRA². Elise Boulding continue d'y collaborer et la ligne éditoriale change peu, mais l'audience s'en trouve agrandie et le propos est perçu comme plus légitime puisqu'il s'adosse désormais à une organisation professionnelle³.

Cette professionnalisation apporte du crédit aux luttes militantes de la WILPF ; elle permet aussi de les inscrire dans le temps. Après 1964, la WILPF préfère se concentrer sur des activités plus visibles et considérées plus « urgentes » que la recherche sur les conséquences de long terme que pourrait avoir le désarmement et la diffusion des images s'y rapportant. La mobilisation centrale courte qui avait eu lieu autour de la conférence d'Asilomar et de celle de Holte laisse alors la place à un processus de recherche plus long, qui se déroule au sein de l'IPRA, et qui pérennise la connexion entre paix, futur et image du monde. Si l'on suit les analyses d'April Carter et de Lawrence Wittner, ce développement est symptomatique du fonctionnement des mouvements pacifistes pendant la guerre froide : les mouvements militants ont tendance à se mobiliser fortement en période de crise, par exemple après un accident lié à un essai nucléaire, mais peinent parfois à maintenir cette mobilisation sur le long terme⁴. Ils ne parviennent à s'extraire de ces effets de conjoncture auxquels ils sont soumis qu'en lançant des projets de plus long terme, typiquement des projets de recherche. Ce sont désormais ceux qui pratiquent les études sur la paix qui reprennent à leur compte le projet de former, grâce à leur recherche scientifique et à la diffusion de ses résultats, une conscience mondiale et l'idée d'un futur commun à tous.

¹ BOULDING Elise, « Conférence inaugurale de l'Association internationale pour la recherche sur la paix », *Revue internationale des Sciences Sociales*, vol XVIII (1966), n°1.

² Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, WILPF Pre-congress international executive meeting, 21-24 juillet 1965

³ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Peace Research Newsletters*.

⁴ CARTER April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, London; New York, Longman, 1992, 283p. Et Wittner Lawrence S., *Confronting the bomb: a short history of the world nuclear disarmament movement*, Stanford, Stanford University Press, 2009, 254 p.

Le projet Mankind 2000, lui, n'inclut pas, du moins dans un premier temps, une telle prétention à contribuer à la science. Les recherches sur la paix sont néanmoins connues et jugées une ressource particulièrement utile comme source d'information pour présenter des visions du futur crédibles dans l'exposition. On fait explicitement appel à elle à propos des projets de reconversion des militaires en gardiens de la paix mondiale, et, plus classiquement, au sujet des scénarios de désarmement imaginés par les experts de la paix : « l'exposition dessinerait les grandes lignes de certains des plans détaillés qui ont été élaborés pour le désarmement du monde »¹. Si le projet Mankind 2000 n'entend pas, par lui-même contribuer au développement des études sur la paix mais plutôt les utiliser pour soutenir son propos, certains de ses acteurs font toutefois partie des pionniers de la discipline. C'est le cas de Johan Galtung, fondateur du Peace Research Institute Oslo en 1959, qui a connaissance des projets de la WILPF par le biais de sa femme, Ingrid Eide Galtung, une membre active de l'ONG pacifiste qui s'implique dans le comité de recherche sur la paix dirigé par Elise Boulding et qui pratique par ailleurs les études sur la paix en tant que professionnelle dans le cadre de PRIO². Lorsque la WILPF a commencé à s'intéresser aux recherches sur la paix, pour en faire un usage militant, les travaux de Johan Galtung ont été une source d'inspiration importante pour l'organisation féminine³. Il s'associe ainsi rapidement aux travaux d'Elise Boulding dans ce domaine. Lorsque l'IPRA est fondée, il fait partie de ses premiers membres⁴. Ses activités

¹Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow » p. 11. Traduction de l'anglais « the exhibit also outlines some of the detailed plans which have been drawn up for world disarmament ».

² Archives de la WILPF Swarthmore accession, Université du Colorado à Boulder, carton 2, International executive meeting, « Brejtdablik », Holte, near Copenhagen, Denmark, July 7 to 12, 1963. The Consultative committee on peace research report for 1962/1963 by Johanna Reutz Gjermoe. Et GALTUNG Johan (dir.), *Theories of peace. A Synthetic Approach to Peace Thinking*, Paris, Unesco, 1967.

³ Dès 1962, la présidente de la WILPF, Else Zeuthen, rencontre Johan Galtung à l'occasion d'une réunion d'un groupe universitaire multidisciplinaire sur les « conflits ». Le pacifiste norvégien y décrit les efforts qu'il mène avec PRIO pour donner une base scientifique à la recherche sur la paix. Son intervention retient l'attention d'Else Zeuthen qui la considère comme la plus réussie à laquelle elle ait assisté et, partageant son impression avec les membres de la WILPF dans une lettre circulaire, exprime le souhait d'une coopération entre l'ONG et PRIO. Johan Galtung intervient en effet deux ans plus tard auprès de la section norvégienne de la WILPF. Cf. Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, lettre circulaire d'Else Zeuthen n°4/1962 et Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, lettre circulaire d'Else Zeuthen n°4/1964.

⁴Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Peace Research Newsletters*.

au sein de Mankind 2000, et en coopération avec la WILPF, renforcent la convergence entre les deux points d'origine de la réflexion pacifiste sur les images du futur et sur la nécessité d'une conscience globale que nous avons identifiés.

b) Un embryon de science prospective pacifiste et normative

Le champ qui intéresse nos militants ne recouvre pas tout le domaine des études sur la paix mais spécifiquement celles qui peuvent nourrir des visions du futur. L'idée de renouveler de cette manière les travaux sur la paix est exprimée clairement dès la conférence d'Asilomar en 1962 ; si l'on souhaite que l'Unesco réunisse une conférence sur le thème, c'est pour que « les scientifiques impliqués dans la recherche sur la paix puissent non seulement échanger des idées mais aussi développer une nouvelle vision de leur contribution à la construction d'un ordre mondial »¹. Plus spécifiquement, la recherche sur la paix doit rendre désirable un monde désarmé. Le travail de recherche encouragé par l'ICCPR doit, selon ses membres, par exemple « présenter le processus de désarmement comme une libération de ressources pour le développement du monde plutôt qu'un processus négatif produisant une insécurité économique »². La recherche sur la paix demandée par la WILPF doit permettre d'identifier les chemins qui mènent au(x) futur(s) désiré(s). On lui donne notamment pour tâche de dessiner les contours de la machine internationale nécessaire pour accompagner le processus de désarmement, puis pour maintenir l'ordre dans un monde désarmé³.

¹Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Résolutions adoptées au XVe congrès triennal de la WILPF à Asilomar, du 8 au 13 juillet 1962, résolution 13, traduction de l'anglais « scientists engaged in peace research may not only exchange ideas but also develop a new vision of their contribution to the building of world order »

²Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, Draft report of Breidablik International Seminar on Economic and Social Consequences of Disarmament in Peace Research, July 1963 ; traduction de l'anglais « present the disarmament process as a positive releasing of resources for world development instead of a negative process of producing economic insecurity »

³Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, Draft report of Breidablik International Seminar on Economic and Social Consequences of Disarmament in Peace Research, July 1963

On assiste ainsi à la construction d'une science « du futur de la paix » qui se distingue nettement des « études sur la paix » par cette orientation future sans toutefois constituer encore une « science du futur » tout court tant la question de la paix est centrale dans les travaux que veulent encourager et valoriser la WILPF et le projet Mankind 2000. Des études de la paix, les études sur le futur de la paix ont retenu un élément clé qui est théoriquement exclu des études sur le futur telles qu'elles se sont jusqu'alors développées dans le monde occidental : une approche explicitement normative.

Travailler en partant de l'hypothèse que le futur n'est pas écrit, qu'il représente au contraire un champ des possibles dans lequel de nombreuses trajectoires sensiblement différentes les unes des autres pourront s'inscrire en fonction des choix qui seront faits, n'est pas l'apanage des mouvements pacifistes au début des années 1960. C'est aussi la base de la réflexion engagée au même moment par plusieurs « futurologues » ou « prospectivistes » en train de poser les fondements d'un nouveau domaine d'expertise consacré à l'anticipation du futur. L'un des pionniers de cette discipline, le penseur libéral Bertrand de Jouvenel, publie en 1964 *L'art de la conjecture*, ouvrage fondateur qui donne un nom à ces différentes directions que l'avenir peut prendre, « futuribles », néologisme formé à partir de la contraction de « futurs » et de « possibles »¹. On retrouve des éléments de cette science prospective dans la réflexion sur le futur d'origine pacifiste, mais celle-ci se veut beaucoup plus militante et se distingue par un ensemble d'objets précis, principalement à l'échelle du monde. Les techniques d'anticipation du futur, au début des années 1960, n'intéressent pas les pacifistes en elles-mêmes mais plutôt parce qu'elles viennent enrichir leur discours sur les mesures à prendre en faveur de la paix mondiale. De Jouvenel met en avant la nécessité de s'organiser pour être en mesure de faire des choix – ceux-ci se réduisant à mesure que le temps avance. Les pacifistes s'accordent avec cette vision mais insistent sur la nature de ces choix : il faut anticiper pour pouvoir choisir mais surtout pour faire le bon choix et pouvoir agir en sa faveur.

¹JOUVENEL Bertrand de, *L'art de la conjecture*, Monaco, Monaco, Éd. du Rocher, impr. 1964, 1964, 369 p. Cet ouvrage a été précédé d'un essai publié en 1963 dans lequel la notion de futuribles est déjà abordée : JOUVENEL Bertrand de, *Futuribles: essai sur l'art de la conjecture*, Paris, France, sn, 1963, 121 p. Sur l'histoire de la prospective française et le rôle qu'y a joué Bertrand de Jouvenel, voir par exemple GUIADER Vincent, *Socio-Histoire de la Prospective. La transformation d'une entreprise réformatrice en expertise d'Etat*, Paris Dauphine, Paris, 2008, 574 p.

Leurs images du futur ont donc une forte dimension normative et éducative ; il s'agit de mettre en scène la distinction entre futur positif et futur négatif. Plutôt que de présenter tout l'ensemble de la gamme des « futuribles », les militants pacifistes veulent montrer que le ou les futurs désirés font bien partie de ces possibles et que certains choix y mèneraient. Leur discours repose sur le postulat que, bien informé, tout être humain voudrait peu ou prou la même chose. Le monde de paix serait un rêve universel qu'il ne convient pas de débattre en lui-même. Pour les membres de la WILPF, ce point est relativement implicite : leurs documents évoquent le monde que « nous » voulons¹. L'exposition conçue par Mankind 2000 laisse plus de place à l'expression des désirs individuels pour le monde de l'an 2000. C'est notamment ce que suggère la section de l'exposition qui doit être consacrée aux visions du futur produites par les dix jeunes hommes et jeunes femmes « du monde entier » qu'il est prévu d'interroger à propos du monde qu'ils désirent voir advenir en l'an 2000². Si de menues divergences individuelles sont envisagées, les organisateurs de l'exposition anticipent tout de même un large consensus sur la question de la paix : « il est clair, affirment-ils, qu'alors qu'il y aura des disparités importantes sur le plan technologique, il y aura indubitablement unanimité quant au désir d'un monde en paix »³.

L'usage qui est fait des études sur le futur de la paix par les militants pacifistes est donc cohérent avec leur discours plus général sur les images positives du monde futur : il combine le scientifique et le militant, l'appel à l'émotion et à la raison.

Qu'il s'agisse d'impressionner par la force des images proposées ou de convaincre par une argumentation précise s'appuyant sur des scénarios quantifiés, l'objectif recherché par les membres de la WILPF et par ceux de l'ICDP est une prise de conscience, par les êtres humains, de leur destin commun et, plus précisément, de ce qu'ils auraient tous à gagner à un

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, lettre circulaire n°4 de 1964 par Else Zeuthen et carton 33, intervention de E. Raymond Wilson.

² Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow ».

³ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow » p. 14, traduction de l'anglais « it is clear that while there will be significant disparities on the technological level, there will undoubtedly be unanimity on the desire for a world at peace ».

désarmement nucléaire. Que manque-t-il alors, d'après ces militants, pour que l'humanité soit unie ? Que recouvre cette notion de communauté mondiale ?

4) Le monde en paix : entre futur universel et image occidentale du conflit Est-Ouest

a) La fin future du conflit Est-Ouest : un vecteur d'intégration à l'échelle mondiale

Dans un contexte de tensions internationales Est-Ouest à peine désamorcées par un timide début de détente, c'est en imaginant la fin de ce conflit et le dépassement de ce clivage entre les deux blocs que l'on projette un futur global pacifique. Selon les militants de la WILPF et de l'ICDP, l'intégration mondiale dans le long terme pourrait advenir si et seulement si un terme était mis à la guerre froide.

Les futurs pacifistes impliquent l' « humanité », les « Hommes », le « monde ». Pourtant, à bien y regarder, il semblerait que le problème posé dans les images du futur proposées par ces mouvements interroge essentiellement l'avenir d'un monde bipolaire. Au début des années 1960, dans les documents de la WILPF, le futur de l'humanité est un futur où les rapports Est-Ouest auront profondément évolué. Comme le suggèrent au même moment de nombreux ouvrages et films de science-fiction, on espère dépasser les clivages de la guerre froide, au service d'une cause plus grande, celle de l'humanité¹. La WILPF a pour habitude de focaliser son action pacifiste sur l'amélioration de la communication et des relations entre Est et Ouest – elle organise par exemple deux rencontres entre femmes américaines et femmes soviétiques en 1961 et 1963 auxquelles participe Elise Boulding². Ce mode de raisonnement se retrouve dans son travail sur le futur qui évoque la promesse d'une meilleure compréhension entre l'Est et l'Ouest ou d'une meilleure coexistence entre les « trois

¹ Voir par exemple <http://www.forumdesimages.fr/les-programmes/toutes-les-rencontres/cours-de-cinema-guerre-froide-et-course-aux-armements-la-science-fiction-sinsurge-par-lori-maguire>

² Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43 et Archives d'Elise Boulding 3rd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 4.

blocs (...) Ouest, neutre et Est »¹. Cette dernière mention de « trois » blocs est intéressante en ce qu'elle fournit un parfait exemple du paradoxe déployé dans les images d'un futur pacifiste : elles veulent englober l'humanité, tout entière concernée par les bienfaits d'un monde dans lequel les êtres humains seraient libérés de la peur de la bombe atomique, mais elles le font selon une structure discursive qui met explicitement l'accent sur les deux parties du monde qui sont à l'origine des problèmes actuels et par là implicitement responsables de leur résolution dans le futur et donc de la destinée de l'humanité.

Que les images du futur mondial mises en avant par les pacifistes se concentrent sur la question des rapports Est-Ouest et notamment du désarmement nucléaire s'explique par un contexte où l'amélioration de ces relations semble à la fois devenir possible et être encore un horizon lointain. Au début des années 1960, la politique de détente n'est pas encore officiellement amorcée mais on assiste néanmoins à un dégel ; la déstalinisation a eu lieu et les négociations sur l'arrêt des essais nucléaires aboutissent en 1963 à la signature par les Etats-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni, du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires². Le choc de la crise de Cuba en 1962 joue un rôle essentiel dans la mobilisation de la société civile internationale pour la fin de la guerre froide³.

Toutes les craintes et tous les espoirs sont donc tournés vers le conflit Est-Ouest et vers l'avenir de la bombe atomique. Les clivages de la guerre froide étant au cœur du débat sur l'avenir, la trajectoire future des peuples qui ne s'inscrivent pas dans l'un des deux blocs ne semble pas être déterminante. Les pays du Tiers monde en particulier apparaissent comme des acteurs secondaires de la grande bataille pour un meilleur futur. Ils sont parfois mentionnés dans un souci apparent de ne laisser de côté aucune part de l'humanité. Mais lorsqu'ils le sont, les logiques hiérarchiques qui gouvernent le monde présent sont plaquées sur le monde futur. Leur avenir apparaît « dominé » par celui de l'Est et de l'Ouest : si et seulement si ces derniers parviennent à résoudre leurs conflits, alors le futur de ceux qui ne sont désignés que sous le label « pays en développement » sans distinction supplémentaire,

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, notes prises lors du séminaire d'Asilomar l'après-midi du 26 juillet.

² CARTER April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, London; New York, Longman, 1992, p. 34.

³ DAVIES Thomas, *NGOs: a new history of transnational civil society*, London, Hurst, 2013, p. 239.

pourra éventuellement s'améliorer. L'idée, développée déjà dans les travaux de l'ONU sur les conséquences économiques du désarmement, que celui-ci dégagerait des ressources qui pourraient être affectées à l'aide aux pays en voie de développement est reprise en de nombreuses occurrences dans les documents de la WILPF tout comme dans la partie que le mémorandum *Mankind 2000* consacre aux ressources naturelles et au gaspillage¹. La représentante de la WILPF auprès de l'Unesco explique ainsi en 1963 qu'une portion de l'argent gagné grâce au désarmement doit « être mis de côté pour les pays sous-développés, pour lesquels nous sommes plus ou moins responsables »². On peut lire dans ce discours un héritage d'un mode de pensée colonial en raison duquel la responsabilité des humains envers leur futur est avant tout la responsabilité des dominants – dans ce contexte, les leaders des deux blocs. Les ressortissants des pays en développement ne semblent en tout cas pas faire partie des acteurs principaux du futur mais simplement en être d'heureux bénéficiaires secondaires. Cette logique est poussée un peu plus loin que le seul aspect financier : Andrée Jouve suggère également que les ressources humaines libérées par les armées de l'Est et de l'Ouest soient réemployées pour travailler à l'assistance technique dans les pays sous-développés, dispensant des formations à une partie de leur population et menant à bien des projets de constructions publiques³. Un effort est donc fait pour penser les ressources de l'humanité comme un stock global, mais ce stock semble géré par une partie de l'humanité seulement dont les actions ont un poids plus fort sur la direction future que peut prendre le monde. Le fait que, au sein de la WILPF, ce soit la section américaine qui soit chargée

¹ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », partie « Waste and Want ».

² Archives de la WILPF 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 120, colloque de Copenhague, 1963, « Conséquences économiques et sociales du désarmement. L'éducation permanente de la population active : condition de la reconversion des industries de guerre en industries de paix » par Andrée Jouve. Traduction de l'anglais « set aside for the underdeveloped countries, for which we are more or less responsible ».

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 118, Colloque de Copenhague, 1963, Conséquences Economiques et Sociales du désarmement. « L'éducation Permanente de la Population Active : condition de la reconversion des industries de Guerre en Industries de Paix » par Andrée Jouve.

d'approfondir le lien entre désarmement et aide aux pays en développement est emblématique de cette approche¹.

Ne considérer le reste du monde que sous l'angle de ses rapports avec les deux blocs est une attitude répandue tout au long des années 1950 et jusqu'au début des années 1960 comme l'explique l'historien de la « guerre froide globale », Odd Arne Westad². Ceux qui militent pour le non-alignement, qu'ils viennent des pays du Tiers monde ou qu'ils mènent leur combat au sein de l'un des deux blocs, définissent eux-mêmes leurs objectifs par rapport à la division du globe en deux³. De fait, les deux universalismes qui s'affrontent, communisme et capitalisme, semblent exclure toute position qui ne consisterait pas en l'adhésion à l'une ou à l'autre idéologie⁴. Cependant, cette centralité des divisions de la guerre froide dans les relations internationales du début des années 1960 peut-être interprétée de deux manières opposées. On peut, comme beaucoup de théoriciens des relations internationales américains de l'époque, considérer que cette bipartition du monde est une structure fondamentale vouée à perdurer⁵. Ou bien l'on peut, à l'inverse, la considérer comme un dernier obstacle facilement surmontable, voire une première marche, sur le chemin de l'unification du monde.

C'est cette dernière position qui est défendue par les pacifistes de la WILPF et de l'ICDP. En promouvant une image d'un futur monde uni et en paix, et en insistant sur le réalisme de cette image, ils affirment que la séparation Est-Ouest n'est pas une donnée définitive. Leur discours met même en scène une guerre froide présente constitutive de l'unité du monde futur. Puisque deux blocs se sont formés, il ne reste plus, pour unifier le monde,

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, International Executive Committee, Holte, 7 au 12 juillet 1963, « The league and UNESCO » par Andrée Jouve, représentante de la WILPF auprès de l'Unesco.

² WESTAD Odd Arne, *The global Cold War: third world interventions and the making of our times*, Cambridge University Press, Cambridge, xiv+484 p.

³ Ibid p. 5. Voir aussi BRADLEY Mark, « Decolonization, the global South, and the Cold War, 1919–1962 », in Melvyn P. LEFFLER et Odd Arne WESTAD (dirs.), *The Cambridge History of the Cold War*, 2010, pp. 464-485. Et BRAILLARD Philippe, *Mythe et réalité du non-alignement*, Paris, France, Presses universitaires de France, 1987, 131 p.

⁴ WESTAD Odd Arne, « Introduction », in Melvyn P. LEFFLER et Odd Arne WESTAD (dirs.), *The Cambridge History of the Cold War*, 2010, p. 13 et WESTAD Odd Arne, *The global Cold War: third world interventions and the making of our times*, Cambridge University Press, Cambridge p. 98.

⁵ Ibid.

qu'à tendre des passerelles entre ces deux blocs et à mettre en évidence les aspirations communes de ceux qui les peuplent. Or, après un moment de dislocation de la société civile internationale au début des années 1950, plusieurs initiatives visent effectivement à créer des liens de part et d'autre du rideau de fer au début des années 1960, permettant à la guerre froide de jouer un rôle intégrateur souligné par Ian Clark¹. Thomas Davies remarque ainsi un basculement au début des années 1960: pour la première fois, les peuples des deux blocs sont réunis par les préoccupations qu'ils partagent plutôt qu'ils ne se divisent et la tendance consiste à créer des ONGs rassemblant pacifistes de l'Est et pacifistes de l'Ouest². C'est dans cette nouvelle approche intégratrice que se situent les rédacteurs du mémorandum Mankind 2000 lorsqu'ils prévoient d'orienter leur exposition sur « l'identité des aspirations », notamment en prenant l'exemple d'extraits de discours de Nikita Krouchtchev et de Lyndon Johnson qu'ils jugent similaires³. C'est aussi pour montrer la convergence et l'intégration possible entre Est et Ouest que ni les discours de la WILPF ni le projet Mankind 2000 n'abordent explicitement la question du modèle socio-économique que devrait assumer le monde futur pacifique.

b) Une « conscience mondiale » pacifiste qui concerne surtout le public occidental

Si la WILPF et le projet Mankind 2000 souhaitent projeter une image du futur positive pour le monde entier, dans le but d'intégrer Est et Ouest dans une même trajectoire pacifiste, nous avons néanmoins vu que certains groupes d'acteurs semblent plus à même que d'autres de prendre l'initiative pour initier ce changement, la réconciliation entre les deux blocs, entre leurs leaders et entre leurs militants, étant cruciale pour le destin de toute l'humanité. Il est alors pertinent de réinterroger la notion d'« universalité » telle qu'elle est employée par les

¹ CLARK Ian, *Globalization and fragmentation: international relations in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press, 1997, x+220 p.

² DAVIES Thomas, *NGOs: a new history of transnational civil society*, London, Hurst, 2013, p. 141.

³ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », p. 11, traduction de l'anglais « identity of aspiration ».

pacifistes dans leurs discours sur le futur. Quel type de personnes ont en tête ceux qui parlent des « êtres humains » et de leur avenir ?

L'exposition prévue par Mankind 2000 est présentée comme devant « distinguer chaque visiteur comme un être humain responsable et l'inviter à considérer ses propres attitudes et sa contribution au monde de demain »¹. L'être humain visé ici est donc quelqu'un dont on suppose qu'il peut avoir une influence sur le futur, laissant implicitement certaines catégories de la population mondiale de côté. Surtout, c'est un visiteur de l'exposition, donc probablement un ressortissant éduqué d'un pays occidental industrialisé. Le public auquel s'adresse l'exposition fait non seulement partie des deux blocs qui s'opposent dans la guerre froide, mais il fait en fait partie d'un seul de ces deux blocs : celui de l'Ouest. Si Mankind 2000 n'est pas responsable des contraintes qui limiteraient de fait l'audience de son exposition, la manière dont celle-ci est envisagée montre que le futur présenté répond, consciemment ou non, aux attentes et aux valeurs des « êtres humains » d'une partie du monde seulement. Il est ainsi expliqué dans le mémorandum que la question du « bonheur humain » serait présente implicitement dans chaque panneau². Cette notion de bonheur comme élément d'évaluation des futurs proposés correspond à une visée culturelle très occidentale voire américaine. Plusieurs allusions laissent entrevoir le profil du visiteur type que les concepteurs ont en tête et qui se révèle être un homme occidental (voire précisément anglo-saxon). On évoque par exemple les décisions que pourraient prendre « Tom, Dick et Harry »³. La question de la langue dans laquelle serait présentée l'exposition n'est pas évoquée et l'on peut donc supposer que ce serait l'anglais. On décrit une situation actuelle

¹ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, Rapport sur Mankind 2000 envoyé à Elise Boulding en juillet 1969. Traduction de l'anglais « the exhibition would seek to single out each visitor as a responsible human being and to invite him to consider his own attitudes and his contribution to the world of tomorrow ».

² Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémorandum « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow », partie « General ».

³ Ibid. p. 7.

typique des pays occidentaux mais pas forcément du reste du monde : « le gouvernement a un impact rapide et étendu sur le peuple à travers la radio et la télé »¹.

Les documents de la WILPF, eux, insistent sur la nécessité de prendre en compte « tous les Hommes »² qui composent l'humanité, d'autant plus qu'en tant que femmes et donc minorité sociologique, ses membres seraient particulièrement aptes à n'oublier aucune catégorie et donc à penser l'universalité : « en tant que ligue de femmes, affirme Andrée Jouve en conclusion de son intervention lors du séminaire de Holte, nous devons être le porte-parole des individus : enfants, femmes et hommes, jeunes et vieux »³. En dépit de l'ambition universelle affichée, on retrouve, comme dans les documents de Mankind 2000, une approche centrée sur la personne, le groupe global qu'est l'humanité étant pensé, selon une conception propre aux sociétés industrialisées occidentales, comme une collection d'individus.

Bien qu'elle le fasse en des termes occidentaux, la WILPF traite uniquement des thèmes (paix, désarmement) qui peuvent effectivement être reliés au futur de toute l'humanité ou au moins des deux blocs de la guerre froide. Ce n'est pas le cas de Mankind 2000 dont les projets hésitent entre réflexion sur le futur du monde et réflexion sur l'évolution des sociétés occidentales. L'exposition doit consacrer plusieurs espaces à des questions qui ne semblent pas engager le futur de toute l'humanité comme l'automatisation, l'urbanisation, l'évolution des relations interpersonnelles et notamment sexuelles qui sont pourtant présentées comme universelles, comme regardant l'évolution d'un « être humain » essentialisé⁴.

Au début des années 1960, la guerre froide étant la préoccupation principale de ceux qui réfléchissent au futur, ce problème étant politiquement centré sur les pays industrialisés de l'Est et de l'Ouest, et les auteurs de cette réflexion étant presque tous des Occidentaux, penser le monde semble pouvoir revenir en grande partie à penser le futur « universel » des sociétés

¹ Ibid. Traduction de l'anglais « government has rapid and widespread impact on the people through radio and TV ».

² Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, colloque de Copenhague, 1963, « Conséquences économiques et sociales du désarmement. L'éducation permanente de la population active : condition de la reconversion des industries de guerre en industries de paix » par Andrée Jouve traduction de « all men » souligné dans le texte.

³ Ibid. Traduction de l'anglais : « being a women's League, and a League for Peace and Freedom, we must be the spokesman of the individuals : children, women and men, young and old. »

⁴ Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow ».

occidentales avancées. On retrouve là une tendance que Mark Mazower a identifiée à propos des projets de fédéralismes mondiaux du XXe siècle : bien souvent, ils sont l'expression d'un universalisme occidental plutôt que le fruit d'un effort pour penser un monde construit en commun par ses différentes parties¹.

Nous avons établi que la WILPF et le projet Mankind 2000 s'emparent au début des années 1960 de la réflexion sur la nécessité de forger une conscience mondiale par la création d'images fortes et positives d'un futur commun sans arme atomique. N'étant pas elles-mêmes des organisations scientifiques, elles trouvent néanmoins un moyen de stimuler des études sur le futur normatives qui iraient en ce sens en communiquant largement sur le sujet, en diffusant les études qui leur semblent renforcer leur argument (études sur les ressources potentiellement libérées par le désarmement) et, surtout, pour la WILPF, en stimulant la création de l'IPRA. Ces quelques entreprises souffrent néanmoins des moyens limités de l'ONG internationale. Aussi la WILPF cherche-t-elle rapidement l'appui d'une organisation plus puissante, au rayonnement international plus large : l'Unesco. Quel rôle joue l'organisation internationale dans le projet de la WILPF ? Et comment certaines membres de la WILPF parviennent-elles à introduire leur préoccupation pour les images d'un monde futur en paix dans les programmes du Conseil International des Sciences Sociales (CISS), ONG affiliée à l'Unesco, permettant à l'approche pacifiste et humaniste du futur d'entrer pour la première fois dans le monde des Nations Unies quoiqu'en périphérie de celui-ci ?

C - Diffuser les visions positives d'un futur désarmé en s'appuyant sur le travail des organisations internationales : un rôle privilégié accordé à l'Unesco

1) Un intérêt réciproque

¹ MAZOWER Mark, *Governing the World: The History of an Idea, 1815 to the Present*, New York, Penguin Books, 2013, 496 p.

L'intérêt que se portent mutuellement les organisations non gouvernementales et les organisations internationales intergouvernementales a été mis en évidence dans de nombreux cas par les politologues et historiens qui mettent en avant l'expertise apportée par les premières et les ressources accordées par les secondes¹. Il est alors intéressant de comprendre plus particulièrement ce qui a poussé certains militants pacifistes, déterminés à stimuler une conscience mondiale grâce à la diffusion d'images positives du futur du monde, à chercher de l'aide du côté de l'Unesco.

a) Les organisations internationales : une ressource matérielle et symbolique pour les pacifistes qui défendent des visions du futur positives

Pour les ONGs internationales et, plus généralement, les penseurs d'un futur mondial pacifiste, le soutien des organisations internationales du système des Nations Unies apparaît indispensable. Elles fournissent en effet une aide matérielle parfois conséquente mais aussi une plateforme de discussion et de communication ainsi qu'une forme de légitimité vis-à-vis du public.

En étudiant les activités de la WILPF sur la question d'une image positive d'un monde futur, on constate que l'Unesco est sollicitée pour le financement des manifestations qui sortent du programme ordinaire de l'association et ne pourraient donc pas avoir lieu sans recours à une aide extérieure. Ainsi, la conférence de Holte, tenue en 1963, a été organisée grâce à une bourse de 8640 francs suisses accordée par l'Unesco à la WILPF spécifiquement pour ce projet². Les discussions visant à préparer cette conférence et à trouver une aide financière extérieure montrent qu'il s'agit là d'une procédure habituelle pour la WILPF : obtenir de l'argent pour un séminaire international en lien avec un projet « Est-Ouest » est considéré « relativement facile » par Gertrude Baer, la déléguée de la WILPF auprès de

¹ Voir REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, 2009, p. 501.

² Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, lettre d'Elisabeth Tapper à Ellen Holmgaard le 7 août 1963.

l'ONU¹. Les organisations du système des Nations Unies peuvent offrir de l'argent pour soutenir les travaux des ONGs mais elles peuvent aussi les aider en mettant à leur disposition des ressources humaines et intellectuelles. Comme nous l'avons vu à propos de la nécessité ressentie par les membres de la WILPF de créer une organisation externe à la leur, dédiée à l'activité plus scientifique que militante qu'est la production d'études sur la paix, la nécessité d'une action rapide et la temporalité intermittente des réunions de l'ONG ne permettent pas à ces membres de se former à la production de telles études, du moins dans le cadre de la WILPF. Même si elles le faisaient et parvenaient à produire des résultats fiables, un rapport produit par la WILPF ne serait pas perçu comme aussi « scientifique » et « neutre » qu'un document élaboré par les experts d'un organisme scientifique indépendant ou, plus encore, de l'ONU. Pour ces raisons, les organisations pacifistes, bien que ne doutant pas elles-mêmes de la validité de leurs conceptions sur l'avenir désiré et sur la manière de l'atteindre, préfèrent avoir recours, dans leurs documents de communication internes et externes, à des études commandées et validées par l'ONU. Celles-ci sont jugées insuffisantes, tant dans leur quantité que dans leur contenu (souvent limité à une prospective économique). Plutôt que de se substituer aux experts onusiens, les militants pacifistes appellent à de nouvelles études plus complètes et extrapolent à partir des données déjà disponibles².

Le dialogue entre ONGs internationales et organisations du système des Nations Unies donne aux revendications des premières une plus grande visibilité lorsqu'elles arrivent à convaincre les secondes d'adopter leurs combats. Ainsi, lorsqu'elles demandent que des études soient faites sur les conséquences politiques du désarmement, les membres de la WILPF ajoutent qu'elles « espèrent que de telles études conduisent à une déclaration de l'ONU qui allégerait les peurs qu'un désarmement mondial cause un chaos politique »³. L'ONU est ainsi considérée par les militants des ONGs comme une organisation à la fois plus visible que les leurs et plus crédible aux yeux de certains auditoires. Cette crédibilité repose

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, Minutes of meeting of Executive Committee, Sunday afternoon, 15th July 1962. Traduction de l'anglais « relatively easy ».

² Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, rapport sur le séminaire de Holte sur les conséquences économiques et sociales du désarmement et sur les recherches sur la paix.

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, Draft report of Breidablik International Seminar on Economic and Social Consequences of Disarmament in Peace Research, July 1963 ; traduction de l'anglais « We hope that such studies will lead to a U.N. declaration which allays fears that a world disarmament will cause political chaos », souligné dans le texte.

notamment sur l'idée qu'il est communément accepté que les Nations Unies promeuvent, selon les termes employés par un membre du Council for the Study of Mankind, « un programme conçu pour bénéficier au monde en soi, plutôt qu'à un de ses segments géographiques »¹.

Si l'on privilégie les travaux de recherche menés dans le cadre de l'ONU, c'est aussi parce qu'on espère par ce biais renforcer l'engagement de celle-ci en faveur du désarmement. Ces études devraient lui donner une base pour agir au-delà de la rhétorique pure, chose que les ONGs, même internationales, peinent à faire. Les organisations du système des Nations Unies devraient donc jouer le rôle d'exécutants capables d'enclencher le processus menant à un meilleur futur mondial. Ainsi, évoquant les deux résolutions prises par la conférence générale de la WILPF à Asilomar en 1962 en lien avec l'image d'un monde futur en paix², Andrée Jouve, la représentante de la WILPF auprès de l'Unesco explique que son rôle revient à faire en sorte que ces résolutions soient transformées en « des actions effectives grâce à l'aide de l'Unesco »³. La conférence générale de l'Unesco est considérée comme une opportunité à saisir pour « obtenir des résultats concrets »⁴. Plus précisément, la WILPF espère, fin 1962, obtenir de l'Unesco la création d'instituts de recherche sur la paix dans de nombreux pays, ainsi que la discussion et le vote de résolutions sur le désarmement que les travaux de la WILPF viendraient appuyer. L'espoir d'une telle collaboration n'est pas infondé, le secrétariat de l'Unesco ayant fait savoir à Andrée Jouve que les activités de la WILPF en lien avec ces deux résolutions l'intéressaient.

b) Une relation à double sens

¹ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 27, lettre de Herbert Blumer à Gerhard Hirschfeld, le 3 décembre 1957. Traduction de l'anglais « a program designed to benefit the world as such, rather than some geographical segment of it ».

² La résolution sur les « conséquences économiques et sociales du désarmement » et celle sur la « recherche sur la paix ».

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, « The league and Unesco » par Andrée Jouve, représentante de la WILPF à l'Unesco, traduction de l'anglais « effective actions thanks to the help of Unesco ».

⁴ *ibid.* traduction de l'anglais « to come to practical results ».

Au-delà de ce seul exemple, la coopération entre organisations du système des Nations Unies et organisations non gouvernementales est une réalité qui correspond au fonctionnement habituel des unes et des autres et qui a pu porter ses fruits¹. Cette relation a beaucoup été théorisée par les membres des mouvements pacifistes s'intéressant à la question du futur. Elise Boulding en particulier a écrit à plusieurs reprises sur le sujet². Elle décrit le système international comme un ensemble dont tous les éléments, Etats nations, organisations internationales hors ONU, organisations des Nations Unies et ONGs, sont complémentaires. Les dernières apportent aux autres – et en particulier à l'ONU avec laquelle elles ont souvent des relations formelles – un ensemble de connaissances quant aux problèmes dont elles sont spécialistes et dont elles permettent parfois de prendre conscience. Les ONGs internationales, étant en général organisées à un grand nombre d'échelles avec une organisation mère internationale, des sections nationales et de nombreux relais locaux, peuvent aussi servir de médiateurs entre les organisations internationales et un public qu'elles peinent à toucher directement. Elles peuvent faire connaître les préoccupations de ce public à l'ONU et, inversement, relayer l'action de celle-ci en de nombreuses régions où elles sont implantées. Elise Boulding note aussi que les ONGs, se dédiant à une cause spécifique sur de longues périodes, favorisent la cohérence des politiques internationales dans la longue durée ; elles sont par nature « orientées vers le futur »³ et proposent régulièrement, avec constance, certaines visions du monde futur pour lesquelles elles se battent.

¹ Akira Iriye a ainsi montré l'importance du rôle de la société civile dans la transformation du système mondial. Cf. IRIYE Akira, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997, 212 p.

² Archives d'Elise Boulding. 3^e accession, Université du Colorado à Boulder, carton 1. Les documents qui résument le mieux sa réflexion sur le sujet sont postérieurs à la période étudiée mais reprennent des éléments de réflexion développés par Elise Boulding dès les années 1960: « Non governmental organizations », *Bulletin of the Atomic Scientists*, août 1985, p. 94-96. « IGOs, the UN, and International NGOs : The Evolving Ecology of the International System » in FALK Richard A., JOHANSEN Robert C. et KIM Samuel S., *The Constitutional Foundations of World Peace*, New York, State University of New York Press, 1993. « The Rise of INGOs : New Leadership for a Planet in Transition », *Breakthrough* 9, nos. 1/3, 1988, p. 14-17.

³ Traduit de l'anglais « future-oriented », expression que l'on retrouve à plusieurs reprises dans les documents cités précédemment.

2) Le choix de l'Unesco

Si ce raisonnement vaut pour toutes les organisations du système des Nations Unies, on constate toutefois que c'est l'Unesco qui est la plus sollicitée pour les projets liés à la paix et au futur. Cette préférence trouve de nombreuses explications.

a) Des opportunités institutionnelles

La première d'entre elle est liée à la structure de cette organisation. Le recours aux ONGs internationales fait en effet partie intégrante de son fonctionnement normal. Les créateurs de l'Unesco affichent, dès 1946, la volonté de faire participer la société civile à la vie de l'organisation¹. Cela se traduit, d'une part, par la création de commissions nationales par le biais desquelles des intellectuels de chaque pays membres sont conviés à s'intéresser aux travaux de l'organisation, et, d'autre part, par la mise en place d'un système de statuts accordés à diverses ONGs qui entrent ainsi dans une relation officielle avec l'Unesco. Selon le classement utilisé dans les années 1960, ces statuts peuvent correspondre à une « relation d'information mutuelle » (ONGs de catégorie C), une « relation d'information et de consultation » (ONGs de catégorie B) ou encore une « relation de consultation et d'association » (ONGs de catégorie A)². Toutes peuvent envoyer des délégués à la conférence générale de l'Unesco, faire connaître leurs travaux à l'organisation et recevoir des informations de la part du secrétariat. Les ONGs de catégorie B peuvent être consultées lorsque l'Unesco entreprend un programme en lien avec leur domaine d'activité ; les ONGs de catégorie A doivent l'être. Beaucoup de ces dernières ont en fait été créées à l'initiative de l'Unesco elle-même « pour l'assister dans sa tâche »³ et sont hébergées à Paris dans les locaux de l'organisation. Leur nombre apparemment restreint – un peu plus d'une vingtaine dans les

¹ LEWIS-LOUBIGNAC Anne, « L'Unesco, mode d'emploi », *L'Archicube*, 2012, n° 12, p. 12.

² Archives de l'Unesco, Résolutions de la quatorzième session de la Conférence Générale de l'Unesco en 1966. En 1966, l'Unesco compte 106 ONGs dans sa catégorie C, 119 dans sa catégorie B et 25 dans sa catégorie A.

³ LEWIS-LOUBIGNAC Anne, « L'Unesco, mode d'emploi », *L'Archicube*, 2012, n° 12, p. 12.

années 1960 – masque une réalité beaucoup plus massive puisque la grande majorité de ces ONGs internationales de catégorie A sont des « conseils fédératifs » qui regroupent des dizaines d'autres ONGs consacrées à un même champ d'intérêts¹. Ainsi, l'Unesco peut mobiliser, au service de son programme, des ressources humaines et intellectuelles sensiblement plus nombreuses que celles que lui apporte son seul secrétariat. En retour, elle se doit d'intégrer certaines initiatives venues de l'extérieur. Cette ouverture aux ONGs et à la participation de la société civile internationale en général a pour conséquence, comme l'affirme Akira Iriye, qu' « encore plus que son organisme parent, les Nations Unies, l'Unesco [est] perçue comme une organisation universelle et inclusive »².

La WILPF participe à ce système. Dès 1949, elle obtient des accords de consultation auprès de l'Unesco et elle est reconnue ONG de catégorie B à partir de 1962³. Elle envoie régulièrement une déléguée à la conférence générale de l'Unesco mais aussi à d'autres événements comme une « réunion des organisations non gouvernementales » tenue à l'Unesco en novembre 1967⁴.

b) L'Unesco, une organisation engagée pour une culture de paix

Au-delà des opportunités offertes par sa structure, l'Unesco est privilégiée par les militants pacifistes qui veulent agir pour le futur du monde parce qu'elle leur semble partager le même intérêt pour l'avenir de l'humanité et la même approche, principalement culturelle, de cet enjeu. Le fameux passage du préambule de la convention de l'Unesco selon lequel « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que

¹Archives de l'Unesco, Résolutions de la quatorzième session de la Conférence Générale de l'Unesco en 1966, p. 1.

²IRIYE Akira, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997, p. 146 « Even more than its parental body, the United Nations, UNESCO was seen as a universal, inclusive organization ».

³Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, Unesco – Committee of NGOs : Finances. Recommendations to the Executive Committee (San Francisco, July 1962) of Measures to be taken in the future.

⁴Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, Meeting of non-governmental organisations, UNESCO : November 6-10, 1967.

doivent être élevées les défenses de la paix »¹ est souvent évoqué pour souligner tout l'intérêt que représente une collaboration avec l'Unesco².

D'autres références, en lien avec la réflexion menée plus récemment par l'Unesco, viennent renforcer l'idée que l'organisation travaille dans le même sens que les groupes pacifistes qui promeuvent une image d'un futur où l'humanité serait unie. Si l'Unesco n'aborde pas explicitement la question du long terme jusqu'à la fin des années 1960, elle apparaît par contre très engagée en faveur de la création de la conscience globale que la WILPF appelle de ses vœux. Le rapport de la conférence tenue à Holte en 1963 souligne que « plusieurs programmes de l'Unesco ont pour but direct ou indirect la création d'un consensus moral international »³. Plus précisément, la revue de l'Unesco, « seule revue abordant des sujets d'intérêt général éditée d'un point de vue international et publiée dans neuf langues »⁴, ainsi que le travail mené pour la réalisation d'une *Histoire de l'humanité*⁵ sont cités. Ce dernier projet est également mentionné lors des discussions qui ont lieu au sein du Council for the Study of Mankind autour du thème « l'éducation et l'idée d'humanité » : l'Unesco est présentée comme une organisation qui permet de faire progresser le concept d'humanité, par le biais de cette entreprise littéraire et scientifique, mais aussi grâce aux échanges culturels internationaux qu'elle permet, et au soutien qu'elle apporte à des initiatives telles que l'Année Géophysique Internationale (1957-1958)⁶.

Les militants pacifistes identifient également dans le programme biennal de l'Unesco des éléments qui vont dans leur sens. Décortiquant le projet de programme et de budget

¹ Archives de l'Unesco, Convention créant une Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, préambule.

² Voir par exemple Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, documents de la conférence d'Asilomar.

³ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, Draft report of Breidablik International Seminar on Economic and Social Consequences of Disarmament in Peace Research, July 1963, traduit de l'anglais « Many UNESCO programs are aimed directly, or indirectly, at creating international moral consensus ».

⁴ *ibid.* traduit de l'anglais « the only magazine on topics of general interest edited from an international point of view and published in 9 languages »

⁵ Sur ce sujet, voir MAUREL Chloé, « L'Histoire de l'Humanité de l'UNESCO (1945-2000) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 10 août 2010, n° 22, n° 1, pp. 161-198.

⁶ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 23, résumé du volume « Education and the Idea of Mankind ».

proposé par l'organisation pour 1963-1964, Andrée Jouve affirme y trouver « tous les aspects sociaux, économiques et psychologiques de la préparation au désarmement »¹. Elle attire en particulier l'attention des militantes sur le programme d'éducation élaboré par le secrétariat de l'Unesco et sur la grande place qu'il pourrait jouer dans la « prospective »² d'un temps où la paix régnerait sur le monde de manière permanente. Le rôle éducatif de l'Unesco est également cité par le Council for the Study of Mankind comme un élément distinctif la rendant particulièrement apte à aider le Conseil dans son œuvre pour l'humanité³. Ceux qui s'intéressent au futur de l'humanité dans une perspective pacifiste ont tendance à privilégier une approche culturelle et éducative aux solutions de politique internationale traditionnelles et c'est ce qui les attire vers l'Unesco plus que vers l'ONU.

c) Les sciences sociales à l'Unesco, au service de l'action sur le long terme

L'Unesco accorde une grande place aux sciences sociales, considérées comme cruciales pour comprendre le monde mais aussi comme de puissants leviers de changement, une conception proche de celle développée par les pacifistes au moment où ils commencent à s'intéresser aux « études sur la paix » et aux « études sur le futur ». Dès 1955⁴, Fred Polak en appelle aux praticiens des sciences sociales: ceux-ci doivent selon lui « prendre conscience de [leur] rôle dans la création du futur, et pour accomplir cette conscience, il[s] doi[vent] aussi considérer l'image du futur comme un objet de recherche »⁵. Dans la même perspective, l'Unesco, comme le comité de recherche sur la paix de la WILPF, Mankind 2000, ou encore

¹ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, document « The league and Unesco, by Andrée Jouve, WILPF Representative at Unesco, General Conference of Unesco, 8 November-12 December 1962 ».

² Ibid. C'est le mot employé par Andrée Jouve entre guillemets.

³ Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, carton 23, résumé du volume « Education and the Idea of Mankind ».

⁴ POLAK Frederik Lodewijk, *De toekomst is verleden tijd: cultuur-futuristische verkenningen*, Utrecht, Pays-Bas, W. de Haan, 1955.

⁵ POLAK Fred L., *The image of the future*, Amsterdam, Pays-Bas, 1973, p. 22 traduction de l'anglais "In this time of culture- crisis the social scientist must be made aware of his role in the creation of the future, and to achieve this awareness he must also consider the image of the future as an object for research".

les milieux pacifistes norvégiens qui s'organisent autour de Johan Galtung, considère que la meilleure manière de transformer le monde sur le long terme passe par un travail réflexif, scientifique, indispensable pour définir les cadres d'une action appropriée et efficace¹. Cette approche n'a rien d'évident dans le monde des sciences sociales : les débuts de l'Unesco ont vu s'affronter, d'une part, une définition française des sciences sociales et humanités qui les considérait comme un moyen de décrire le monde, une œuvre essentiellement culturelle et, d'autre part, une version anglo-saxonne de ces disciplines tournée vers la résolution de problèmes concrets². C'est cette deuxième approche, selon laquelle les sciences sociales sont à même de transformer le monde et doivent être utilisées dans ce but, qui l'emporte très rapidement. En 1949, le Secrétariat de l'Unesco considère ainsi que « la fonction de l'Unesco dans les sciences sociales est d'unir les experts en sciences sociales de tous les pays dans une attaque concertée sur la question cruciale de l'époque – comment les peuples du monde peuvent vivre ensemble en paix »³. On embauche dans les années qui suivent des experts en sciences sociales qui partagent cette conception⁴. Au début des années 1960, l'idée que les sciences sociales doivent être directement utiles à l'amélioration des problèmes humains domine toujours à l'Unesco⁵.

Pour répondre à cette ambition, l'Unesco promeut les sciences sociales en leur accordant une grande place dans sa structure institutionnelle ainsi que dans son budget.

¹ Dès 1946, Julian Huxley, premier Directeur Général de l'Unesco pourtant biologiste de formation et plus intéressé par les sciences naturelles que par les sciences sociales, note dans un document où il expose les objectifs de l'Unesco tels qu'il les conçoit, que « la méthode scientifique (...) appliquée (...) à l'étude de l'homme, de ses travaux et de ses manières de vivre, et aux mains des spécialistes des sciences sociales (...) sera à même d'accroître notre connaissance des phénomènes de la vie humaine et sociale, et notre pouvoir d'agir sur eux ». Cf. Archives de l'Unesco, Julian Huxley, *L'Unesco, ses buts et sa philosophie*, 1946, p. 38.

² LENGYEL Peter, *International social science: the UNESCO experience*, New Brunswick, Transaction Books, 1986, p. 11.

³ *ISSB*, Vol I. N°1/2, 1949. Traduction de l'anglais « The function of Unesco in the social sciences is to unite the social scientists of all countries in a concerted attack upon the crucial question of the age – how the peoples of the world can learn to live together in peace ». Voir aussi JACOBSON Eugene, « Unesco's Programs in the Social Sciences », *Professional Psychology*, 1973, vol. 4, n° 2, p. 224–231.

⁴ On peut penser à Alva Myrdal, directrice de la section des sciences sociales à l'Unesco entre 1950 et 1955.

⁵ Cf. PHILLIPS Walter Ray, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, *Montana Law Review*, vol. 24, 1962-1963, p. 43.

Beaucoup des ONGs de catégorie A ayant la forme de « conseils fédératifs » créés par l'Unesco sont dédiées aux sciences sociales ; leur consultation en vue de l'élaboration de chaque programme biennal doit assurer le passage de la théorie à l'action¹. Parmi elles on peut citer l'Union Internationale des Sciences Anthropologiques et Ethnologiques (IUAES), créée en 1948, l'Association Sociologique Internationale (ISA), créée en 1949 ou encore le Conseil International des Sciences Sociales (CISS) fondé en 1952. Les sciences sociales ont également leur place au sein même du secrétariat de l'Unesco dont l'un des « départements » est consacré aux « sciences sociales et humaines »², ainsi que parmi ses publications, un périodique consacré au sujet, le *Bulletin international des sciences sociales*, devenu en 1959 la *Revue internationale des sciences sociales*, étant publié par l'Unesco à partir de 1951³. Elles constituent enfin l'un des « secteurs » du programme de l'organisation et se voient ainsi affecter une part conséquente du budget dégagé pour l' « exécution du programme ». En 1964, par exemple, 21,43% (7.493.241 \$) de ce budget (au total 34.961.977\$) sont attribués aux « sciences sociales, sciences humaines et activités culturelles » pour les activités menées dans ce secteur les deux années suivantes⁴. À cela il faut ajouter les subventions données aux ONGs de catégorie A : cette même année, 323.500 dollars sont attribués au Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, organisation créée en 1949 à Bruxelles et affiliée à l'Unesco en 1950 tandis que le CISS reçoit 64.000 dollars⁵.

Parmi les sciences sociales encouragées par l'Unesco, une grande place est accordée à la recherche sur la paix à partir de 1962, date à laquelle Julian Hochfeld, membre de l'ONG pacifiste militante Pugwash, prend la tête du département des Sciences Sociales. Johan Galtung considère que « peu de personnes ont fait autant que lui pour l'établissement de la

¹ HEILBRON Johan, GUILHOT Nicolas et LAURENT Jean-Pierre, « Vers une histoire transnationale des sciences sociales », *Sociétés Contemporaines*, n°73, 2009/ 1, p. 13.

² Archives de l'Unesco, voir organigrammes dans les documents « C/5 » de l'Unesco

³ DROUARD Alain, « Réflexions sur une chronologie: Le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, Vol 23, n°1, janvier-mars 1982, p. 59.

⁴ Archives de l'Unesco, document 13 C/5 de 1964, Programme et budget approuvés pour 1965-1966.

⁵ Archives de l'Unesco, document 13 C/Résolutions de 1964, Actes de la Conférence générale, treizième session, Paris, p. 50.

recherche sur la paix dans ces premières et très difficiles années »¹. En 1963, Julian Hochfeld représente l'Unesco lors de la conférence qui voit la création de la COROIPAS². À cette occasion, il s'engage pour la première fois en faveur de la *peace research* au nom de l'organisation internationale. Il s'agit notamment pour l'Unesco de soutenir la lettre d'information dirigée par Elise Boulding et de commander la préparation d'un répertoire des instituts de recherche sur la paix. La coopération de l'Unesco avec la COROIPAS, devenue IPRA, se poursuit³ et prend une tournure officielle en 1966 lorsque l'association est reconnue comme une ONG de catégorie B par l'organisation internationale⁴.

Cette intense activité dans le domaine des sciences sociales et *a fortiori* des études sur la paix focalise l'intérêt de personnages comme Elise Boulding, à qui la commission des Etats-Unis à l'Unesco envoie toute une documentation sur les « projets de sciences sociales à l'Unesco »⁵ qu'elle annote méticuleusement, démontrant notamment son intention de consulter à la bibliothèque de son université la *Revue internationale des sciences sociales* ainsi que d'autres publications de l'Unesco relatives aux sciences sociales.

d) L'Unesco dans les programmes pacifistes sur le futur, un rôle clé entre opportunités et contraintes

Cette attractivité de l'Unesco pour les pacifistes qui engagent une réflexion sur le futur se mesure plus concrètement dans le rôle qui est effectivement donné à l'organisation au moment où cette nouvelle activité se met en place.

¹ GALTUNG Johan (dir.), *Theories of peace. A Synthetic Approach to Peace Thinking*, Paris, Unesco, 1967, p. 3.

² Archives d'Elise Boulding, 3^e accession, Université du Colorado à Boulder, carton 1, *Reflections on the founding of IPRA*.

³ Archives d'Elise Boulding, 3^e accession, Université du Colorado à Boulder, carton 1, *Reflections on the founding of IPRA*.

⁴ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Peace Research Newsletter vol IV*, n°1, février 1966.

⁵ Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, carton 5, pochette Unesco. Voir par exemple l'ensemble de documents intitulé « Unesco social science projects, 1965-66 » envoyé le 24 août 1964 et annoté par Elise Boulding.

En 1963, les discussions qui ont lieu au sein de la WILPF autour des études à mener sur les conséquences de long terme d'un possible désarmement reprennent l'idée d'une complémentarité ONGs internationales – système des Nations Unies en l'appliquant exclusivement au cas de l'Unesco. Il est ainsi avancé que les nombreux programmes de l'Unesco ayant pour but de créer un consensus moral international – un prérequis indispensable pour faire triompher le futur désiré par les pacifistes – revêtent un intérêt particulier mais ne parviennent pas à atteindre le public cible. Pour résoudre ce problème, la WILPF propose à ses sections locales de prêter main-forte à l'Unesco en diffusant sa documentation (le livre *Histoire de l'Humanité*, entre autres) et en participant autant que possible à la réalisation de ses programmes¹. Inversement, il est demandé à la représentante de la WILPF auprès de l'Unesco de tenter d'influencer les programmes de celle-ci, notamment ceux liés à l'éducation, pour qu'ils favorisent le « développement d'une conscience mondiale chez les enfants »².

Si cette coopération étroite avec l'Unesco semble pouvoir offrir plusieurs opportunités à la WILPF (financement, capacité d'action internationale, gain en légitimité institutionnelle), elle induit également l'adoption d'un cadre contraignant. Sur le plan rhétorique, la WILPF doit reformuler l'argumentaire de ses projets afin qu'ils rentrent mieux dans le cadre des activités déjà menées à l'Unesco et qu'ils puissent ainsi obtenir le support financier et symbolique de l'organisation. En 1962, il est proposé dans ce but de présenter le projet de conférence sur les conséquences économiques et sociales du désarmement comme un « séminaire international portant sur un projet Est-Ouest » qui aurait pour base l'étude que l'Unesco vient de publier sur le sujet et qui doit faire l'objet d'une conférence prochaine³. Rentrer dans les cadres de l'Unesco implique également certains renoncements, au moins pour ce qui concerne les activités financées par l'organisation internationale. Il est par exemple noté que l' « Unesco ne s'immisce pas dans les aspects politiques du désarmement »,

¹ Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, rapport sur le séminaire de Holte sur les conséquences économiques et sociales du désarmement et sur les recherches sur la paix.

² Ibid. traduction de l'anglais « The development of world-mindedness in children ».

³ Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, Minutes of Meeting of Executive Committee, Sunday afternoon, 15th July 1962

le domaine du politique incombant à l'ONU elle-même¹. À choisir entre une approche purement politique et une approche sociale, économique, culturelle et psychologique, la WILPF préfère la richesse offerte par l'Unesco mais n'en note pas moins l'aspect incomplet. Enfin, la coopération avec l'Unesco connaît des limites institutionnelles. En 1966, à l'occasion de la Xe conférence générale des ONGs à l'Unesco, plusieurs faiblesses sont soulignées : le travail des ONGs ne serait pas assez pris en compte dans les décisions de l'Unesco ; l'utilité des recommandations faites à l'Unesco est réduite du fait que la conférence des ONGs se tient après la publication du programme établi par la conférence générale de l'Unesco ; enfin, certaines ONGs qui devraient mener un travail complémentaire entrent, en réalité, en contradiction les unes avec les autres².

Ce sont ces limites qui encouragent certains militants pacifistes, convaincus de l'importance de promouvoir une conscience globale pour un meilleur futur, à profiter de la compatibilité de leurs vues avec l'Unesco et des possibilités qu'offre cette organisation, en s'affranchissant des contraintes liées au statut consultatif facultatif (B) des ONGs comme la WILPF. Pour cela, il leur faut se rapprocher du centre de décision de l'Unesco et situer leur activité dans sa périphérie plus immédiate : celle des ONGs internationales de statut A, directement fondées par l'Unesco pour l'aider dans son travail.

3) L'étude « Image du monde désarmé » menée au Centre de Vienne : un état des lieux à partir duquel changer les consciences

¹ Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, « The league and Unesco » by Andrée Jouve, WILPF Representative at Unesco, General Conference of Unesco, 8 November-12 December 1962. p. 2 « The competence of the U.N. is in the political sphere ; Unesco does not interfere in the political aspects of disarmament ».

² Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, Report on the Xth General Conference of the NGOs at Unesco, 1966.

a) L'opinion publique, un facteur central dans la marche vers la paix mondiale

Un domaine se prêtant particulièrement bien à un travail conjoint entre les experts en sciences sociales de l'Unesco et les pacifistes qui s'intéressent à la notion d'image du futur est celui des recherches sur l'opinion publique. En effet, il s'agit d'un champ relativement novateur, qui répond à l'ambition de l'Unesco d'appliquer les sciences sociales à des problèmes concrets et de les rendre utiles à la définition de politiques. La connaissance de l'opinion publique et des méthodes qui pourraient être utilisées pour l'influencer est également cruciale pour qui, comme Fred Polak, pense que les actions humaines sont déterminées par les images mentales du futur et qui, comme la WILPF ou les concepteurs de *Mankind 2000*, souhaite développer une conscience mondiale.

L'importance de l'opinion publique dans la construction d'un meilleur futur est ainsi affirmée à de multiples reprises dans les discussions de la WILPF lorsqu'il est question d'image du futur et de conscience mondiale. C'est le cas par exemple en 1962, lorsque Dorothy Hutchinson, dans son adresse inaugurale pour la conférence d'Asilomar, explique que la WILPF doit travailler à renforcer l'information sur le danger nucléaire car « si cette compréhension était réellement enracinée dans l'esprit des gens, cela contribuerait beaucoup à une résolution globale de la question du désarmement »¹. L'année suivante, l'articulation entre opinion publique et action pour le désarmement est explicitée : on suppose qu'un engagement massif du public en faveur du désarmement est capable d'influencer les gouvernements qui n'auraient alors d'autre choix que de prendre des mesures pour désarmer². Le thème revient régulièrement lors des rencontres qui ont lieu les années suivantes. En 1966

¹ Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 33, Rapport sur le XV^e Congrès international de la WILPF tenu du 8 au 13 juillet 1962 à San Francisco (Asilomar). Adresse inaugurale par Dorothy Hutchinson. Traduction de l'anglais « if this understanding had really taken root in people's minds, it would contribute very much indeed towards a world-wide settlement of the question of disarmament »

² Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 120, Lettre de Ellem Holmgaard et Else Zuthen aux membres du comité exécutif international de la WILPF et aux présidentes des sections nationales, le 8 Juin 1963.

par exemple, le comité exécutif de la WILPF « insiste tout particulièrement sur l'importance d'éduquer l'opinion publique »¹. Le projet Mankind 2000, lui, tourne tout entier autour de cette nécessité de convaincre une opinion publique des bienfaits du désarmement et d'autres évolutions vers un monde plus pacifique². L'exposition doit diffuser dans l'esprit de ceux qui la visiteraient un ensemble d'images de ce(s) futur(s) désirables. Mais ses concepteurs s'intéressent aussi à connaître l'état présent de l'opinion publique sur les thèmes qui sont au centre de leurs combats et c'est pour cela qu'ils envisagent de faire voter les visiteurs, en fin de parcours, pour celle des visions de l'avenir proposées qui se rapproche le plus de leurs propres conceptions³.

Cette demande de la part de groupes pacifistes qui souhaiteraient connaître et influencer l'opinion publique rencontre une offre de la part de scientifiques qui travaillent à mettre au point des outils permettant de la sonder. Bien que l'étude de l'opinion publique ait des racines anciennes, remontant à la première moitié du XIX^e siècle, sa structuration autour d'institutions dédiées telles que l'American Institute opinion fondée par le journaliste américain G.H. Gallup en 1936 ou l'Institut Français d'Opinion Publique (IFOP) créé en 1938 par Jean Stoetzel ne remonte qu'à l'immédiat avant Seconde Guerre mondiale⁴. Les études d'opinion publique se développent fortement en Occident au cours des années 1950 et 1960 tant en quantité qu'en qualité, leur usage se diffusant au-delà du domaine commercial – elles étaient initialement circonscrites à une application dans un objectif de marketing. Elles investissent le champ politique par le biais des sondages électoraux avant d'être utilisées également par les spécialistes de tous types de phénomènes sociaux et culturels, intégrant ainsi la panoplie d'outils épistémologiques à l'usage des sociologues⁵. Dans les années 1960,

¹ Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, Lettre circulaire par Dorothy Hutchinson n°4/1966.

² Archives d'Elise Boulding 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, Mémoire « Mankind 2000 – a Vision of Tomorrow »

³ Ibid. p. 14.

⁴ MOON Nick, *Opinion polls: history, theory and practice*, Manchester, 1999, 223 p.

⁵ BLONDIAUX Loïc, *La fabrique de l'opinion: une histoire sociale des sondages*, Paris, Éd. du Seuil, 1998, 601 p.

le développement des études d'opinion publique rencontre celui de la psychologie sociale qui en fait une de ses approches méthodologiques privilégiées¹.

Le personnage de Jean Stoetzel est essentiel pour comprendre l'importance que prend rapidement l'étude de l'opinion publique comme science sociale appliquée. Selon Loïc Blondiaux, Jean Stoetzel est le pendant français de Paul Lazarsfeld en ce qu'il endosse le rôle de porte-parole « d'un courant sociologique qui s'exprime et se développe aux Etats-Unis à partir de la Seconde Guerre mondiale, puis s'étend à la France dans les années 1950, courant qui présume la possibilité d'une connaissance objective des faits sociaux, préconise le recours aux enquêtes statistiques quantitatives et privilégie un certain type de rapport à la demande sociale »². Cette interprétation des recherches sur l'opinion publique les rend accessibles à toute personne qui en aurait l'usage, militants ou administrateurs notamment, et non aux seuls chercheurs. Il s'agit là d'encourager un usage d'une science sociale selon une logique très proche de celle qui commande la pratique des sciences sociales à l'Unesco.

De fait, sur le plan institutionnel, l'Unesco joue un rôle important dans la mise en relation entre spécialistes de la paix et spécialistes en psychologie sociale et, plus précisément, spécialistes de l'opinion publique. En 1958, le premier jalon est posé lorsque, réuni à l'Unesco pour discuter de son programme en sciences sociales, un groupe de chercheurs exprime le souhait qu'une enquête scientifique internationale soit conduite pour connaître le degré d'information et les attitudes de différents secteurs du public – en particulier la jeune génération – en lien avec la question des usages pacifiques de l'énergie atomique³. Le sondage est mené dans les quelques années qui suivent ; leurs résultats ainsi que l'analyse qui en est proposée par différents spécialistes de la paix ou de l'opinion publique sont publiés en 1964. Johan Galtung et ses collaborateurs au sein du Peace Research Institute Oslo (PRIO) participent à ce projet ainsi qu'à la réalisation d'une seconde commande

¹ KLINEBERG Otto. «Psychologie sociale». In *Encyclopaedia Universalis* [En ligne]. <https://www-universalis--edu-com.acces-distant.sciences-po.fr/encyclopedie/psychologie-sociale/> (Page consultée le 12 novembre 2015)

² Blondiaux Loïc, « Paul F. Lazarsfeld (1901-1976) et Jean Stoetzel (1910-1987) et les sondages d'opinion : genèse d'un discours scientifique », *Mots*, 1990, vol. 23, n° 1, p. 6-7. Voir aussi GIRARD Alain, « Jean Stoetzel (1910-1987) », *Revue française de sociologie*, 1987, vol. 28, n° 2, p. 201-211

³ KLINEBERG Otto (dir.), *Social implications of the peaceful uses of nuclear energy*, Paris, Unesco, 1964, 166p. Préface.

pour l'Unesco, qui vise cette fois à explorer de manière plus complète les différentes manières de penser la paix, en particulier telles qu'elles se sont développées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale¹. Cette nouvelle étude, qui avait été intitulée provisoirement « image de la paix » en 1965, mobilise un grand nombre d'acteurs qui sont au cœur du développement des études sur la paix et de la réflexion pacifiste sur le futur. Un contrat est d'abord passé entre l'Unesco et l'International Peace Research Association (IPRA) qui sous-traite le travail d'enquête à PRIO. L'institut norvégien engage alors plusieurs consultations pour l'aider dans son travail et demande à ce titre conseil au comité de la WILPF pour la recherche sur la paix².

Mais pour comprendre comment les études sur l'opinion publique donnent des outils pour agir sur le futur, c'est un troisième projet mené lui aussi dans le cadre de l'Unesco qu'il convient d'analyser : « Image d'un monde désarmé ».

b) Le projet « Image d'un monde désarmé », une première enquête sur les imaginaires du futur mondial (1964-1965)

Du 30 janvier au 1^{er} février 1964³, six spécialistes en sciences sociales sont réunis à Vienne sous l'égide du Centre Européen de Coordination de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales⁴. Ensemble, ils posent les premiers jalons d'une entreprise longue d'une décennie : l'étude « Image d'un monde désarmé » et son second volet « Images du monde en l'an 2000 ». Le but de ce projet est de sonder l'imaginaire du futur déployé par les ressortissants de différents pays, notamment lorsque l'on pose l'hypothèse qu'un futur sans bombe nucléaire est possible. Par le biais des réponses données par des personnes aux profils socio-professionnels variés, on souhaite comprendre comment les sondés « structurent un

¹ GALTUNG Johan (dir.), *Theories of peace. A Synthetic Approach to Peace Thinking*, Paris, Unesco, 1967.

² Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 14, Rapport sur le congrès de la WILPF tenu à la Haye entre le 26 et le 31 juillet 1965, p. 10.

³ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; *Remarks on the research study on Peace Research conducted by Prof. J. Stoetzel*, 6 Juillet 1964.

⁴ Que nous désignerons par la suite par le terme « Centre de Vienne ».

monde qui n'existe pas encore » et comment on peut « expliquer le mode de structuration des images obtenues »¹.

Pour cela, une quarantaine de questions² sont posées en janvier 1965 à un échantillon de 2500 personnes en Pologne, 1000 en Norvège et 1200 en France³. Ces questions sont sensiblement les mêmes pour tous les sondés bien qu'il existe une version française du questionnaire qui a été traduite en polonais et une version norvégienne pour laquelle l'ordre des questions est légèrement différent⁴. Au niveau national, les responsables de l'enquête sont l'Institut Polonais d'Opinion Publique (OBOP), l'Institut Français d'Opinion Publique (IFOP) et le Peace Research Institute Oslo (PRIO) alors affilié au Norwegian Institute for Social Research⁵. Les résultats sont présentés lors d'une conférence internationale organisée à Paris en décembre 1965⁶.

Bien qu'elle soit généralement désignée comme relevant de la « psychologie sociale »⁷, l'étude « Image du Monde désarmé » apparaît directement pertinente pour les recherches sur la paix et pour les recherches sur les images du futur. Ses différentes origines intellectuelles, disciplinaires et institutionnelles doivent être mises en lumière pour montrer comment le thème de l'opinion publique fournit un outil d'action qui réunit ces différents courants, les pacifistes faisant usage de la psychologie sociale afin de forger un futur meilleur pour l'humanité telle qu'ils la conçoivent au début des années 1960. Le thème principal de l'enquête, un monde désarmé, la situe directement dans le nouveau champ disciplinaire des recherches sur la paix. C'est sûrement pour cela que, dans les documents de 1964 et de 1965 écrits en anglais qui évoquent « Image d'un monde désarmé », on se réfère très souvent au

¹ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; Note sur le projet de recherche relatif à l'image du monde désarmé dirigé par M. le Prof. Stoetzel, 6 juillet 1964.

² Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8, textes des questionnaires norvégien (42 questions) et franco-polonais (39 questions).

³ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8. Rapport sur la réunion du groupe de travail, Paris, 27-28 août 1964.

⁴ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8. Questionnaires.

⁵ PRIO s'en détache en 1966 pour devenir un institut indépendant.

⁶ Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, lettre circulaire du 21 septembre 1965.

⁷ Bulletin d'Information sur le Centre Européen de Coordination de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales, Vienne, Mai 1964.

projet sous le terme « peace research »¹. De même, un document retraçant la progression du projet évoque la « première réunion d'experts en irénologie »². De fait, si les participants français et polonais sont sociologues (Marie Moscovici et Lucien Brams), ou spécialistes des sondages d'opinion publique (Jean Stoetzel, sa collaboratrice au sein de l'IFOP, Hélène Riffaut, et Andrzej Sicinski), les deux Norvégiens sont bien des experts de *peace studies*. Il s'agit d'Ingrid Eide Galtung et de Nils Halle qui travaillent également au sein de PRIO. L'implication de l'institut norvégien conduit à certains échanges entre cette étude et celle sur les « images de la paix » ou « théories de la paix » qui y est menée en parallèle et à laquelle Ingrid Eide Galtung participe³. Les différentes étapes de la mise en œuvre du projet sont par ailleurs relayées dans les documents d'information relatifs aux études sur la paix ou aux événements intéressant les militants pacifistes : on en trouve par exemple mention dans les lettres circulaires envoyées par les responsables de la WILPF⁴.

Ces militants et chercheurs sont précisément ceux qui ont introduit dans leurs milieux pacifistes une préoccupation pour le futur, pour un « monde qui n'existe pas encore »⁵ selon les termes utilisés dans les documents qui présentent le projet. Les Galtung sont parmi les premiers à s'intéresser aux études sur le long terme, que ce soit à travers les travaux menés par la WILPF en 1962-1963 pour Ingrid, ou par le biais de *Mankind 2000* pour Johan. Elise Boulding, dont on a déjà évoqué le travail commun avec Ingrid Eide Galtung, est l'une des premières à faire le lien entre images du futur et engagement pacifiste ; elle suit de près les progrès du projet « Image d'un monde désarmé » dont elle reçoit et annote les documents de travail tels que les différentes versions des questionnaires⁶. L'approche adoptée, qui vise à

¹ Voir par exemple, Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; Project for a program in 1965.

² Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; Remarks on the research study on Peace Research conducted by Prof. J. Stoetzel, 6 Juillet 1964. Traduction de l'anglais "first meeting of experts on Peace Research".

³ SZALAI Alexander et PETRELLA Riccardo (dirs.), *Cross-national comparative survey research: theory and practice*, Oxford, Royaume-Uni, 1977, p. 280.

⁴ Archives de WILPF, Université du Colorado à Boulder, carton 43, lettres circulaires de Dorothy Hutchinson en 1965.

⁵ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8. Note sur le projet de recherche relatif à l'image du monde désarmé dirigé par M. le Prof. Stoetzel, Vienne, 6 Juillet 1964

⁶ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, carton 2, documents reçus du Conseil International des Sciences Sociales

questionner les sondés sur leurs représentations des futurs possibles, accordant un grand rôle à l'imagination dans l'anticipation et la fabrique du futur, rejoint beaucoup les conceptions de Fred Polak. Même si cela n'est jamais revendiqué explicitement, il semble que le projet a en partie été pensé en réponse aux préoccupations du philosophe néerlandais dont les travaux sont connus par une partie au moins de l'équipe qui l'a conçu, en particulier ses membres norvégiens¹.

Le cadre dans lequel l'étude est menée est emblématique du rapport entre ONGs internationales (en particulier pacifistes) et Unesco. Le Centre de Vienne, qui coordonne le projet, est une organisation fondée en 1963 à la suite de discussions qui ont eu lieu entre plusieurs délégations européennes à l'Unesco et d'une résolution prise par la Conférence Générale de l'organisation en 1962². Il s'agit d'un organisme scientifique financé pour sa première décennie par l'Unesco et affilié au Conseil International des Sciences Sociales (CISS) dont l'objectif est de coordonner et de promouvoir des recherches comparatives internationales en sciences sociales. Le CISS est lui-même affilié à l'Unesco avec laquelle il entretient, en vertu de son appartenance à la catégorie A, une relation « de consultation et d'association »³. Ses programmes doivent « apporter une contribution majeure aux travaux de l'[Unesco]⁴. Du fait de cette double affiliation et des circonstances de sa création, le Centre de Vienne est censé fournir un travail utile à l'organisation internationale. La diversité des programmes développés par l'Unesco limite l'aspect contraignant de cette obligation, d'autant plus que l'Unesco ayant un département des sciences sociales, toute étude contribuant au

¹ Les travaux de Fred Polak sont régulièrement cités dans les parutions concernant les études sur la paix que les membres de PRIO ne peuvent pas ignorer. On en a un exemple avec les deux lettres circulaires d'Else Zeuthen, présidente de la WILPF, fin 1964 qui évoquent les travaux de Polak et qui ont été reçues par Ingrid Eide Galtung, qui avait par ailleurs probablement déjà évoqué le sujet avec Elise Boulding qu'elle côtoie régulièrement au sein du comité pour les études sur la paix de la WILPF. L'année suivante Johan Galtung, directeur de PRIO collabore avec Fred Polak au sein de l'organisation Mankind 2000 qui vient d'être créée.

² Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; Information bulletin on the European Coordination Centre for Research and Documentation in Social Sciences, novembre 1964

³ Cf. Résolutions de la quatorzième session de la Conférence Générale de l'Unesco en 1966.

⁴ Ibid. et Archives du CISS, carton 1-1.2 Assemblées générales, statuts du CISS, article 2, le Conseil doit conseiller les Nations Unies et ses agences spécialisées sur toute question qu'elles lui poserait mais aussi, quand le Conseil considère que c'est approprié, offrir ses services à l'Unesco de sa propre initiative.

développement d'une ou plusieurs disciplines s'y rattachant peut être considérée comme une contribution utile aux travaux de l'organisation. À l'inverse, CISS et Centre de Vienne s'attachent à faire entrer leurs projets dans le cadre des programmes de l'Unesco afin de leur donner une résonance supplémentaire. Ils peuvent ainsi bénéficier des moyens de communication de l'institution comme sa revue le *Courrier de l'Unesco* ; ils peuvent aussi espérer que leurs travaux soient mentionnés dans les débats de la Conférence Générale voire qu'ils soient cités dans les résolutions de celle-ci, ou dans le rapport d'activité rédigé chaque année par le Directeur Général.

Dans le cas d' « Image du monde désarmé », le lien avec l'Unesco est évident puisque c'est Julian Hochfeld¹, militant pacifiste et sous-directeur polonais du département des sciences sociales de l'organisation qui a incité les membres du Centre à entreprendre l'étude². Le choix d'un projet sur les images d'un monde désarmé rejoint en outre plusieurs centres d'intérêt qui transparaissent dans les programmes de l'Unesco au début des années 1960. Le désarmement est de plus en plus discuté par la Conférence Générale à partir de sa session de 1960 qui fait suite au vote par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1959 d'une résolution sur le désarmement « général et complet », c'est-à-dire, avant toute chose, nucléaire. Plus précisément, en 1960, l'Unesco traite le sujet dans la section 5 de son programme qui concerne l'information et y avance l'idée qu'il convient de « favoriser dans les Etats membres un climat d'opinion favorable à la réalisation » de ce désarmement général et complet³. C'est dans ce cadre aussi que PRIO avait été chargée d'effectuer une « étude internationale comparative des attitudes à l'égard des utilisations pacifiques de l'énergie atomique »⁴. En 1962, on apporte un argument supplémentaire dans cette lutte pour le désarmement : le Directeur Général de l'Unesco présente un rapport sur les conséquences

¹ Quelques éléments biographiques à propos de Julian Hochfeld se trouvent dans l'édito du numéro de la Revue Internationale des Sciences Sociales paru après sa mort en 1966. Cf. *International Social Science Journal*, vol XV, n°3, 1966.

² BOULDING Elise, « Review of Images of the World in the Year 2000: A Comparative Ten-Nation Study. by H. Ornauer; H. Wiberg; A. Sicinski; J. Galtung », *American Journal of Sociology*, 1 novembre 1978, vol. 84, n° 3, p. 776 et *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 1965, vol. 17, n°1 p. 185.

³ Actes de la 11e conférence générale de l'Unesco, 1960, résolutions, p. 62, élément du programme n°5.201

⁴ « Institut de recherches sur la paix », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 1965, vol. 17, n°1 p. 185.

économiques et sociales du désarmement. La Conférence Générale mentionne aussi un rapport similaire rédigé cette fois par un groupe d'experts consultants auprès des Nations Unies, celui-là même dont la discussion au sein de la WILPF a donné lieu aux premières considérations sur le besoin d'images positives d'un futur monde désarmé. La Conférence Générale de l'Unesco, elle, « déclare que l'étude des conséquences économiques et sociales du désarmement et les conclusions tirées de cette étude ont permis de dégager une importante raison de réaliser aussitôt que possible un accord pour un désarmement général et complet »¹.

Ces deux résolutions de 1960 et 1962 correspondent à deux aspects du projet *Images d'un monde désarmé* : l'importance de l'opinion publique dans les débats et négociations autour du désarmement d'une part, la nécessité de dépeindre un monde désarmé aux caractéristiques positives plutôt que de se contenter de souligner l'importance de la menace qu'il permettrait de faire disparaître d'autre part. Etablir un calcul des bénéfices économiques et sociaux que l'on est en droit d'attendre du désarmement comme le font l'Unesco et les Nations unies, ou s'intéresser à l'imaginaire qui entoure un monde futur sans arme nucléaire comme le fait le Centre de Vienne, sont deux méthodes à première vue différentes mais qui partagent en réalité une stratégie commune. Lorsqu'ils conçoivent l'étude *Image du monde désarmé*, les membres du projet sont très certainement au fait de ces résolutions. Comme mentionné plus haut, PRIO vient d'effectuer une étude pour l'Unesco portant sur un thème proche.

Au niveau individuel, certains organisateurs d'*Image du monde désarmé* entretiennent des liens professionnels et intellectuels avec l'Unesco en dehors de leur appartenance au Centre de Vienne. Jean Stoetzel, directeur de la première étude et l'un des fondateurs du Centre de Vienne, travaille pour l'Unesco dix ans auparavant. Il est chargé d'une mission qui consiste à enquêter sur les « attitudes de la jeunesse japonaise d'après-guerre »². Ingrid Eide Galtung participe à sa première Conférence Générale de l'Unesco en 1952 alors qu'elle vient d'être recrutée par la commission nationale norvégienne³. En 1964, au moment où on lance

¹ Actes de la 12e conférence générale de l'Unesco, 1962, résolutions, p. 46, élément du programme n°3.72.

² STOETZEL Jean, *Jeunesse sans chrysanthème ni sabre. Etudes sur les attitudes de la jeunesse japonaise d'après-guerre*, Paris, Plon-Unesco, 1954.

³ BREINES Ingeborg et D'ORVILLE Hand (dirs.), *60 femmes pour les 60 ans de l'Unesco. Construire les fondements de la paix*. Paris, Unesco, 2007, p. 85.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

Image du Monde désarmé, elle participe aussi à un projet du département des sciences sociales de l'Unesco sur « le rôle des étudiants de l'Est ayant reçu leur éducation universitaire dans des pays de l'Ouest comme passeurs de culture »¹. Mais son intérêt pour l'Unesco dépasse la seule sphère professionnelle. Ingrid Eide explique dans un témoignage réalisé à l'occasion des soixante ans de l'Unesco qu'elle a adhéré au projet de cette dernière dès sa création. Elle insiste notamment sur la dimension culturelle du travail en faveur de la paix et sur son approche démocratique (l'idée que les « peuples du monde » peuvent participer à sa construction sans la laisser aux seuls gouvernements)², deux aspects qu'on retrouve dans le projet *Image du monde désarmé*. Andrzej Sicinski enfin, a participé en tant qu'intervenant à un stage d'études sur l'opinion publique organisé par l'Unesco à Varsovie en 1958³. L'année qui précède le début du projet, il publie un article dans un numéro de la *Revue Internationale des Sciences Sociales* de l'Unesco consacré à l'« étude des opinions dans les pays en voie de développement »⁴. On est donc porté à croire que les membres du projet entendent travailler en harmonie avec les nouvelles dispositions du programme de l'Unesco concernant le désarmement. Plus spécifiquement, la mention du rôle de l'« opinion publique » trouve un écho dans les travaux et l'identité professionnelle de Jean Stoetzel. De même, le fait que l'enquête soit dans un premier temps étiquetée comme relevant de la « psychologie sociale »⁵ rappelle l'idée fondatrice de l'Unesco que les guerres prennent leurs sources dans les esprits des hommes⁶ : dans les deux cas, on considère la paix et l'avenir du monde comme des enjeux avant tout culturels.

¹ Archives de l'Unesco, document UNESCO/SS/COM.11 « Meeting to discuss the studies on the role as culture carriers of Eastern students who received their university education in Western countries », Rome 15-17 décembre.

² BREINES Ingeborg et D'ORVILLE Hand (dirs.), 60 femmes pour les 60 ans de l'Unesco. Construire les fondements de la paix. Paris : Unesco. 2007, p. 84.

³ Archives de l'Unesco, Unesdoc, document Unesco/Sem.Pol.1958/6.

⁴ SICINSKI Andrzej, « L'étude des opinions en Pologne », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Volume XV, n°1, 1963.

⁵ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; Information Bulletin on the European Coordination Centre For Research And Documentation In Social Sciences, Mars 1965

⁶ Préambule de l'acte constitutif de l'Unesco

L'intérêt que le Centre de Vienne porte par le biais de ce projet à des thèmes chers à l'Unesco est réciproque. En 1967, le *Courrier de l'Unesco* consacre son numéro d'août-septembre au thème de la paix avec un sous-titre qui évoque la dimension « long terme » du problème : « Revenir à l'âge des cavernes, ou bâtir l'avenir ? ». Il publie à cette occasion les premiers résultats de l'étude *Image du monde désarmé*¹. Le cadre institutionnel du projet *Image d'un monde désarmé* nous informe sur la stratégie d'action des militants et chercheurs participant au projet mais aussi sur leur vision du monde qui se révèle entretenir de nombreuses similarités avec celle déployée dans les discours de la WILPF, du Council for the Study of Mankind ou encore de Mankind 2000 au début des années 1960. On retrouve en effet l'idée d'un monde, présent et futur, majoritairement déterminé par le clivage Est-Ouest qui le traverse. Bien que cela ne soit jamais dit dans des termes aussi explicites, le Centre de Vienne est avant tout une instance qui, par le biais de l'échange scientifique, vise à faire dialoguer Est et Ouest dans un contexte de détente au sein de la guerre froide². L'accent est ainsi mis sur la coopération entre experts de l'Ouest et experts de l'Est, que ce soit au sein des différentes études menées qui doivent réunir des pays de « structures économiques et sociales différentes »³, ou bien en ce qui concerne les membres de l'institution eux-mêmes, le bureau étant composé à parité de membres de pays de l'Est et de membres de pays de l'Ouest, auxquels vient s'ajouter un membre d'un pays neutre (l'Autriche, alors considérée comme n'appartenant à aucun des deux camps). De même, la situation géographique du Centre, implanté à Vienne, est considérée comme un symbole de ce rôle de passerelle entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est⁴. Conformément à l'objectif affiché, le projet fait bien travailler ensemble des scientifiques de l'Est (Pologne) et de l'Ouest (Norvège et France).

¹ Courrier de l'Unesco version française numéro d'août-septembre 1967

² Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 1/11.7 ; Confidential draft, European Coordination Centre for Research and Documentation in Social Sciences by Lucio Garcia del Solar, Joint Inspection Unit.

³ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; Information bulletin on the European Coordination Centre for Research and Documentation in Social Sciences, novembre 1964, traduction de l'anglais « countries of differing social and economic structures ».

⁴ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 1/11.7 ; Confidential draft, European Coordination Centre for Research and Documentation in Social Sciences by Lucio Garcia del Solar, Joint Inspection Unit.

Le projet *Image du monde désarmé* est en adéquation avec les préoccupations à l'origine de la création du Centre non seulement dans sa forme mais également dans son contenu. La nécessité de s'intéresser à la paix et au futur peut en effet être reliée à un ensemble de craintes et d'enjeux propres à la période qui suit la Seconde Guerre mondiale en ce qu'elle est marquée par les tensions de la guerre froide et plus spécifiquement par la menace nucléaire. Le titre même de l'étude, évoquant un monde « désarmé » souligne en creux le problème visé. Ce thème pèse lourd dans la conception des questionnaires. À travers les questions posées et plus encore, par le biais des réponses, on sent la place que prend ce danger dans l'esprit des rédacteurs. Ainsi, sur sept options proposées aux sondés pour répondre à la question « d'après vous quel est le plus grand danger auquel l'homme doit faire face en ce moment », six évoquent directement ou indirectement la guerre froide et/ou la menace nucléaire¹. Le rideau de fer pèse tout aussi lourd dans les réponses proposées à plusieurs questions n'abordant pas la menace nucléaire en elle-même : l'« équilibre du pouvoir entre les blocs »² est par exemple envisagé comme un facteur permettant d'assurer la paix dans le monde. Le monde futur, même désarmé, est pensé avant tout comme un ensemble bipolaire.

Bien qu'essentiellement apprécié du point de vue du conflit Est-Ouest et de sa possible résolution, le futur envisagé semble, comme dans les discours déployés déjà quelques années plus tôt par les militants pacifistes, s'adresser à l'humanité tout entière. La paix est présentée comme un problème mondial, non dans le sens proprement géographique du terme, mais plutôt en tant qu'elle concerne tous les humains. Aucune question n'évoque les répercussions d'une éventuelle guerre atomique en termes d'impact concret sur la planète ; il n'est pas fait référence par exemple aux scénarios imaginables d'hivers nucléaires. C'est plutôt l'homme en soi ou l'humanité unie dans une communauté de destin qui sont mis en scène à travers les

¹ Seul le problème de la faim et de la surpopulation est envisagé comme danger menaçant l'homme qui ne rentre pas de manière évidente dans la grille de lecture des peurs liées à la guerre froide. Cf. Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8. Questionnaire norvégien, question 13. « In your mind what is the greatest danger man is facing right now » « 1- Nuclear weapons, nuclear warfare ; 2- World war, war ; 3- Communism ; 4- China and its atom bomb ; 5 – Hunger, poverty, overpopulation ; 6- Conflicts between nations, between races ; 7 – Armament, spread of nuclear arms »

² Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; questionnaire norvégien, questions 13 et 18, traduction de l'anglais « the balance of power between the blocs »

questionnaires. Ainsi, on demande aux sondés quelle est « la plus grande menace pour l'humanité »¹. Le texte introductif à la présentation des premiers résultats dans le *Courrier de l'Unesco* formule clairement le présupposé théorique partagé par les participants au projet : « Maintenant plus que jamais, l'évidence du destin solidaire de l'humanité tout entière doit s'imposer à tous les esprits. »².

La manière dont est pensé le projet *Image du monde désarmé* – autour d'un intérêt pacifiste pour le futur du monde saisi à travers une notion d'universalité qui masque difficilement l'accent mis sur la division Est-Ouest – tout comme le profil de ceux qui y participent et le cadre institutionnel dans lequel il s'inscrit le rapprochent donc des préoccupations dont témoignent les milieux pacifistes pour le futur au début des années 1960. Sa particularité réside dans l'usage qu'il fait des recherches sur l'opinion publique. Pourquoi cet intérêt pour les sondages ? Comment ceux-ci peuvent-ils contribuer à la mise en place d'une action pour un futur pacifiste à l'échelle mondiale ? L'intérêt pour l'opinion publique semble répondre à une stratégie militante en plusieurs étapes qui n'est pas écrite dans les documents du projet en tant que telle mais que l'on peut facilement saisir en établissant des liens entre les objectifs définis au moment où les questionnaires sont établis, le contenu de l'enquête, les analyses données par les membres du projet pour expliquer les résultats et, enfin, le contexte déjà évoqué des mouvements pacifistes et des programmes de l'Unesco.

c) Sonder l'opinion publique, une base de travail

Un premier élément justifiant l'intérêt des pacifistes pour les sondages et pour *Image d'un monde désarmé* en particulier semble être la possibilité d'évaluer le degré de

¹ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 Questionnaire français, 7^e question. Dans le questionnaire norvégien, une question similaire est posée, la question 13 « in your mind what is the greatest danger man is faing right now ? ». L'usage des termes « humanité » et « homme » semble donc prendre un sens relativement équivalent pour les concepteurs des questionnaires.

² *Courrier de l'Unesco* version française numéro d'août-septembre 1967 p 4

« conscience mondiale » démontré par les sondés. Le développement du sentiment d'appartenir à une communauté humaine globale étant un objectif important pour les groupes pacifistes, ceux-ci ont intérêt à savoir si un tel sentiment existe déjà, chez quel type de population, à quel degré et sous quelle forme. L'expression « conscience globale » n'est pas utilisée en tant que telle mais plusieurs questions visent à évaluer la connaissance que les sondés ont du monde dans lequel ils vivent et l'intérêt qu'ils y portent. Dans un document préparatoire d'*Image du monde désarmé*, le recours à des questions permettant de tester le niveau de connaissance que les sondés ont des problèmes internationaux et leur intérêt pour ces derniers est justifié ainsi : « Nous avons l'impression qu'il serait utile de découvrir le champ d'intérêt, l'étendue de la conscience du monde qu'un sujet a : est-il intéressé seulement par les événements locaux ou régionaux, ou va-t-il assez loin pour envisager la vie de son pays dans son ensemble, et au-delà de cela, une sorte de vision du monde ? ». Il est ensuite suggéré que le degré de conscience globale ainsi mesuré pourrait être mis en lien avec les réponses aux autres questions et notamment celles qui concernent les solutions à donner aux problèmes liés au désarmement¹. L'hypothèse implicite serait alors qu'une meilleure conscience globale serait favorable à la paix mondiale.

De la même manière qu'ils veulent connaître le niveau de conscience mondiale des sondés, les concepteurs du projet cherchent à mettre au jour l'existence d'un désir de paix chez les populations interrogées. Le sondage porte sur le futur du monde imaginé mais aussi sur le monde futur désiré. On demande par exemple aux personnes interrogées comment elles souhaiteraient voir le monde organisé après un désarmement total² et comment elles choisiraient d'affecter l'argent dégagé par le désarmement³. Les questions posées permettent de voir si un futur pacifiste est désiré mais aussi, point important dans les débats sur le rôle

¹ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; working paper non daté et sans auteur mentionné mais précédent la réunion du 31 janvier 1964 donc probablement rédigé au tout début de l'année 1964. Traduction de l'anglais « « We feel it would be useful to discover the field of interest, the extent of awareness of the world a subject has: is he interested only in local or regional events, or does he go so far as to consider the life of his country as a whole, and beyond that to some sort of vision of the world? ».

² Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8 ; Question 11 du questionnaire français d'*Image du monde désarmé*.

³ Ibid. Question 24 de la version traduite en anglais du questionnaire norvégien « Nowadays about 120 billion dollars are spent every year for military purposes. In case of disarmament, how do you think one should spend this money ? ».

des images du futur, s'il est considéré comme réalisable et crédible. On demande ainsi aux sondés comment ils imaginent la situation mondiale relativement aux problèmes de la guerre, la paix et le désarmement, dans cinq ans et dans vingt ans¹. L'analyse des résultats doit, enfin, permettre aux chercheurs de comprendre comment se forment et fonctionnent les images du monde futur. Toutes les informations ainsi recueillies forment autant de leviers d'action pour qui utiliserait les résultats de la recherche à des fins pacifistes.

Comprendre « comment les personnes interrogées structurent un monde qui n'existe pas encore » et « comment on peut expliquer le mode de structuration des images obtenues »², les deux objectifs de l'enquête tels qu'ils sont définis en 1964, paraît ainsi très utile dans le cadre de la résolution de l'Unesco de 1960 qui demande à ce que soit favorisé un « climat d'opinion favorable » au désarmement³. Cela permettrait de faire un « état des lieux » de l'opinion actuelle dans différents pays sur le thème de la paix tout en fournissant des indices quant aux outils qui permettent de la faire évoluer. Les résultats du sondage ne sont en effet pas vus comme l'expression d'une volonté populaire qu'il faudrait faire respecter en l'état : il est bien précisé dans plusieurs documents présentant le projet qu'il « n'est pas question d'utiliser les réponses des personnes interrogées comme autant d'indicateurs de ce qui devrait se faire »⁴. Connaître l'état de l'opinion permet par contre aux chercheurs qui travaillent pour le projet de produire une expertise utilisable par l'Unesco dans un but prédéfini, la lutte contre l'arme nucléaire.

Connaître l'opinion publique et son fonctionnement permettrait ainsi de la modifier plus facilement, mais cette connaissance sert aussi un autre objectif lisible à la fois dans la conception du projet et dans l'analyse qui est faite de ses résultats : connaître l'opinion publique permet d'en faire un argument pour convaincre la minorité, notamment dirigeante,

¹ Ibid. Questions 14-15 de la version traduite en anglais du questionnaire norvégien « Thinking of war, peace and disarmament, what do you think the world situation will be like in five years and in twenty years ? ».

² Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8, Note sur le projet de recherche relatif à l'image du monde désarmé dirigé par M. le Prof. Stoetzel, Vienne, 6, Juillet 1964.

³ Actes de la 11e conférence générale de l'Unesco, 1960, résolutions, p. 62, élément du programme n°5.201.

⁴ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8, Note sur le projet de recherche relatif à l'image du monde désarmé dirigé par M. le Prof. Stoetzel, Vienne, 6 Juillet 1964.

qui ne la partagerait pas encore. Plus précisément, certains des chercheurs espèrent prouver qu'il existe bien, de part et d'autre du rideau de fer, un désir commun pour un futur pacifique. Dévoiler ce désir constituerait alors un argument pour convaincre les leaders politiques du monde d'engager les actions nécessaires pour y répondre. Dans cette perspective, le choix des pays retenus pour l'étude peut être analysé comme une tentative d'assurer une certaine représentation du monde en donnant la parole à des personnes se trouvant de chaque côté de la plus grande fracture qui le traverse. Le choix de la Pologne, pays du bloc de l'Est, et de la France et la Norvège, pays du bloc de l'Ouest assure une telle représentation. Cette décision de se limiter à trois pays européens dont un de l'Est est liée à l'identité européenne du Centre et à son rôle de passeur entre l'Est et l'Ouest. Mais cela ne suffit pas à expliquer la configuration adoptée pour l'étude. En effet, cette identité n'est pas indépassable. Aucune contrainte statutaire¹ n'oblige les projets coordonnés par le Centre à ne pas dépasser les frontières de l'Europe. En revanche, la raison pour laquelle le Centre a été créé comme un espace de dialogue Est-Ouest s'explique par un contexte de guerre froide et de détente qui est toujours présent au moment où *Image du monde désarmé* débute. Il faut donc y voir une corrélation plutôt qu'une cause. De même, on pourrait attribuer le spectre limité de la première phase de l'enquête à des contraintes budgétaires ou administratives, ou encore à l'absence d'un réseau capable de mobiliser au-delà de l'Europe. Cela a pu jouer en partie mais aucun regret n'est exprimé au sujet d'une impossibilité d'inclure d'autres pays et *a fortiori* des pays extra-européens. On est donc porté à croire qu'une telle ambition n'est simplement pas présente lorsque l'enquête est mise en œuvre. Le monde est alors divisé par une ligne qui coupe l'Europe en deux ; on considère légitime d'interroger l'humanité à partir de cet observatoire privilégié.

La communication officielle de l'Unesco donne une interprétation de ces résultats ainsi recueillis à l' « Ouest » et à l' « Est » conforme à l'objectif de dialogue international du Centre de Vienne en ce qu'elle insiste sur les perceptions et désirs communs à tous les peuples interrogés. Le numéro d'août-septembre 1967 du *Courrier de l'Unesco* qui résume les résultats de la première phase du projet affirme que « ce qui frappe à la lecture des réponses, ce n'est point leur opposition mais bien leur convergence ». On verrait même se

¹Archives du CISS, carton 7-1.8, Centre de Vienne, statuts.

dessiner « l'ébauche d'une opinion publique mondiale »¹. » Mettre au jour un tel consensus populaire international renforce la légitimité des actions de l'Unesco en faveur du désarmement. Cela permet aussi d'interpeller les leaders politiques sur l'écart entre leurs décisions et les désirs de ceux qu'ils gouvernent. Lorsqu'il présente l'étude à la conférence inaugurale de l'IPRA en 1965, Johan Galtung met l'accent sur cette analyse en termes de « cercles concentriques » dont le centre, fort de quelques individus puissants, prend les décisions pour la périphérie plus nombreuse².

En définitive, connaître l'opinion publique pour mieux l'influencer, ou la connaître pour lui donner plus de poids lorsqu'on agit dans son sens sont deux éléments complémentaires d'une même stratégie pacifiste qui cherche à faire usage des recherches sur l'opinion publique à propos des imaginaires du futur. L'un ou l'autre aspect est privilégié selon l'auditoire auquel on s'adresse et selon les modèles théoriques privilégiés par les chercheurs.

Cette collaboration autour du projet « Image du Monde désarmé », entre d'une part, pacifistes de la WILPF, pacifistes porteurs du projet Mankind 2000 et plus généralement le milieu militant qui, au début des années 1960 développe une réflexion sur les usages possibles d'images positives d'un futur pacifiste, et d'autre part, cette ONG affiliée à l'Unesco qu'est le centre de Vienne, constitue une étape supplémentaire dans la structuration d'un mouvement que l'on peut qualifier de « futuriste pacifiste ». Elle correspond à la consolidation d'un projet encore à l'état embryonnaire qui vise à mobiliser un large public (dont l'identité précise reste encore floue) pour la paix, grâce à la projection d'images positives d'un futur pacifiste à même de susciter en lui une « conscience mondiale ». Ce travail mené en commun avec une organisation étroitement liée à l'Unesco permet d'étendre ce projet à de nouveaux profils de chercheurs (sondeurs) et de nouveaux milieux (fonctionnaires internationaux). Enfin, il donne

¹ Courrier de l'Unesco version française numéro d'août-septembre 1967 p. 7.

² Archives d'Elise Boulding, 2^e accession, Université du Colorado à Boulder, carton 10, Rapport de la Conférence inaugurale de l'Association internationale pour la recherche sur la paix, p. 117 « Johan Galtung (Peace Research Institute d'Oslo) : "Les attitudes à l'égard de différentes formes de désarmement" ».

une forme de légitimité et de crédibilité nouvelle aux idées sur le futur développées à partir du début des années 1960 au sein du mouvement pacifiste non-aligné.

Tout au long de ce chapitre, nous avons retracé la naissance et la formalisation d'un projet qui vise à forger une conscience mondiale grâce à des études sur un possible futur pacifiste du monde. Au-delà de l'aspect ponctuel des événements (conférences WILPF d'Asilomar et de Holte) donnant lieu à des discussions consacrées à ces idées, et au-delà des projets censés les incarner (exposition Mankind 2000, enquête d'opinion « Image du Monde désarmé »), l'enthousiasme suscité par cette approche militante du futur mondial provoque des vocations plus durables. Certains acteurs deviennent des spécialistes de ces études à la croisée des *peace studies* et de la futurologie. Leur but est explicite : ils cherchent à changer le monde en mobilisant les consciences autour des résultats de ces recherches. En s'inspirant de différentes méthodes scientifiques et d'un discours profondément humaniste, ils se forment un profil de « futuristes pacifistes ». C'est un nouveau type de recherches normatives qui voit le jour. Il se définit par un ensemble de caractéristiques que nous avons identifiées : questionnement sur les valeurs humaines devant donner forme au monde futur, non-alignement vis-à-vis des deux blocs, volonté de rupture avec une voie présente peu désirable, recherche de légitimité scientifique pour bâtir des scénarios alternatifs crédibles, stratégie de communication et d'éducation pour faire connaître ces scénarios et la possibilité d'un avenir meilleur au niveau mondial.

Ce nouveau champ de réflexion voire d'expertise connaît une institutionnalisation progressive grâce à des liens personnels entre ses pionniers et certains membres clés de différentes structures organisationnelles, mais aussi grâce à un contexte qui devient plus favorable à de telles idées à mesure que les relations Est-Ouest se dégèlent. Ainsi de nouvelles formes de militantisme et de savoirs, d'abord élaborées par quelques individus qui n'ont pas de liens directs entre eux, deviennent l'objet d'un engagement collectif au sein d'ONGs internationales, et commencent à être intégrées, bien que de manière périphérique, aux travaux d'une organisation intergouvernementale, l'Unesco.

Grâce à quelques intermédiaires clés comme Elise Boulding et à l'appartenance commune à un large mouvement pacifiste international, des individus qui partagent les mêmes préoccupations, les mêmes visions du monde futur, mais qui portent des approches complémentaires de ces problèmes (approche majoritairement militante ou majoritairement scientifique), ont été mises en contact pour former un début de nébuleuse. En dépit des points communs qui rassemblent les membres de ce réseau lâche, ceux-ci connaissent aussi dès le début des années 1960 quelques conflits dont on verra par la suite qu'ils sont structurants (source du monde futur essentiellement élitiste ou populaire ; importance majeure du rôle de l'occident, de la coopération Est-Ouest ou d'un consensus véritablement mondial).

Cette première période est un moment où, malgré une prétention scientifique, l'on se focalise surtout sur le discours, l'appel à l'imagination et aux émotions, la communication, selon des méthodes propres au mouvement pacifiste plutôt qu'à la discipline prospective qui se développe en parallèle en suivant des objectifs et des principes tout autres. Comment la rencontre s'opère-t-elle entre ces deux approches très différentes du futur ? Quel rôle y jouent l'échelle globale et la notion de conscience mondiale ? Le chapitre suivant s'attache à montrer en quoi ces débuts d'un mouvement futuriste pacifiste ont planté les graines d'une réflexion qui s'élargit pour concerner le futur du monde tout entier.

Chapitre 2. Les études sur le futur, grille de lecture privilégiée de la problématique mondiale (1964-1973)

À partir de la deuxième moitié des années 1960, la préoccupation pacifiste pour les images du futur ainsi que les études sur la paix impliquant une importante dimension prospective ont donné naissance à une réflexion plus large sur le futur de l'humanité et sur les manières par lesquelles il était possible d'étudier celui-ci scientifiquement. La question de la paix n'est plus posée pour elle seule ; elle est insérée dans un ensemble de problèmes de long terme dont l'étude apparaît désormais indispensable pour comprendre les grands conflits mondiaux et leurs probables évolutions. Cette nouvelle rhétorique des « problèmes mondiaux de long terme » est liée à l'idée systémique d'une interdépendance non seulement entre toutes les parties de la planète mais aussi, et surtout, entre tous les grands enjeux auxquels l'humanité fait face ou devra faire face dans les prochaines décennies.

Étudier la paix et agir en sa faveur dans ce contexte mondial complexe implique la création et la mobilisation de structures adéquates. Il s'agit de nouvelles grilles de lectures conceptuelles comme la notion de « problématique mondiale », de nouveaux outils épistémologiques comme les modèles informatiques globaux mais aussi de la formation de réseaux d'individus et d'institutions dont l'échelle doit être cohérente avec l'ampleur des enjeux à traiter. Les structures ainsi mises en place pour étudier et traiter les problèmes mondiaux sont souvent le fait de pacifistes et de *peace researchers* s'étant lancés dans la construction d'une prospective humaniste mais elles acquièrent dès les premières années, au tournant entre les années 1960 et les années 1970, une forme d'indépendance qui permet à d'autres acteurs, plus sensibilisés à d'autres enjeux que la paix, ou intéressés par les études sur le futur en général, de les réinvestir.

Pour comprendre cette transition d'une approche thématique du futur de l'humanité, centrée sur la paix, vers une démarche plus complète se donnant pour objectif l'étude d'un système de problèmes globaux et de son évolution sur le long terme, il convient tout d'abord de montrer la manière dont les futuristes humanistes, répondant à leur intérêt croissant pour Sibylle Duhautois – « *Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989)* » - Thèse IEP de Paris – 2017

l'étude du futur du monde dans son ensemble, et désireux de structurer un champ disciplinaire international autour de leurs propres préoccupations et objectifs, sont allés à la rencontre des prospectivistes technocrates. Dans un deuxième temps, les effets de cette initiative menée essentiellement par le groupe Mankind 2000 seront évalués. La manière dont le futur s'est affirmé comme une notion clé pour traiter les problèmes mondiaux sera mise en évidence, et l'on montrera comment ceux qui étudiaient le futur ont joué un rôle moteur dans la fabrication et la diffusion d'une pensée globale.

A - L'intérêt pacifiste pour le futur du monde : un point de départ pour la construction d'une futurologie humaniste (1964-1968)

Dans la deuxième moitié des années 1960, on constate que de plus en plus de pacifistes, qui s'intéressaient jusqu'alors aux images du futur et à la recherche sur le futur uniquement tant que celles-ci étaient étroitement liées à leur combat pour la paix, cherchent à élargir leur connaissance des techniques de prospective. Ils en viennent ainsi à s'intéresser à différents problèmes de long terme dont le lien avec les conflits mondiaux et autres obstacles à la paix n'est qu'indirect.

Dans un premier temps, nous montrerons pourquoi la réflexion pacifiste sur le futur est compatible avec une extension thématique des études prospectives menées ou souhaitées. Nous expliquerons comment les deux projets initialement focalisés sur la description d'un monde futur en paix que nous avons abordés au chapitre précédent, Mankind 2000 et Images du Monde Désarmé, ont effectivement évolué vers une recherche plus exhaustive sur l'avenir du monde. Cet intérêt pour une approche plus englobante du futur de l'humanité pousse les futuristes pacifistes, devenus « futuristes humanistes » selon l'expression de Waskow¹, à entrer en contact de plus en plus étroit avec d'autres experts du futur. Ces interactions, examinées dans un deuxième temps, révèlent surtout un désir d'influencer un nouveau champ de savoirs et de techniques en construction dans une direction fidèle aux objectifs militants des futuristes humanistes. C'est dans cet objectif que les membres de Mankind 2000

¹ Cf. Introduction

organisent en 1967 à Oslo la Première Conférence Internationale d'études sur le Futur. Nous analyserons dans une dernière sous-partie les nouvelles conceptions du global qui sont promues à cette occasion, en lien avec le choix d'orienter la rencontre autour de l'étude du couple paix-développement.

1) Vers une recherche plus exhaustive sur le futur du monde

L'adoption d'une réflexion sur le futur de l'humanité, et le rôle des images du futur dans la création d'une conscience mondiale, par des pacifistes qui y voient un moyen de renouveler leur argumentaire (cf. chapitre 1) sert de tremplin, au début des années 1960, aux futuristes humanistes Fred Polak et Robert Jungk pour faire connaître leur approche des études sur le futur et le rôle qu'ils souhaitent assigner à celles-ci. Ils parviennent ainsi à convaincre de nombreux pacifistes, comme Johan Galtung ou Elise Boulding de s'intéresser aux méthodes d'exploration du futur pour mieux imaginer et mettre en œuvre les chemins qui pourraient mener à la paix. Il ne s'agit néanmoins là que d'une première étape. Rapidement les nouveaux futuristes pacifistes élargissent leurs champs d'intérêt et l'on assiste à une réorientation de certains programmes de recherche sur la paix vers des programmes de recherche plus généraux sur le futur. C'est le cas du projet Mankind 2000, tout comme celui de l'étude *Images d'un Monde Désarmé* devenu en 1965 *Images du Monde en l'an 2000*.

a) Mankind 2000 : extension thématique et prise d'autonomie institutionnelle

Le mémorandum rédigé par Maurice Rickards pour présenter le projet d'exposition Mankind 2000 est réécrit plusieurs fois entre le printemps 1964 et début 1965. Ces nouvelles versions visent à répondre aux critiques et suggestions émises par ceux qui, comme Johan Galtung ou Fred Polak, rejoignent le projet Mankind 2000 au cours de l'année 1964 ou au

début de 1965¹. Alors que la première mouture, que nous avons analysée dans le chapitre précédent, met explicitement le thème de la paix au centre du projet, les versions suivantes, dont la dernière est rédigée par Robert Jungk lui-même et fait l'objet d'un projet de livre à partir de 1965, élargissent considérablement le champ d'intérêt. La paix et le désarmement n'y figurent plus que comme une partie des problèmes que l'humanité doit affronter pour se forger un meilleur futur.

Un article rédigé en 1966 par Johan Galtung pour présenter Mankind 2000 montre bien cette évolution et tente de la justifier, notamment auprès des membres du mouvement pacifistes qui pourraient le lire². L'auteur annonce le changement clairement en opposant une première période dont il ne rappelle pas explicitement les caractéristiques, à l'étape présente qui donne la priorité à la question du futur et aux études sur le futur dans son ensemble : « nous souhaitons maintenant encourager la formation de groupes (...) orientés vers le futur »³. L'objectif de Mankind 2000 est désormais le suivant « essayer de prévoir quelles seront les alternatives fondamentales qui demanderont une prise de décision »⁴. Pour cela, il est envisagé de s'associer avec une agence qui « diffuserait des informations orientées vers le futur » ou « des films télévisés éducatifs orientés vers le futur » ou encore « des jeux pour les enfants orientés vers le futur »⁵. Ainsi, la paix n'apparaît plus dans la description générale du projet. On la retrouve seulement au moment où Johan Galtung esquisse une description des thèmes importants pour le futur. Les conflits et la paix en sont alors un élément parmi d'autres comme le gaspillage et les besoins, les sources d'énergie, ou encore l'Homme au temps de la conquête spatiale⁶.

¹ Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, 2nd accession, carton 8.

² GALTUNG Johan, « The Mankind 2000 Project », in *Main currents in modern thought*, 1966, volume 22, numéro 5, p. 123-124.

³ *ibid.* p. 123, traduction de l'anglais « we now wish to encourage the formation of (...) future-oriented groups ».

⁴ *ibid.* « it is the purpose of those associated with the Mankind 2000 project to try and foresee what the basic alternatives requiring decisions will be ».

⁵ *ibid.* « a central agency for the dissemination of future-oriented news » ; « future-oriented educational T.V. films » ; « future-oriented games for children ».

⁶ *ibid.* « conflict and peace » ; « waste and want » ; « sources of energy », « Man in the Space Age ».

Johan Galtung prend soin d'expliquer pourquoi cette ouverture thématique a paru nécessaire aux membres du projet et pourquoi il est pertinent « pour ceux qui se préoccupent de créer un monde pacifique de s'intéresser, en plus, à la recherche sur le futur ». Il avance d'abord les arguments déjà régulièrement donnés au moment où il s'agissait pour les mouvements pacifistes de promouvoir une image positive du futur : le fait qu'un imaginaire attractif de ce que pourrait être un futur monde en paix pourrait être un outil très efficace pour le mouvement pacifiste et qu'il est donc nécessaire de stimuler des études sur les possibles tendances de long terme. Mais la dernière raison invoquée est celle qui permet réellement de s'extraire d'une approche avant tout pacifiste (bien qu'elle rejoigne la notion de « paix positive ») : Johan Galtung affirme que « la paix n'est pas la seule valeur de ce monde »¹. Il dénonce ainsi une vision trop restrictive du futur tel que pensé par les pacifistes entre 1962 et 1964 ; pour lui les études sur les futurs alternatifs, et notamment sur les futurs désirables, doivent aussi s'intéresser aux valeurs telles que l'égalité, la justice, l'abolition de l'exploitation ou encore la libération de la peur et des besoins matériels.

Un nouveau sens est donc donné au projet : il s'agit de reconnaître que les études sur le futur peuvent porter un projet de transformation du monde plus large que sa seule pacification. Cette nouvelle ambition ne correspondant plus tout à fait aux objectifs officiels de l'ICDP, mouvement pacifiste international, ou du moins ne se réduisant pas à ceux-ci, les membres du projet Mankind 2000 choisissent de se séparer institutionnellement de la confédération. L'exposition d'abord envisagée n'est finalement jamais réalisée ni le mémorandum publié². Cet abandon de la raison d'être initiale du projet Mankind 2000 est révélateur du changement de perspective décidé par les membres, de plus en plus nombreux, du groupe qui l'avait porté. La réalisation de l'exposition se heurtait à des obstacles pratiques – on n'avait pas trouvé de lieu disponible pour l'organiser – mais la raison principale avancée pour ne pas persévérer est liée au désir de changer de perspective et de se détacher de la seule approche du futur qui avait intéressé les pacifistes à partir de 1962 : l'idée de développer un imaginaire attrayant d'un possible futur mondial pacifique. Le concept de visualisation du futur pacifiste préféré est repoussé à l'arrière-plan au profit d'une recherche plus large et plus

¹ *ibid.* p. 124 « peace is not the only value of this world ».

² SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 186.
Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

ouverte sur les différents futurs possibles¹. Cette nouvelle orientation est explicitement choisie lors d'une réunion des membres du projet Mankind 2000 qui a lieu en novembre 1965 à Londres dans les locaux de la fondation CIBA².

Cette fondation visant à promouvoir la coopération internationale pour la recherche en médecine est alors codirigée par Anthony de Reuck, physicien d'origine belge vivant à Londres, membre fondateur du mouvement Pugwash, et cofondateur d'un organisme dédié à la recherche sur la paix, la Conflict Research Society. Anthony de Reuck décide de soutenir le projet Mankind 2000 dont il a eu connaissance grâce à son appartenance aux réseaux pacifistes³. Son identité professionnelle et militante est cohérente avec celles de la plupart de ceux qui rejoignent alors le projet, dont beaucoup ont déjà un engagement pacifiste, ce dernier étant pour une part non négligeable d'entre eux lié à leurs croyances et pratiques religieuses quakers. Pourtant, ce sont bien ces pacifistes, dont plusieurs, comme de Reuck ou Kenneth Boulding, sont aussi engagés dans une activité de recherche dans le domaine des *peace studies*, qui mènent l'opération d'autonomisation de Mankind 2000 vis-à-vis de l'organisation pacifiste dont il est né, l'ICDP. Il est décidé que Mankind 2000 ne serait plus un projet mais une organisation internationale autonome, dédiée aux études sur le futur de l'humanité⁴. Un bureau est ouvert à Londres dans des bâtiments prêtés par une organisation quaker ; Fred Polak prend le poste de trésorier et enregistre officiellement l'organisation comme association à but non lucratif aux Pays-Bas en la domiciliant dans son village, Boekelo⁵. Trois comités

¹ *ibid.*

² *ibid.* p. 185.

³ Voir l'entretien mené avec Anthony de Reuck dans le cadre du « parents of the field project » de la George Mason University : <http://scar.gmu.edu/parents-of-field/anthony-de-reuck>

⁴ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 185.

⁵ *Ibid.* et Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, 1st accession, carton 3, rapport envoyé à Elise Boulding sur le projet Mankind 2000 en 1969 et rapport de décembre 1965 sur la conférence tenue en novembre à la fondation CIBA ; *Proceedings of the International Future Research Conference, Kyoto 1970*, volume IV, p. 71. On peut relever quelques contradictions entre l'histoire de l'organisation Mankind 2000 telle que décrite par Elke Seefried et celle que l'on trouve dans les documents d'Elise Boulding qui retient notamment l'organisation présidée par Fred Polak aux Pays-Bas comme étant l'organisation principale ou en tout cas celle qui devait réunir et gérer les financements pour Mankind 2000 dans son ensemble, tandis qu'Elke Seefried considère que c'est celle de Londres qui joue le rôle de maison mère. La version de l'histoire de Mankind 2000 donnée dans les actes de la conférence internationale de recherche sur le futur tenue à Kyoto en 1970 est, elle, en accord avec celle trouvée dans les documents reçus par Elise Boulding. Ces différences ne nuisent

régionaux sont ouverts en Angleterre, un deuxième en France et un troisième en Amérique du Nord¹. L'organisation internationale est alors provisoirement présidée par le vice-président de l'ICDP, le quaker Kenneth Lee ; le secrétariat est attribué au jeune James Wellesley-Wesley, officier de la marine pendant la Seconde Guerre mondiale qui s'était engagé dans le mouvement pacifiste à l'issue de celle-ci. Robert Jungk, qui était absent lors de la réunion pour raisons de santé et qui ne souhaitait pas assumer un rôle officiel mais simplement faire office d'inspirateur, obtient le titre de président honoraire². Le nouveau projet autour duquel se mobilisent Mankind 2000 consiste en l'organisation d'une conférence internationale pour 1967. Celle-ci doit porter sur les futurs possibles en lien avec la paix mais aussi en lien avec d'autres thématiques qui ne sont pas encore définies précisément. Devenue autonome, Mankind 2000 peut en effet, à partir de 1965, donner plus d'importance à des interrogations sur le futur qui ne sont pas directement liées à la question de la paix et ainsi contribuer à faire des « études sur le futur » un domaine de recherche à part entière.

Les protagonistes anciens et nouveaux de Mankind 2000 continuent toutefois à faire progresser le champ des *peace studies*, comme un domaine d'intérêt et d'enquête qui s'articule bien avec celui des études sur le futur mais qui en est néanmoins distinct. Anthony de Reuck par exemple organise en 1965 au sein de la fondation CIBA, une conférence sur la nécessité pour les universités du Royaume-Uni d'enseigner différemment les relations internationales et les questions liées à la paix. Cette rencontre réunit notamment Johan Galtung et Kenneth Boulding³. L'année suivante, Anthony de Reuck poursuit cette initiative par une autre conférence, sur le thème « le conflit en société »⁴. Menant de front ces deux intérêts complémentaires mais non plus confondus pour la paix et pour le futur, les premiers membres de l'organisation Mankind 2000 prônent une approche du futur qui partage les

néanmoins pas à notre analyse de la prise d'autonomie de Mankind 2000 vis-à-vis de l'ICDP et, plus généralement, du mouvement pacifiste international.

¹ Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, 1st accession, carton 3, rapport envoyé à Elise Boulding sur le projet Mankind 2000 en 1969.

² SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 185.

³ Voir l'entretien mené avec Anthony de Reuck dans le cadre du « parents of the field project » de la George Mason University : <http://scar.gmu.edu/parents-of-field/anthony-de-reuck>.

⁴ *ibid.* Traduction de l'anglais « conflict in society ».

valeurs du mouvement pacifiste auxquels ils appartiennent et notamment de l'ICDP, soit une approche non-alignée, humaniste, démocratique.

b) D' « Images du monde désarmé » à « Images du monde en l'an 2000 »

L'année où l'organisation Mankind 2000 est créée pour promouvoir la recherche sur le futur indépendamment de l'ICDP, il est décidé au Centre de Vienne de débiter un deuxième volet de l'étude « Images du Monde Désarmé » permettant à ceux qui l'ont organisé, auxquels se joint alors Johan Galtung, d'étendre leur champ de recherche. En 1965, on choisit en effet de renommer l'étude « Images du monde en l'an 2000 » afin de permettre l'extension du projet¹. Dès le début de l'année, il est envisagé de faire participer de nouvelles nations grâce à une coopération avec d'autres instituts européens et non européens à qui l'on transmettrait les questionnaires et qui seraient alors chargés d'effectuer le sondage et d'en partager les résultats avec le Centre de Vienne². Un an plus tard, il n'est plus question de conserver le format initial de l'enquête. On souhaite donner une toute nouvelle ampleur à l'étude qui porte désormais sur les images d'un monde futur dans un ensemble de domaines beaucoup plus vastes que celui couvert par la première phase du projet³. Cette extension thématique se double de l'extension géographique initialement prévue : onze pays rejoignent finalement le projet (Tchécoslovaquie, Finlande, Royaume-Uni, Inde, Japon, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Yougoslavie et Allemagne de l'Ouest⁴) ; ce à quoi on peut encore rajouter cinq pays, dont certains n'ont pas participé à l'étude principale, qui ont mené une enquête sur le même thème mais en visant tout particulièrement les étudiants (RFA, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Suède et Etats-Unis).

¹ voir chapitre I.

² Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 7/1.8, Information Bulletin on the European Coordination Centre For Research And Documentation In Social Sciences, Mars 1965.

³ SZALAI Alexander et PETRELLA Riccardo (dirs.), *Cross-national comparative survey research: theory and practice*, Oxford, Royaume-Uni, 1977, p. 281.

⁴ La RFA est entrée dans le projet avec un peu de retard en 1970.

D'un point de vue factuel, ce projet met un certain temps à aboutir, du fait notamment de cette extension géographique et de l'arrivée tardive de certains pays, comme le Japon qui ne participe à l'enquête qu'à partir de septembre 1969¹. Les premiers sondages sont effectués à l'hiver 1967, dans douze pays, sur des échantillons de population restreints ; leurs résultats sont examinés dès mars 1967 lors d'une rencontre à Paris entre tous les organisateurs visant à formuler une nouvelle version du questionnaire². Ces résultats sont de nouveau discutés, de manière à en fournir une première analyse, lors d'une conférence organisée du 19 au 21 décembre 1967 à l'Université d'Essex³. L'essentiel de l'enquête est mené en 1968⁴. Plusieurs réunions sont organisées à la fin de 1968, en 1969 et en 1970 afin de coordonner les pistes d'analyses utilisées par les chercheurs des différents pays et de rassembler les données collectées sous un format similaire (cartes perforées)⁵. Les résultats bruts sont finalement publiés en 1970 par le Centre de Vienne, sous le titre *A synthesis of the marginals of the ten-nations study*⁶. Il faut attendre 1976 pour que l'ensemble des résultats et des analyses qui en ont été faites par différents participants au projet soit publié en un volume dont la taille – plus de sept cents pages – reflète bien l'ampleur de l'entreprise⁷.

Dans chacun des pays participants, un ou plusieurs instituts sont chargés de réaliser l'enquête de manière largement autonome ; le Centre de Vienne joue son rôle de coordinateur en dispensant des conseils à ceux qui le demandent, et surtout en organisant l'échange de cartes perforées par le biais desquelles chaque participant a pu avoir accès à l'ensemble des résultats et donc produire une analyse complète. La grande marge de manœuvre laissée à

¹ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International Peace Research Newsletter*, Vol VII, n°3, novembre 1969.

² Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, collection principale, carton n°3, PRIO, Rapport d'activité 1959-1967.

³ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International Peace Research Newsletter*, vol VI, n°1, Mars 1968.

⁴ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International Peace Research Newsletter*, vol VI, n°2, juillet 1968.

⁵ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International Peace Research Newsletter*, numéros publiés en 1969 et 1970.

⁶ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International Peace Research Newsletter*, vol VIII, n°3, décembre 1970.

⁷ ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Humanities Press, 1976, 729 p.

chaque pays participant ainsi qu'à chacun des contributeurs à l'ouvrage final a donné lieu à une grande disparité des approches¹. L'autonomie offerte aux participants n'a cependant pas empêché certains échanges scientifiques d'avoir lieu : selon Hakan Wiberg, « les interactions dans le cadre du projet ont représenté, pour beaucoup de participants, une source constante de critique (majoritairement constructive) et d'encouragement, ce qui n'était pas forcément le cas dans leur milieu universitaire d'origine »². Si les analyses ne sont pas unanimes quant au sens à donner aux résultats précis, l'étude aura permis de focaliser l'attention d'un ensemble de chercheurs sur l'importance d'imaginer et d'anticiper les grands problèmes du futur. Le questionnaire commun recouvre en effet un large panorama de défis à venir pour l'humanité. La question de la paix et du désarmement reste centrale³ mais, sous l'égide de Johan Galtung qui prend alors la direction du projet, des aspects du futur aussi divers que la religion, le bonheur de l'humanité, l'économie mondiale, ou encore l'évolution des connaissances scientifiques sont explorés⁴. On demande aux sondés s'ils pensent qu'en l'an 2000 il y aura plus ou moins de chômage, si l'on sera plus ou moins heureux au travail, etc.⁵ Cette structure qui consiste à comparer un thème dans sa situation présente telle qu'elle est perçue par les sondés et dans sa situation future telle qu'elle est anticipée ou espérée par eux est utilisée pour 28 questions successives dont seules deux portent explicitement sur le thème de la paix ou du désarmement.

Mais le nouveau sondage ne se présente pas exclusivement sous forme d'un catalogue d'interrogations variées quant au probable et désirable état du monde en l'an 2000 : il met également l'accent sur l'intérêt de la notion de futur en elle-même. La dimension de recherche

¹ Ibid. Préface.

² SZALAI Alexander et PETRELLA Riccardo (dirs.), *Cross-national comparative survey research: theory and practice*, Oxford, Royaume-Uni, 1977, p. 294.

³ L'on demande par exemple aux sondés de formuler une proposition permettant d'atteindre la paix et de se prononcer sur la probabilité que cette proposition soit appliquée d'ici à l'an 2000. La peur de l'arme atomique tient également encore une place conséquente dans la seconde phase du projet bien que son titre ne l'affiche plus aussi clairement. On n'y recense pas moins de douze questions mentionnant explicitement l'arme nucléaire. Cf. ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Humanities Press, 1976 p. 674-675

⁴ ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Etats-Unis, Humanities Press, 1976, 729 p.

⁵ ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Humanities Press, 1976 question II/9, I/42 et I/32.

sur le futur s'affirme en effet plus nettement dans cette deuxième phase dont le titre même indique combien elle est tournée vers la question de l'avenir dans son ensemble et non plus seulement en lien avec le problème du désarmement. Cette évolution se manifeste clairement dans le contenu du questionnaire adopté en 1967 : on y mesure entre autres l'intérêt que les sondés démontrent pour le futur à travers des questions telles que « diriez-vous que vous pensez énormément, beaucoup, un peu ou pas du tout au futur de votre pays/du monde entier, non pas dans deux ans mais disons en l'an 2000 ? » ou « Certains disent que l'année 2000 est lointaine, d'autres ont l'impression qu'elle est plutôt proche. Quel est votre sentiment sur la question ? »¹. Dans la formulation de ces questions et plus encore dans l'analyse que Johan Galtung fait des réponses qui y ont été données – il parle du futur comme d'une « dimension oubliée » et de la nécessité d'insuffler aux êtres humains une « conscience du futur »² – on retrouve l'inquiétude exprimée par Polak quant au manque de vivacité de l'imagerie du futur. Tout un volet du questionnaire vient ainsi en quelque sorte vérifier l'hypothèse émise par l'auteur néerlandais. Des questions ouvertes permettent en effet de mesurer la capacité d'imagination du public. On demande par exemple aux sondés d'imaginer une façon d'atteindre la paix différente des vingt-cinq qui leur ont déjà été soumises³. Au stade de l'analyse des résultats, le constat d'une capacité généralement assez limitée à se projeter dans le futur renforce implicitement la légitimité de la recherche sur le futur: on a besoin d'un tel champ d'expertise pour raviver la conscience du futur.

Le questionnaire élaboré en 1966-1967, contrairement au premier, n'est pas adressé à des personnes de tous âges dans les pays participants mais à la catégorie de population qui intéresse le plus les chercheurs pour le rôle qu'elle aura dans la construction du futur : les jeunes. La seconde étude tout entière est conçue comme une étude des images de la jeune génération : les sondés ont tous entre 15 et 40 ans⁴. L'idée est de mettre en évidence, les « débuts embryonnaires de processus »⁵ : interroger les jeunes permettrait d'identifier de

¹ ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Etats-Unis, Humanities Press, 1976 p. 639.

² Ibid. p. 45.

³ ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Etats-Unis, Humanities Press, 1976, p. 665 à 672.

⁴ Ibid. p. 279.

⁵ Ibid. p. 185, traduction de l'anglais « embryonic beginnings of processes ».

nouvelles tendances de pensée qui seraient moins lisibles chez leurs aînés. Au sein de cette tranche d'âge encore relativement large, une analyse des résultats est effectuée selon quatre groupes d'âge, 15-20 ans, 21-26 ans, 27-32 ans et 33-40 ans afin de tester la pertinence de cette variable et, par là, l'hypothèse que les jeunes ont un rapport au futur particulier¹. Cette approche est finalement décevante puisqu'on n'observe pas de différence significative entre les réponses des plus jeunes et celle de la population interrogée en général². Mais ce « non-résultat » est intéressant en soi puisqu'il n'en reste pas moins que les plus jeunes sont tout de même bien ceux qui connaîtront le futur le plus lointain et y transporteront leurs conceptions, qu'elles soient différentes de celles des générations précédentes ou non.

Les organisateurs du projet maintiennent d'ailleurs, en dépit des résultats obtenus, l'idée que les jeunes sont un groupe à observer de près si l'on s'intéresse au futur : ils expliquent ainsi que le changement est souvent initié par une minorité qui n'est pas reflétée dans les statistiques obtenues par ce questionnaire s'adressant à un échantillon représentatif de l'ensemble de la population jeune des pays interrogés. Aussi faut-il accorder la plus grande attention aux *stimuli* venant de « certaines parts limitées de la population jeune totale »³. Cette idée qu'une certaine jeunesse serait plus apte à influencer l'avenir qu'une autre se retrouve dans le sondage qui est mené, au sein du projet « Images du monde en l'an 2000 », auprès de populations étudiantes de cinq pays, la RFA, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, la Suède et les Etats-Unis. Les étudiants interrogés sont considérés comme les « futurs tenants de positions centrales, originaires de classes moyennes et supérieures et appartenant à des nations capitalistes parmi les plus riches du monde »⁴. Cette définition concorde avec l'idée exprimée par Johan Galtung que les nouvelles idées entrent dans une société par son centre⁵ : il devient alors logique et légitime de donner une importance accrue à l'imaginaire d'un groupe dont on pense qu'il va former ce « centre ». On cherche donc à savoir ce que ce groupe clé souhaite pour le futur. Là encore, la réponse n'est pas franche, aucune

¹ *ibid.* chapitre 11, p. 279-317.

² *ibid.* p. 572.

³ *ibid.* p. 573 traduction de l'anglais « certain limited parts of the total youth population ».

⁴ *ibid.* p 215 traduction de l'anglais « Future holders of center positions, of upper- or middle-class origin and belonging to some of the wealthiest capitalist nations in the world ».

⁵ *ibid.* p. 185.

« cartographie » du futur souhaité ne peut être clairement tracée, néanmoins l'étude a permis de montrer que ce groupe savait en revanche ce qu'il ne voulait pas et commençait à diffuser cet esprit critique auprès du reste de la jeunesse¹.

Mesure de la « conscience du futur » des sondés, interrogations sur le rôle des jeunes et théories sur la manière dont le futur se forme : on a là trois éléments clés d'une nouvelle science du futur d'inspiration pacifiste en train de se former dans la deuxième moitié des années 1960. Ce champ d'expertise, comme nous l'avons vu à propos de la prise d'indépendance de Mankind 2000, rompt néanmoins partiellement avec ses origines militantes pacifistes pour se transformer en un intérêt pour les études sur le futur que l'on peut qualifier plus largement d' « humaniste ». Cette transition est clairement lisible à travers le cas d' « Images du Monde en l'an 2000 » : bien que recherche sur la paix et recherches plus larges sur le futur semblent se compléter harmonieusement dans la conception du projet, l'inscription dans ces deux disciplines ne va pas sans tensions et il semble que, dans les cas conflictuels, le futur comme approche globale l'ait emporté sur le problème spécifique de la paix. Hakan Wiberg rapporte que, lors de la définition de l'étude « Images du monde en l'an 2000 », les participants danois et suédois ont quitté le projet car celui-ci s'éloignait trop à leur goût des recherches sur la paix².

2) Les futuristes humanistes à la rencontre des prospectivistes technocrates

Plus ils approfondissent leur intérêt pour le futur, plus les pacifistes sont susceptibles d'intervenir dans un domaine de compétence qui leur était jusqu'alors étranger : la futurologie. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, ce nouveau champ de compétence s'est établi en Occident après la Seconde Guerre mondiale selon des principes théoriques éloignés des valeurs qui motivent nos acteurs. Pour Bertrand de Jouvenel en

¹ Ibid. p. 216.

² SZALAI Alexander et PETRELLA Riccardo (dirs.), *Cross-national comparative survey research: theory and practice*, Oxford, Royaume-Uni, 1977 p. 283 et note 12 p. 338.

France, comme pour les membres de la RAND Corporation, think tank américain initialement créé pour conseiller l'armée des Etats-Unis sur sa stratégie de défense, la prospective est une science qui fournit une évaluation rationnelle des scénarios possibles sur le long terme. Ces approches accordent plus d'importance au choix des techniques d'exploration du futur. Ces futurologues, que l'on peut qualifier de « technocrates » en suivant la classification adoptée par Waskow, développent des méthodes telles que la méthode Delphi ou la méthode des scénarios supposément capables d'assigner des degrés de probabilités à tel ou tel possible développement futur et d'en expliquer scientifiquement les ressorts¹. Même si elles introduisent parfois la notion de valeurs et de « futur souhaité », elles n'assument pas la même normativité que les images pacifistes du futur². Elles n'ont pas non plus le même objet principal : constatant une accélération des changements sociaux et techniques dans les sociétés occidentales « post-industrielles », elles visent à anticiper et contrôler ces changements en fournissant de meilleurs outils de décision aux leaders politiques afin de garantir une certaine stabilité de l'ordre établi. La futurologie américaine évoque bien la question de la guerre nucléaire, évaluant sa probabilité grâce à la méthode Delphi, mais ne questionne pas sa désirabilité³. La futurologie propose donc une approche technique, stratégique et centrée sur l'évolution des sociétés occidentales tandis que les pacifistes s'efforcent de raisonner à l'échelle de l'humanité pour proposer à celle-ci un meilleur futur, fondamentalement différent de la trajectoire dans laquelle l'humanité est engagée, grâce à une prise de conscience universelle des enjeux à venir.

Malgré ces différences fondamentales dans la manière dont il faut envisager le futur et l'action sur le futur, les pacifistes et chercheurs sur la paix, qui considèrent que la réflexion sur un meilleur futur est la seule voie de résolution des problèmes actuels et que celle-ci doit couvrir un spectre thématique large, sont attirés par la dimension technique de la futurologie technocrate. La promesse de crédibilité offerte par un mouvement qui se veut scientifique et

¹ ANDERSSON Jenny, « The Great Future Debate and the Struggle for the World », *The American Historical Review*, 12 janvier 2012, vol. 117, n° 5, p. 1411-1430.

² A propos de la dimension normative non assumée des travaux d'Herman Kahn auprès de la RAND Corporation, voir JULIEN Pierre-André, LAMONDE Pierre et LATOUCHE Daniel, « La méthode des scénarios en prospective », *L'Actualité économique*, Volume 51, n°2, avril-juin 1975, p. 253-281.

³ ANDERSSON Jenny, « The Great Future Debate and the Struggle for the World », *The American Historical Review*, 12 janvier 2012, vol. 117, n° 5, p. 1421.

qui se développe autour d'institutions reconnues encourage ces pacifistes à entrer en contact avec le milieu des prospectivistes. Ils le font selon trois modalités complémentaires qui sont aussi trois étapes de la transition entre pacifisme, études sur la paix et études sur le futur du monde en général. La première consiste à découvrir ce que sont les techniques de futurologie et à s'en inspirer pour envisager la paix comme un processus de long terme nécessitant une appréhension scientifique du futur. La futurologie est alors considérée comme une discipline pertinente pour les pacifistes, qui pourrait presque devenir une branche parmi d'autres des études sur la paix. La deuxième attitude adoptée par certains pacifistes met au contraire l'accent sur la futurologie comme discipline distincte dont ils cherchent eux-mêmes à devenir des professionnels, non pas pour se fondre dans le monde de la prospective tel qu'il est mais plutôt pour utiliser les techniques qu'il propose à meilleur escient. Ils adoptent ainsi une posture d'apprentis futurologues voire, pour certains d'entre eux comme Robert Jungk, de futurologues professionnels autodidactes désireux d'échanger avec leurs pairs. Enfin, la troisième modalité d'interaction entre les pacifistes et le monde de la futurologie technique – compatible avec les deux premières – consiste en une recherche d'influence de la part des nouveaux futurologues humanistes qui s'efforcent de coordonner un réseau international d'experts en prospective afin de mettre ces derniers au service de leur propres projets et visions. Nous faisons ici référence à une initiative en particulier : celles des membres de Mankind 2000 qui, à partir de 1965 s'efforcent de rassembler les futuristes de tous horizons autour de leur projet de conférence internationale sur les études sur le futur.

a) Apprendre et s'inspirer

Dès 1963-1964, ceux parmi les pacifistes qui cherchent à établir la possibilité d'un futur monde de paix par le biais d'études scientifiques voient dans la futurologie un outil pertinent pour leur propre travail et s'efforcent de la faire connaître comme telle à un public plus large de militants pacifistes et de chercheurs sur la paix et la résolution des conflits.

Pour que cette association entre recherche sur la paix et recherche sur le futur se fasse de plus en plus naturellement dans les esprits, l'une des méthodes employées consiste à mentionner différents projets d'études sur le futur, et différentes institutions les pratiquant, Sibylle Duhautois – « *Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989)* » - Thèse IEP de Paris – 2017

comme des initiatives et des structures concernant logiquement la recherche sur la paix. Lorsqu'elle recense les projets et organisations de recherche sur la paix en 1963, puis de nouveau l'année suivante, pour sa lettre d'information, Elise Boulding cite sans distinction des entreprises appartenant indiscutablement à ce domaine et des activités relevant plutôt de la recherche sur le futur qui ne semblent pourtant pas toutes dédiées explicitement au problème de la paix¹. Elle évoque la futurologie d'inspiration pacifiste portée par les militants qu'elle connaît personnellement. Ainsi elle rapporte l'activité de Robert Jungk qui projette de créer à Vienne une bibliothèque dédiée à la recherche sur le futur et à la planification². Elle relate aussi en détail les progrès du projet « Images du Monde Désarmé » puis, les années suivantes, d' « Images du Monde en l'an 2000 »³. Dans le même ordre d'idées encore, en 1965 et 1966, le développement de Mankind 2000 est évoqué sans qu'il ne soit jugé nécessaire d'indiquer le lien avec le thème de la paix⁴. En 1967, enfin, la *International Newsletter on Peace Research* annonce la première conférence internationale d'études sur le futur organisée par les membres de Mankind 2000⁵. Mais Elise Boulding va plus loin : elle mentionne aussi dans sa lettre d'information des initiatives liées à l'étude du futur qui ne sont pas le fait de pacifistes ou de personnes avec qui elle aurait un lien direct. En 1964, elle présente à ses lecteurs le supplément *Futuribles* du bulletin publié par la Société d'études et de documentation économiques industrielles et sociales (SEDEIS) consacré à la prospective. Elle indique en particulier le numéro de novembre 1963 qui propose une vue d'ensemble de la littérature internationale en sciences sociales sur le thème du futur, un sujet qui « représente un grand intérêt pour les chercheurs sur la paix » affirme-t-elle sans préciser pourquoi⁶. De même,

¹ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research*, vol 1, n°2, Spring 1963

² Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research*, vol 1, n°2, Spring 1963

³ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research* 1963-1969

⁴ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research*, vol 3, n°3, Octobre 1965, p. 8 et vol 4, n°3, Octobre 1966, p. 85.

⁵ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research*, vol 5, n°1, janvier 1967.

⁶ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research*, vol 2, n°1, January 1964, p. 8. Traduction de l'anglais « There is much of interest to peace researchers ».

toujours dans la rubrique consacrée aux activités françaises, elle évoque Jean Canaux, un « architecte qui s'intéresse à la planification du futur » et qui vient de rédiger un essai intitulé « l'époque de la planification » qui devrait selon elle intéresser certains *peace researchers*¹. Elle démontre ainsi un intérêt pour les techniques de prospective qu'elle s'efforce de partager avec ses pairs.

Johan Galtung mène une entreprise de vulgarisation similaire au sein de PRIO qui aboutit en quelques années à l'intégration des études sur le futur parmi les activités régulières de l'organisation. Il s'agit là aussi de s'ouvrir aux apports d'une futurologie plus « technocrate » que celle prônée par Johan Galtung lui-même. Ce dernier invite notamment Herman Kahn à donner deux séminaires au sein de PRIO en septembre 1967 dont le thème de l'un, « les scénarios vietnamiens », peut facilement être relié aux préoccupations pacifistes des membres de l'institut tandis que l'autre, « la recherche sur l'an 2000 », témoigne plutôt d'une volonté d'enrichir les connaissances des participants sur les techniques d'étude du futur en général². Johan Galtung poursuit cette orientation dans les années qui suivent, si bien qu'à partir de la fin des années 1960, les études sur le futur deviennent une activité à part entière dans la structure même de l'organisation. Une série de publications consacrées à la recherche sur le futur est lancée par l'institut en 1969 sous le nom « Future Research Monograph » ; une plaquette présentant cette collection publiée en 1970 évoque la recherche sur le futur comme une « spécialité collatérale de l'institut »³. L'un des trente programmes en cours en 1970 est en effet consacré aux « *Future Studies* » ; ce domaine d'activité est recensé comme l'une des dix perspectives à travers lesquelles les membres de PRIO pensent qu'il est pertinent d'approcher la recherche sur la paix. Il s'agit de toute une redéfinition de la recherche sur la paix qui est entreprise pour y intégrer la composante prospective : cette brochure définit la

¹ *ibid.* Traduction de l'anglais « an architect with a concern for planning for the future ». « Epoche of Planning ».

² Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, boîte n°31, *International Peace Research Newsletter*, Vol V, n°1, février 1967.

³ Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulding, main accession, carton n°3, brochure publiée par PRIO. Traduction de l'anglais « a collateral specialty of the institute ».

recherche sur la paix en expliquant que celle-ci « s'intéresse (...) au passé, au présent et au futur (par exemple des projections pour des mondes futurs pacifiques) »¹.

Ceux que l'on peut qualifier de « futuristes humanistes » s'initient ainsi, à partir de la moitié des années 1960, aux techniques des futuristes technocrates. À l'inverse, les prospectivistes sont interpellés par les discussions engagées par les mouvements pacifistes sur la question du monde futur. Un bon exemple de cette double dynamique nous est fourni par les échanges entre plusieurs personnalités connues pour leurs recherches sur la paix, Donald Michael, Arthur Waskow et les époux Boulding avec Edward S. Cornish, président de la World Future Society, une organisation de futurologie américaine. Dans une lettre à Elise Boulding datée de juin 1966, Edward S. Cornish explique avoir été surpris de constater de « remarquables chevauchements » entre les milieux de la recherche sur la paix et ceux des études sur le futur bien qu'après réflexion, dit-il, cela lui semble tout à fait logique². Intrigué par la découverte de cet intérêt commun pour le futur et par la lecture de la traduction de l'ouvrage de Fred Polak par Elise Boulding, il décide de s'abonner à la *International Peace Research Newsletter* que celle-ci coordonne.

b) Se professionnaliser et se distinguer

Tous les pacifistes s'intéressant aux images du futur ne se contentent pas de s'inspirer des études futurologiques menées par d'autres. Certains d'entre eux choisissent de créer leur propre structure de recherche sur le futur adoptant ainsi une identité de futurologue professionnel, en partie parce qu'ils estiment qu'il manque encore, aux côtés de la futurologie technocrate, un autre type de prospective plus démocratique.

¹ Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulding, main accession, carton n°3, brochure publiée par PRIO. Traduction de l'anglais « concerned with (...) the past, present, future (for instance, designs for future peaceful worlds) ».

² Archives d'Elise Boulding 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 5, lettre du 24 juin 1966, de Edward S. Cornish à Elise Boulding. « It came somewhat of a surprise to me to discover the remarkable overlapping of the audience for peace research and the audience for future studies. »

C'est le cas de Robert Jungk dont nous avons évoqué le projet de bibliothèque dédiée aux études sur le futur formulé dès 1963. Il choisit finalement d'aller plus loin en créant à Vienne en 1965, en plus du centre de documentation prévu, un institut de prospective, l'Institut für Zukunftsfragen¹. Les activités qu'il y mène témoignent d'une démarche entre imitation des futurologues technocrates et distinction vis-à-vis de ces derniers. Le premier événement organisé par l'institut, à Berlin en novembre 1965, consiste en une conférence sur le thème « Allemagne 1985 »². Le titre évoque un travail de prospective voire de planification nationale comme celui qui est mené par exemple par le Commissariat général du Plan français. La conférence se déroule en deux sessions dont la première est en effet consacrée à une prospective nationale que l'on peut qualifier de technocrate. Les contributions qui en font partie portent sur les prévisions qu'il est possible de faire quant à l'évolution de l'économie du pays, sur le système politique allemand et la planification ou encore sur les outils scientifiques d'aide à la décision³. Mais, dans son introduction, Robert Jungk s'efforce d'attirer l'attention des participants sur l'échelle mondiale⁴. Il fait en sorte qu'une partie des discussions soit consacrée à la réflexion sur les objectifs de la futurologie, sur sa dimension militante, sur sa capacité à critiquer l'ordre établi et sur les idéologies qu'elle peut favoriser selon la manière dont elle est utilisée. La deuxième session, qui réunit des interventions sur ce thème est dédiée aux « nouvelles manières de penser »⁵.

Robert Jungk cherche à se distinguer des futurologues technocrates tant par l'importance à accorder à certains contenus thématiques, en particulier ceux qui sont importants pour bien saisir les enjeux du futur à l'échelle globale, que par la manière de faire de la futurologie. Son institut accorde ainsi une place importante à la question de la paix : parmi les thèmes que la bibliothèque devrait traiter une fois devenue un centre de recherche, on trouve les « problèmes de désarmement et de coexistence »⁶. Les problèmes liés au

¹ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research*, vol. 4, n°1, février 1966, p. 6.

² Ibid.

³ Ibid. Section « Neue Politik und Wirtschaft ».

⁴ Ibid. « Introduction : R. Jungk, Vienna, Hinwendung zur Zukunft Planetarische und deutsche Perspektiven für 1985 ».

⁵ Ibid. Section « Neues Denken ».

⁶ Ibid. « problems of disarmament and coexistence ».

développement des pays du Sud acquièrent eux aussi une importance croissante dans les travaux de l'institut, notamment grâce à l'impulsion donnée par l'un des cofondateurs de l'organisation, Gerhard Drekonja, qui, après avoir participé à un projet d'alphabétisation au Honduras en 1963, se spécialise sur les questions de développement en Amérique latine¹.

Quant aux méthodes de la futurologie et à ses objectifs, Robert Jungk cherche là aussi à combiner l'intérêt d'une expertise technique avec le désir de créer une futurologie plus démocratique. Dès 1964, il coordonne une série de livres sur le futur dont l'objectif est de mobiliser les spécialistes de différents champs de savoirs en leur demandant d'introduire une dimension prospective dans leur travail en réfléchissant « à des propositions, des visions et des plans pour le futur »². Les thèmes choisis pour ces livres, comme les contributions à la conférence de novembre 1965 peuvent être analysés comme une recherche de compromis entre futurologie technocrate occidentale, voire nationale (problèmes urbains, santé publique, loisirs) et futurologie humaniste plus préoccupée des enjeux mondiaux (coopération internationale, développement du Sud). Ces publications revêtent en tout cas un caractère professionnel : ce sont ceux qui connaissent bien un problème qui sont en mesure d'en éclairer les évolutions possibles. Pour faire contrepoids à cette dimension technique et élitiste de la futurologie humaniste qu'il est en train de construire, Robert Jungk met aussi en place à la fin des années 1960, des ateliers de réflexion sur le futur, ouverts à tout citoyen intéressé par les problèmes de long terme, permettant ainsi une expression « démocratique » des peurs et désirs vis-à-vis du futur³.

L'entreprise que Robert Jungk mène ainsi à Vienne pour créer une futurologie humaniste alternative à la futurologie technocrate mais tout aussi crédible scientifiquement que cette dernière est considérée par le groupe Mankind 2000 comme un tremplin, un point de départ pour leur propre entreprise dont l'objectif est de faire gagner du terrain à cette nouvelle

¹ KLEIN Marcus, « Latin America Studies in Austria: An Overview », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe / European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 2002, n° 72, pp. 25-32.

² JUNGK Robert, « About Mankind 2000 », in Anderson Stanford (dir.), *Planning for diversity and choice; possible futures and their relations to the man-controlled environment*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1968, p. 84.

³ ANDERSSON Jenny, « The Great Future Debate and the Struggle for the World », *The American Historical Review*, 12 janvier 2012, vol. 117, n° 5, p. 1411-1430.

futurologie humaniste. La collection de livres coordonnée par Robert Jungk par exemple est décrite par celui-ci comme « fidèle aux idées de Mankind 2000 »¹.

Le cas de Robert Jungk et de Mankind 2000 est sûrement le plus important pour comprendre la transition qui s'opère d'un intérêt externe pour les études sur la paix motivé par un engagement pacifiste (ou plus largement humaniste) vers la construction d'une nouvelle branche de la futurologie. Mais on peut évoquer d'autres cas de pacifistes qui sont devenus experts du futur dans la deuxième moitié des années 1960. L'on a déjà mentionné le cas de Johan Galtung qui fait des études sur le futur l'un des champs de compétences de l'organisation scientifique qu'il dirige, PRIO. On peut aussi penser à l'un des participants à l'étude « Images du Monde Désarmé », Andrzej Sicinski, le directeur de l'équipe polonaise. En 1964, il débute l'étude en tant que représentant de l'Institut Polonais d'Opinion Publique mais, à partir de la fin des années 1960, s'intéressant de plus en plus aux études sur le futur, il prend la direction du Group of Social Prognoses, organe d'études prospectives qui vient d'être créé par l'Académie des Sciences Polonaise et y dirige un programme de recherche sur le thème « Pologne 2000 »². À partir de 1968, la plupart des participants polonais sont des membres du Group of Social Prognoses, leur domaine de spécialité n'étant donc plus les enquêtes d'opinion publique mais la recherche sur le futur³.

L'on peut alors s'interroger sur la façon dont ces acteurs construisent leur identité d'experts du futur. Deux facteurs permettent d'expliquer la réussite de cette conversion professionnelle rapide : l'état embryonnaire du champ de recherches que constituent les études sur le futur et le profil professionnel de ces nouveaux futuristes pacifistes. Les études sur le futur ne sont pas, vers le milieu des années 1960, une science établie à laquelle correspondrait un cursus académique et un ensemble de techniques et de savoirs reconnus par

¹ JUNGK Robert, « About Mankind 2000 », in ANDERSON Stanford (dir.), *Planning for diversity and choice; possible futures and their relations to the man-controlled environment*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1968, p. 84. Traduction de l'anglais « devoted to the ideas of Mankind 2000 ».

² ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Etats-Unis, Humanities Press, 1976 p. 717 ; et BOTKIN J. W., ELMANDJRA M. et MALITZA M., *No Limits to Learning: Bridging the Human Gap: The Report to the Club of Rome*, Amsterdam, Elsevier, 2014, p. 145.

³ SZALAI Alexander et PETRELLA Riccardo (dirs.), *Cross-national comparative survey research: theory and practice*, Oxford, Royaume-Uni, 1977, note 7 p. 337.

ceux qui la pratiqueraient¹. Les futurologues sont avant tout des spécialistes d'une autre science (science politique, relations internationales, analyse des systèmes...) qui s'emparent du problème du long terme, s'auto-déclarent futurologues et inventent leurs propres méthodes ou bien en choisissent parmi celles dont ils ont connaissance. Or, ces acteurs ont un bagage en sciences sociales – la sociologie et les études d'opinion publiques pour Sicinski, la science politique et les relations internationales pour Johan Galtung – à partir duquel ils peuvent construire leur recherche sur le futur. Pour ceux qui se sont intéressés à la prospective en lien avec leurs activités militantes pacifistes, ce sont les études sur la paix qui ont joué un rôle clé. Nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les discours pacifistes sur le futur du monde se sont de plus en plus éloignés de considérations purement philosophiques et du modèle des utopies pour acquérir les contours d'une science sociale. En s'appuyant sur les réseaux des sociologues et politologues spécialisés sur les questions liées aux relations internationales, aux conflits et à la paix, et sur leurs travaux académiques, les nouveaux « chercheurs sur le futur » ont pu d'emblée bénéficier d'une certaine légitimité scientifique et institutionnelle aux yeux des organisations et du public auxquels ils s'adressaient.

c) Influencer et rassembler : la conférence organisée par le Center for the Study of Democratic Institutions en 1965

La reconnaissance ainsi acquise à titre individuel en tant que penseurs du futur par les fondateurs de la futurologie humaniste leur permet d'être invités à discuter avec d'autres prospectivistes appartenant plutôt au groupe des futuristes technocrates. Certains événements permettent la réunion de ces différents personnages autour des thématiques qui font l'objet de leur intérêt commun et donnent l'occasion aux futuristes humanistes d'échanger avec ceux dont ils admirent l'étendue des savoirs futurologiques mais dont ils regrettent l'absence de réflexion sur la capacité de leur science à transformer l'avenir de l'humanité. Cette rencontre se fait souvent avec l'aide de personnes qui n'étaient pas directement impliquées dans les études sur la paix ou la prospective mais qui ont remarqué, de l'extérieur, les similarités entre les travaux des uns et des autres et ont ainsi favorisé leur rencontre. Un tel rôle est joué par

¹ SEEFRIED ELKE, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015.

Robert M. Hutchins, le directeur du Center for the Study of Democratic Institutions¹. En décembre 1965, le think tank qu'il a fondé en 1959 et qu'il dirige toujours organise dans ses locaux de Santa Barbara une conférence qui réunit futuristes humanistes et prospectivistes technocrate. Cette conférence est importante car il ressort de cette rencontre et des discussions qu'elle a permises, deux conclusions fondamentales : d'une part, l'idée que le futur se joue à l'échelle globale, et, d'autre part, la conviction que ceux qui s'intéressent aux questionnements liés à cet avenir global devraient s'organiser pour mener des études sur le sujet selon des pratiques communes à tous.

Alors qu'il était prévu que la conférence porte sur l'ouvrage de Jacques Ellul, *La technique ou l'enjeu du siècle*, qui vient d'être traduit en anglais par un membre du Centre², la réunion en un même espace de nombreuses personnes s'intéressant toutes au thème du futur selon des approches différentes fait rapidement dériver la discussion vers un débat plus général. Différents personnages clés dans l'histoire de la prospective sont en effet réunis pour la première fois. On peut citer parmi eux Robert Jungk, Lewis Mumford, Fred Polak, Hasan Ozbekhan, Dennis Gabor, Herbert Marshall McLuhan, Adam Schaff³. Cette conférence joue

¹ Robert Maynard Hutchins est un philosophe de l'éducation libéral (au sens américain du terme), sans engagement politique partisan mais plus proche par ses idées politiques et ses engagements ponctuels des démocrates que des républicains. Après la Seconde Guerre mondiale, Robert Hutchins se révèle particulièrement préoccupé par l'avenir des sociétés occidentales et de leurs institutions en général et par le danger que représente la bombe atomique en particulier. Dès 1945, il publie un pamphlet sur ce thème dans lequel il appelle à une prise de conscience morale devant rendre efficace un gouvernement mondial seul désormais capable d'éviter une catastrophe nucléaire. Lorsqu'il fonde le Centre en 1959, son objectif est de réunir différents penseurs pour discuter des grandes évolutions sociales qui affectent les Etats-Unis et auxquelles les institutions américaines doivent s'adapter pour conserver l'esprit de justice et de liberté avec lequel elles ont été créées au XVIIIe siècle. Il conçoit le centre comme une « petite université sans étudiants », un creuset de pensées pures qui, de conférences en publications, doit permettre à ceux qui le fréquenteront d'identifier à la fois les grands problèmes qui menacent la société américaine et les diverses solutions qui peuvent y être apportées. En réalité, le think-tank devient rapidement un centre de conférence où l'on débat de différents sujets sans grande cohérence les uns avec les autres, les membres du Center for the Study of Democratic Institutions invitant à tour de rôle des intervenants qu'ils jugent intéressants ou qu'ils connaissent personnellement pour présenter leurs réflexions sur le thème de leur choix. Cf. MAYER Milton Sanford. *Robert Maynard Hutchins: a memoir*, traduit par Studs Terkel, Berkeley, University of California Press, 1993, 546 p. ; HUTCHINS Robert M, *The atomic bomb versus civilization*, Washington [u.a.], Human Events, 1945, 14 p. et Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulding, main accession, carton 2, feuillet 13 « Center for the Study of Democratic Institutions », dépliant publié en 1964.

² ELLUL Jacques, *The technological society*, New York, Vintage Books, 1964, 449 p.

³ Archives du Center for the Study of Democratic Institutions, Université de Californie à Santa Barbara, carton n°70

un rôle fondamental dans l'évolution des conceptions des participants. Robert Jungk en décrit l'impact sur son propre cheminement intellectuel de la manière suivante : « Quand vous sortez d'une telle conférence et que vous y repensez après quelques mois, vous trouvez qu'en réalité (...) une grande partie de votre réflexion a été orientée dans de nouvelles directions – beaucoup de suggestions ont trouvé leur place dans votre propre travail »¹. Pourtant, à la lecture des conclusions de la conférence telles qu'établies par différents participants, il semble que ce sont surtout les futuristes humanistes qui sont parvenus à imposer leurs sujets de préoccupation et leurs vues aux autres participants. Fred Polak, notamment, intervient à plusieurs reprises au cours des cinq jours que dure l'événement pour appliquer sa grille de lecture personnelle aux sujets débattus. Les participants n'étant pas familiers avec le concept d'image du futur, des questions lui sont posées qui l'amènent d'abord à clarifier ce qu'il entend par cette expression puis finalement à exposer longuement ses idées sur la dynamique historique liée à la capacité ou l'incapacité qu'ont les hommes à produire des visions motivantes de l'avenir, proposant ainsi une version simplifiée de la thèse qu'il a développé dans son ouvrage de 1955². Hasan Ozbekhan, alors l'un des meilleurs experts en analyse des systèmes appliquée à la planification, se montre particulièrement réceptif aux idées déployées par Fred Polak qu'il interrompt à plusieurs reprises pour obtenir des précisions et dont il fait mention plus tard, reprenant à son compte le constat d'un manque d'images positives du futur.

Mais le thème cher aux discours pacifistes-humanistes sur le futur qui retient le plus l'attention des participants est bien celui de la dimension mondiale de l'avenir. Beaucoup considèrent que l'évolution du monde ne peut être comprise qu'en s'intéressant à l'échelle globale et que l'humanité doit s'entendre, à cette échelle, pour éviter un désastre planétaire. Le monde évolue « vers quelque chose de bien plus complexe et de plus large qu'auparavant » affirme-t-on, « nous devenons un unique monde »³. En réponse à ce nouveau

¹ *ibid.* traduction de l'anglais « When you come out and when you look back at such a conference after a few months, you find that actually (...) much of your thought has been directed into new ways – many suggestions have found the way into your own work ».

² Archives du Center for the Study of Democratic Institutions, Université de Californie à Santa Barbara, carton 81, feuillet n°6, procès verbal de la conférence.

³ Archives du Center for the Study of Democratic Institutions, Université de Californie à Santa Barbara, carton 81, feuillet n°6, procès verbal de la conférence, participant non identifié, traduction de l'anglais « the process of the evolution of the world into something which is much more complicated and much larger than before (...) we are becoming one world ».

défi, l'idée de former une communauté mondiale est évoquée et Robert Hutchins en profite pour faire l'apologie de l'idée de gouvernement mondial¹. Cette préoccupation pour le futur du monde considéré à l'échelle globale est nouvelle dans les discussions qui ont lieu au sein du Centre : les conférences qui y sont organisées et les ouvrages qui y sont publiés portent habituellement sur les seuls Etats-Unis. En octobre 1965, *Change*, le magazine du centre, aborde le problème de l'automatisation en racontant une rencontre qui a eu lieu entre des membres du Centre et des représentants syndicaux américains ; on donne des chiffres qui ne concernent que les Etats-Unis, on examine plus en profondeur le cas de la Californie². Porter le débat à l'échelle globale deux mois plus tard, alors même que ce n'était pas forcément l'objectif de la conférence dans l'esprit de ceux qui l'ont organisée³, est donc un succès pour les participants comme Robert Jungk, Fred Polak, Lewis Mumford ou encore Hasan Ozbekhan qui n'envisagent, eux, le futur qu'à l'échelle de l'humanité. Comme c'est le cas lorsque le futur du monde est débattu par les milieux pacifistes au même moment, le global est alors envisagé avant tout dans une perspective bipolaire. Il s'agit de montrer que les destins de l'Est et de l'Ouest ne sont pas séparables : Herbert Marshall McLuhan insiste par exemple sur le fait que « l'Ouest apprend de l'Est et [que] l'Est apprend de l'Ouest »⁴.

Dernier point commun avec les discussions humanistes sur le futur et non des moindres : la question de la paix elle-même est évoquée bien qu'assez rapidement. On voit poindre l'idée d'une interdépendance entre les différents enjeux globaux de long terme : « si seulement nous parvenions à avoir la paix, nous pourrions réellement faire quelque chose. Beaucoup de nos problèmes disparaîtraient » affirme-t-on⁵. Si on ne développe pas sur les futurs pacifistes ou conflictuels, on considère néanmoins que la paix est un élément de contexte indispensable à la réalisation d'autres futurs positifs à l'échelle de la planète.

¹ Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulding, main accession, carton 2, feuillet 13 « Center for the Study of Democratic Institutions », *The Center Diary*, n°10, Janvier 1966.

² Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulding, main accession, carton 2, feuillet 13 « Center for the Study of Democratic Institutions », *Change*, vol 1, n°8, octobre 1965.

³ Ibid. annonce de la conférence.

⁴ Archives du Center for the Study of Democratic Institutions, Université de Californie à Santa Barbara, carton 81, feuillet n°6, procès verbal de la conférence, traduction de l'anglais « the west learns from the east and the east from the west ».

⁵ Ibid. traduction de l'anglais « if only we would have peace, we could actually do something. Then many of our problems would disappear ».

Quoi que les divergences de vues entre certains des participants ne soient pas ignorées¹, tous s'accordent à souligner la nécessité d'une coopération entre les différents types de futurologues. Beaucoup des participants se prononcent pour la réunion des deux approches principales : l'usage de techniques scientifiques permettant d'anticiper différentes voies futures possibles – ce qui était alors largement ignoré par les futuristes pacifistes – au profit de tous plutôt que d'intérêts particuliers, ce qui conduit à décrire, parmi les futurs identifiés comme possibles grâce à des méthodes scientifiques, ceux qui seraient les meilleurs pour l'humanité et ainsi à assumer un choix de valeur. Ainsi définie, la prospective ne serait plus un simple outil d'aide à la décision pour les leaders actuels mais un ensemble de techniques qui peuvent être utilisées pour soutenir de grandes revendications et surtout pour montrer qu'il faut traiter les problèmes du futur à l'échelle du monde entier. Il ne suffit alors pas de réunir prospective technique et réflexion normative sur le futur de l'humanité. La prospective n'est en effet pas encore une science bien établie dont les principes et techniques seraient bien recensés et connus de tous les experts pratiquant les études sur le futur. Au contraire, il y aurait selon Jungk, en 1965, au moins 20 à 30 « techniques de *prognosis* et très souvent ces différentes techniques s'ignorent entre elles, ceux qui utilisent ces techniques ne connaissent pas les autres »². Il faudrait donc comparer les différentes méthodes et les rassembler pour trouver une norme commune, développer une unique « science de la prospective »³, dans l'idée d'établir des références et un langage commun.

Selon Jungk, le développement d'un tel champ – qui en est pour le moment au stade où en était la sociologie à la fin du XIX^e siècle, voire même plus tôt – permettrait précisément de réconcilier une approche utopiste, normative du futur et l'usage de techniques scientifiques comme il tente déjà de le faire à son échelle individuelle depuis la création de son institut de prospective viennois. En faisant de la futurologie un champ de savoir lisible, ouvert à tous, et désintéressé en soi, on briserait le monopole de quelques spécialistes. Formuler une image du

¹ Par exemple au moment où Robert Jungk attaque violemment un ancien analyste de la RAND Corporation, Emmanuel G. Mesthene pour son manque d'esprit critique. Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulding, main accession, carton 2, feuillet 13 « Center for the Study of Democratic Institutions », *The Center Diary*, n°10, Janvier 1966.

² Ibid. Traduction de l'anglais « you have now at least 20 to 30 different modes of prognosis - different techniques of prognosis – and very often these different techniques do not know each other – the people who do these techniques do not know about the other ones ».

³ Ibid. Traduction de l'anglais « science of prognosis ».

futur souhaité est nécessaire mais pas suffisant : pour qu'une vision soit « viable » et permette, comme Polak l'appelle de ses vœux, de remettre l'humanité en mouvement, il faut qu'elle soit validée par une combinaison de connaissances telles que celles qu'une nouvelle science prospective pourrait fournir ; il faut qu'on soit en mesure de montrer que le chemin vers le futur souhaité est possible et que l'on puisse décrire ce chemin. Robert Jungk ne formule pas seul cette synthèse entre futur normatif tel qu'il est pensé, entre autres, par les pacifistes, et techniques prospectives développées notamment par les membres de la RAND Corporation : tout au long de son intervention finale, il reprend des idées et des expressions qu'il a entendues dans la bouche des autres participants tout au long des cinq jours. Au total, il cite ou mentionne quatorze des participants, tentant de montrer que sa position, en faveur d'une prospective technique et normative consacrée essentiellement à améliorer le futur de l'humanité, est cohérente avec les idées exprimées par tous les autres participants. L'appel à une professionnalisation de la futurologie n'est pas inédit. Depuis quelques années les futurologues technocrates prônent aussi l'institutionnalisation de leur discipline. Ce qui est nouveau toutefois dans le discours de Polak et de Jungk est l'objectif que devrait assumer une telle évolution de leur champ d'intérêt. Il s'agirait pour eux de construire une force salvatrice presque révolutionnaire, capable de transformer le monde¹.

L'intervention de Robert Jungk lors de cette conférence à Santa Barbara et le rôle qu'il y a joué comme catalyseur d'une synthèse entre prospective technocrate et prospective normative voire militante, et entre prospective à l'échelle des sociétés occidentales et prospective comme outil de réforme de l'humanité tout entière n'est pas un événement isolé. S'il n'était pas à l'initiative de la rencontre, celle-ci intervient à un moment où Robert Jungk consacre toute son énergie à poursuivre les mêmes objectifs que ceux mis en avant à Santa Barbara. À partir du début de l'année 1965, il va en effet à la rencontre des experts du futur de toutes sortes, par intérêt personnel, pour augmenter la somme de ses connaissances dans le domaine qu'il a fait sien en ouvrant un institut de prospective à Vienne, mais aussi et surtout

¹ Archives du Center for the Study of Democratic Institutions, Université de Californie à Santa Barbara, carton 81, feuillet n°6, procès verbal de la conférence.

pour former un réseau qu'il espère réunir autour de Mankind 2000 et mobiliser en faveur des objectifs futuristes humanistes¹.

d) Influencer et rassembler : Mankind 2000, Robert Jungk, et la création d'un réseau international de prospectivistes

En avril 1965 à Paris, l'association de futurologie française Futuribles organise une conférence internationale sur la prospective à laquelle Robert Jungk assiste en tant que représentant du projet Mankind 2000². Il y retrouve certains des plus anciens et des plus connus parmi ceux qui, dès les années 1950, ont tenté de définir la prospective comme une science dotée d'un ensemble de techniques qui lui sont propres : l'Allemand Ossip Flechtheim, inventeur du terme « futurologie » et grand partisan de l'enseignement des méthodes d'anticipation du long terme, Olaf Helmer, l'inventeur de la méthode Delphi, alors chercheur à la RAND Corporation, Dennis Gabor, l'auteur d'*Inventing the future*³, qu'il retrouve quelques mois plus tard à la conférence du Center for the Study of Democratic Institutions, ou encore Bertrand de Jouvenel, le fondateur de Futuribles. Pour Robert Jungk, participer à cette conférence est la première étape d'une longue campagne visant à rencontrer tous ceux qui s'intéressent au futur, et si possible à les rallier au projet de création d'une science du futur au service de l'humanité, qu'il entreprend essentiellement à partir de la structure offerte par la création du groupe Mankind 2000. En novembre 1965, alors que Mankind 2000 devient une organisation dédiée à l'étude du futur de l'humanité, Johan Galtung propose une stratégie de diffusion des idées du groupe qui correspond à la démarche déjà engagée à titre individuel par Robert Jungk et qui trouve le soutien de la plupart des

¹ Dès début 1965 il est énoncé parmi les objectifs de l'organisation, la formation d'un réseau de personnalités s'intéressant au futur de l'homme. L'idée d'organiser une conférence est formulée plus explicitement par Johan Galtung lors de la première réunion officielle des membres de Mankind 2000, à Londres en novembre 1965. Cf. Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, Rapport sur Mankind 2000 envoyé à Elise Boulding en juillet 1969

² Archives du Center for the Study of Democratic Institutions, Université de Californie à Santa Barbara, Bulletin SEDEIS No. 916, Supplément FUTURIBLES no. 90, 10 avril 1965

³ GABOR Dennis, *Inventing the future*, Londres, Secker & Warburg, 1963, 231 p. Dans cet ouvrage, le physicien hongrois émet une préoccupation pour trois grands défis du futur : la guerre, la surpopulation et l'augmentation du temps de loisir.

membres du think tank et notamment ceux qui le financent : il s'agit d'adopter une démarche active de création d'un réseau international rassemblant tous les groupes qui s'intéressent déjà à la recherche sur le futur autour d'événements communs, de manière à attirer l'attention des experts, des groupes d'intérêt et du public sur les dangers et les opportunités qui attendent l'humanité dans les trente-cinq prochaines années.

Les premiers contacts établis par Robert Jungk attestent du potentiel d'une telle stratégie. Certains prospectivistes « technocrates » démontrant un intérêt pour le projet porté par Mankind 2000 se sont en effet rendus à la rencontre de Londres. On y trouve par exemple Georges Guéron qui avait découvert la prospective auprès de Gaston Berger, et Dennis Gabor ; Pierre Massé, commissaire général du plan avait prévu de s'y rendre bien qu'il s'en soit trouvé empêché¹. Ils encouragent les membres de Mankind 2000 à changer de perspective en laissant de côté la notion d'images du futur au profit d'un travail visant à établir de manière plus explicite un nouveau champ d'expertise futurologique. C'est dans ce contexte que Johan Galtung évoque pour la première fois la possibilité d'organiser une conférence internationale qui porterait sur le futur de la paix mais aussi du développement². La rencontre avec les experts de la prospective non spécialistes de la paix est donc concomitante de l'extension thématique des projets portés par Mankind 2000 à un autre, voire plusieurs autres problèmes mondiaux que celui autour duquel le groupe s'est formé.

Mankind 2000 tente alors d'établir des contacts internationaux dans trois directions. Il s'agit tout d'abord d'approfondir les liens esquissés tout au long de l'année 1965 par Robert Jungk avec les experts occidentaux qui développent des savoirs de prospective dont le but est à l'origine d'aider les dirigeants à la prise de décision. Mais l'on souhaite également établir des contacts avec des prospectivistes des pays socialistes, de manière à confronter les visions du futur – surtout en lien avec le thème de la paix – produites de chaque côté du rideau de fer. Enfin, on espère pouvoir dialoguer avec des représentants du Tiers Monde, notamment parce

¹ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 139 et p. 185.

² Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, Mankind 2000 Conference, 9th-12th November 1965, at the Ciba Foundation, minutes.

qu'il paraît légitime d'entendre leur point de vue sur la question du développement que Johan Galtung a identifié comme l'autre grand problème humain du futur¹.

La démarche d'enquête sur les techniques de prospective développées partout dans le monde – mais surtout en Occident et plus particulièrement aux Etats-Unis – et de prise de contact avec leurs inventeurs est facilitée par un travail préalable de collecte d'informations mené par l'*Institut für Zukunftsfragen* de Robert Jungk, que ce dernier considère comme une branche de Mankind 2000². La quarantaine de jeunes diplômés qui y travaillent à partir de 1965 sous sa direction entreprennent de constituer une bibliographie de la littérature en expansion se consacrant à « une étude sérieuse du futur »³ et de rédiger des résumés des œuvres qui y sont recensées. La première version de la bibliographie est publiée en février 1966⁴. Ce travail permet à l'équipe autrichienne d'identifier les acteurs clés de ce champ en construction dont les différentes composantes semblent souvent s'ignorer.

James Wellesley-Wesley et Robert Jungk entreprennent plusieurs voyages en 1966 dans le but de développer un réseau transatlantique et d'inviter des prospectivistes américains à la conférence entre-temps prévue pour septembre 1967 à Oslo. À l'automne 1966, ils se rendent ensemble à une conférence organisée par le MIT sur le thème « planifier pour la diversité et le choix : les futurs possibles et leurs relations à l'environnement contrôlé par l'homme » où ils retrouvent notamment Hasan Ozbekhan, ou encore le prospectiviste français Bernard Cazes⁵. La présentation du premier, consacrée à la question des valeurs à défendre pour faire face au « triomphe de la technologie » à l'échelle mondiale montre, comme l'année précédente lors de la conférence de Santa Barbara, des affinités avec la pensée prospective

¹ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 180-190.

² JUNGK Robert, « About Mankind 2000 », in ANDERSON Stanford (dir.), *Planning for diversity and choice; possible futures and their relations to the man-controlled environment*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1968, p. 83.

³ Ibid. Traduction de l'anglais « a serious study of the future ».

⁴ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton 31, *International Newsletter on Peace Research*, vol 4, n°1, Février 1966.

⁵ Voir les actes de la conférence publiés deux ans plus tard : ANDERSON Stanford (dir.), *Planning for diversity and choice; possible futures and their relations to the man-controlled environment*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1968, xii+340 p. La conférence a lieu du 13 au 16 octobre 1966.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

normative développée par Robert Jungk et Mankind 2000¹. Le second intervient pour discuter des techniques d'anticipation du long terme et de leur rôle dans la planification française, évoquant le travail du « groupe 1985 » au sein du commissariat général du Plan français et répondant aux questions qui lui sont posées à propos de Futuribles². Robert Jungk en profite pour présenter Mankind 2000 comme une organisation transnationale de recherche sur le futur tout en rappelant que la motivation originelle de ses membres est un projet pacifiste et que l'entreprise présente une forte dimension normative³. Sa démarche de constitution d'un réseau est explicite : dès le début de sa présentation, il insiste sur l'importance « de débiter un dialogue entre le nouveau et le vieux mondes à propos de la construction du futur »⁴. La définition qu'il donne du projet, « une entreprise internationale, interdisciplinaire et interidéologique, dédiée à l'invention de conditions de vie désirables et à la conception d'institutions capables d'assurer la survie de la race humaine »⁵, lui permet d'évoquer les autres fractures par-delà lesquelles le réseau doit s'étendre (Est-Ouest, culturelles, professionnelles). Il annonce la conférence qui doit se tenir un an plus tard à Oslo. Outre le désir de rassembler tous ceux qui s'intéressent aux techniques d'étude du futur autour d'un même réseau auquel il pourrait insuffler une orientation pacifiste, et plus largement, humaniste, le discours de Jungk laisse entrevoir la nécessité plus pragmatique de déclencher un mouvement d'intérêt propre à attirer les ressources matérielles nécessaires à un projet d'une telle ampleur que le sien⁶.

¹ Ibid. voir OZBEKHAN Hasan, « The triumph of technology : « Can » implies « ought » », p. 204-234.

² Ibid. voir CAZES Bernard, « Long-Range Studies of the Future and their Role in French Planning », p. 45-63.

³ Ibid. voir JUNGK Robert, « About « Mankind 2000 » », p. 79-97.

⁴ Ibid. p. 79. Traduction de l'anglais « to start a dialogue between the New and the Old Worlds about the shaping of the future ».

⁵ Ibid. Traduction de l'anglais « an international, interdisciplinary, and interideological enture dedicated to the invention of desirable future conditions of life and to the design of institutions likely to ensure the survival of the human race ».

⁶ Ibid. « Many important institutions have had to start in a small way and only later on were developed by better organizers with more money into something more efficient and more lasting. We hope our little intellectual « pilot plant » will be discovered by some people who might exclaim, « that ought to be done better ». All right, they are welcome to us. The main reason for my coming over here is to find such « better-doers ».

Au MIT, Robert Jungk rencontre aussi Daniel Bell et d'autres membres de la commission sur l'an 2000¹ mise en place en 1965 par l'académie américaine des arts et des sciences pour étudier les changements structurels à l'œuvre au sein de la société américaine². Il se rend ensuite à la RAND Corporation où il discute longuement avec Olaf Helmer qu'il a déjà rencontré l'année précédente à l'occasion de la conférence organisée à Paris par Futuribles.

L'étape suivante de son voyage le mène dans l'Illinois, à la rencontre de Richard Buckminster Fuller. Cet architecte américain porte une approche du futur bien différente de celles développées par les personnes auxquelles Jungk a rendu visite précédemment. Il mène à partir de 1961 un projet de recherche à la Southern Illinois University dont le but est de trouver une solution globale au problème des ressources mondiales limitées face à la croissance démographique humaine. Il souhaite que les étudiants en architecture du monde entier réfléchissent à la manière dont on pourrait, sur le long terme, faire en sorte que les ressources disponibles soient utilisées à la fois de manière beaucoup plus efficace – de façon à ce que leur quantité soit suffisante – et de manière à profiter à 100% des êtres humains alors qu'elles ne sont utilisées pour le moment d'après lui que par 40% de l'humanité. Richard Buckminster Fuller pose les bases de cette recherche en établissant les contours d'un « inventaire des ressources terrestres », en cherchant à estimer l'évolution probable des besoins humains, et en réfléchissant aux grandes voies par lesquelles le problème pourrait être résolu, notamment par le biais d'innovations architecturales qui permettraient l'usage de ressources renouvelables et qui limiteraient les quantités de ressources terrestres (métallurgiques par exemple) nécessaires à l'expansion des villes³. Ce projet intéresse particulièrement Robert Jungk en ce qu'il envisage le futur à l'échelle globale, en considérant la Terre comme un système, et pose des questions – celles des ressources terrestres et de la démographie humaine – souvent marginales ou inexistantes dans les travaux des

¹ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 187.

² BELL Daniel et GRAUBARD Stephen Richards (dirs.), *Toward the Year 2000: Work in Progress*, Boston, MIT Press, 1997, 428 p.

³ Documents d'archives disponibles sur le site du Buckminster Fuller Institute : R. Buckminster Fuller et John McHale, *Phase I, document 1 : Inventory of world resources, human trends, and needs*, 1963, 120p. ; R. Buckminster Fuller, *Phase I, document 2 : The design initiative*, 1964, 173p. ; R. Buckminster Fuller, *Phase I, document 3 : comprehensive thinking*, 1965, 114p. ; et John McHale, *Phase I, document 4 : The ten year program*, 1965, 127p.

prospectivistes américains. De plus, s'il se concentre sur la question des ressources et non sur celle des conflits mondiaux, Fuller partage toutefois avec Jungk l'objectif d'une entente globale entre les hommes. Cela se traduit par l'accent mis sur la question de la répartition des ressources, mais aussi par le jeu, à l'intitulé remarquable « World Peace Game »¹, que Fuller développe au début des années 1960 pour servir de support à l'élaboration de solutions globales créatives. Sur une carte du monde plate, composée par Fuller de manière à ce que la Terre soit représentée comme une île au milieu d'un unique océan, les joueurs doivent imaginer différents scénarios de gestion des ressources naturelles. L'aspect ludique de ce jeu pourtant très sérieux sert une fonction qui trouve des résonances dans la pensée de Robert Jungk : décrire les choix à propos du futur comme quelque chose d'accessible à tous, et même de la responsabilité de tous, et non de quelques dirigeants politiques. En dépit de la similarité de leurs modes de pensée, d'après ce que rapporte Jungk, Richard Buckminster Fuller s'avère assez peu réceptif au projet de Mankind 2000 de réunir différents types d'expertise sur le futur : celles qui, comme la sienne et comme celle des pacifistes, s'intéressent à sensibiliser l'humanité aux grands défis auxquels elle doit faire face, mais aussi celles, plus techniques, développées par les prospectivistes américains. Ces derniers intéressent peu Richard Buckminster Fuller². Robert Jungk parvient néanmoins à inviter John McHale, le co-directeur du programme développé par Richard Buckminster Fuller sur les ressources mondiales, à Oslo. Avant de rejoindre ce projet John McHale avait déjà développé un intérêt pour le futur à travers sa pratique artistique ; il avait notamment participé à l'organisation d'une exposition d'art contemporain à Londres en 1956 sur le thème « *This is Tomorrow* »³. Enfin, Robert Jungk assiste à la conférence de lancement de la World Future Society.

En plus des voyages entrepris par les responsables de Mankind 2000, une stratégie de communication institutionnelle est mise en place. À la fin de 1966, il est prévu de débiter la rédaction d'une lettre d'information sur les activités du groupe, ainsi que d'encourager la tenue de conférences nationales et régionales pour mieux faire connaître les projets entrepris par Mankind 2000, plusieurs mois avant la tenue de la conférence internationale qu'on pense

¹ Plus tard abrégé en « World Game ».

² SEEFRIED ELKE, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 188.

³ GODFREY Tony, "Days Like These; This Was Tomorrow.", *Burlington Magazine*, n°145, Mai 2003, p. 381-383.

alors organiser au début de l'année 1968¹. Des relations institutionnelles sont mises en place : en 1966, Fred Polak cite la « coopération étroite » établie avec le Woerkgroup 2000 néerlandais ainsi que la « coopération formelle avec la section européenne du Council for the Study of Mankind » qui s'est engagée².

Ces démarches entreprises pour créer un réseau autour des études sur le futur par les membres de Mankind 2000 à partir de 1965 portent rapidement leurs fruits. Les sollicitations que reçoit l'organisation montrent que, dès 1966, elle est connue en dehors des cercles qui l'ont créée et considérée comme un interlocuteur légitime pour discuter de l'avenir au-delà du seul thème de la paix. Mankind 2000 est invitée à participer à une conférence internationale de recherche qui a lieu à Moscou en septembre 1966 sur les tendances du développement mondial dans les dix prochaines années³ ; elle y envoie Johan Galtung qui s'intéresse justement de plus en plus au lien entre problème de la paix mondiale et problème du développement⁴. La participation de Robert Jungk à la conférence organisée par le MIT en octobre de la même année est également le résultat d'une invitation adressée à Mankind 2000 en tant qu'organisation dédiée à l'étude des évolutions futures⁵.

Dès 1966, de nombreux experts du futur ne venant pas des cercles pacifistes deviennent membres associés de Mankind 2000 et apportent au groupe leurs connaissances techniques. Parmi eux, on trouve notamment Charles Osgood qui mène au sein de l'université de l'Illinois le « Projet Plato » dont le but est de développer de complexes modèles informatiques capables de simuler différents scénarios futurs en fonction des données entrées

¹ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International peace research newsletter*, vol IV, n°3, octobre 1966, p. 85. Il s'agit de la conférence qui est finalement organisée en septembre 1967.

² Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International peace research newsletter*, vol IV, n°3, octobre 1966, p. 86. Traduction de l'anglais « close cooperation » et « a formal cooperation with the European section of the Council for the Study of Mankind ».

³ En anglais « Trends of World Development in the next 10 Years ».

⁴ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International peace research newsletter*, vol IV, n°3, octobre 1966, p. 85.

⁵ Ibid.

dans la machine et des choix faits par celui qui l'utilise¹. On trouve ici une combinaison intéressante entre une approche technique du futur, utilisant les derniers développements de l'informatique – cette science du futur qui fascine certains fondateurs de Mankind 2000 comme Robert Jungk² – et une ambition démocratique, cette machine devant permettre d'enseigner les enjeux du futur aux profanes et de rendre accessible à un large public les décisions importantes à prendre pour l'avenir. Que les technologies informatiques puissent ainsi permettre d'impliquer l'humanité dans les décisions concernant son propre futur, en portant à sa connaissance les grands enjeux globaux des prochaines décennies, est précisément ce qu'espèrent les fondateurs de Mankind 2000 en s'ouvrant aux techniques de la futurologie technocrate. Leur objectif n'est pas de reproduire la RAND Corporation ou Futuribles à l'échelle internationale mais de mettre les technologies développées par de telles institutions au service d'un mouvement visant à créer un meilleur futur pour l'humanité voire à la sauver des périls qui la menacent³. Charles Osgood n'est pas le seul membre associé de Mankind 2000 qui tente de concilier modèles informatiques de prédiction des futurs possibles et démocratisation des choix portant sur le futur : un projet assez similaire est porté par Arthur I. Waskow, lui aussi membre associé de Mankind 2000 en 1966, qui a pratiqué les recherches sur la paix au début des années 1960⁴ avant de chercher à « développer l'idée de “jeu de simulation”, comme un moyen d'impliquer le public dans une réflexion sérieuse sur le futur ».⁵

Cette réussite sur le plan des contacts noués en Europe occidentale et aux Etats-Unis n'éclipse toutefois pas dans l'esprit des membres de Mankind 2000 un autre objectif plus

¹ MARTINO Joseph Paul, *An Introduction to Technological Forecasting*, New York, Gordon and Breach Science Publishers, 1972, p. 105. Et Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International peace research newsletter*, vol IV, n°3, octobre 1966, p. 85.

² VIEILLE-BLANCHARD Élodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, Prospectives, Réfutations*, EHESS, 2011, p. 301.

³ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, Mankind 2000 Conference, 9th-12th November 1965, at the Ciba Foundation, minutes.

⁴ Voir WASKOW Arthur Ocean et WADSWORTH James J., *The worried man's guide to world peace*, Garden City, Anchor Books, 1963, xiv+219 p. et WASKOW Arthur I. et MILLIS Walter, *Keeping the world disarmed*, Santa Barbara, Center for the Study of Democratic Institutions, 1965, 87 p.

⁵ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International peace research newsletter*, vol IV, n°3, octobre 1966, p. 86. Traduction de l'anglais « developing the « gaming-simulation » idea, as a mean of involving the public in serious thought about the future ».

difficile à atteindre : recruter des futurologues de l'Est et du Sud, sinon au sein de l'organisation, au moins comme participants à la conférence prévue pour 1967. Trois membres de Mankind 2000 sont chargés de se renseigner sur la possibilité d'étendre les contacts de l'organisation avec les scientifiques soviétiques et d'organiser une réunion avec leurs représentants dès février/mars 1966. Se tourner vers l'Est est essentiel pour les pacifistes à l'origine de Mankind 2000. Intégrer des chercheurs venus de l'autre côté du rideau de fer dans une réflexion sur le futur de l'humanité est un signe fort de détente – comme l'a compris le Centre de Vienne quelques années plus tôt – et penser la paix à venir d'un point de vue uniquement occidental n'aurait pas de sens. Parmi les fondateurs de Mankind 2000, c'est surtout Johan Galtung qui s'attelle à identifier des experts du futur à l'Est et à les recruter¹. Il s'intéresse notamment aux travaux menés en Tchécoslovaquie autour de Radovan Richta, et parvient à inviter à Oslo deux des principaux collaborateurs de Richta, Bedrich Levcik et Irena Dubska. Le grand représentant de la prospective soviétique, Igor Bestuzhev-Lada est convié à la conférence de 1967. Du côté soviétique, des liens sont également noués avec le directeur du comité soviétique de recherches sur la paix, Igor Glagolev, que Johan Galtung a rencontré à un congrès sur la recherche sur la paix organisé à Gand en juillet 1964 et dont les projets de conférences sur le futur sont évoqués au sein des réunions de Mankind 2000 à partir de 1965². Robert Jungk, lui, avait rencontré Glagolev à l'automne 1966 à l'occasion d'une conférence sur le thème « le monde entre 1970 et 2000 » organisée par l'académie soviétique des sciences à Moscou. Jungk, qui en ressort avec l'impression qu'une nouvelle génération est en train d'émerger à l'Est qui serait plus ouverte au dialogue que la précédente, tente à cette occasion d'inviter Glagolev à participer à la conférence d'Oslo qu'il présente désormais comme une « conférence internationale Est-Ouest dédiée au futur ».³ Soumis à certaines pressions politiques, Glagolev doit finalement annuler sa participation au dernier moment mais il n'en reste pas moins en contact avec le réseau tissé par Mankind 2000⁴. À Oslo, l'Est

¹ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 193.

² Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, collection principale, carton n°3, compte-rendu de la réunion de Mankind 2000 tenue entre le 9 et le 12 novembre 1965.

³ JUNGK Robert, « About Mankind 2000 », in ANDERSON Stanford (dir.), *Planning for diversity and choice; possible futures and their relations to the man-controlled environment*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1968, p. 83

⁴ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 194
Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

est encore représenté par des participants venus de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Pologne. Ces pays, comme les pays occidentaux, connaissent un mouvement d'institutionnalisation des études prospectives, bien que légèrement plus tardif qu'à l'Ouest comme le laisse entendre le délégué polonais présent à Oslo, Stefan Zolkiewski en affirmant que son groupe de recherche est encore débutant et plus motivé qu'expérimenté¹.

Il apparaît plus difficile de trouver des interlocuteurs dans les pays du Sud – et plus largement dans les pays non Européens autres que les Etats-Unis – mais la volonté d'associer des représentants de ces pays est clairement affirmée. Cette préoccupation apparaît pour la première fois explicitement à la réunion de novembre 1965². Egbert de Vries, agronome qui s'est intéressé par le biais de cette spécialité au développement économique et social de plusieurs pays du Sud, présente aux membres de Mankind 2000 « le point de vue des habitants des pays en développement, leurs conditions présentes et leurs besoins futurs »³. On lui demande d'essayer de présenter le projet Mankind 2000 à des représentants de ces pays de manière à susciter leur engagement actif dans le projet. Certains membres de Mankind 2000 demandent également à ce que des contacts soient noués avec des experts de la République Populaire de Chine. En octobre 1966, Mankind 2000 fait passer le message qu'elle cherche à étendre son réseau dans la lettre d'information de l'IPRA. On peut y lire « aucun contact avec des experts de l'Extrême-Orient, de l'Inde, de l'Afrique ou de l'Australie n'ont encore été développés et toute aide à une introduction à ces régions du monde serait appréciée »⁴. La liste des participants à la conférence d'Oslo révèle néanmoins que cet appel est resté vain.

¹ SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 193

² Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, collection principale, carton n°3, compte-rendu de la réunion de Mankind 2000 tenue entre le 9 et le 12 novembre 1965.

³ Ibid. Traduction de l'anglais « the point of view of those in the developing countries, their present circumstances and future needs ».

⁴ Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International peace research newsletter*, vol IV, n°3, octobre 1966, p. 86. Traduction de l'anglais « Contacts with experts from the Far East, India, Africa, and Australia have not yet developed and assistance with introductions to these areas of the world would be appreciated ».

3) La première conférence internationale d'études sur le futur : créer une futurologie humaniste

Malgré cet échec concernant l'implication de représentants des pays du Sud dans le réseau que s'efforcent de mettre en place les membres de Mankind 2000, ceux-ci sont parvenus à rassembler un groupe large et hétérogène de personnages s'intéressant au futur désireux d'être présents à ce qui est présenté comme la première conférence internationale sur les études sur le futur. Robert Jungk et Johan Galtung qui organisent l'événement pour Mankind 2000 ont pour objectif de donner corps à un champ d'expertise neuf qui s'assignerait des objectifs humanistes plutôt que technocrates : travailler à un futur radicalement différent et meilleur pour l'humanité plutôt que conseiller les dirigeants politiques pour conserver l'ordre établi. Nous verrons dans un premier temps comment s'affirme cette ambition, de l'appel à participation à la conférence d'Oslo jusqu'aux choix défendus dans les années qui suivent l'événement. Cette orientation humaniste s'exprime notamment par un choix de thématiques prioritaires, la paix et le développement : un binôme dont nous analyserons le fonctionnement dans un deuxième temps. Enfin, nous expliquerons comment les visions du monde associées à cette réflexion humaniste sur le futur diffèrent de celles qui étaient mises en avant au début des années 1960 par les futuristes pacifistes.

a) Fonder une discipline militante

Les lettres d'invitation envoyées à tous les prospectivistes avec lesquels les membres de Mankind 2000 ont pu entrer en contact présentent l'événement comme un acte fondateur pour la recherche internationale sur le futur : on en parle comme d'« un congrès inaugural international de recherche sur le futur »¹. La lettre évoque l'intérêt croissant, dans beaucoup de pays, pour les recherches sur le futur et la nécessité de mettre en place une coopération et

¹ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, lettre d'invitation à participer au International Future Research Inaugural Congress en septembre 1967 envoyée le 7 février 1967 à Elise Boulding par Robert Jungk, Kenneth Lee et Johan Galtung.. Traduction de l'anglais « International Future Research Inaugural Congress ».

une coordination plus étroite entre toutes les initiatives existantes. La conférence doit permettre aux différents chercheurs de réfléchir à la manière dont cela peut être réalisé. On mentionne plusieurs possibilités : la fondation d'une association internationale de recherche sur le futur¹, le lancement d'un bulletin d'information international pour faire connaître l'actualité des parutions et des activités de recherche sur le futur, ou encore, une revue internationale dédiée à la publication de la recherche académique dans ce champ.

Pour les fondateurs de Mankind 2000, il s'agit en effet de donner corps à un nouveau champ de recherches, mais surtout de lui donner l'orientation qui leur convient avant que les techniques de prospective ne soient monopolisées par des acteurs aux vues radicalement différentes des leurs. Suggérer qu'il n'existe pas de structure internationale apte à coordonner les recherches sur le futur revient en effet à nier l'efficacité, la pertinence ou la légitimité d'autres initiatives dont les rédacteurs de la lettre, Robert Jungk, Kenneth Lee et Johan Galtung ont pourtant pleine connaissance, comme par exemple les rassemblements organisés par l'association Futuribles depuis cinq ans déjà ou l'organisation américaine World Future Society fondée en 1966². Endosser le rôle de fondateurs leur permet de définir le champ autour de leurs propres concepts et préoccupations. On trouve par exemple très clairement l'influence de Fred Polak dans le deuxième paragraphe de l'argumentaire proposé aux invités : « à part en ce qui concerne les spécialistes et les écrivains s'intéressant au futur, il y a une apathie et une incertitude générale à propos du futur dans la plupart des pays du monde aujourd'hui »³. Conformément aux idées humanistes, pacifistes et non alignées de Robert Jungk et de Johan Galtung, ces nouveaux experts du futur doivent se mettre au service « du reste de l'humanité, [la] prévenir des dangers à venir, et, ce qui est peut-être même plus

¹ Cette idée est déjà évoquée en 1966. Cf. Archives de l'IPRA, Université du Colorado à Boulder, carton n°31, *International peace research newsletter*, vol IV, n°3, octobre 1966, p. 86.

² GUIADER Vincent, *Socio-Histoire de la Prospective. La transformation d'une entreprise réformatrice en expertise d'Etat*, Science Politique, Paris : Université Paris Dauphine, 2008, 574 p.

³ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, lettre d'invitation à participer au International Future Research Inaugural Congress en septembre 1967 envoyée le 7 février 1967 à Elise Boulding par Robert Jungk, Kenneth Lee et Johan Galtung. Traduction de l'anglais « apart from future-orientated scholars and writers, there is a general apathy and uncertainty about the future in most countries of the world today ».

important, souligner les possibilités de mondes meilleurs et futurs »¹. Les avancées scientifiques telles que l'analyse de système doivent être mises à disposition, non de telle ou telle ambition particulière, mais du « futur de l'homme » et de la capacité de celui-ci à décider de son propre avenir, notamment en s'engageant dans une voie radicalement nouvelle².

Les résolutions prises à la fin du congrès, le 15 septembre 1967 sont cohérentes avec cette stratégie d'unification d'un champ de recherche sur le futur autour des fondateurs de Mankind 2000 et de leur ambition de s'attaquer aux grands problèmes de l'humanité³. Il est prévu de former quatre groupes de travail dont deux sont consacrés à la construction d'un champ scientifique, l'un devant s'attacher à définir « la méthodologie et les techniques des études sur le futur » et l'autre devant établir les « priorités pour la recherche sur le futur »⁴. Pourtant ces priorités semblent déjà choisies par les fondateurs de Mankind 2000 puisque les deux autres groupes de travail sont consacrés aux thèmes qui les intéressent et qui sont propres à leur approche spécifique du futur : l'un doit étudier les « images du futur », tandis que l'autre est dédié au « futur du développement et de la paix »⁵. Pour qu'aucun doute ne subsiste quant à la nature de ce qui est demandé aux groupes de travail, il est précisé qu'« images du futur » « signifie essentiellement prospective normative et vise à inclure des objectifs et des images du futur « optimistes » »⁶, soit exactement l'approche privilégiée par Fred Polak et reprise par plusieurs groupes de chercheurs sur la paix depuis le début des années 1960. C'est d'ailleurs Fred Polak lui-même qui est nommé rapporteur en chef de ce groupe de travail. Tous les participants à la conférence d'Oslo sont invités à prendre part au travail mené au sein de l'un ou l'autre des groupes, et ainsi, à insérer leur propre réflexion dans les catégories définies par les fondateurs de Mankind 2000. Outre les deux groupes de travail consacrés aux études sur le futur, le processus d'institutionnalisation autour de

¹ Ibid. Traduction de l'anglais « for the rest of mankind, to warn of dangers ahead and, which is perhaps even more important, to point out possibilities for future and better worlds ».

² Ibid. Traduction de l'anglais « Man's future ».

³ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, rapport « International Future Research Inaugural Congress, Oslo », Resolutions at end of Congress.

⁴ Ibid. Traduction de l'anglais « methodology and technique of future studies » et « priorities in future research ».

⁵ Ibid. Traduction de l'anglais « Images of the future » et « the future of development and peace ».

⁶ Ibid. Traduction de l'anglais « The phrase « Image of the Future » means primarily normative forecasting and is intended to include « optimistic » goals and pictures of the future ».

l'embryon formé par le groupe Mankind 2000 est lancé par la création d'une lettre d'information et par la nomination d'un « Comité permanent pour le congrès international de la recherche sur le futur » dont le secrétariat est assuré par Mankind 2000¹.

Les membres fondateurs de Mankind 2000 s'efforcent de maintenir ce cap futuriste humaniste par la suite. En 1968 encore, le thème proposé pour une nouvelle conférence qu'on pense organiser en avril 1970, « le développement humain dans un futur critique – nouveaux défis ; nouvelles aptitudes ; nouvelles dimensions »², est cohérent avec leur approche humaniste des techniques du futur. Ce choix est justifié ainsi : face à l'explosion des méthodes de planification et de prospective économique, technologique et sociale, on n'accorde pas une attention suffisante au « facteur humain »³. Les fondateurs de Mankind 2000 se proposent de rétablir l'équilibre par le biais de cette nouvelle conférence.

Fred Polak, lui, publie la même année un ouvrage qui veut, dans un premier temps, retracer l'histoire des dogmes avec lesquels on a abordé le futur dans le passé, et qui dresse dans une deuxième partie, un tableau des initiatives en train de se développer dans le domaine de la prospective⁴. Il y évoque notamment Mankind 2000 comme une organisation leader dans le domaine, dont l'une des tâches principales est d'inspirer à l'humanité une « conscience du futur » et une « conscience du choix »⁵.

b) Le binôme paix et développement au cœur du projet de Robert Jungk et Johan Galtung

¹ Ibid. Traduction de l'anglais « Continuing Committee for the International Future Research Congress ».

² Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, Rapport sur Mankind 2000 envoyé à Elise Boulding en juillet 1969. Traduction de l'anglais « Human Development in a Critical Future – new challenges ; new abilities ; new dimensions ».

³ Ibid. Traduction de l'anglais « human factor ».

⁴ POLAK Fred, *Prognostica: wordende wetenschap schouwt en scheidt de toekomst*, Deventer, Kluwer, 1968. Une version abrégée est publiée en 1969 et celle-ci est traduite sous le titre « Prognostics, a science in the making surveys the future » en 1971.

⁵ Ibid. p. 372. Traduction de l'anglais « future-consciousness » et « choice-consciousness ».

Avant la conférence d'Oslo, ce futurisme humaniste autour duquel les fondateurs de Mankind 2000 essayent de réunir tous les experts du futur correspondait à un certain nombre de principes évoqués en diverses occasions par Robert Jungk, Johan Galtung, Fred Polak et tous ceux qui les rejoignent au sein du think tank qu'ils ont créé. Il s'agit pour eux de promouvoir une approche démocratique et militante du futur, qui permette à chacun d'exprimer ses préférences et par laquelle on pourrait choisir, en connaissant les différentes alternatives de long terme, une trajectoire collective meilleure pour tous. Quant aux problèmes spécifiques auxquels il conviendrait de s'attaquer pour donner naissance à ce meilleur futur, si certains thèmes sont parfois évoqués (ceux qui font l'objet des publications dans la collection sur le futur coordonnée par Robert Jungk à partir de 1964 par exemple), les discours laissent plus souvent la place à une préoccupation générique pour « le futur de l'humanité » sans que l'on prenne soin d'en souligner les composantes précises ni moins encore la manière dont celles-ci seraient reliées entre elles.

La conférence d'Oslo est alors l'occasion pour les fondateurs de Mankind 2000 de préciser les problèmes autour desquels ils souhaitent articuler les nouvelles études sur le futur qu'ils appellent de leurs vœux. Ceux-ci sont au nombre de deux : à la paix, enjeu fondateur pour le futurisme humaniste s'ajoute la question du « développement », une catégorie de réflexion large qui permet de faire la synthèse entre plusieurs questionnements qui affleuraient déjà dans les discussions tenues lors des réunions de Mankind 2000 entre 1964 et 1967 : croissance démographique globale et ressources alimentaires limitées à l'échelle de la planète, bienfaits et dangers du progrès technologique, ou encore rôle des pays du Sud dans les décisions concernant l'avenir de l'humanité¹. Ce dernier point, largement ignoré au début des années 1960, prend une importance nouvelle dans un contexte où le processus de décolonisation touchant à sa fin, les nouveaux pays du Sud font entendre leurs voix sur la scène internationale, en particulier au sein des instances de l'ONU qui, selon Mark Mazower, passent d'un instrument d'empire à un forum anticolonial². Cette transformation du contexte international encourage les futurologues à concevoir l'humanité comme une communauté

¹ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, rapports des rencontres organisées par Mankind 2000 entre 1964 et 1967.

² MAZOWER Mark, *No enchanted palace: the end of empire and the ideological origins of the United Nations*, Princeton (N.J.), Etats-Unis, Royaume-Uni, 2009, 236 p.

d'hommes égaux partageant un certain nombre d'intérêts communs plutôt que comme un ensemble divisé entre deux blocs entre lesquels (ou par-delà desquels) il faudrait surtout assurer la paix.

Fixer le contenu de ce futur de l'homme comme une combinaison de deux grands problèmes connectés, la paix et le développement, est cohérent avec l'ambition de Mankind 2000 d'influencer l'orientation que doit prendre la recherche internationale sur le futur : cela implique une prise de position forte, un choix d'agenda politique pour tous les experts du futur. L'objet de ce congrès inaugural tel qu'il est annoncé au début de la lettre d'invitation « L'avenir proche de l'humanité – paix et développement, 1970-2000 »¹, ainsi que les quelques phrases dédiées à ces deux problèmes est présenté comme une évidence ; il est donné pour acquis que paix et développement sont « les grands slogans [du] temps »² et les deux portes d'entrée par lesquelles il convient d'aborder l'avenir de l'humanité. Si aucune alternative n'est proposée, on tente toutefois d'expliquer l'importance et le fonctionnement du couple paix-développement.

Ce choix de se restreindre à deux grandes thématiques permet aux organisateurs de la conférence d'Oslo de présenter une vision synthétique du monde futur qu'ils souhaitent rendre possible, conformément à l'idée d'« image du futur » forte défendue par Fred Polak. Pour cela, ils soulignent ce qui rassemble les deux enjeux en une seule problématique. Tout d'abord, l'absence de paix et le retard de développement seraient les deux déclinaisons principales de la peur de l'avenir qui bloquerait la capacité humaine à se projeter sur le long terme. Ainsi, il est expliqué que l'apathie générale face au futur est mêlée, dans les pays développés, à une peur de la guerre et, dans les pays en développement, aux frustrations associées aux désirs non réalisés d'un développement rapide. Paix comme développement sont caractérisés par un déficit d'imagination humaine quant aux bienfaits qu'ils pourraient apporter et qui ne se restreignent pas à la définition qu'on en donne habituellement. Il est ainsi expliqué dans la lettre d'invitation que les recherches sur le futur devraient renforcer les quelques efforts faits pour donner des détails sur ce qu'une paix positive, concept cher à Johan Galtung, pourrait impliquer et pour décrire les bienfaits d'un futur développement au-

¹ Ibid. Traduction de l'anglais « the near Future of Mankind ».

² Ibid. Traduction de l'anglais « the great slogans of our time ».

delà de leur dimension purement économique, notamment en termes d'« expérience intérieure et de relations interpersonnelles »¹. Ensuite, répondre à ces deux enjeux engage la même responsabilité de l'homme à faire des choix décisifs alors qu'il dispose de nouvelles capacités techniques et qu'il est confronté à leurs effets secondaires indésirables. On explique ainsi que les progrès technologiques ont permis le développement de certains mais ont également contribué à creuser une inégalité entre les Hommes et entre leurs pays, tout comme ces progrès ont permis l'invention d'une arme menaçant la survie de l'espèce alors que la même énergie nucléaire pourrait être employée à son profit². Cet argumentaire que l'on trouve dans la présentation de la conférence avait déjà été esquissé par Johan Galtung dans un article qu'il avait écrit l'année précédente pour présenter Mankind 2000³. Il y ramenait « la possibilité d'un conflit nucléaire global » et « le gouffre croissant entre les parties “développées” et “sous-développées” du monde » à un principe commun de « décomposition totale des relations et de la communication »⁴. La réponse commune à l'un et l'autre problème passerait donc par la capacité renouvelée de la communauté humaine à prendre ses responsabilités vis-à-vis du futur en imaginant et en construisant ensemble une alternative radicalement différente.

Si les problèmes liés à la paix et au développement partagent donc des déterminants communs essentiels pour comprendre quelle doit être la position adoptée par la communauté humaine vis-à-vis de son futur, ceux-ci sont aussi directement connectés l'un à l'autre par leur appartenance au même cercle vicieux qui pourrait être transformé en cercle vertueux, le développement étant alors considéré « dans un sens large, comme un aspect positif de la paix »⁵. L'idée mise en avant est que le développement ne peut avoir lieu que dans un

¹ Archives d'Elise Boulding, 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, lettre d'invitation à la conférence. Traduction de l'anglais « inner experience and interpersonal relations ».

² Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, document d'invitation à la conférence.

³ GALTUNG Johan, « The Mankind 2000 Project », in *Main currents in modern thought*, 1966, volume 22, numéro 5, p. 123-124.

⁴ Ibid. Traduction de l'anglais « the possibility of global nuclear conflict » ; « the increasing gulf between the « developed » and the « underdeveloped » areas of the world » et « complete breakdown in relationship and communication ».

⁵ Archives d'Elise Boulding, 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton 8, lettre d'invitation à la conférence. Traduction de l'anglais « in a wide sense as the positive aspect of peace ».

contexte de paix favorisant les relations positives entre les différents groupes d'individus. La même logique avait été déployée en sens inverse par l'équipe de Johan Galtung lors de la préparation du questionnaire pour l'enquête « Images du monde en l'an 2000 » dans lequel on demandait par exemple aux sondés s'ils pensaient que « pour obtenir la paix, la faim et la pauvreté devraient être abolies partout dans le monde »¹. On voit ainsi s'ébaucher, dans les conceptions des futuristes humanistes, une pensée du monde comme système.

c) Une vision du monde en deux dimensions

Alors que les discussions sur un futur monde en paix impliquaient, et impliquent toujours, essentiellement une vision du monde comme un ensemble divisé principalement autour d'un axe Est-Ouest, la conception du monde des futuristes humanistes gagne en complexité avec l'introduction d'une réflexion sur le développement qui implique, elle, une vision du monde comme un ensemble également divisé selon un axe Nord-Sud.

Nous avons évoqué les efforts fournis par les fondateurs de Mankind 2000 pour entrer en contact avec des personnes du Sud qui seraient intéressées par la recherche sur le futur et leur résultat décevant. Ces efforts d'ouverture internationale et d'intégration des enjeux futurs tels qu'ils sont formulés par d'autres spécialistes que les Occidentaux et que les Soviétiques doivent beaucoup à la conception démocratique des études sur le futur défendue par les futuristes humanistes qui organisent la conférence d'Oslo. D'après eux, les techniques de prospective et les discussions expertes sur le futur doivent être mises au profit de l'humanité tout entière ; un vaste dialogue mondial doit être engagé « entre les cultures, les disciplines et, de manière générale, les personnes », de manière à ce que chacun puisse exprimer son désir pour l'avenir et que ces préférences puissent être prises en compte de manière démocratique².

¹ ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Etats-Unis, Humanities Press, 1976, p. 666 traduction de l'anglais « To obtain peace hunger and poverty should be abolished all over the world ».

² Rapport établi par Mankind 2000 en 1969, cité par Elise Boulding dans BOULDING Elise, *Futuristics and the Imaging capacity of the West*, in MARUYAMA Magoroh et HARKINS Arthur M. (dirs.), *Cultures of the Future*, Walter de Gruyter, 1978, 693 p. 17.

Cette idée commence à faire son chemin dans les milieux futuristes pacifistes. Elise Boulding qui intervient peu dans le projet Mankind 2000 mais qui en suit l'évolution grâce à la correspondance fournie qu'elle entretient avec ses organisateurs, projette, elle aussi, dès 1965, de faire émerger les imaginaires futurs des habitants des pays en développement : elle évoque à plusieurs reprises un projet de thèse de doctorat par lequel elle appliquerait à cette partie du monde la notion d' « image du futur » développée par Fred Polak¹. De même, lorsque le projet « Images du Monde Désarmé » devient « Images du Monde en l'an 2000 », ses organisateurs, à la tête desquels on trouve Johan Galtung, s'efforcent d'inclure des pays extra-européens à l'étude, et parviennent à recruter une équipe japonaise et une équipe indienne². Deux pays seulement, cela peut paraître peu mais c'est essentiellement la conséquence de contraintes pratiques qui ont limité l'extension du projet à plus de pays non européens. On envisageait à l'origine d'inclure également le Canada et le Chili³.

Si l'appel à des participants venus du Sud émis par Mankind 2000, lui, ne reçoit pas la réponse escomptée, ce souhait d'intégrer le point de vue de différentes parties du monde conduit toutefois à revoir le contenu des projets de Mankind 2000 de manière à ce qu'ils couvrent des thématiques propres à intéresser également d'éventuels participants des pays en développement. Dès 1965, à la suite d'un discours qu'il a prononcé sur le futur de ces pays, on demande à Egbert de Vries de préparer une présentation écrite sur le sujet qui pourrait être intégrée dans le mémorandum Mankind 2000 préparé par Maurice Rickards⁴. On retrouve quelques allusions à cette réflexion naissante sur les besoins futurs spécifiques aux pays en développement dans la lettre d'invitation à la conférence d'Oslo⁵.

¹ Voir Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, 2nd accession, carton 10, lettre de Fred Polak à Elise Boulding, le 3 mars 1965 et 1^{ere} accession, carton 5, lettre du 24 juin 1966 de Edward S. Cornish à Elise Boulding.

² ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Etats-Unis, Humanities Press, 1976.

³ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS); carton 7/1.8 ; Rapport sur la réunion du groupe de travail, Paris, le 20 mars 1965.

⁴ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, Rapport sur Mankind 2000 envoyé à Elise Boulding en juillet 1969.

⁵ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, lettre d'invitation à participer au International Future Research Inaugural Congress en septembre 1967 envoyée le 7 février 1967 à Elise Boulding par Robert Jungk, Kenneth Lee et Johan Galtung.

L'évolution des mentalités vers une représentation d'un monde Nord-Sud se retrouve aussi dans l'analyse qui est donnée des résultats de l'enquête « Images du Monde en l'an 2000 ». Hakan Wiberg explique qu' « en essayant d'établir où étaient situées les sources de la guerre et de l'armement, [les organisateurs du projet ont] trouvé que le conflit Est/Ouest dominait toujours dans les esprits des gens par rapport au conflit Nord/Sud »¹, les étudiants faisant exception. Cette dernière remarque, ainsi que l'emploi du terme « toujours » laissant penser qu'il y a là un retard qu'il ne partage pas personnellement, dessine en creux une avant-garde qui conçoit désormais le futur du monde comme un problème plus complexe que celui incarné par la seule bipolarité Est-Ouest.

Ce basculement d'une vision du monde Est-Ouest à une vision du monde Est-Ouest mais aussi Nord-Sud est essentiel dans l'évolution de l'approche humaniste des études sur le futur. C'est lui qui permet à ces futurologues de s'émanciper d'une approche auparavant considérée comme étroitement pacifiste pour structurer un champ disciplinaire international nouveau autour de l'étude du futur à l'échelle globale et autour de la réflexion sur ce que l'on appelle alors les « problèmes mondiaux de long terme ».

B - Les études sur le futur : formalisation d'un champ disciplinaire international dédié à l'étude de la « problématique mondiale » (1968-1973)

À l'issue de la conférence d'Oslo, c'est en effet autour de ce désir de porter la réflexion sur le futur à l'échelle globale que les membres de Mankind 2000 parviennent à rassembler un réseau large de futurologues et à donner une forme institutionnelle stable à leur réunion. Après avoir évoqué cette réussite, qui prend la forme de la création de la World Futures

¹ SZALAI Alexander et PETRELLA Riccardo (dirs.), *Cross-national comparative survey research: theory and practice*, Oxford, Royaume-Uni, 1977, p 300. Traduction de l'anglais « Trying to establish where the sources of war and armament are located, we found that the East/West conflict still dominated in people's mind, over the North/South conflict ».

Studies Federation (WFSF) en 1973, nous examinerons le nouveau cadre rhétorique et scientifique qui est alors utilisé pour penser le futur du monde.

1) Un réseau d'experts dédiés à l'étude du futur de l'humanité

a) La création de la WFSF¹

Dans un contexte où les études sur le futur forment une activité de plus en plus identifiée par le public, comme en témoigne par exemple la présence d'un article « futurologie » dans le *Journal de l'année* publié par Larousse en 1971², le succès de la conférence souligne un potentiel de fusion entre différentes approches du futur. Il apparaît possible de réunir autour d'initiatives communes la totalité de ceux qui veulent construire une expertise sur l'avenir du monde. Après la conférence d'Oslo, il est décidé de renouveler l'expérience en organisant une nouvelle rencontre internationale. L'un des participants à la conférence de 1967, le sociologue japonais Kato Hidetoshi convainc la Société Japonaise de Futurologie d'héberger le nouvel événement dans leurs locaux de Kyoto en avril 1970³. Plus de deux cents participants, soit plus de trois fois le nombre de ceux qui s'étaient réunis à Oslo, prennent part à ce rassemblement. C'est en marge de cette nouvelle conférence qu'un groupe d'une vingtaine de futurologues – dont certains correspondent au profil humaniste des organisateurs de la conférence d'Oslo, tandis que d'autres se rapprochent plus d'un profil technocrate – se réunissent à plusieurs reprises pour réfléchir à la possible création d'une institution plus permanente et à l'ambition plus large que le Comité permanent pour le congrès international de la recherche sur le futur, déjà mis en place par Mankind 2000 à Oslo

¹ Sur l'histoire de la WFSF, consulter ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, à paraître.

² Article « Futurologie », *Journal de l'année*, Paris, France, Larousse, 1971, p. 319.

³ STEENBERGEN Bart VAN, « The first fifteen years: a personal view of the early history of the WFSF (1967–1982) », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 355–360 ; DATOR Jim, « The WFSF and I », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 371–385 ; Masini Eleonora Barbieri, « Reflections on World Futures Studies Federation », *JFTR Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, pp. 361-369 et Challenges from the future. Proceedings of the International Future Research Conference, Four volumes. Tokyo, Japan Society of Futurology, Kodansha, 1970.

et qui est élargi à de nouveaux membres à cette occasion. Ces discussions se poursuivent par échange de courriers entre les membres de ce comité international élargi puis, lors d'une troisième conférence, organisée cette fois à Bucarest, en septembre 1972, sous la direction d'un prospectiviste roumain, Pavel Apostol. Chaque jour, le groupe de futurologues intéressés par la création d'une institution internationale permanente de recherche sur le futur se réunit pour écrire une première ébauche de statuts qui est présentée en séance plénière le dernier jour de la conférence¹. Parmi les membres de ce groupe se trouve le directeur du bureau de prospective qui a alors été mis en place à l'Unesco, Mahdi Elmandjra. Grâce à l'intervention de celui-ci, une Fédération Mondiale d'Etudes sur le Futur (World Futures Studies Federation, WFSF) est finalement créée lors d'une réunion de lancement qui a lieu dans un bâtiment de l'Unesco en juin 1973, la WFSF devenant alors une organisation affiliée à l'Unesco avec le statut C (relation d'information mutuelle)². Son siège officiel est établi dans les locaux de l'association Futuribles à Paris.

La création de la WFSF témoigne d'une même logique de prise d'autonomie que la création de Mankind 2000, cette fois portée à l'échelle disciplinaire : les recherches sur le futur acquièrent une structure institutionnelle qui leur est propre et ne sont plus considérées comme une déclinaison ni des recherches sur la paix, ni de la science politique, ni encore de la sociologie. L'exercice de synthèse entre différents courants de la futurologie apparaît réussi sur le papier puisque l'on trouve parmi ceux présents à la réunion de Paris en 1973 et à la conférence qui suit immédiatement celle-ci, en septembre, à Rome, aussi bien Johan Galtung, pionnier de l'entreprise futuriste humaniste avec Mankind 2000 et Elise Boulding, dont l'approche du futur est toujours marquée essentiellement par ses préoccupations pacifistes, que Alexander Christakis, un spécialiste gréco-américain de l'analyse des systèmes³, ou encore Bertrand de Jouvenel, fondateur d'une école française de prospective qui présente des similarités avec la futurologie américaine en tant qu'il s'agit pour lui de conseiller les

¹ DATOR Jim, « The WFSF and I », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 373.

² MASINI Eleonora Barbieri, « Reflections on World Futures Studies Federation », *JFTR Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 362.

³ On peut également noter qu'il s'agit de l'un des fondateurs du Club de Rome dont nous évoquerons le travail plus loin dans ce chapitre.

dirigeants mais qui insiste plus sur la dimension normative et sur le rôle de l'imagination¹. La réussite de l'institutionnalisation de ces différents courants au sein d'une même organisation, la WFSF, s'explique notamment par le désir de ce que Kapil Raj appelle l'« auto-construction » des détenteurs de nouveaux savoirs cherchant à faire en sorte que ceux-ci apparaissent « certifiés »². De fait, tous les participants qui racontent la préhistoire de l'organisation insistent sur le sentiment qu'il fallait créer une structure à même de rassembler tous les types de futurologie et d'organiser des événements qui fassent référence au niveau international pour cette nouvelle discipline³. Le succès des conférences qui conduisent à la création de la WFSF est remarqué par les observateurs externes : la nécessité d'un article « Futurologie » du *Journal de l'année* 1971 est justifiée dans l'introduction de cet article par un sous-titre évoquant « Une science nouvelle en plein essor : la prévision de l'avenir », et par la mention subséquente de « la deuxième conférence internationale de futurologie (...) tenue à Kyoto en avril 1970 »⁴.

Quant à l'ambition de réunir des personnes intéressées par la recherche sur le futur venues du monde entier, les difficultés rencontrées avant Oslo, dont nous avons expliqué qu'elles concernaient surtout le recrutement de participants du Sud, sont surmontées peu à peu. À Kyoto déjà, le fait que la conférence ne soit organisée ni en Europe ni en Amérique du Nord témoigne d'une volonté renouvelée d'attirer des profils différents. En plus d'une cinquantaine de Japonais, les organisateurs parviennent à réunir environ cent cinquante étrangers venus de trente-deux autres pays dont la Thaïlande, le Pakistan et l'Argentine⁵. Deux ans plus tard, à Bucarest, ceux qui participent au groupe qui travaille sur l'ébauche de

¹ MASINI Eleonora Barbieri, « Reflections on World Futures Studies Federation », *JFTR Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 362 et LINSTONE Harold A., « The Rome special world conference on futures research », *Technological Forecasting & Social Change*, 1973, vol. 5, n° 4, p.329.

² RAJ Kapil, *Relocating Modern Science: Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900* ; New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 10-11 et p. 20. Traduction de l'anglais « self-shaping » et « certified knowledge ».

³ STEENBERGEN Bart VAN, « The first fifteen years: a personal view of the early history of the WFSF (1967–1982) », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, pp. 355–360 ; DATOR Jim, « The WFSF and I », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, pp 371-385 et Masini Eleonora Barbieri, « Reflections on World Futures Studies Federation », *JFTR Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 361-369.

⁴ Article « Futurologie », *Journal de l'année*, Paris, France, Larousse, 1971, p. 319.

⁵ STEENBERGEN Bart VAN, « The first fifteen years: a personal view of the early history of the WFSF (1967–1982) », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 356.

statuts pour la future WFSF viennent, d'après un participant, « de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, des Etats-Unis et de l'Asie »¹. Cette relative diversité se retrouve encore à Paris et à Rome en 1973². Grâce notamment à ces rencontres internationales, les études sur le futur sont parmi les premiers champs d'expertise à ouvrir un espace de dialogue entre l'Est et l'Ouest et, au-delà, avec le Sud. Akira Iriye explique ainsi que les colloques scientifiques initiés par des Occidentaux sont, dans les premières décennies après la Seconde Guerre mondiale, réservés aux chercheurs américains et à ceux de leurs pays alliés dans le cadre de la guerre froide. Il cite la deuxième conférence internationale de recherche sur le futur, organisée par Mankind 2000 à Kyoto en 1970 comme l'une des toutes premières étapes d'une plus large ouverture internationale des colloques scientifiques et culturels³.

La création de la WFSF permet donc une rencontre entre des personnes venues de différentes régions, tout comme elle met en contact des chercheurs issus de disciplines ou de professions variées. Bien que le champ de la recherche sur le futur reste marqué par sa profonde hétérogénéité et par la fragilité des réseaux qui le constituent, l'aspiration à l'unité dont sa création témoigne est remarquable. C'est cette fusion, même imparfaite, de différentes approches du futur de l'humanité qui permet le développement d'une réflexion structurée sur les problèmes mondiaux de long terme.

b) Un point d'accord : l'échelle mondiale

C'est en effet une préoccupation commune pour le futur comme enjeu global qui rassemble le mieux tous les participants aux différentes conférences qui ont mené à la création de la WFSF puis celles qui, tous les deux ou trois ans, les ont suivies. Pour comprendre l'importance prise par l'échelle globale dans ces discours et études sur le futur, il faut d'abord

¹ DATOR Jim, « The WFSF and I », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 373 « The participants were an impressively diverse group of futurists from Eastern and Western Europe, the US, and Asia ».

² MASINI Eleonora Barbieri, « Reflections on World Futures Studies Federation », *JFTR Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 362 et LINSTONE Harold A., « The Rome special world conference on futures research », *Technological Forecasting & Social Change*, 1973, vol. 5, n° 4, p. 329,329.

³ IRIYE Akira, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997, p. 166.

analyser le contexte dans lequel cette évolution a lieu. Nous avons déjà évoqué le rôle de la décolonisation qui encourage les futurologues à s'interroger sur le futur désiré par les habitants du Sud, et sur la manière dont leurs problèmes interagissent avec le destin collectif de l'humanité. Sur le plan géopolitique, il faut aussi mentionner le rôle de la Détente qui s'installe plus nettement à partir de 1969, rendant la nécessité d'un dialogue Est-Ouest sur le futur, déjà défendue par les futuristes pacifistes, plus évidente également aux yeux des futurologues technocrates occidentaux¹. Ces derniers sont alors plus disposés à remplacer l'ancienne logique de compétition, qui a présidé au développement tant de la futurologie américaine que de son pendant soviétique, par une nouvelle démarche de coopération et d'émulation². Grâce à la Détente, il devient plus facile d'imaginer un monde futur, sinon uni, au moins agissant dans la même direction.

Sur le plan des représentations culturelles, nous avons évoqué en introduction les travaux d'historiens et de politologues qui identifient, à la fin des années 1960, une progression de la conscience globale comme sentiment d'appartenance à une communauté humaine unique³. La conquête spatiale menée dans la deuxième moitié des années 1960 notamment, et en particulier les photos du globe terrestre prises lors de la mission Apollo 8 en 1968 renforcent, selon Denis Cosgrove, le sentiment d'appartenance de tous les Hommes à une même et unique réalité sphérique⁴. Le message des futuristes pacifistes puis humanistes qui appellent justement à la formation d'une conscience globale pour le futur résonne donc avec l'actualité. Ceux qui promeuvent la diffusion d'images fortes d'un monde futur – qu'elles soient positives ou négatives, incitatives ou repoussantes, scientifiques ou artistiques – trouvent ainsi un public dont les cadres mentaux commencent à intégrer cette échelle globale comme une référence plus pertinente et légitime que cela n'était le cas une dizaine d'années auparavant. Au progrès de cette conscience globale dans les mentalités, Elise Boulding ajoute une autre explication culturelle qui peut, elle aussi, contribuer à éclairer le nouvel intérêt des futurologues pour l'échelle mondiale. En 1978, alors qu'elle donne son

¹ Richmond Yale, *Cultural Exchange and the Cold War: Raising the Iron Curtain*, University Park, Penn State University Press, 2004, 264 p.

² SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, p. 186.

³ voir introduction

⁴ COSGROVE Denis E, *Apollo's eye: a cartographic genealogy of the earth in the western imagination*, Baltimore, Md.; London, Johns Hopkins University Press, 2003.

analyse de l'évolution des études sur le futur, elle explique que l'horizon de l'an 2000, adopté à l'unanimité par tous les penseurs du futur de la fin des années 1960, réveille une symbolique et un imaginaire millénariste qui pousse à se pencher sur le destin du monde dans son ensemble¹.

Le contenu du programme de la conférence tenue à Oslo, annoncée comme devant être consacrée avant tout aux problèmes mondiaux connectés de la paix et du développement, s'avère en fait bien plus riche, les contributions présentant tout un éventail d'enjeux globaux pouvant être abordés à travers le prisme des études sur le futur². Outre de multiples dimensions des questions de la paix (caractéristiques d'une société globale pacifique, entraves aux petites guerres) et du développement (problème de la faim dans le monde, démographie humaine, indicateurs de développement), on discute à Oslo des systèmes de transport et de télécommunication internationaux ou encore de l'importance de la recherche spatiale pour le futur de l'humanité en tant qu'espèce. À Oslo, comme à Kyoto puis à Bucarest, les contributions présentées pendant les conférences témoignent d'un effort pour penser les problèmes à l'échelle mondiale. Le vocabulaire de l'Homme, de l'humanité, du monde et des êtres humains est omniprésent³. Ceux qui n'abandonnent pas leurs thèmes de prédilection, autrefois traités à l'échelle locale et nationale, tentent de les aborder dans leur dimension universelle ou bien mettent l'accent sur ce en quoi l'évolution qu'ils étudient risque d'affecter la nature de l'Homme en soi, de l'humanité comme espèce. À Oslo par exemple, un spécialiste américain de l'éducation réfléchit sur les possibilités de transformer la manière dont les êtres humains s'éduquent tout au long de la vie. Son propos repose clairement sur l'exemple qu'il connaît le mieux, celui de son pays, mais il n'en essaye pas moins d'en tirer des conclusions valables pour l'ensemble de la société humaine⁴. La même logique est poussée plus loin par les deux auteurs d'une intervention sur la médecine : ils affirment qu'il faut réfléchir à l'évolution générale de la société humaine, aux transformations universelles

¹ BOULDING Elise, *Futuristics and the Imaging capacity of the West*, in MARUYAMA Magoroh et HARKINS Arthur M. (dirs.), *Cultures of the Future*, Walter de Gruyter, 1978, 693 p. 17

² JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, 367 p.

³ Voir les actes de ces trois conférences.

⁴ HIRSCH Werner Z. « Education and the Future », in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 212-219.

que connaîtra toute l'humanité comme une progression de l'urbanisation et une croissance démographique, pour anticiper les progrès que la médecine devrait faire afin de s'y adapter¹. Les évidentes différences locales, ou selon les régions du monde, sont laissées de côté pour se concentrer sur les enseignements généraux d'une réflexion sur le futur qui touche tous les êtres humains.

La plupart des futurologues évitent cependant ce bricolage rhétorique et se concentrent plutôt sur les grands problèmes globaux par nature que sont la paix et le développement. Dans les années qui suivent, cette racine des études sur le futur du monde tend elle-même à s'élargir doucement. En 1972, les participants à la troisième grande conférence sur les études sur le futur ne comptent plus un seul grand centre d'intérêt (la paix, comme en 1964), ni deux (paix et développement, comme en 1967) mais trois : la paix, le développement et l'environnement. Le problème de l'environnement mondial et de sa préservation sur le long terme constitue une raison supplémentaire pour encourager les futurologues à penser à l'échelle globale. Les problématiques environnementales, conçues comme un ensemble d'enjeux globaux, par opposition aux questions plus locales à travers lesquelles la « nature » était envisagée auparavant, connaissent justement un succès politique et médiatique croissant qu'il nous faut brièvement évoquer pour comprendre leur importance croissante au sein de la recherche sur le futur².

Au début des années 1970, un ensemble de discours militants, constitués par les mouvements écologistes dans l'après-guerre parvient de mieux en mieux à se faire entendre. Bien que des mouvements de protection (ou conservation) de la nature aient existé déjà au XIX^e siècle, un nouveau type de mouvements écologistes est en effet apparu après la Seconde Guerre mondiale et a pris son essor à la fin des années 1960 autour de deux grands problèmes : la croissance démographique mondiale jugée trop rapide, et la détérioration de l'environnement humain (pollution de l'eau et de l'air, possibles pénuries de ressources alimentaires et énergétiques)³. De plus en plus, les militants écologistes considèrent qu'ils

¹ LESSE Stanley et WOLF William « Medicine and our future society - a projection », in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 220-229

² SÖRLIN Sverker et WARDE Paul, *Nature's End: History and the Environment*, Reprint edition., Basingstoke; New York, Palgrave Macmillan, 2011, 384 p.

³ Routledge History of International Organizations, p. 512-514 Quelques étapes essentielles de la formation d'un activisme écologiste international sont les suivantes : en 1954, la publication par Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

doivent susciter une prise de conscience au niveau international, les défis à relever étant d'ordre global plutôt que local. Au début des années 1970, leurs discours insistent sur l'idée que les ressources naturelles constitueraient des « biens communs de l'humanité », et mettent en avant la notion d'un destin commun lié à ces enjeux écologistes¹. Ce n'est qu'à ce moment-là que leurs arguments commencent à être entendus au sein des organisations internationales et à être discutés plus largement dans l'espace public. Les années 1971-1972 marquent une étape clé dans cette progression vers une prise de conscience généralisée des enjeux environnementaux. Le premier programme consacré à l'environnement humain mené par une institution des Nations Unies est alors lancé : il s'agit de « Man and Biosphere » débuté par l'Unesco en 1971². La même année, Greenpeace est fondée. En 1972, à Stockholm, la première Conférence des Nations unies sur l'environnement humain débouche sur la création du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), structure devant coordonner sur le long terme les efforts internationaux en faveur de la préservation de l'environnement. C'est dans la perspective de cette conférence que, quelques mois plus tôt, en janvier 1972, des scientifiques britanniques avaient publié *A Blueprint for Survival*, un texte attirant l'attention sur l'ampleur de la crise environnementale qui aurait lieu si les sociétés humaines ne se réorganisaient pas rapidement de manière à alléger le fardeau qu'elles font peser sur leur environnement³. Ce document rencontre un succès public considérable quelques mois avant la parution d'un autre rapport clé pour la progression d'une conscience environnementale internationale : *Halte à la croissance*⁴.

C'est dans ce contexte qu'est émise début 1973 une déclaration qui pose les principes devant être à la base de la création de la WFSF. Les participants à la conférence y affirment que « la Fédération devrait mettre l'accent sur les problèmes mondiaux cruciaux tels que le

Harrison Brown de *The challenge of Man's future* ; en 1962, la publication par Rachel Carson de *Silent Spring* ; la création de l'INGO World Wildlife Fund (WWF) en 1961.

¹ DEVIN Guillaume et SMOUTS Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Paris : Armand Colin, 2011, p. 117.

² UNESCO. PROGRAMME ON MAN AND THE BIOSPHERE, *Man belongs to the Earth: international co-operation in environmental research: Unesco's Man and the Biosphere Programme.*, Paris, UNESCO, 1988, 175 p.

³ *The Ecologist* Vol. 2 No. 1, January 1972.

⁴ MEADOWS Donella H et CLUB OF ROME, *The Limits to growth; a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*, New York, Universe Books, 1972.

développement, la planification environnementale et le futur des relations internationales »¹. Outre l'influence perceptible de la parution du rapport *Halte à la croissance* dont nous évoquerons le rôle crucial plus loin, cette citation dénote bien la volonté de faire des études sur le futur une science englobante, susceptible d'apporter un éclairage sur tous les grands enjeux auxquels l'humanité doit faire face. Dès la conférence de Rome, en septembre 1973, ce nouveau champ d'intérêt est investi : un groupe de travail se consacre à « la participation de tous les peuples à la survie physique et écologique »².

2) Un nouveau cadre rhétorique et scientifique pour penser le futur du monde

Cette ouverture mondiale des études sur le futur, et l'attention portée aux enjeux globaux relève en partie d'une simple montée en généralité. Ainsi, *Mankind 2000* reprend par exemple le concept développé par Bertrand de Jouvenel de « look out institutions », qui est déjà évoqué devant Robert Jungk lors de la conférence de Santa Barbara en 1965, mais ses membres le portent à l'échelle de l'humanité. Un des rôles assumés par le groupe à l'issue de la conférence d'Oslo est en effet d'« essayer d'établir des groupes interdisciplinaires permanents pour développer un travail qui pourrait fonctionner comme des instituts d'« observation » pour prévenir des dangers à venir et pour identifier les opportunités pour promouvoir le bien-être futur de l'humanité »³.

Se préoccuper du futur du monde ne revient pas uniquement à transposer les concepts déjà utilisés à l'échelle locale, nationale ou des sociétés occidentales au niveau de l'humanité.

¹ Archives privées d'Eleonora Masini, copie fournie par Jenny Andersson, livret *Fédération mondiale pour les études sur le futur. Objectifs, statuts, activités*. Traduction de l'anglais « crucial world-wide problems such as development, environmental planning and the future of international relations should provide the main focus for the Federation ».

² Actes de la conférence de Rome, traduction de l'anglais « the participation of all people in physical and ecological survival ».

³ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3. Traduction de l'anglais « try to establish continuing inter-disciplinary groups to develop such work which could function as « look-out » institutes to warn of dangers ahead and to point out opportunities for furthering the future well being of mankind ». « look-out institutes » pourrait être traduit par « instituts d'observations du futur ».

Au contraire, cela implique une nouvelle démarche méthodologique mise en œuvre pour tenter de saisir les enjeux globaux de long terme dans leur totalité, de manière exhaustive et systémique. Cette nouvelle approche est centrée sur la notion de « problèmes mondiaux de long terme ». Bien que les expressions utilisées pour les désigner varient légèrement d'un document à l'autre (« problèmes humains », « enjeux mondiaux », « grands problèmes »), on assiste bien à la naissance d'un champ lexical et plus encore, à celle d'un champ d'expertise par lequel le futur doit permettre de comprendre et de gérer le global. Ces problèmes mondiaux de long terme peuvent être analysés selon deux approches principales qui correspondent toutes les deux à une forme de standardisation du discours sur le futur du monde : les listes de problèmes mondiaux et l'analyse de système.

a) Les listes de problèmes mondiaux

L'une des nouvelles pratiques épistémologiques apportées par l'approche globale du futur, qui est utilisée pour la première fois en 1967 par plusieurs des participants à la conférence d'Oslo consiste à dresser des listes, se voulant relativement complètes, des grands enjeux mondiaux, de manière à ce que les experts du futur disposent de répertoires complets des thématiques qu'ils devraient explorer. En 1967, ces listes de problèmes mondiaux comportent à la fois des problèmes que l'on peut qualifier d'« universels » en ce qu'ils concernent de nombreux êtres humains dans diverses parties de la planète sous différentes déclinaisons (la pollution par exemple), et des problèmes que l'on peut qualifier de « globaux », qui sont uniques et concernent l'humanité ou la planète entière, à l'image du manque de ressources terrestres par exemple. Les contributions oscillent entre volonté de réduire la complexité du monde présent et futur à une petite poignée de grands problèmes et désir d'apporter la réflexion sur le futur dans tous les domaines de la pensée, de la répandre partout, jusque dans plus petites subdivisions ou déclinaisons de ces grands enjeux dont elle est partie¹. Dans les deux cas, la pratique qui consiste à faire des listes de « problèmes mondiaux » permet de structurer un imaginaire du futur qui n'a de sens qu'à l'échelle globale.

¹ JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, 367 p.

Elle fournit aussi une sorte de « plan d'action » pour changer le futur de l'humanité : il conviendrait de s'attaquer simultanément à la résolution des différents problèmes identifiés et cela n'est possible qu'en partageant largement cette grille de lecture du monde, auprès des différents décideurs politiques mais aussi auprès de l' « opinion publique mondiale » que l'on veut contribuer à former.

On peut identifier parmi les contributions des participants à la conférence d'Oslo, trois exemples représentatifs de cette volonté de lister les problèmes des Hommes. Anthony R. Michaelis se contente de citer les deux grands problèmes qui, selon lui, dominent tous les autres : le risque de guerre nucléaire et l'explosion démographique¹. Igor Bestushev-Lada fournit une liste de taille moyenne au contenu relativement classique : pollution de l'air et de l'eau et érosion ; pauvreté, faim et maladie ; désarmement et paix². Enfin, Waldemar Rolbiecki, reprenant ces thèmes classiques, dessine une liste ouverte et hiérarchisée des grands périls qui guettent les habitants du monde entier : il place en premier le « cataclysme universel d'un missile et d'une guerre nucléaire » et explique que s'y ajoute une série de « périls mineurs comme la surpopulation des villes et de la planète entière, la pollution générale de l'eau et de l'air, les conséquences sociales de l'automatisation, l'excès de ce qu'on appelle le temps libre, etc., etc. »³.

Cette pratique qui consiste à établir des listes de problèmes mondiaux pesant sur le futur des hommes n'est pas le monopole des participants à la conférence d'Oslo. Elle se développe au même moment dans les milieux proches de *Mankind 2000*. On peut prendre l'exemple des scientifiques qui publient dans la revue pacifiste *Bulletin of the Atomic Scientists*. À partir de la fin des années 1960, certains d'entre eux tentent d'attirer l'attention du grand public sur les autres grands problèmes de long terme qui viennent s'ajouter à la

¹ MICHAELIS Anthony R., Television from Space Satellite – A Solution to the Population Explosion, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 171-177.

² BESTUZHEV-LADA Igor, Social prognostics Research in the Soviet Union, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 299-306.

³ ROLBIECKI Waldemar, Prognostication and prognoseology. On the need of systematic inquiries about the prognostic activity of man, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 280. Traduction de l'anglais « the universal cataclysm of a missile and nuclear war » ; « a series of minor perils, such as the overpopulation of our cities and of our planet as a whole, the general pollution of water and air, the social consequences of automation, the excess of what is called leisure, etc., etc. ».

menace de la bombe atomique. Ainsi, en 1967, Bernard Spinrad, chercheur spécialiste du nucléaire propose que les laboratoires scientifiques américains, pour le moment dédiés à la recherche sur l'énergie atomique, consacrent désormais leurs ressources matérielles et humaines à la recherche de solutions aux nouveaux problèmes qui se posent au monde, dont il donne un aperçu sous forme de liste provisoire : « les problèmes de la pollution, de la pénurie de nourriture et d'eau, de la concentration et désintégration métropolitaine et de l'éducation à une société complexe »¹. L'année suivante, le rédacteur en chef du bulletin énonce les problèmes qui pourraient être résolus si une organisation mondiale souveraine était mise en place : « la paix mondiale, la nutrition mondiale, la population mondiale, les questions de formation ou même d'éducation ; les tâches socio-anthropologiques et économique-technique urgentes des types les plus variés »². Enfin, en 1973, le Mouvement Pugwash, organisation internationale dédiée à la recherche de solutions pour réduire les risques de conflits armés, publie en 1973 dans le *Bulletin* une déclaration sur l'évolution de sa « raison d'être » dans laquelle elle affirme la nécessité de se pencher sur un ensemble de problèmes mondiaux plus large que la seule question de la paix³. Le document mentionne le désarmement, le développement, l'environnement, les ressources mondiales et la population mondiale. On trouve encore ce genre de listes dans les documents publiés par le Council for the Study of Mankind à partir de 1971⁴.

Ces listes rencontrent un grand succès surtout chez ceux qui ne cherchent pas à avoir une approche très codifiée des problèmes mondiaux. On le verra au chapitre suivant, cette approche séduit les décideurs politiques à qui elle fournit un moyen rhétorique simple de se prononcer sur le futur du monde dans son ensemble. Cependant, très rapidement, les futurologues qui veulent ériger leur réflexion sur le futur de l'humanité en discipline

¹ *Bulletin of the Atomic Scientists*, janvier 1967, p. 30. Traduction de l'anglais « problems of pollution, of food and water shortages, of metropolitan concentration and disintegration, and of education for a complex society ».

² *Bulletin of the Atomic Scientists*, novembre 1968, p. 8 Traduction de l'anglais « world peace, nutrition, population, questions of training or even of education ; pressing socio-anthropological as well as economic-technical tasks of the most varied sorts. »

³ *Bulletin of Atomic Scientists*, Februar 1973, "Pugwash: Raison d'être".

⁴ Voir par exemple la préface de WAGAR W. Warren, *History and the Idea of Mankind*, Albuquerque, University New Mexico Press, 1971. « the great and urgent problems of our age (...) are universal » : « threat of nuclear global war, world poverty and population overgrowth, automation, the loss of values, and other major problems ».

scientifique, expriment le désir de mieux décrire les relations entre les différents éléments des listes de problèmes mondiaux de long terme. Ils se tournent alors vers un autre outil permettant mieux d'expliquer les évolutions possibles du monde : l'analyse de système.

b) Le développement d'une pensée systémique et la notion de problématique mondiale

Au milieu des années 1960, la paix et le développement sont pensés par les mêmes acteurs (Mankind 2000 ou la WILPF par exemple) comme deux enjeux importants pour l'humanité future, mais ces deux thématiques sont traitées séparément. Ainsi, en 1964, la WILPF mène une action contre la faim dans le monde et touche, par ce biais, aux questions de la démographie dans les pays du Sud et du développement, mais les documents qu'elle publie à ce sujet ne cherchent pas à relier cet engagement avec celui pour la paix¹. Lorsqu'un lien est établi entre ces problèmes, il s'agit souvent d'une simple logique budgétaire selon laquelle l'argent libéré par le désarmement pourrait servir à aider les pays en développement². C'est seulement à la fin des années 1960 qu'une pensée systémique plus poussée se développe afin d'étudier les différents éléments des listes de problèmes mondiaux comme connectés entre eux et formant un tout indissociable dont on ne saurait comprendre l'évolution d'une partie sans s'intéresser aux trajectoires des autres.

Comme nous l'avons évoqué plus haut, l'idée est d'abord exprimée à propos des deux grands problèmes que l'on retrouve dans la plupart des listes, la paix et le développement. Dans la lettre d'invitation à la conférence d'Oslo, Robert Jungk, Kenneth Lee et Johan Galtung expliquent que « la paix et le développement sont souvent vus comme dénués de lien, et même différents, alors qu'ils devraient être vus comme différents aspects d'un même thème – le futur de l'Homme »³. Mais les présentations proposées lors de la conférence d'Oslo

¹ Voir Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, E.Z. Circular Letter No. 6/1964, « the World's Increasing Population. Problems to be faced ».

² Cette idée est notamment très présente dans les documents de l'Unesco. Voir par exemple Unesco archives, document 12C/Resolutions p. 45 (1962)

³ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, lettre d'invitation à participer au International Future Research Inaugural Congress en septembre 1967 Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

permettent d'étendre cette approche systémique à d'autres problèmes mondiaux. Parmi celles qui mettent en évidence l'interdépendance entre plusieurs problèmes mondiaux, celle d'Hasan Ozbekhan est particulièrement révélatrice de cette démarche intellectuelle : en prenant l'exemple du problème de l'alimentation mondiale, il démontre qu'on ne peut le comprendre en le cantonnant à une approche particulière, en le considérant comme appartenant à un type de problème spécifique¹. Ainsi, celui qui traiterait ce problème comme une question de politique technologique, adopterait une réponse purement économique et oublierait entre autres de traiter la dimension démographique du problème de la faim. Cet aspect multidimensionnel peut en fait être appliqué à tout problème humain selon Ozbekhan qui affirme qu'« il devient chaque jour plus évident qu'à une époque de proximité intensifiée et de communications instantanées, ce à quoi l'humanité doit faire face, c'est « le Problème » - et que ce problème, de portée universelle, définit finalement ce que nous devons résoudre. Nous vivons désormais dans un système unique, et le problème est toujours à la taille de ce système »².

Au fil des différentes contributions, se dessine une approche systématique du futur qui implique non seulement de penser les problèmes mondiaux comme dépendants les uns des autres, et d'en faire une liste relativement exhaustive, mais aussi d'adopter une approche interdisciplinaire de ces problèmes et, enfin, de comprendre comment ces interdépendances s'incarnent dans un cadre géographique global, lui aussi marqué par la dépendance réciproque de toutes les parties du monde. La contribution de Johan Galtung, intitulée « sur le futur du système international » donne une correspondance géographique à l'idée d'interdépendance entre les grands problèmes humains : celle-ci induit également une interdépendance entre

envoyée le 7 février 1967 à Elise Boulding par Robert Jungk, Kenneth Lee et Johan Galtung. Traduction de l'anglais « peace and development are often seen as unrelated, even as disparate, whereas they should be seen as different aspects of the same theme ».

¹ OZBEKHAN Hasan, *The Role of Goals and Planning in the Solution of the World Food Problem*, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 117-149.

² *ibid.* p. 129 Traduction de l'anglais. « it is becoming daily more obvious that in an age of intensified proximities and instantaneous communications what humanity is facing is « the Problem » - and that this problem, universal in scope, ultimately defines whatever it is that we must solve. We are now living in a single system, and the problem is always system-wide ».

toutes les parties de la planète qui sont appelées, selon Johan Galtung a former un « système global » plus intégré que le présent « système international »¹.

Comme le suggère l'exemple d'Ozbekhan, connu pour sa contribution à la cybernétique et à l'analyse des systèmes, cette nouvelle approche qui met l'accent sur l'interdépendance des problèmes mondiaux doit beaucoup à l'influence de l'analyse systémique. L'analyse de systèmes, développée dès les années 1950 par des personnages comme Kenneth Boulding² et Ludwig von Bertalanffy³, évolue rapidement à la fin des années 1960, s'ouvrant à l'étude des systèmes sociaux et politiques⁴, et prenant en compte des systèmes de plus en plus complexes – notamment des systèmes ouverts⁵. Elle devient ainsi une méthode susceptible d'être utilisée pour décrire et étudier certains phénomènes globaux, tant naturels qu'humains. Etudier les systèmes permet de les modéliser, ce pour quoi les apports de l'informatique telle qu'elle se développe dans les années 1950 et 1960 jouent un rôle essentiel. Certains systèmes globaux commencent ainsi à faire l'objet de tentatives de modélisations informatiques au moment précis où la nécessité de « penser global » s'affirme. L'exemple des phénomènes météorologiques, parmi les plus anciens objets de modélisation, est emblématique de cette évolution : ils sont utilisés pour anticiper de manière efficace la météo de certaines régions à partir de 1954 ; des modèles hémisphériques sont mis au point au début des années 1960, et il faut attendre la fin de cette décennie pour que soient développés des modèles météorologiques globaux⁶. L'usage de techniques similaires et le même désir de représenter un système global aboutissent au début des années 1970 à la réalisation des

¹ GALTUNG Johan, On the Future of the International System, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 12-41.

² BOULDING Kenneth. "General systems theory - the skeleton of science", *Management Science*, n°2, 1956, p. 197-208.

³ BERTALANFFY Ludwig von, *General system theory: Foundations development applications*, Harmondsworth, Penguin books, 1968, xxii+311 p.

⁴ Voir par exemple BOULDING Kenneth, *International Systems: Peace, Conflict Resolution, and Politics*, Boulder, Colorado Associated University Press, 1975, 497p.

⁵ ROIG Charles, « La théorie générale des systèmes et les perspectives de développement dans les sciences sociales », *Revue française de sociologie*, 1970, vol. 11, n° 1, p. 47-97. Et LAPIERRE Jean-William, *L'analyse de systèmes: L'application aux sciences sociales*, Paris, Syros/Alternatives, 1992, 229 p.

⁶ EDWARDS Paul N, *A vast machine: computer models, climate data, and the politics of global warming*. Cambridge, Mit Press, 2013, p. 14.

premiers modèles informatiques censés pouvoir décrire l'évolution du monde sur le long terme¹.

Ces sciences font partie des approches techniques du futur que les futuristes humanistes de *Mankind 2000* espéraient découvrir et s'approprier en étendant leur réseau et en organisant la conférence d'Oslo. Dans la préface de l'ouvrage publié à l'issue de la conférence, Robert Jungk explique bien que le but des organisateurs était de tenter d'appliquer un certain nombre d'outils de la prospective aux grands problèmes humains que sont la paix et le développement et parmi les techniques qu'il mentionne, on trouve « l'analyse de système »². Hasan Ozbekhan ayant bien compris que tous ses interlocuteurs ne sont pas (encore) des spécialistes de l'analyse des systèmes, mais que le domaine les intéresse pour des objectifs qu'il partage, il adopte une démarche pédagogique, presque vulgarisatrice en s'arrêtant « un moment pour clarifier le sens du mot "système" et pour établir un court lexique des termes qu'[il va] utiliser pour caractériser les systèmes en lien avec leurs différents attributs conceptuels et opérationnels »³. En plus d'Ozbekhan, d'autres experts du domaine présentent l'intérêt de la cybernétique et de l'analyse de systèmes pour les études sur le futur. C'est le cas de Silvio Ceccato, philosophe et linguiste italien qui commence à s'intéresser à la cybernétique dans les années 1960 et qui présente une contribution sur « les applications futures de la cybernétique »⁴. Peter Menke-Gluckert, membre de l'OCDE,

¹ MEADOWS Donella H., RICHARDSON John M., BRUCKMANN Gerhart et INTERNATIONAL INSTITUTE FOR APPLIED SYSTEMS ANALYSIS. SYMPOSIUM, *Groping in the dark: the first decade of global modelling*, Chichester West Sussex, Royaume-Uni, 1982, 311 p.

² JUNGK Robert, Préface, *On the Future of the International System*, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 10 « In calling a conference dedicated to Peace and Development in the next decades, the organizers of the conference pointed to a new and urgent direction for future research. Could the new intellectual tools of information technology, systems analysis, operational research, forecasting, anticipating, scenario writing and « futures creation » be used on civilian problems ? ».

³ OZBEKHAN Hasan, *The Role of Goals and Planning in the Solution of the World Food Problem*, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 130. Traduction de l'anglais : « a moment to clarify the meaning of the word *system* and to establish a short vocabulary of the terms I shall be using to characterize systems with respect to their various conceptual and operational attributes »

⁴ CECCATO Silvio, *Future Applications of Cybernetics*, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 205-211

mentionne également l'analyse de systèmes à plusieurs reprises¹. Charles Osgood et le cybernéticien Stuart Umpleby évoquent les possibilités offertes par l'informatique pour appliquer la notion de système à la recherche sur le futur grâce à la modélisation en donnant l'exemple du projet PLATO qu'ils dirigent au sein de l'université de l'Illinois².

L'étude des systèmes, appliquée à la recherche sur le futur, semble avoir convaincu les membres de Mankind 2000 à l'issue de la conférence d'Oslo puisqu'en 1969 ils comptent parmi les objectifs de leur organisation la promotion « d'une approche complète (systèmes globaux) des problèmes et possibilités du futur proche »³. Une dizaine d'années plus tard, cet aspect de la conférence n'est pas oublié : en 1977, Elise Boulding décrit la rencontre d'Oslo comme une rencontre entre trois courants intellectuels, l'étude des systèmes, la recherche sur la paix, et la recherche sur le futur⁴.

L'attraction démontrée par les fondateurs de Mankind 2000 pour l'analyse des systèmes s'explique aussi par les possibilités offertes par cette méthode pour porter le discours sur le futur à une échelle globale, pour intégrer tous les questionnements sur le devenir de l'humanité. On y voit un outil efficace pour réaliser la synthèse entre les différentes initiatives de recherche sur le futur que Fred Polak juge trop éclatées et donc incapables de saisir le futur mondial à travers un unique regard⁵. Ce désir d'utiliser une méthode qui, se déployant à l'échelle globale, force ses utilisateurs à envisager le futur de l'humanité tout entière peut être analysé comme une manifestation du phénomène de « globalisme infrastructurel » étudié par Paul Edwards à propos des systèmes de prévisions

¹ MENKE-GLÜCKERT Peter, *Proposals for an International Programme of Joint Technological Endeavours for Peaceful Purposes*. In JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 69-77.

² OSGOOD Charles et UMPLEBY Stuart, *A Computer-based System for Exploration of Possible Futures for Mankind 2000, a progress report*, in In JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 346-359.

³ Archives d'Elise Boulding, 1st accession, Université du Colorado à Boulder, carton 3, Rapport sur Mankind 2000 envoyé à Elise Boulding en juillet 1969. Traduction de l'anglais « a comprehensive (total systems) approach to the problems and possibilities of the near future ».

⁴ Archives d'Elise Boulding, 2nd accession, Université du Colorado à Boulder, carton n°2, *Peace research : the infant discipline (draft)*.

⁵ POLAK Fred, *Toward the Goal of Goals*, in JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, p. 307-332.

météorologiques et climatiques¹. Il explique que le fait d'utiliser des données mondiales a une conséquence performative sur la manière dont on se représente le monde : ces données globales produisent une représentation du monde comme un unique tout et débouchent ainsi sur une certaine unification du monde. Dans le cas de l'analyse de système, on peut supposer que le développement de méthodes d'anticipation du long terme à l'échelle globale (comme les modèles informatiques) non seulement permet une utilisation de cette nouvelle technologie par ceux qui s'intéressaient déjà au futur de l'humanité tout entière, mais également, peut encourager d'autres futuristes à faire porter leurs études sur cette échelle globale désormais rendue accessible.

L'approche systémique du futur triomphe largement à partir de 1972, en conséquence des travaux initiés par le Club de Rome dont l'origine est en grande partie distincte des activités de Mankind 2000 mais dont les répercussions touchent le monde de la futurologie dans son ensemble. En 1968, Aurelio Peccei, docteur en économie et grand industriel italien crée aux côtés d'Alexander King, chimiste britannique alors directeur général des Affaires scientifiques de l'OCDE, un groupe de réflexion informel dont l'objectif est d'appliquer une approche d'analyse des systèmes à un ensemble de grands problèmes, tels que la surpopulation, la faim dans le monde et surtout les écarts de développement technologiques entre différentes régions du monde, qui leur semblent interconnectés au sein d'un système global qui se déséquilibrerait de plus en plus vite². Le contenu thématique de cet ensemble de problèmes interconnectés auxquels le club doit s'intéresser n'est pas fixe et les priorités évoluent rapidement au fil des rencontres faites par les membres du groupe. Ainsi, la technologie, qu'Aurelio Peccei considérait au début de l'entreprise à la fois comme un espoir et un risque pour le développement mondial est de plus en plus considérée comme un facteur de déstabilisation du système. La participation d'Hasan Ozbekhan, qui est invité à se joindre au groupe à la fin de l'année 1968, contribue à revaloriser la dimension sociale des problèmes à envisager. Le cybernéticien turc introduit également une dimension écologiste décisive pour la suite des activités du groupe. Hasan Ozbekhan écrit un rapport pour le Club de Rome en

¹ EDWARDS Paul N, *A vast machine: computer models, climate data, and the politics of global warming.*, [S.I.], Mit Press, 2013.

² VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), chapitre IV.2. "La fondation du Club de Rome et le façonnage de son projet", p. 328-350.

1970 dans lequel il développe la notion de « problématique mondiale » qui désigne le système formé par l'ensemble des problèmes mondiaux de long terme auxquels l'humanité est confrontée¹. Cette expression est par la suite souvent réemployée par ceux qui s'intéressent au futur à l'échelle de la planète. Dans ce document, Ozbekhan dresse une longue liste de quarante-neuf problèmes mondiaux sur le modèle de celles qui ont été établies à Oslo en 1967 mais beaucoup plus aboutie. Surtout, il insiste pour que ces problèmes soient regardés comme les éléments d'un système total. On peut se demander dans quelle mesure cette réflexion sur les problèmes mondiaux procède de l'influence du groupe Mankind 2000 et des discussions ayant eu lieu à Oslo auxquelles Ozbekhan a participé. On peut en tout cas y voir un aboutissement de cette transformation des études sur le futur en une science dédiée à l'étude de l'évolution du système global.

Toutefois, lorsque les dirigeants du Club de Rome décident de faire réaliser un premier travail de modélisation informatique de l'évolution possible du monde, ils rejettent la proposition que leur fait Hasan Ozbekhan, considérant celle-ci comme trop complexe et donc trop longue à mener à bien et trop chère². Ils lui préfèrent un modèle élaboré à partir d'une méthodologie préexistante, la Dynamique des Systèmes, développée au MIT par le théoricien des systèmes Jay Forrester. D'abord utilisée dans un contexte militaire puis industriel, cette méthode d'analyse des systèmes est employée par son créateur à la fin des années 1960 pour simuler l'évolution des villes en fonction uniquement de leurs caractéristiques internes, de manière à conseiller les élus locaux sur les politiques urbaines à mettre en œuvre afin d'assurer la croissance de la ville dont ils ont la charge³. Seule l'efficacité de ces politiques est prise en compte, les questions de cohésion sociale ou de développement culturel étant laissées de côté, ce qui conduit Jay Forrester à recommander une politique conservatrice (pas de plafonnement des loyers par exemple) qui vise à attirer une population qualifiée. Forrester commence à travailler sur deux premières versions (World 1 et World 2) d'un modèle mondial appliquant cette méthodologie d'analyse des systèmes aux préoccupations du Club

¹ OZBEKHAN, Hasan, *The Predicament of Mankind: A Quest for Structured Responses to Growing World-Wide Complexities and Uncertainties*. Proposal to the Club of Rome, 1970.

² VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 351.

³ *ibid.* p. 352 et p. 371.

de Rome. Il passe ensuite la main à une équipe pluridisciplinaire de dix-sept jeunes chercheurs dirigée par Dennis Meadows, docteur en Dynamique des Systèmes¹. Ceux-ci élaborent un nouveau modèle, World 3, qui respecte les principes de la méthodologie élaborée par Jay Forrester. En 1972, ils publient le rapport *The Limits to Growth* (traduit en français sous le titre *Halte à la croissance*) qui vulgarise les résultats de leur travail – résultats qui correspondent en fait exactement aux hypothèses que le modèle avait pour but de démontrer². Ils y décrivent un monde aux ressources limitées qui ne pourra pas supporter longtemps le rythme de la croissance démographique et de la croissance économique prévu si aucune intervention radicale n'est entreprise pour prévenir l'effondrement total du système³. Ce rapport bénéficie d'une campagne de communication particulièrement réussie et provoque d'importants débats bien au-delà de la sphère des futurologues⁴. L'une de ses conséquences majeures pour ses derniers est de renforcer leur intérêt pour l'étude des systèmes mondiaux et de leurs possibles évolutions de long terme.

L'exemple du club de Rome est emblématique de ce qui ressort de l'initiative menée par les futuristes humanistes : alors que leur conception démocratique, non alignée et quasi utopiste du futur est loin de faire l'unanimité parmi tous ceux qui entreprennent d'étudier l'avenir⁵, l'accent qu'ils ont mis sur la dimension globale que doivent prendre ces études devient une évidence. L'idée d'alimenter l'imaginaire d'une humanité confrontée à des défis communs, et, surtout, de fournir les moyens techniques de se représenter ce monde et son évolution triomphe entre la fin des années 1960 et le début des années 1970.

¹ *ibid.* p. 383 et p. 397.

² Delaunay Janine et Lattès Robert, *Halte à la croissance?: enquête sur le Club de Rome*, traduit par Jacques Delaunay, Paris, France, 1972, 314 p.

³ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse) chapitre VII.

⁴ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse) p. 383 et p. 411-412.

⁵ Au sein de la WFSF par exemple coexistent différents courants ; les futurologues de l'Est notamment refusent l'idée de pluralité des futurs et de choix démocratique d'un avenir commun. Les nouveaux venus, même occidentaux, sont parfois peu sensibles à la vision du monde des fondateurs que sont Robert Jungk et Fred Polak. Cf. notamment STEENBERGEN Bart VAN, « The first fifteen years: a personal view of the early history of the WFSF (1967–1982) », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, p. 356.

Nous avons montré comment un intérêt pour les études sur le futur motivé par un militantisme pacifiste a conduit certains intellectuels occidentaux à élargir leur champ d'intérêt et à se consacrer à l'étude du futur de l'humanité dans son ensemble. Ce faisant, ils ont cherché à entrer en contact avec des experts en prospective qui ne partageaient pas initialement leur intérêt pour le futur à l'échelle globale ou leurs objectifs humanistes. Ils se sont également efforcés de faire participer aux discussions sur le futur des représentants de l'Est et du Sud. La mise en contact de ces différents personnages, tous intéressés par le futur mais divisés par leurs méthodes, leurs motivations et leurs visions du monde, a permis une première forme d'institutionnalisation internationale de la recherche sur le futur du monde avec la création de la WFSF. La recherche sur le futur telle qu'elle est présentée lors des conférences internationales sur le futur organisées par Mankind 2000, puis par la WFSF, et telle qu'elle se fait connaître en parallèle à la suite de la publication du premier rapport au Club de Rome, *Halte à la croissance*, reste une discipline multiforme aux contours flous. Un élément cependant semble faire l'unanimité en ce début d'années 1970 : l'importance accordée à l'échelle globale et à une compréhension des problèmes mondiaux de long terme comme participant d'une unique « problématique mondiale ».

La notion de « conscience globale » prend alors un sens légèrement différent de celui qu'elle avait au milieu des années 1960. Pour les futurologues, il ne s'agit plus de promouvoir une conscience d'appartenir tous à une même humanité partageant les mêmes valeurs ; il convient plutôt de démontrer que cette humanité est prise dans un même destin et d'avoir conscience de la manière dont le système planétaire auquel elle appartient fonctionne pour pouvoir mener celui-ci à un certain équilibre. C'est sous cette nouvelle forme, plus technique mais toujours résolument globale, que les études sur le futur attirent l'attention d'un public international plus large et plus proche du pouvoir. Nous allons ainsi montrer dans le chapitre suivant comment certaines organisations internationales, au sein du système de l'ONU, ont intégré les études sur le futur parmi les outils scientifiques qu'elles utilisent, et quel but elles leur ont assigné.

Chapitre 3. Les études sur le futur à l'ONU, un outil de coopération internationale (1968-1974)

À la fin des années 1960, différents experts du futur, venus d'horizons géographiques, politiques et disciplinaires variés, échangent leurs méthodes, leurs idées et leurs préoccupations grâce aux réseaux qu'ils sont en train de mettre en place¹. Les conférences qu'ils organisent, les articles et les revues qu'ils publient leur permettent de donner forme à un nouveau champ de pensée autour de la notion de problèmes mondiaux de long terme. Ces futurologues cherchent à interpeller plus largement le grand public, et surtout les décideurs politiques, sur les grands enjeux auxquels l'humanité doit faire face dans le temps présent et dans l'avenir. Les études sur le futur gagnent ainsi une certaine crédibilité et une relative visibilité qui permettent à de nouveaux types d'acteurs de s'y initier. Nombreux sont ceux qui développent une curiosité pour l'une ou l'autre des techniques proposées et qui cherchent à les utiliser dans leur propre champ d'intérêt ; mais le discours porté par plusieurs futurologues sur les problèmes mondiaux séduit tout particulièrement les institutions du système des Nations Unies.

Plusieurs des évolutions que connaît la futurologie à la fin des années 1960 et que nous avons décrites dans le chapitre précédent – choix de l'échelle globale, outils épistémologiques comme l'analyse de systèmes, prospective comme technique de contrôle des problèmes mondiaux – trouvent une résonance dans les aspirations de certains acteurs clés du système de l'ONU comme le directeur général de l'Unesco, René Maheu. De plus, le nouveau champ de savoirs qu'est la futurologie a fait preuve de sa capacité à rassembler autour d'un intérêt commun des blocs géopolitiques opposés. Enfin, le contexte de détente favorise aussi la reprise du dialogue sur un certain nombre de problèmes mondiaux au sein même de l'ONU plutôt que dans des ONGs périphériques et les études sur le futur apparaissent alors comme un outil privilégié pour traiter ces questions.

¹ Voir chapitre précédent.

Dans ce chapitre, nous allons analyser comment cette combinaison de facteurs permet au tournant des années 1970 aux études sur le futur d'apparaître comme un outil prometteur, presque une panacée, grâce auquel les agences de l'ONU pensent pouvoir devenir capables de décrire et de gérer efficacement les grands problèmes humains. Nous verrons quels rôles, en partie conflictuels, leur sont assignés. Nous expliquerons quelles nouvelles conceptions des problèmes mondiaux et de la notion de conscience mondiale cette rencontre entre les études sur le futur et le monde de l'ONU a forgées.

Dans un premier temps, nous expliquerons comment et sous quelles formes, les études sur le futur ont pu être introduites au sein du système des Nations Unies au début des années 1970, spécifiquement à l'Unesco et à l'UNITAR (Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche), deux organisations qui cherchent alors à acquérir un rôle central dans les réseaux d'experts du futur. Nous mettrons ensuite en évidence les deux visions très différentes, tant par leur ampleur que par leur nature, des objectifs qui sont assignés à la recherche sur le futur, par les représentants politiques des Etats membres de ces organisations d'une part, et par ceux qui pratiquent la prospective à l'Unesco et à l'UNITAR d'autre part. Nous verrons que, tandis que les uns espèrent résoudre un problème de management organisationnel, les autres cherchent à prendre en charge une responsabilité envers le futur du monde. Enfin, nous montrerons comment l'idée de promouvoir une coopération internationale autour des problèmes mondiaux de long terme a permis de trouver un compromis, fragile, entre ces deux visions.

A - L'introduction des études sur le futur au sein des Nations Unies

Deux institutions en particulier, l'Unesco et l'UNITAR, s'intéressent aux études sur le futur et font entrer ce nouveau champ d'expertise dans leurs programmes. Cet intérêt pour la futurologie est éveillé grâce à des liens personnels entre certains membres de ces organisations et le monde des futurologues ; il est nourri par le désir de ne pas rester en dehors d'un courant scientifique prometteur ainsi que par les attentes des experts du futur qui lancent

des appels au système onusien pour qu'il intègre les études sur le futur dans ses méthodes de travail. Ce n'est qu'après une période de maturation, plus longue pour l'Unesco que pour l'UNITAR, que le long terme a pu s'imposer comme préoccupation centrale pour chacune de ces institutions au début des années 1970.

Après avoir retracé l'histoire factuelle des contacts interpersonnels qui ont permis l'introduction de la prospective à l'Unesco et à l'UNITAR et avoir décrit les étapes à travers lesquelles celle-ci acquière une position centrale dans le fonctionnement des deux organisations, nous mettrons en évidence les enjeux scientifiques et politiques qui ont convaincu les dirigeants de ces dernières de l'importance d'intervenir dans le débat sur le futur du monde.

1) L'office de préprogrammation de l'Unesco

a) Des points d'entrée multiples

S'il est difficile de retracer toutes les connexions personnelles, lectures et événements qui ont pu éveiller la curiosité de membres des organisations internationales pour les études sur le futur, certains points de rencontre ont néanmoins joué un rôle fondateur évident. Les techniques de prospective ont d'abord intéressé des ONGs affiliées à l'Unesco et des organisations spécialisées dépendant d'elle avant d'attirer l'attention de l'organisation en elle-même. Dès les années 1960, le CISS, que nous avons évoqué à propos des études « Images du Monde Désarmé » et « Images du Monde en l'an 2000 », introduit des éléments de prospective dans ses travaux et contribue ainsi à faire connaître les études sur le futur aux responsables de l'Unesco qui lisent ses rapports¹. Au-delà des travaux explicitement consacrés au futur, des séminaires et conférences consacrés à des thèmes divers permettent à certains pionniers de la futurologie d'intervenir à l'Unesco et d'évoquer aussi leurs recherches

¹ Voir chapitres 1 et 2.

dans ce domaine. Bertrand de Jouvenel¹, par exemple, est invité plusieurs fois à l'Unesco et au CISS en tant qu'expert en science politique dans les mois et années qui suivent la parution de son ouvrage fondateur *L'Art de la Conjecture*².

La mission éducative de l'Unesco contribue aussi fortement à sensibiliser certains de ses membres aux problèmes du futur et aux techniques qui permettent de les anticiper. Les documents produits par l'Institut International de Planification de l'Education (IPE) au cours des années 1960 insistent de plus en plus sur la nécessité de se représenter le monde futur, celui dans lequel vivront les jeunes qui constituent la cible des programmes proposés par l'institut³. En 1968, lors d'une conférence dédiée à la planification de l'éducation et à ses méthodes, la discussion porte sur la prospective qui est décrite comme une science émergente susceptible de se révéler très utile aux participants puisqu'elle devient une étape indispensable du processus de planification-programmation. Deux ans plus tard, les fonctionnaires de l'IPE se réunissent pour un séminaire exceptionnel au cours duquel ils doivent être initiés à différentes méthodes de gestion et de planification parmi lesquelles se trouve la futurologie⁴. Olaf Helmer fait partie des experts invités ; il vient expliquer les vertus de la méthode Delphi dont il est l'inventeur⁵. Les participants se montrent curieux vis-à-vis de cette méthode de prévision qui repose sur la consultation d'experts et sur l'anonymat de ceux-ci lorsqu'ils échangent leurs opinions. Ils réfléchissent à la manière dont ils pourraient l'intégrer à leur propre contexte de travail.

¹ Il est par exemple invité à une conférence sur le thème de la recherche comparative, organisée par le CISS et tenue à l'Unesco du 22 au 24 avril 1965 à laquelle participe également Hélène Riffault, qui est alors l'une des organisatrices de l'étude « Image d'un monde désarmé » entreprise au même moment au CISS. Cf. ROKKAN Stein, « Activities of the International Social Science Council and the European Coordination Centre for Research and Documentation in the Social Sciences. Trends and Possibilities in Comparative Social Science: Report on an International Conference », in *Social Science Information*, 1965, vol 4, n°139.

² JOUVENEL Bertrand de, *L'art de la conjecture*, Monaco, Éd. du Rocher, 1964, 369 p.

³ Cf. Archives de l'Unesco, série ED/ICEP, 1964-1970.

⁴ Archives de l'Unesco, IIEP, base de données Unesdoc, document « Management and decision-making in educational planning », Contributions to a seminar held at the International Institute for Educational Planning, 20-28 July 1970, Edited by Nathan Kravetz.

⁵ HELMER-HIRSCHBERG Olaf, *The use of the Delphi technique in problems of educational innovations*, Santa Monica : Rand, 1966, 22 p.

Le futur que ces techniques doivent éclairer dépasse largement celui du sujet précis qu'ils auront à traiter dans le cadre de leur mission pour l'Unesco : Olaf Helmer leur fait comprendre que c'est « l'état probable du monde à des intervalles donnés de l'avenir » qu'il leur faudra évaluer pour mieux saisir le contexte large dans lequel leur travail personnel doit s'inscrire¹. Les participants repartent du séminaire en ayant intégré l'idée qu'il est crucial de construire scientifiquement une image des temps à venir avant d'entreprendre tout projet devant avoir des conséquences de moyen ou long terme. Si l'on peut supposer que les techniques démontrées au cours du séminaire n'ont pas pu être toutes utilisées par les participants à cause de diverses contraintes pratiques et budgétaires, il semble en revanche que cet appel à imaginer le futur du monde ait été entendu, les fonctionnaires de l'IPE démontrant un certain enthousiasme face au concept même d'études prospectives². Ils repartent également avec une meilleure connaissance de ce champ naissant, un exposé des grandes étapes de la construction de celui-ci leur ayant été proposé par un futurologue américain, Frank Davidson, selon lequel il est désormais « possible d'envisager l'institutionnalisation d'études systématiques et globales de l'avenir à long terme »³.

Ces premiers contacts avec les méthodes prospectives, qu'il s'agisse de celles développées par les futurologues occidentaux (Rand, Futuribles) invités et lus par les membres de l'IPE ou de celles proposées par les prospectivistes pacifistes qui travaillent avec le CISS (PRIO), préparent le terrain pour une intégration des études sur le futur dans la panoplie des méthodes utilisées par les employés de l'Unesco. Mais c'est la structuration internationale de ce champ d'expertise autour de Mankind 2000, puis du Club de Rome, qui séduit réellement les dirigeants de l'organisation. Ces deux étapes apportent une certaine lisibilité à tout un ensemble de techniques qui pouvaient jusqu'alors sembler disparates. Elles suggèrent que tout problème humain, pour être correctement traité, doit être envisagé sur le long terme.

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, IIEP, document « Management and decision-making in educational planning », Contributions to a seminar held at the International Institute for Educational Planning, 20-28 July 1970, Edited by Nathan Kravetz, version française, p. 21.

² Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, IIEP, compte rendu du séminaire.

³ Ibid. p. 17-36, citation p. 21.

On observe alors une montée en généralité de l'usage que les membres de l'Unesco se proposent de faire des études sur le futur. D'une position relativement périphérique dans les années 1960, où elles avaient un usage limité, circonscrit à des domaines particuliers, elles acquièrent au tournant des années 1970 une position centrale, beaucoup plus ambitieuse. L'évolution du format et de la nature des publications de l'Unesco consacrées à la futurologie est emblématique de cette transition. En 1967, le *Courrier de l'Unesco* évoque l'étude « Images du Monde désarmé » et sa prolongation à venir, « Images du Monde en l'an 2000 »¹. Traiter ce sujet aurait pu permettre aux rédacteurs du *Courrier* d'évoquer le monde de la prospective auquel appartiennent plusieurs des organisateurs des deux études mais ce n'est pas le cas. Les quelques analyses données concernent plutôt la question du degré de pacifisme observé chez les populations interrogées et l'espoir de paix que ces résultats représentent. Le thème des études sur le futur est largement laissé de côté, comme si les rédacteurs de la revue ignoraient ce nouveau champ d'expertise qui est pourtant en train de prendre une importance de plus en plus grande dans la conception du projet dont ils rapportent les progrès².

Deux ans plus tard, au moment où certains acteurs de l'Unesco développent une curiosité pour les méthodes de la prospective, comme nous venons de le voir avec l'exemple de l'IPE, un numéro de la *Revue internationale des sciences sociales*, publiée par l'Unesco, est entièrement consacré à la futurologie³. Celle-ci est alors présentée comme une nouvelle méthode pour les chercheurs en sciences sociales, voire une nouvelle discipline. La discussion est technique ; elle vise un public d'initiés cohérent avec la cible habituelle de cette publication. On tente de retracer la genèse des méthodes futurologiques et d'établir des distinctions sémantiques claires (entre « prospective » et « futurologie » par exemple)⁴. On cherche à définir de bons usages de la futurologie : quel rapport entretient-elle avec l'imagination⁵ ? Comment prend-elle en compte la question des valeurs¹ ? On s'efforce

¹ *Courrier de l'Unesco* version française numéro d'août-septembre 1967.

² Voir chapitre 2.

³ Unesco, *Revue internationale des sciences sociales*, 1969, vol XXI, numéro 4 intitulé « la futurologie ».

⁴ *ibid.* Article de Pierre Piganiol « Introduction : Futurologie et prospective », p. 551-562. P. 551 : « Le terme de futurologie est plus général, celui de prospective impliquant presque toujours une certaine vision philosophique du lendemain ».

⁵ *ibid.* Article de Robert Jungk « L'imagination et la prospective » p. 599-604.

d'établir les limites de ce qu'elle peut et de ce qu'elle ne peut pas, et de mesurer ce qu'elle apporte aux praticiens des sciences sociales². On décrit le rôle qu'elle joue déjà dans la pensée de certains chercheurs – en particulier les théoriciens soviétiques de la révolution scientifique et technique³.

En 1971, plusieurs des auteurs de cette publication sont à nouveau réunis pour la rédaction d'un numéro spécial du *Courrier de l'Unesco* intitulé « La futurologie a-t-elle un avenir ? »⁴. Il s'agit donc toujours d'articles écrits par des spécialistes qui considèrent eux-mêmes la futurologie comme un champ d'expertise à part entière mais, cette fois, le sujet a été jugé digne d'intérêt pour un public large et pour l'Unesco dans son ensemble, le *Courrier* étant la revue phare de l'organisation. La manière dont le sujet est traité dénote également plusieurs évolutions révélatrices. La revue présente un véritable plaidoyer en faveur de la prospective. Elle n'est plus un outil susceptible d'intéresser certains des sociologues comme on pouvait le comprendre à la lecture du numéro de la *Revue Internationale des Sciences Sociales de 1969* ; elle est désormais une discipline qui propose à l'humanité des moyens « solides et capables d'assurer le succès de [ses] entreprises »⁵. Elle peut « sauvegarder la paix »⁶ et ouvrir la voie à la résolution des « problèmes à long terme » de l'humanité⁷.

La futurologie se présente donc comme une science arrivée à la fois à son point de maturation et à un tournant crucial : tout le potentiel que les différents articles de la revue laissent entrevoir doit être reconnu par le grand public et ses leaders, en particuliers ceux qui travaillent au sein des organisations internationales, pour être réalisé⁸. Pour cela, la futurologie doit dépasser ses limites actuelles : d'abord le fait que les méthodes prospectives soient en général appliquées à certains usages variés mais restreints (par exemple les études

¹ Ibid. Article d'Irene Taviss « La futurologie et le problème des valeurs » p. 618-632.

² Ibid. Article d'Irving Louis Horowitz « Le rôle des techniciens et des sociologues dans le développement : contraintes interdisciplinaires de la prospective sociale » p. 585-598.

³ Ibid. Article de Radovan Richta et d'Ota Sulc « La prévision de l'avenir et la révolution scientifique et technique », p. 605-617.

⁴ *Courrier de l'Unesco*, version française, avril 1971.

⁵ Ibid. p4, article de François le Lionnais « La futurologie a-t-elle un avenir ? ».

⁶ Ibid. p14, article de Robert Jungk « Le futur a déjà commencé ».

⁷ Ibid. p 27, article d'Igor V. Bestoujev-Lada « Pour ne pas entrer à reculons dans l'avenir ».

⁸ Cette vision de la futurologie est particulièrement explicite dans l'article de Robert Jungk, p. 12.

démographiques ou bien la planification du développement des moyens de transport) ; qu'elles ne soient pas soumises, ensuite, à des échanges de vues entre leurs différents praticiens alors même qu'il existe un grand potentiel pour une réflexion unifiée sur le futur et sur les moyens de l'étudier, la futurologie étant par nature interdisciplinaire¹. Les contributeurs insistent sur la nécessité de définir mieux ce nouveau champ de savoirs, de le codifier. C'est notamment pour répondre à ce défi – faire des études sur le futur une discipline scientifique unifiée et utilisée à bon escient – que l'Unesco se saisit du sujet.

Tout comme le thème de la futurologie est intégré progressivement aux publications de l'Unesco et passe d'une position périphérique et spécialiste à une position centrale et généraliste, la pratique des études sur le futur elle-même acquière une certaine centralité et une certaine visibilité au sein de l'institution au début des années 1970.

b) La création d'une unité de prospective à l'Unesco

À l'Unesco, l'institutionnalisation de la prospective est liée à la mise en place d'un plan pluriannuel créé dans le but de coordonner tous les programmes de l'Unesco sur une période de six ans. La conférence générale de 1968 demande au Directeur Général de l'Unesco de préparer pour 1970 une « esquisse de plan à long terme », soit un document devant dégager les grandes orientations que l'organisation devrait suivre pour les six prochaines années². Il s'agirait d'énoncer des objectifs pour la période, de faire des propositions relatives aux activités permettant d'atteindre ces objectifs, et d'établir une estimation du coût financier correspondant. S'il n'est alors pas question explicitement de prospective à ce moment-là, le directeur général, René Maheu, saisit l'occasion pour mettre en place une nouvelle structure permettant aux membres du Secrétariat de l'Unesco de développer une réflexion sur l'avenir du monde et sur le rôle que l'organisation devra y tenir. Dès 1968, René Maheu demande en effet la création d'un office dédié à la préparation de

¹ *Courrier de l'Unesco*, version française, avril 1971, article de Robert Jungk, p. 10.

² Archives de l'Unesco, actes de la 15^e session de la Conférence Générale (1968), résolutions, p. 85.

cette esquisse de plan à long terme¹. N'ayant pas été entendu, il réitère sa demande en 1970². Il peut, cette fois, s'appuyer sur l'expérience des deux années passées pour expliquer aux délégués des Etats membres qu'un travail tel que celui qui lui a été demandé nécessite d'importants moyens en termes de ressources humaines, pour le moment non disponibles au sein de l'Unesco. Il s'agit d'une nouvelle tâche qui a inévitablement représenté un surcroît de travail pour lui et ses principaux collaborateurs dans un emploi du temps déjà saturé. Cette fois, les membres de la Conférence Générale de l'Unesco sont convaincus de la nécessité de créer un organisme entièrement consacré au travail devant être effectué en amont de la planification des programmes de l'Unesco. Il est donc décidé de mettre en place un « office de préprogrammation » dès l'année suivante. On lui donne un statut particulier et privilégié : il fera partie du Secrétariat et sera directement subordonné au directeur général de l'Unesco, aucun autre département, bureau ou division de l'organisation n'ayant donc autorité sur lui³.

Dans l'introduction du projet de programme et de budget qu'il présente à la conférence générale de l'Unesco, René Maheu demande un « instrument permanent et spécialisé de prospective » et insiste sur l'importance de réaliser cette tâche au sein même du Secrétariat plutôt que de la confier à des organismes extérieurs⁴. Ce désir qu'exprime Maheu de mettre la prospective au centre du fonctionnement de l'Unesco, en témoigne la position qui lui est accordée au sein de l'organigramme, est emblématique de l'intérêt, la crédibilité et l'importance croissante accordées aux études sur le futur comme outil pour comprendre et organiser le monde par des acteurs qui ne sont pas spécialistes de la discipline.

En janvier 1971, Mahdi Elmandjra, politologue et économiste marocain formé à Cornell University et à la London School of Economics, est nommé à la tête de l'office de préprogrammation avec le titre de « sous-directeur général pour la prospective et la

¹ Archives de l'Unesco, actes de la 15^e session de la Conférence Générale (1968), Comptes rendus des débats, trente-huitième séance plénière.

² Archives de l'Unesco, actes de la 16^e session de la Conférence Générale (1970), Comptes rendus des débats, trente-neuvième séance plénière et document 16C/4 (1970), p. 3-4.

³ Voir organigramme de l'organisation (annexe n°2). Source : Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, brochure *Regard sur l'Unesco*, 1972.

⁴ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Document 16 C/5 (1970).

préprogrammation »¹. Avant d'obtenir ce poste, Mahdi Elmandjra était sous-directeur général aux sciences sociales entre 1966 et 1971². C'est dans ce contexte qu'il avait découvert avec grand intérêt les études sur le futur et qu'il s'était familiarisé avec le milieu des futurologues et leurs méthodes. Cette découverte commence dès sa prise de fonction : le précédent sous-directeur général aux sciences sociales n'est autre que Julian Hochfeld qui avait fortement encouragé le CISS à entreprendre son premier projet en lien avec la prospective, « Images d'un monde désarmé »³, et qui présentait la prospective comme une « nouvelle discipline », comparable à la théorie des jeux ou encore la cybernétique, en ce qu'elle présentait des perspectives intéressantes et prometteuses pour les sciences sociales bien qu'elle n'ait pas encore trouvé à s'intégrer dans les cadres administratifs existants⁴. Lorsqu'il cède son poste à Mahdi Elmandjra, Julian Hochfeld attire son attention sur ces nouvelles tendances au sein des sciences sociales dans le mémo qu'il rédige pour lui⁵.

Devenu sous-directeur général pour la prospective et la préprogrammation, la tâche principale confiée à Mahdi Elmandjra est celle que la Conférence Générale avait d'abord souhaité attribuer directement au Directeur Général de l'organisation : établir, en prévision de chaque Conférence Générale le document « C/4 », une « esquisse de plan » qui doit fournir un cadre au travail de programmation des représentants des Etats-membres⁶. Pour mener ce travail à bien, Mahdi Elmandjra dispose d'une petite équipe de fonctionnaires du secrétariat de l'Unesco dirigés par l'économiste spécialiste de la planification de l'éducation Klaus Bahr⁷.

¹ Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, feuillet 263, mémo du 26 janvier 1971 de ADG/PSP et ADG/KD.

² Archives de l'Unesco, série AG 6/8, documents biographiques, sous-direction des sciences sociales.

³ Voir chapitre 1.

⁴ FRIEDMAN S., « Julian Hochfeld (1911-1966) », *Revue française de sociologie*, 1966, vol. 7, n° 4, p. 528-530.

⁵ Archives de l'Unesco, 3 A 54/53, « Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines » IV : mémo de Julian Hochfeld à Elmandjra, 14 janv. 1966.

⁶ Voir Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, actes de la 15^e session de la Conférence Générale (1968), résolutions, p. 85 et Archives de l'Unesco série CAB 7/83, PSP.

⁷ Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, PSP, documents concernant la composition de l'office de pré-programmation.

Avant d'analyser plus en profondeur le sens et la portée du travail effectué par cette équipe, il est intéressant de mettre ce développement de la prospective à l'Unesco en parallèle avec une initiative qui voit le jour quelques années plus tard dans une autre branche du système des Nations Unies : l'UNITAR.

2) Le projet sur le futur de l'UNITAR

a) Une initiative inspirée largement par le travail de l'équipe Meadows

L'UNITAR est une institution plus récente que l'Unesco : elle est créée en 1963 pour mener une œuvre de formation et de recherche, principalement dans le but d'aider les pays nouvellement décolonisés et leurs représentants à comprendre le système des Nations Unies et à s'y insérer¹. Son champ de compétence est donc également beaucoup plus restreint et précis. Les circonstances de sa création et son format d'origine ne prédestinaient pas cette institution à s'intéresser aux études sur le futur et aux problèmes mondiaux. Contrairement à l'Unesco, elle n'avait pas établi de contacts, même ponctuels, avec la discipline prospective avant 1970. Pourtant, l'UNITAR connaît un engouement très rapide pour les études sur le futur au début des années 1970. Ce sont les projets futurologiques du Club de Rome qui suscitent cet intérêt : alors que la question de la paix, jusqu'alors privilégiée par les experts du futur, n'était pas au cœur des préoccupations de l'organisation, celle du développement et de l'avenir des pays du Tiers monde est un enjeu central pour l'UNITAR et focalise une partie du débat autour des travaux commandés par Aurelio Peccei à partir de 1969².

Les réflexions des membres du Club de Rome et, en particulier d'Aurelio Peccei, sont introduites dans les discussions qui ont lieu à l'UNITAR par l'un des membres de son Conseil d'administration, Richard Gardner, qui est considéré par beaucoup comme celui qui a eu

¹ Archives de l'Unesco, groupe d'archives AG 15, Archives and documentation of international organizations, série FR PUNES AG 15-IBI-6-2-1-GO.37, statuts de l'UNITAR.

² VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, prospectives, réfutations* (thèse), chapitres VI et VII.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

l'idée de la commission sur le futur même s'il est parti de l'UNITAR en 1973, juste avant la mise en place formelle d'un programme sur le futur¹. Richard Gardner part en effet en vacances tous les étés à partir de 1957 en Italie, pays d'où est originaire sa femme, à Punta Ala qui se trouve également être le lieu où Aurelio Peccei vient se reposer à la même période². Ces escapades estivales sont l'occasion pour les deux hommes d'échanger leurs vues sur les thèmes qui leur tiennent à cœur comme les « problèmes environnementaux internationaux » et, même s'il ne le dit pas explicitement, c'est très probablement par ce biais que Gardner découvre le projet du Club de Rome et ses évolutions³. L'idée d'une recherche appliquée qui serve à résoudre les problèmes du monde ainsi que les thèmes brassés par le Club de Rome trouvent de nombreuses résonances dans l'activité habituelle des membres de l'UNITAR. Les préoccupations mises au jour par les membres du Club de Rome ainsi que la méthode qu'ils suggèrent d'utiliser pour y répondre sont diffusées au sein de l'organisation par Richard Gardner dès 1970. Lorsque le club de Rome organise le grand symposium de lancement d'*Halte à la croissance*, le 2 mars 1972, l'ONU y envoie un représentant. La personne choisie n'est autre que le sous-secrétaire général de l'ONU chargé des affaires économiques et sociales, Philippe de Seynes qui sera nommé trois ans plus tard à la tête du programme sur le futur de l'UNITAR⁴. Les membres de l'UNITAR, eux, initiés assez précocement à ces questions par Richard Gardner, et probablement attentifs aux premières informations ayant filtré quant aux travaux menés au MIT pour le Club de Rome, n'attendent pas 1972 pour faire le lien entre les aspects de la recherche sur le futur qui résonnent avec leurs propres activités et un ensemble beaucoup plus vaste de méthodes futurologiques.

¹ Richard Gardner se présente lui même comme l'instigateur de la Commission sur le futur. Cf. Rockefeller Archive Center, Archives de la Commission Trilatérale, Document Trilateral Commission, Task Force Meetings, New York City, February 22-23, 1975, p2. Ce rôle est confirmé par le Directeur exécutif de l'Unitar de l'époque, Chief S.O. Adebo et par celui qui est directeur du département de la recherche à l'UNITAR au moment où le projet sur le futur se développe, Robert S. Jordan cf. UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, paper écrit par Adebo, non daté, début 1971, et cf. JORDAN Robert S., *A Diasporan Mormon's Life : Essays of Remembrance*, New York : iUniverse Inc., 2009, p. 405.

² Gardner Richard N., *Mission Italy: On the Front Lines of the Cold War*, Rowman & Littlefield, 2005, chapitre 1 How to marry a country.

³ Ibid. p. 6 « in summers at Punta Ala,(...) I benefited from the wisdom of Aurelio Peccei, the founder of the Club of Rome, with whom I shared a deep interest in international environmental problems ».

⁴ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse) p. 412.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

b) La mise en place d'un programme sur le futur au sein de l'UNITAR

Les premiers jalons vers un programme d'études sur le futur au sein de l'UNITAR sont posés en 1970, sous l'influence de Richard Gardner, en accord avec Chief Adebo, directeur de l'UNITAR jusqu'en 1972 dont les conceptions étaient tout à fait compatibles avec une telle entreprise puisqu'il souhaitait que l'organisation joue un rôle d'éclaireur au sein des Nations Unies¹. C'est lors de la neuvième session du Conseil d'administration de l'UNITAR, entre le 2 et le 5 novembre 1970 qu'une première réflexion est émise à propos de la forme que pourrait prendre un tel programme : on propose d'établir une « Commission sur les nouvelles perspectives de coopération internationale » dont le but serait d'« examiner les tendances mondiales majeures de développement scientifique et social qui ont des implications pour le système des Nations Unies et d'envisager les réponses possibles de la part du système des agences internationales, dont l'UNITAR, qui pourraient aider à promouvoir les objectifs des Nations Unies »². Le titre donné à cette commission peut sembler assez éloigné de la question du futur. Il s'explique en fait par une référence aux idées d'Aurelio Peccei dont l'un des premiers objectifs, lorsqu'il a commencé à s'exprimer publiquement en faveur des études sur le futur dans la deuxième moitié des années 1960, était « d'établir une entreprise de coopération Est-Ouest autour de l'analyse des systèmes »³, et qui prolonge cette réflexion, à partir de 1968, en aidant Solly Zuckerman alors conseiller scientifique auprès du gouvernement britannique, George McBundy alors conseiller sur la

¹ JORDAN Robert S., *A Diasporan Mormon's Life: Essays of Remembrance*, New York : iUniverse Inc., 2009, p. 412.

² Archives de l'ONU, série 263, carton 10, feuillet 1, document UNITAR/BT/R.5 « report of the chairman of the board of trustees on the ninth session of the board » (2-5 November 1970).

Et UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, paper non daté rédigé par Chief Adebo, intitulé "UNITAR Commission on new perspectives in international cooperation".

Traduction de l'anglais : Commission on "New perspectives in International Co-operation" et "to examine major world trends in scientific and social development that have implications for the United Nations system and to consider possible responses from the system of international agencies, including UNITAR, that may help promote the objectives of the United Nations".

³ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 328.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

sécurité nationale auprès de la présidence américaine, et le prospectiviste soviétique Dzhermen Gvishiani à se rencontrer et à poser les bases de ce qui devient l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA)¹.

Lors de cette réunion, il est décidé de franchir un premier pas en organisant une conférence lors de laquelle on pourra réfléchir à la fois à la forme institutionnelle permanente que pourrait prendre une telle commission et aux sujets sur lesquels elle pourrait travailler. Cette conférence se tient à l'Institute of Man and Science de Rensselaerville (état de New York), du 9 au 12 septembre 1971². La discussion se déroule en deux parties : la première consiste en la présentation aux participants de « différents types de recherches futurologiques, tel que l'analyse de tendances, les modèles informatiques de systèmes et les modèles d'ordre mondiaux » ; la seconde permet aux intervenants d'incarner ces méthodes en fournissant des exemples de leur application à différents thèmes qui leur paraissent constituer des sujets importants pour l'avenir³.

Aurelio Peccei intervient pour présenter le projet du Club de Rome dans une communication intitulée "The Project on the Predicament of Mankind" et l'influence de l'approche développée par le Club de Rome sur le ton donné à la conférence est sensible : l'une des conclusions de la conférence porte sur la nécessité de se mettre à penser en termes d'approche systémique et pluridisciplinaire plutôt qu'en termes de problèmes isolés, que ce soit sur le plan thématique ou géographique⁴. La conférence voit aussi s'esquisser un débat sur les techniques de modélisation, notamment informatiques, et sur la confiance qu'il conviendrait d'accorder ou non aux ordinateurs. La discussion sur ce thème est lancée par une

¹ Ibid. p. 342 et RINDZEVICIUTE Egle, *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, 312 p.

² UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation.

³ Archives de l'ONU, General Assembly, official records, twenty sixth session, supplement n°14 (A/8414), rapport du directeur exécutif de l'UNITAR de 1971, p. 25. Traduction de l'anglais « various types of "futurology" research, such as trend analysis, computer systems models and world order models ».

⁴ Archives de Harvard University, collection Thacher, Subgroup 1 New Perspectives in International Co-operation: Rensselaerville, New York: 1971 Sep 9-12, series I, Box 99

et UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation.

communication présentée par Yoshikazu Sakamoto intitulée “une approche des modèles d’ordre mondial”¹; elle est dominée par ceux qui sont partisans de l’utilisation de l’informatique et qui expliquent que ces modèles ne sont que des outils scientifiques parmi d’autres qui ne devraient susciter aucune crainte particulière. Enfin, parmi les thèmes discutés, on retrouve déjà les grandes questions agitées par *Halte à la croissance*. C’est le cas notamment lors de la présentation d’Alexander Szalai, alors membre du Conseil d’administration de l’UNITAR, qui porte sur les conséquences de différents degrés de magnitude de taux de croissance annuel², et lors de la communication de Kenneth Boulding intitulée « Vers une société modeste : la fin de la croissance et du luxe »³. La discussion qui a alors lieu préfigure le débat public qui suit quelques mois plus tard la publication du rapport au Club de Rome. Pour autant, cette conférence est également l’occasion pour les membres de l’UNITAR de découvrir d’autres pans du monde de la prospective que les aspects qu’ils avaient jusqu’alors pu entrevoir par le biais du duo Gardner-Peccei. Parmi les invités figurent en effet des futurologues issus d’autres traditions de pensée ; notamment des futuristes humanistes tel que Robert Jungk⁴.

À l’issue de cette rencontre avec des experts du futur, on constate chez les représentants de l’UNITAR une prise de conscience de l’étendue des possibilités offertes par la prospective et un notable gain d’ambition. Au moment où il leur est proposé de tirer quelques conclusions de la conférence, les membres de l’UNITAR confirment leur souhait de démarrer un programme consacré à l’étude du futur. Ils considèrent alors que la futurologie leur propose un moyen de rompre fondamentalement avec leurs anciennes manières d’étudier les problèmes internationaux, qu’elle est pleine de promesses mais requiert un « saut d’imagination » qui ne saurait être réalisé au sein des « vieilles » structures institutionnelles. La nécessité de créer un organe ad hoc est donc réaffirmée avec force⁵. La commission que

¹ Yoshikazu Sakamoto, « An approach to the World Order Models for the 1990s ».

² Alexander Szalai, « steady state and qualified growth ».

³ Kenneth Boulding, « Toward a Modest Society: the End of Growth and Grandeur ».

⁴ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation, liste des participants.

⁵ Archives de Harvard University, collection Thacher, Subgroup 1 New Perspectives in International Co-operation: Rensselaerville, New York: 1971 Sep 9-12, series I, Box 99 et UNITAR online archive Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d’une

l'on souhaite mettre en place n'est plus une simple commission « sur les nouvelles perspectives de coopération internationale » ; on envisage désormais de créer une « Commission sur le futur »¹.

Lors de la dixième session du conseil d'administration qui suit immédiatement la conférence, entre le 13 et le 15 septembre 1971, les membres de l'UNITAR réfléchissent à la forme concrète que devrait prendre la Commission sur le futur. Ils envisagent de nommer un groupe d'une trentaine de personnes spécialistes de différents champs disciplinaires et capables d'adopter un point de vue généraliste sur les grands problèmes. La dimension de « coopération internationale » serait assurée par la participation de personnes issues de « différentes cultures et systèmes sociaux du monde »². Il s'agirait ainsi pour l'UNITAR de créer sa propre expertise sur le futur à l'échelle globale, d'utiliser ces nouvelles techniques qui lui ont été présentées pour servir ses propres objectifs aussi vastes soient-ils : il est bien précisé que la « participation ne serait pas limitée aux "futurologues", soit ceux qui se sont déjà exprimés publiquement sur le futur du monde »³. Un comité de pilotage composé de six membres de l'UNITAR, dont Richard Gardner, est immédiatement nommé avec pour mandat de lancer le programme sur le futur⁴. Les ressources budgétaires limitées de l'UNITAR contraignent cependant l'organisation à repousser les recrutements qui auraient été nécessaires pour mettre tout de suite en place la Commission sur le futur. En attendant, il est décidé de commencer à établir et entretenir des relations avec différentes organisations

66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation. Conclusion B, traduction de l'anglais « a leap of imagination ».

¹ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation, p. 15. Traduit de l'anglais "Commission on the future".

² Archives de l'ONU, série 290, carton 25, feuillet 8, document daté de janvier 1972, intitulé « UNITAR Futures Project. Global review of trends and developments having implications for the United Nations system », traduction de l'anglais « different cultures and social systems of the world ».

³ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, paper non daté rédigé par Chief Adebo. Traduction de l'anglais "participation would not be limited to "futurologists", that is, those who have already been expressing themselves publicly on the future of the world" (souligné dans le texte original).

⁴ Archives de l'ONU, série 290, carton 25, feuillet 8, correspondance entre Chief Adebo et les membres du comité de pilotage.

dédiées à la futurologie qui pourraient envoyer leurs travaux à l'UNITAR¹. Il est également prévu de mener des opérations ponctuelles sous forme de conférences internationales organisées par l'UNITAR pour démarrer tout de même le programme. La première d'entre elles cherche à convaincre les membres du Secrétariat de l'ONU de l'intérêt des études prospectives en les appliquant à un sujet qui devrait naturellement les intéresser : le futur du Secrétariat des Nations Unies lui-même².

Richard Gardner, qui a joué un rôle important dans l'organisation de cette conférence, quitte l'UNITAR en 1973 mais ses efforts n'ont pas été vains : en 1972 est arrivé à la tête de l'organisation un nouveau directeur exécutif, le Dr. Davidson Nicol qui souhaite faire de l'UNITAR un « think tank » généraliste, et qui voit dans le projet sur le futur³ un instrument idéal pour réaliser cette aspiration⁴. Le discours qu'il prononce le 25 septembre 1973 devant le Conseil de direction de l'organisation est révélateur de cette volonté de mettre l'anticipation et la planification d'un futur global au cœur de l'activité de l'UNITAR : « Si les Nations Unies doivent être – comme je crois qu'elles doivent l'être – une organisation militante, elles doivent être parfaitement conscientes des dernières réflexions internationales sur les divers problèmes auxquels nous faisons face maintenant et auxquels nous ferons face dans le futur. Je devrais insister sur le mot “futur”. L'une des tâches les plus importantes de l'intellectuel est de regarder loin devant, d'anticiper, et si besoin de donner l'alarme. Une organisation mondiale dynamique doit avoir la capacité de planifier les événements futurs plutôt que de se contenter de traiter les problèmes contemporains »⁵.

¹ Archives de l'ONU, série 290, carton 25, feuillet 8, document daté de janvier 1972, intitulé « UNITAR Futures Project. Global review of trends and developments having implications for the United Nations system ».

² Cf. GARDNER Richard N., *The future of the United Nations Secretariat; a report on a conference held in May 1972*, New York : Unitar, 1972, 40 p.

³ A partir de 1970 et jusque dans les années 1980, les expressions « projet sur le futur » et « programme sur le futur » sont utilisées indifféremment dans les documents de l'UNITAR pour désigner les travaux qu'on souhaite voir entreprendre par la « commission sur le futur » imaginée en 1971, puis par le « département du projet sur les futurs » (aussi parfois appelé « département des futurs » ou « département du projet sur le futur »).

⁴ JORDAN Robert S., *A Diasporan Mormon's Life: Essays of Remembrance*, New York : iUniverse Inc., 2009, p. 412.

⁵ Archives de l'ONU, série 911, carton 7, feuillet 4, document « Statement of the secretary-general to the Unitar board of trustees, New York, 25 september 1973. Traduction de l'anglais : « If the United Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

Sous l'impulsion du Dr. Nicol, une nouvelle grande conférence est organisée en juin 1974 sur le thème "les Nations Unies et le futur"¹. On retrouve plusieurs éléments déjà présents lors des conférences précédentes. La volonté que ce travail sur le futur améliore la coopération internationale est réaffirmée et le dialogue Est-Ouest est concrètement mis en œuvre : les participants sont invités par l'académicien soviétique N. Inozemtsev qui a proposé comme lieu de conférence l'institut dans lequel il travaille à Moscou (l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie des sciences soviétique)². Un financement est également donné par l'URSS pour contribuer à l'organisation de la conférence³. De nouveau, l'influence du Club de Rome se fait sentir, tant par la présence de ses deux fondateurs que dans les thématiques discutées : on met beaucoup l'accent sur la question des ressources planétaires et du rôle futur de la technologie et l'on insiste sur l'aspect interconnecté, systémique des grands problèmes de l'avenir⁴. Enfin, comme en 1971, plusieurs experts en prospective interviennent pour présenter leurs méthodes ainsi que quelques projets réalisés ou en cours. On répète les grands paradigmes sur lesquels se développent alors les études sur le futur (rythme accéléré du changement, caractère mondial, complexe et interconnecté des problèmes de long terme), et on réitère la nécessité de telles études.

Afin que les discussions de la conférence ne restent pas lettre morte une fois celle-ci terminée, des groupes de travail réunissant uniquement des membres du Conseil de direction de l'UNITAR sont mis en place en parallèle des séances publiques dans le but de réfléchir aux étapes à suivre pour faire avancer concrètement la réalisation du programme sur le futur (*fund*

Nations is to be – as I believe it must be – an activist organization, it must be fully aware of the latest international thinking on the manifold problems which face us now and in the future. I should like to emphasize the word « future ». One of the most important tasks of the scholar is to look ahead, to anticipate, and, if need be, to warn. A dynamic world-organization must have the capacity to plan for future events, and not merely try to deal with contemporary problems » (souligné dans le texte original).

¹ *The United Nations and the Future: Proceedings of UNITAR Conference on the Future, Held in Moscow from June 10 to 14, 1974*, UNITAR., New York, 1976, 462 p.

² Archives de l'ONU, série 369, carton 41, feuillet 1, document A/C.2/SR.1600, 10 octobre 1974, p. 4.

³ Archives de l'ONU, série S-1078, carton 8, feuillet 9, lettre de Nicol à Brian Urquhart le 19 février 1974.

⁴ *The United Nations and the future: proceedings of UNITAR Conference on the Future, held in Moscow from June 10 to 14, 1974*.

raising, structure institutionnelle adéquate etc.)¹. Il est finalement décidé de créer, dès l'année suivante, non une « commission » mais un « département » consacré au projet de l'UNITAR sur le futur. Cela revient à modifier la structure de l'UNITAR qui se réorganise autour de trois départements, celui de la recherche et celui de la formation qui existaient déjà, et ce nouveau département auquel il est prévu que l'Institut doit « consacrer une portion importante de son personnel et de ses ressources financières »². La majeure différence avec le projet de Commission réside dans l'affectation de personnel interne au programme sur le futur plutôt que d'embaucher un grand nombre d'experts externes. Cette évolution traduit à la fois la volonté de passer outre les contraintes budgétaires et le sentiment des membres de l'UNITAR qu'ils sont désormais en mesure de s'atteler eux-mêmes à un travail de prospective.

La personne choisie pour diriger ce nouveau département n'est pas non plus un futurologue mais plutôt un grand connaisseur du système des Nations Unies ayant en outre « un grand intérêt pour les problèmes du futur »³. Il s'agit de Philippe de Seynes, ancien sous-secrétaire général de l'ONU aux affaires économiques et sociales très bien intégré dans les cercles intellectuels et sociaux gravitant autour des Nations Unies⁴. Son travail précédent au sein de l'ONU a été pour lui l'occasion de découvrir les études sur le futur : il a par exemple représenté l'organisation lors du symposium au cours duquel a été présenté le rapport *Halte à la croissance* en mars 1972⁵. Il avait également suivi de près les premiers pas du projet sur le

¹ Archives de l'ONU, série S-1078, carton 8, feuillet 9, lettre de Nicol à Brian Urquhart le 19 février 1974.

² Archives de l'ONU, série 369, carton 41, feuillet 1, document A/C.2/SR.1599, Rapport du directeur exécutif de l'UNITAR devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 9 octobre 1979, « the Institute should devote a significant portion of its staff and financial resources to the Project on the Future ».

³ Archives de l'ONU, série 369, carton 41, feuillet 1, document A/C.2/SR.1599, Rapport du directeur exécutif de l'UNITAR devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 9 octobre 1979. Traduction de l'anglais « keen interest in the problems of the future », « ability to assess the trends and implementations of various world developments » et « capacity for analysing and presenting alternative solutions to such problems to the international community ».

⁴ JORDAN Robert S., *A Diasporan Mormon's Life : Essays of Remembrance*, New York : iUniverse Inc., 2009, p. 412.

⁵ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 412.

futur de l'UNITAR en se rendant à la conférence de 1971 et au conseil de direction qui l'avait suivi¹.

3) Mettre les organisations internationales au centre du débat sur le futur du monde

La création du département du projet sur le futur à l'UNITAR, tout comme celle de l'office de préprogrammation à l'Unesco, témoigne du nouveau statut central acquis par les études sur le futur au sein de ces deux organisations. Mais celles-ci ne se contentent pas de s'initier à différentes méthodes de prospective jugées pertinentes pour leur travail : rapidement, les membres du département du projet sur le futur et de l'office de préprogrammation cherchent à jouer un rôle important dans les réseaux internationaux de futurologues. Ils s'efforcent de faire entendre la voix des organisations internationales dans le débat sur le futur de l'humanité pour deux raisons principales. Tout d'abord, la futurologie leur apparaît être une sorte de mode épistémologique qu'il convient d'adopter pour ne pas être tenus à l'écart de discussions importantes à l'échelle internationale. Ensuite, les organisations internationales auxquelles ils appartiennent leur semblent disposer d'une légitimité supérieure à toute autre organisation pour se prononcer sur les objectifs que l'humanité doit s'assigner sur le long terme et donc sur l'usage qui doit être fait de la futurologie.

a) Une nouvelle discipline pour penser le monde

Dès leurs premiers contacts avec le monde de la futurologie, celle-ci est présentée aux membres de l'Unesco comme une nouvelle discipline devenue indispensable pour comprendre le monde et ses évolutions possibles. Lors du séminaire organisé par l'IPE déjà,

¹ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Board of Trustees, 10th Session, 13-15 sept 1971.

la prospective avait été présentée comme une « mode »¹, dans le sens positif du terme, comme un nouveau courant prometteur. La présentation prend un aspect ambigu, entre simple suggestion et obligation tacite alors que Franck Davidson fait comprendre aux participants qu'une pensée tournée vers le futur est à la fois nécessaire en soi et de plus en plus attendue par le public qu'ils visent (gouvernements et industries). Cette justification de la nécessité pour l'Unesco d'utiliser les méthodes prospectives se retrouve à plusieurs reprises dans le numéro du *Courrier de l'Unesco* de 1971 consacré à la futurologie : celle-ci y est décrite comme « à la mode », « une vogue soudaine » à la progression spectaculaire puisqu'en quelques années elle est devenue « un vaste mouvement de recherche »².

La même rhétorique est déployée à l'UNITAR pour justifier la nécessité de créer une commission sur le futur puis pour expliquer l'importance du département du projet sur le futur. Une note interne compte ainsi parmi les circonstances de la création de ce programme de prospective « une explosion sans précédent de l'intérêt pour le “futur” » concomitante avec l'apparition de l'idée de créer une commission sur le futur à l'UNITAR³. L'auteur (anonyme) du document souligne « l'exceptionnelle vitalité [du] nouveau mouvement » dont témoigne la prolifération des études, conférences, institutions et programmes sur le thème du futur⁴. Philippe de Seynes reprend la métaphore d'une « explosion d'intérêt » pour les études sur le futur en 1976 pour justifier l'existence du département qu'il dirige : face à ce développement

¹ Archives de l'Unesco, IIEP, document « Management and decision-making in educational planning », Contributions to a seminar held at the International Institute for Educational Planning, 20-28 July 1970, Edited by Nathan Kravetz, p. 21.

² *Courrier de l'Unesco* version française numéro d'août-septembre 1967. Article de François le Lionnais, p. 4 « comme la cybernétique et l'informatique, comme l'étude de l'environnement et la dénonciation des nuisances, la futurologie et la prospective sont à la mode. », p5 « après les tâtonnements de ses débuts, l'exploration du futur, ou futurologie, est devenue dans le monde entier un vaste mouvement de recherche ». Article de Robert Jungk, p9, la futurologie est décrite comme une « vogue soudaine ».

³ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ». Traduction de l'anglais « an unprecedented explosion of interest for the “Future” ».

⁴ Ibid. Since that period, studies, conferences, think tanks, institutions, programmes, projects, have proliferated in a way which testifies to the exceptional vitality of a new movement ».

rapide de la prospective, « les Nations Unies, dans certains de leurs plus importants projets globaux (...) ne peuvent pas éviter d'être impliquées dans ce mouvement »¹.

Le fait que ce discours soit prononcé en introduction d'une conférence co-organisée par l'UNITAR et par l'IIASA, une institution créée en 1972 dans le but de favoriser la coopération Est-Ouest autour de l'analyse des systèmes, n'est pas anodin². Il s'agit pour les organisations du système onusien d'affirmer publiquement la volonté de leurs dirigeants de faire usage des méthodes prospectives dans un but similaire à celui proposé par l'IIASA : comprendre le fonctionnement du système mondial et faire travailler ensemble autour de cette mission des représentants des différentes régions du monde³. Il s'agit là pour l'UNITAR de s'investir dans un rôle que les futurologues l'incitent eux-mêmes à adopter. Du côté du Club de Rome par exemple, Aurelio Peccei et Alexander King considèrent, au moment de leurs premières discussions en 1968, que leur projet pourrait combler le vide laissé par les organisations existantes, et notamment l'ONU qui ne serait « pas en mesure d'appréhender les problèmes globaux (...), et de prendre des mesures effectives pour les résoudre »⁴. Pour autant, les deux fondateurs ne pensent pas pouvoir mener ce travail à bien uniquement par eux-mêmes ; ils cherchent à attirer l'attention d'interlocuteurs capables de changer les choses et de donner une réponse aux problèmes que leurs études soulèvent. C'est même ce besoin qui détermine le choix par Aurelio Peccei du type de modèle relativement simple proposé par Forrester : il doit être suffisamment lisible pour « faire connaître et attirer l'attention des décideurs sur la Problématique Mondiale » et, au-delà, pour intéresser le grand public⁵. Ayant pris connaissance des projets du Club de Rome et des critiques adressées par ses membres à l'ONU, certains membres de l'UNITAR comme Richard Gardner puis Philippe de Seynes

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 985, openings remarks de Philippe de Seynes at UNITAR-IIASA conference on future supply of nature-made petroleum and gas, laxenburg (Austria), 5 July 1976. In this respect one must acknowledge the recent explosion of interest in Futures studies. The United Nations, in some of its most important global designs (...), cannot avoid being involved in this movement ».

² RINDZEVICIUTE Egle, *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, 312 p.

³ RINDZEVICIUTE Egle, *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, 312 p.

⁴ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, prospectives, réfutations* (thèse), p. 329.

⁵ Ibid. p. 382-383.

militent pour que leur organisation entreprenne des études sur le futur du monde plutôt que de laisser ce terrain scientifique et politique à des organisations privées comme celle de Peccei et King¹.

Dans ce contexte, l'Unesco et l'UNITAR s'efforcent de se familiariser avec les travaux futurologiques déjà existants en nouant des contacts avec leurs auteurs et en établissant des relations institutionnelles avec différentes organisations consacrées à la prospective. Plutôt que de se contenter de s'insérer dans les réseaux existants, il s'agit pour eux d'orchestrer ces réseaux et de diriger leur extension grâce aux avantages qui leur sont propres (de nombreux contacts internationaux, un secrétariat permanent...). Ainsi, dès les débuts de son projet sur le futur, l'UNITAR travaille à « établir un réseau mondial d'information et d'expertise »². Pour cela, elle s'appuie sur l'expérience d'une association de prospective bien connue, Futuribles³. En offrant leurs structures institutionnelles et les ressources nécessaires pour organiser des conférences comme celles de Rensselaerville et de Moscou ou pour financer et diffuser des publications sur la futurologie comme l'a fait l'Unesco en 1969 et 1971, les deux organisations s'assurent un certain contrôle sur le développement du monde des études sur le futur et, surtout, font connaître aux experts du futur les objectifs qu'elles entendent assigner à leurs travaux.

Elles offrent aussi une audience à des initiatives locales dont les instigateurs acceptent d'adopter leur perspective (sans forcément recevoir de financement) : c'est le cas par exemple de séries de séminaires sur le futur organisées en Argentine et à Hawaï en réponse à une sollicitation par l'UNITAR⁴. C'est la même logique portée à plus grande échelle qui conduit l'Unesco à accorder le statut d'ONG affiliée à la WFSF alors que celle-ci s'affirme comme un grand centre de rencontre et de discussion international pour tous les experts du futur en

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987.

² Archives de l'ONU. Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1974, p4, traduction de l'anglais « the establishment of a world-wide network of information and expertise ». Voir aussi Jordan Robert S., « UNITAR and UN Research », *International Organization*, 1976, vol. 30, n° 1, p. 166.

³ Archives de l'ONU. Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1974. P. 6 « Subsequent to the development of guidelines for the network of opinion and expertise, work is continuing on building up the network. This work is being carried out in Paris, in collaboration with the Association Internationale des Futuribles. »

⁴ Ibid. p. 6.

organisant de grands rassemblements, en fournissant une structure associative permanente et en menant un travail de définition de ce nouveau champ disciplinaire (mise au point de bibliographies etc.)¹. L'UNITAR ne reste pas à l'écart de ces développements : elle envoie un représentant à la conférence de Bucarest (1972) où la création de la WFSF est décidée, et à celle de Paris (1973) où elle a effectivement lieu². En plus de se rendre indispensables dans les réseaux de futurologues existants, l'UNITAR et l'Unesco mettent en place leur propre expertise au sein des structures dont nous avons rapporté la création.

b) Un enjeu de légitimité : choisir démocratiquement l'avenir du monde

Si l'UNITAR et l'UNESCO cherchent à participer au mouvement des études sur le futur et à faire entendre leurs voix au sein des réseaux qui se consacrent à discuter le futur de l'humanité et la résolution des problèmes mondiaux de long terme, c'est aussi parce qu'elles revendiquent une légitimité particulière pour se prononcer sur ces sujets. Leurs membres mettent en avant quatre caractéristiques de leurs institutions qui en feraient les meilleures structures pour mener un programme scientifique sur le futur du monde : leur dimension globale, les ressources dont elles disposent, leur positionnement institutionnel spécifique et la cohérence d'un tel projet avec leurs mandats officiels, leurs raisons d'être.

La première de ces caractéristiques recouvre deux arguments : l'idée d'une part, qu'une organisation internationale comprend mieux la nature des problèmes mondiaux et, d'autre part, la dimension « démocratique », ou du moins « représentative », qui est attribuée à ces institutions. Les conclusions de la conférence de Rensselaerville par exemple, soulignent le fait que les recherches futurologiques devant être déployées à l'échelle globale, les organisations internationales, qui travaillent justement à cette échelle, seraient plus aptes et plus légitimes que d'autres à corriger l'occidentalo-centrisme qui sévit chez beaucoup de chercheurs dont les recherches, par ailleurs novatrices, perdent de leur intérêt car ils ne sont

¹ Archives de l'Unesco, AG 8, BRX/ONG.1/120 WFSF.

² Archives de l'ONU. Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1974, p. 6.

pas capables par eux-mêmes de dialoguer avec des représentants du monde entier et d'intégrer dans leurs travaux les valeurs et intérêts des habitants d'autres parties du monde¹.

Le format institutionnel adopté par l'office de préprogrammation de l'Unesco, tout comme celui de l'UNITAR dans son ensemble, serait en outre une garantie d'indépendance vis-à-vis des intérêts privés et de ceux des grandes puissances car leurs membres sont choisis dans le monde entier pour leurs compétences plutôt que pour leur poids politique ou économique. Dès 1970, le directeur exécutif de l'UNITAR, Chief S.O. Adebo, défendant la légitimité unique de l'UNITAR dans le champ des études sur le futur, affirme ainsi qu'il s'agit d'une organisation internationale d'autant plus représentative des peuples du monde qu'elle fonctionne avec des membres nommés en tant qu'individus et non comme représentants de gouvernements².

Il met également en lumière les ressources particulièrement riches dont dispose selon lui l'organisation. Ces ressources sont notamment politiques : elle travaille en lien étroit avec l'Assemblée générale des Nations Unies pour laquelle elle rédige un rapport chaque année et son travail pourrait donc avoir un impact rapide et fort sur les problèmes mondiaux³. L'année suivante, lors de la conférence sur les « nouvelles perspectives de coopération internationale », les membres de l'UNITAR vont dans le même sens : ils argumentent quant à leur capacité à faire connaître les études sur le futur aux hommes d'Etat et à les convaincre de leur importance. Ils envisagent ainsi non seulement de produire leurs propres études sur le futur mais aussi de faire le lien entre de nombreux futurologues et la sphère politique à laquelle ils auraient un accès privilégié contrairement aux premiers⁴. Mais le système onusien comporte également des ressources humaines dont les membres de l'office de

¹ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation. Conclusion C et rapport des discussions p. 3.

² UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, paper non daté rédigé par Chief Adebo, intitulé "UNITAR Commission on new perspectives in international cooperation". Voir aussi JORDAN Robert S., « UNITAR and UN Research », *International Organization*, 1976, vol. 30, n° 1, p. 167 : Robert Jordan, directeur de la recherche à l'UNITAR défend la position exceptionnelle dont dispose l'UNITAR pour faire des études sur le futur : elle serait selon lui plus libre de mener ces travaux de manière indépendante que la plupart des centres de recherches mais aussi que la majorité des agences des Nations Unies.

³ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, paper écrit par Adebo, non daté, début 1971.

⁴ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation.

préprogrammation de l'Unesco et du département du projet sur le futur de l'UNITAR pensent qu'elles sont particulièrement adaptées à la pratique d'études sur le futur. Les uns comme les autres soulignent leur capacité à « mobiliser des experts en dehors du système [onusien], du monde académique, d'un grand nombre d'agences publiques et privées qui traitent d'une manière ou d'une autre des problèmes du Futur », ainsi que la richesse des ressources humaines internes à l'ONU¹.

Enfin, pour les deux organisations, s'attaquer à un travail de prospective sur les grands problèmes mondiaux permet aussi de renforcer ou de créer un discours séduisant sur leur propre raison d'être². Elles auraient toujours eu vocation, plus que toute entité externe au système des Nations Unies, à traiter les problèmes humains à l'échelle globale mais il leur aurait jusqu'alors manqué la technique pour le faire, manque que les études sur le futur viennent combler à un moment où il devient critique d'engager cette réflexion globale. Ainsi, en 1972, dans le document qui vise à présenter les premiers travaux menés par l'office de préprogrammation de l'Unesco, le « projet d'esquisse de plan à moyen terme pour 1973-1978 » (17 C/4), René Maheu fait référence à un discours qu'il a prononcé l'année précédente et dans lequel il présentait la réflexion sur les grands problèmes de l'humanité comme une « fonction de l'organisation », un objectif qu'elle aurait donc toujours dû poursuivre³. À l'UNITAR aussi, on présente les études sur le futur comme un moyen de remplir une attribution originelle de l'organisation : dans le document qu'il rédige pour présenter le projet de Commission sur le futur, Adebo affirme que « le but de la Commission et celui de l'Institut sont, en fait, identiques »⁴. Il fait ensuite référence à une citation du Secrétaire général de

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ». « It can easily mobilise for its work experts from outside the system, from the Academic world, from a number of public or private agencies dealing in one way or another with problems of the Future. At the same time it can also count on the pool of information and the analytical capabilities which are to be found within the United Nations system ».

² On peut y voir un élément de « sensemaking organisationnel » cf. Weick Karl Emmanuel, *Sensemaking in organizations*, Thousand Oaks (Ca.), Etats-Unis, Royaume-Uni, Inde, coll. « Foundations for organizational science », 1995.

³ Archives de l'Unesco, Base de données Unesdoc, document 17 C/4 (1972).

⁴ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, paper non daté rédigé par Chief Adebo, intitulé «UNITAR Commission on new perspectives in international cooperation». Traduction de l'anglais «the purpose of the Commission and that of the Institute are, in effect, identical».

l'ONU en 1964 selon qui l'institut doit contribuer à la réflexion sur le rôle de l'organisation internationale dans le monde présent et futur et doit notamment proposer de nouvelles approches et de nouvelles techniques utilisables par une telle organisation. Les études sur le futur seraient donc une de ces nouvelles techniques que l'UNITAR pourrait développer au profit de l'ONU.

Ces différentes raisons pour lesquelles les organisations internationales du système de l'ONU, et en particulier l'UNITAR et l'Unesco, seraient particulièrement légitimes à produire des études sur le futur du monde sont également mises en avant par des observateurs externes, soit avant le début des programmes de prospective des deux organisations, lorsqu'il s'agit de les encourager à se lancer dans ce champ d'expertise, soit une fois ces programmes débutés, pour en louer l'intérêt. Ainsi, Fred Polak dans sa contribution à *Mankind 2000* argumente en faveur du rôle des organisations internationales, et particulièrement de l'Unesco, en expliquant qu'elles bénéficient à la fois de ressources scientifiques leur permettant de mener des études sur le futur solides, d'une certaine indépendance garantissant la neutralité de ces études, et de processus démocratiques permettant des objectifs à long terme consensuels¹. Dans le même ouvrage, Peter Menke-Glückert, membre de l'OCDE, insiste également sur le rôle des organisations internationales dans la réalisation et l'usage d'études sur le futur portant sur l'échelle globale². Outre les futurologues eux-mêmes, ceux qui s'intéressent au développement des études sur le futur remarquent parfois cette position spécifique et privilégiée qu'ont l'Unesco et l'UNITAR vis-à-vis des autres organisations qui promeuvent la prospective. En 1975 par exemple, alors que les différentes initiatives d'étude du futur du monde sont passées en revue lors d'une réunion de la commission trilatérale, groupe de discussion privé dédié à la coopération entre les pôles de la Triade, le projet sur le futur de l'UNITAR est mis en avant pour son caractère non gouvernemental alors que les activités du

¹ POLAK Fred, « Toward the Goal of Goals », in Jungk Robert et Galtung Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, 367 p.

² MENKE-GLÜCKERT Peter, « Proposals for an International Programme of Joint Technological Endeavours for Peaceful purposes », in Jungk Robert et Galtung Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, 367 p.

Club de Rome sont considérées comme « trop étroitement associées aux intérêts occidentaux »¹.

c) Un effort de coopération institutionnelle pour promouvoir une action sur le long terme au sein de l'ONU

L'histoire de la création d'une unité de préprogrammation à l'Unesco qui se consacre de plus en plus à des travaux de prospective et l'histoire de ce programme sur le futur qui est mis en place à l'UNITAR présentent, on le voit, de nombreux aspects communs, notamment dans leurs motivations. L'on peut alors se demander si les deux initiatives sont concurrentes ou complémentaires. L'étude des rapports entre l'office de préprogrammation de l'Unesco et le département du projet sur le futur de l'UNITAR suggère plutôt la deuxième réponse. Bien que le développement de ces deux entreprises dépende plutôt de logiques propres à leurs organisations de rattachement, l'Unesco et l'UNITAR, leurs responsables respectifs s'assurent qu'une bonne communication soit établie entre eux, de manière à ce que les travaux menés de part et d'autre soient cohérents entre eux, et surtout de façon à ce que les connaissances acquises dans le cadre de la première bénéficient rapidement à la seconde.

Cette coopération bénéficie d'une tradition déjà longue de travail en commun entre les deux organisations dont les champs de compétence, touchant tous les deux aux domaines culturels et scientifiques, sont assez proches². Dès 1971, l'Unesco et ses organisations satellites s'intéressent à l'activité sur le futur qui est en train de prendre forme à l'UNITAR : nous avons déjà évoqué la présence de Mahdi Elmandjra lors de la « conférence sur les nouvelles perspectives de coopération internationale » ; le centre de Vienne y est aussi représenté³. À l'issue de cette conférence, le sous-directeur général pour la prospective et la

¹ Rockfeller Archive Center, Archives de la Commission Trilatérale, Document Trilateral Commission, Task Force Meetings, New York City, February 22-23, 1975, p. 2 Traduction de l'anglais « too closely associated with Western interests ».

² Voir par exemple le rapport d'activité du DG de l'Unesco en 1972, p. 59 « L'Unesco a continué de collaborer étroitement avec l'UNITAR ».

³ Archives de Harvard University, collection Thacher, Subgroup 1 New Perspectives in International Co-operation: Rensselaerville, New York: 1971 Sep 9-12, series I, Box 99. Rapport sur la conférence, p. 24.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

préprogrammation est invité à prendre part à la réunion du Conseil de direction de l'UNITAR qui doit décider des suites à donner à l'événement¹. Lorsque le mandat de Chief S.O. Adebo à la tête de l'UNITAR se termine, il est même envisagé de donner ce poste à Mahdi Elmandjra mais celui-ci refuse car il préfère poursuivre son activité de prospective au sein de l'Unesco². Elmandjra intervient tout de même dès l'année suivante à l'UNITAR avec pour mission de l'aider à mettre en place sa commission sur le futur, et il participe à ce titre à la conférence de Moscou en 1974³. Tout au long des années 1970, l'Unesco est représentée au Conseil de direction de l'UNITAR et donne des nouvelles du programme sur le futur qui y est mené dans certains de ses rapports et de ses publications⁴.

En réalité, les méthodes utilisées par les deux organisations sont assez similaires dans un premier temps et l'ambition affichée par les responsables de l'une et de l'autre initiative sont si vastes qu'elles ne peuvent que se recouper. Etudier ces deux cas est néanmoins capital, d'une part parce qu'il existe tout de même des différences entre l'approche de l'Unesco et celle de l'UNITAR (le rôle accordé au thème de la paix par exemple), et d'autre part parce que les deux chronologies ne sont pas les mêmes. Le travail de prospective mené au sein de l'Unesco s'arrête quasiment avec le départ de René Maheu et de Mahdi Elmandjra en 1974, avant de reprendre sous une forme très différente dans les années 1980, alors que le programme sur le futur de l'UNITAR est poursuivi jusqu'en 1984. Etudier le cas de l'UNITAR permet donc d'aller plus loin et de voir comment s'est développé et ramifié au sein du système des Nations Unies un programme d'action sur le futur reposant sur un ensemble d'études prospectives menées sur une dizaine d'années.

Surtout, l'étude des deux cas permet de mettre en évidence deux variantes d'une même voie de réponse apportée à un conflit majeur portant sur les objectifs assignés à la prospective

¹ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Board of Trustees, 10th Session, 13-15 sept 1971.

² Archives de l'ONU, série S-0988, carton 3, feuillet 3, document rédigé par le Secrétaire Général des Nations Unies le 23 mars 1972.

³ UNITAR online archive 74-75 S-0990-0002-04-00001, lettre de Davidson Nicol à Kurt Waldheim, le 30 avril 1974.

⁴ Un paragraphe y est notamment consacré chaque année dans le rapport du directeur général de l'Unesco.

au sein du système des Nations Unies. En effet, la construction de programmes de prospective à l'Unesco et à l'UNITAR, que nous avons décrite, repose en grande partie sur un malentendu, ou un différend implicite, entre une vision minimaliste et administrative des usages possibles de la prospective d'une part, et une vision ambitieuse qui lui reconnaît la capacité à transformer le monde et en fait un outil politique d'autre part. Ces deux versions opposent essentiellement des représentants des Etats membres – qui défendent la première – aux fonctionnaires internationaux et experts recrutés pour mener à bien les programmes de prospective – qui défendent la seconde. Si elles font penser à l'opposition que nous avons déjà analysée entre futurisme technocrate et futurisme humaniste, ces deux clivages ne se superposent pas parfaitement. Le différend qui divise les membres de nos organisations internationales porte sur la définition du périmètre qui doit être affecté par les études sur le futur. Pour les premiers, il s'agit uniquement des organisations en elles-mêmes dont l'efficacité doit être améliorée par les outils de prospective vus comme de nouvelles méthodes de gestion et de planification que l'on utiliserait pour poursuivre les objectifs habituels. Pour les seconds, c'est le monde futur dans son ensemble que les organisations internationales du système onusien pourront mieux influencer grâce à leurs programmes de prospective, qu'il s'agisse de le maintenir dans un état stable (comme le souhaiteraient des futurologues technocrates), ou que l'on s'emploie à le transformer profondément (selon les projets futuristes humanistes). Comprendre les ressorts de ce conflit, qui n'est jamais exprimé ouvertement, est essentiel pour expliquer la forme que prennent finalement les deux programmes d'études sur le futur qui font l'objet de ce chapitre.

B - Deux visions conflictuelles de la recherche sur le futur : outil de management ou levier pour changer le monde

1) La recherche sur le futur comme outil de gestion au sein des organisations

a) Répondre à une critique majeure envers une ONU perçue comme trop bureaucratique

Au tournant des années 1970, l'introduction de techniques de prospective au sein du système onusien a pu être comprise comme une solution à des problèmes de gestion internes aux différentes organisations internationales. L'un des thèmes de discussion récurrents parmi les membres de l'ONU, fonctionnaires internationaux comme représentants politiques, portait alors en effet sur la difficulté qu'il y avait à faire fonctionner une bureaucratie considérée lourde et inefficace. Dans ce contexte, les futurologues qui présentent leurs outils à l'Unesco et à l'UNITAR comme des méthodes de gestion et de planification semblent apporter un élément de réponse à ce problème.

Les historiens des Nations Unies sont nombreux à souligner l'importance prise par la critique de la bureaucratie onusienne dans les discours portés sur l'organisation par ceux qui la fréquentent. Plus que de se prononcer sur la réalité des faits dénoncés, ils montrent l'importance croissante de cette représentation négative. Emma Rothschild décrit un état d'esprit pessimiste à la fin des années 1960 : les Nations Unies commencent à être vues comme une institution où se multiplient les comités redondants et où le trop grand nombre de niveaux décisionnels paralysent le système¹. Partageant ce constat, Bertrand Maurice explique que c'est dans la perspective de résoudre ces problèmes d'efficacité, et à la suite de rapports du Corps commun d'inspection, que l'Assemblée générale de l'ONU accepte d'introduire, au début des années 1970, un système de planification, programmation et évaluation de ses programmes, et encourage les différentes agences spécialisées à faire de même². C'est dans ce contexte que l'Unesco adopte, en même temps que l'ONU, une programmation biennale, puis sur six ans, avec des listes d'objectifs correspondant à chaque période.

La prospective étant introduite à l'Unesco au moment même où se tient ce débat sur les procédures à adopter pour améliorer l'efficacité de l'organisation et où cette programmation est mise en place, elle est assimilée par beaucoup à cette dernière dont elle serait une première étape qui ne viserait pas à chambouler les objectifs de l'organisation mais plutôt à s'assurer

¹ Leçon d'Emma Rothschild, « Internationalism in history », cycle de conférences Fulbright Legacy Lectures 2014.

² BERTRAND Maurice, *L'ONU*, Paris, la Découverte, 2006, 123 p.

que ceux-ci soient atteints le plus vite possible. C'est ce que suggère son association à la « préprogrammation » et cela est tout à fait cohérent avec le discours des experts qui sont venus présenter les méthodes futurologiques aux employés de l'Unesco. En 1968 par exemple, lors de la première conférence organisée à l'IIPE sur le thème de la planification de l'éducation et de ses méthodes, les travaux de Bertrand de Jouvenel et de la RAND sont mentionnés pour expliquer à ceux qui ne les connaissent pas la manière dont cette articulation entre prospective et planification peut fonctionner : la première permet de décrire les mondes futurs possibles (externes au travail de l'Unesco, sur lesquels celle-ci n'aurait pas d'influence) dans lesquels l'action prévue par la seconde devra se déployer¹. Deux ans plus tard, lors de la conférence qui voit intervenir Olaf Helmer, la prospective est abordée en même temps que d'autres techniques auxquelles sont consacrées d'autres communications telles que le « système de rationalisation des choix budgétaires » ou le PERT (Programme Evaluation and Review Technique ou Technique d'Elaboration et de Contrôle des Programmes)². Elle est décrite comme une technique « parapluie », compatible avec toutes les autres et même capable de rendre plus efficaces toutes les autres³. Du point de vue des participants, le fait qu'ils cherchent à intégrer les techniques de futurologie qui leur sont présentées à leur contexte de travail habituel montre qu'il s'agit pour eux d'un outil en plus parmi d'autres plutôt que d'une activité nouvelle ou d'une transformation profonde de leur manière d'envisager leur travail⁴.

b) Une version dominante à l'Unesco des premières années, minoritaire à l'UNITAR

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document ED/ICEP/3 « Unesco, Conférence internationale sur la planification de l'éducation », Paris, 6-4 août 1968.

² Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document « La gestion et la prise de décision dans la planification de l'éducation. Contributions au séminaire tenu à l'Institut international de planification de l'éducation », 20-28 juillet 1970, publié sous la responsabilité de Nathan Kravetz.

³ Archives de l'Unesco, IIEP, document « Management and decision-making in educational planning », Contributions to a seminar held at the International Institute for Educational Planning, 20-28 July 1970, Edited by Nathan Kravetz.

⁴ Ibid.

C'est donc sous la forme d'un outil de management nouveau que la prospective est introduite à l'Unesco au début des années 1970. Cette vision est en partie partagée par les tout premiers membres de l'UNITAR qui s'y intéressent. L'idée d'améliorer le fonctionnement de l'Unesco en adoptant une nouvelle organisation n'est pas étrangère à la pensée des personnages les plus importants dans le développement de la prospective à l'Unesco. Dans les années 1960, les responsables du département des sciences sociales (Julian Hochfeld puis Mahdi Elmandjra), ainsi que le Directeur Général de l'Unesco, René Maheu, expriment à plusieurs reprises l'idée qu'il faudrait casser le fonctionnement classique de l'Unesco pour le remplacer par une structure organisée autour de grands problèmes, de grands défis qui entrent dans le champ de compétence de l'Unesco¹. L'office de préprogrammation que Maheu met en place a, entre autres objectifs, celui de répondre à cette préoccupation². Les membres du Secrétariat et le Directeur général de l'Unesco espèrent aussi que la planification à moyen voire long terme aidera le Secrétariat à mener son travail de manière plus constante, sans avoir à subir les aléas de la vie politique internationale et des votes de budget à trop courte échéance qui, jusqu'alors, handicapaient tout programme devant se dérouler sur plus de deux ans³.

Surtout, cet usage de la prospective comme outil d'aide à la programmation correspond à ce qui est attendu par les représentants des Etats membres. Au moment où se déroule la session de la Conférence générale de l'Unesco qui décide de nommer un sous-directeur général à la prospective et à la préprogrammation, en octobre-novembre 1970, certains délégués y voient une initiative qui viserait à améliorer l'efficacité de l'organisation car les nouvelles méthodes utilisées permettraient de prévoir plus tôt des programmes plus longs et ainsi de réduire le temps nécessaire aux débats entre Etats membres portant sur le contenu des programmes et sur les postes budgétaires qui ont lieu tous les deux ans à l'occasion de la Conférence générale⁴. Les représentants des Etats communistes, eux, croient

¹ Voir par exemple Archives de l'Unesco, 3 A 54/53, « Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines » IV : mémo de Julian Hochfeld à Elmandjra, 14 janv. 1966 et Archives de l'Unesco, rapports du Directeur Général sur l'activité de l'organisation 1965-1969.

² Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, PSP.

³ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 16 C 4, p. 12

⁴ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Actes de la 16^e Conférence Générale, voir par exemple l'intervention du délégué italien, M. Pompéi, p. 12-13.

y lire une volonté de renforcer l'importance de la planification au sein de l'Unesco sur le modèle des plans soviétiques¹. D'autres encore soulignent le rôle important qu'aura l'unité de préprogrammation dans la définition des grands objectifs de l'organisation mais semblent peu au clair sur les méthodes que cette unité pourra bien employer dans ce but².

Entre 1970 et 1972, le travail mené par le groupe d'Elmandjra est principalement envisagé comme une réponse à ce désir d'efficacité et de programmation. Il est regardé comme un puissant outil de synthèse, permettant d'adopter une vue surplombante des activités de l'organisation et du contexte mondial dans lequel elles s'inscrivent. Etudier les problèmes mondiaux de long terme permettrait de décloisonner les programmes de l'Unesco qui n'auraient offert jusque-là qu'une vue étriquée et limitée de la réalité, et de mieux coordonner l'activité de l'organisation tout entière. Dans une brochure de 1972 destinée au grand public, la création de l'office de préprogrammation est liée au fait « qu'il était devenu nécessaire d'établir des prévisions en raison de l'accroissement régulier du nombre, de la portée et de la durée des projets, notamment de ceux qui exigent une coopération prolongée avec d'autres institutions des Nations Unies »³. L'office de préprogrammation aurait donc pour but premier de faciliter la gestion de la grande organisation internationale qu'est l'Unesco. Son existence autorise une coordination intersectorielle impossible par ailleurs.

De fait, les deux premières années de son existence, l'office de préprogrammation de l'Unesco dirigé par Mahdi Elmandjra se consacre essentiellement à un travail visant à optimiser les activités de l'Unesco en améliorant le dialogue et la coordination entre ses différents départements⁴. Il s'agit tout d'abord d'évaluer les programmes en cours – voir s'ils ont atteint les objectifs annoncés, s'ils sont cohérents avec la politique générale de l'Unesco, s'ils sont redondants entre eux – et de trouver des indicateurs pour mener cette évaluation. Fort des résultats obtenus, l'office doit ensuite suggérer des aménagements, des regroupements ou des suppressions d'activité qui rendraient l'ensemble plus cohérent et plus

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Actes de la 16^e Conférence Générale, voir l'intervention du délégué cambodgien, M. Sokhum, p. 524 et celle du délégué hongrois M. Rosta, p. 593.

² Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Actes de la 16^e Conférence Générale, voir par exemple l'intervention du délégué marocain, M. El Fasi, p. 783.

³ Archives de l'Unesco, *Regard sur l'Unesco*, Paris : Unesco, 1972, p. 41.

⁴ Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, PSP.

léger. Il doit également examiner les directives émises par la dernière session de la Conférence générale de l'Unesco ainsi que les décisions récentes du Conseil exécutif, et mener tout un ensemble de consultations auprès des Etats membres, des ONGs affiliées à l'Unesco et des autres organes du système des Nations Unies pour effectuer un travail de synthèse des points de vues ainsi recueillis quant à la forme et au contenu que devrait prendre le programme de l'Unesco pour les quelques années à venir¹.

Outre qu'il répond manifestement aux attentes que la Conférence Générale de l'Unesco avait exprimées, la nature de ce travail très peu futurologique s'explique par plusieurs facteurs. Le personnel embauché au sein de l'office de préprogrammation n'a pas (encore) un profil d'experts de la prospective. Pour diriger l'office (sous la supervision d'Elmandjra), l'Unesco débauche Klaus Bahr, qui travaillait jusqu'alors à la Banque mondiale en tant qu'économiste². En arrivant à l'Unesco, il s'attend à mener un travail classique de « programmation management », utilisant la méthode « PPBS » (program based on Planning, Programming and Budgeting System) dans le but d'étendre la période pour laquelle le budget de l'Unesco est voté de deux à six ans. Surtout, le temps manque à Mahdi Elmandjra pour envisager une activité différente : son équipe a à peine un an pour produire l'« esquisse de plan à moyen terme pour 1973-1978 » qui lui est demandée pour mars 1972³. Ce document doit présenter les lignes directrices du programme pour les six années à venir en suivant la structure des anciens programmes, ce qui limite considérablement les possibilités d'innovation.

Au tout début des années 1970, la réflexion sur le futur au sein de l'UNITAR débute aussi en se concentrant sur ce qu'elle pourrait apporter en termes d'efficacité et de résolutions des problèmes de gestion organisationnelle à l'ONU elle-même. Lors de la conférence de Rensselaerville, en 1971, certains expriment leur volonté de voir la prospective utilisée à l'UNITAR comme la première étape d'une planification globale des activités de l'ONU

¹ Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, PSP, voir notamment le document « Report of Task Force on Indicators ».

² Entretien avec Klaus Bahr à l'Unesco le 17 juin 2014.

³ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 17 C/4 p. 7.

comparable à celle qui est envisagée au même moment à l'Unesco¹. On retrouve l'idée de fixer clairement des objectifs au travail de l'organisation dans une perspective d'amélioration du fonctionnement interne de l'ONU sans toucher à la nature des orientations politiques poursuivies par celle-ci. Ces préoccupations transparaissent clairement lorsqu'il est décidé d'organiser une conférence sur le futur du secrétariat de l'ONU en 1972². De la même façon, Mahdi Elmandjra applique l'analyse des systèmes au cas des Nations Unies : en 1973, il publie un livre intitulé « Le système des Nations Unies : une analyse »³.

2) Assumer une responsabilité pour le futur du monde et activer une conscience globale

Toutefois, cet usage strictement interne de la prospective comme outil de préprogrammation est loin de faire l'unanimité parmi ceux qui mettent en place les programmes d'études sur le futur à l'Unesco et à l'UNITAR. L'équipe de Mahdi Elmandjra, tout comme celle de Philippe de Seynes, défendent, de plus en plus une autre vision de l'articulation prospective-programmation : la première permettrait de fixer des objectifs à la seconde. Le travail d'étude sur le futur aurait alors un rôle politique majeur puisque c'est par lui que l'on réfléchirait à la nature des enjeux globaux que le système de l'ONU devrait traiter, et à la manière dont il pourrait le faire. La prospective porterait sur des questionnements vastes, débordant de beaucoup les questions internes de management auxquelles les représentants politiques souhaitent en majorité la confiner.

¹ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation p. 5. "There was considerable discussion of the need for planning on a global basis. One suggestion put forward was for the establishment of a global planning committee at the United Nations".

² Archives de l'ONU, rapport de l'UNITAR auprès de l'ONU, 1972 et *The future of the United Nations Secretariat : a report by Richard N. Gardner on a conference held in May 1972* ; cosponsored by the Institute on Man and Science and the United Nations Institute for Training and Research (UNITAR).

³ ELMANDJRA Mahdi, *The United Nations system: an analysis*. London, Faber, coll. « Studies in international politics », 1973, 368 p.

a) La prospective comme outil de transformation du monde

Certains des intermédiaires par lesquels les membres de l'Unesco et de l'UNITAR découvrent le monde de la prospective défendent précisément cet usage normatif de la futurologie par le système onusien. Si certains des auteurs qui contribuent au numéro du *Courrier de l'Unesco* de 1971 consacré à la futurologie, comme François le Lionnais¹, insistent sur la dimension technique de la discipline et laissent ouverte la discussion sur ce que les organisations internationales doivent en faire, d'autres, comme Robert Jungk se positionnent plus nettement en faveur d'un rôle important accordé à la prospective, celle-ci permettant de structurer un débat sur les grands problèmes mondiaux². Ainsi, le futurologue autrichien plaide pour que la futurologie devienne une « plateforme de discussion » universelle³. Il privilégie ce qu'il décrit comme une dernière strate des études sur le futur qui devrait être particulièrement adaptée aux préoccupations de l'Unesco. Plus récente et plus prometteuse que les autres, cette futurologie « science de l'action », est centrée sur les problèmes humains globaux plutôt que sur les questions technologiques particulières⁴. Puisqu'elle doit permettre d'agir sur le monde, cette nouvelle discipline est conçue comme foncièrement normative. Elle doit permettre de définir de grands objectifs à long terme pour les humains, d'ouvrir une discussion démocratique sur ces objectifs et d'indiquer les voies à suivre pour atteindre de tels objectifs.

Même chez les futurologues plus « technocrates » ou plus conservateurs que Robert Jungk, comme Bertrand de Jouvenel, dont les travaux sont aussi lus par les membres de l'Unesco, on trouve des éléments qui incitent à appliquer la réflexion futurologique au devenir du monde plutôt qu'au seul fonctionnement interne d'une organisation. L'ouvrage fondateur

¹ Ce conseiller scientifique français (et fondateur de l'Oulipo) ne pratique pas lui même la prospective mais tente dans cet article de mettre à profit sa connaissance générale du monde scientifique pour situer la futurologie au sein de celui-ci.

² *Courrier de l'Unesco*, version française, avril 1971, Article de François le Lionnais, p4-8 « La futurologie a-t-elle un avenir ? ». François le Lionnais explique que les méthodes futurologiques doivent être utilisées de manière scientifique, en formulant explicitement les postulats sur lesquels repose telle ou telle étude et, surtout, en admettant clairement les limites de ce qui peut être fait grâce à elle.

³ *Courrier de l'Unesco*, version française, avril 1971, article de Robert Jungk. p. 15

⁴ Ibid. p. 14.

de Bertrand de Jouvenel, *l'Art de la conjecture*, est cité à plusieurs reprises comme une référence, tant lors des conférences organisées à l'IIPE que dans les deux publications que l'Unesco consacre à la prospective en 1969 et en 1971¹. Il y est fait mention d'un projet de « forum mondial », une supra organisation mondiale qui serait chargée d'explorer les tendances futures, les différents scénarios possibles, et de proposer ainsi un choix clair aux décideurs politiques². Même si Bertrand de Jouvenel n'envisage pas de confier ce rôle à une organisation du système onusien, mais plutôt à un think tank comme celui qu'il a créé, Futuribles international, les membres de l'Unesco peuvent, eux, reprendre à leur compte cette idée et surtout partager cette définition ambitieuse des usages possibles de la futurologie. De la même manière, Richard Gardner discute avec Aurelio Peccei de grands problèmes mondiaux de long terme et non de questions de management.

On retrouve là le débat sur les raisons qui justifient l'usage par le système onusien de la futurologie. Le premier argument que nous avons analysé, l'idée d'une méthode scientifique « à la mode », pouvait porter uniquement sur un usage interne de la prospective comme outil de préprogrammation devant accroître l'efficacité des programmes, déjà existants, pour la coordination desquels elle serait employée. Le second argument, celui de la légitimité particulière des organisations internationales à mener des études sur le futur à l'échelle globale porte en revanche sur la capacité, voire le devoir, qu'ont leurs organisations de se prononcer sur le futur de l'humanité. Il implique donc l'usage de la prospective comme outil pour anticiper les changements du monde de manière à guider l'action de l'ONU et de ses agences sur celui-ci. C'est cette perspective qu'adoptent notamment René Maheu et Davidson Nicol lorsqu'ils expliquent que leurs organisations devraient avoir un rôle privilégié

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document ED/ICEP/3 « Unesco, Conférence internationale sur la planification de l'éducation », Paris, 6-4 août 1968 ; Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document « La gestion et la prise de décision dans la planification de l'éducation. Contributions au séminaire tenu à l'Institut international de planification de l'éducation », 20-28 juillet 1970, publié sous la responsabilité de Nathan Kravetz ; Unesco, *Revue internationale des sciences sociales*, 1969, vol XXI, numéro 4 intitulé « la futurologie » ; et *Courrier de l'Unesco*, version française, avril 1971.

² JOUVENEL Bertrand de, *L'art de la conjecture*, Monaco, Éd. du Rocher, 1964, p. 344-345.

dans la discussion sur le futur du monde puisque réfléchir à des politiques globales fait partie des fonctions de leurs organisations respectives¹.

Ce désir de mieux intervenir sur la trajectoire du monde n'est en outre pas incompatible avec le fait d'apporter une réponse à la critique de l'inertie du système onusien. Celle-ci porte en effet non seulement sur un manque d'efficacité perçu des organisations internationales mais aussi sur la dimension technocrate de ces dernières qui sont alors décrites comme un lieu où se rassemblent des fonctionnaires sans imagination. Emma Rotschild dépeint cet état d'esprit ainsi : « les Nations Unies et leurs agences ont commencé à être vues comme un lieu d'autorité futile, rationnelle et sans visage »². Bertrand Maurice aussi fait état de la difficulté, perçue par les membres des organisations du système onusien, à « dominer (...) la dimension mondiale des problèmes »³. Il y aurait donc un manque de vision, d'imagination, que la futurologie pourrait venir combler en proposant de nouveaux objectifs globaux à des organisations qui y trouveraient une nouvelle dynamique. C'est le point de vue que défendent les directeurs de l'Unesco et de l'UNITAR au moment où ils promeuvent le développement de la prospective au sein de leurs institutions : René Maheu dénonce un manque de « stimulation organisée » dont souffriraient jusqu'alors les capacités de réflexion et d'imagination du Secrétariat, et Davidson Nicol insiste sur le rôle de « think tank de l'ONU » qu'il souhaite voir joué par son organisation⁴.

Le contexte plus large de l'évolution de l'ONU est favorable à ce type de solutions pour sortir des blocages que connaît alors l'organisation dans son ensemble. Redonner de l'importance à l'ONU en faisant mener à ses différents organes une réflexion sur les grands problèmes mondiaux c'est en effet le chemin qu'empruntent les dirigeants de l'organisation internationale au début des années 1970 au moment où ils inaugurent une série de grandes conférences sur les enjeux globaux dont la première a lieu à Oslo en 1972, sur le thème de

¹ Archives de l'Unesco, Base de données Unesdoc, document 17 C/4 (1972) et JORDAN Robert S., *A Diasporan Mormon's Life: Essays of Remembrance*, New York : iUniverse Inc., 2009, p. 412.

² Leçon d'Emma Rotschild, « Internationalism in history », cycle de conférences Fulbright Legacy Lectures 2014. Traduction de l'anglais « UN and its agencies came to be seen as the location of faceless, rational and futile authority ».

³ BERTRAND Maurice, *L'ONU*, Paris, la Découverte, 2006, 123 p.

⁴ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Document 16 C/5 (1970). Et JORDAN Robert S., *A Diasporan Mormon's Life: Essays of Remembrance*, New York : iUniverse Inc., 2009, p. 412.

l'environnement¹. On peut également expliquer cette volonté de réaffirmer la responsabilité de l'ONU vis-à-vis du futur de l'humanité par l'amélioration du contexte géopolitique. Les difficultés de l'ONU à agir sur le monde, depuis sa création et jusque dans les années 1960 étaient en effet largement liées à la guerre froide. Or, le début des années 1970 est marqué par une période de détente où l'ONU peut, dans une certaine mesure, reprendre la main sur des thèmes globaux qui avaient précédemment été abandonnés aux ONGs internationales comme la paix, mais aussi le développement².

b) Une version qui gagne du terrain à l'Unesco et triomphe à l'UNITAR

Cette vision de la prospective comme outil d'intervention des organisations internationales sur le monde futur est présente dès les débuts de l'office de préprogrammation de l'Unesco et du projet sur le futur de l'UNITAR, quoique de manière plus discrète dans le premier cas ; elle s'affirme plus nettement dans les deux organisations à partir de 1972.

Dès 1970, lorsqu'il présente le nouvel organe qu'il souhaite mettre en place, René Maheu s'efforce de souligner combien cette tâche est différente du travail de programmation habituel : ce qu'il désigne comme une œuvre de « pré-programmation » exige un « effort de réflexion critique et imaginative »³. Il insiste sur le fait qu'une telle réflexion à long terme était jusqu'alors complètement absente du fonctionnement normal de l'organisation. De même, la liberté d'explorer les possibilités d'évolution du monde et de l'organisation que suppose cette tâche est un élément radicalement nouveau pour l'Unesco dont le programme suit habituellement un schéma classique, presque immuable, au sein duquel de nouveaux éléments programmatiques peuvent être intégrés mais plutôt par réaction face à un changement évident de l'ordre du monde que par anticipation. S'il entretient une certaine

¹ Jordan Robert S., « UNITAR and UN Research », *International Organization*, 1976, vol. 30, n° 1, p. 163 et 165.

² EVANGELISTA Matthew, « Transnational organizations and the Cold War », in *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 408 et DAVIES Thomas, *NGOs: a new history of transnational civil society*, London, Hurst, 2013, 301 p.

³ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Document 16 C/5 (1970).

ambiguïté sur les attributions précises qui seront confiées au nouvel office, le Directeur Général de l'Unesco traite néanmoins le sujet sous le titre « la prospective et la préprogrammation » et ne cache pas son intention de rendre capable l'Unesco de se saisir du premier domaine¹. Le nouvel office devrait selon lui fournir « une vision des problèmes qui dépasse les horizons à court terme ». Il traiterait des objectifs de l'organisation, non seulement pour réfléchir à la meilleure manière de les atteindre mais surtout pour en renouveler la nature.

Lorsqu'il prend son nouveau poste à la tête de l'office de préprogrammation en janvier 1971, Mahdi Elmandjra affiche lui aussi explicitement l'ambition de mener des études prospectives en plus du travail plus classique et plus consensuel de coordination et d'optimisation des programmes de l'Unesco qu'il doit également entreprendre et dont nous avons décrit la nature plus haut². Au fil de son mandat, il renforce sa connaissance des études sur le futur et s'efforce de s'insérer dans les réseaux scientifiques en plein développement autour de cette nouvelle discipline. Une étape probablement déterminante dans sa décision de faire du nouvel office de préprogrammation de l'Unesco un véritable centre de prospective plutôt qu'un organe plus classique de coordination des programmes de l'Unesco peut être identifiée quelques mois après sa prise de poste lorsqu'il participe à la conférence organisée par l'UNITAR à Rensselaerville du 9 au 12 septembre 1971³. Cet événement, qui représente un moment fondateur pour le développement des études sur le futur au sein de l'UNITAR, joue aussi un rôle clé pour Mahdi Elmandjra qui y participe en sa qualité de sous-directeur général de l'Unesco pour la prospective et la préprogrammation. Les travaux produits par l'équipe qu'il dirige laissent entrevoir une progression nette entre 1970 et 1972 au sein de

¹ Ibid.

² Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, feuillet 263, mémo du 26 janvier 1971 de ADG/PSP et ADG/KD. Dans ce document, Mahdi Elmandjra liste les tâches que l'office de pré-programmation devra entreprendre. Après avoir mentionné un travail d'harmonisation des programmes de l'Unesco et un travail de projection permettant de comprendre comment les programmes existants devraient se développer, Mahdi Elmandjra évoque la fonction prospective qu'il doit également mettre en œuvre : « Finally a mention should be made of the tasks in the « prospective » area which call for a forecasting of the mutations which are taking place in the fields of competence of the Organization and for a tentative outline of some of the programme innovations which could be envisaged to facilitate the adaptation to the new needs and not a mere projection of current programmes ».

³ Archives de Harvard University, collection Thacher, Subgroup 1 New Perspectives in International Co-operation: Rensselaerville, New York: 1971 Sep 9-12, series I, Box 99.

l'Unesco dans la compréhension du vocabulaire et des normes des études sur le futur. Le plan de six ans est par exemple désigné à partir de 1972 comme un « plan à moyen terme » et non plus un « plan à long terme », ce qui est plus cohérent avec les échelles de temps utilisées par les prospectivistes¹.

Cette rencontre avec la futurologie telle qu'elle se développe après Oslo autour de personnages comme Robert Jungk et les époux Boulding est tout à fait cohérente avec les attentes qu'avait placées René Maheu dans le développement de cette discipline au sein de l'Unesco. Nous l'avions vu dans le chapitre précédent, à la fin des années 1960, *les futures studies* se structurent autour de deux grands problèmes, la paix et le développement, avant d'étendre leur champ d'étude à un ensemble à géométrie variable de grands problèmes mondiaux². La paix et le développement sont justement les deux grands thèmes que l'Unesco met au cœur de son travail au même moment et, comme le font les futurologues, l'organisation travaille à comprendre les liens de dépendance entre les deux problèmes³. Au-delà de ces deux piliers thématiques, les programmes de l'Unesco ainsi que les discussions sur sa politique générale laissent entrevoir l'ambition de plus en plus vaste de certains membres du secrétariat et de certains délégués d'Etats membres selon lesquels l'organisation aurait vocation à se saisir de tous les grands problèmes humains. Ainsi, dans l'esquisse de plan à long terme que présente le Directeur général en 1970, le premier objectif énoncé est la paix, le deuxième est le développement⁴. Le Directeur général rappelle les rapports étroits entre ces deux problèmes avant d'aborder un troisième objectif plus spécifique à l'Unesco, la « promotion des droits de l'homme et [la] lutte contre le racisme et le colonialisme »⁵. En 1972, René Maheu insiste sur le nouveau rôle que l'Unesco est en train d'endosser comme « centre d'orientation de la pensée » sur ces grands problèmes, en lien avec l'orientation vers l'avenir qu'elle est en train de prendre, cherchant à répondre à « l'incertitude du destin de

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Actes de la 17^e session de la Conférence Générale (1972), résolutions.

² Voir chapitre précédent.

³ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Actes des conférences générales de l'Unesco 14 à 16, Résolutions.

⁴ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 16 C/4 (1970).

⁵ Ibid. p. 10.

l'humanité »¹. Entre 1972 et 1974, l'équipe dirigée par Mahdi Elmandjra cesse de mener des activités d'évaluation et de coordination des programmes de l'Unesco et s'attelle finalement à un travail de prospective visant à identifier les grands problèmes mondiaux de long terme et à en analyser les évolutions possibles².

À l'UNITAR, si certains insistent entre 1970 et 1972 sur l'intérêt que revêt la prospective comme méthode de management interne à l'ONU, la plupart de ceux qui s'engagent dans le projet de commission sur le futur puis de programme sur le futur expriment d'emblée une ambition plus vaste. L'une des conclusions de la conférence de 1971 porte sur le caractère normatif que les études sur le futur menées à l'UNITAR devraient adopter³. Le rapport de la conférence insiste sur le rôle de l'Homme vis-à-vis de son futur qu'il peut, et doit, choisir. Ce rôle actif de construction de l'avenir doit, selon les membres de l'UNITAR, être endossé par l'Organisation des Nations Unies grâce aux travaux qui seront menés dans le cadre de la Commission dont on souhaite la création. De même, le programme qu'entreprendra cette commission devra examiner les tendances majeures ayant des conséquences, non plus pour le seul « système des Nations Unies » comme proposé un an plus tôt (et comme suggéré par le titre de la conférence qui doit avoir lieu l'année suivante), mais « pour le futur de l'humanité » tout entière⁴. La référence aux objectifs des Nations Unies disparaît de cette formule reprise de nombreuses fois par la suite, de manière à ne restreindre d'aucune manière le champ d'étude de la commission sur le futur, mais aussi le champ d'intervention de l'ONU puisqu'il est toujours précisé que les tendances mises au jour sont celles qui peuvent exiger une réponse de la part du système des Nations Unies.

Le rôle d'outil de réflexion sur l'évolution du monde que l'on veut attribuer à la prospective à l'UNITAR se lit aussi dans les profils recherchés pour mener à bien le nouveau programme. Dès 1971, il est précisé que les membres d'une éventuelle Commission sur le futur devraient être des personnes qui « soient intéressées et aient une conscience des

¹ Archives de l'Unesco, document 17 C/4, p. 27.

² Archives de l'Unesco série CAB 7/83, PSP, rapports d'activités 1973 et 1974.

³ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation. Conclusions A et F.

⁴ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Board of Trustees, 10th Session, 13-15 sept 1971. "the continuous examination of major trends and developments having implications for the future of mankind that may require responses from the United Nations system".

problèmes de l'humanité »¹. Trois ans plus tard, Philippe de Seynes est recruté car on pense qu'il saura faire preuve d'« une capacité à évaluer les tendances de divers développements mondiaux » et d'« une capacité à analyser et présenter des solutions alternatives à de tels problèmes à la communauté internationale »².

Entre outil de management d'une organisation internationale et outil de transformation du monde, le choix du rôle à attribuer à la prospective est définitivement tranché en 1974, au moment de la conférence de Moscou. La rencontre est organisée pour aborder frontalement la question du rôle que le système des Nations Unies peut adopter vis-à-vis des études sur le futur et de l'intervention sur le long terme. Chacune des trois parties de la conférence y contribue. La première, consacrée au « futur des Nations unies », cherche déjà à suggérer des pistes quant aux évolutions à observer³. La seconde, intitulée « l'état des études sur le futur dans les Nations Unies et comment les Nations Unies traitent les problèmes du futur », tente de faire un état des lieux de départ en recensant les différentes activités à caractère prospectif qui ont déjà été menées au sein de l'ONU⁴. La troisième partie, dédiée à la présentation d'un ensemble d'expériences nationales de planification, témoigne d'une volonté de trouver des

¹ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Board of Trustees, 10th Session, 13-15 sept 1971. Traduction de l'anglais "an interest in and awareness of the problems of humanity".

² Archives de l'ONU, série 369, carton 41, feuillet 1, document A/C.2/SR.1599, Rapport du directeur exécutif de l'UNITAR devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 9 octobre 1979. Traduction de l'anglais « keen interest in the problems of the future », « ability to assess the trends and implementations of various world developments » et « capacity for analysing and presenting alternative solutions to such problems to the international community ».

³ *The United Nations and the future: proceedings of UNITAR Conference on the Future, held in Moscow from June 10 to 14, 1974.*

⁴ Ibid. traduction de l'anglais « The state of future studies in the United Nations and how the United Nations is dealing with future problems ». Les discussions menées au sein de cette partie reposent notamment sur une étude menée par Hugues de Jovenel, embauché entre 1973 et 1974 par l'UNITAR comme consultant pour aider à la mise en place du programme sur le futur cf. Archives de l'ONU, série 369, carton 41, feuillet 3, Hugues de Jovenel, paper, *Survey of futures studies within the United Nations system*. Et CORDOBES Stéphane et DURANCE Philippe, « Les entretiens de la Mémoire de la Prospective: Hugues de Jovenel, Directeur général du groupe Futuribles », Septembre 2004, document disponible en ligne à l'adresse suivante : [http://www.lapro prospective.fr/dyn/francais/memoire/H_de_Jovenel_\(entretien\)_v2a.pdf](http://www.lapro prospective.fr/dyn/francais/memoire/H_de_Jovenel_(entretien)_v2a.pdf).

exemples d'articulation entre prospective et programmation pour transformer la réflexion sur le futur en une véritable action de l'ONU sur le monde¹.

Alors que le programme du projet sur le futur se met en place à partir de 1974, il devient de plus en plus évident qu'il devra jouer le rôle d'éclaireur, quitte à « promouvoir des idées non conventionnelles » quant aux voies que devrait emprunter l'humanité future².

À l'Unesco comme à l'UNITAR, on assiste donc à une progression nette d'une interprétation large du mandat qui peut être confié à ceux qui y pratiquent les études sur le futur : il leur revient de veiller sur le futur du monde, de faire en sorte que les Nations Unies puissent exprimer leurs objectifs pour le long terme et mettre en œuvre des programmes destinés à les atteindre. Toutefois, cette interprétation n'est pas acceptée par tous ; elle dépasse largement ce qui était attendu par une majorité des représentants politiques à l'Unesco et elle suppose de s'affranchir d'un certain nombre de contraintes institutionnelles qui pèsent sur le travail de l'Unesco et de l'ONU, au premier rang desquelles une définition stricte des domaines de compétence de ces deux organisations. Pour mener des études prospectives ambitieuses, les membres de l'office de préprogrammation de l'Unesco et ceux du département du projet sur le futur de l'UNITAR s'efforcent alors de trouver un compromis, au moins sur le plan rhétorique, avec ceux qui défendent une vision plus restreinte de leurs prérogatives. La tâche qui leur est officiellement confiée ne se réduit pas à un travail d'amélioration du management de leurs organisations mais il ne leur est pas non plus permis de décider, seuls, des grandes orientations que l'Unesco et l'UNITAR devraient suivre pour améliorer le futur de l'humanité : ils doivent, par leur travail de prospective, fournir une base scientifique pour favoriser la coopération internationale autour d'un certain nombre de problèmes mondiaux de long terme.

¹ UNITAR online archive 74-75 S-0990-0002-04-00001, lettre de Davidson Nicol à Kurt Waldheim, le 30 avril 1974.

² Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ». Traduction de l'anglais « promote unconventional ideas ».

C - Un compromis : la coopération internationale autour des problèmes mondiaux de long terme

Pour comprendre les ressorts de ce compromis nous allons d'abord montrer pourquoi l'étude des problèmes mondiaux de long terme correspond à la fois à une attente de la part des Etats membres de l'ONU et à un intérêt de ceux qui pratiquent la prospective, les deux groupes y voyant un outil privilégié de la coopération internationale. Puis, nous allons expliquer comment fonctionne cette futurologie plus descriptive que prescriptive, quel statut lui est accordé au sein des deux organisations, quels sont ses outils, comment ses résultats sont utilisés. La nécessité de trouver un accord avec des représentants politiques peu compréhensifs vis-à-vis de l'ambition normative de ceux qui mènent des études sur le futur du monde étant plus pesante à l'Unesco qu'à l'UNITAR, le cas de la première organisation sera analysé plus en profondeur que celui de la seconde dans cette partie.

1) Former un consensus autour des problèmes mondiaux

a) Des contraintes propres au cadre onusien

Avant d'aborder la solution choisie par les membres de l'office de préprogrammation de l'Unesco et du département du projet sur le futur de l'UNITAR, il convient d'analyser les contraintes propres au système onusien qui sont prises en compte par ceux-ci et qui, par-delà l'incompatibilité apparente entre les deux visions tout à fait différentes du rôle de la prospective que nous avons décrites, limitent ce qu'il est possible de faire tant sur le fond que sur la forme.

Le contenu thématique des études prospectives menées par l'UNITAR et l'Unesco tout d'abord, doit en théorie se situer dans les « domaines de compétence » de ces organisations. Qu'elles étudient le futur du monde dans son ensemble peut donc poser problème aux représentants des Etats membres et à ceux de l'ONU qui insistent sur la division des tâches

établie entre les différentes agences du système onusien. Le problème se pose avec une acuité particulière à l'Unesco dont le mandat est plus explicitement défini que celui de l'UNITAR. Quoique vastes, ses attributions ne sont pas universelles : elles concernent la science, la culture, l'éducation, mais pas les droits de l'homme comme le rappelle en 1974 un rapport de l'ONU sur les activités de prospective menées à l'Unesco qui voit d'un œil inquiet le travail de cette dernière se développer dans des directions qui lui semblent outrepasser les limites de son domaine de compétence¹. De même, certains considèrent que les problèmes de développement ne devraient pas être abordés dans leur ensemble par l'unité de préprogrammation, mais seulement en ce qu'ils entretiennent un lien avec la question de l'éducation ou de la science².

Toutefois, plus que sur les domaines thématiques de compétence que les prospectivistes pourraient investir, leur contexte d'activité, celui du système onusien, pose des limites quant à la forme que peuvent prendre leurs travaux. Le désir que la prospective soit utilisée comme un outil de « préprogrammation » de manière à améliorer la gestion de l'organisation, exprimé majoritairement par les représentants politiques des Etats membres de l'Unesco et de l'ONU et par certains des fonctionnaires internationaux concernés, découle, nous l'avons vu, d'une véritable préoccupation pour l'efficacité de ces organisations qui se fait de plus en plus entendre à partir de la fin des années 1960. Il est aussi emblématique d'une vision relativement restrictive du rôle des membres du Secrétariat de l'Unesco, de ceux de l'UNITAR, et des experts qu'ils sollicitent : ceux-ci devraient présenter des rapports les plus neutres possibles d'un point de vue politique. Les orientations idéologiques éventuellement assumées par le système onusien devraient en effet découler des choix effectués par les représentants politiques des Etats membres et surtout pas du travail des fonctionnaires internationaux ou des consultants embauchés temporairement pour traiter une thématique particulière³.

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 18 C/12 (1974) « observations des organisations du système des Nations Unies sur le document 18 c/4 « analyse des problèmes et tableau d'objectifs pour servir de base à une planification à moyen terme (1977-1982), p. 2-3

² Archives de l'Unesco, Actes de la 17^e Conférence générale.

³ Pour une discussion du débat entre neutralité et implication politique des fonctionnaires internationaux voir : JORDAN Robert S., « The Fluctuating Fortunes of the United Nations Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

Plus généralement, dans le cadre des Nations Unies, les occasions propices à l'expression d'espoirs quant à un meilleur futur, de visions utopiques, existent mais elles sont rares. L'organisation semble mieux fonctionner si elle se concentre sur la résolution de problèmes concrets : il est en effet possible d'établir un relatif consensus quant à la nature des grands enjeux auxquels l'humanité doit faire face alors qu'il est quasiment impossible de proposer une vision d'un avenir mondial universellement souhaité. Cette opposition entre ce qui peut être fait concrètement pour améliorer l'état du monde progressivement et les rêves d'une humanité future unie qu'on ose à peine formuler transparait très nettement dans le discours que prononce en 1975 le secrétaire général de l'ONU pour évoquer, devant le Conseil de direction de l'UNITAR, le travail mis en place par Philippe de Seynes au sein du département du projet sur le futur nouvellement créé. Il commence par insister sur la dimension « pratique » de ce projet : « pendant cette session, vous allez avoir l'opportunité de voir les études imaginatives et pourtant pratiques que [Philippe de Seynes] a planifié »¹. Le discours qui suit alterne entre réalisme et idéalisme. Il loue la foi de ceux qui servent les Nations Unies dans les « nobles aspirations » de l'organisation et leur détermination à faire advenir « une communauté mondiale qui vive en paix et avec une vraie justice pour toute l'humanité »². Dès le paragraphe suivant néanmoins, il rappelle les dures réalités du monde actuel : « Nous savons que notre monde est un monde dans lequel il y a de la tension et du danger, de l'animosité et de l'appréhension, de la suspicion et de la jalousie, de la faim et de la pauvreté. Nous savons que des divisions tranchantes existent toujours entre les nations. Nous savons que beaucoup reste à faire avant d'atteindre nos objectifs³. ». Il insiste plus loin sur la capacité de l'ONU à s'adapter à de nombreux défis et sur la nécessité d'avancer, de

International Civil Service: Hostage to Politics or Undeservedly Criticized? », *Public Administration Review*; Washington, août 1991, vol. 51, n° 4, p. 353.

¹ Archives de l'ONU, série 346, carton 9, feuillet 13, Draft message by the secretary-general to the fourteenth session of the UNITAR board of trustees, 22 september 1975, traduit de l'anglais « during this session, you will have an opportunity to see the imaginative yet practical studies that he has planned ».

² Ibid. p. 2, traduit de l'anglais « lofty aspirations » ; « a world community that lives in peace and with true justice for all mankind ».

³ Ibid. p. 2, traduit de l'anglais « we know that ours is a world in which there is tension and danger, animosity and apprehension, suspicion and jealousy, hunger and poverty. We know that sharp divisions still exist between nations. We know that much remains to be done before we achieve our goals ».

« marcher ensemble » pour vaincre la peur ; se mettre en mouvement serait donc plus important que de rêver à une réalité alternative¹. La clé de cette tension entre idéal et réalité au sein de l'ONU nous est donnée lorsque le Secrétaire Général accorde une sorte de récréation aux membres de l'UNITAR qu'il autorise temporairement à oublier les conflits qui animent le monde : « Mais, ce soir, pensons plutôt à ces facteurs qui nous relient, aux ambitions que nous partageons... »². Il y aurait donc un temps exceptionnel, dédié à la rêverie, et surtout un public restreint capable de s'y adonner dans un entre soi confortable. Mais les conditions habituelles de fonctionnement de l'ONU contraindraient ses membres à laisser de côté au quotidien les grands desseins auxquels ils aspirent pour se concentrer sur une tâche plus simple, peut-être plus pénible, plus consensuelle en tout cas, de résolution de problèmes concrets.

Confrontés à ces critiques et limites, les membres de l'office de préprogrammation de l'Unesco et ceux du département du projet sur le futur de l'UNITAR refusent de restreindre leurs domaines d'intervention sur le plan thématique mais s'efforcent de proposer leurs travaux sous un format acceptable du point de vue des représentants politiques des Etats membres. Pour cela, ils trouvent un cadre rhétorique consensuel : celui de l'étude des « problèmes mondiaux de long terme » vue comme base scientifique pour une coopération internationale. Le travail de prospective, radicalement nouveau à l'Unesco et à l'UNITAR est ainsi présenté comme un simple outil supplémentaire de diplomatie, de discussion internationale au sein d'une panoplie de méthodes déjà existantes.

b) Favoriser la coopération internationale en construisant un futur commun

À l'Unesco comme à l'UNITAR, les travaux de prospective menés au début des années 1970 sont présentés comme devant faciliter la coopération internationale autour de « problèmes mondiaux de long terme » que ces travaux permettraient de mieux identifier et de

¹ Ibid. p. 3 « If we march together we have no cause for fear ».

² Ibid. p. 2, traduit de l'anglais « But this evening, let us think more about those factors that link us, the ambitions that we share (...) »

mieux traiter puisque leurs évolutions possibles seraient clairement mises en évidence. Les problèmes mondiaux seraient alors une base commune minimaliste à partir de laquelle il serait possible de construire, pas à pas, un meilleur avenir pour la communauté mondiale sans jamais avoir à définir le contenu de cet avenir commun autrement que par la négative : par l'absence de ces grands problèmes qui s'y trouveraient résolus. On peut voir dans cette construction discursive et scientifique des problèmes mondiaux de long terme, un parallèle avec la construction, dans la deuxième moitié des années 1970, d'un discours sur les droits de l'homme telle que l'analyse Samuel Moyn : il explique que, dans un contexte international difficile où les grandes idéologies perdent de leur puissance mobilisatrice, les droits de l'homme jouent le rôle de plus petit dénominateur commun sur lequel il est possible de se mettre d'accord, justement parce que leur charge idéologique est faible¹. De la même manière, les études sur le futur sont intégrées au fonctionnement de l'Unesco et de l'UNITAR comme un moyen d'ouvrir une discussion sur un ensemble de grands problèmes communs et de réfléchir à un programme d'action consensuel pour les résoudre sur le long terme sans que cela n'implique de grands discours idéologiques sur un avenir doré. Dans le cas des problèmes mondiaux, cette approche pragmatique s'explique tout autant par l'identité des acteurs concernés, soit des institutions internationales qui doivent composer avec un grand nombre de différences d'opinions entre leurs Etats membres, que par le contexte idéologique international dans lequel cette construction a lieu.

Quant au premier élément, Guillaume Devin et Marie-Claude Smouts expliquent la raison qui pousse les Etats à favoriser un discours portant sur de grands objectifs, de grandes unités de mesure de la politique internationale : « l'existence d'un ordre de grandeur commun facilite le rapprochement : plus les objectifs sont généraux, moins les intérêts particuliers sont froissés. Il est donc de bonne politique de construire une coopération multilatérale en annonçant des objectifs ambitieux que nul ne peut atteindre »². La résolution des grands problèmes mondiaux correspond parfaitement à ce type d'objectif consensuel car trop général pour susciter des discordes. C'est un point de vue proche mais moins cynique qui est

¹ MOYN Samuel, *The last utopia: human rights in history*, Cambridge (Mass.), Belknap Press of Harvard University Press, 2010, 337 p.

² DEVIN Guillaume et SMOUTS Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Paris, France, A. Colin, coll. « U. Sciences politiques (Paris), ISSN 1158-9086 », 2011, p. 35.

développé dans les documents officiels de l'UNITAR : il serait plus facile pour les Etats membres de l'ONU d'envisager les avantages à coopérer en visualisant l'effet bénéfique d'une telle coopération dans le futur qu'en se référant uniquement aux situations présentes. Un document décrivant l'activité menée au sein du programme sur le futur explique ainsi que « puisque tous ces objectifs [la résolution des différents problèmes mondiaux], dans la mesure où ils sont perçus comme internationaux, doivent être poursuivis à travers un processus de négociation, une perspective "futuriste" sera évidemment une aide, les domaines d'avantage mutuels ou "gains communs" pour tous pouvant plus facilement être mis en évidence à travers une telle perspective »¹.

Le contexte, lui, importe en ce qu'il joue un rôle de catalyseur. Ceux qui travaillent en faveur de la pratique des études sur le futur appliquées aux problèmes mondiaux au sein de l'Unesco et de l'UNITAR mettent en avant deux caractéristiques de leurs temps qui à la fois justifient ce recours à la futurologie et le rendent possible : l'arrivée potentielle d'une crise mondiale et un contexte de détente internationale qui devrait rendre la prévention de cette crise possible. Ils décrivent un ensemble de problèmes mondiaux qui progressent et qui pourraient, en s'intensifiant, provoquer une situation de crise généralisée. La temporalité de cette crise est importante : elle s'annonce mais elle n'a pas encore débuté et il est donc encore temps d'agir et de dévier le cours des événements avant que la catastrophe n'ait lieu². Or, le propre et la nouveauté de ces grands problèmes qui menacent de dégénérer résident dans leur caractère global, ou du moins dans le fait qu'ils soient partagés entre un grand nombre d'Etats. Il est ainsi expliqué lors de la conférence organisée par l'UNITAR en 1974 que si quelques-uns des problèmes pouvaient être résolus à l'échelon régional, les autres « ne

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ». Traduction de l'anglais « since all these objectives, to the extent that they are perceived as international are to be pursued through a process of negotiation, a "Futures" perspective will obviously be helpful, as areas of mutual advantages or "joint gains" for all are more likely to be discovered within such a perspective ».

² Voir par exemple, *The United Nations and the future: proceedings of UNITAR Conference on the Future*, held in Moscow from June 10 to 14, 1974, p. 18 « tant que la course aux armements se poursuivrait et tant que des problèmes nouveaux et complexes comme la pénurie alimentaire, les problèmes de l'énergie, la dégradation de l'environnement, les écarts dans le développement, etc. continueraient de s'intensifier, l'humanité demeurerait sans aucun doute sur la voie qui mène à la catastrophe ».

pouvaient l'être que sur le plan mondial » et que même la résolution des premiers bénéficierait d'une action coordonnée à l'échelle mondiale.

Partager des problèmes oblige en effet à travailler ensemble pour les résoudre : le document issu des travaux du groupe d'Elmandjra en 1972 précise ainsi que « par-delà la problématique des Etats, il y a une problématique de l'humanité, qui transcende les frontières et requiert l'établissement, au plan mondial, d'une coopération rationnelle des unités politiques particulières »¹. Cette même idée de coopération internationale est au cœur des projets futurologiques de l'UNITAR dès leurs débuts comme en témoigne le titre de la première conférence organisée en 1971 : « nouvelles perspectives de coopération internationale »². Or, dans les deux organisations, on souligne le fait que les temps sont justement propices à la mise en place d'une coopération internationale puisqu'on est, au début des années 1970, en période de détente dans les relations Est-Ouest³. Les études sur le futur pourraient donc à la fois profiter de cette détente pour contribuer à la résolution des problèmes mondiaux, et, mieux encore, elles pourraient renforcer cette détente en fournissant aux différents Etats et blocs d'Etats une occasion de coopérer selon une logique gagnant-gagnant. Cette coopération se ferait uniquement autour de problèmes bien définis : cette limite est particulièrement explicite lors d'une discussion qui a lieu pendant la conférence de Moscou (1974) sur le thème de la souveraineté. Plusieurs avis divergents sont exprimés mais il en ressort la certitude que si certains Etats acceptaient d'abandonner une partie de leur souveraineté, cela serait probablement uniquement à cause de l'un des problèmes mondiaux

¹ Archives de l'Unesco, document 17 C/4, p. 21. Souligné dans le texte original.

² Archives de Harvard University, collection Thacher, Subgroup 1 New Perspectives in International Co-operation: Rensselaerville, New York: 1971 Sep 9-12, series I, Box 99.

³ Cf. par exemple *The United Nations and the future: proceedings of UNITAR Conference on the Future*, held in Moscow from June 10 to 14, 1974 « De nombreux orateurs ont été d'avis que le relâchement des tensions internationales et particulièrement la politique de détente dans les relations Est-Ouest créaient des possibilités extrêmement favorables pour renforcer la paix, la sécurité, le développement et la coopération entre Etats dotés de systèmes politiques et sociaux différents. La politique de coopération était extrêmement importante car aucun pays, pour puissant qu'il soit, n'était en mesure de résoudre non seulement les problèmes de l'humanité mais même ses propres problèmes, sans une coopération bilatérale ou multilatérale avec les autres Etats ».

dont il est question, comme celui des ressources naturelles par exemple, et non en vertu d'un quelconque idéal de communauté globale¹.

L'idée ainsi développée n'est pas nouvelle au début des années 1970 : le fait qu'à partir de 1969, les dirigeants politiques tentent de renforcer la Détente par la coopération autour de projets communs aux deux blocs et en particulier à leurs leaders a bien été documenté par les historiens de la guerre froide. Robert D. Schulzinger par exemple explique que Nixon choisit de se « concentrer (...) sur les domaines d'intérêts communs en extension entre les rivaux de la guerre froide afin de promouvoir ce qu'il définit comme une "structure de paix" »². Il note que cette nouvelle relation implique un changement dans la manière dont l'autre bloc est vu : on considère désormais l'adversaire comme un acteur rationnel avec lequel on peut dialoguer et même travailler³. Discuter du sort de l'humanité sur la base d'études scientifiques sur le futur serait alors tout à fait en accord avec cette nouvelle vision de la politique internationale.

À ce contexte de détente, il faut ajouter celui de la décolonisation et de son impact sur le fonctionnement du système onusien. Akira Iriye explique que l'arrivée de nouveaux pays dans l'arène internationale a rendu encore plus compliquée la promotion d'un internationalisme culturel qui était déjà difficile à faire fonctionner entre les premiers Etats membres de l'ONU. Elle porte atteinte à la domination culturelle occidentale et débouche sur la promotion du multiculturalisme. La solution alors trouvée pour maintenir une communication harmonieuse entre les nations repose justement selon lui sur cette coopération internationale autour de grands problèmes mondiaux⁴.

¹ *The United Nations and the future: proceedings of UNITAR Conference on the Future*, held in Moscow from June 10 to 14, 1974.

² SCHULZINGER Robert, « Détente in the Nixon–Ford years, 1969–1976 », in *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 374. Traduction de l'anglais « focus instead on expanding areas of common interest between the Cold War rivals in order to promote what he characterized as a "structure of peace." »

³ Ibid. p. 375.

⁴ IRIYE Akira, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997, p. 8. « Now the emphasis would be on not just mutual cultural understanding but on cross-cultural cooperation to deal with global issues such as environmental degradation, human rights, and demographic explosion ».

Si la mise en œuvre d'une coopération internationale au sein de l'ONU est plus facile qu'elle n'a pu l'être par le passé, la tâche reste délicate et les études sur le futur apparaissent alors constituer un outil privilégié pour la mener à bien. Les discours déployés à l'UNITAR comme à l'Unesco insistent en effet sur l'idée que, les problèmes à traiter étant nouveaux, notamment par leur échelle, ils exigent « la mise au point de nouveaux cadres conceptuels » tels que ceux proposés par la futurologie¹. Le futur est ainsi construit, non comme le lieu de l'espoir utopique mais comme celui de la résolution pragmatique des problèmes devant aussi servir de support à une amélioration des relations internationales mais pas à un bouleversement des consciences. Cette conception de la futurologie comme outil de coopération internationale se développe en amont des travaux de l'Unesco et de l'UNITAR, chez Aurelio Peccei notamment, puis en parallèle de ceux-ci². À partir de 1972, faire coopérer scientifiques de l'Est et scientifiques de l'Ouest autour d'études sur le futur est l'une des raisons d'être principales de l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) comme l'a démontré Eglė Rindzevičiūtė³. Cette dernière explique que ces travaux ont lieu dans le cadre d'un accord explicite entre l'Union soviétique et les pays occidentaux pour faire collaborer leurs scientifiques autour de l'analyse des systèmes de problèmes mondiaux.

2) Une futurologie descriptive plus que prescriptive

Dans ce contexte spécifique où elles ne doivent pas porter une charge idéologique trop forte, les études sur le futur sont utilisées avec précaution. Ceux qui les manient se voient confier un rôle de conseillers et non de décideurs. Les notions futurologiques sont vidées en apparence de leurs possibles connotations politiques. Dans un deuxième temps, les études prospectives peuvent être rechargées idéologiquement, notamment par le choix de priorités parmi les actions qu'elles proposent, mais ce choix est effectué, à l'issue d'un processus qui

¹ *The United Nations and the future: proceedings of UNITAR Conference on the Future, held in Moscow from June 10 to 14, 1974* p 19. Voir aussi chapitre 2.

² VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 328.

³ RINDZEVICIUTE Eglė, *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, 312 p.

se veut démocratique, par des acteurs différents des experts mobilisés pour produire ces études. Elles peuvent donc déboucher sur la mise en place de politiques concrètes, ces applications connaissant toutefois quelques limites.

a) Un rôle de conseillers

À l'Unesco, comme à l'UNITAR, ceux qui pratiquent la prospective en étudiant les problèmes mondiaux de long terme doivent le faire dans le but de conseiller, pour l'une les représentants des Etats membres de son organisation, pour l'autre, l'ONU. Le travail de prospective mené par l'office de préprogrammation aboutit ainsi essentiellement à la rédaction d'un document, le C/4, qui est présenté lors de la Conférence générale aux délégués des Etats membres et aux représentants des ONGs affiliées à l'Unesco pour leur servir de base de travail¹. Ce document n'a pas de valeur contraignante ; il contient à la fois une analyse des problèmes présents et futurs qui doit éclairer les choix de ceux qui le lisent, et un ensemble de suggestions d'objectifs pour l'organisation et d'éléments de programme qu'elle pourrait mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.

À l'UNITAR, le travail de futurologie entrepris doit permettre de conseiller l'échelon supérieur : l'ONU. La formule qui est toujours reprise pour décrire le travail que devra entreprendre la Commission sur le futur, et plus tard celui qui est effectivement mené au département du projet sur le futur, montre bien ce rôle : les tendances examinées le sont parce qu'elles « pourraient exiger des réponses de la part du système des Nations Unies »². Comme à l'Unesco, la Commission sur le futur de l'UNITAR serait alors en mesure d'émettre des propositions : une des tâches qu'on envisage de lui confier en 1972 consiste en la rédaction d'un rapport annuel dans lequel seraient décrites de grandes évolutions dont les implications et les interactions seraient analysées et dans lequel seraient émises des suggestions quant à « ce que les organes des Nations Unies pourraient faire pour faire face à la situation

¹ Archives de l'Unesco, documents 17 C/4 et 18 C/4.

² Archives de l'ONU, Janvier 1972, UNITAR Futures Project. Traduit de l'anglais « may require responses from the United Nations system of international agencies ».

changeante telle qu'elle se développe »¹. Cette fonction de conseiller des Nations Unies que pourrait adopter l'UNITAR grâce à son projet sur le futur est discutée plus en profondeur lors de la conférence organisée à Moscou en 1974. Plusieurs intervenants considèrent qu'il faut, au sein des Nations Unies, une « vigie » qui éclairerait les débats en rassemblant un grand nombre de faits, de données, d'études et de propositions. Ce rôle, qui ne pourrait pas bien être rempli par des gouvernements ou des sociétés dont la neutralité n'est pas assurée, correspondrait parfaitement à ce que peut offrir l'UNITAR en pratiquant la prospective et en récoltant des informations sur les travaux déjà accomplis dans ce domaine. Grâce à ce travail, cette vigie devrait « formuler des vues qui soient soigneusement pesées et réfléchies mais hardies en même temps de façon à encourager un débat international et ainsi donner un élan important à l'Organisation des Nations Unies »².

La position de conseiller implique une certaine indépendance tant vis-à-vis des organisations qui bénéficient du travail fourni que par rapport aux réseaux de futurologues existant à l'extérieur de celles-ci. Les documents de l'UNITAR insistent sur l'« originalité » de la contribution que son projet sur le futur pourra faire dans le domaine de la futurologie, ses travaux devant donc s'émanciper de la recherche déjà existante³. La position de l'office de préprogrammation dans l'organigramme de l'Unesco, en dehors de tout contrôle hormis celui du directeur général vise, elle, à libérer l'équipe d'Elmandjra de toute éventuelle pression politique interne⁴. Cette recherche d'indépendance conduit également les membres de l'Unesco et de l'UNITAR à choisir des personnes aux profils plutôt « techniques » et d'origines professionnelles variées pour effectuer le travail de prospective. À l'Unesco, Klaus Bahr est ainsi recruté pour ses compétences en planification et pour sa connaissance du

¹ Ibid. Traduit de l'anglais « suggest what United Nations bodies might do now to cope with the changing situation as it develops ».

² *The United Nations and the future: proceedings of UNITAR Conference on the Future*, held in Moscow from June 10 to 14, 1974, p. 21.

³ Voir par exemple Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ». « In the light of the recent history, the role of UNITAR should be re-examined and defined with a view to making an original contribution to what can be called the « Futures movement ».

⁴ Voir organigramme de l'organisation (annexe n°2). Source : Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, brochure *Regard sur l'Unesco*, 1972.

fonctionnement des organisations internationales¹. À l'UNITAR, on fait appel à des personnes d'horizons diverses dont les connaissances et intérêts variés doivent permettre de couvrir tout le champ des préoccupations humaines. Ainsi, lorsqu'il est envisagé de créer une Commission sur le futur, le directeur exécutif de l'UNITAR affirme qu'elle devrait rassembler « un grand nombre de personnes spécialistes de différents domaines de problèmes mondiaux ». Ensemble, ces personnes doivent « couvrir les champs de connaissance majeurs pertinents » dont on donne quelques exemples (science, technologie, relations internationales, sociologie etc.), encore une fois sans vouloir mettre de point final à la liste. La diversité recherchée est aussi démographique : on précise qu'il « semble désirable d'inclure de jeunes gens et des femmes aussi bien que des hommes parmi les membres de la Commission »². La logique suivie est sensiblement la même à l'Unesco hormis que la plupart des experts mobilisés ne le sont que ponctuellement, lors des consultations visant à aider les membres de l'office dans la réalisation de leur esquisse de plan à moyen terme³. Parmi toutes les personnes consultées par l'équipe d'Elmandjra, et parmi les profils que l'on souhaitait intégrer à la Commission sur le futur de l'UNITAR, certains sont des futurologues mais ils sont en minorité. On peut par exemple citer les époux McHale qui fournissent un rapport sur l'état des études sur le futur à l'UNITAR en 1975⁴.

Les méthodes employées pour effectuer ce travail de conseil ressemblent à celles mises en œuvre par la plupart des futurologues à la même époque⁵. Elles sont utilisées de manière à produire des documents scientifiques descriptifs, rentrant dans le cadre de ce qui est attendu de la prospective à l'Unesco et à l'UNITAR mais elles servent également à repousser les bornes du mandat confié à l'office de préprogrammation et au département du projet sur le futur, notamment en ce qui concerne les thèmes abordés.

¹ Entretien avec Klaus Bahr à l'Unesco le 17 juin 2014.

² Archives de l'ONU, série 290, carton 25, feuillet 8. Note regarding pattern of composition of UNITAR Commission on the Future, February 1972. Traduction de l'anglais « It would seem desirable to include young people and women as well as men in the Commission membership ».

³ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ».

⁴ MCHALE John et CORDELL MCHALE Magda *Futures studies: an international survey*, New York, United Nations Institute for Training and Research, 1976, v+34 p.

⁵ Voir chapitre précédent.

b) La pratique des listes de problèmes

Le travail de l'office de préprogrammation de l'Unesco et de la Commission sur le futur de l'UNITAR consiste essentiellement à établir un panorama des problèmes du monde et de leurs grandes lignes d'évolution, avant éventuellement de suggérer des voies de résolution. Dans ce but, les deux organisations adoptent une pratique dont nous avons vu qu'elle devient courante dans le monde de la futurologie tel qu'il se structure au tournant des années 1970 : le fait d'établir des listes des problèmes mondiaux. Très rapidement, ces listes acquièrent pour objectif l'exhaustivité. Il s'agit d'abord de décrire tous les problèmes tombant dans les « domaines de compétence de l'Unesco »¹ d'une part, et « ayant des implications pour l'ONU » d'autre part². Mais, entre 1971 et 1972, les deux organisations changent de rhétorique et toutes les deux s'attellent à lister l'ensemble des problèmes qui se posent à toute l'humanité sans se préoccuper des limitations institutionnelles auxquelles elles pourraient être subordonnées³. En janvier 1972, on envisage ainsi de faire rédiger par la Commission sur le futur de l'UNITAR un rapport qui s'intitulerait « l'état du futur de l'Homme ». Cette ambition totalisante est exprimée explicitement par les deux organisations en 1974. Lors de la conférence de Moscou, les délégués de l'UNITAR réaffirment leur volonté de faire porter leurs études prospectives sur tous les problèmes de l'humanité et ils expliquent que le projet sur le futur échapperait ainsi aux limites habituelles de l'activité de l'UNITAR⁴. À l'Unesco, c'est le travail établi par Mahdi Elmandjra dans le document 18 C/4 (Analyse des problèmes et tableau d'objectifs pour servir de base à une planification à moyen terme, 1977-1982) qui

¹ Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, feuillet 263, mémo du 26 janvier 1971 de ADG/PSP/ADG/KD.

² UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001. Report on Unitar conference on new perspectives in international cooperation 1971.

³ Voir Archives de l'Unesco, document 18 C/4 et Archives de l'ONU, série 290, carton 25, feuillet 8, document daté de janvier 1972, intitulé « UNITAR Futures Project. Global review of trends and developments having implications for the United Nations system ».

⁴ *The United Nations and the Future: Proceedings of UNITAR Conference on the Future, Held in Moscow from June 10 to 14, 1974*, UNITAR., New York, 1976, 462 p. et Archives de l'ONU, rapport de l'UNITAR à l'ONU, 1987 p. 18.

laisse transparaître cette même volonté totalisante de recenser tous les problèmes du monde présent et à venir. Il est ainsi logiquement amené à sortir des domaines de compétence de l'Unesco, ce qui lui est reproché par les représentants des autres organisations du système des Nations Unies lorsqu'ils prennent connaissance de ce document¹.

Au-delà de cette volonté de s'affranchir de toutes les bornes thématiques, le projet sur le futur de l'UNITAR et l'office de préprogrammation de l'Unesco emploient toutes les tournures rhétoriques nécessaires et prévoient tous les recours possibles pour mener le plus loin possible, même là où ils ne l'imaginent pas encore, leur exploration des problèmes mondiaux de long terme. Ainsi, plutôt que de simples « problèmes », les membres des deux institutions parlent souvent d'« aires » ou de « domaines » de problèmes, ce qui permet d'inclure des éléments auxquels on n'aurait pas pensé, si tant est qu'ils puissent être rapprochés thématiquement des problèmes effectivement listés. On raisonne alors par grandes catégories englobantes comme le fait par exemple l'un des participants à la conférence de Moscou qui « défini[t] les six domaines suivants comme étant ceux qui devraient retenir l'attention du monde à l'avenir : l'écologie, la démographie, le développement économique, le progrès des communications, le développement de l'homme, la paix mondiale et la sécurité »². Une autre technique utilisée pour repousser les limites d'application du travail sur le futur des problèmes mondiaux consiste à présenter toute étude comme provisoire et susceptible d'être complétée. On se réserve ainsi à l'UNITAR la possibilité de publier, en plus des rapports habituels que devrait produire la Commission sur le futur, des rapports spéciaux portant sur des « problèmes spécifiques ou sur des domaines qui appellent à un traitement approfondi »³. De la même manière, Mahdi Elmandjra précise que les éléments de

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 18 C/12 (1974) « observations des organisations du système des Nations Unies sur le document 18 c/4 « analyse des problèmes et tableau d'objectifs pour servir de base à une planification à moyen terme (1977-1982), p. 2-3.

² *The United Nations and the Future: Proceedings of UNITAR Conference on the Future, Held in Moscow from June 10 to 14, 1974*, UNITAR., New York, 1976, p21 ; Voir aussi UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, paper écrit par Adebo, non daté, "A number of persons knowledgeable in the different areas of world problems would be required to submit a working paper each on the area of his special knowledge".

³ Archives de l'ONU, série 290, carton 25, feuillet 8, document daté de janvier 1972, intitulé « UNITAR Futures Project. Global review of trends and developments having implications for the United Nations system », traduction de l'anglais « Special reports may also be issued on specific problems or areas that call for extended treatment ».

programmes suggérés comme réponse aux problèmes identifiés par l'Office ne sont que des exemples choisis au sein d'un ensemble bien plus vaste de possibilités¹.

Une autre manière de ne pas se fermer de portes consiste à rester très prudent en n'établissant pas de liste, même provisoire, tant que le travail de prospective n'a pas pu être mené à bien. Pendant toute la période où la Commission sur le futur de l'UNITAR est en gestation, des tentatives de listes de problèmes sont faites par les participants aux conférences qui sont organisées mais les documents publiés par l'UNITAR elle-même dans le but de décrire son projet sur le futur, ne se risquent pas à donner une liste des problèmes qu'il devra étudier. Les « problèmes à long terme mais fondamentaux » que l'organisation souhaite « identifier et comprendre (...) dès que possible » restent donc longtemps sans nom². De fait, l'UNITAR ne publie finalement jamais de longue liste exhaustive de tous les problèmes du monde car, quand son projet sur le futur se met finalement en marche sous la direction de Philippe de Seynes, l'approche dominante au sein des études sur le futur a changé et il n'est plus au goût du jour d'établir de telles listes.

L'Unesco par contre voit un tel travail aboutir en 1974. L'équipe de Mahdi Elmandjra établit un document recensant quatre « grandes zones de problèmes », douze problèmes, chacun accompagné d'une courte analyse décrivant la situation actuelle et les possibilités d'évolution identifiées, ainsi que cinquante-neuf objectifs avec, pour chacun de ces objectifs, une estimation du pourcentage du budget de l'organisation qu'il faudrait y allouer³. Le contenu du document est assez classique bien qu'on y reconnaisse certains thèmes chers à l'Unesco qui commencent à disparaître des réflexions des futurologues à cette période (notamment la question de la paix) : les quatre zones de problèmes sont « le respect des droits de l'homme et l'établissement d'un régime de paix », « l'avancement de la connaissance, les échanges d'information et la communication entre les personnes et entre les peuples », « le développement de l'homme et de la société » et « l'équilibre et l'harmonie de l'homme et de la nature ». Mais le format est révélateur d'une tension entre, d'une part, l'envie de tout inclure, de tout dire des problèmes du monde en recourant à ces longs titres, et, d'autre part, le

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 18 C/4 (1974).

² *The United Nations and the Future: Proceedings of UNITAR Conference on the Future, Held in Moscow from June 10 to 14, 1974*, UNITAR., New York, 1976, p. 31.

³ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 18 C/4 (1974).

désir de rendre accessible aux lecteurs et plus particulièrement aux délégués de la conférence générale de l'Unesco, un portrait clair et synthétique de l'état du monde et de ses évolutions possibles.

Pour remplir ce deuxième objectif, un effort de structuration est fait. Les différents problèmes ne sont pas hiérarchisés car ce n'est pas le rôle de l'office de préprogrammation de déterminer des priorités, mais ils sont rangés d'une manière qui se veut logique, chaque zone étant divisée en plusieurs problèmes, eux-mêmes divisés en plusieurs objectifs qui correspondent implicitement à autant de sous problèmes à traiter. Chaque élément de chaque niveau est numéroté. Le problème de « la population » (numéro 12) par exemple est rangé dans la quatrième zone de problèmes et correspond à deux objectifs, « recherches sur la dynamique de la population » (12.1) et « sensibilisation aux problèmes et aux options liées aux questions de population » (12.2). Un tableau synoptique est dressé pour que l'on puisse en quelques coups d'œil visualiser l'ensemble de ces problèmes ainsi que les pistes de solutions suggérées par l'office de préprogrammation¹. On peut noter aussi l'absence de tout jargon : le vocabulaire utilisé est généraliste et peut être compris par tout le monde. Le document se veut consensuel : même lorsque des objectifs sont proposés, ils le sont souvent avec prudence et laissent une large place à l'interprétation. On le constate bien avec le cas du problème 12 : on mentionne des « options » sans évoquer leur contenu, et l'analyse qui est proposée hésite à montrer clairement du doigt les sources du « problème ». Certaines phrases mettent particulièrement en évidence cet effort de diplomatie ; il est par exemple écrit que « tous les pays ne pensent pas que les problèmes démographiques sont parmi les plus ardues qu'ils rencontrent, et ceux qui le pensent, ne croient pas que tous les problèmes démographiques sont de même nature »². Le format choisi traduit donc de la part des membres de l'office de préprogrammation, une volonté de rester dans une position neutre, de conseillers qui décrivent le monde, et le sens dans lequel il va, sans émettre de jugement décisif – une position délicate à tenir face à l'ampleur de la tâche. Il paraît en effet difficile de lister, décrire, classer les problèmes du monde présent et à venir sans y insuffler la moindre orientation politique.

¹ Voir annexe n°3.

² Archives de l'Unesco, document 18 C/4, p. 68.

c) L'adoption d'une lecture systémique du monde

L'une des raisons qui expliquent pourquoi l'UNITAR et l'Unesco ne veulent laisser de côté a priori aucun objet d'étude consiste en l'adoption par leurs membres d'une lecture du monde qui doit beaucoup à l'analyse des systèmes. Cette approche sert de justification pour étudier n'importe quel problème qui, s'il n'entre pas directement dans leur champ de compétence, y est néanmoins relié par un lien de dépendance. Elle sert aussi de moyen pour atteindre le but d'une explication globale du monde et de ses évolutions possibles.

Le cas de l'analyse des systèmes est très intéressant en ce qu'il est symptomatique de la manière dont les membres du projet sur le futur de l'UNITAR, et ceux de l'office de préprogrammation de l'Unesco, adoptent des approches méthodologiques très connotées idéologiquement et politiquement, et qui ne font d'ailleurs pas l'unanimité au sein du monde des futurologues, pour les utiliser comme des outils scientifiques neutres dont on ne discute plus la validité. Ainsi, décrire le monde comme un système où aucun problème ne peut être résolu sans se pencher sur les autres et où aucune région ne peut améliorer son sort sans se coordonner avec les autres, approche adoptée par exemple par Hasan Ozbekhan, revient à privilégier certains enjeux, notamment les questions environnementales et de développement, décrits comme étant situés en plein cœur du nœud mondial de problèmes¹. Or, ces enjeux mis en avant par l'analyse des systèmes recouvrent des thèmes chers à l'Unesco et l'UNITAR. Surtout, décrire le monde comme un système fournit un argument important en faveur de la coopération internationale sans laquelle plus rien ne paraît possible. Mais, au-delà de ces conséquences pratiques (nécessité de se pencher sur tel ou tel problème et de coopérer), l'approche systémique du futur mondial s'accompagne d'un bagage plus philosophique, d'une métaphore de l'unité humaine. Par l'usage qu'ils font de l'analyse des systèmes, le projet sur le futur de l'UNITAR et l'office de préprogrammation de l'Unesco rendent obligatoires les options idéologiques qui l'accompagnent alors même qu'ils présentent le recours à cette méthode comme une garantie de leur neutralité scientifique.

¹ Voir chapitre précédent.

Les premiers contacts des membres de l'UNITAR et de l'Unesco avec l'analyse des systèmes comme méthode pour décrire l'évolution du monde et de ses problèmes sont liés aux travaux du Club de Rome et notamment à ceux d'Hasan Ozbekhan autour de la notion de « problématique mondiale ». On trouve plusieurs références explicites ou implicites à ces travaux dans les documents rédigés par l'Office de préprogrammation et dans le cadre du projet sur le futur dès 1971-1972¹. L'analyse des systèmes est ensuite rapidement intégrée au travail sur le futur mené par ces deux organes qui en font une évidence et l'une de leurs priorités. Dès 1972, il est affirmé dans le « projet d'esquisse de plan à moyen terme » établi par l'équipe d'Elmandjra que « ce qu'il importe par-dessus tout de promouvoir, c'est une appréhension synthétique des problèmes en cause, qui dépasse, en les englobant, la multiplicité des aspects relevant de disciplines diverses »². L'approche par l'analyse des systèmes est même vue comme un élément clé de résolution de la problématique mondiale : on prône « une réaction systématique » aux défis identifiés.

La pratique des listes de problèmes n'est pas incompatible avec cette approche systémique : alors même que la forme linéaire du document 18 C/4 qui recense tous les problèmes mondiaux se prête peu à la mise en évidence de liens de dépendance entre ses différents éléments, ceux-ci sont tout de même abondamment évoqués dans l'analyse qui est proposée de chaque problème. On peut le constater en reprenant l'exemple de la population (problème 12) : il est expliqué en conclusion de l'analyse de ce problème que « les véritables objectifs des politiques et programmes démographiques transcendent les limites de la démographie pure et que les problèmes de population sont étroitement liés à un grand nombre, sinon à la totalité, des autres problèmes exposés »³. De même, à l'UNITAR, dès 1971, on présente l'analyse des systèmes comme une méthode supérieure scientifiquement qu'il « faut » adopter⁴. En 1974, elle est présentée comme la seule approche valable et elle est

¹ Voir par exemple, Archives du CISS, carton 2/6.6, compte rendu d'une réunion de janvier 1971, allusion au projet « predicament of Mankind » du Club de Rome ; ou bien Archives de l'Unesco, document 17 C/4 (1972), référence implicite à *Halte à la croissance* « les calculs des économistes soudain effrayés des effets d'une croissance économique poussée à outrance ».

² Archives de l'Unesco, document 17 C/4 (1972), p. 21.

³ Archives de l'Unesco, Document 18 C/4 (1974), p. 69.

⁴ UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001, Report on UNITAR conference on new perspectives in international co-operation « We must begin to think in new dimensions, in terms of a Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

mise en relation directe avec la nécessité d'une coopération internationale¹. En 1975, enfin, elle est mise au cœur du projet sur le futur puisque Philippe de Seynes est embauché comme « consultant sur les sujets liés aux interrelations entre population, développement, ressources et environnement »².

Comme pour les listes de problèmes mondiaux, l'usage de l'analyse de système pour justifier une intervention dans un grand nombre de domaines thématiques fait l'objet de critiques et de mises en garde par les représentants des Etats membres de l'Unesco. Dès 1972, de nombreux délégués approuvent l'approche systémique adoptée par l'office de préprogrammation (son travail interdisciplinaire et intersectoriel) mais précisent qu'ils ne souhaitent le voir appliquer qu'à l'amélioration du fonctionnement interne de l'Unesco. Ils lui demandent de fixer des objectifs dans les « domaines où les progrès dépendent de la coopération internationale » et ajoutent que cela ne l'autorise pas à proposer une action sur tous les problèmes du monde. Il est affirmé au contraire que ces objectifs doivent être précis, « réalistes », et limités aux domaines de compétence de l'Unesco³.

3) Agir démocratiquement sur le futur du monde

a) Les études sur le futur, une activité banalisée au sein de l'UNITAR et de l'Unesco

systems approach that is multi-faceted and multi-disciplinary, rather than in terms of individual problem areas, whether on the basis of subjects or geographical region ».

¹ *The United Nations and the Future: Proceedings of UNITAR Conference on the Future, Held in Moscow from June 10 to 14, 1974*, UNITAR., New York, 1976, p. 19. « La politique de coopération était extrêmement importante car aucun pays, pour puissant qu'il soit, n'était en mesure de résoudre non seulement les problèmes de l'humanité mais même ses propres problèmes, sans une coopération bilatérale ou multilatérale avec les autres Etats. ».

² Archives de l'ONU, série 0897, carton 28, feuillet 22, lettre de Philippe de Seynes à Kurt Waldheim le 26 janvier 1975. Traduction de l'anglais « consultant on matters related to the inter-relationships between population, development, resources and environment ».

³ Archives de l'Unesco, 17^e session de la Conférence générale (1972), Résolutions, p. 167.

Ces outils épistémologiques que sont les listes de problèmes mondiaux et l'analyse de systèmes font partie de la stratégie de création d'une expertise indépendante sur le futur au sein de l'Unesco et de l'UNITAR. Les résultats du travail de prospective qu'ils permettent sont néanmoins présentés de manière très peu technique. Aussi évidente que soit l'influence de l'analyse des systèmes sur l'approche adoptée par les membres du programme sur le futur de l'UNITAR et de l'office de préprogrammation de l'Unesco, il est ainsi très rare de trouver dans les documents qu'ils rédigent pour leurs organisations respectives le nom d'un spécialiste des systèmes ou la citation d'un ouvrage appartenant à ce champ qui aurait pu les inspirer.

Cette rareté des références à l'analyse des systèmes est un symptôme d'un phénomène plus large : la quasi-absence de toute référence à la prospective et à ses méthodes dans le discours produit à destination des représentants politiques de la Conférence générale de l'Unesco et de l'Assemblée générale de l'ONU. C'est là une conséquence du compromis trouvé entre les deux versions opposées de l'usage souhaitable de la prospective au sein du système onusien que nous avons décrites plus haut. La majorité des représentants politiques souhaitant que la prospective ait principalement une fonction d'amélioration du fonctionnement des organisations internationales, celle-ci doit simplifier leur travail, et non pas le rendre plus technique, par l'introduction de nouveaux termes futurologiques qui ne seraient pas compris par tous. Pour répondre à ces attentes tout en s'efforçant de mener un travail prospectif réellement innovant qui puisse proposer des alternatives radicalement différentes du présent à l'humanité future, les membres de l'unité de prospective de l'Unesco et du programme sur le futur de l'UNITAR adoptent un double discours. Dans leurs documents de travail internes, ainsi que dans les présentations qu'ils donnent lors de rencontres entre futurologues, il est bien question de scénarios prospectifs et de méthodes d'analyse des systèmes ; la forte ambition des projets de l'UNITAR et de l'Unesco, transformer le futur du monde, est pleinement assumée¹. Dans les documents officiels présentés lors des Assemblées et Conférences générales, en revanche, la posture de simples conseillers est adoptée par les experts du futur, et la spécificité de leur travail est gommée.

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ». Et Archives de l'Unesco, Document 18 C/4 (1974) et Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, PSP.

Tout est alors fait pour intégrer les méthodes et préoccupations des études sur le futur dans les cadres habituels de travail, quitte à passer sous silence leur origine intellectuelle. Le format du discours élaboré par l'Unesco sur les problèmes mondiaux de long terme entre 1971 et 1975 en témoigne. On introduit une visée prospective et une planification à moyen terme dans le fonctionnement de l'organisation sans adopter explicitement une nouvelle pratique scientifique. Le processus de consultation entrepris en amont de la réalisation du document 18 C/4 (analyses de problèmes et tableau d'objectifs à utiliser comme base de planification à moyen terme) peut par exemple faire penser à la méthode Delphi dans une version plus souple et plus amateur, mais cette référence n'est pas revendiquée, de même qu'aucune référence aux recherches sur le futur n'est présente dans les documents établis par l'unité de préprogrammation¹. Tout est fait, au contraire, pour que ces documents aient la forme habituelle des rapports produits par le Secrétariat et reposent sur des procédures apparemment similaires à celles dont on a l'habitude (formulaire, consultation des commissions nationales...). On cherche à « normaliser » l'usage des études sur le futur, à le faire accepter par ceux qui ne connaissent pas ce champ d'expertise sans avoir à le leur présenter.

L'UNITAR, organisation réunissant uniquement des spécialistes de différents domaines, employés par le système des Nations Unies et non des représentants politiques, assume plus facilement la dimension technique de son travail sur le futur. Elle cherche néanmoins, elle aussi, à l'intégrer dans les formats habituels de son activité comme en témoigne la décision qui est finalement prise de créer un « département » pour mener le programme sur le futur, soit une structure qui existe déjà au sein de l'UNITAR, plutôt que de fonder une Commission au format exceptionnel².

On pourrait expliquer le fait que la dimension experte, technique, du travail mené au sein de l'office de préprogrammation soit quelque peu dissimulée, ou adoucie, simplement en soulignant que le format des documents produits (des rapports présentés à la Conférence générale de l'Unesco) n'est pas adapté à l'exposition d'un appareil méthodologique ou au positionnement au sein d'un champ scientifique. Cependant, ce choix s'explique aussi, voire

¹ Archives de l'Unesco, Document 18 C/4 (1974) et Archives de l'Unesco, série CAB 7/83, PSP.

² UNITAR online archive 66-71 S-0857-0002-01-00001.

surtout, par la volonté de ne pas donner l'impression qu'on dessaisirait les Etats membres de leur pouvoir de décision. Le travail mené par l'office de préprogrammation est au contraire présenté comme un outil de démocratie qui doit permettre d'ouvrir une discussion large sur le futur. C'est bien comme cela qu'il est compris par la majorité des représentants politiques. En effet, lors de la discussion à l'issue de laquelle il est décidé de créer l'office, plusieurs délégués d'Etats membres favorables à cette initiative justifient leur position en affirmant que l'introduction d'une planification à moyen terme devrait permettre plus de démocratie au sein de l'organisation car elle fournira un nouveau support aux discussions de politique générale, laissant ainsi plus d'espace au débat sur les grands objectifs de l'Unesco¹.

Le fait de ne jamais mentionner la spécificité disciplinaire des études sur le futur, de vulgariser à outrance leurs résultats auprès des représentants politiques de l'Unesco et de l'ONU, a pu limiter la compréhension de leur intérêt par ce public déterminant. De fait, un certain flou règne au sein de l'Unesco sur les méthodes qu'utilise l'office de préprogrammation et sur la nature exacte du travail qu'il mène. Le document établi en 1974 sur les grandes aires de problèmes de long terme est bien compris par la plupart des délégués des Etats membres comme un document qui sert à anticiper le futur, qui ne contraint pas les choix budgétaires immédiats, mais aucun d'entre eux ne fait référence à la prospective ou la recherche sur le futur en tant que champ d'expertise². Lors des débats de la conférence générale, le document est avant tout compris comme un document politique définissant de grandes orientations pour l'action de l'Unesco dans les prochaines années voire décennies. Il est d'ailleurs débattu principalement lors des séances consacrées à la « discussion de politique générale »³. De même, le grand public comprend que le travail de l'unité dirigée par Elmandjra se rapporte au futur mais peine à en comprendre le contenu exact : des lettres ayant Mahdi Elmandjra pour destinataire sont adressées au « cabinet des sciences occultes »⁴.

¹ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Actes de la 16^e Conférence générale (1970).

² Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Actes de la 18^e Conférence générale de l'Unesco (1974). Voir par exemple les interventions du représentant du Sénégal p. 417, de celui du Malawi p. 282 et de celui de l'Afghanistan p. 291.

³ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Actes de la 18^e Conférence générale de l'Unesco (1974), p. 95-112.

⁴ Entretien avec Klaus Bahr à l'Unesco le 17 juin 2014.

L'adoption d'un format de documents qui banalise l'usage des études sur le futur au sein du système onusien ne prémunit pas entièrement les auteurs de ces travaux prospectifs contre une critique de leur volonté d'étendre leurs recherches à des domaines extérieurs aux champs de compétence de l'organisation pour laquelle ils travaillent. La marge de manœuvre effectivement laissée à ceux qui pratiquent la prospective dépend du résultat d'une négociation difficile bien qu'implicite, renouvelée à chaque session de la Conférence générale. Le cœur du compromis trouvé entre prospective comme outil de management et prospective comme levier de transformation du monde ne concerne néanmoins pas la question des thématiques abordées mais plutôt celle du processus adopté pour choisir les priorités de l'organisation. C'est bien parce que leurs auteurs n'ont pas vocation à opérer eux-mêmes ce choix que les documents de prospective établis par l'office de préprogrammation sont descriptifs et non pas normatifs. Il revient alors aux représentants politiques de choisir des programmes en prenant en compte les scénarios identifiés dans le document C/4.

b) Des priorités choisies démocratiquement

Si les études sur le futur doivent servir de catalyseur à une coopération internationale autour de la résolution des problèmes mondiaux, il faut qu'une discussion universelle comme celles que seules les organisations internationales pensent pouvoir offrir, prenne place autour de l'analyse qu'elles ont permis d'établir. Ainsi, c'est la Conférence Générale de l'Unesco, et non l'office d'Elmandjra, qui vote pour introduire une hiérarchie entre les différents problèmes identifiés. Le délégué du Canada, M. Faulkner, fait bien la distinction entre les deux rôles et considère cette fonction de choix démocratique, d'établissement d'un consensus par les Etats membres comme particulièrement importante : « pour la première fois, une organisation internationale majeure a au moins essayé non seulement de répondre aux problèmes connus mais de prévoir les besoins du futur proche et de s'équiper pour y faire face quand ils apparaîtront. Définir l'étendue de l'ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés ou auxquels nous serons confrontés dans un futur proche est sans aucun doute un exercice essentiel. Selon nous, cela marque une première étape importante. Mais la volonté des Etats membres de mener immédiatement la tâche difficile et complexe de décider des

priorités de l'Unesco est non moins cruciale pour notre réussite à résoudre ces problèmes »¹. Le fait même de lister les problèmes mondiaux et surtout de proposer des objectifs, si prudents soient-ils, à l'Unesco n'allait pas de soi pour un organe professionnel comme l'office de préprogrammation. C'est seulement après en avoir obtenu explicitement l'autorisation lors de la Conférence générale de 1972 qu'il peut réellement débiter son travail de prospective visant à proposer des objectifs de long terme². De la même manière, en 1974, la Conférence générale vote de nouveau pour autoriser l'office de préprogrammation à poursuivre son travail de prévision et d'analyse des problèmes mondiaux³.

Bien que l'UNITAR ne soit pas une organisation représentative, on retrouve cette préoccupation de ne pas décider pour le monde sans prendre l'avis de ses différents peuples. Il est ainsi souligné dans un rapport publié en 1975 l'importance de « découvrir à une étape précoce comment les autres parties du monde réagissent à une nouvelle approche du futur qui pourrait influencer les décideurs, et quelle contribution elles pourraient faire à son développement »⁴.

Dans les deux cas, cette fonction démocratique relève néanmoins plutôt du plébiscite. À l'Unesco, la discussion qui a lieu conduit à un léger réarrangement du document 18 C/4. On décide de changer l'ordre dans lequel sont présentées les quatre « zones de problèmes », dont les titres sont quelque peu simplifiés, pour faire passer le développement et l'environnement

¹ Archives de l'Unesco, actes de la 18^e session de la Conférence générale (1974), p. 152 (p. 643 du pdf). Traduction de l'anglais : « For the first time, a major international organization has at least tried not just to respond to recognized problems but to forecast the requirements of the near future and to gear itself to meet them as they appear. Defining the whole range of problems that confront us now or will confront us in the near future is without doubt an essential exercise. In our view, it marks an important beginning. But no less crucial to our success in solving these problems will be the willingness of Member States immediately to set about the difficult and complex tasks of deciding Unesco's priorities. ». Voir aussi l'intervention de la déléguée de la Finlande, Mme Vaananen p88 (p581 du pdf) : « We are of the opinion that the continuous participation of the Member States in long-term and medium-term planning as part of democratic decision-making is very important ».

² Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Résolutions prises lors de la 17^e session de la Conférence générale de l'Unesco (1972) p. 167.

³ Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, Résolutions prises lors de la 18^e session de la Conférence générale de l'Unesco (1974) p. 106.

⁴ Archives de l'ONU, Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1975 p. 23. Traduction de l'anglais « important to find out at an early stage how other parts of the world react to a new approach to the future which may influence decision-makers, and what contribution they can make to its further development ».

avant la communication¹. Quelques formulations sont réécrites de manière plus affirmative (« renforcement de la paix » au lieu de « la paix ») ; certains des objectifs sont désignés comme devant être traités en priorité et quelques questions à rajouter dans le plan à moyen terme sont listées². Mais tous ces petits ajustements ne bouleversent pas en profondeur le travail établi par l'équipe d'Elmandjra et c'est donc surtout elle qui est à l'origine de la liste d'objectifs à mettre au programme de l'Unesco. À l'UNITAR, la recherche théorique d'un consensus global ne bouleverse pas non plus les projets établis. De manière générale, la marge de manœuvre des membres de l'UNITAR est plus large que celle des membres de l'office de préprogrammation de l'Unesco et il est prévu que les membres de la Commission sur le futur sélectionnent eux-mêmes un certain nombre de problèmes auxquels ils pensent qu'il faut donner la priorité à partir du panorama établi³.

c) Une futurologie tournée vers l'action ?

Si la question de la dimension démocratique du travail qui est mené sur les problèmes mondiaux de long terme au sein de l'UNITAR et de l'Unesco se pose avec autant d'acuité, c'est parce que les études sur le futur n'y ont pas vocation à rester longtemps théoriques ; elles doivent au contraire préparer l'action, de sa propre organisation dans le cas de l'office de préprogrammation de l'Unesco, de l'ONU dans le cas du programme sur le futur de l'UNITAR. Le lien entre prospective et programmation est, à de nombreuses reprises, mis en avant dans les documents de l'Unesco⁴. La première doit servir à décrire le contexte dans lequel la seconde aura lieu en traçant les différentes voies futures que le monde pourrait prendre et en suggérant les objectifs que cette dernière doit permettre d'atteindre. C'est exactement à cette tâche de travail préparatoire que se plie l'équipe d'Elmandjra⁵. Le but

¹ Archives de l'Unesco, 18^e session de la Conférence générale (1974), Résolutions, p. 109.

² Ibid. p. 105.

³ Archives de l'ONU, série 290, carton 25, feuillet 8. Note regarding pattern of composition of UNITAR Commission on the Future, February 1972.

⁴ Voir par exemple Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 16 C/4 (1970).

⁵ Archives de l'Unesco, série CAB 7/3, document ADG/PSP/Memo/14/29 « United Nations Medium-term Plan for 1974-1978 ».

auquel aspire l'Unesco en intégrant les études sur le futur dans son travail habituel, consiste à devenir un « artisan de l'avenir »¹. Cette approche est partagée par l'UNITAR qui souhaite voir son travail déboucher sur une œuvre de planification globale qui serait menée au sein de l'ONU. C'est dans ce but que des informations sont collectées sur différentes expériences nationales de planification².

En réalité, cette articulation entre prospective et planification reste faible voire inexistante, aucune planification globale n'étant réellement mise en œuvre dans le cadre des Nations Unies. L'ONU adopte bien, comme l'Unesco, un cadre de programmation à « moyen terme », sur une durée de six ans, mais cet effort de planification à l'échelle des organisations internationales est sans commune mesure avec les ambitions affichées par le projet de commission sur le futur de l'UNITAR tel qu'il est formulé entre 1971 et 1974³. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet échec à mettre en place une planification globale découlant des travaux de prospective menés à l'Unesco et à l'UNITAR. Tout d'abord, si un discours ambitieux a pu être émis par un petit nombre de personnes, pour la plupart déjà embauchées par ces organisations avant le début des projets sur le futur, l'action que ce discours encourage demande, elle, le recours à des ressources autrement plus conséquentes, que les agences des Nations Unies n'ont pas les moyens de fournir. Ceux qui font œuvre de prospective au sein de ces organisations ont d'ailleurs conscience de cet écart. Il transparaît tout à fait dans l'« esquisse de plan à moyen terme » établie par l'office de préprogrammation de l'Unesco : il y a un gouffre entre l'ampleur des champs de problèmes explorés et la modestie des objectifs proposés, accompagnés d'une estimation de budget, qui consistent d'ailleurs souvent en la réalisation de nouvelles études, comme si l'on repoussait l'action réelle à des temps plus fastes⁴. Une autre piste d'explication tient à cet effort évoqué plus haut qui est mené pour fondre les activités prospectives dans le moule habituel des organisations qui les entreprennent : elles ne semblent pas devoir déclencher la mobilisation de ressources exceptionnelles.

¹ Archives de l'Unesco, 18^e session de la Conférence générale (1974), Résolutions, p. 95.

² *The United Nations and the Future: Proceedings of UNITAR Conference on the Future, Held in Moscow from June 10 to 14, 1974*, UNITAR., New York, 1976, 462 p.

³ Archives de l'Unesco, série CAB 7/3, document ADG/PSP/Memo/14/29 « United Nations Medium-term Plan for 1974-1978 ».

⁴ Archives de l'Unesco, document 18 C/4.

Face à toutes ces contraintes dont ils sont conscients, et face à la difficulté qui en résulte de mettre en place une véritable planification globale, les membres du programme sur le futur de l'UNITAR et ceux de l'office de préprogrammation de l'Unesco envisagent d'autres formes d'action sur le futur, plus indirectes. S'ils ne peuvent pas déclencher la résolution consensuelle des problèmes mondiaux en proposant eux-mêmes un programme d'action, ils peuvent toutefois convaincre les représentants politiques de l'importance d'amener leurs Etats à coopérer autour d'un ensemble de problèmes communs interconnectés dont la gravité risque d'augmenter dans le futur si aucune mesure n'est prise dans le présent. Alors que les membres de l'UNITAR discutent de la forme que doit prendre leur programme sur le futur en 1972, il est ainsi suggéré que « le processus lui-même ferait partie du produit », c'est-à-dire que les réflexions initiées par l'UNITAR sur les problèmes mondiaux de long terme « stimuleraient la pensée des universités, des organisations de jeunesse et des corps professionnels avec des effets bénéfiques pour l'amélioration de la coopération internationale »¹. De fait, si elles n'ont pas vraiment réussi à planifier la résolution des problèmes mondiaux, l'Unesco et l'UNITAR, en adoptant des techniques d'étude du futur, ont contribué à alimenter et à diffuser largement des débats sur les problèmes mondiaux qui étaient nés à l'extérieur de leurs structures.

Alors qu'à la fin des années 1960, les études sur le futur gagnaient en notoriété et s'organisaient comme champ d'expertise nouveau autour de quelques institutions et personnages clés qui avaient en commun un intérêt pour l'échelle globale, au début des années 1970 l'Unesco et l'UNITAR mettent la question du futur et des méthodes de prospective au cœur de leurs programmes, proclamant toutes deux leur volonté d'organiser l'avenir de l'humanité. Le contexte de détente et de décolonisation favorise une utilisation des

¹ Archives de l'ONU, série 290, carton 25, feuillet 8, document daté de janvier 1972, intitulé « UNITAR Futures Project. Global review of trends and developments having implications for the United Nations system », traduction de l'anglais « process itself would be part of the product », « would stimulate the thinking of universities, youth organisations and professional bodies with beneficial effects for the enhancement of international co-operation ».

études sur le futur comme outil scientifique pouvant servir de base de discussion pour une coopération internationale autour d'un certain nombre de problèmes mondiaux de long terme. Les deux organisations mettent ainsi en avant une forme de responsabilité pour le futur du monde qu'elles se devraient d'exercer en s'insérant dans les débats entre futurologues voire en encadrant ceux-ci. Ces notions de coopération internationale et de responsabilité sont cohérentes avec le chemin pris par la majorité des travaux futurologiques à la fin des années 1960 : on prône une prise de conscience des dangers auxquels est exposé le monde et des voies de résolution qui peuvent exister sur le long terme, mais les conséquences que l'on en tire sont d'ordre pratique plutôt qu'idéologique. Il s'agit de faire coopérer un groupe d'entités politiques hétérogènes qui n'ont pas d'identité commune mais doivent travailler ensemble, étant unies par un destin commun.

Toutefois, ce discours officiel sur les problèmes mondiaux de long terme, que l'on trouve aussi bien à l'UNITAR qu'à l'Unesco ne fait en réalité pas l'unanimité au sein de ces organisations : certains veulent aller plus loin et mener de véritables travaux de prospective normative tandis que d'autres préféreraient restreindre cette activité à un travail de préprogrammation ou d'amélioration du management interne. Le compromis entre ces différentes versions est fragile et son maintien dépend de la bonne volonté et de l'influence personnelle des quelques individus chargés de la réalisation des études sur le futur ou de leur supervision. À l'Unesco, ces personnages clés sont René Maheu, directeur général de l'Unesco jusqu'en 1974, et Mahdi Elmandjra, sous-directeur général jusqu'à la même date. À leur départ, l'office de préprogrammation change de nom pour devenir le « Bureau d'études et de programmation » et reprend le travail de gestion, de coordination et d'évaluation des programmes de l'Unesco qui avait été le sien pendant la première année de son existence, entre 1971 et 1972¹. Ce Bureau continuant à produire un document « C/4 » pour chaque session de la conférence générale, le changement fondamental qui a eu lieu entre 1974 et 1976, soit l'abandon (temporaire) de la pratique d'études prospectives au sein de l'Unesco, a pu passer inaperçu aux yeux de nombreux délégués peu au fait des méthodes d'études sur le futur. À l'UNITAR, à l'inverse, l'arrivée en 1972 du Dr. Davidson Nicol, entièrement favorable à un rôle actif de son organisation vis-à-vis du futur du monde, puis celle de Philippe de Seynes qui prend la tête du département du projet sur le futur en 1974, permettent

¹ Archives de l'Unesco, série DDG 2/34.

le lancement d'un programme de prospective relativement ambitieux et disposant d'une liberté scientifique plus grande que n'en a jamais disposé l'office de préprogrammation de l'Unesco.

En adoptant des méthodes d'étude du futur, mises au point en dehors du système onusien telles que les listes de problèmes mondiaux et l'analyse de systèmes, l'Unesco et l'UNITAR ne se contentent pas de céder à une « mode épistémologique » même si cela a pu être une de leurs premières motivations. Les deux organisations acquièrent, temporairement pour l'Unesco, plus durablement pour l'UNITAR, une place importante dans les réseaux d'études du futur. Elles ont participé à orienter ou réorienter ce nouveau champ de savoirs vers des thématiques importantes pour elles et plus généralement pour l'ONU. On peut penser au retour d'une réflexion sur la paix défendu par l'Unesco ou, et cela fera l'objet du chapitre suivant, à l'apport original de l'UNITAR au débat qui porte à partir du milieu des années 1970 sur le futur du développement des pays du Tiers monde et sur la notion de « nouvel ordre économique international ».

Chapitre 4. UNITAR 1974-1982 : l'invention d'un ordre mondial alternatif

En 1974, alors que l'office de préprogrammation de l'Unesco présente son dernier document de prospective à la Conférence générale avant de se replier sur des tâches de programmation plus classiques, l'UNITAR, elle, inaugure son département du projet sur le futur. Les membres de ce dernier se voient attribuer une grande responsabilité : réfléchir à l'évolution que pourraient connaître les grands problèmes de l'humanité, penser le futur du système mondial. C'est le développement des travaux sur le futur menés dans ce cadre qui nous intéresse dans ce chapitre. L'étude du projet sur le futur de l'UNITAR permet de mettre en évidence des transformations essentielles dans la manière dont la futurologie est pratiquée par le système onusien dans la seconde moitié des années 1970, tant pour comprendre le monde que pour le transformer radicalement. C'est là, en effet, que se renouvelle le questionnement sur la conscience globale à promouvoir dans le futur et, plus précisément, sur les valeurs qui doivent présider à la conception d'un nouvel ordre mondial ; c'est là aussi que l'on réorganise les priorités entre les différents problèmes mondiaux identifiés au tournant des années 1970 (cf. chapitre 3). En outre, l'UNITAR entretient une relation privilégiée avec l'ONU auprès de laquelle elle renforce son rôle de conseiller ; elle est chargée d'apporter une réponse aux grandes questions qui animent alors l'organisation. Le travail de prospective qui y est mené est donc marqué par une combinaison unique entre la volonté de satisfaire les demandes exprimées par les délégués des Etats membres de l'ONU, en majorité des ressortissants du Tiers Monde et l'exigence scientifique d'un programme qui s'attache à mettre en évidence les biais idéologiques des études sur le futur menées à l'échelle globale, en particulier les modèles globaux dont le nombre et la notoriété explosent après le coup d'envoi donné par *Halte à la croissance*.

L'étude des travaux menés par le département du projet sur le futur fournit également une entrée intéressante pour saisir les bouleversements que connaît le monde de la futurologie en réponse aux changements du contexte international : dans le système onusien, les études

sur le futur participent à la construction d'une vision du monde comme ensemble divisé selon une ligne Nord-Sud, à un moment où la décolonisation s'achève et où la détente des relations Est-Ouest semble se prolonger malgré quelques accrocs. Le problème du développement se pose alors sous un nouveau jour, les représentants des pays du Tiers Monde exprimant la nécessité de trouver des solutions radicalement nouvelles. Cette demande s'adresse tout particulièrement aux futurologues, sommés d'inventer un futur différent plutôt que de réfléchir uniquement à l'extrapolation des tendances observées. C'est ce contexte géopolitique très spécifique qui permet à l'UNITAR de produire des études sur le futur qui se distinguent de celles menées dans d'autres contextes professionnels dans la deuxième moitié des années 1970. Alors que beaucoup de leurs confrères délaissent l'étude des systèmes globaux pour se concentrer sur la nature de l'homme en elle-même et les valeurs de l'humanité¹, les membres du département du projet sur le futur prolongent la discussion sur l'ordre global futur, tout en la combinant avec cette nouvelle approche de la prospective. Ils développent ainsi une réflexion originale sur le lien entre choix de valeurs, modèles globaux et ordre international futur dont nous allons expliquer la genèse et les spécificités dans ce chapitre.

Dans un premier temps, nous examinerons le contexte spécifique qui oblige les membres du projet sur le futur de l'UNITAR à se positionner dans le débat qui agite le monde onusien à partir de 1974 autour de la notion de nouvel ordre économique international (NOEI). Nous expliquerons ensuite pourquoi ils font le choix d'une combinaison périlleuse entre les objectifs du NOEI tels que décrits par les représentants politiques du Tiers Monde et une approche du développement par les besoins fondamentaux similaire à celle développée par la fondation Bariloche en Argentine. Enfin, nous montrerons que ce choix les conduit à réinvestir la notion de conscience globale en affirmant la dimension idéologique et normative de toute futurologie globale et en cherchant à clarifier le lien entre l'éventail des futurs mondiaux possibles, les valeurs revendiquées par les futurologues ou les décideurs et l'imaginaire que ces derniers sont capables de déployer.

¹ Cf. ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, chapitre 8, à paraître.

A - La nécessité de se positionner dans un débat politique international

Pour comprendre l'évolution des travaux sur le futur du monde menés à l'UNITAR dans la seconde moitié des années 1970, il est essentiel de s'arrêter d'abord sur le contexte dans lequel ils sont produits. Les années 1970 sont un moment où les pays du Tiers Monde cherchent à défendre activement leurs intérêts à l'ONU où ils mettent en avant une conception du développement différente de celle théorisée par les représentants de l'Ouest et de l'Est. Ils proposent en 1974 la mise en place d'un « nouvel ordre économique international », le NOEI, qui focalise alors nombre de débats, à l'Assemblée générale de l'ONU mais aussi dans de nombreux autres organes du système onusien dont l'UNITAR. Or, cette dernière confie à son département du projet sur le futur la lourde tâche de mener la discussion scientifique sur les bienfaits du NOEI et ses éventuelles modalités.

1) Un contexte propice à l'expression des intérêts du Tiers Monde

a) Détente et guerre froide globale

Entre la conférence de Bandung de 1955 qui marque le début du mouvement des non-alignés et la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale de l'ONU lors de laquelle il est décidé d'instaurer un NOEI, la mobilisation politique du Tiers Monde a connu de profondes transformations¹. Dans les années 1950 et au début des années 1960, les pays non-alignés

¹ À ce sujet nous avons principalement consulté les ouvrages suivants : WESTAD Odd Arne, *The global Cold War: third world interventions and the making of our times*, Cambridge, Cambridge University Press, xiv+484 p. BRAILLARD Philippe, *Mythe et réalité du non-alignement*, Paris, Presses universitaires de France, 1987, 131 p. LATHAM Michael E. « The cold war in the third world, 1963-1965 » in LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, xviii+662 p. WESTAD Odd Arne « The Cold War and the international history of the twentieth century » in LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume I, Origins*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, xviii+643 p. BRADLEY Marc Philip « decolonization, the global South, and the Cold War, 1919-1962 », in LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

s'efforcent avant tout d'exprimer un refus de la guerre froide. Il ne s'agit pas seulement de rejeter le choix entre communisme et capitalisme et l'alignement sur l'une ou l'autre des deux grandes puissances qui cherchent alors à étendre leurs sphères d'influence respectives au Sud¹ ; il s'agit aussi de promouvoir une alternative pacifiste qui permettrait aux jeunes pays issus de la décolonisation d'exercer pleinement leur souveraineté et de trouver leur propre voie vers le progrès². Le mouvement, qui prend une forme officielle à l'issue de la conférence de Belgrade en 1961, s'exprime en faveur de la coexistence pacifiste et du désarmement ; il fait aussi de la décolonisation des terres encore sous domination impériale, un combat majeur dans sa première décennie³. À la fin des années 1960 cependant, la Détente, l'achèvement du processus de décolonisation ainsi que le fait que plusieurs pays du Sud⁴ sont entrés dans l'orbite politique de l'un ou l'autre des deux blocs conduisent le mouvement non-aligné à changer de priorités pour se concentrer sur des revendications économiques. La conférence de Lusaka, en 1970 marque un tournant : en dénonçant une domination économique injuste des pays du Nord sur ceux du Sud, le mouvement non-aligné bascule d'une logique essentiellement « Est-Ouest » à une logique essentiellement « Nord-Sud ». Odd Arne Westad et Philippe Braillard décrivent bien cette transition qui est selon eux étroitement connectée à

university press, 2010, xviii+662 p. THOMAS Darryl C., *The theory and practice of Third World solidarity*, Westport, CT, Praeger, 2001, xiv+324 p.

¹ Cette recherche d'influence a été analysée par Odd Arne Westad qui l'explique notamment par l'universalisme des deux idéologies capitaliste et communiste ; elle conduit les deux grandes puissances à mener de nombreuses interventions au Sud dès les années 1950 et tout au long des trois décennies suivantes. Cf. WESTAD Odd Arne, *The global Cold War: third world interventions and the making of our times*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 2-4.

² Odd Arne Westad, insiste sur la nécessité pour l'historien de reconnaître cette capacité d'initiative des pays du Tiers Monde dont les combats ont parfois été délégitimés au prétexte qu'ils auraient été inspirés voire dirigés par les Soviétiques. Cf. *ibid.* p.3 Marc Philip Bradwey développe un argumentaire similaire cf. BRADLEY Marc Philip « decolonization, the global South, and the Cold War, 1919-1962 », in LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, xviii+662 p.

³ La décolonisation et la lutte contre le néo-colonialisme et l'impérialisme deviennent une priorité du mouvement lors de la conférence du Caire, en 1964. Cf. Braillard Philippe, *Mythe et réalité du non-alignement*, Paris, France, Presses universitaires de France, 1987, p. 24.

⁴ Bien que les termes « Nord » et « Sud » ne soient utilisés explicitement pour désigner la ligne majeure de séparation entre les pays développés et les pays en développement qu'à partir de 1980 avec la publication du rapport Willy Brandt, nous employons ces catégories d'analyse pour désigner l'opposition rhétorique croissante entre un bloc constitué des pays du Tiers Monde, dont une grande partie sont d'anciens pays colonisés, et un autre bloc constitué des pays plus développés, Est et Ouest confondus.

l'évolution de la guerre froide : l'apaisement des tensions entre les deux blocs s'accompagne d'une augmentation des interventions dites « périphériques », la compétition se déplaçant vers le Sud¹. Cette évolution du conflit Est-Ouest dont ils font les frais est dénoncée par les représentants politiques du Tiers Monde qui s'inquiètent aussi qu'un accord entre les deux grandes puissances les laisse exclus de la gestion des grands problèmes du monde. Pour se faire entendre sur la scène internationale, les pays du Sud doivent alors orienter leur discours vers la revendication qui semble désormais la plus fédératrice pour eux : celle d'un développement qui leur permettrait de rattraper un retard dont les responsables sont les gagnants du système international tel qu'il est, soit les anciens pays colonisateurs et leurs alliés².

b) L'ONU et la question du développement

Dès l'après-Seconde Guerre mondiale, le thème du développement est au cœur des rivalités et débats internationaux. Les Soviétiques comme les Américains trouvent dans la nécessité de mener le développement des anciens pays colonisés, une raison de justifier leurs interventions au Sud³. Gilbert Rist explique ainsi que l'approche américaine du

¹ WESTAD Odd Arne, *The global Cold War: third world interventions and the making of our times*, Cambridge, Cambridge University Press, xiv+484 p. BRAILLARD Philippe, *Mythe et réalité du non-alignement*, Paris, Presses universitaires de France, 1987, 131 p. Et LATHAM Michael E. « The cold war in the third world, 1963-1965 » in LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, xviii+662 p.

² Philippe Braillard explique ainsi que, à un moment où il aurait pu être difficile de trouver une cohérence dans le groupe des non-alignés, se concentrer sur les thématiques économiques et sur la mise en scène d'un affrontement Nord-Sud permet au non-alignement de conserver sa fonction principale : celle de la légitimation interne et externe des pays concernés. Ce basculement d'une logique de neutralité dans la guerre froide et de lutte contre la colonisation à une logique de défense des plus faibles sur le plan économique est bien mise en évidence par Darryl Thomas cf. THOMAS Darryl C., *The theory and practice of Third World solidarity*, Westport, CT, Praeger, 2001, xiv+324 p.

³ WESTAD Odd Arne « The Cold War and the international history of the twentieth century » in LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume I, Origins*, Cambridge, 2010, xviii+643 p. Voir aussi BRADLEY Marc Philip « decolonization, the global South, and the Cold War, 1919-1962 », in LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, p. 476.

développement, basée sur la théorie de la modernisation, n'est pas moins autoritaire ni moins interventionniste que celle soviétique, construite autour de la notion d'économie planifiée : la substitution de la notion de progrès, qui supposait un développement spontané et libre du potentiel humain, par celle de développement, qui suppose au contraire un processus dirigé par ceux qui en connaissent le chemin pour l'avoir pris eux-mêmes, autorise voire oblige ces derniers à imposer leurs conceptions aux pays nouvellement décolonisés¹. C'est d'abord cette vision interventionniste qui est privilégiée aux Nations Unies : lorsque la première décennie du développement est lancée en 1961, il s'agit pour les pays développés de déclencher le développement des pays du Sud par le biais d'aides financières.

Tout au long de cette décennie cependant, on constate de la part des dirigeants des pays du Sud une volonté de réappropriation des politiques de développement qui leur sont destinées². L'inefficacité des mesures mises en place est dénoncée dès les premières années. Les dirigeants politiques considèrent que l'aide accordée est trop peu importante et défendent un « droit au développement » selon une rhétorique employée pour la première fois en 1966 par le ministre des affaires étrangères sénégalais Doudou Thiam³. Leur déception dépasse le seul domaine des programmes de développement : il leur semble plus largement que les promesses de la décolonisation n'ont pas été tenues et que l'intégration des pays nouvellement indépendants au sein de l'ONU ne leur a pas apporté ce qu'ils en attendaient, soit une structure qui leur permettrait de défendre efficacement leurs intérêts, notamment économiques, sur la scène internationale⁴. Leur discours s'appuie sur le travail des

¹ RIST Gilbert, *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*, trans. Patrick Camiller, 3rd. ed., New York, Zed Books, 2008, p. 78-79. Voir aussi NEMCHENOK Victor V, *A dialogue of power: development, global civil society, and the third world challenge to international order, 1969-1981*, 2013, 413 p.

² LATHAM Michael E., « Introduction », in ENGERMAN David C., GILMAN Nils, HAEFELE Marc H. et LATHAM Michael E. (dirs.), *Staging growth. Modernization, development and the global cold war*, Boston, University of Massachusetts Press, 2003, p. 3.

³ WHELAN Daniel J., « « Under the Aegis of Man »: The Right to Development and the Origins of the New International Economic Order », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 95.

⁴ BENJAMIN Bret, « Bookend to Bandung: The New International Economic Order and the Antinomies of the Bandung Era », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 33-46.

économistes partisans de la théorie de la dépendance (*dependency theory* en anglais)¹. Ces derniers proposent une explication structurelle des difficultés rencontrées par le Tiers Monde et énoncent différentes stratégies dont le but commun est d'améliorer sa situation économique². L'un des plus influents d'entre eux est Raúl Prebisch, économiste argentin à la tête de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) de 1950 à 1963³. Ses recherches montrent qu'après la Seconde Guerre mondiale, les termes de l'échange entre Etats industrialisés et moins industrialisés s'étaient détériorés (il était désormais nécessaire d'exporter plus de matières premières et de produits agricoles pour recevoir la même quantité de produits manufacturés). Bien que défavorisés par cette situation, les pays pauvres avaient dû s'y soumettre car leur économie était entièrement dépendante de cette relation où ils constituaient la périphérie et les Etats industrialisés le centre, selon les termes choisis par l'économiste allemand Andre Gunder Frank qui arrive à des conclusions similaires. Prebisch préconise alors une stratégie économique commune visant à s'extraire de cette situation de dépendance en remplaçant les importations par les productions locales qui seraient engendrées par l'industrialisation des pays du Sud. Cette industrialisation ne pourrait réussir que si les marchés d'exportation pour ces nouveaux produits industriels s'élargissaient, ce pour quoi Prebisch demandait la création de zones régionales de libre-échange entre pays en développement. La puissance économique ainsi acquise devrait permettre aux pays du Sud de négocier de meilleurs termes de l'échange international. Tout cela ne pouvait être réalisé, selon Prebisch, que grâce à une action politique concertée au sein de l'ONU et de ses agences spécialisées. Bien que d'autres théoriciens comme l'égyptien Samir Amin défendent plutôt l'idée d'une rupture radicale avec les puissances dominantes et ne fassent donc pas confiance aux organisations internationales pour régler le problème⁴, la plupart des dirigeants de pays du

¹ WESTAD Odd Arne, *The global Cold War: third world interventions and the making of our times*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 91.

² GILMAN O Nils, « Modernization theory, the highest stage of american intellectual history », in ENGERMAN David C., GILMAN Nils, HAEFELE Marc H. et LATHAM Michael E. (dirs.), *Staging growth. Modernization, development and the global cold war*, Boston, University of Massachusetts Press, 2003, p. 65.

³ REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, Routledge, 2009, vol.1, p. 464.

⁴ REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, Routledge, 2009, vol.1, p. 469.

Tiers Monde se rallie à l'idée de se battre au sein des organisations de l'ONU pour améliorer leur situation.

Au cours des années 1960, les pays nouvellement décolonisés commencent donc à unir leurs voix au sein de l'ONU pour que soient créées des structures capables de défendre leurs intérêts économiques face au GATT et au FMI, accusés de maintenir un statu quo mis en place après la Seconde Guerre mondiale par les pays du Nord, pour les pays du Nord¹. La première étape de cette lutte au sein de l'ONU consiste en la création de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement), en 1964². Cette nouvelle institution, dont Raúl Prebisch devient le premier secrétaire général, doit travailler à l'amélioration de ce qu'on appelle alors le « dialogue Nord-Sud » et modifier les règles du commerce international en faveur du Sud. À l'issue de la première CNUCED, les pays qui appartenaient autrefois aux groupes régionaux A (Afrique et Asie) et C (Amérique latine et Caraïbes) fusionnent en un « groupe des 77 » qui grandit rapidement, bien qu'il garde toujours son nom initial pour des raisons symboliques. La création de ce groupe, qui prend l'habitude de se réunir en amont des sessions de la CNUCED pour établir des revendications communes, permet aux pays en développement de surmonter en partie leurs grandes différences et d'opposer un front uni aux groupes de pays développés, tant capitalistes (B) que communistes (D).

Au début des années 1970, une combinaison de facteurs ayant trait aux structures de la guerre froide (universalismes et volonté d'intervention américaine et soviétique), à un moment de ce conflit (la Détente) et à un refus de se voir imposer un mode de développement qui semble inapte à transformer en profondeur la structure inégale du système international encourage les pays du Sud à défendre leurs intérêts dans le cadre onusien. C'est dans ce contexte de structuration d'un groupe de pays en développement autour d'un certain nombre de revendications économiques que l'Assemblée générale de l'ONU se saisit de la discussion sur le lien entre les problèmes de développement et les questions environnementales qui agite les milieux intellectuels et politiques internationaux au début des années 1970.

¹ DEVIN Guillaume et SMOUTS Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Paris, A. Colin, 2011, p. 127.

² KRIEGERH Wolfgang, « The international system », in HUGHES Geraint et DOCKRILL S. (dirs.), *Palgrave Advances in Cold War History*, 2006 edition., New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 40.

2) Le débat sur le NOEI et le lien environnement-développement

À partir de 1972, les discussions sur les problèmes mondiaux, menées tant au sein des organisations internationales du système onusien que dans le monde de la futurologie se focalisent sur la question du développement et des contraintes qui s'exercent sur lui en raison des ressources limitées de la planète, certains adoptant l'approche néomalthusienne défendue par *Halte à la croissance* et d'autres la combattant. Après avoir montré que ces deux problèmes mondiaux sont de plus en plus considérés comme dépendants l'un de l'autre, nous examinerons les solutions proposées par différents groupes d'acteurs internationaux : les pays du Nord qui insistent sur la nécessité de gérer une pénurie mondiale, ceux du Sud qui demandent que soit instauré un nouvel ordre économique international et un groupe d'intellectuels qui privilégie une approche du développement donnant la priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux. Enfin, nous expliquerons pourquoi le conflit Nord-Sud que traduisent ces différentes prises de position ne se passe pas de dialogue, chaque partie étant convaincue de l'interdépendance du système mondial et donc de la nécessité de coopérer avec les autres.

a) L'environnement et le développement, deux questions étroitement connectées

On constate au début des années 1970 une nouvelle attention portée aux problèmes environnementaux (ressources planétaires limitées, pollution comme un phénomène quasi universel, risque de surpopulation) qui vient renforcer les discours sur la nécessité de coopérer pour faire face aux défis globaux auxquels l'humanité est confrontée¹. Elle aurait pu avoir pour conséquence la production d'études sur le futur consacrées uniquement à chercher par quelle voie l'humanité pouvait faire face à ces défis sur le long terme. Elle fait au contraire

¹ Guillaume Devin et Marie-Claude Smouts, *Les organisations internationales*, Paris : Armand Colin, 2011, p. 117.

ressurgir la question du développement à laquelle elle apparaît étroitement liée. La question environnementale est abordée dans les débats et travaux internationaux, et en particulier dans les études sur le futur, au sein d'un binôme avec la question du développement dont elle s'échappe rarement. Ce binôme est popularisé pour la première fois par le rapport au club de Rome de 1972. Toutes les conclusions chocs auquel aboutit *Halte à la croissance* se focalisent en effet sur le système que forment les deux enjeux : ce n'est qu'à cause de l'évolution mal contrôlée des pays du Sud qu'une démographie planétaire en croissance exponentielle menacerait la capacité de la planète à nourrir tous ses habitants ; inversement, parce que les ressources terrestres apparaissent limitées, la croissance économique globale et les progrès technologiques semblent devoir trouver un point d'arrêt, ce qui remet fondamentalement en question la capacité et la légitimité des pays en développement à suivre le chemin des pays développés.

La déclaration publiée à l'issue de la conférence de Stockholm souligne le lien entre problèmes environnementaux, sous-développement et activités industrielles. Le choix de la ville où serait implanté le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Nairobi, au Kenya, est emblématique de cette dialectique et de l'un des phénomènes qui lui a permis de se développer : la percée des pays du Sud, récemment décolonisés, sur la scène internationale. Après la grande étape de 1972, l'ONU continue à traiter les problèmes environnementaux en lien avec les questions de développement. En 1974, la conférence mondiale de l'alimentation organisée par la FAO situe par exemple son argumentaire à la croisée des deux problématiques : une large partie de la population mondiale est sous-alimentée (problème de développement) or, des doutes s'expriment quant à la capacité de l'agriculture à satisfaire ses besoins (problème environnemental lié à l'aspect limité des ressources terrestres)¹.

La résolution des problèmes environnementaux, sur la reconnaissance desquels un consensus, ou du moins une large prise de conscience internationale, se forme progressivement ne semble pouvoir se faire sans un détour par une discussion difficile sur le sort qu'il convient de donner aux pays en développement. L'analyse des différents modèles globaux conçus entre 1972 et 1976 et des différents documents publiés dans le cadre des

¹ RONDEAU Alain, « La Conférence mondiale de l'Alimentation ou le triomphe de la rhétorique. Rome, 5-16 novembre 1974 », *Tiers Monde*, 1975, vol. 16, n° 63, p. 671-684.

Nations Unies sur la thématique environnementale montre que la question de l'environnement et celle du développement ne sont en fait pas traitées comme deux problèmes de nature similaire : les deux sont liés mais, de plus en plus, des discours sont élaborés qui dépeignent les problèmes environnementaux comme un contexte à prendre en compte pour définir des stratégies de développement¹. Beaucoup d'approches, bien que très conflictuelles par ailleurs, tendent à considérer l'environnement comme l'élément passif et le développement comme l'élément actif d'un même système. Ainsi, qu'il faille limiter la croissance économique ou technique pour préserver les ressources naturelles ou bien qu'il faille trouver de nouvelles stratégies de développement à l'impact environnemental moindre, qu'on préconise essentiellement une stabilisation de la situation mondiale telle qu'elle est ou, au contraire, que l'on recommande des bouleversements radicaux, c'est toujours le choix fait au niveau du développement qui aura des conséquences sur l'état de l'environnement et non l'inverse. Toute l'attention se concentre donc plutôt sur les scénarios de développement vus comme leviers d'action sur tout le système de problèmes mondiaux au sein duquel l'environnement est une préoccupation croissante et donc un résultat de ces scénarios à prendre en considération, mais n'offre pas, elle, une prise sur l'ensemble du système. Paradoxalement, l'absence d'une discussion sur le développement dans le modèle qui a donné lieu au rapport *Halte à la croissance* souligne en creux son importance² : ce serait en mettant au point des programmes de développement que l'on pourrait agir sur le système et éviter l'évolution catastrophique présentée par l'équipe du MIT. Cette conception transparaît aussi dans les choix de priorités opérés par les représentants des Etats membres de l'Unesco qui organisent les grands problèmes identifiés par Mahdi Elmandjra en faisant passer la zone de problèmes « développement de l'homme et de la société » avant celle consacrée à l'« équilibre et [l']harmonie de l'homme et de la nature »³.

¹ Pour une synthèse sur ce thème, voir notamment COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, 93 p.

² VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 413 : dès le symposium de lancement du rapport, un sous secrétaire général de l'ONU s'interroge sur cette absence.

³ Archives de l'Unesco, Actes de la Conférence générale, dix-huitième session, 1974, Résolutions, p. 110-111. Voir chapitre précédent.

Il est intéressant de noter que ce nouveau rôle clé accordé aux politiques de développement comme moyen d'action sur le système mondial ne se définit pas qu'en relation avec la question environnementale. On assiste aussi à un inversement de la relation paix-développement. Alors que les mouvements pacifistes des années 1960 insistaient sur la nécessité d'établir une paix mondiale positive pour pouvoir, dans un second temps, améliorer la situation des pays du Sud¹, les dirigeants de ces pays font désormais valoir une logique différente. Lors de la conférence d'Alger en 1973, Doudou Thiam renverse ainsi les termes du débat en affirmant que « le sous-développement continu d'une moitié du monde constitue une menace grave envers la paix et le futur de l'humanité en général »². Cette inversion du lien de causalité entre paix et environnement participe d'une stratégie discursive plus large que les représentants des pays du Sud déploient pour justifier la priorité qui devrait être accordée à leurs préoccupations.

Si les représentants des différents Etats s'accordent généralement à reconnaître que les choix faits en matière de développement auront un impact primordial sur l'évolution de l'environnement humain, les avis diffèrent fondamentalement lorsqu'il s'agit de définir la meilleure stratégie à adopter révélant un conflit d'intérêts qui oppose le Nord au Sud, mais aussi les élites politiques aux défenseurs des couches sociales moins favorisées.

b) Le Nord et la peur d'un monde aux ressources limitées

La théorie du développement défendue par la majorité des pays du Nord dès les années 1950 est celle du « rattrapage » telle que formulée par des économistes occidentaux craignant que la vulnérabilité économique des Etats sud-américains et des anciennes colonies ne les pousse dans les bras du communisme : il serait possible pour les pays du Sud

¹ Voir par exemple Archives de la WILPF, Université du Colorado à Boulder, E.Z. Circular Letter No. 6/1964, « the World's Increasing Population. Problems to be faced ».

² WHELAN Daniel J., « « Under the Aegis of Man »: The Right to Development and the Origins of the New International Economic Order », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, pp. 93-108. Traduction de l'anglais « the continued under-development of one half of the world constituted a grave threat to peace and to the future of mankind generally ».

d'atteindre sur le très long terme un niveau de développement comparable au leur, en bénéficiant de taux de croissance annuels plus élevés que les leurs, si certaines conditions étaient remplies¹. En s'adonnant au libre-échange avec les pays du Nord, ceux du Sud pourraient ainsi gravir les cinq échelons de la croissance économique définis par Walt Rostow². Au début des années 1970, cette théorie de la modernisation possible des pays « sous-développés » ou « en développement » doit s'adapter pour répondre aux nouvelles préoccupations environnementales.

Les débats introduits par la prise de conscience écologiste au début des années 1970 et par la notion de limites à la croissance donnent lieu à un ensemble de prises de positions politiques divergentes, de la promotion d'un arrêt total de la croissance (au Nord uniquement ou bien à l'échelle globale), à l'idée que la croissance pourra être poursuivie grâce à des ajustements technologiques, en passant par différents plans visant, non à supprimer mais à réorienter la croissance économique tant sur le plan géographique que vers les domaines où elle serait la plus nécessaire et pourrait être compatible avec la protection de l'environnement humain³. La réponse principale des pays développés aux défis mis en avant non seulement par *Halte à la croissance* mais aussi par une série d'études démographiques plus anciennes, revient néanmoins à pointer du doigt la démographie galopante des pays du Sud dans une perspective néomalthusienne. La solution aux problèmes environnementaux et, dans une moindre mesure, aux problèmes de développement serait donc de contrôler la population mondiale en menant des programmes visant surtout les pays en développement⁴.

En l'absence d'un discours uniforme sur le sujet, le résultat le plus visible de ces nouvelles préoccupations consiste en l'organisation de manifestations internationales dédiées à discuter le problème environnemental au premier rang desquelles se situe la conférence de

¹ Et BERTRAND Maurice, *L'ONU*, Paris, la Découverte, coll. « Repères (Maspero) n° 145, 2006, 123p. Et REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, Routledge, 2009, vol.1, p. 457.

² W.W. Rostow, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge University Press, 1960. Ces cinq échelons sont la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, la phase de maturité et l'âge de la consommation de masse.

³ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), chapitre VII Les rapports des Limites et leurs répercussions.

⁴ CONNELLY Matthew, *Fatal Misconception - The Struggle to Control World Population*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2009, 544 p.

Stockholm. Confrontés aux nouvelles idées exprimées dans *Halte à la croissance* et à cette marche vers une politique écologiste internationale, les représentants des pays du Sud craignent que l'argument écologiste soit utilisé pour limiter l'aide au développement et pour délégitimer leur volonté de s'industrialiser¹. De fait, si des discours se voulant rassurants sont exprimés par les représentants des pays développés lors de la conférence de Stockholm, ces pays se montrent ensuite réticents à toute politique de compensation financière qui éviterait à l'économie des pays du Sud de pâtir des nouvelles normes écologiques mises en place au niveau international². Plus généralement, les pays du Nord, et en particulier les Etats-Unis, refusent toute mesure qui leur serait trop coûteuse, que ce soit en faveur de l'environnement ou, plus encore, pour aider les pays du Sud confrontés à la double injonction de se développer et de le faire proprement.

Les pays en développement perçoivent aussi la focalisation des pays du Nord sur leur croissance démographique comme une tentative par les pays développés de se dégager de toute responsabilité envers le retard de développement du Sud et de détourner l'attention de la nature réelle des problèmes auxquels le Tiers Monde doit faire face et de leur origine. Ils cherchent alors à rétablir le lien logique entre démographie et développement, faisant valoir que la première n'est un problème qu'en l'absence d'une bonne politique d'aide au développement. Enfin, ils reprennent à leur compte les inquiétudes liées à l'aspect limité des ressources planétaires en soulignant qu'une personne vivant au Nord consomme infiniment plus de ressources qu'une personne vivant au Sud, le dynamisme démographique de ce dernier n'étant donc pas au cœur du problème. Ces positions s'expriment notamment lors du Forum sur l'environnement qui se tient en parallèle de la conférence de Stockholm en 1972³.

En définitive, ces rencontres internationales et les discussions qu'elles suscitent n'ont pas de conséquences importantes sur les politiques de développement entreprises par les pays

¹ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 443 et p. 445.

² VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 445.

³ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p 444 et Vadrot 1973 p. 61-62.

du Nord qui échouent chaque année à verser le montant, pourtant modeste, de l'aide au développement fixé à l'issue des négociations menées au sein de l'ONU¹.

c) Le Sud, la *dependency theory* et la demande d'un Nouvel Ordre Economique International

En septembre 1973, les revendications des représentants des pays du Sud trouvent un point d'aboutissement lorsque la quatrième conférence des pays non-alignés tenue à Alger ébauche un programme pour un « nouvel ordre économique international » (NOEI) plus favorable aux pays du Tiers Monde et incite l'Algérie à demander une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies pour en discuter. Cette session extraordinaire est effectivement convoquée du 9 avril au 2 mai 1974 pour discuter du thème « matières premières et développement ». Elle se tient dans un contexte où le premier choc pétrolier semble renforcer l'influence des pays en développement, les principaux Etats producteurs de pétrole ayant décidé de soutenir le mouvement non-aligné.

À l'issue de la session, l'Assemblée générale adopte une « déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international »². Si ce document vise avant tout un ensemble de changements des règles économiques internationales, il a aussi une forte portée symbolique : il s'agit de rompre définitivement avec l'ancienne hiérarchie coloniale qui tend à perdurer, tant à cause des derniers bastions impériaux, que dans d'autres domaines plus informels. L'idée d'une structure internationale injuste héritée de la période coloniale, développée par les théoriciens de la dépendance, est centrale pour comprendre les revendications associées au NOEI : les termes présents des échanges commerciaux sont inégaux et le retard persistant des pays du Sud ne s'explique pas par leur incompetence mais par un ensemble d'entraves à leur développement qui ont été mises en place avant même leur existence autonome et qui n'ont pas disparu avec la fin de l'aspect politique de la domination

¹ BERTRAND Maurice, *L'ONU*, Paris, France, la Découverte, coll. « Repères (Maspero) n° 145, 2006, 123p. : selon l'auteur, tout au long des décennies du développement, l'aide, dont le montant avait d'abord été fixé à 1% du PNB des pays riches puis 0,7% n'a jamais atteint en moyenne plus de 0,35%.

² Archives de l'ONU, document Résolutions adoptées sur le rapport de la commission spéciale de la sixième session extraordinaire, p. 3-5.

coloniale¹. Pour remédier à cela, plusieurs mesures tranchant avec l'ordre établi sont préconisées telles que la « réglementation et la supervision des activités des sociétés multinationales », une évolution des termes de l'échange international favorable aux pays en développement², l' « octroi par l'ensemble de la communauté internationale d'une assistance active aux pays en voie de développement, sans aucune condition d'ordre politique ou militaire », ou encore le « traitement préférentiel et sans réciprocité pour les pays en voie de développement, chaque fois que cela est faisable, dans tous les domaines de la coopération économique internationale chaque fois que cela est possible »³. La session régulière de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a lieu un peu plus tard la même année adopte un programme d'action pour la mise en œuvre du NOEI et une Charte des droits et devoirs économiques des Etats cohérente avec les résolutions adoptées en mai⁴.

Les pays développés sont opposés tant à l'idée même de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU (comme ils s'étaient majoritairement opposés à la mise en place de la CNUCED), qu'aux propositions qui en ressortent. Mais leurs voix numériquement minoritaires et leur situation économique difficile à la suite du choc pétrolier ne leur permettent pas d'imposer leur refus. Tout au plus peuvent-ils adopter une attitude de résistance passive et compter sur l'absence de mise en pratique des grands principes énoncés⁵.

¹ HUDSON Michael, *Global fracture: the new international economic order*, New York, Harper & Row, 1977, viii+296 p.

² Archives de l'ONU, document Résolutions adoptées sur le rapport de la commission spéciale de la sixième session extraordinaire p. 3-5 « rapports justes et équitables entre les prix des matières premières, des produits primaires, des articles manufacturés et semi-finis exportés par les pays en voie de développement et les prix des matières premières, des produits primaires, des articles manufacturés, des biens d'équipement et du matériel importés par eux, en vue de provoquer, au profit de ces pays, une amélioration soutenue des termes de l'échange, qui ne sont pas satisfaisant » et « amélioration de la compétitivité des produits naturels face à la concurrence des produits synthétiques de remplacement ».

³ Ibid.

⁴ REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, Routledge, 2009, vol.1, p. 487.

⁵ DEVIN Guillaume et SMOUTS Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Paris, A. Colin, 2011, 253 p. et REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, Routledge, 2009, vol.1, p. 487 : la Charte est votée par 120 votes pour, dix abstentions et six votes contre parmi lesquels le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Les Etats industriels lancent leur contre offensive dès 1975 lors de la 7^e session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur le développement et la coopération économique internationale : ils neutralisent notamment Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

Au sein du monde en développement, le document est accueilli avec enthousiasme et l'expression « nouvel ordre économique international » est adoptée et souvent brandie comme une bannière de ralliement pour tous les pays du Sud. Pourtant des interprétations très variées en sont faites ; le label, qui s'impose dans le vocabulaire usuel des relations internationales au cours de la deuxième moitié des années 1970, pouvant prendre des significations assez différentes selon qui l'utilise et dans quel contexte. Au fil des déclarations qui sont faites à son propos dans la deuxième moitié des années 1970 et au début des années 1980, le NOEI apparaît, selon l'interprétation qu'en donne Nils Gilman, non comme une « entité unique et cohérente mais plutôt comme une marque politique tenant ensemble une collection de programmes grossièrement compatibles qui, ensemble, ne forment pas tout à fait une stratégie cohérente »¹. En particulier, la plupart des documents décrivant le NOEI n'abordent que l'échelle « macro » des relations internationales, passant sous silence les éventuelles conséquences de l'organisation interne des différents pays, de manière à ne pas briser un consensus fragile entre des Etats aux orientations politiques variées².

Néanmoins, tous les partisans d'un NOEI ont pour point commun de rejeter l'ordre international postcolonial, considéré comme injuste et de souhaiter un bouleversement structurel capable d'instaurer un nouvel ordre économique et politique plus favorable aux pays du Sud et plus respectueux de la souveraineté de ceux-ci. Ce bouleversement peut et doit, selon eux, avoir lieu grâce à l'ONU de manière à bénéficier en fin de compte à toute l'humanité³. En prenant l'initiative d'ouvrir ainsi le débat sur la dimension « juste » de l'ordre international, les représentants du Sud s'invitent dans un conflit idéologique qui opposait

les mesures qui auraient été particulièrement couteuses pour eux comme le droit pour les pays en développement de nationaliser toute entreprise présente sur leur territoire.

¹ GILMAN Nils, « The New International Economic Order: A Reintroduction », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 2 traduction de l'anglais « NIEO was not a single coherent entity ; rather, it was more like a political brand holding together a set of loosely compatible agendas, which together formed something less than a coherent strategy ».

² HUDSON Michael, *Global fracture: the new international economic order*, New York, Harper & Row, 1977, viii+296 p.

³ ÖZSU Umut, « « In the Interests of Mankind as a Whole »: Mohammed Bedjaoui's New International Economic Order », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 129-143. Özsu Umut insiste sur l'ambition universelle du NOEI.

jusqu'alors deux universalismes et donc deux visions de l'avenir commun vers lequel l'humanité devrait se tourner : celui proposé par l'Occident et celui proposé par les Soviétiques¹. La présentation du NOEI, qui oppose un ordre mondial plus juste à un ordre mondial impérialiste, plutôt que d'opposer capitalisme à communisme est donc une redéfinition des termes du débat mais pas de la structure ou de l'objet de celui-ci qui est toujours global et porte toujours sur l'unique direction que prendra le monde.

Appelant à un changement qui doit transformer et améliorer l'« ordre international » sur le très long terme, les partisans du NOEI forment leurs arguments autour de visions du futur conflictuelles avec celles proposées par les représentants du Nord. Ils doivent en outre démontrer la faisabilité de leur plan en proposant des scénarios crédibles de développement. Pour ces deux raisons, la question du NOEI a beaucoup intéressé les futurologues dans la seconde moitié des années 1970.

d) La notion alternative de « besoins fondamentaux »

Dès la déclaration sur le nouvel ordre économique international publiée, plusieurs critiques se font jour. Certaines proviennent logiquement des représentants politiques du Nord et des économistes libéraux, mais d'autres viennent d'individus et d'organismes qui ne sont pas hostiles aux objectifs du NOEI en soi et partagent l'analyse donnée par les théoriciens de la dépendance mais voient plusieurs problèmes majeurs dans la stratégie qu'adoptent les représentants des Etats non-alignés². Plusieurs de ces lignes de critiques aboutissent au choix d'une autre approche du développement des pays du Tiers Monde : la satisfaction des besoins fondamentaux.

¹ LATHAM Michael E. « The cold war in the third world, 1963-1965 » in LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, xviii+662 p.

² Sur le lien entre besoins fondamentaux et théorie de la dépendance, voir CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs, exhaustible resources and growth in a North-South context*, New York, UNITAR, 1980, p. 2-4 et particulièrement note de bas de page 13.

Alors que le NOEI vise une amélioration du PIB des pays du Sud, l'unité prise pour mesurer la pauvreté étant l'Etat et non l'individu¹, la notion de besoins fondamentaux (*basic needs*) met l'accent sur la nécessité d'assurer un minimum vital à chaque être humain, ce minimum pouvant être considéré selon les discours comme la simple possibilité matérielle de survivre (nourriture, abri, vêtements) ou, dans une version plus étendue, comme devant également inclure une éducation élémentaire, l'accès aux transports, à l'emploi, aux loisirs, etc.² La priorité est donc d'éradiquer la grande pauvreté plutôt que d'assurer le développement général des états du Sud, ce qui pourrait ne bénéficier qu'aux élites économiques de chaque pays concerné et non à l'ensemble de leur population. À terme, cette attention portée aux besoins fondamentaux doit permettre un développement harmonieux du pays même si éventuellement plus lent que n'aurait été un développement s'adressant avant tout aux élites.

Ce problème avait été laissé de côté tant par les partisans des méthodes de développement classiques (visant un rattrapage) que par les partisans du NOEI, le développement envisagé par les uns et par les autres comprenant une composante souvent laissée implicite de « *trickle down* » : les bienfaits des richesses obtenues par les couches supérieures de la société grâce au développement industriel finiraient par retomber sur les couches inférieures. Or, les partisans d'une approche par les besoins fondamentaux ne partagent pas ce point de vue, d'autant moins que des études économiques commencent à montrer que ce processus est loin d'être automatique³. Une autre raison de privilégier les besoins fondamentaux à un développement industriel vu comme agressif réside dans un souci environnemental largement ignoré des partisans du NOEI : les logiques de redistribution internes à l'œuvre dans les stratégies de satisfaction des besoins fondamentaux, s'ajoutant éventuellement à une redistribution des richesses à l'échelle internationale, permettraient

¹ GILMAN Nils, « The New International Economic Order: A Reintroduction », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 4.

² Overseas Development Institute, Briefing paper n°5, décembre 1978 « basic needs ».

³ REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, Routledge, 2009, vol.1, p. 490 La BIRD par exemple se rend compte dans la deuxième moitié des années 1970 que la plupart de ses projets entrepris dans la décennie précédente n'ont presque pas eu d'impact social. Elle décide par conséquent de se tourner vers une approche privilégiant la satisfaction des besoins fondamentaux.

d'améliorer la situation d'un grand nombre de personnes sans pour autant consommer plus de ressources au total.

Dans les années qui suivent immédiatement l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU de la déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, ceux qui conçoivent la notion de besoins fondamentaux sont surtout des acteurs de la société civile qui voient dans le débat sur le NOEI l'opportunité de faire connaître leurs propositions imprégnées d'un souci pour la justice sociale et pour une définition du bien-être qui dépasse la seule richesse économique¹. L'un des premiers documents à argumenter en faveur de la satisfaction des besoins fondamentaux consiste en le rapport *What Now – Another Development ?* publié en 1975 par la fondation suédoise Dag Hammarskjöld en prévision de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, qui insiste justement sur l'importance d'un développement respectueux de l'environnement et préconise un développement autonome capable de produire des sociétés autosuffisantes². Ces transformations doivent, elles aussi, aboutir à un nouvel ordre international qu'une ONU améliorée pourrait aider à mettre en place.

Mais l'une des interventions les plus influentes dans la discussion sur les besoins fondamentaux, celle qui contribue fortement à en faire un objet de débat international, est le résultat des travaux menés au sein de la fondation argentine Bariloche, par une équipe dirigée par l'économiste Amilcar O. Herrera. Alors qu'il était prévu de travailler sur un nouveau modèle mathématique global fondé sur la maximisation du PNB, l'une des membres de l'équipe, Graciela Chichilnisky, insiste pour que le modèle se concentre plutôt sur la satisfaction des besoins fondamentaux³. Le rapport rendant compte de ces travaux paraît en 1976 sous le nom *Catastrophe or new society ? A Latin American world model*⁴. Il se présente

¹ Dans sa thèse, Victor Nemchenok analyse le rôle crucial de ces acteurs non étatiques dans les discussions autour du NOEI et notamment dans le développement de l'idée de besoins fondamentaux. Cf. NEMCHENOK Victor V, *A dialogue of power: development, global civil society, and the third world challenge to international order, 1969-1981*, 2013, chapitre 2.

² *What now: another development*, Uppsala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1975.

³ GRACIELA CHICHILNISKY, « Sex and the Ivy League » in SZENBERG Michael et RAMRATTAN Lall, *Reflections of eminent economists*, Northampton, MA : Edward Elgar, 2004, p. 113.

⁴ Sa traduction française est publiée l'année suivante sous le nom « Un monde pour tous, le modèle mondial latino-américain ».

comme une réponse du Tiers Monde à *Halte à la croissance*. Pour ses auteurs, la croissance ne devrait pas connaître de limites physiques absolues si elle est réorientée. Or, c'est justement vers la satisfaction des besoins fondamentaux que ses fruits doivent être tournés en priorité pour un développement à la fois efficace, respectueux de l'environnement et juste du point de vue social.

Contrairement au modèle développé par l'équipe du MIT pour le Club de Rome qui se voulait uniquement prédictif (montrer la trajectoire prise par la planète si rien ne changeait), le modèle de la fondation Bariloche est explicitement normatif. Il vise à montrer qu'il est possible pour l'humanité de prendre une voie meilleure sans compromettre les chances du Sud de se développer. Cette voie est décrite à l'aide d'un modèle mathématique qui calcule les conditions (une réorganisation des sociétés selon un modèle « essentiellement socialiste » et relativement auto-suffisant) et le temps nécessaire (un peu plus d'une génération) à la satisfaction des besoins fondamentaux de toute la population¹. La manière dont est prise en compte la démographie est emblématique de ce qui distingue cette approche normative de celle descriptive et catastrophiste du rapport Meadows : au lieu d'être un facteur externe, la croissance de la population est, cette fois, considérée comme un résultat des choix opérés sur d'autres variables. Le modèle fonctionne sous forme de boucles : chaque année, l'ordinateur, prenant en compte les niveaux de main-d'œuvre et de capital disponibles dans chacune des grandes régions étudiées calcule la répartition optimale de ces ressources entre les différents types de besoins fondamentaux (« production de protéines et de calories », « urbanisation et logement », éducation, « bien de consommation et services ») et les postes de dépense qui permettront d'augmenter les ressources disponibles l'année suivante (« bien d'investissement », « commerce international », « population économiquement active dans le secteur primaire » et « population économiquement active dans le secteur secondaire »)². À partir des chiffres ainsi obtenus, le modèle calcule l'espérance de vie à la naissance qu'il s'agit de maximiser (voir schéma du modèle en annexe n°4). Le chiffre de la population totale

¹ HERRERA Amílcar Oscar (dir.), *Catastrophe or new society?: a Latin American world model*, Ottawa, International Development Research Centre, 1976, 271p.

² HERRERA Amílcar Oscar, *Un monde pour tous: le modèle mondial latino-américain*, traduit par Danièle BALL-SIMON, Paris, Presses universitaires de France, 1977, p. 130 et VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 495.

chaque année dépend des résultats ainsi obtenus après la phase d'optimisation et constitue à son tour une ressource à affecter dans la boucle annuelle suivante.

Ainsi, la satisfaction des besoins fondamentaux aurait pour conséquence une stabilisation de la démographie globale. Plutôt que d'observer des tendances inquiétantes, l'équipe d'Amílcar O' Herrera préfère démontrer comment il est possible d'y échapper. Pour elle, la clé des problèmes mondiaux est socio-politique plutôt que technique, ce qui suppose à la fois la possibilité d'améliorer largement la situation globale et la nécessité, pour ce faire, d'une action politique de long terme et de grande ampleur reposant sur une conception commune à tous de la société future souhaitable. Le rapport *Catastrophe or New Society*, contrairement à la déclaration sur le NOEI, aborde largement la question de l'organisation sociale et politique interne à chacun des pays. La fondation Bariloche refuse le modèle communiste de l'URSS mais propose au contraire une forme d'utopie démocratique et socialiste : une société égalitaire, « non consommatrice » où les décisions seraient prises de manière participative grâce aux progrès de l'informatique¹.

Dans un contexte très clivé entre deux grands groupes d'intérêts s'affrontant pour choisir la direction que le monde, dans sa totalité, doit prendre, il n'est pas étonnant qu'une approche ne rentrant pas parfaitement dans l'une des deux cases « Nord » ou « Sud », telles que celle qui promeut la satisfaction des besoins fondamentaux, ait été souvent mal comprise. Pourtant, même le modèle élaboré par la fondation Bariloche, dont le but est de promouvoir cette stratégie de développement dont les hommes politiques de l'époque peinent à s'accorder quant à savoir si elle favoriserait plutôt le Nord ou plutôt le Sud, s'inscrit nettement dans la rhétorique de la division Nord-Sud. Sa construction repose en effet sur l'agrégation de plusieurs sous-modèles régionaux dont l'un représente les pays développés tandis que les trois autres, l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie représentent le Sud². En outre, les auteurs du rapport expliquent bien que, si les pays en développement ont été divisés en trois sous-

¹ HERRERA Amílcar Oscar, *Un monde pour tous: le modèle mondial latino-américain*, traduit par Danièle BALL-SIMON, Paris, Presses universitaires de France, 1977, p. 53. Et VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, prospectives, réfutations* (thèse), p. 491.

² Herrera Amílcar Oscar (dir.), *Catastrophe or new society?: a Latin American world model*, Ottawa, International Development Research Centre, 1976, 271p.

catégories à cause de la forte hétérogénéité des problèmes et intérêts qui les caractérisent, la division majeure reste bien celle qui les sépare des pays développés.

Alors que la plupart des auteurs d'études sur les besoins fondamentaux s'efforcent de présenter leurs travaux comme complémentaires et compatibles avec le NOEI¹, les représentants politiques de pays en développement qui se sont prononcés en faveur du NOEI voient d'un mauvais œil cette nouvelle approche qu'ils comprennent comme une tentative de restreindre la croissance de leurs pays, d'en freiner l'industrialisation ou encore de justifier un interventionnisme dans leurs structures économiques internes². Le fait que cette approche soit adoptée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et, plus encore, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) accusée de servir les seuls intérêts occidentaux et que l'argument de la priorité des besoins fondamentaux soit effectivement utilisé par certains représentants des pays développés pour s'opposer au NOEI, achève de détourner ces dirigeants de pays du Tiers Monde de l'approche du développement par les besoins fondamentaux³. Comme le NOEI, l'approche du développement par les besoins fondamentaux donne en fait lieu à différentes interprétations : alors qu'il s'agit avec la fondation Bariloche de défendre l'intérêt des pays du Sud, tout en prenant en compte les questions environnementales, et alors que cette approche est plutôt favorable à une organisation interne socialiste, la notion de « besoins fondamentaux » séduit de nombreux hommes politiques occidentaux qui y voient un argument pour favoriser une lutte contre la

¹ Sur le thème de la compatibilité entre NOEI et Besoins primaires, voir GALTUNG Johan, « The new international economic order and the basic needs approach », *Alternatives : global, local, political*, 1979, vol. 4, n° 4, p. 455-476. Et SINGH Ajit, « The 'Basic Needs' approach to development vs the new international economic order: The significance of Third World industrialization », *World Development*, 1979, vol. 7, n° 6, p. 585-606.

² GALTUNG Johan, « The new international economic order and the basic needs approach », *Alternatives : global, local, political*, 1979, vol. 4, n° 4, p. 585-606

³ INTERNATIONAL LABOUR OFFICE et TRIPARTITE WORLD CONFERENCE ON EMPLOYMENT Income Distribution and Social Progress and the International Division of Labour, *Employment, growth and basic needs: a one-world problem : report of the Director-General of the International Labour Office.*, Geneva, International Labour Office, 1978. REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, Routledge, 2009, vol.1, p. 312. Et GALTUNG Johan, « The new international economic order and the basic needs approach », *Alternatives : global, local, political*, 1979, vol. 4, n° 4, p. 6.

grande pauvreté ne nécessitant pas de chamboulement de l'ordre mondial et pouvant même justifier leur intervention¹.

Le rôle tenu par le modèle de la fondation Bariloche dans les discussions sur les besoins fondamentaux comme une alternative, tant à une stratégie de croissance zéro qu'à un NOEI implanté uniquement « par le haut », montre bien à quel point les études sur le futur ont joué un rôle important dans les débats sur le développement tels qu'ils se déroulent à l'échelle internationale à partir de la deuxième moitié des années 1970. Non seulement, les experts du futur s'emparent du sujet et tentent d'apporter leur contribution à des discours politiques auxquels ils peuvent donner un support scientifique, mais certains d'entre eux (les modélisateurs du Club de Rome puis de la Fondation Bariloche) sont même impliqués dans la définition des termes du débat.

e) Conflit Nord-Sud ou dialogue Nord-Sud ?

Les différentes positions vis-à-vis des stratégies de développement et de gestion des ressources planétaires à mettre en œuvre que nous venons d'exposer apparaissent irréconciliables. La structure même des modèles censés représenter le monde présent et futur contribue à renforcer l'image d'un monde divisé entre deux régions aux intérêts conflictuels : le Nord et le Sud. C'est le cas du modèle conçu par la fondation Bariloche qui oppose une région développée à trois régions en développement mais aussi du modèle créé par Wassili Leontief pour l'ONU en 1973 qui repose sur une division du monde en deux régions, les pays

¹ CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs, exhaustible resources and growth in a North-South context*, New York, UNITAR, 1980. Graciela Chichilnisky note elle-même la polysémie acquise par son concept de besoins fondamentaux : « understandably, the concept itself has evolved considerably and has, of late, become quite elusive. As more and more varied groups have embraced the concept, they have digested and transformed its meaning (...) It should be underscored that the concept was initially brought to the international community by Third World researchers as an alternative to Northern-oriented orthodox thinking about development ; yet the ideas centered on « basic needs development for the South » have been made to be increasingly congenial to certain Northern interests (perhaps also orthodox Northern interests) if, perhaps, only as a flag to brandish within the North-South debate. Thus, the Northern states' use of basic needs rhetoric and ideas within both multilateral and bilateral forums has become a powerful irritant for representatives of Third World countries. ». Quant à la dimension interventionniste de la lutte contre la grande pauvreté, voir les travaux de Lise Cornilleau (thèse en cours).

développés et les pays moins développés¹, ou encore du troisième rapport au Club de Rome, *Reshaping the international order*, fruit du travail d'une équipe dirigée par Jan Tinbergen à partir de 1974².

Ce conflit Nord-Sud se déploie dans le contexte de crise globale dont nous vu qu'il est une justification importante de l'emploi de la futurologie par les organisations internationales au début des années 1970³. De fait, ce contexte constitue une motivation importante qui pousse les politiciens comme les experts du futur à s'emparer des questions de développement et d'ordre international. La crise est perçue comme différente des précédentes par son ampleur globale⁴, ce qui encourage l'étude du développement comme problème global. Pour les pays du Sud, il s'agit d'une crise de long terme liée aux déceptions ressenties à l'issue de la période des décolonisations. Pour ceux du Nord, il s'agit d'une crise dont la nature principalement économique laisse deviner un risque de subversion de l'ordre établi plus large. Ainsi, la fin de la convertibilité du dollar en or et l'effondrement du système monétaire de Bretton Woods en 1971, puis le premier choc pétrolier en 1973 laissent croire que l'équilibre économique qui paraissait bien installé en faveur du Nord peut en fait être renversé brutalement⁵. Le choc pétrolier laisse, de plus, penser que les thèses exposées dans *Halte à la croissance*, dont les conclusions sont alors vivement débattues, sont justes, soulignant brutalement l'existence de limites aux ressources planétaires et l'imminence d'une situation de pénurie. C'est ainsi la notion même de progrès, du moins dans son sens strictement économique, qui est ébranlée.

Au-delà de la seule économie internationale et de son rapport avec les enjeux environnementaux dont on a montré qu'ils étaient de plus en plus au cœur des préoccupations

¹ FONTELA Emilio, « Leontief and the future of the world economy », in DIETZENBACHER Erik et LAHR Michael L. (dirs.), *Wassily Leontief and Input-Output Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 30-46.

² TINBERGEN Jan, DOLMAN Antony J, ETTINGER Jan van, *Reshaping the international order: a report to the Club of Rome*, New York, Dutton, 1976.

³ Voir chapitre 3.

⁴ Un groupe de chercheurs désignent ainsi la décennie 1970 comme étant celle du « choc du global » FERGUSON Niall, JALAL Ayesha, KOTKIN Stephen, LAWRENCE Mark Atwood et MCNEILL Mark Atwood, *The Shock of the Global - The 1970s in Perspective*, Cambridge, Mass.; London, Harvard University Press, 2011, 448 p.

⁵ GILMAN Nils, « The New International Economic Order: A Reintroduction », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 11.

internationales, beaucoup de leaders et d'intellectuels du Nord croient assister à une crise systémique dont le NOEI serait une des manifestations, d'autant plus que les pays de l'OPEP soutiennent le mouvement pour le NOEI¹. Cette crise systémique toucherait aussi à d'autres domaines dont font partie les problèmes rencontrés à l'intérieur même des pays développés (émeutes, terrorisme domestique). Certains vont même jusqu'à comparer la situation avec celle des années 1930. Dans son introduction à la conférence trilatérale organisée par l'International Studies Association (ISA), la British International Studies Association (BISA) et la Japanese Association of International Relations (JAIR) en 1977, le chercheur en relations internationales japonais Chihiro Hosoya présente une communication intitulée « les années 1930, les années 1970 et l'ordre international du futur » dans laquelle il affirme qu'il n'y a « probablement pas eu de période depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale qui rappelle autant qu'aujourd'hui les années 1930, une décennie qui a apporté de l'agitation avec la crise économique qui a frappé le monde et dont l'histoire est grevée de conflits économiques et de disputes entre les pays industriellement avancés »². Ainsi, il ne s'agirait pas d'une crise isolée aux contours définis et donc maîtrisables mais d'un ensemble prêt à exploser. Les travaux réalisés dans la première moitié des années 1970 pour le club de Rome analysent la situation mondiale comme présentant, non plus un ensemble de simples « problèmes » ou « enjeux » mondiaux, mais une série de « crises globales »³. Ils s'inscrivent dans ce que le politiste Philippe Braillard a appelé le « mythe de la fin » : plutôt que de faire miroiter un avenir radieux comme on le faisait dans les années 1960 selon le « mythe du progrès », on annonce désormais une catastrophe à venir si aucun changement radical n'est entrepris⁴. La brutalité et l'ampleur de la crise ressentie et annoncée à travers différents discours et travaux sur le futur

¹ Ibid.

² Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, 2^e accession, carton 3, rapport de la conférence trilatérale organisée en 1977 sur le thème « pouvoir et responsabilité des pays industrialisés dans la communauté globale », introduction par Chihiro Hosoya « The Thirties, the seventies and the international order of the future ». Traduction de l'anglais « There is probably no period since the end of World War II that so strongly reminds us as today of the 1930s, a decade that brought turbulence with the economic crisis that hit the world, and whose history was snarled by economic conflicts and disputes among the industrially advanced countries ».

³ C'est le cas du rapport Mesarovic-Pestel publié en 1974 cf. VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 484.

⁴ VIEILLE-BLANCHARD Elodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, perspectives, réfutations* (thèse), p. 475.

déclenchent un sentiment d'urgence. Paradoxalement, il ne s'agit pas d'une incitation à prendre des mesures rapides devant s'appliquer sur le court terme, mais plutôt d'une urgence à poser les bases d'un nouvel ordre de long terme (ou à effectuer les modifications nécessaires pour conserver celui qui existe). Ainsi, si Chihiro Hoyosa agite le spectre des années 1930, c'est dans le but de plaider pour le « développement d'une perspective de long terme » en rapport avec les problèmes soulevés par le NOEI et le rôle futur des pays du Tiers Monde¹. Il présente les modèles d'ordres globaux futurs déjà réalisés comme « des tentatives de clôturer l'écart entre les nations industrielles et celles du Tiers Monde »².

Cette crise globale pourrait être vue comme un facteur de division ; elle est au contraire interprétée comme une incitation à la coopération internationale dont elle révèle la nécessité en soulignant l'interdépendance qui lie les différentes régions du monde en un unique destin³. Alors que faire réfléchir les leaders politiques et le plus large public à l'échelle globale et diffuser l'idée que l'humanité était liée par un destin commun, était un défi pour les futurologues pacifistes du début des années 1960, l'idée d'une interdépendance planétaire semble s'être imposée comme une évidence dans les années 1970. En 1977, dans une préface qu'il écrit pour un ouvrage du projet sur le futur de l'UNITAR, Philippe de Seynes désigne son époque comme « une ère éveillée à la réalité de l'interdépendance mondiale et imprégnée par un sentiment nouveau de préoccupation pour la planète »⁴. Cette interdépendance est essentiellement Nord-Sud, la dimension Est-Ouest du monde étant presque entièrement évacuée des discours sur le système planétaire à la faveur de la détente. Appliquée à la situation économique internationale, cette notion signifie que le Nord et le Sud sont mutuellement dépendants, que l'action de l'un d'entre eux peut bénéficier ou nuire au système dans son ensemble. Pour les dirigeants politiques, cela représente à la fois une contrainte – il

¹ Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, 2^e accession, carton 3, rapport de la conférence trilatérale organisée en 1977 sur le thème « pouvoir et responsabilité des pays industrialisés dans la communauté globale », introduction par Chihiro Hosoya « The Thirties, the seventies and the international order of the future ». « We must develop a long-range perspective ».

² Ibid. « attempts to close the gap between the industrial and the Third World nations ».

³ MCFARLAND Victor, « The New International Economic Order, Interdependence, and Globalization », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 217-233.

⁴ COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 2014, p. 6.

faut éviter de laisser l'autre partie changer le système dans le mauvais sens – et une opportunité puisque l'action politique doit permettre des modifications, même importantes, de la totalité du système. L'idée d'un « conflit Nord-Sud », à résoudre à l'aide de négociations multilatérales permettant de mettre en œuvre un « dialogue Nord-Sud » s'impose au fil des années 1970 – la deuxième expression trouvant sa consécration lorsqu'à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, une conférence sur la coopération économique Internationale y est consacrée¹.

Victor McFarland explique bien le rôle joué par ce sentiment de dépendance mutuelle entre le Sud et le Nord dans les discussions autour du NOEI². Une version optimiste de la notion d'interdépendance est déployée par les partisans du NOEI qui pensent pouvoir améliorer radicalement leur situation et qui espèrent convaincre les pays du Nord, grâce à l'idée même d'interdépendance, en leur démontrant qu'ils ont aussi beaucoup à gagner de leur développement : de nouveaux marchés au Sud, un commerce international plus dynamique, un risque moindre de crise économique. Face à cette « interdépendance de l'espoir », les Etats-Unis opposent une autre interprétation du système économique global : ce que Victor Mc Farland appelle « l'interdépendance de la peur »³. Beaucoup de pays développés, dont les Etats-Unis, sont fortement opposés aux mesures demandées par les pays du Sud dans le cadre du NOEI car ils craignent qu'elles ne leur soient défavorables. Pourtant, plutôt que de rejeter simplement le NOEI, ils lui opposent une autre vision de l'interdépendance selon laquelle ces mesures nuiraient en fait à l'économie mondiale dans son ensemble. L'augmentation du prix d'une matière première pourrait par exemple déclencher une inflation d'ampleur internationale. Ils acceptent donc la notion de système interdépendant mais assignent à leurs politiques et à celles des organisations internationales un tout autre objectif que celui du NOEI, à savoir stabiliser le système international, se rendre capable de le contrôler étroitement pour empêcher qu'il ne s'effondre. Cette approche conduit les représentants des

¹ BERTRAND Maurice, *L'ONU*, Paris, France, la Découverte, coll. « Repères (Maspero), ISSN 0993-7625 », n° 145, 2006, 123p. Et REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Londres, Routledge, 2009, vol.1, p. 445 et p. 470.

² MCFARLAND Victor, « The New International Economic Order, Interdependence, and Globalization », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 217-233.

³ Ibid. p. 219 et 222 Traduction de l'anglais « interdependence of hope » et « interdependence of fear ».

pays occidentaux à rechercher le dialogue avec ceux du Sud afin d'imposer leur propre vision de l'interdépendance. La crainte d'être exclus des négociations internationales les conduit même à accepter le label « NOEI » bien qu'ils affichent des positions contraires à la plupart des dispositions habituellement rangées sous cette bannière. À l'époque où il est formulé, le projet de NOEI est considéré comme très crédible au sein de l'ONU. Le sérieux avec lequel il était considéré permet de comprendre la place qu'il a eu au sein des organisations internationales et la prolifération de travaux consacrés à l'étude de la notion d'interdépendance dont un ensemble conséquent de travaux de nature futurologique dont le but était de tester les hypothèses énoncées par l'un ou l'autre camp et de formuler des visions d'une future interdépendance heureuse.

3) Un nouveau rôle pour les études sur le futur à l'UNITAR : montrer la voie

Au moment où la discussion sur le NOEI anime le système onusien, c'est l'UNITAR qui est regardée comme l'institution la plus à même d'apporter un éclairage scientifique sur les différents futurs possibles vers lesquels l'ONU pourrait s'efforcer d'orienter le monde. Cela correspond au rôle de conseiller qu'elle s'est assigné et que l'Assemblée générale tend à lui reconnaître. Le département du projet sur le futur en particulier est investi d'une mission par plusieurs représentants politiques du Sud qui lui demandent de soutenir le NOEI par ses recherches.

a) Un rôle de conseiller : guider l'ONU vers le futur

Le lancement officiel du projet sur le futur de l'UNITAR en 1974 semble renforcer la crédibilité de l'institut en tant que conseiller ou « éclairateur » de l'ONU, une fonction que ses deux directeurs successifs du début des années 1970, Chief Adebo puis Davidson Nicol souhaitaient le voir endosser. Ainsi, en 1975, le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim exprime devant les membres du conseil d'administration de l'UNITAR son espoir que les

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

gouvernements et institutions membres de l'ONU soutiendraient les activités sur le futur de l'institut de manière à ce que ce dernier puisse l'assister. L'UNITAR aurait alors un rôle de conseiller pouvant contribuer aux choix d'orientation politique générale de l'organisation¹.

Or, ce rôle politique assumé par le département du projet sur le futur le conduit à suivre les priorités politiques de l'ONU plutôt que de mener une recherche fondamentale qui en serait détachée. La question de la paix est progressivement éliminée du devant de la scène au profit de celles du développement et de l'environnement (avant tout compris comme un problème de ressources terrestres limitées). En outre, le premier semble dominer le second dès la création du département en 1974. Ainsi, en 1970, deux « grands domaines » sont identifiés comme très importants pour les vingt-cinq prochaines années, la paix et le développement, mais une vision contradictoire est déjà exprimée par certains participants qui évoquent plutôt les « problèmes environnementaux », la technologie, la croissance démographique, le développement, comme enjeux pour ces 25 prochaines années². En 1971, un séminaire sur le thème « environnement et développement » est organisé³. En 1972, il est encore prévu que la paix et la sécurité internationale entrent dans le domaine d'expertise de la Commission sur le futur⁴. Néanmoins, la paix n'est plus comprise comme un problème essentiellement Est-Ouest ; on met au contraire en avant les dangers liés aux inégalités Nord-Sud. Enfin, lorsque les travaux débutent réellement en 1974-1975, ils se concentrent sur les questions de développement et de ressources (en particulier sur les futurs énergétiques)⁵. La paix et la « résolution des conflits » sont toujours un sujet d'étude pour l'UNITAR mais seulement au sein du département « recherche », jamais dans le « projet sur le futur ». Philippe de Seynes, le directeur du projet, est embauché comme « consultant sur les questions

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 985, Report of the chairman of the board of trustees, 14th session, 1975.

² Archives de l'ONU à New York, série 263, carton 10, fichier 2, acc. A/206 15/7, Report of the UNITAR week-end in Toronto, Canada.

³ Archives de l'ONU à New-York, série 270, carton 25, fichier 7, Message de U Thant 24 Mai 1971.

⁴ Archives de l'ONU à New York, série 263, carton 9, fichier 3, lettre du 9 octobre 1972 de Davidson Nicol au SG des NU.

⁵ Archives de l'ONU à New York, différents dossiers concernant l'UNITAR. Et, *Regionalism and the United Nations*, publié par Berhanykun Andemicael, p. 604 "The Project on the Future (...), explores through studies and conferences the long-term impact of emerging global problems, with focus on the policy choices related to development and on the meaning of physical limits and supply constraints in energy and natural resources."

liées aux interrelations entre la population, le développement, les ressources et l'environnement¹ ». Pour les employés de l'UNITAR, il s'agit bien de répondre à ce qui semble être une importante préoccupation internationale : le 4 juillet 1975, le directeur de l'institut, le Dr. Davidson Nicol, affirme dans un discours qu'il prononce face aux directeurs d'instituts des Nations unies pour la formation, la planification et la recherche, que « puisque la communauté mondiale est de plus en plus préoccupée par les grandes questions de développement, beaucoup des nouveaux projets initiés par l'Institut concernent ce sujet important »².

Le département du projet sur le futur de l'UNITAR doit se pencher sur la question du développement parce que celle-ci est essentielle dans les discussions qui ont lieu à l'ONU au milieu des années 1970, mais aussi pour se positionner au sein d'un débat qui anime le monde de la futurologie avec lequel l'institut s'efforce de dialoguer. Les époux McHale, embauchés par l'UNITAR pour écrire un rapport sur l'état des études sur le futur soulignent ainsi un nouvel intérêt chez les futurologues pour le débat à propos des perspectives de développement ; ils tracent les grandes lignes de division entre différents groupes dont certains « prônent des limites quant à certains aspects de la croissance matérielle » tandis que d'autres « sont plus optimistes à propos des possibilités de poursuite du développement global »³. Pour les membres du projet sur le futur de l'UNITAR, il s'agit donc de faire bénéficier l'ONU des résultats d'une réflexion déjà en cours dans les cercles futurologiques avec lesquels ils entrent alors en contact.

¹ Archives de l'ONU à New York, série 0899, carton 28, fichier 22, acc. 1/531410, lettre de Philippe de Seynes à Kurt Waldheim, le 16 janvier 1975, traduction de l'anglais « consultant on matters related to the inter-relationships between population, development, resources and environment ».

² UNITAR online archive 74-75 S-0990-0002-04-00001, p. 9, 4 juillet 1975, Tenth Annual Meeting of Directors of United Nations Institutes for Training, Planning and Research, UNITAR Statement- Dr. Davidson Nicol, traduction de l'anglais « since the world community is increasingly preoccupied with the great issues of development, many of the new projects initiated by the Institute concern this important topic ».

³ MCHALE John et CORDELL MCHALE Magda, *Futures studies: an international survey*, New York, United Nations Institute for Training and Research, 1976, p. 3 « The common awareness and sense of urgency have generated much debate regarding the alternative kinds of futures which we may face. Some advocate limitations on certain aspects of material growth ; others are more sanguine about the possibilities of further global development. Underlying these extreme positions is a renewed interest in future perspectives not only in the shorter term of the next decade but extending up to and beyond the symbolic benchmark of 2000 ».

b) L'UNITAR et le NOEI : répondre à une demande de l'Assemblée générale

Les travaux menés à l'UNITAR devant servir à informer le secrétariat de l'ONU, il est essentiel de comprendre l'importance, au moins rhétorique, prise par le NOEI à partir de 1974 au sein de l'organisation. Une fois la déclaration concernant l'instauration d'un « nouvel ordre économique international » émise et la charte et le programme l'accompagnant ayant été votés, la notion est omniprésente dans les documents de l'ONU, tout comme dans ceux des agences spécialisées. Nombre d'entre elles entreprennent d'inscrire leurs activités dans la perspective du NOEI. L'Unesco s'interroge ainsi sur la contribution qu'il peut apporter à la construction du NOEI dans ses propres domaines de compétences et beaucoup des travaux qu'elle publie après 1974 comportent une mention « dans le cadre de la contribution de l'Unesco au NOEI » dans leur introduction¹. En réalité, ces références répétées au NOEI sont plus déclaratives qu'autre chose ; elles modifient légèrement le contenu (plus axé sur le développement) et la forme (plus globale) des études menées mais ne changent pas en profondeur la nature des activités réellement entreprises par les Nations Unies. Comme l'explique bien Victor McFarland, tous les pays, au Nord comme au Sud, ont intérêt à s'afficher officiellement en faveur du NOEI, ou au moins à laisser faire, tant qu'aucune action conséquente ne s'en suit².

L'UNITAR, dont le projet sur le futur est officiellement lancé la même année qu'est émise la déclaration sur le NOEI, cherche, lui aussi, à répondre aux attentes émises par les représentants des pays en développement³. Le directeur de l'UNITAR, Davidson Nicol, un

¹ Voir par exemple Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, rapport *Le monde en devenir. Réflexions sur le nouvel ordre économique international*, Paris, Unesco, 1976.

² MCFARLAND Victor, « The New International Economic Order, Interdependence, and Globalization », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 217-233. Les Etats-Unis préfèrent exprimer de la sympathie envers les aspirations générales du NOEI par peur de se retrouver exclus sans alliés à l'ONU ; ils limitent alors l'impact des mesures liées au NOEI par divers stratégies, par exemple en s'assurant que le directeur du PNUD soit américain.

³ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ».

ressortissant du Sierra Leone, s'affiche favorable au NOEI et sensible au problème des inégalités sociales internes aux Etats (du Nord comme du Sud) ainsi qu'à la nécessité de trouver un consensus¹. Son choix de privilégier les thèmes liés au NOEI dans les recherches menées par l'UNITAR est explicitement lié à une demande exprimée dès 1974 par l'Assemblée générale qui souhaite voir l'institut « accorder une attention particulière au Nouvel ordre économique international au moment où il choisira[it] son programme de travail »². L'Assemblée générale des Nations Unies s'estime régulièrement par la suite satisfaite des efforts menés à l'UNITAR et en particulier au sein de son projet sur le futur pour répondre à cette demande³. En orientant ses travaux sur le futur vers des thèmes liés au NOEI et au développement, l'UNITAR participe donc à mettre en œuvre la stratégie de l'Assemblée générale qui consiste à mettre à contribution toutes les agences du système des Nations Unies pour rendre crédible le NOEI et pour transformer la rhétorique produite en un véritable plan d'action à l'échelle globale.

Dans ce cadre, l'UNITAR publie plusieurs ouvrages sur le thème du NOEI⁴. Une grande conférence est également organisée en janvier 1979, en partenariat avec le Centre d'Etudes Economiques et Sociales du Tiers Monde de Mexico, sur la « création d'un nouvel ordre économique international ». Les 85 chercheurs réunis discutent d'un ensemble de mesures dédiées à faire advenir le NOEI, leur efficacité et la possibilité de les mettre en place. Ils proposent par exemple des études sur la manière dont il serait possible d'éliminer le *brain*

¹ UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001, article du San Francisco examiner, Monday, 25 October 1976 « World income gap called « ever wider » » Davidson Nicol constate que les inégalités entre pays développés et en développement ne font qu'augmenter et affirme son engagement pour un autre système international. « The need for reform of the international economic system is clear » ; « a new system must be devised in which the interdependence of nations can be managed for the betterment of all mankind.

² UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001. Draft statement of the Secretary General at opening of 15th session of UNITAR board of trustees, 8 septembre 1976. « The General Assembly has called on UNITAR to have particular regard to the New International Economic Order in framing its programme of work ».

³ Voir par exemple UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001. 28 décembre 1978, rapport du board of trustees de l'UNITAR.

⁴ UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001. Draft report of the ad hoc advisory meeting of the board of trustees p. 4. « a two-volume compilation of documents on « The New International Economic Order ».

drain depuis les pays en développement vers les pays développés¹. C'est le même type d'objectifs qui est poursuivi lorsque le département du projet sur le futur de l'UNITAR organise en 1977 une conférence sur l' « Afrique et le futur » dans le but de comprendre quelles sont les stratégies possibles, les plans à mettre en place, pour amoindrir la dépendance des pays en développement envers ceux développés². Ces différentes initiatives répondent pleinement à une attente exprimée à l'Assemblée générale de l'ONU de la part des partisans du NOEI envers le projet sur le futur de l'UNITAR. Lorsque sont discutées les activités menées par l'organisation à l'Assemblée générale de 1976, plusieurs délégués expriment en effet leur intérêt tout particulier pour les travaux qui pourraient être menés dans le cadre du projet sur le futur ou qui le sont déjà. Ils ont, selon M. Fleming, le délégué de l'Argentine « une portée importante dans la promotion d'un nouvel ordre économique international »³. L'intérêt que peut revêtir le travail scientifique mené à l'UNITAR pour ces dirigeants politiques est rendu explicite par le délégué du Nigeria, M. Adeniji lorsqu'il affirme que « le projet sur le futur, si poursuivi avec l'enthousiasme initial, pourrait être d'une grande aide dans la série complexe de négociations pour l'application pratique de la Déclaration »⁴. Comme au temps des études pacifistes qui devaient démontrer la possibilité d'un monde sans arme atomique et qui en montraient les chemins possibles, les études sur le futur liées à la question du développement sont investies de la mission de prouver les bienfaits qu'apporterait un NOEI et surtout de rendre cette perspective plus réaliste en en dessinant la voie.

¹ UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001. United Nations Press release. UNITAR announces joint conference on the creation of the new international economic order.

² Archives de l'UNITAR à l'ONU, New York, Serie S-1078, carton 8, fichier 9, Statement of Dr. Davidson Nicol, executive director, unitar in the second committee of the general assembly.

³ Assemblée générale ONU 1976 ter p. 3 et 4 M. Fleming de l'Argentine « He hoped that more information would be forthcoming about the status of the Project on the Future, which had an important bearing on the promotion of a new international economic order ». Un autre délégué abonde dans ce sens : M. Shah du Pakistan « his delegation had noted with interest the reference to the Institute's future research plans, which included topics of direct interest to the developing countries. (...) His delegation recommended that a useful subject of study could well be the role of the third world in the United Nations system »

⁴ *ibid.* Traduction de l'anglais « The project on the Future, if sustained with the initial enthusiasm, could be of great help in the complex series of negotiations for the practical application of the Declaration »

B - Mettre en scène la compatibilité des besoins fondamentaux et du NOEI

Si l'UNITAR s'intéresse au débat sur le NOEI avec pour objectif officiel d'explorer les mondes futurs auxquels celui-ci pourrait correspondre, les membres du projet sur le futur disposent cependant d'une certaine liberté scientifique qui les conduit à défendre une position en léger décalage avec la déclaration sur le NOEI de 1974 et plus précise que celle-ci. Nous verrons pourquoi, tout en remplissant dans une certaine mesure la fonction qui lui est assignée par les représentants politiques pro NOEI, l'UNITAR s'engage aussi, dès 1976, dans la voie moins recherchée par ces représentants politiques des études sur les besoins fondamentaux. Nous expliquerons ensuite comment les travaux menés dans le cadre du projet sur le futur tentent de concilier ces deux approches en en démontrant la compatibilité.

1) Le choix des besoins fondamentaux

a) L'influence des travaux de la fondation Bariloche

Ce choix de privilégier l'approche du développement par les besoins fondamentaux plutôt que de s'en tenir au NOEI tel que formulé en 1974 par les représentants politiques des pays du Tiers Monde s'explique par la composition de l'équipe réunie par Philippe de Seynes au sein du projet sur le futur de l'UNITAR. À partir de 1976-1977, celui-ci est consacré exclusivement à deux projets : l'un concerne les stratégies de développement tandis que l'autre est consacré aux questions de ressources naturelles et plus spécifiquement énergétiques¹. C'est surtout le premier, plus prolifique, qui nous intéresse dans ce chapitre, le deuxième apparaissant d'ailleurs étroitement connecté au premier auquel il fournit en quelque sorte un cadre de réflexion en précisant le contexte environnemental dans lequel les stratégies

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 985, draft programme for 1977.

de développement devront se déployer. Or, l'une des deux personnes recrutées pour prendre en charge le projet sur les stratégies de développement n'est autre que Graciela Chichilnisky¹. Vivement intéressé par les travaux menés par la fondation Bariloche, Philippe de Seynes l'engage en tant que conseillère au sein du projet sur le futur afin qu'elle puisse y poursuivre ses recherches sur le développement et les besoins fondamentaux².

Il recrute également Sam Cole, un membre du groupe de prospective « STAFF » (Social and Technological Alternatives for the Future) de l'université du Sussex au Royaume-Uni³. Avant d'arriver à l'UNITAR, ce physicien de formation s'oriente vers la prospective par militantisme. Sa sensibilité pacifiste, développée dès l'enfance – il est élevé par des parents qui s'engagent pour le désarmement nucléaire – et entretenue notamment par la lecture passionnée de l'ouvrage de Robert Jungk dédié à l'histoire de la bombe atomique⁴, le pousse à refuser la carrière dans la défense à laquelle ses études semblaient le destiner⁵. Il choisit alors de travailler dans la planification urbaine et découvre par ce biais la polémique autour d'*Halte à la croissance*. C'est le choc qu'il ressent à la découverte de ces prédictions dramatiques qui le pousse à rejoindre l'équipe du STAFF auprès de laquelle il apprend, selon ses propres mots, « comment les chiffres (qu'[il] avai[t] toujours tenus en si grande estime) pouvaient aussi être utilisés pour manipuler et tromper ». Il prend ainsi part à un travail d'évaluation critique du modèle qui a donné lieu au rapport Meadows. Pour lui, cette expérience est surtout l'occasion de se familiariser avec la théorie de la dépendance et, plus particulièrement, avec l'approche du développement par les besoins fondamentaux telle qu'elle a été conçue par la fondation Bariloche. En effet, Amilcar Herrera, le coordinateur de l'équipe dont faisait partie Graciela Chichilnisky, arrive à l'université du Sussex en 1976 parmi un groupe de réfugiés

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 985, memorandum of the executive director, 22 février 1977.

² CHICHILNISKY Graciela et HEAL G. M., *The evolving international economy*, Cambridge : Cambridge University Press, 1986.

³ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 985, memorandum of the executive director, 22 février 1977. Et Archives privées d'Eleonora Masini, transmises par Jenny Andersson, Rapport « Human futures, needs, societies, technologies. The Rome World Special Conference on Futures Research », 1973, p. 178.

⁴ JUNGK Robert, *Brighter Than a Thousand Suns. A Personal History of the Atomic Scientists*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 1956, 369 p.

⁵ COLE Sam, « Futures Free Fall: A modeller's tale », *Futures*, septembre 1996, vol. 28, n° 6-7, p. 539-542.

politiques qui fuient la dictature militaire en train de s'installer en Argentine. Le rapport *Catastrophe or new society ? A Latin American world model* vient alors d'être publié et la présence de son directeur conduit à la division de l'équipe du STAFF entre, d'une part, ceux qui privilégient toujours une vision classique du développement conforme à l'idéologie de la modernisation telle que formulée par Rostow et, d'autre part, ceux qui souhaitent suivre Amilcar Herrera dans son analyse inspirée de la théorie de la dépendance. Sam Cole fait partie de ce second groupe. Vingt ans plus tard, il raconte comment cette rencontre a transformé sa vision du monde et son intérêt pour les études sur le futur et comment elle a trouvé une continuation logique dans son travail auprès de l'UNITAR : « Je suis devenu plus proche du groupe *dependencia* et j'ai commencé à comprendre mieux comment les différentes composantes des études sur le futur et autres travaux intellectuels sont entraînées dans le débat politique. Surtout, est devenue évidente pour moi la manière dont les agences principales du système des Nations Unies – la banque mondiale et le FMI – utilisent la puissance et la taille de leurs modèles économiques pour intimider les agences plus petites et les pays en développement afin de leur faire accepter leurs prévisions et leurs agendas politiques. Dans mon travail avec Philippe de Seynes et Graciela Chichilnisky, à l'UNITAR, nous aspirions à réfuter leur position en utilisant des armes techniques tout aussi puissantes pour souligner les difficultés globales engendrées par ce qui était alors appelé la magie du marché¹ ».

L'approche du développement par les besoins fondamentaux qui est défendue par Graciela Chichilnisky, Amilcar Herrera et, sous l'influence de ce dernier, par Sam Cole, doit, conformément aux principes défendus par la fondation Bariloche, bénéficier aux habitants du Tiers Monde et proposer une lecture alternative du système mondial et de ses possibles évolutions. Alors qu'elle constate un détournement de sa pensée au profit des intérêts du Nord, Graciela Chichilnisky compte sur son travail au sein du projet sur le futur de l'UNITAR

¹ Ibid. p. 541 « I became more involved with the *dependencia* group, and began to understand better how the different components of futures studies and other intellectual efforts are embroiled in political debate. Not least, it became clear how the principal UN agencies – the World Bank and the IMF – used the power and size of their economic models to browbeat lesser agencies and developing countries into accepting their forecasts and policy agendas. In my work with Philippe de Seynes and Graciela Chichilnisky, in UNITAR, we aspired to rebut their position, using equally potent technical weapons to highlight the global hardships engendered by the then-called magic of the market ».

pour réhabiliter le concept de « besoins fondamentaux » auprès du Sud¹. C'est cette vision des besoins fondamentaux que découvre aussi Sam Cole en fréquentant Amilcar Herrera qui fait partie d'un groupe d'intellectuels, d'experts en sciences sociales et de militants du Sud qui voudraient que la discussion sur le nouvel ordre économique international se tourne plus vers la question des besoins fondamentaux².

Pour concilier cette vision, à laquelle il est plutôt favorable, avec la demande exprimée par les membres de l'Assemblée générale de l'ONU, qui concerne exclusivement le NOEI et non les besoins fondamentaux, Philippe de Seynes encourage Graciela Chichilnisky et Sam Cole à faire le lien entre la satisfaction des besoins fondamentaux et les marchés internationaux³. Il les incite à formuler une proposition de système global qui diffère radicalement du système existant et qui n'ignore pas les logiques de redistribution des richesses internes aux différents pays et ensembles régionaux. La recherche d'un espace de dialogue entre NOEI et besoins fondamentaux est ainsi mise à l'ordre du jour du projet sur le futur. Cela est évident dans la manière dont le projet est présenté deux ans après ses débuts. Le rapport du conseil d'administration explique que le projet sur le futur « cherch[e] à démêler les complexités et les incertitudes du développement en avançant des concepts qui défient les idées reçues »⁴. Ces préjugés sur le développement, qui sont pointés par les travaux du projet sur le futur, s'avèrent justement être liées aux faiblesses de l'approche traditionnelle privilégiée par les tenants du seul NOEI ; les réfuter conduit à rechercher une approche combinée NOEI et besoins fondamentaux. Le rapport s'appuie sur l'exemple le plus utilisé

¹ CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs, exhaustible resources and growth in a North-South context*, New York, UNITAR, 1980.

² Voir NEMCHENOK Victor V, *A dialogue of power: development, global civil society, and the third world challenge to international order, 1969-1981*, 2013, p. 183. L'auteur évoque ce groupe spécifique de représentants de la société civile du Sud qui se battent pour un NOEI plus social ; il mentionne en particulier le Forum du Tiers Monde auquel Herrera participe : « the meeting focused predominantly on the need to infuse the NIEO with new development ideas. The participants reiterated that healthy development had to target basic needs, foster indigenous cultural values, reject the imitation of foreign lifestyles, and emphasize popular participation alongside collective self-reliance ».

³ CHICHILNISKY Graciela « Sex and the Ivy League » in SZENBERG Michael et RAMRATTAN Lall, *Reflections of eminent economists*, Northampton, MA : Edward Elgar, 2004, p. 116.

⁴ UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001. Board of Trustees, seventeenth session, 12-15 September 1978, Report of the chairman of the board of trustees ». Traduction de l'anglais « sought to untangle the complexities and uncertainties of development by advancing concepts that challenged conventional wisdom ».

par ceux qui défendent la nécessité de se tourner vers une approche par les besoins fondamentaux, non pas contre le NOEI, mais bien pour le réaliser *in fine* : « compte tenu des doutes actuels quant à la possibilité que le développement ait un effet d'entraînement (*trickle down*) sur les facteurs sociaux, le projet sur le futur a conduit des recherches extensives pour déterminer jusqu'à quel point le développement et les problèmes sociaux étaient liés entre eux et comment ils pouvaient être rendus plus compatibles »¹. Il est suggéré que le département du projet sur le futur pourrait examiner les résolutions sur le NOEI afin de déterminer la nature des changements sociaux, en général non prévus par les tenants du NOEI, qui s'avèrent en fait nécessaires à la mise en œuvre de celui-ci. L'approche par les besoins fondamentaux est donc présentée comme un complément indispensable au NOEI tel qu'il a été formulé en 1974, pour atteindre les objectifs alors fixés.

b) Le profil particulier des futurologues de l'UNITAR

Pour comprendre pourquoi cette version non orthodoxe (dans le contexte de l'ONU) de la réflexion sur le développement a pu être défendue au sein de l'UNITAR, il convient de se pencher sur le profil particulier des membres de son projet sur le futur.

Les liens que les membres du projet sur le futur de l'UNITAR ont établis avec les réseaux internationaux de futurologues et en particulier la WFSF jouent un rôle très important pour expliquer l'intérêt porté à la combinaison NOEI-besoins fondamentaux. Avant même d'être recruté par Philippe de Seynes, Sam Cole intègre la WFSF dont il est membre du conseil scientifique dès décembre 1975². Graciela Chichilnisky ne fait pas partie de l'organisation à titre personnel mais elle en connaît bien l'activité puisque la fondation Bariloche y adhère en tant qu' « organisation membre », tout comme le département de recherche en politique de la science de l'Université du Sussex dont fait partie l'équipe

¹ Ibid. Traduction de l'anglais « For example, in view of the existing serious doubts as to whether development could have an automatic « trickle-down » effect on social factors, the Project on the Future was conducting extensive research to determine how far development and social problems were interrelated and how they could be made more compatible. ».

² Archives privées d'Eleonora Masini, transmises par Jenny Andersson, listes de membres.

STAFF¹. Au-delà de ces connexions personnelles et institutionnelles, des liens d'information mutuels sont entretenus entre le département du projet sur le futur de l'UNITAR et de la WFSF comme en témoigne le recrutement des époux McHale pour établir l'état des lieux des études sur le futur au tout début du projet². En travaillant sur l'idée d'un nouvel ordre économique international à mettre en place sur le long terme, Graciela Chichilnisky et Sam Cole répondent aux attentes de l'ONU et de l'UNITAR pour lesquels ils travaillent mais ils rejoignent aussi de nombreux autres futurologues qui se sont intéressés à cette question.

Il apparaît que, dans la deuxième moitié des années 1970, une majorité des recherches futurologiques menées sur les « problèmes mondiaux », le futur de l'ordre international, ou tout autre thème étudié à l'échelle globale comme le développement, ait tenté de combiner l'approche du NOEI et celle des besoins fondamentaux dans un grand écart périlleux rejeté par la plupart des leaders politiques. C'est le cas par exemple des travaux de Johan Galtung que les différents membres du projet sur le futur de l'UNITAR connaissent par le biais de leur appartenance commune à la WFSF³. En 1979, le politologue norvégien s'efforce de théoriser, dans un article d'une vingtaine de pages, les conditions dans lesquelles les deux notions sont compatibles⁴. Il explique d'abord que le NOEI est une approche « macro » qui se concentre sur les relations entre les régions du monde à l'échelle globale, tandis que les besoins fondamentaux s'intéressent à l'échelle micro ayant pour but le bien-être de chaque individu. Selon lui, les deux approches sont en théorie tout à fait compatibles : il suffit que l'on adopte une version limitée de la notion de besoins fondamentaux (permettre la survie matérielle) ou bien, que l'on adopte une version poussée du NOEI incluant aussi un changement de l'ordre interne des Etats (vers des sociétés plus égalitaires et plus démocratiques), de manière à ce qu'une approche plus poussée des besoins fondamentaux puisse être mise en œuvre. Une manière simple d'assurer la réalisation de cette version idéale de la combinaison NOEI-

¹ Ibid.

² MCHALE John et CORDELL MCHALE Magda, *Futures studies: an international survey*, New York, United Nations Institute for Training and Research, 1976, v + 34p.

³ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, cartons 104 et 105.

⁴ GALTUNG Johan, « The new international economic order and the basic needs approach », *Alternatives: global, local, political*, 1979, vol. 4, n° 4, p. 455–476. Voir aussi SINGH Ajit, « The 'Basic Needs' approach to development vs the new international economic order: The significance of Third World industrialization », *World Development*, 1979, vol. 7, n° 6, p. 585–606.

besoins fondamentaux serait de se tourner vers un fonctionnement économique plus auto-suffisant à toutes les échelles, de la « région » du Tiers Monde dans son ensemble, à l'échelle locale, en passant par celle de la nation. Son résumé des critiques opposées par les partisans du NOEI à l'approche par les besoins fondamentaux et vice versa montre bien que le principal problème ne réside pas dans la compatibilité théorique des deux approches mais plutôt dans la manière dont elles sont perçues par leurs opposants, soit comme une rhétorique trompeuse visant en fait à permettre au Nord de garder sa position dominante ou aux élites politiques et sociales du Sud de s'accaparer tous les gains liés au développement de leur pays. Pour assurer la réussite tant du NOEI que de l'approche par les besoins fondamentaux, Johan Galtung appelle donc à un travail de recherche et surtout d'éducation des uns et des autres afin de rétablir le dialogue entre le Nord et le Sud et de mettre en œuvre l'une des voies par lesquelles les deux approches sont compatibles. « La mission est de mieux comprendre ces relations [entre NOEI et besoins fondamentaux], pas d'avoir l'impression que l'on doit être opposé à l'une ou l'autre ou aux deux » et il faut « trouver des moyens de résoudre les contradictions entre elles » conclut-il¹. Lorsqu'il met cette réflexion par écrit à la fin des années 1970, Johan Galtung intervient en quelque sorte « après coup », pour justifier une pratique déjà bien établie dans le champ des études sur le futur.

Les travaux débutés par les futurologues quelques années plus tôt sur le thème du développement sont en général présentés comme rentrant dans le cadre des études sur la mise en place ou la faisabilité du Nouvel Ordre Economique International et, c'est en lisant plus avant les rapports sur la méthodologie adoptée ou les objectifs recherchés, que l'on trouve une référence aux besoins fondamentaux comme priorité du développement souhaité. Il est rare que l'on trouve une allusion à la possible contradiction entre les deux approches et donc une tentative d'expliquer autrement que par l'exemple comment dépasser cette contradiction pourtant évidente dans les discours politiques. Le troisième rapport au Club de Rome publié en 1976 fournit un bon exemple de ce phénomène. *Reshaping the international order (Nord/sud : du défi au dialogue ?* dans sa version française) repose sur un ensemble de scénarios établis par une équipe de 22 experts dirigée par l'économiste néerlandais Jan

¹ GALTUNG Johan, « The new international economic order and the basic needs approach », *Alternatives : global, local, political*, 1979, vol. 4, n° 4, p. 19 Traduction de l'anglais « Hence, the task is to understand these relations better, not to feel that one has to be against one or the other or both » ; « find ways of resolving the contradictions between them ».

Tinbergen¹. Les scénarios manipulent des variables liées aux prix des produits échangés sur les marchés internationaux et aux taux de croissance des différentes régions du monde. Les objectifs affichés, et donc les scénarios privilégiés, sont ceux qui s'accordent tant avec le NOEI qu'avec les besoins fondamentaux. La référence au premier est explicite et son esprit est adopté : on dénonce les inégalités internationales, leur aggravation à travers le temps et la dépendance économique dans laquelle le Sud se trouve vis-à-vis du Nord. Beaucoup de mesures préconisées dans la résolution pour le NOEI sont également mises en avant par le rapport : aide au développement, propositions pour une réforme de l'ordre monétaire, garantie de prix stables et relativement élevés pour les biens exportés par le Sud, régulation de l'activité des entreprises multinationales. En même temps, le rapport contient une défense sans faille de l'approche par les besoins fondamentaux puisqu'il préconise de cibler avant tout la grande pauvreté et de s'attacher à garantir la satisfaction des besoins humains pris dans une acception large, de l'alimentation à l'éducation et explique que c'est en assurant la satisfaction de ces besoins que l'on parviendra à limiter la croissance démographique au Sud, ce qui correspond tout à fait à l'approche développée par la fondation Bariloche.

Toutefois, ni l'article de Johan Galtung, ni le rapport Tinbergen, ni encore les nombreuses communications sur le même thème² n'épuisent le sujet de la compatibilité entre NOEI et approche du développement par les besoins fondamentaux d'après les membres du projet sur le futur de l'UNITAR. Ces travaux sont jugés soit trop superficiels, manquant de

¹ TINBERGEN Jan, DOLMAN Antony J, ETTINGER Jan van, *Reshaping the international order: a report to the Club of Rome*, New York, Dutton, 1976.

² On peut à cet égard citer une communication d'Elise Boulding qui s'empare, elle aussi, du thème du développement dans la deuxième moitié des années 1970. Cf. Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado à Boulder, carton 5, Trilateral Conference ISA-BISA-JAIR, « Power and Responsibility of the Industrialized Countries in the Global Community », Tokyo, Octobre 1977, procès-verbal, communication d'Elise Boulding « Learning to Learn : The North Responds to the New International Economic Order ». Dans cette communication, Elise Boulding propose une vision d'un futur mondial répondant aux attentes du NOEI et réalisable selon elle, mais elle précise parvenir à ces objectifs par une voie tout à fait différente de celle imaginée par les rédacteurs de la déclaration. Elle fait explicitement le choix de l'esprit du NOEI et non celui de sa lettre, tout comme elle adopte l'idée des besoins fondamentaux sans nécessairement approuver toutes les mesures mises en avant par ceux qui les défendent. Les choix qu'elle effectue sont proches de ceux mis en avant par Graciela Chichilnisky, à l'importante exception près qu'Elise Boulding imagine un futur où les régions du monde seraient profondément interdépendantes, le Nord devant au Sud autant que le Sud au Nord et cette distinction ayant perdu son sens. Elle insiste sur la nécessité d'instaurer un dialogue entre tous les humains, d'apprendre les uns des autres et de supprimer toute notion de hiérarchie.

précision quant aux mesures concrètes qui permettraient de réconcilier les deux visions du futur que proposent NOEI et besoins fondamentaux – c’est le cas de l’article de Johan Galtung – soit, particulièrement dans le cas du rapport Tinbergen, trop ambigu quant à la « philosophie » retenue : voulant ménager le Sud et le Nord, le point de vue des dirigeants politiques et celui des représentants de la société civile, ce document ne parviendrait, d’après plusieurs de ses critiques dont Graciela Chichilnisky, à concilier NOEI et besoins fondamentaux qu’au prix de trop nombreuses contradictions internes¹. Le projet sur le futur de l’UNITAR a donc un rôle à jouer dans la discussion toujours ouverte, à la fin des années 1970, sur la compatibilité entre NOEI et besoins fondamentaux, tant pour prendre part à un débat important dans le monde de la futurologie que pour faire bénéficier directement le monde onusien de ces réflexions.

L’autre élément contextuel à prendre en compte pour comprendre les choix opérés par les membres du projet sur le futur de l’UNITAR est l’indépendance relative dont ils bénéficient grâce à leur statut au sein de l’UNITAR, leur origine géographique et professionnelle. Tout d’abord, ces experts du futur, bien qu’ils travaillent ponctuellement dans le cadre d’une organisation internationale, ne sont pas des politiciens ni des diplomates. Les membres de l’UNITAR, ne sont pas choisis en tant que représentants d’un pays mais pour leurs qualités intellectuelles propres, en tant qu’individus. Aucun d’entre eux n’est tenu à une quelconque forme de fidélité à la position officiellement exprimée par son gouvernement. Pour cette raison, ils disposent d’une forme d’*agency* en tant qu’ils ne représentent qu’eux-mêmes et sont libres de leurs choix. Leur rôle au sein du système onusien correspond bien à l’observation que font Guillaume Devin et Marie-Claude Smouts à propos de l’importance qu’ont su y prendre certains acteurs civils dont le poids « sur les éléments constitutifs de l’organisation internationale » comme son agenda (dans notre cas promouvoir le NOEI mais aussi la satisfaction des besoins fondamentaux) ou ses ressources (la connaissance des méthodes futurologiques) remettent en question une vision réaliste des organisations internationales². Graciela Chichilnisky et Sam Cole ont ainsi la liberté au sein de l’UNITAR

¹ Voir Foreign affairs, Volume 55, number 3, April 1977, Rio : Reshaping the International Order. A report to the Club of Rome. review by William Diebold, Jr. Et CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs and the North/South debate*, New York, World Order Models Project, 1982.

² DEVIN Guillaume et SMOUTS Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Paris, France, A. Colin, coll. « U. Sciences politiques (Paris), ISSN 1158-9086 », 2011, 253 p.9.

de travailler selon leurs visions du monde respectives qui s'explique bien plus par leurs milieux sociaux d'origine que par leur fonction officielle à l'ONU ou par leurs nationalités seules. Le physicien britannique correspond assez bien à la catégorie d'habitants du Nord que Johan Galtung décrit comme susceptibles de se prononcer pour l'approche par les besoins fondamentaux : « la frange protestante du nord du Premier monde, des intellectuels de classe moyenne-supérieure dotés d'une conscience hypersensible, voyant le développement économique beaucoup plus en termes de développement humain pour ceux dans le besoin que cela ne serait le cas pour des cadres plus endurcis beaucoup moins préoccupés par la détresse des masses que par sa propre part du revenu mondial »¹, un groupe que le théoricien de la dépendance Andre Gunder Frank rattache au contexte plus large de la Nouvelle gauche². Graciela Chichilnisky, elle, comme les autres membres de la fondation Bariloche représente une élite non pas politique mais intellectuelle du Sud qui tente d'introduire un souci de justice sociale dans la discussion sur le développement.

Plus que toute autre agence des Nations Unies, l'UNITAR offre cette marge de manœuvre aux acteurs de la société civile qui y interviennent. Les membres du projet sur le futur soulignent l'intérêt du statut particulier de l'institut : « une organisation comme l'UNITAR ne souffre pas des contraintes administratives ou politiques et des rigidités qui ralentissent souvent le travail des services classiques du Secrétariat. Elle peut entreprendre des recherches qui ne trouveraient pas leur place dans le programme-budget des Nations Unies. Elle peut promouvoir des idées non conformistes »³. Ils expliquent cette particularité par le

¹ GALTUNG Johan, « The new international economic order and the basic needs approach », *Alternatives : global, local, political*, 1979, vol. 4, n° 4, p. 5 « The protestant northern fringe of the First world, (...) upper-middle class intellectuals with an oversensitive conscience, seeing economic development much more in terms of human development for those in need than would be the case for more hardened cadres considerably less concerned with the plight of the masses than with their own share of the world income ».

² GILMAN O Nils, « Modernization theory, the highest stage of american intellectual history », in ENGERMAN David C., GILMAN Nils, HAEFELE Marc H. et LATHAM Michael E. (dirs.), *Staging growth. Modernization, development and the global cold war*, Boston, University of Massachusetts Press, 2003, p. 65.

³ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ». Traduction de l'anglais « An organization like UNITAR does not suffer from the administrative or political constraints and rigidities which often hamper the work of regular Secretariat units. It can undertake research which would not find its way in the programme-budget of the United Nations. It can promote unconventional ideas. ».

fait que l'UNITAR peut facilement recruter des experts en dehors du système onusien, que ce soit dans le monde académique, professionnel ou associatif¹.

2) Le NOEI : des objectifs généraux plutôt que des mesures particulières

Lorsque Philippe de Seynes autorise Graciela Chichilnisky et Sam Cole à travailler sur les liens entre NOEI et besoins fondamentaux, il présente leur travail comme une étude qui aurait pour but de réconcilier les objectifs « macro » du NOEI et ceux « micro » des besoins fondamentaux². Dans le même esprit, les documents officiels de l'UNITAR affirment que le projet sur le futur vise à montrer quelles sociétés correspondent à l'ordre voulu par le NOEI³. Pourtant, comme le suggère le grand nombre de travaux de futurologie consacrés à la question, démontrer la compatibilité entre NOEI et satisfaction des besoins fondamentaux ne va pas de soi. En réalité, l'approche du développement par les besoins fondamentaux telle qu'elle est conçue par la fondation Bariloche ne se concentre pas sur l'organisation interne des pays mais comporte aussi une réflexion sur les relations économiques internationales qui entre en partie en conflit avec la vision proposée par les représentants politiques du Sud dans leur déclaration pour un NOEI. La fondation Bariloche préconise par exemple une plus grande autonomie régionale et accorde peu d'importance à l'aide internationale au développement voire considère celle-ci comme un handicap pour le développement endogène des pays concernés. À l'inverse, du point de vue des partisans du NOEI, se pencher sur le niveau « micro » de l'organisation sociale de chaque pays n'est pas anodin puisque cette question avait été volontairement évitée dans la déclaration, de manière à maintenir un consensus entre des pays dont les systèmes économiques, sociaux et politiques diffèrent

¹ Cette remarque rejoint l'observation de Victor Nemchenol sur le rôle de la société civile au sein des organisations internationales, particulièrement sur le thème du développement. Cf. NEMCHENOK Victor V, *A dialogue of power: development, global civil society, and the third world challenge to international order, 1969-1981*, 2013, 413 p.

² CHICHILNISKY Graciela « Sex and the Ivy League » in SZENBERG Michael et RAMRATTAN Lall, *Reflections of eminent economists*, Northampton, MA : Edward Elgar, 2004, p. 116.

³ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104.

fortement. Pour rendre NOEI et satisfaction des besoins fondamentaux compatibles, Graciela Chichilnisky et Sam Cole doivent donc briser ce statu quo et remettre en question une partie au moins des postulats de l'une ou l'autre approche du développement. Pour cela, ils s'efforcent de démontrer dans un premier temps que le NOEI ne peut être assimilé à une liste de mesures clairement fixées mais qu'il faut plutôt le comprendre comme une ébauche formant un cadre souple qu'il est légitime de retravailler. Dans un deuxième temps, leur travail se concentre sur l'identification de ce qui ferait selon eux tout l'intérêt du NOEI, à savoir les grands objectifs définis par ses concepteurs ; le projet sur le futur cherche alors à montrer que ces objectifs peuvent tout aussi bien, voire mieux, être atteints par une stratégie de développement qui donnerait la priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux. Autrement dit, si Graciela Chichilnisky et Sam Cole partagent l'image du monde futur souhaité par les partisans du NOEI, ils démontrent que les modifications qu'il faudrait apporter au système global pour y parvenir sont différentes de celles envisagées par les représentants des pays du Tiers Monde en 1974.

a) Le NOEI, un cadre souple, sujet à interprétations

Ce travail de redéfinition du NOEI «non [comme] un concept statique mais comme un processus dynamique et évolutif» est mené dans le cadre d'un projet commun entre le département du projet sur le futur de l'UNITAR et le Centre pour les études économiques et sociales du Tiers Monde (Centro de Estudios Economicos y Sociales del Tercer Mundo, CEESTEM)¹. Ce centre de recherche fondé à Mexico en février 1977 a pour but de «contribuer à fournir des réponses viables aux problèmes du sous-développement ainsi qu'aux iniquités et injustices de l'ordre mondial dans les pays du Tiers Monde»². Comme cette courte

¹ LASZLO Ervin (dir.), *The Objectives of the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, 1978, p.xv. Traduction de l'anglais « not a static concept but a dynamic and evolving process ».

² LOZOYA Jorge Alberto (dir.), *Alternative views of the new international economic order: a survey and analysis of major academic research reports*, New York, Published for UNITAR and the Center for Economic and Social Studies of the Third World CEESTEM by Pergamon Press, coll. « Pergamon policy studies on the new international economic order », 1979, p. viii. Traduction de l'anglais Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

présentation par son directeur général le laisse entendre, les travaux qui y sont menés entretiennent une certaine affinité avec la théorie de la dépendance ; on y trouve, comme à la fondation Bariloche, des défenseurs d'une approche sociale du développement. Le projet, intitulé « Progrès vers la mise en place du NOEI : obstacles et alternatives » est dirigé par Ervin Laszlo, théoricien des systèmes hongrois recruté par l'UNITAR au moment où il publie un rapport au club de Rome dont l'objectif est de recentrer la réflexion autour des systèmes globaux sur l'élément humain, le rôle des cultures et des valeurs humaines¹. Le co-directeur du projet est Jorge A. Lozoya qui coordonne les recherches sur le NOEI au sein du CEESTEM. Menés entre 1977 et 1979, les travaux dirigés par les deux hommes s'intègrent bien dans la logique de conseil adoptée par l'UNITAR puisqu'ils doivent être présentés lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1980 consacrée au Nouvel ordre économique mondial.

Partant du constat que le NOEI suscite des débats souvent vagues plutôt qu'une discussion d'enjeux concrets et d'objectifs précis, Ervin Laszlo affirme que « parler du NOEI ne devrait pas revenir à indiquer qu'il y a seulement un nouvel ordre économique international réalisable » ; pour lui au contraire, aucune définition précise n'est arrêtée². Considérant que c'est plutôt le principe d'un nouvel ordre qui importe – l'idée de remplacer un ordre ancien qui ne fonctionne pas par un nouveau, radicalement différent et meilleur – les chercheurs qui participent au projet s'efforcent de montrer la polysémie du NOEI, de décrire toutes les alternatives qui ont été imaginées jusqu'alors, tant par des hommes politiques que par des scientifiques et qui forment un éventail non exhaustif des possibilités parmi lesquelles il faudra choisir le nouvel ordre international³. Le livre *Alternative views of the new*

« assisting to provide viable answers to the problems of underdevelopment as well as of the inequities and injustice of the world order in the Third World countries ».

¹ *ibid.* Traduction de l'anglais « Progress for the Establishment of NIEO : Obstacles and Alternatives ». Et LASZLO Ervin (dir.), *Goals for mankind: a report to the Club of Rome on the new horizons of global community*, 1st ed., New York, Dutton, 1977, xxi+434 p.

² LASZLO Ervin (dir.), *The Objectives of the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, 1978, p. xv. Traduction de l'anglais « Speaking of the "NIEO" should not be taken to indicate that there is only one new international economic order that is feasible ».

³ LOZOYA Jorge Alberto (dir.), *Alternative views of the new international economic order: a survey and analysis of major academic research reports*, New York, Published for UNITAR and the Center for Economic and Social Studies of the Third World CEESTEM by Pergamon Press, coll. « Pergamon policy studies on the new international economic order », 1979, pxi. « We believe that it is useful, and Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

international economic order: a survey and analysis of major academic research reports, publié en 1979 présente ainsi quinze « études et rapports » dédiés à la question de l'ordre global et de l'évolution de celui-ci sur le long terme¹. On y trouve les cinq premiers rapports au Club de Rome, le rapport de la fondation Bariloche, ou encore celui de la fondation Dag Hammarskjod. Leurs objectifs, leurs présupposés et les stratégies recommandées par leurs auteurs sont exposés sans analyse critique explicite. Ce bref panorama est complété par une description des idées déployées par les auteurs des travaux retenus, ainsi que par ceux de quelques autres études plus précises, sur quatre grands thèmes : « les questions internationales monétaires et financières », « le commerce international », « les entreprises transnationales et les transferts de technologie » et « le programme alimentaire »². Dans le même ordre d'idée, le CEESTEM et l'UNITAR organisent la même année une conférence sur la création du nouvel ordre économique international à laquelle ils convient quatre-vingt-cinq « experts du NOEI » à échanger leurs vues sur la notion de nouvel ordre économique international et sur le contenu que celui-ci pourrait prendre³.

En recensant tous les discours et travaux qui traitent d'un possible nouvel ordre international plutôt que de se concentrer sur une analyse de la déclaration officielle pour un NOEI émise à l'ONU en 1974, le CEESTEM et l'UNITAR rouvrent un débat dont les termes existants leur semblaient insatisfaisants. Les directeurs du projet justifient en effet leur démarche en soulignant les limites des versions du NOEI produites jusqu'à présent : pour eux, les formulations officielles, telle que la déclaration de 1974, souffrent des contraintes imposées par les préoccupations et pressions politiques, tandis que les rapports de recherche indépendante, produits en dehors du système onusien, tendraient à ignorer ces réalités politiques qu'il faut tout de même prendre en compte et tomberaient dans une discussion

indeed necessary, to form a precise and comprehensive idea of all major formulations of the principles and objectives of the NIEO, whether they originate in international negotiation or academic research ».

¹ LOZOYA Jorge Alberto (dir.), *Alternative views of the new international economic order: a survey and analysis of major academic research reports*, New York, Published for UNITAR and the Center for Economic and Social Studies of the Third World CEESTEM by Pergamon Press, coll. « Pergamon policy studies on the new international economic order », 1979, xii + 147p.

² *ibid.* Traduction de l'anglais « international monetary and financial issues », « international trade », « transnational enterprises and technology transfer », « food program ».

³ UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001. United Nations Press release. UNITAR announces joint conference on the creation of the new international economic order, 9 janvier 1979.

purement utopique sans utilité pour le monde présent¹. Leur travail devrait alors fournir une base de réflexion à la communauté internationale pour qu'elle parvienne à « combiner un réalisme politique avec une dose nécessaire d'idéalisme humaniste, à mettre à jour les formulations des quelques années passées et trouver un programme d'action sur le NOEI révisé »². Le véritable NOEI serait donc encore à découvrir et pourrait inclure un champ d'action plus vaste que celui envisagé par ceux qui ont forgé cette notion en premier. Ainsi, lors de la conférence de 1979 sur le NOEI, les problèmes sociaux sont un des sujets débattus aux côtés du commerce international et des transferts de technologies alors qu'ils étaient entièrement ignorés par la déclaration de 1974³.

b) Des objectifs compatibles avec les besoins fondamentaux

Si le NOEI est dépeint comme un cadre malléable n'imposant aucune liste de mesures économiques à prendre, il n'en est pas moins dépourvu de sens. L'autre volet du projet consiste effectivement à identifier des objectifs communs à toutes les versions du NOEI qui ont pu être formulées. Les chercheurs du CEESTEM et de l'UNITAR s'attellent à classer ces grandes orientations vers lesquelles le NOEI semblerait se diriger. Ils les répertorient dans un ouvrage publié en 1978 et intitulé *The Objectives of the New International Economic Order*⁴. Comme pour la publication sur les visions alternatives du NOEI, il s'agit de résumer les apports de tous les documents internationaux, cette fois pour en présenter les passages qui précisent et discutent les principaux objectifs du NOEI, que ceux-ci soient admis par des

¹ LOZOYA Jorge Alberto (dir.), *Alternative views of the new international economic order: a survey and analysis of major academic research reports*, New York, Published for UNITAR and the Center for Economic and Social Studies of the Third World CEESTEM by Pergamon Press, coll. « Pergamon policy studies on the new international economic order », 1979, p. xi et xii

² *ibid.* pxii. Traduction de l'anglais : « combine political realism with a necessary dose of humanistic idealism, update the formulations of the last few years, and come up with a revised program of action on the NIEO ».

³ UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001. United Nations Press release. UNITAR announces joint conference on the creation of the new international economic order.

⁴ LASZLO Ervin (dir.), *The Objectives of the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, coll. « Pergamon Policy Studies », 1978, 257 p.

scientifiques ou qu'ils aient fait l'objet d'une négociation internationale. Un inventaire est ainsi établi qui classe les objectifs du NOEI en six catégories (par exemple « problèmes d'aide et d'assistance) et 25 objectifs (par exemple l'élimination de la fuite des cerveaux). Là encore, la présentation de chacun de ces objectifs se veut descriptive et n'est donc pas accompagnée d'une analyse critique.

Si cet inventaire peut constituer une base de discussion commune à tous les scientifiques et tous les hommes politiques qui s'intéressent au NOEI, les chercheurs de l'UNITAR et du CEESTEM soulignent toutefois que ces objectifs aussi peuvent être considérés comme une ébauche temporaire. Davidson Nicol, le directeur de l'UNITAR affirme ainsi que « la formulation des objectifs du NOEI est sujette au changement et à l'évolution ; le NOEI lui est là pour rester »¹. Ce qui importe donc pour les membres du projet est alors de dégager, à partir de leur analyse, un « esprit », un ensemble d'idéaux qui « définiraient la lutte vers le NOEI plus que toute résolution ou demande spécifique »². Au-delà de la nécessité d'un changement majeur, cet esprit du NOEI semble se trouver dans la théorie de la dépendance : les deux ouvrages insistent sur la nécessité de corriger les déséquilibres structurels qui affectent l'économie mondiale, déséquilibres que les auteurs attribuent à un héritage de la période coloniale³. Les membres du projet étendent alors cette analyse à d'autres échelles que celle, internationale, souvent retenue pour parler du NOEI. Partant d'une idée largement partagée par tous les travaux auxquels ils se réfèrent dans leurs deux publications, « ce qui définit [le NOEI] est la tentative d'éliminer l'injustice économique et de donner des opportunités économiques égales », ils débouchent sur une conclusion plus spécifique à leurs propres sensibilités politiques : cette tentative « conduit au déploiement de capacités productives capables de satisfaire les besoins fondamentaux dans toutes les parties du monde »⁴. La mise en scène d'une déconnexion entre deux aspects du NOEI, ses objectifs,

¹ LASZLO Ervin (dir.), *The Objectives of the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, coll. « Pergamon Policy Studies », 1978, 257 p. préface par Davidson Nicol. Traduction de l'anglais « The formulation of NIEO objectives are subject to change and evolution ; the NIEO itself is here to stay ».

² Ibid. « these ideals define the striving toward the NIEO more than any specific demand or resolution ».

³ Ibid. p. xi. et p. xv.

⁴ Ibid. p. xv. Its defining characteristic is the attempt to eliminate economic injustice and equalise economic opportunity, conducive toward the unfolding of productive capacities capable of responding

son esprit, les valeurs qu'il défend d'une part et, d'autre part, les mesures préconisées par ses partisans, pour le réaliser, permet donc *in fine* de promouvoir une stratégie de développement qui concilie le NOEI avec la satisfaction prioritaire des besoins fondamentaux. L'analyse de l'esprit du NOEI proposée par le CEESTEM et l'UNITAR est favorable à l'idée, chère à la fondation Bariloche, que les changements à opérer sont politiques et concernent aussi l'organisation interne des pays. Il ne s'agit pas pour autant d'abandonner la perspective internationale : Ervin Laszlo promeut la satisfaction des besoins fondamentaux mais critique l'idée de redistribution intra nationale sans modification des rapports internationaux. Cette volonté de trouver une combinaison fonctionnelle entre NOEI et satisfaction prioritaire des besoins fondamentaux place le projet dans une recherche de compromis qui donne l'impression que tous ceux qui s'intéressent aux NOEI vont en fait dans une même direction et tend à gommer les différences de points de vue qui existent pourtant entre tous les travaux recensés.

Le cadre ainsi dessiné accorde une forte légitimité aux travaux menés en parallèle par Graciela Chichilnisky dont les conclusions seraient alors tout à fait en accord avec l'esprit du NOEI identifié par le projet commun CEESTEM/UNITAR. Analysant le rôle des marchés internationaux dans différentes stratégies de développement, elle démontre que l'exportation mène souvent à l'appauvrissement des pays en développement, en particulier s'ils exportent un produit pour lequel ils n'ont pas assez de marché intérieur, devenant donc dépendants du Nord pour écouler leur production. Pour elle, il est essentiel de renforcer le marché intérieur, donc de commencer par la satisfaction des besoins fondamentaux, avant de pouvoir bénéficier éventuellement d'échanges internationaux. Les stratégies de substitution des produits importés par des produits locaux grâce à la protection des jeunes industries doivent être complétées par un renforcement de la demande intérieure. Elle démontre aussi, de nouveau, le peu d'effet d'entraînement apporté par l'aide internationale au développement. Ses recherches

to basic needs in all parts of the world. On trouve un peu plus loin dans la même introduction un autre exemple de cette logique d'extension de l'esprit du NOEI à des domaines qui ne le concernaient pas explicitement dans la déclaration de 1974 : « In dealing with the NIEO, (...) the world's decision makers are not merely trying to protect themselves from potential aggressors, but engage in consideration of the ways and means of building a lasting set of relationships conducive to peace through greater equality of economic opportunity, more equity in the sharing of the world's precious natural resources, and higher levels of self-reliance in meeting the basic needs of national and regional populations ».

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

vont donc, elles aussi, dans le sens d'un « esprit » du NOEI dont elle partage les grands objectifs et les inquiétudes mais dont elle critique certaines demandes et priorités (notamment accroître la richesse des pays en développement en leur permettant d'exporter à meilleur prix)¹.

c) Un compromis possible avec les intérêts du Nord ?

Ce choix de dévier des mesures préconisées par les représentants politiques ayant publié la Déclaration pour le NOEI permet aussi d'ouvrir le compromis, au moins sur le plan de la rhétorique, aux intérêts des représentants du Nord et de mener des études sur les aspects du système global qui les intéressent tout particulièrement. Les travaux entrepris sur la question des futurs énergétiques sont ainsi susceptibles de séduire à la fois les dirigeants du Nord et ceux des pays du Sud ne produisant pas de pétrole. Une conférence organisée en 1976 en coopération avec l'IIASA sur « le pétrole et le gaz naturels » cherche en effet comment éviter de futures pénuries (comme celles qui ont durement frappé les économies occidentales trois ans plus tôt)². On y réfléchit à la diversification des sources d'énergies « de manière à alléger le fardeau de la balance des paiements subi par de nombreux pays, dont les plus pauvres et les moins développés » et à « la recherche de nouveaux types de pétrole et de gaz à débiter rapidement dans les pays en développement qui importent du pétrole »³. Les recherches auxquelles font référence les *papers* écrits pour la conférence sont présentées comme devant aider avant tout les pays en développement et donc être favorables aux objectifs du NOEI. On peut en effet y voir une tentative de trouver des solutions techniques qui permettraient d'évacuer la question embarrassante des ressources planétaires limitées que

¹ CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs, exhaustible resources and growth in a North-South context*, New York, UNITAR, 1980, p. 10-11.

² Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 985, Report on the 1976 Conference on Petroleum and Gas.

³ UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001. Rapport sur la « Conference on Nature-Made Petroleum and Gas, jointly organized by UNITAR and IIASA ». Traduction de l'anglais « in order to relieve the balance of payments burden of many countries, including the poorest and least developed » et « the exploration for new types of oil and gas to be started rapidly in the oil importing developing countries ».

ni les représentants du Sud qui ont voté la Déclaration de 1974 ni la fondation Bariloche ne traitent véritablement. De fait, quatre ans après le début de ce programme, l'on conclut que « les peurs précédemment répandues que le monde vienne à manquer de sources d'énergies se sont en partie calmées et c'est l'UNITAR qui, dans une mesure non négligeable, a ouvert la voie avec ses conférences à la reconnaissance du fait qu'il y aurait plus de sources d'énergie dans le futur qu'il n'y avait dans le passé »¹. Selon les auteurs de ce rapport sur le programme de prospective sur les ressources énergétiques, les travaux menés auraient prouvé que les ressources énergétiques disponibles à un moment donné seraient fonction de l'investissement et du développement ainsi que de facteurs institutionnels et qu'il n'y avait donc aucune crainte de pénurie à avoir si de bonnes stratégies de développement étaient menées.

Pourtant, il ne fait aucun doute que les avancées dans le domaine des énergies alternatives au pétrole auxquelles contribue le programme et sur l'hypothèse desquelles repose cette conclusion optimiste, favoriseraient aussi beaucoup si ce n'est plus, les pays développés importateurs de pétrole. Par ailleurs, la division ainsi introduite entre pays du Sud producteurs de pétrole (implicitement les membres de l'OPEC) et ceux qui ne bénéficient pas de cette ressource naturelle correspond à l'une des stratégies des pays du Nord face aux revendications du NOEI : pointer les divergences d'intérêts entre les différents pays du Sud de manière à enrayer leur capacité à coopérer pour mettre en place ce nouvel ordre international². En 1979, une nouvelle conférence est organisée, sur le thème des « ressources d'énergie de long terme ». Les participants proclament leur soutien aux principes contenus dans la déclaration de la conférence de Stockholm tant décriée par les partisans du NOEI, sans oublier toutefois d'afficher une préoccupation pour le développement des pays du Sud : « une aide doit être fournie aux nations en développement pour les aider à satisfaire leurs besoins en

¹ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1980, p. 26. Traduction de l'anglais « The widespread earlier fears that the world was running out of energy sources have partly subsided, and it was UNITAR which, to a considerable extent, led the way through its conferences to a recognition that there would be more energy sources in the future than in the past ».

² GILMAN Nils, « The New International Economic Order: A Reintroduction », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1.

développement d'une façon compatible avec la préservation de la qualité environnementale »¹.

En termes scientifiques, Philippe de Seynes justifie cette approche par la nécessité de trouver un juste milieu entre deux types d'études sur le futur du monde apparues au début des années 1970 : les études alarmistes et néomalthusiennes comme *Halte à la croissance* et celles plus optimistes qui montrent comment il est possible de satisfaire les besoins humains sur le long terme mais qui perdent de vue les problèmes environnementaux². Saisi entre des injonctions contradictoires, il souligne combien il est difficile de déterminer des critères pour sélectionner les projets à mener dans le cadre du programme sur le futur, bien plus que pour les autres programmes de l'UNITAR. La nécessité d'intégrer des éléments susceptibles de rallier les représentants du Nord aux visions avancées par le projet sur le futur est liée d'une part aux contraintes d'une organisation internationale qui se traduisent notamment par la diversité des membres du département dont certains viennent de pays développés et d'autres de pays en développement ; d'autre part, elle s'explique par les intérêts financiers de l'organisation³. L'UNITAR n'ayant pas obtenu un budget important pour son nouveau projet sur le futur de la part de l'ONU, doit faire appel à des financements extérieurs. La conférence de 1979 se tient à Montréal grâce à une subvention à des fins spéciales accordée par l'agence pour le développement international canadienne, une donation par l'entreprise publique canadienne Petro-Canada et quelques autres subventions dont une accordée par le PNUD alors dirigé par un Américain⁴. Les partisans d'un NOEI conforme à la déclaration de 1974 perçoivent ces concessions faites aux intérêts du Nord comme une diversion qui détourne l'attention des enjeux plus importants pour les pays du Sud. La ligne de critique est la même que celle qu'ils opposent à toute initiative concentrée trop exclusivement sur les enjeux

¹ UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001. Final document of the conference on long-term energy resources. Traduction de l'anglais « assistance should be provided to developing nations to help them meet their development needs in a manner compatible with preservation of environmental quality ».

² UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001. Memorandum of the executive director, 1977. Pour la deuxième catégorie d'études, Philippe de Seynes donne l'exemple de « A Conceptual framework for the satisfaction of human needs » issu d'un projet dirigé par Mihajlo D. Mesarovic.

³ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 985, memorandum of the executive director, 22 février 1977, et carton 105, dossiers 991 et 992.

⁴ UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001 Lettre de Davidson Nicol le 4 décembre 1979 au Secrétaire Général de l'ONU.

environnementaux : « il a été suggéré qu'il y avait un accent bien trop important, au sein du département du projet sur le futur, sur l'énergie et la technologie et que plus d'attention devrait être accordée aux problèmes tels que le manque de ressources financières et la complexité de la loi maritime qui sont aussi importants pour le nouvel ordre économique international »¹.

L'exemple des désaccords suscités par le programme sur l'énergie montre bien les limites de la stratégie de « compromis » menée par le département du projet sur le futur de l'UNITAR : certaines priorités, défendues par différents acteurs sont irréconciliables. La notion d' « esprit du NOEI » elle-même souligne un fait important : le choix d'un futur mondial n'est pas qu'une affaire technique mais bien une question d'échelle de valeurs. C'est en partant de ce constat que Sam Cole et Graciela Chichilnisky décident de se pencher sur cette question des valeurs humaines et de montrer leur importance, dans la discussion sur le développement dans le cadre onusien, mais aussi dans les modèles globaux élaborés par différentes équipes de futurologues. Leurs travaux les conduisent à décrire la futurologie comme une pratique essentiellement normative, dont les résultats dépendent étroitement des valeurs et représentations de ceux qui la pratiquent. Transformer le monde futur serait alors possible à condition de mobiliser la conscience globale dans le sens souhaité.

C - Mobiliser la conscience globale

1) Les valeurs humaines, variables invisibles des modèles globaux

Tandis que le projet commun au CEESTEM et au département du projet sur le futur de l'UNITAR maintient dans une certaine mesure la fiction d'un consensus trouvable entre les différents acteurs du système onusien quant à l'ordre futur à mettre en œuvre, Graciela

¹ UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001. Memorandum of the executive director, 1977. Traduction de l'anglais « it was suggested that there was rather too much concentration in the Futures Department on energy and technology and that more attention should be given to problems such as the scarcity of financial resources and the complexity of the law of the sea, which were also important to the new international economic order ».

Chichilnisky et Sam Cole, de leur côté, montrent combien une discussion voire une négociation sur les valeurs qui gouvernent cet ordre est inévitable, les différentes conclusions fournies par les travaux de futurologie existants témoignant justement de profonds conflits de valeurs entre différents groupes.

a) Les valeurs humaines au cœur de la discussion sur le NOEI et les besoins fondamentaux

La solution trouvée par les chercheurs du CEESTEM et de l'UNITAR pour combiner NOEI et satisfaction prioritaire des besoins fondamentaux repose sur l'idée qu'il n'y aurait pas de conflit de valeurs entre les deux approches du développement, l'« esprit » du NOEI étant fondamentalement le même que celui des chercheurs qui préfèrent donner la priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux plutôt qu'à la seule réorganisation des rapports économiques internationaux. Pour cela, ils montrent non seulement, comme nous venons de le voir, que l'esprit du NOEI importe plus que les mesures évoquées par les uns et les autres pour le mettre en œuvre ; mais ils réduisent également cet esprit du NOEI à quelques valeurs difficilement contestables, du moins par les représentants du Sud, comme les notions d'équité et de justice internationale. Le NOEI ne serait donc qu'une volonté, dérivée de la théorie de la dépendance, de réparer l'injustice économique structurelle qui touche les pays du Tiers Monde. L'approche du développement par la satisfaction des besoins fondamentaux pourrait alors compléter l'esprit du NOEI en apportant un questionnement sur ce que doit être une société humaine globale. De fait, le partage de valeurs communes par tous les êtres humains est un élément central du travail de la fondation Bariloche : Amílcar Herrera écrit dans le rapport *Un monde pour tous* que l'ordre international vers lequel le modèle cherche à acheminer le monde « favoriserait [l'] intégration progressive [des nations] à une société qui serait l'expression de la conscience unifiée de l'humanité »¹.

Pourtant, il apparaît vite aux membres du projet sur le futur de l'UNITAR que si tous les futurologues ne mettent pas leurs valeurs en avant de manière aussi explicite que ceux de

¹ HERRERA Amílcar Oscar (dir.), *Catastrophe or new society?: a Latin American world model*, Ottawa, International Development Research Centre, 1976, p. 56.

la fondation Bariloche, les autres travaux portant sur le NOEI, ou plus largement, sur le futur mondial, ne sont pas pour autant dépourvus de partis pris idéologiques. Ils considèrent alors qu'il est important de comprendre comment les valeurs, intérêts et représentations des futurologues interfèrent avec les résultats de leurs études. Pour cela, il est décidé de mener un projet sur la question des « systèmes de valeurs » dont les résultats pourront éclairer les zones d'ombre laissées par le projet « progrès vers la mise en place du NOEI : obstacles et alternatives » (CEESTEM/UNITAR) mené en parallèle¹. Si ce dernier parvient tant bien que mal à dessiner un espace de compatibilité entre esprit du NOEI et stratégie de développement donnant la priorité aux besoins fondamentaux, il ne permet en effet pas d'expliquer la grande diversité de points de vue existant parmi les futurologues tant sur les ordres futurs souhaitables que sur les ordres futurs réalisables.

Cette nouvelle orientation du projet sur le futur de l'UNITAR est cohérente avec le développement de la futurologie internationale. Dès la fin des années 1960 et le début des années 1970, certains futurologues défendent l'idée que la tâche principale des études sur le futur est de donner corps à un débat de valeurs. Le meilleur exemple de ce nouvel intérêt est fourni par le World Order Models Project (WOMP), un projet lancé en 1968 par Harry Hollins, qui repose sur l'idée de susciter un dialogue international sur ce que « les valeurs mondiales devraient être » en demandant à des équipes réparties dans le monde entier de rendre celles-ci explicites en décrivant les ordres mondiaux alternatifs qui auraient leur préférence². Alors que, comme le montre Jenny Andersson, cet intérêt porté aux valeurs humaines conduit la majorité des futurologues à se détourner des modèles globaux³, le projet sur le futur de l'UNITAR note cette évolution et s'attelle, lui, à combiner questionnement sur les valeurs et réflexion sur l'utilisation que l'on peut faire des modèles globaux⁴.

¹ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 988, Board of trustees 16th session, 20 septembre 1977, project on value systems.

² Dugan Amanda, « The World order Models project », 7 mars 2012 (<http://www.worldpolicy.org/blog/2012/03/07/world-order-models-project>). Traduction de l'anglais « what world order values ought to be ». Sur le WOMP, voir aussi les travaux d'Adam Freeman.

³ Cf. ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, chapitre 8, à paraître.

⁴ Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, note anonyme non datée intitulée « a programme of futures studies ». « This approach is all the more necessary as research on the Future is no more limited to the fairly objective technological and economic Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

b) Modèles globaux et choix de valeurs

L'idée qu'il est important de rendre plus explicite la dimension idéologique des études sur le futur était déjà présente dans le rapport fourni par les époux McHale à l'UNITAR au tout début de son programme sur le futur. Leur travail cherchait à mettre en évidence, outre les différentes méthodes employées par les futurologues, « les différents (...) objectifs adoptés par les chercheurs et institutions »¹. Pour démontrer que les valeurs des futurologues ont un impact sur les résultats de leurs recherches, Sam Cole, lui, décide de focaliser son attention sur les modèles globaux dont l'auditoire dépasse le petit monde de la futurologie depuis le succès d'*Halte à la croissance* et qu'il est donc tout particulièrement important d'étudier et de critiquer². Il entreprend ainsi des recherches dans le cadre d'un projet, intitulé « les modèles globaux et l'ordre économique international » et dédié à l'analyse d'un ensemble de modèles globaux, dont World 3, celui développé par la fondation Bariloche et celui créé par Leontief pour l'ONU³. Il décortique les modèles globaux pour mettre en évidence les différents choix de valeurs qui président à leur invention, ainsi que la place accordée aux valeurs par chacun d'entre eux. La nature des mondes souhaités par les concepteurs de modèles peut être décrite de manière explicite lorsqu'il s'agit d'un modèle

paramètres. It has widened to the more complex and intangible area of ethics, with new philosophies more and more expounded in treatises or manifestos ».

¹ MCHALE John et CORDELL MCHALE Magda, *Futures studies: an international survey*. New York, United Nations Institute for Training and Research, 1976, pIV, traduction de l'anglais, « the different (...) objectives adopted by researchers and institutions ».

² Graciela Chichilnisky remarque ainsi que les modèles globaux ont gagné en légitimité auprès d'un public large alors que s'imposaient les idées de ressources planétaires limitées et d'interdépendance. Cf. CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs, exhaustible resources and growth in a North-South context*. New York, UNITAR, 1980, p. 6. De même, Philippe de Seynes note en préface du rapport publié par Sam Cole l'importance croissante prise par les modèles globaux dans le système institutionnel dans lequel oeuvrent décideurs politiques et investisseurs. Ils sont selon lui une question d'intérêt public et leurs objectifs affichés tout autant que leurs approches conceptuelles et méthodologiques doivent être sujet à un examen de près. Cf. COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, 93 p, préface.

³ COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, 93 p.

normatif, comme dans le cas de celui produit par la fondation Bariloche, ou bien elle peut être implicite, comme dans le cas du rapport Meadows qui met en garde contre un futur extrapolé à partir du présent dont la teneur est jugée négative par opposition à un futur désirable différent que l'on devine en creux. La recherche menée par Sam Cole doit permettre de mettre en évidence les biais idéologiques présents dans différents modèles, de montrer comment ils concilient des objectifs normatifs et le respect d'une certaine objectivité dans le choix des variables retenues et dans leur traitement scientifique, comment les valeurs choisies par les auteurs interfèrent-elles avec leurs résultats voire *sont* le résultat¹. Selon la présentation qu'il en fait à l'UNITAR, cette recherche doit *in fine* aider à identifier les modèles les plus compatibles avec le cadre du NOEI, soit ceux qui en partagent le fameux « esprit » et qui pourraient être utilisés par des hommes politiques en charge de définir les politiques de développement à mettre en œuvre².

Dans l'ouvrage qu'il publie en 1977 comme résultat de sa recherche, Sam Cole se concentre sur cinq grands modèles globaux et montre la grande diversité des valeurs et donc des objectifs, assumés par les concepteurs de ceux-ci. Ainsi, alors que la fondation Bariloche fait l'hypothèse que le système de production a pour objectif principal la satisfaction des besoins fondamentaux et cherche à découvrir l'allocation optimale de capital et travail pour chaque région, le projet du « club de Rome japonais », *Global constraints and a new vision for development*, cherche, lui, à optimiser le PIB³. Le modèle développé par Leontief en 1976 pour les Nations Unies, The United Nations World Input-Output Model, s'intéresse pour sa

¹ L'idée que le modèle puisse être en lui même le message (soit un message prédéterminé) plutôt que l'intermédiaire entre des données neutres et un résultat à partir duquel on forge un message, est déjà centrale dans les travaux menés par le STATT à l'université du Sussex pour critiquer *Halte à la croissance*. Cf. COLE H. S. D., COLE H. S. D. et UNIVERSITY OF SUSSEX. SCIENCE POLICY RESEARCH UNIT, *Models of doom: a critique of The limits to growth*, New York, Universe Books, 1973, p. 7 « Cole and Curnow conclude that computer models should be regarded as an integral part of political debate, just because they may hide possible sources of bias. The model is the message ».

² COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, p. 5. Sam Cole conduit « an overall evaluation of the models. How applicable are the models to the issues raised by a NIEO : Of the total argument put forward by the authors and recommendations for particular reforms in a NIEO, how much is justified by the results of the model and the input data and how much is merely (ideological) interpretation ? ».

³ Ibid. p. 16.

part plus à réduire l'écart entre pays riches et pauvres qu'à la croissance totale du monde¹. Enfin, *Halte à la croissance* et *Strategy for Survival*, les deux premiers rapports au Club de Rome adoptent pour objectif principal la conservation des ressources planétaires et donc la réduction de la demande globale. Il ressort bien évidemment de l'étude, en adéquation avec les principes défendus à l'UNITAR, que c'est le modèle de la fondation Bariloche qui est le plus fidèle aux valeurs du NOEI.

La recherche de Sam Cole permet de choisir les modèles à utiliser en fonction des valeurs partagées ou non avec leurs concepteurs, mais aussi d'identifier un levier pour faire changer le monde si on considère que les valeurs des différents groupes humains ne sont pas une donnée stable mais au contraire une variable qui peut être modifiée sur le long terme. Dans la préface qu'il écrit pour l'ouvrage de Sam Cole, Philippe de Seynes suggère ainsi que ce travail permet de souligner le rôle qu'ont effectivement les valeurs humaines dans la fabrique du futur : faire évoluer les valeurs des sociétés constituerait alors un moyen plus facile à mettre en œuvre pour changer le monde plutôt que de s'atteler à inventer des innovations technologiques. La relation entre valeurs et modèles fonctionne donc à double sens : on peut privilégier un modèle car il propose de meilleures solutions pour se tourner vers un monde correspondant plus à nos valeurs, mais les modèles permettent aussi de comprendre quels changements de valeurs doivent être provoqués dans la population mondiale afin d'atteindre un ordre international meilleur.

2) Une futurologie normative

Par son analyse des cinq modèles mondiaux, Sam Cole démontre que toute œuvre futurologique ayant recours à ces outils a une dimension normative. Il explique dans son rapport que l'on doit être plus prudent sur les capacités prospectives des modèles et, en conséquence, sur leur utilité comme outils pour aider à la conception de politiques publiques. Un des objectifs du projet sur le futur de l'UNITAR étant toutefois justement de conseiller les décideurs politiques, il est essentiel pour lui de mettre au jour les ressorts de cette futurologie

¹ Ibid. p. 20.

normative, de déconstruire les modèles et d'en comprendre le fonctionnement de manière à les utiliser au mieux. Par le biais de ce travail, le projet sur le futur de l'UNITAR met au jour le large éventail des images existantes du futur souhaitable et propose un système mondial alternatif reposant sur une redistribution des richesses à plusieurs échelles.

a) Le rôle renouvelé des images du futur

L'une des principales conclusions de l'étude de Sam Cole est que les valeurs des différents créateurs de modèles globaux conduisent ceux-ci à émettre différentes hypothèses de départ, formant différentes visions du monde tel qu'il est et différentes conceptions du système mondial tel qu'il fonctionne¹. Ce sont ces hypothèses de départ qui, par leurs différences souvent profondes, expliquent la variété des résultats obtenus. Il est alors crucial pour les membres du projet sur le futur, de bien expliciter les hypothèses de départ choisies par les concepteurs des modèles globaux afin que leur crédibilité puisse être évaluée et que ceux qui en reçoivent le message puissent comparer ces hypothèses de départ avec leurs propres représentations du monde et prendre connaissance des hypothèses alternatives utilisées par d'autres modélisateurs. Ainsi, le travail d'analyse des modèles entrepris par Sam Cole montre que toutes les positions en conflit sur le thème du développement et de la relation Nord-Sud s'appuient sur des visions du monde qui peuvent être utilisées comme des hypothèses fondamentales pour construire un modèle qui sera ensuite souvent reçu comme une « boîte noire » politiquement neutre alors qu'elle est au contraire idéologiquement chargée. À l'inverse, nous l'avons vu avec le cas des membres de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'intéressent au projet sur le futur de l'UNITAR, il y a une forte demande politique pour la futurologie normative des modèles globaux, les partisans de telle ou telle stratégie de développement souhaitant voir leurs visions soutenues par des études sur le futur menées par des professionnels capables de montrer les chemins par lesquels il est possible d'arriver à l'objectif qu'ils défendent. En mettant en évidence ce lien entre valeurs, idéologie, représentations et résultats des modèles, Sam Cole prolonge le constat qui justifiait le travail

¹ COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, 93p.

de la fondation Bariloche dont le but était justement de montrer que les conclusions d'*Halte à la Croissance* étaient idéologiquement conditionnées et qu'un autre système de valeurs permettait d'imaginer un autre futur non moins fondé scientifiquement. Amilcar Herrera écrit ainsi dans le rapport *Un monde pour tous* : « Tous les pronostics que l'on peut faire à long terme sur le développement de l'humanité sont fondés sur une certaine vision du monde qui repose sur un système de valeurs et sur une idéologie concrète. Les modèles projectifs qui supposent que l'on puisse extrapoler dans le futur, sans aucun changement, la structure du monde actuel et son système de valeurs n'apportent pas, contrairement à ce que l'on prétend parfois, une vision « objective » de la réalité et ils impliquent par ailleurs une prise de position idéologique. La différence que l'on a coutume d'établir entre les modèles projectifs et normatifs à long terme est trompeuse par essence »¹.

Sam Cole montre comment les différentes visions du monde des concepteurs des cinq modèles qu'il étudie influencent plusieurs aspects des modèles qu'ils établissent. Il s'agit tout d'abord de la forme du système mondial et, plus précisément de son découpage ou non en plusieurs sous-unités distinctes et connectées entre elles². Le modèle World 3, qui a servi de support aux conclusions du rapport *Halte à la croissance*, se distingue par le choix d'un monde homogène où les problèmes et les ressources forment une somme globale dont on ne connaît pas la répartition géographique, comme si celle-ci n'importait pas. Une telle représentation du monde comme stock unique de variables agglomérées concernant toute l'humanité revient inévitablement à gommer tout conflit et notamment les tensions Nord-Sud liées à l'inégalité de répartition des ressources qui affecte le monde réel. Sam Cole note que cette particularité rend le modèle World 3 non pertinent pour les analyses en lien avec le NOEI qui demandent justement une réflexion sur la répartition mondiale des richesses³. À l'inverse, des modèles comme celui de la fondation Bariloche, mais aussi le modèle sur lequel

¹ HERRERA Amílcar Oscar, *Un monde pour tous: le modèle mondial latino-américain*, traduit par Danièle BALL-SIMON, Paris, Presses universitaires de France, 1977, p. 15. Il prolonge aussi le travail initié à l'université du Sussex. Cf. COLE H. S. D., *Models of doom: a critique of The limits to growth*, New York, Universe Books, 1973, p. 7 « Any model of any social system necessarily involves assumptions about the workings of that system, and these assumptions are necessarily coloured by the attitudes and values of the individual or groups concerned ».

² COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, 93p.

³ Ibid. p. 11.

est basé le deuxième rapport au Club de Rome¹, divisent le monde en plusieurs régions (quatre pour le premier, dix pour le second) qui se distinguent par des variables différentes dans les domaines démographique, environnemental ou encore économique. Il est alors possible par exemple d'étudier l'effet potentiellement provoqué par différents types d'aides internationales (aide directe, investissement étranger, action sur les prix) dont l'efficacité observée par le modèle dépend en partie de la manière dont ont été découpées les régions et des valeurs initialement attribuées à chacune d'entre elles dans un contexte où l'on manque de données fiables. L'une des conclusions du rapport de la fondation Bariloche met bien en lumière l'intérêt de ce découpage par région : la variable la plus efficace pour satisfaire le plus rapidement les besoins fondamentaux de tous les humains serait la modification de la distribution des richesses à l'intérieur des régions (sans que cela ait un impact sur le stock global des ressources terrestres).

Une autre différence importante entre ces modèles concerne cette fois la manière dont on considère que le système fonctionne, soit la nature des leviers qui peuvent être actionnés pour le transformer. Dans World 3, les variables sont toutes « naturelles » : il s'agit des ressources terrestres et de la démographie. On ne s'attend pas à ce que les êtres humains changent leur comportement de consommation ou inventent de nouvelles technologies susceptibles de transformer radicalement le système. Dans les autres modèles analysés par Sam Cole, à l'inverse, les valeurs et choix humains (attitudes envers la consommation matérielle, la mobilité sociale ascendante, la participation politique...) sont une variable importante. Le modèle Mesarovic-Pestel est même créé dans l'idée que les décideurs politiques s'en servent pour réfléchir aux conséquences possibles des politiques publiques qu'ils veulent mettre en œuvre. Cette possibilité d'action sur le système par la politique est tout aussi centrale dans le modèle de la fondation Bariloche qui vise à démontrer que les principaux problèmes qui se posent à l'humanité sont socio-politiques et non physiques². De la même manière, le modèle créé par Leontief pour les Nations Unies aboutit à la conclusion que les limites physiques pouvant être surmontées, les limites principales à une croissance

¹ MESAROVIC Mihajlo D, PESTEL Eduard et CLUB OF ROME, *Mankind at the turning point: the second report to the Club of Rome*, New York, Dutton, 1974.

² COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, p. 16.

économique soutenue et un développement accéléré sont de caractère politique, social et institutionnel¹. Sam Cole montre bien comment ces hypothèses sur le fonctionnement du système global sont étroitement liées aux objectifs des modélisateurs et donc à leurs échelles de valeurs : des préoccupations écologistes ont conduit l'équipe Meadows à ignorer la dimension sociale des problèmes humains que les membres de la fondation Bariloche ont au contraire jugés fondamentaux, le « scénario de l'inacceptable » se situant pour ces derniers plutôt dans les défauts d'organisation sociale plutôt que dans les limites physiques. L'équipe japonaise avait, elle, pour objectif de trouver quelle réforme du schéma industriel mondial serait la plus désirable et a donc mis l'accent sur l'influence de différentes politiques économiques.

Enfin, les concepteurs de modèles sont parfois aussi en désaccord sur le contenu des différentes variables, c'est-à-dire sur l'état du monde tel qu'il est. Sam Cole explique par exemple que la conclusion du rapport japonais *New vision for développement*, qui s'oppose aux politiques visant l'autosuffisance régionale, est liée à une évaluation plutôt pessimiste des ressources naturelles disponibles dans les pays en développement. Cependant, cette évaluation des différentes ressources mondiales, qu'elles soient naturelles, démographiques ou même économiques, dépend de données qui ne sont pas toujours disponibles ou fiables, ce n'est donc pas elle qui intéresse le plus Sam Cole. Pour lui, les différences les plus importantes entre les cinq modèles étudiés se situent au niveau des deux premiers critères présentés : la forme et le fonctionnement du monde. C'est pour cela qu'il choisit de présenter cinq schémas représentant pour chacun des modèles les mêmes variables mais reliées entre elles de manière différente – voire déconnectées les unes des autres dans certains cas (voir annexe n°5)². La comparaison entre le schéma dessiné par Sam Cole pour décrire le modèle de la fondation Bariloche et celui réalisé par Amilcar Herrera (voir annexe n°4) montre une certaine approximation dans le choix des variables réalisé par le premier, qui ne correspondent pas tout à fait à celles utilisées dans le modèle original. Cette différence s'explique par la nécessité de réduire tous les modèles analysés à un jeu restreint de variables similaires entre lesquelles Sam Cole dessine des relations. Un coup d'œil suffit ainsi à saisir ce qui distingue

¹ Ibid. p. 22 « The principle limits to sustained economic growth and accelerated development are political, social and institutional in character ».

² Ibid. p. 27-29

les imaginaires des uns et des autres. On voit bien, par exemple, que le modèle World 3 constitue une boucle fermée dans laquelle la consommation économique par une population en expansion épuise inlassablement les ressources mondiales sans intervention possible et sans que la répartition des richesses entre différentes régions n'ait une quelconque incidence sur le destin de l'ensemble. À l'inverse, le modèle Leontief admet une intervention possible dans chacune des quinze régions prises en compte par l'investissement étranger et ne présente aucune boucle de rétroaction n'ayant pas pour objectif de présenter un quelconque emballement du système mais plutôt de réfléchir à l'optimisation des relations entre les différentes parties du monde. Le schéma dessiné pour le modèle de la fondation Bariloche se distingue lui, en ce qu'il est le seul pour lequel la population est à la fois un facteur important mais aussi, et surtout, une « donnée de sortie » (*output*) du système dépendant des autres variables. L'ordre de calcul, explicité par Sam Cole dans une note sous chaque schéma, est ainsi essentiel pour comprendre le raisonnement des modélisateurs et, plus indirectement, leurs systèmes de valeurs¹.

Sam Cole conclut son étude en notant qu'un petit nombre d'hypothèses centrales dans les modèles déterminent habituellement la nature des politiques recommandées. Ces hypothèses « reflètent souvent des positions idéologiques fondamentalement opposées et essentiellement non vérifiables »². Pour cette raison, on ne peut pas, selon lui, forger un modèle parfait qui permettrait d'essayer tous les scénarios. Il serait plus intéressant, notamment dans le cadre du NOEI, de comparer l'apport d'un grand nombre de modèles en ayant connaissance des hypothèses de base de chacun. Il souligne que les modèles restent un outil intéressant pour leur valeur pédagogique, parce qu'ils peuvent mettre en scène le futur désiré ou craint, montrer la pertinence de certaines représentations. La diversité des modèles existants permet alors, plutôt que de s'enfermer dans une unique vision du monde, de recréer un imaginaire riche présentant aux décideurs publics un large éventail d'alternatives possibles pour le futur.

¹ Ibid. p. 26.

² Ibid. p. 78. Traduction de l'anglais « often reflect fundamentally opposed and essentially untestable ideological positions ».

b) Promouvoir une alternative radicale

Dans un contexte où la futurologie réaffirme sa dimension normative dans la deuxième moitié des années 1970¹, les membres du projet sur le futur de l'UNITAR profitent de leur rôle de conseillers pour promouvoir un futur radicalement « alternatif », en rupture avec l'ordre actuel, qui respecterait les principes du NOEI et de la satisfaction prioritaire des besoins fondamentaux. Cette notion d' « alternative » possible est une partie essentielle de leur message à destination des décideurs politiques : le projet sur le futur se donne pour objectif de faire comprendre à ces derniers que « l'orthodoxie n'est plus une approche valide » et qu'il convient de « questionn[er] les valeurs établies de l'ordre présent »². Le chemin dont il faut dévier étant celui d'un monde dominé par le Nord, cette notion d'alternative s'oppose frontalement à la vision développée par les dirigeants politiques du Nord qui ne prévoient qu'une amélioration graduelle de la situation des pays en développement ne remettant pas fondamentalement en question la structure internationale existante ni les formes d'interdépendance auxquelles elle donne lieu. Le projet sur le futur de l'UNITAR organise alors la communication autour de ses résultats de ses travaux censés apporter cette sensibilité à la possibilité d'un futur global alternatif, de manière à toucher un public plus large que celui des modélisateurs et autres futurologues³. Début 1977, l'analyse

¹ C'est ce qu'affirment notamment les époux McHale dans leur rapport à l'UNITAR. Cf. MCHALE John et CORDELL MCHALE Magda, *Futures studies: an international survey*, New York, United Nations Institute for Training and Research, 1976, p. 3. « There is a shift within the field itself, from an emphasis on prediction and linear forecasting towards normative modes of considering a range of alternative futures. Those involved in futures studies are now generally concerned with “alerting” functions, which may indicate ranges of positive and negative consequences resultant upon present or proposed courses of actions, and with exploring the costs and benefits of alternative value preferences, goal orientations and human options (...) There is an underlying shift from what may be feasible under given constraints to what could or should be possible and/or desirable – if we choose to alter the constraints upon present and future actions ».

² UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001. Report of the chairman of the board of trustees, p. 10 « project on the future ». Traduction de l'anglais « orthodoxy was no longer a valid approach » ; « questioned the established values of the present order »

³ Sam Cole présente le long *paper* publié sous forme de livre en 1977 en tant que résultat de son projet de recherche comme un document pertinent pour ceux qui s'intéressent à « l'usage de modèles globaux dans les processus de prise de décision » plutôt que pour les seuls spécialistes de la modélisation globale. Cf. UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001. Report of the Ad hoc advisory meeting of the board of trustees. Progress report since september 1976. Voir aussi Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 985, Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une

des cinq modèles mondiaux menée par Sam Cole est soumise au Comité des Nations Unies sur la Planification du Développement et une présentation des modèles Mesarovic/Pestel et Bariloche est organisée¹.

Outre les principes généraux (possibilité d'une alternative future, modèles pertinents ou non pour concevoir un NOEI) ainsi diffusés auprès des représentants politiques de l'Assemblée générale des Nations Unies, le projet sur le futur de l'UNITAR cherche à incarner son rôle de conseiller en fournissant une analyse plus spécifique des politiques internes, en particulier les politiques d'investissement dans la technologie, que les décideurs des pays en développement devraient ou non mettre en œuvre selon l'objectif qu'ils recherchent. Il s'agit d'un projet mené entre 1978 et 1982, conjointement par une équipe de l'université de Columbia dirigée par Graciela Chichilnisky et une équipe de l'université du Sussex dirigée par Sam Cole, le « projet sur la technologie, la répartition domestique des richesses et les relations Nord-Sud »². Le but de l'étude est de fournir un conseil politique en « illustrant la gamme des choix de technologies qui seraient désirables si l'objectif consiste en une amélioration des termes de l'échange Nord-Sud »³. Ces travaux s'inscrivent dans le travail plus large qui est mené par le projet sur le futur de l'UNITAR pour démontrer que la mise en œuvre du NOEI et la satisfaction des besoins fondamentaux, pris ensemble ou séparément, dépend avant tout des choix de politiques faits à différents niveaux et en particulier au niveau national. Il s'agit là encore d'explorer les implications du postulat fait par la fondation Bariloche que la responsabilité des problèmes actuels et futurs est entièrement entre les mains des humains, qu'une action sociale et politique est capable de

memorandum of the executive director, 22 février 1977, p. 9 « department, project on the future », « While not involved in building up « World Models », UNITAR's Project on the Future has maintained close links with all organisations and individuals involved in this format of work. As reported to the Board we have now completed a thorough analysis of various models and this study will be disseminated widely as part of UNITAR's important function of informing governments and interested individuals, in an analytical and critical way on the results of the global studies undertaken elsewhere, and more generally, on the trend of thinking and research in the futures discipline ».

¹ UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001. Report of the Ad hoc advisory meeting of the board of trustees. Progress report since september 1976.

² Project on Technology, Domestic Distribution and North-South Relations. Cf. Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, draft programme for 1978. Et rapport de l'UNITAR à l'ONU, 1978, p. 20.

³ Ibid. p. 95 « « As a policy matter, this illustrates the range of choices of technologies that would be desirable if betterment of North-South terms of trade is a goal. »

faire changer radicalement la trajectoire du monde pour le mieux, que le futur du monde est donc un domaine d'action plus ouvert qu'on ne le pense, chaque contrainte étant surmontable si l'on adopte une politique adéquate¹.

Les équipes de l'université du Sussex et de Columbia construisent sous la direction de Graciela Chichilnisky et de Sam Cole un nouveau modèle informatique dont l'objectif est de mettre en relation les échanges se déroulant sur les marchés internationaux pour six groupes de produits avec les choix de politiques, particulièrement technologiques, réalisés au niveau national dans six groupes correspondant à six différents types d'économies distingués par leur niveau de développement mais également par le fait de produire ou non du pétrole². Chacun des grands ensembles de pays ainsi constitué est divisé en deux groupes sociaux caractérisés par le niveau de revenu des personnes qui y appartiennent³. Ce modèle et les variantes qui en sont réalisées au cours des cinq années pendant lesquelles le programme existe permettent aux deux équipes d'explorer les politiques technologiques que peuvent entreprendre les Etats et d'en établir les conséquences probables⁴.

Pour des experts du futur, il y a trois manières possibles de traiter la question de la technologie : comme une solution qui permet d'ignorer certains problèmes qu'il s'agisse de la surpopulation, des problèmes de ressources ou de la pollution de l'environnement ; comme un problème en soi sur le modèle d'*Halte à la croissance* ; ou bien comme une variable du système global et des scénarios choisis. C'est cette dernière option qui est privilégiée par Sam Cole et Graciela Chichilnisky qui évaluent la compatibilité de différentes politiques technologiques avec l'instauration d'un NOEI et leur capacité à satisfaire les besoins fondamentaux des populations, tant dans le pays qui met en place la politique technologique

¹ CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs, exhaustible resources and growth in a North-South context*, New York, UNITAR, 1980, p. 7 « The second generation world models (...) (Bariloche, RIO and the UN model) have placed the matter of resources in a more balanced perspective. They present the problem not so much as one of population explosion, or absolute limits, but as one of failures in human (socio-political) organization ».

² Rapport de l'UNITAR à l'ONU, 1978-1982.

³ Ibid. p. 306.

⁴ Project on Technology, Domestic Distribution and North-South Relations. Voir notamment COLE Sam et CHICHILNISKY Graciela, « Modelling with scenarios: Technology in North-South development », *JFTR Futures*, 1978, vol. 10, n° 4, p. 303-321. Et COLE Sam, LUCAS Henry (dirs.), *Models, planning, and basic needs*, Oxford; New York, Pergamon Press, 1979.

que dans ceux avec lesquels il commerce, les changements affectant une région pouvant avoir un impact indirect sur les autres parties du monde¹. Ils mettent ainsi en évidence combien divergent les chemins entrepris selon le choix de politiques technologiques qui est fait. Ils expliquent par exemple que le choix, pour un pays du Sud, de tourner son économie vers l'exportation en produisant des biens de luxe pourrait augmenter la richesse du groupe social le plus favorisé mais aurait pour conséquence probable une aggravation de la situation des personnes les plus pauvres de ce pays alors considérées comme une main-d'œuvre à bas coût plutôt que comme un groupe de consommateurs². Ce choix de politique technologique et commerciale n'est donc pas compatible avec un objectif de satisfaction prioritaire des besoins fondamentaux. Mais le modèle permet aussi de montrer pourquoi ce choix de la satisfaction prioritaire des besoins fondamentaux est stratégique également du point de vue du développement du pays dans son ensemble, même si le critère retenu est la maximisation du PIB du pays. Les politiques tournées vers l'exportation, dans les conditions de haute élasticité de la main-d'œuvre typiques des pays en développement, ont selon le résultat des simulations entreprises, pour conséquence d'affecter les prix et les revenus de manière à ce que la distribution des revenus dans le Sud empire³. Mais, après un certain temps, le modèle montre aussi une détérioration générale des termes de l'échange international qui finit par affecter négativement la croissance du pays dans son ensemble. Les scénarios qui se dessinent ainsi réussissent donc dans une certaine mesure le tour de force de prouver qu'une stratégie de développement donnant la priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux permet d'atteindre tous types d'objectifs correspondant à différents systèmes de valeurs dont ceux pour lesquels cette satisfaction prioritaire des besoins fondamentaux serait un moyen plutôt qu'une fin. De manière générale, les conclusions des simulations effectuées grâce au modèle vont dans le même sens que celles de la fondation Bariloche qu'elles raffinent en montrant bien comment les choix effectués au niveau national se répercutent au niveau mondial dans chaque secteur de l'économie marchande. Par ce travail d'évaluation des différentes

¹ CHICHILNISKY Graciela, COLE Sam, *A progress report on technology, domestic distribution and North South relations*, New York, 1978.

² COLE Sam et CHICHILNISKY Graciela, « A model of the Relation between technology and north-south income distribution » in COLE Sam, LUCAS Henry (dirs.), *Models, planning, and basic needs*, Oxford; New York, Pergamon Press, 1979, p. 88.

³ Rapport de l'UNITAR à l'ONU, 1981, p. 22.

politiques technologiques possibles, Graciela Chichilnisky et Sam Cole donnent à la futurologie un rôle clé pour faire comprendre aux décideurs politiques l'éventail des possibles qui s'offre à eux et surtout le lien entre ces différentes options et les valeurs qu'ils défendent.

Alors qu'au début des années 1970 triomphait dans les organisations internationales l'idée que les représentants de toutes les nations pourraient coopérer autour de grilles de problèmes mondiaux de long terme idéologiquement neutres, la mise en scène d'un conflit Nord-Sud cristallisé autour de la notion de nouvel ordre économique international provoque un regain d'intérêt pour une futurologie plus normative que descriptive. Au sein du système onusien, et en particulier à l'UNITAR, celle-ci a pour tâche d'aider les représentants du Sud dans leur quête d'un ordre plus juste. Les futurologues dont l'expertise est sollicitée gardent néanmoins une marge de liberté scientifique relativement importante. Loin de se contenter de démontrer les bienfaits à long terme des mesures préconisées par les partisans du NOEI tel que formulé pour la première fois à l'ONU en 1974, ils proposent une vision du futur plus complexe où les politiques internes à chaque pays entrent en jeu aux côtés des questions internationales. Beaucoup des travaux menés dans le cadre du projet sur le futur de l'UNITAR privilégient ainsi une approche du développement qui donne la priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux de tous les êtres humains et s'efforcent de démontrer que ce choix est compatible avec l'esprit du NOEI.

En s'engageant ainsi dans une pratique plus militante, les futurologues ouvrent une discussion fondamentale sur le lien entre les valeurs défendues par tel ou tel groupe, les représentations du monde (réel et désiré) qui en découlent et les politiques cohérentes avec celles-ci. Les notions fondatrices d'« image du futur » et d'« image du monde » gagnent ainsi une nouvelle importance dans les discours des futurologues engagés. Dans les années 1960, ces notions avaient été forgées et défendues dans l'idée que promouvoir une « conscience globale », c'est-à-dire un sentiment d'appartenance à un destin commun à tous les êtres humains, était l'étape clé qui permettrait de faire en sorte que ce destin commun soit meilleur et notamment qu'il s'agisse d'un futur de paix. Dans la deuxième moitié des années

1970, la notion de conscience globale a profondément changé de contenu. Parmi les grands problèmes mondiaux, celui de la paix a cédé la préséance à celui du développement, une question pour laquelle il est plus difficile d'établir un objectif consensuel, en particulier dans un contexte d'inquiétude quant à l'aspect limité des ressources terrestres. Surtout, force est de constater que la conscience globale en tant que conscience d'appartenir à un monde interconnecté existe désormais ; l'idée que le monde est un système a progressé dans les esprits des scientifiques, du grand public et des décideurs politiques sans pour autant faciliter la prise de décision en commun. Au contraire, chaque parti promeut sa propre conception du système mondial et ses propres solutions pour l'avenir de l'humanité. Pour les membres du projet sur le futur de l'UNITAR, il convient donc de rendre plus explicites les valeurs qui sous-tendent tel ou tel discours sur le futur, de manière à ce que les discussions et négociations puissent porter directement sur ces valeurs et ces représentations du monde sans être prises en otage par des résultats « scientifiques » dont la dimension idéologique resterait masquée. Plus qu'une conscience de l'interdépendance, la conscience globale que les futurologues de l'UNITAR souhaitent voir naître est alors une conscience humaine faite de valeurs partagées comme la justice ou l'équité et une conscience de la diversité des alternatives possibles dans le futur.

Chapitre 5. 1980-1989 : un monde, plusieurs régions, une multitude d'options pour le futur

L'affirmation à la fin des années 1970 d'une futurologie normative, née dans le contexte du grand débat sur le NOEI, qui prend en compte différentes représentations du monde et reconnaît l'existence de plusieurs systèmes de valeurs, a un impact durable sur la manière dont les études sur le futur sont perçues et utilisées dans le cadre onusien. Les années 1980 sont à cet égard un moment d'aboutissement où l'on prolonge les réflexions esquissées à partir de 1974. Travailler avec l'hypothèse d'un monde profondément divisé entre des groupes qui ne partagent ni les mêmes intérêts, ni le même imaginaire, ni encore les mêmes ambitions pour l'humanité conduit les membres de l'UNITAR – mais aussi ceux de l'Unesco qui démarre un nouveau programme sur le futur – à pratiquer une forme de prospective entièrement nouvelle pour ces institutions. Ces travaux, dont la caractéristique principale est d'accorder une valeur explicative essentielle à l'échelon régional selon une logique d'analyse "désagrégée" du système global, nous intéressent à plusieurs titres. D'abord parce qu'ils révèlent une tension entre cette nouvelle vision fragmentée de l'espace mondial et la réaffirmation régulière d'une croyance en l'unicité du groupe humain et de la problématique mondiale. Ensuite parce qu'ils représentent une sorte de chant du cygne avant l'arrêt des études mêlant explicitement méthodes de prospective et préoccupation pour l'échelon global. De fait, le projet sur le futur de l'UNITAR prend fin en 1984 et le grand programme "réflexion sur les problèmes mondiaux et études prospectives" mené par l'Unesco entre 1984 et 1989 n'est pas reconduit en tant que tel une fois son terme atteint. Cette fin officielle des travaux prospectifs sur les problèmes mondiaux au sein de nos deux organisations s'apparente plus à un long processus de transformation qu'à une fin brutale. Nous montrerons le rôle joué dans cette évolution par le format qu'adoptent les études de prospective elles-mêmes dans les années 1980. En mettant en lumière toutes les conséquences des choix théoriques et pratiques faits à l'UNITAR et à l'Unesco pendant cette période, nous questionnerons cette notion même de fin et montrerons que l'intérêt pour le futur, et plus particulièrement pour la prospective,

tout comme la préoccupation pour les “problèmes mondiaux”, perdurent au-delà de l’arrêt des travaux qui les liaient. Dans ce contexte, nous verrons que les études sur le futur menées au sein du système onusien, bien qu’elles conservent pour un temps encore leurs particularités vis-à-vis du champ plus vaste de la futurologie – accusant notamment un certain retard qui se traduit dans leur rapport aux modèles globaux – sont rattrapées par les profonds changements que traverse celui-ci.

C’est donc en prenant en compte les transformations qui affectent tant le monde onusien que l’univers de la prospective que nous montrerons comment les années 1980 voient se défaire le lien qui unissait alors depuis deux décennies études sur le futur et problématique mondiale. Nous montrerons d’abord comment la prolongation de la discussion sur le nouvel ordre international et les stratégies de développement aboutit au début des années 1980 à la théorisation d’une humanité certes interdépendante mais profondément divisée entre des groupes on envisage l’avenir séparément. Nous verrons ensuite quels types d’études régionales sont alors entreprises. Enfin, nous examinerons les conditions dans lesquelles études sur le futur et analyse de la problématique mondiale se séparent dans la deuxième moitié des années 1980.

A - Les mondes futurs : une humanité complexe, un globe désagrégé

Les prolongements de la discussion sur le NOEI au sein du monde onusien ont une influence sur le projet sur le futur de l’UNITAR qui promet à partir de 1980 une solution aux problèmes de développement qui accorderait un rôle important au régionalisme. C’est cette même discussion qui, par les échos qu’elle trouve à l’Unesco, incite les membres du Secrétariat de cette dernière à proposer, de nouveau, un grand programme de prospective sur les problèmes mondiaux. Après avoir explicité le lien entre ces développements et les travaux sur le futur de l’ordre international menés dans la période précédente, nous présenterons les visions du monde, entre interdépendance et complexité, qui structurent les nouvelles études prospectives alors entreprises.

1) Les suites du débat sur le NOEI

Au début des années 1980, nombre d'observateurs extérieurs concluent déjà à l'échec du NOEI, mettant en avant l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations en raison des blocages exercés par les pays développés qui refusent toute discussion sur un nouvel ordre international et soulignant le contexte difficile d'endettement massif dans lequel se trouvent les pays en développement à l'issue de la période de crise économique inaugurée par le choc pétrolier de 1973 puis celui de 1979¹. Au sein de l'ONU en revanche, et en particulier à l'UNITAR et à l'Unesco, les représentants des pays en développement ne désarment pas. Les difficultés auxquels sont confrontés les partisans d'un NOEI constituent pour eux une raison supplémentaire d'étudier la notion plus en profondeur, de réfléchir à des solutions alternatives qui permettrait de respecter, sinon les mesures proposées en 1974, au moins l'esprit des réformes internationales alors demandées. Cet intérêt constamment réaffirmé pour l'idée de NOEI est alors une motivation importante pour mener un certain type d'études prospectives.

a) À l'Unesco : le retour aux études prospectives

Dès 1974, l'Unesco cherche à participer à la réflexion sur le NOEI. La Conférence générale charge le Secrétariat de l'organisation de mener une réflexion sur la contribution spécifique que l'Unesco pourrait apporter à la mise en œuvre d'un nouvel ordre mondial grâce à ses compétences dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture². C'est dans ce contexte que resurgit à l'Unesco l'idée de coordonner un travail d'analyse des « problèmes mondiaux » alors que, la même année, la prérogative de mener une telle réflexion avait été

¹ GILMAN Nils, « The New International Economic Order: A Reintroduction », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, Actes de la 18^e session de la Conférence générale, Résolutions, 1974. Résolution 18C/12.I.

retirée à un office de préprogrammation dépouillé de sa fonction prospective et transformé en « Bureau d'études et de programmation » avec le départ de Mahdi Elmandjra¹. De fait, un an plus tard, lorsque le nouveau directeur général de l'Unesco, Amadou-Mahtar M'Bow réunit un groupe d'intellectuels auquel il donne pour mission d'éclairer le questionnement sur le NOEI par une réflexion plus large sur la problématique mondiale, il ne leur demande pas un travail de prospective. Le groupe, qui se réunit à trois reprises au printemps 1975 a pour charge, selon les mots du directeur général, de « procéder à l'échange de vues le plus large et le plus franc sur les grands problèmes qui se posent actuellement au monde, sur leurs interactions et sur les modalités d'une coopération internationale visant à les résoudre² ». Les discussions engagées doivent donc porter plutôt sur le présent que sur le long terme ; elles ne s'apparentent pas à des études qui utiliseraient une méthodologie spécifique mais plutôt à un ensemble de conversations libres. En outre, les protagonistes, tous extérieurs à l'Unesco et rassemblés seulement de manière ponctuelle, n'ont pas de lien avec le monde de la prospective, à l'exception de deux d'entre eux : Aurelio Peccei, alors président du Club de Rome, et Radovan Richta, qui est présenté dans le rapport rédigé par le groupe comme le « directeur de l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie tchécoslovaque des sciences » mais qui est surtout le chef de file de la prospective tchèque depuis les années 1960³. Les autres ont des profils très variés, on trouve notamment réunis le directeur de la revue *Esprit*, Jean-Marie Domenach, le prix Nobel de physique Alfred Kastler, le musicien américain Yehudi Menuhin, le directeur franco-tunisien de la revue *Jeune Afrique*, Béchir Benyahmed, et l'économiste égyptien Samir Amin.

L'absence de visée prospective dans ces discussions sur le NOEI et sur les grands problèmes du monde ne tarde pas à être ressentie comme une anomalie alors que les rapports produits par l'Unesco souffrent de la comparaison avec les travaux engagés par ailleurs sur les mêmes thématiques, que ce soit au sein du monde onusien (en particulier à l'UNITAR) ou en

¹ Voir chapitre 3.

² M'BOW Amadou-Mahtar, *Le monde en devenir : réflexions sur le nouvel ordre économique international*, Paris, France, l'Harmattan, 2011 (initialement publié en 1976), Avant propos, p. 9.

³ *ibid.* p. 105 ; à propos de Radovan Richta, voir SOMMER Vítězslav, « Forecasting the Post-Socialist Future: *Prognostika* in Late Socialist Czechoslovakia, 1970–1989 » in ANDERSSON Jenny et RINDZEVICIUTE Eglė, *The struggle for the long-term in transnational science and politics: forging the future*, 2015.

dehors. Dès 1976, plusieurs membres du conseil exécutif de l'Unesco réagissent à la publication du *Monde en devenir* en exprimant leur crainte que l'organisation, à cause de son peu d'ambition dans le domaine prospectif, ne se trouve exclue d'un mouvement international important qui réfléchit au futur de l'ordre mondial¹. La participation de l'Unesco à la mise en place du NOEI ne peut se faire, selon eux, sans que l'analyse fournie par l'organisation soit « exercée dans une vue prospective, c'est-à-dire en anticipant sur les divers cheminements qui, compte tenu de la diversité des modèles de développement existants ou futurs, sont susceptibles de conduire à l'instauration d'un nouvel ordre économique international »². Ils reprennent en cela une recommandation émise par les auteurs du *Monde en devenir* eux-mêmes : le rapport conseille à l'Unesco d'entreprendre un « travail d'information, d'analyse et de prévision », grâce auquel de nombreuses données récoltées sur l'évolution des problèmes mondiaux seraient exploitées pour formuler différents « scénarios du futur » correspondant à différentes « hypothèses de base »³. Le niveau de généralité du propos ainsi tenu par les membres du conseil exécutif de l'Unesco et par les membres du Secrétariat qui ont aidé Amadou-Mahtar M'Bow à rédiger *Le monde en devenir* traduit bien leur connaissance limitée du champ des études sur le futur tel qu'il se développe alors en dehors de l'Unesco. Deux ans plus tard, la même préoccupation est de nouveau exprimée dans le projet d'ajustements au plan à moyen terme (1977-1982). On y propose une synthèse des réflexions menées sur le NOEI en dehors de l'organisation ; il y est notamment fait mention de l'approche du développement par « les besoins essentiels »⁴. Cette synthèse se conclut en énonçant « la nécessité d'une prospective »⁵. Un peu plus loin, à propos de la troisième décennie des Nations Unies pour le développement qui doit débuter en 1980, on explique que les travaux menés par l'ONU tiendront « compte de "modèles mathématiques" se référant à l'an 2000 ou

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 19 C/15 « Contribution de l'Unesco à l'instauration d'un nouvel ordre économique international ».

² Ibid. p. 15.

³ M'BOW Amadou-Mahtar, *Le monde en devenir : réflexions sur le nouvel ordre économique international*, Paris, France, l'Harmattan, 2011 (initialement publié en 1976), p. 47-48.

⁴ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 20 C/4, Projet d'ajustements au Plan à moyen terme (1977-1982), 1978, postface p. 6.

⁵ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 20 C/4, Projet d'ajustements au Plan à moyen terme (1977-1982), 1978, postface p. 17.

à des horizons plus lointains et d'autres "scénarios" qui pourraient être présentés »¹. Quoique ce document comporte des références plus précises que le rapport sur le NOEI de 1976, l'emploi systématique de guillemets pour faire référence au vocabulaire des études sur le futur dénote encore le caractère étranger qu'elles revêtent pour les membres du Secrétariat de l'Unesco. Profanes en la matière, ces derniers perçoivent néanmoins la nécessité de pratiquer la prospective pour se faire entendre sur le thème du NOEI et, plus largement, du développement : « Il importe, expliquent-ils, que l'Unesco, pour faire prévaloir les idées en matière de développement que lui inspire la large approche des problèmes qui lui est propre, soit en mesure de participer efficacement à ces travaux, et entreprenne elle-même des études à long terme. Ce n'est qu'à cette condition que l'Unesco pourrait faire en sorte que ses domaines propres de compétence et les perspectives qui leur sont associées constituent des éléments déterminants de la nouvelle stratégie internationale en cours d'élaboration »². Cette idée selon laquelle les études sur le futur seraient la grille de lecture privilégiée de l'ordre mondial, la voie par laquelle il faut s'exprimer si l'on veut être entendu, n'est pas sans rappeler les discours tenus par René Maheu et son entourage dès la fin des années 1960, discours qui avaient conduit à la première expérience de prospective globale au sein de l'organisation sous la houlette de Mahdi Elmandjra entre 1972 et 1974³. De nouveau, c'est en grande partie grâce au travail du Centre International de Sciences Sociales, organisation qui lui est affiliée, que l'Unesco a pu suivre de loin les développements du monde de la futurologie. Dès 1974 en effet, le CISS lance un projet sur les « modèles mondiaux » (*World models*) ayant pour but d'analyser le fonctionnement et les résultats des modèles globaux conçus jusqu'alors ou en cours de conception⁴. L'Unesco reçoit les rapports du CISS ayant trait à ce projet et en particulier les actes de la conférence « World Models and Future Forecasts » qui est organisée dans ce cadre à Rio de Janeiro en novembre 1975.

En 1980, alors qu'il est finalement décidé que l'Unesco entreprendra un grand programme de prospective dans le cadre de son prochain programme à moyen terme, le lien

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 20 C/4, Projet d'ajustements au Plan à moyen terme (1977-1982), 1978, postface p. 18.

² Ibid.

³ Voir chapitre 3.

⁴ Archives du Conseil International des Sciences Sociales (CISS) ; carton 2/6.12.

entre futur et NOEI est de nouveau mis en avant par le directeur général¹. Son discours présente la session de la Conférence générale en cours comme un moment de rupture à partir duquel l'organisation sera résolument tournée vers l'avenir. Deux ans plus tard, on commence à réfléchir à la nature des travaux qui seront menés par l'Unesco. L'idée que l'organisation a un retard à rattraper la conduit à accorder la priorité à des activités d'analyse des travaux prospectifs menés ailleurs « au sujet de la problématique mondiale »². Dès 1984, des rapports sont donc commandés par l'Unesco à propos d'un grand nombre de modèles globaux et, plus généralement, de l'état de la science prospective dans le domaine du développement³. Quelques années auront donc suffi à l'organisation pour réinvestir le champ des études sur le futur des problèmes mondiaux en réponse aux discussions sur le NOEI, celles-ci s'étant avérées étroitement liées au monde de la prospective.

b) À l'UNITAR : la promotion du régionalisme

À l'UNITAR, les travaux de Sam Cole et Graciela Chichilnisky ayant montré la pluralité des représentations du monde existant et du monde futur désiré, le projet sur le futur s'attelle à partir du début des années 1980 à faire émerger les scénarios favorables aux régions dont les intérêts n'étaient pas suffisamment pris en compte dans la plupart des modèles globaux conçus jusqu'alors : les pays du Tiers Monde. Après avoir démontré l'intérêt d'une approche du développement par les besoins fondamentaux, le projet se consacre à un autre aspect de la vision du nouvel ordre mondial défendue tant par la fondation Bariloche que par la partie la plus radicale des théoriciens de la dépendance : l'idée que les différentes régions

¹ M'BOW Amadou-Mahtar, *Entreprendre l'avenir*, Paris, Unesco, 1981, p. 71, discours d'introduction au débat de politique générale (1980), « A ceux qui pensent que l'idée de nouvel ordre économique international a épuisé son dynamisme et doit être reléguée parmi les grands desseins dont l'histoire s'est détournée, on peut répondre qu'en fait, les efforts en vue d'instaurer un nouvel ordre, au sens où l'Unesco l'entend depuis que la Conférence générale a marqué son adhésion à ce concept, n'en sont qu'à leurs débuts.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989).

³ UNESCO, *Blueprint for the future. Unesco's Medium Term Plan 1984-1989.*, Paris, Unesco, 1984, 53 p.

du Sud devraient acquérir un degré d'autosuffisance plus important que ce n'est alors le cas, afin de rompre le lien de subordination qui les unit aux pays du Nord¹. Cette manœuvre de « déconnexion » d'avec les pays développés et de « reconnexion » locale avec les autres pays d'un même ensemble régional fait partie des scénarios explorés dans le modèle mis au point par Sam Cole et Graciela Chichilnisky pour étudier le rôle des politiques technologiques dans les différentes stratégies de développement².

Mais, en 1980, il est décidé d'étudier cette option plus en profondeur en consacrant une part importante de l'activité du projet sur le futur à la question du régionalisme comme stratégie de développement à part entière. Une conférence est alors organisée les 8 et 9 mai, conjointement avec le CEESTEM et le Club de Rome, sur le thème « le régionalisme et le nouvel ordre économique international »³. L'événement est considéré comme une prolongation logique du programme commun au CEESTEM et à l'UNITAR sur le NOEI⁴. L'argumentaire de la conférence tel qu'il a été pensé par les membres du projet sur le futur montre bien le lien logique établi entre, d'une part, l'idée que coexistent différents systèmes de valeurs, supposant différentes représentations du monde, et, d'autre part, une stratégie de développement régionaliste : puisque les négociations internationales autour du NOEI peuvent difficilement aboutir à cause de ces conflits de représentations – les représentants du Nord n'étant pas convaincus des gains qu'ils obtiendraient s'ils favorisaient l'avènement du nouvel ordre mondial demandé par ceux du Sud – alors ces derniers ont tout intérêt à faire advenir leur futur préféré, ou du moins les premières étapes de celui-ci, par leurs propres moyens. Le renforcement de la coopération régionale, sur les plans économiques mais aussi culturels et politiques, et la coopération interrégionale Sud-Sud qui pourrait l'accompagner, constitueraient ainsi une voie vers le NOEI (et non pas une simple solution de rechange). Cette voie présente de multiples intérêts. Tout d'abord, elle permettrait un fonctionnement

¹ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1980, p. 24.

² Project on Technology, Domestic Distribution and North-South Relations. Voir notamment COLE Sam et CHICHILNISKY Graciela, « Modelling with scenarios: Technology in North-South development », *JFTR Futures*, 1978, vol. 10, n° 4, p. 303-321. Et COLE Sam, LUCAS Henry (dirs.), *Models, planning, and basic needs*, Oxford; New York, Pergamon Press, 1979.

³ Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, dossier 8, lettre d'Ervin Lazslo aux participants.

⁴ Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, dossier 8, rapport de la conférence.

complémentaire des différents secteurs de l'économie, les produits industriels et agricoles des uns trouvant un marché de consommateurs élargi chez les autres, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des marchés et des produits du Nord. Ensuite, cette coopération économique renforçant la dépendance mutuelle des pays de la région inciterait les représentants politiques de ceux-ci à coopérer également sur le plan diplomatique : le front commun opposé au Nord lors des négociations internationales serait alors plus solide car il ne serait plus seulement rhétorique mais motivé par des intérêts économiques communs. On peut voir dans cet argument une tentative de répondre à la crainte souvent exprimée par les défenseurs du NOEI de voir le Sud se disperser en différents groupes d'intérêts opposés les uns aux autres, certains pays comme la Chine s'engageant déjà avec plus de succès que d'autres dans la voie de l'industrialisation massive¹. Dans la stratégie régionaliste proposée par le projet sur le futur de l'UNITAR, ces différences entre pays en développement deviendraient au contraire un atout puisque ce sont elles qui rendraient intéressante la coopération intra-régionale. Enfin, cette approche est plus susceptible de séduire les dirigeants politiques que celle qui donne la priorité à la satisfaction des besoins fondamentaux puisqu'elle ne se prononce pas explicitement sur les politiques à mener à l'intérieur des pays². On assiste à cet égard à un double discours : les documents internes à l'UNITAR considèrent le régionalisme et la satisfaction des besoins fondamentaux comme les deux facettes d'une unique stratégie tandis que les documents présentant l'argumentaire de la conférence à un large public considèrent que la stratégie régionaliste constitue « une autre sorte de suggestion » moins rhétorique et plus dirigée vers l'action immédiate³. Le choix ainsi opéré par les membres du projet sur le futur de l'UNITAR de laisser la question des besoins fondamentaux au second plan dans l'espoir de convaincre les représentants politiques des

¹ WESTAD Odd Ane, *The global Cold War: third world interventions and the making of our times*, Cambridge, Cambridge University Press, xiv+484 p.

² Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, fichier 8, rapport de la conférence p1 « the Regional and Inter-Regional Strategy constitutes a functional approach to economic regionalism and does not infringe on, or restrict in any way, the sovereignty of States in the free choice of their economic and political system, and their external economic and political relations ».

³ Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, fichier 8, rapport de la conférence p. 3, « The Conference put forward a different kind of suggestion. It proposed not more rhetoric about political will and the need for bailing out the Third World in general or its poorest segment in particular, nor yet utopian alternatives or emergency programmes. It proposed a strategy that could work ; that could re-open the stalemated global negotiations ; that could achieve real progress toward the creation of an equitable and new international economic order ».

pays du Sud d'adopter au moins la voie régionaliste vers le NOEI – soit une voie qui n'accorde pas une grande importance à l'aide internationale au développement et demande un effort de négociation entre pays d'une même région – s'explique par ses vertus propres qui viennent d'être exposées mais aussi par le désir de convaincre au-delà du cercle d'universitaires et de fonctionnaires internationaux qui constituent jusqu'alors les lecteurs privilégiés des rapports publiés dans le cadre du programme. On retrouve là une motivation commune au projet sur les politiques technologiques qui, par les applications pratiques sur lesquelles il doit déboucher, représente lui aussi un espoir de toucher un public plus large et en particulier un public de décideurs politiques¹.

Cette ambition de tourner le projet sur le futur vers l'action concrète se matérialise lors de la conférence par une série d'études montrant comment la coopération et l'intégration régionale pourraient aider à atteindre les objectifs du NOEI dans huit domaines distincts. La première d'entre elles illustre parfaitement l'effort pédagogique déployé par les membres du projet sur le futur pour convaincre les représentants politiques du Sud de l'intérêt que représente le régionalisme pour leurs pays². Consacrée à la coopération dans le domaine de la finance, elle cherche à proposer des solutions au problème de la dette qui handicape alors lourdement les pays du Tiers Monde tant dans leurs efforts de développement industriel que dans leurs négociations avec les pays développés. L'étude montre que la création d'institutions financières communes à tous les pays d'une région du monde permettrait de rompre la dépendance envers les créanciers du Nord et de favoriser la production à destination domestique plutôt que la dépendance vis-à-vis de l'exportation grâce à des prêts accordés préférentiellement aux pays qui s'engageraient dans cette politique économique de déconnexion, soit l'exact inverse de ce qui leur est alors demandé. L'indépendance financière ainsi acquise au niveau d'une région laisserait aux pays qui la composent la possibilité de s'engager dans une voie de développement alternative plus adaptée à leurs caractéristiques économiques et culturelles que celle proposée par les pays du Nord.

¹ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1980 p. 24 « to the extent that politicians and scholars have become aware of it, keen interest has been expressed. The project has, in fact, a growing "clientele", born of the anguish and despair of circles which do not find hope in what they perceive as partly obsolescent models ».

² Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, fichier 8, rapport de la conférence, p. 5.

À l'issue de la conférence, un groupe de travail permanent est créé pour explorer les propositions émises au cours des deux journées et pour réfléchir à d'autres idées d'actions en faveur de la coopération régionale. Surtout, cette rencontre inaugure une nouvelle période de travail au sein du projet sur le futur qui se consacre désormais en grande partie à cette approche régionaliste du futur ordre mondial. Outre les travaux dans le domaine des énergies du futur qui se poursuivent, et ceux concernant les politiques technologiques qui se terminent, toutes les ressources du département sont désormais consacrées à la réalisation d'études sur le futur de différentes régions du monde : l'Afrique, l'Asie, la Méditerranée. Dès 1977, une conférence avait été organisée sur le thème de l' « Afrique et le futur », mais ce qui était alors considéré comme une déclinaison locale des réflexions plus générales menées sur l'ordre mondial futur prend un tout autre ampleur dans le cadre de la stratégie régionaliste choisie par le département du projet sur le futur à partir de 1980. À partir de cette date, les études régionales sont considérées comme un support scientifique essentiel devant démontrer les bienfaits potentiels d'une politique de régionalisation sur différents secteurs d'activité¹.

2) Une tension entre problèmes mondiaux et déclinaisons locales

Les études sur le futur engagées par l'Unesco et l'UNITAR à partir de 1980 dans le prolongement des discussions onusiennes sur le NOEI ont pour particularité de combiner discours global et approche régionale, notion d'interdépendance entre toutes les parties du monde et conviction que coexistent des visions du futur quasiment irréconciliables. On observe ainsi dans les discours émis par les deux organisations, et dans le choix des études à mener, une tension, une hésitation, entre deux conceptions de la prospective que l'on fait cohabiter tant bien que mal. Cet effort pour maintenir une perspective globale même lorsque le regard se déplace vers les particularités des différentes régions du monde, des différents groupes humains (et l'éclatement des futurs possibles qui va avec cette diversité), est une particularité de la futurologie pratiquée dans le cadre du système des Nations Unies que l'on

¹ Rapports de l'UNITAR à l'ONU, 1980-1984.

ne retrouve pas dans la majorité des travaux prospectifs menés en dehors de ces organisations internationales¹.

a) La problématique mondiale : une référence constante

Le concept de problématique mondiale et l'idée qu'il existe une liste de problèmes mondiaux faisant système ont connu leur âge d'or au tournant des années 1970, période à laquelle c'est précisément cette grille de lecture globale offerte par les études sur le futur qui convainc l'Unesco et l'UNITAR de s'intéresser à la prospective. Dix ans plus tard, les deux organisations considèrent toujours ces notions comme valides et en font même un cadre de pensée structurant pour leurs programmes sur le futur. Ainsi, à l'UNITAR, la promotion de la régionalisation effectuée dans le cadre du projet sur le futur est considérée comme une stratégie efficace pour atteindre les objectifs du NOEI, c'est-à-dire pour transformer le monde en construisant un ordre international alternatif. Ce lien entre les politiques régionales qui pourraient être mises en place et les bouleversements d'ordre global qui en résulteraient est plusieurs fois réaffirmé par les membres du projet sur le futur qui conçoivent l'argumentaire de la conférence de 1980². Sur le plan technique, l'intérêt démontré à l'UNITAR pour les études du futur par régions du monde est un produit du principe de désagrégation des modèles globaux. L'un des reproches principaux adressés par Sam Cole et son équipe au modèle World 3 qui a servi de support au rapport *Halte à la croissance* consistait justement à dénoncer le choix de représenter le monde comme un stock global, ignorant ainsi les différences entre les grandes régions du monde et leur rôle dans la fabrique d'un futur commun³. Sont alors privilégiés des modèles désagrégés, c'est-à-dire des modèles constitués de plusieurs sous-ensembles géographiques étant reliés les uns aux autres mais ayant également leur fonctionnement et leurs ressources propres. Le travail que Sam Cole mène ensuite avec Graciela Chichilnisky repose sur cette même idée que le tout ne peut pas être

¹ Cf. ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, chapitre 8, à paraître.

² Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, fichier 8, rapport de la conférence.

³ COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, p. 5.

compris si l'on n'analyse pas les particularités de ses parties ainsi que les interactions entre celles-ci. Leur étude sur les politiques technologiques met en scène des choix opérés par différentes unités de décision, à l'échelle régionale ou même locale qui fonctionnent comme des leviers dont l'impact est susceptible de transformer le système mondial dans son entièreté¹.

Alors que, pour l'UNITAR, les idées d'ordre international et de système global font ainsi figure d'horizon stable pour toutes les recherches entreprises, l'Unesco semble redécouvrir une seconde fois la réflexion sur les "problèmes mondiaux", présentée dans des termes relativement semblables à ceux dans lesquels elle avait été introduite par René Maheu et Mahdi Elmandjra dès 1970. De fait, huit ans plus tard le contexte est similaire à celui qui avait vu l'Unesco confier pour la première fois à son sous-directeur général pour la prospective et la pré-programmation la tâche d'engager une analyse prospective de la problématique mondiale. La nécessité de reprendre des études sur le futur au sein de l'organisation se fait ressentir en lien avec la discussion sur le NOEI. Toutefois, c'est finalement dans le cadre de la préparation du nouveau programme à moyen terme pour 1984-1989 qu'est décidé sous quelle forme l'Unesco pourra de nouveau faire œuvre de prospective. Dès 1978, les membres du secrétariat envisagent de créer le cadre du futur plan à moyen terme en suivant les lignes dessinées par une étude prospective globale portant sur un horizon éloigné de 15 à 20 ans qu'il faudrait alors entreprendre avant 1982². On retrouve là l'idée émise par la Conférence générale dix ans plus tôt que la prospective est une étape préalable à la programmation. L'exploration systématique des évolutions possibles du monde permettrait à l'organisation de fixer son programme pour qu'il soit utile sur le long terme plutôt que de se contenter de réagir aux problèmes présents voire de prolonger inutilement les préoccupations du passé³. On considère alors que le travail qui avait été mené entre 1972 et 1974 avait été insuffisant et que l'ébauche de réflexion prospective engagée par l'équipe d'Elmandjra aurait

¹ Project on Technology, Domestic Distribution and North-South Relations. Cf. Archives d'Harvard University, collection Maurice Strong, carton 104, dossier 987, draft programme for 1978. Et COLE Sam et CHICHILNISKY Graciela, « Modelling with scenarios: Technology in North-South development », *JFTR Futures*, 1978, vol. 10, n° 4, p. 303-321.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 20 C/4, 1978, Projet d'ajustements au Plan à moyen terme (1977-1982).

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, actes de la 15^e session de la Conférence Générale (1968), résolutions. Et voir chapitre 3.

dû être approfondie entre 1975 et 1976, ce qui n'avait pas été fait conduisant l'organisation à adopter un programme trop rigide car reposant sur une liste de problèmes et d'objectifs fixés trop tôt¹.

Rapidement toutefois, on se rend compte qu'un grand programme de prospective globale ne pourra être mené à temps pour 1982². Il est alors décidé d'organiser le plan de 1984-1989 selon les résultats d'une consultation entreprise auprès des Etats membres, des ONGs affiliées à l'Unesco et d'autres organisations internationales du système onusien. Les résultats de cette consultation sont confrontés à ceux d'une « large réflexion collective » menée au sein du Secrétariat³. Six groupes de travail sont chargés de réfléchir aux problèmes majeurs qui se posent aussi bien dans leur domaine de compétence particulier que dans les autres secteurs d'activités de l'organisation ; en outre ils doivent fournir « une analyse de la problématique mondiale, tenant compte tant de la dimension de l'histoire que de celle de la prospective – il s'agit en effet à la fois d'éclairer le présent par l'étude du passé, et d'avoir une vision de l'avenir »⁴. Ainsi, bien que le « travail prospectif » mené avant 1982 soit limité à une réflexion menée par des non spécialistes à partir de leur expérience professionnelle et personnelle, le programme pour 1984-1989 peut être organisé selon une structure qui correspond à une liste de problèmes mondiaux comme celui pour 1977-1982 l'avait été en son temps. Finalement les « grands programmes » qui sont choisis pour structurer l'activité de l'organisation s'inscrivent dans le prolongement du programme précédent : on y retrouve les grands centres d'intérêt de l'Unesco comme l'éducation, la communication, les sciences, les droits de l'homme et la paix. La plus grande innovation thématique consiste en un programme dédié à la condition des femmes mais celui-ci avait en fait été amorcé en 1978 en tant

¹ Cette critique est émise une première fois par les membres du Secrétariat en 1978, et une deuxième fois par Amadou-Mahtar M'Bow en 1982. Cf. Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 20 C/4, 1978, Projet d'ajustements au Plan à moyen terme (1977-1982). Et document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989).

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 21 C/4, 1980, Rapport préliminaire du Directeur général sur le plan à moyen terme pour 1984-1989.

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989) p. 12.

⁴ Ibid.

qu' « ajustement au plan à moyen terme 1977-1982 »¹. En fait, la véritable nouveauté ne se situe pas dans les contenus d'une liste de problèmes mondiaux qui semble se stabiliser dans le temps mais plutôt dans le désir de mener un grand programme de prospective mondiale dans le cadre duquel on aurait cette fois recours à des spécialistes de la futurologie. Le premier des « grands programmes » du plan à moyen terme pour 1984-1989 (le « grand programme I ») se trouve ainsi être un programme intitulé « réflexion sur les problèmes mondiaux et études prospectives »².

Le contenu définitif de ce programme n'est pas encore fixé en 1982 mais une caractéristique des travaux qui en feront partie est mise en avant : ils devront porter sur l'échelle globale. Selon les membres de son secrétariat, cette caractéristique devrait permettre à l'Unesco de proposer une « contribution majeure à la réflexion prospective internationale » et ainsi de prendre un rôle de leader dans un domaine qui relève de l' « exercice de [sa] fonction intellectuelle » et qu'il est donc grand temps qu'elle investisse³. Bien qu'une enquête sur les travaux de prospective globale déjà existants, et en particulier les modèles globaux, soit prévue dans le grand programme I, on anticipe sur ses conclusions en dénonçant le trop petit nombre d'études futurologiques portant sur l'échelle globale. L'argumentaire présenté en 1982 pour justifier la mise en place du programme de prospective de l'Unesco affirme ainsi que « de nombreuses études prospectives sont certes menées dans le monde, mais elles sont souvent inspirées par des préoccupations spécifiques touchant un seul secteur de la vie des collectivités ou par le souci d'aider à définir des stratégies, notamment économiques, d'un Etat ou de tel ou tel groupe particulier d'Etats »⁴. En parant à ce défaut, par le biais de son

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 20 C/4, 1978, Projet d'ajustements au Plan à moyen terme (1977-1982).

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989).

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 21 C/4, 1980, Rapport préliminaire du Directeur général sur le plan à moyen terme pour 1984-1989. Et document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989) p. 52. Voir aussi Document 21 C Résolutions, résolution 100 « *Convaincue* que l'unesco, qui est la seule organisation intergouvernementale ayant une responsabilité mondiale dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication, peut et doit accroître sa participation à l'analyse et à la solution de ces problèmes dans le cadre de ses compétences ».

⁴ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989), p. 68.

grand programme I l'Unesco espère avoir un impact sur les travaux prospectifs menés par d'autres institutions¹.

La lecture des documents portant sur le futur grand programme I permet de saisir l'ambition que l'Unesco place dans les études prospectives qu'elle veut entreprendre et qui dépasse en fait la simple préparation de ses programmes futurs. Si elle souhaite intervenir dans le champ de la prospective, c'est aussi pour diffuser largement sa conception d'un monde interdépendant dont les différentes parts devraient travailler ensemble. On trouve ainsi de nouveau l'idée de « conscience globale » à faire progresser grâce à des travaux qui souligneraient combien les problèmes mondiaux ne peuvent être résolus que par la coopération internationale. Selon le document de préparation du plan à moyen terme 1984-1989 rédigé en 1982, la prospective doit « faire progresser la conscience de la communauté de destin qui unit désormais les individus comme les peuples » et « généraliser la prise de conscience des questions fondamentales qui touchent la situation actuelle de l'humanité et sa destinée future »². Dans le même ordre d'idée, on considère que les études sur le futur doivent mobiliser l'attention tant de l'opinion publique mondiale que des décideurs politiques³.

Foi inébranlée dans le fonctionnement interdépendant des différentes parties du monde, problèmes mondiaux comme socle pour penser un destin commun, nécessité de faire progresser la conscience mondiale : cet ensemble d'éléments qui définissent la manière dont les membres de l'Unesco envisagent l'étude du futur de l'humanité pourrait laisser croire qu'entre 1972 et 1982 rien n'a changé. Pourtant, si l'on peut bien observer une forme d'inertie institutionnelle dans les discours qui accompagnent le lancement du grand programme I, ce dernier n'y est pas réductible. À y regarder de plus près, cette insistance répétitive sur l'échelon global traduit plutôt une crainte que celui-ci ne soit perdu de vue alors que les projecteurs sont tournés vers tout ce qui divise l'humanité en une multitude de groupes dont les désirs pour le futur peuvent entrer en conflit.

¹ Ibid.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989), p. 52.

³ Ibid.

b) Des visions et des intérêts conflictuels

À l'UNITAR, l'idée qu'une action politique sur une partie du monde puisse servir de levier sur le système total coexiste avec la représentation de sous-systèmes qui pourraient se déconnecter et réussir leur développement sans beaucoup d'échanges avec le système global. La confrontation entre les différents rapports produits dans le cadre du programme sur les politiques technologiques, tout comme la lecture du rapport publié à l'issue de la conférence sur le régionalisme et le NOEI laisse apparaître une hésitation entre ces deux discours en partie contradictoires¹. Mais ce sont surtout les travaux de Sam Cole sur les modèles globaux qui ont brisé l'idée qu'il puisse exister une vision consensuelle du futur du monde en montrant comment différents systèmes de valeurs engendrent différentes représentations du monde et donc différents scénarios pour son évolution sur le long terme².

Lorsqu'il est envisagé de débiter un nouveau programme de prospective internationale à l'Unesco, les documents produits par son directeur général et son secrétariat démontrent une compréhension de la diversité des visions du futur existantes similaire à celle proposée par Sam Cole. Dans l'introduction du plan à moyen terme 1977-1982 publié en 1976, Amadou-Mahtar M'Bow critique déjà la conception des problèmes mondiaux déployée par l'équipe d'Elmandjra pour la fiction de consensus international qu'elle introduit. La grille de problèmes et la liste d'objectifs établis supposeraient selon lui « acquis une sorte de consentement universel ou d'évidence empirique sur la nature et la structure de la problématique mondiale »³. Le travail présenté en 1974 supposait en effet que la consultation entreprise les deux années précédentes avait permis de faire émerger une liste objective de problèmes mondiaux dont tous les Etats membres ne pouvaient qu'espérer la résolution et qui,

¹ Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, fichier 8, rapport de la conférence sur le régionalisme et le NOEI. Project on Technology, Domestic Distribution and North-South Relations. Voir notamment COLE Sam et CHICHILNISKY Graciela, « Modelling with scenarios: Technology in North-South development », *JFTR Futures*, 1978, vol. 10, n° 4, p. 303-321. COLE Sam, LUCAS Henry (dirs.), *Models, planning, and basic needs*, Oxford; New York, Pergamon Press, 1979. CHICHILNISKY Graciela et COLE Sam, *A progress report on technology, domestic distribution and North South relations*, New York, 1978.

² Voir chapitre 4.

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 19 C/4 « Plan à moyen terme (1977-1982), introduction, p. xix.

étant ainsi clairement établie, devrait mécaniquement favoriser la coopération internationale. Deux ans plus tard, à l'Unesco comme à l'UNITAR, le questionnement sur le NOEI a fait prendre conscience de la difficulté qu'il y a à se mettre d'accord sur ce que signifie résoudre certains problèmes et tout particulièrement celui du développement. Le groupe de travail réuni par Amadou-Mahtar M'Bow pour fournir une analyse des problèmes mondiaux à l'occasion de la publication d'*Un monde en devenir* qui présente la contribution de l'Unesco à la réflexion sur le NOEI doit admettre en introduction de son rapport que plusieurs questions ont divisé les différents rédacteurs qui ne sont pas parvenus à établir un consensus¹. Le directeur général de l'Unesco réagit à cette publication en regrettant qu'il ne s'agisse que d'un complément au cadre fixé en 1974 plutôt que la base à partir de laquelle l'organisation doit travailler². Il émet ainsi une préférence pour une discussion qui admet la complexité du monde et qui présente clairement les points de vue opposés quant à son avenir.

Cette notion de complexité est centrale dans les discussions qui entourent la définition du programme de prospective de l'Unesco à partir de 1980. L'absence d'accord entre les décideurs politiques de différents pays et entre les experts de différentes sensibilités quant à la nature exacte de la problématique mondiale et aux solutions qu'elle appelle est régulièrement soulignée³. L'échec du NOEI est expliqué non seulement par la diversité des intérêts en jeu mais aussi « par la diversité même des conceptions de ce que devrait être le système ou l'ordre économique mondial »⁴. Un exemple est donné pour illustrer ce propos : certains voient le marché comme un élément bénéfique, d'autres non. À partir de 1982, cette réflexion sur les différentes visions du monde se raffine et se rapproche de celle présentée dès 1978 par Sam Cole dans le cadre du projet sur le futur de l'UNITAR dont les travaux commencent à

¹ M'BOW Amadou-Mahtar, *Le monde en devenir: réflexions sur le nouvel ordre économique international*, Paris, France, l'Harmattan, 2011 (initialement publié en 1976), Annexe « Rapport du groupe de réflexion sur les grands problèmes mondiaux et la contribution de l'Unesco à leur solution ».

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 19 C/4 « Plan à moyen terme (1977-1982), introduction, p. xxi.

³ Voir par exemple M'BOW Amadou-Mahtar, *Entreprendre l'avenir*, Paris, Unesco, 1981, p. 70.

⁴ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989), p. 27.

être lus par les membres du Secrétariat de l'Unesco qui préparent le grand programme I¹. On retrouve ainsi l'idée que ces différentes images du monde et du futur sont liées à des systèmes de valeurs qui diffèrent d'un peuple à l'autre². On retrouve aussi une critique des études sur le futur menées selon des « options qui reposent sur des présupposés normatifs ou des systèmes axiologiques, voire sur des options idéologiques » non explicites³. En réaction à la tentative par certains modélisateurs d'imposer leur vision comme la seule valable, l'Unesco se propose de mener des études prospectives qui embrassent « les perspectives les plus diverses sur la problématique mondiale » et qui soient « attentive[s] à la diversité des cultures, à la prise en considération du point de vue de chacune d'entre elles »⁴. Cette lecture culturelle des différends qui opposent plusieurs conceptions de l'ordre mondial et des problèmes mondiaux est une particularité que l'Unesco cherche à mettre en avant comme un apport spécifique à la réflexion sur le futur mondial relevant de ses domaines de compétence. Surtout, elle traduit une évolution fondamentale dans la manière d'appréhender la coopération internationale. Nous avons expliqué dans le chapitre 3, en suivant l'analyse d'Akira Iriye, que l'internationalisme culturel ayant pâti de l'arrivée à l'ONU dans les années 1960 d'un grand nombre de pays nouvellement décolonisés, la domination de la culture occidentale avait laissé la place à la promotion du multiculturalisme et l'on avait alors mis en avant comme socle de discussion internationale l'ensemble de problèmes mondiaux à résoudre en commun⁵. À partir de la fin des années 1970, l'on admet que ce système de problèmes mondiaux est lui-même dépendant du prisme culturel à travers lequel on le regarde et il n'est donc plus possible d'espérer parvenir facilement à une coopération internationale autour de leur résolution. À

¹ Les rapports de Sam Cole figurent notamment dans la bibliographie présentant les ouvrages consultés pour concevoir le grand programme I. Cf. Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « Programme I, bibliographie générale ».

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989), 1982, p. 22 et p. 28.

³ Ibid. p. 66. De même, p. 65, on critique les études qui « projettent sur l'avenir, de manière plus ou moins explicite, des visions du monde propres à certaines cultures et étrangères à d'autres ».

⁴ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 20 C/4, Projet d'ajustements au Plan à moyen terme (1977-1982), postface p. 18. Et document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989), p. 66, le plan doit permettre « l'élaboration d'une étude prospective internationale constituant un apport original de l'Unesco à l'élucidation des perspectives d'évolution future des sociétés, selon une démarche prenant pleinement compte de leurs dimensions culturelles ».

⁵ Cf. chapitre 3 et IRIYE Akira, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997, p. 8.

l'Unesco en particulier, le contexte est d'autant plus favorable à un rejet d'une explication unilatérale du monde qui correspondrait à une vision essentiellement occidentale, que les pays développés réduisent progressivement leur implication (en particulier budgétaire) dans l'organisation¹.

Pour les membres du Secrétariat de l'Unesco, il convient alors de mettre en lumière toute la diversité des points de vue sur la problématique mondiale afin de mieux comprendre les lignes de fracture existantes et de dégager éventuellement des possibilités de négociation. Le grand programme I se voit donc confier comme première mission de « rassembler et examiner les travaux et les témoignages recueillis sur les problèmes mondiaux et leur perception, de manière à rendre disponibles, pour l'Organisation elle-même et pour un large public, les points de vue et les interprétations concernant la problématique mondiale et son évolution »². Les travaux prospectifs qu'elle sera ensuite susceptible de mener elle-même devront dans le même esprit « tenir compte de la diversité culturelle »³. Les démarches méthodologiques et hypothèses de travail devront être présentées de manière explicite. La préoccupation principale de l'Unesco semble alors être de réduire l'incompréhension entre les différentes représentations du monde et de favoriser un dialogue entre les représentants de différents systèmes de valeurs plutôt que de proposer une unique solution à la problématique mondiale à partir des différentes visions récoltées. On évoque des « activités décentralisées » dans les « différentes régions » qui permettraient à tous de s'exprimer ; le principal mérite d'une telle approche serait de favoriser l'expression des groupes dont les visions du monde et du futur sont pour le moment dominées⁴. La conscience globale, toujours défendue, prend alors un nouveau sens : plutôt qu'une conscience d'appartenir à un même groupe humain, il s'agit désormais d'une conscience de l'autre, d'une volonté de compréhension de la diversité du groupe humain lié par un avenir commun qui ne saurait être choisi par l'une de ses composantes seulement. En 1983, le grand programme I est ainsi défini comme un

¹ IMBER Mark F., *The USA, ILO, UNESCO and IAEA: Politicization and Withdrawal in the Specialized Agencies*, New York, Springer, 1989, 184 p.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989), 1982, p. 66.

³ Ibid. p. 65.

⁴ Ibid. p. 66 et p. 62.

« programme de rencontre des consciences » susceptible de briser le monopole d'une vision du futur jusqu'alors trop occidentale¹.

Au fil des années, l'accent mis sur la diversité culturelle face au monde futur augmente tandis que l'on insiste de moins en moins sur la nécessité de faire porter les études prospectives sur l'échelle globale. En 1985 par exemple, les délégués des Etats membres insistent sur la nécessité d'accorder une place importante aux courants de pensée qui s'expriment dans différentes régions du monde². Cette injonction est reprise régulièrement par la suite³. Il est intéressant de noter que la nature des groupes dont on envisage qu'ils puissent avoir une vision du monde différente gagne en complexité : à partir de 1985, en plus de penser aux différentes régions du monde, on demande aux auteurs d'études prospectives de prendre en compte également le point de vue de groupes sociologiquement minoritaires quoique numériquement majoritaires soit les jeunes et les femmes⁴. Si l'intérêt renouvelé pour les problèmes mondiaux et la notion d'ordre international incite l'Unesco à commander des rapports sur les modèles globaux, c'est bien cette ambition de comprendre les visions conflictuelles du monde et du futur qui explique l'accent mis à partir de 1985 sur les études prospectives régionales.

B - L'âge d'or des études du futur par régions

À l'UNITAR dès le début des années 1980 puis à l'Unesco à partir de 1985, de grands programmes de prospective régionale sont entrepris. L'analyse de leur contenu permet de

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 22C/121 rapport de la commission 1, partie I, p. 3.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 23C/111 rapport de la commission 1, partie I, p. 16.

³ Voir par exemple Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24 C/ Résolutions p. 18 La Conférence générale invite le Directeur général à « promouvoir et à approfondir la connaissance des grands problèmes mondiaux compte tenu des travaux menés au cours des deux exercices budgétaires précédents, en veillant à refléter la diversité des courants de pensée, des sensibilités et des cultures ».

⁴ Voir par exemple Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24 C/ Résolutions p. 19.

comprendre qu'ils remplissent deux fonctions distinctes. Ils permettent tout d'abord d'effectuer une sorte d'inventaire des visions du monde et des ordres futurs souhaités. Ils fournissent ensuite un support de réflexion qui doit aider les décideurs politiques de chaque région du monde à s'orienter vers le futur qui correspond à leurs propres intérêts, grâce à des prévisions par extrapolation des tendances observées et à la présentation de plusieurs scénarios de développement.

1) Mettre en scène différents systèmes de valeurs

a) Juxtaposer différentes visions du futur

À l'UNITAR comme à l'Unesco, les travaux prospectifs engagés dans les années 1980 permettent de confronter les représentations des ressortissants de différentes régions du monde et de différents courants de pensée. Le grand programme I de l'Unesco est ainsi pensé en 1984 comme un ensemble d'études relativement disparates dont la juxtaposition permettra de donner à voir tout l'éventail des visions du futur¹. Cette conception se traduit dans le choix des institutions partenaires qui sont chargées de produire les premiers rapports sur le futur de la problématique mondiale dans le cadre du grand programme I. Il s'agit d'un institut de recherche en sciences sociales de l'Allemagne de l'Ouest, le Wissenschaftszentrum Berlin (WZB), d'une organisation scientifique non gouvernementale internationale, l'Institut International pour l'Analyse Appliquée des Systèmes (IIASA) basée à Laxenburg en Autriche, d'un institut scientifique soviétique, l'Institut pour la recherche sur les systèmes (VNIISI), d'un institut de recherche en sciences sociales indien, le Centre pour l'étude des sociétés en développement (CSDS), et enfin du Forum du Tiers Monde, un réseau international d'intellectuels du Tiers Monde créé entre 1972 et 1973 par l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq, l'économiste sri lankais alors secrétaire général de la CNUCED Gamani Corea, l'économiste uruguayen alors secrétaire exécutif de la Commission

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985.

économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et Samir Amin pour réfléchir à des politiques de développement alternatives¹. On peut considérer que l'Unesco réunit ainsi peu ou prou les trois mondes.

Les tâches confiées à chacune de ces organisations témoignent néanmoins du rôle très différent assigné à chacune de ces trois parties du monde. L'organisation occidentale ainsi que celle internationale, considérées comme plus avancées dans le domaine de l'analyse des problèmes mondiaux, se voient confier un travail qui vise à faire l'état des lieux de la recherche sur ce thème ; l'institution soviétique doit également produire un travail de synthèse sur la question de l'interdépendance entre les différents problèmes mondiaux mais celui-ci doit refléter une perspective spécifique à l'Union soviétique ; tandis que les deux organisations issues du Tiers Monde fournissent à elles deux la moitié des études produites pour le grand programme I entre 1984 et 1985 et proposent par ce biais une interprétation des problèmes du Sud censée représenter le point de vue trop souvent ignoré des théoriciens du Tiers Monde. Cette inégalité de traitement s'explique par une logique « redistributive » : après des années où la pensée occidentale a dominé la réflexion sur le développement et plus largement sur le devenir du monde, il serait temps de donner la parole au Sud et, dans une moindre mesure à l'Est qui participe déjà à ces discussions depuis une dizaine d'années grâce notamment aux conférences internationales sur les modèles globaux organisées par l'IIASA². En outre, les travaux de synthèse proposés par le WZB et l'IIASA contribuent eux aussi à mettre en évidence les différences de perceptions entre l'Ouest, l'Est et le Sud, l'un en résumant l'apport de vingt-sept modèles globaux conçus par des scientifiques de ces

¹ Sur l'IIASA et VNIISI, voir RINDZEVICIUTE Eglė, « Towards a Joint Future beyond the Iron Curtain: The East-West Politics of Global Modelling », in Jenny ANDERSSON et Eglė RINDZEVICIUTE (dirs.), *The struggle for the long-term in transnational science and politics: forging the future*, Abington, Routledge, p. 175-213. Sur la création du Forum du Tiers Monde, voir COX Robert W. et SINCLAIR Timothy J., *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 181.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985. Introduction. Et RINDZEVICIUTE Eglė, « Towards a Joint Future beyond the Iron Curtain: The East-West Politics of Global Modelling », in Jenny ANDERSSON et Eglė RINDZEVICIUTE (dirs.), *The struggle for the long-term in transnational science and politics: forging the future*, Abington, Routledge, p. 185.

différentes parties du monde et l'autre en cherchant une explication aux conflits mis en évidence entre plusieurs « perceptions des problèmes mondiaux »¹.

Mettre en lumière ces différentes perceptions, c'est aussi l'objectif assigné à un travail de recherche qui vient compléter cette première salve d'études en 1987 et qui est réalisé pour l'Unesco par l'association Futuribles international². Conçue comme une consultation d'experts à grande échelle, cette enquête d'opinion intitulée « Le monde à l'horizon 2000 » est menée en interrogeant des « intellectuels, originaires des différentes régions »³ sur les grands thèmes du répertoire devenu classique des problèmes mondiaux, « la paix et la sécurité dans le monde », « le développement économique », ou encore « les équilibres écologiques », et sur les questions chères à l'Unesco et aux organisations internationales comme « les droits de l'homme » et « la coopération internationale ». Les questions portent à la fois sur le futur que les répondants estiment probable (« quelles seront les principales conséquences économiques, sociales et culturelles de l'augmentation du nombre de jeunes de moins de 20 ans dans les pays en développement ? ») et sur le futur qu'ils considèrent comme souhaitable (« quels devraient être les trois objectifs prioritaires, à l'horizon 2000, en matière d'éducation et de formation ? »). Il est bien précisé dans le rapport qui présente les résultats que l'étude n'a pas en elle-même une vocation prospective ; il s'agit plutôt de montrer tout l'éventail des points de vue recueillis.

Toutes ces caractéristiques rapprochent cette enquête des études « Images d'un monde désarmé » et « Images du monde en l'an 2000 » menées par le CISS et son Centre de Vienne entre 1964 et 1975⁴. Ces deux études interrogeaient un public large de personnes relativement jeunes tandis que *Le monde à l'horizon 2000* s'intéresse exclusivement à un ensemble assez

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985. Chapitres 6 et 1.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « Le monde à l'horizon 2000 », Rapport de synthèse de l'enquête prospective réalisée par l'association Futuribles international (juin 1987) et Rapport de l'Atelier scientifique organisé à la maison de l'Unesco (juin 1987).

³ Ibid. p. 11. L'étude considère que le monde est divisé en sept régions : l'Amérique du Nord (32 questionnaires renvoyés), l'Amérique latine et les Caraïbes (37 questionnaires renvoyés), l'Europe de l'Est (13 questionnaires renvoyés), l'Europe de l'Ouest (42 questionnaires renvoyés), l'Afrique (29 questionnaires renvoyés), l'Asie et le Pacifique (59 questionnaires renvoyés), et les Etats arabes (19 questionnaires renvoyés).

⁴ Voir chapitres 1 et 2.

mal défini d' « experts », ce qui explique la formulation de plusieurs des questions portant sur les politiques qu'il conviendrait de mettre en œuvre, selon les répondants, pour résoudre tel ou tel problème. Mais la différence fondamentale qui distingue l'enquête conduite par Futuribles des deux études produites par le CISS réside plutôt dans l'importance accordée aux perceptions du futur selon les différentes régions du monde. Les personnes interrogées pour « Images d'un monde désarmé » et « Images du monde en l'an 2000 », quoique choisies pour leur appartenance à chacun des blocs de la guerre froide puis à différents pays du monde, devaient répondre à des questions portant sur le futur du monde dans son ensemble. À l'inverse, les questions posées par les enquêteurs de Futuribles portent en grand nombre sur l'avenir de la région dont vient le répondant¹. Avant d'être experts d'une thématique en particulier, les personnes choisies sont surtout, aux yeux des concepteurs du questionnaire, des spécialistes d'une partie du monde et de ses habitants. On les suppose par exemple capables d'établir un classement des valeurs prioritaires pour les peuples de leur région et d'estimer quelle pourrait être l'évolution de ce classement avant l'an 2000. Cette différence dans la manière dont les questionnaires sont conçus trouve un parallèle dans l'interprétation des résultats par l' « atelier scientifique » que l'Unesco réunit pour commenter la synthèse établie par Futuribles des données collectées². Cet atelier rassemble douze personnalités n'ayant pas participé à l'enquête en tant que répondants mais étant considérés comme des spécialistes de l'analyse de la problématique mondiale (on trouve parmi eux notamment le directeur du projet de modélisation de la fondation Bariloche, Amilcar Herrera, le cofondateur du Club de Rome Alexander King et le président de la section égyptienne du Forum Tiers Monde, Ismaïl Sabri Abdalla). Le rapport produit par ce groupe considère les différentes perceptions régionales que l'enquête a permis de révéler comme un élément central pour comprendre le futur. Alors qu' « Images d'un monde désarmé » insistait sur la convergence des opinions de part et d'autre du rideau de fer en faveur d'un avenir pacifiste, et alors que Johan Galtung, le directeur d' « Images du monde en l'an 2000 », espérait voir se développer une « philosophie générale du futur » qui permettrait à terme de dépasser les divisions idéologiques que son enquête avait révélées, l'Atelier scientifique de l'Unesco, lui, met en

¹ Cf. Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « Le monde à l'horizon 2000 », questionnaire en annexe du document.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « Le monde à l'horizon 2000 », Rapport de l'Atelier scientifique organisé à la maison de l'Unesco (juin 1987).

garde contre une possible « standardisation » des différentes parties du monde si elles devaient suivre un modèle unique, que ce soit sur le plan social, économique ou culturel¹. Le rapport explique ainsi que, s'il ne faut pas pour autant adopter une conception « muséographique » de la culture, il convient toutefois de « préserver la diversité culturelle »². La négociation qui doit permettre une résolution commune des problèmes mondiaux doit donc tenir compte des différentes visions du monde existantes qu'on ne devrait pas chercher à faire fusionner en une seule idée de l'humanité présente et future.

L'idée de préserver, voire de créer, une voie propre à chaque région du monde et de prendre en compte dans les discussions sur le futur ordre mondial les systèmes de valeurs propres à chaque peuple est aussi invoquée à l'UNITAR pour justifier l'intérêt du programme d'études prospectives régionales qui se développe au début des années 1980³. En 1981, il est par exemple décidé de consacrer des recherches à la question du développement d'une « conscience asiatique » qui permettrait aux pays asiatiques de mieux coopérer entre eux dans la perspective régionaliste que privilégie alors l'organisation⁴. L'emploi du terme « conscience », autrefois utilisé dans les discours sur le futur pour caractériser cette « conscience globale » qui devait unir l'humanité en une unique communauté de projet voire en un seul groupe culturel, est particulièrement intéressant en ce qu'il témoigne de l'abandon de ce grand idéal de la futurologie internationale et de la transition vers un modèle plus « multiculturel » du futur mondial désirable. On met ainsi l'accent sur la construction d'un dialogue entre des groupes profondément différents plutôt que sur la constitution utopique d'un futur universellement désirable.

Comme le grand programme I de l'Unesco, le programme sur le futur de l'UNITAR s'efforce alors de permettre l'expression de tous les points de vue locaux, en organisant tour à tour des conférences sur le futur de différentes régions du monde mais aussi en invitant à chacune de ces conférences, les représentants de plusieurs « sous-régions ». Le colloque organisé en octobre 1963 à Naples sur « les stratégies alternatives de développement du bassin méditerranéen » est emblématique de ce fonctionnement : des représentants de presque

¹ Ibid. p. 6.

² Ibid. p. 3 et p. 6.

³ Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, dossier 8.

⁴ Rapport de l'UNITAR à l'ONU, 1981, p. 25.

tous les pays qui bordent la Méditerranée sont présents et exposent tour à tour leur analyse quant aux perspectives de développement pour la région¹. Après avoir rappelé l'actualité agitée de la région (conflits en Palestine, au Liban, au Sahara occidental) ainsi que les clivages économiques qui séparent les pays de la rive Sud et ceux de la rive Nord, un observateur note que « plutôt que d'essayer d'éviter la réalité, les participants décidèrent d'y faire face, sans éluder les contradictions et les confrontations »². Autre point commun avec le programme de l'Unesco : l'UNITAR considère qu'il est de son devoir d'éclairer la « partie cachée » de ce monde fragmenté entre plusieurs ensembles de valeurs et d'intérêts. Il ne choisit donc, à l'exception partielle de la Méditerranée, que des régions du Sud pour les études prospectives qu'il commande et pour les conférences qu'il organise : l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine³. C'est par elles uniquement que l'on pourra « nourrir un regard neuf à propos de certains des problèmes globaux fondamentaux » selon l'expression utilisée par le Secrétaire Général de l'ONU pour commenter le programme du projet sur le futur de l'UNITAR⁴.

La nature exacte de ce nouvel éclairage sur la problématique mondiale qu'est censée apporter la consultation de spécialistes des différentes régions du Tiers Monde n'est pas toujours rendue explicite dans les différents rapports (produits tant par l'UNITAR que par l'Unesco) qui font référence aux fameux « systèmes de valeurs » et aux « représentations divergentes » à prendre en compte. Certains évoquent, en sus des disparités régionales, des conflits qui opposent plutôt « différentes idéologies » ou de « grands courants de pensée » contradictoires les uns avec les autres⁵. De fait, la présentation des visions du monde défendues par telle ou telle région est souvent prétexte à exposer les notions de base d'une

¹ Rapport de l'UNITAR à l'ONU, 1984.

² MASINI Jean, « Colloque « Les stratégies alternatives de développement du Bassin méditerranéen ». Naples, 24-25 octobre 1983 », *Tiers Monde*, 1984, vol. 25, n° 97, p. 210-211.

³ Rapports de l'UNITAR à l'ONU 1980-1985.

⁴ Archives de l'ONU à New-York, série 911, carton 8, dossier 1, Statement of the Secretary-General at the opening of the 19th session of the board of trustees of unitar, 9 septembre 1980. Traduction de l'anglais « foster a fresh look at some of the fundamental global problems ».

⁵ Voir par exemple Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « Le monde à l'horizon 2000 », rapport de l'Atelier scientifique organisé à la maison de l'Unesco (juin 1987), p. 16. Et Archives de l'ONU à New-York, série 911, carton 8, dossier 8, Statement of the Secretary-general at the opening of the 18th session of the board of trustees of UNITAR, 11 septembre 1979 « different ideological tendencies ».

théorie de l'ordre international. On retrouve alors essentiellement les explications du monde compatibles avec l'idée de NOEI, ce dernier restant le cadre idéologique officiel dans lequel doivent se situer les programmes des diverses organisations du système onusien. Selon le profil des auteurs, l'accent est mis sur la théorie de la dépendance, sur la priorité à accorder aux besoins fondamentaux ou encore sur l'intérêt d'une stratégie de développement reposant sur le régionalisme pour les pays du Sud. L'introduction du document présentant une synthèse des travaux menés dans le cadre du grand programme I de l'Unesco entre 1984 et 1985 explique ainsi longuement les observations sur lesquels reposent la théorie de la dépendance, afin de donner au lecteur les outils nécessaires pour comprendre les travaux des deux économistes du Forum du Tiers Monde, Fayçal Yachir et Samir Amin, et du politologue du CSDS, Rajni Kothari, résumés dans la suite du document¹.

b) Donner un sens aux différences de représentation

En plus de constater la variété des visions du monde, et de souligner l'intérêt particulier que représentent celles qui n'ont pas encore pu s'exprimer pleinement, le grand programme I de l'Unesco cherche à expliquer pourquoi la notion de problématique mondiale est nécessairement conflictuelle et pourquoi il a fallu attendre les années 1980 pour que cette dimension conflictuelle acquière une visibilité dans les discussions internationales.

La première explication avancée consiste à noter qu'il existerait deux types de problèmes mondiaux bien distincts : ceux dont l'analyse est relativement simple et consensuelle et ceux qui donnent lieu à plusieurs interprétations contradictoires. Cette idée est développée en particulier par l'équipe de chercheurs soviétiques du VNIISI dirigée par Dzhermen Gvishiani, un spécialiste de la modélisation globale proche tant des hautes sphères politiques soviétiques (il est le gendre d'Alexis Kossyguine, le président du conseil des ministres de l'URSS jusqu'à sa mort en 1980) que des réseaux internationaux de futurologues

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985, introduction.

et de modélisateurs (membre du Club de Rome, il co-dirige l'IIASA depuis sa création)¹. Le double positionnement de Gvishiani dans les réseaux de l'Est et de l'Ouest, ainsi que la participation de plusieurs des membres du VNIISI aux conférences organisées par l'IIASA, offre à l'équipe un observatoire privilégié des conflits de perception à propos des problèmes mondiaux sur lesquels ils sont chargés d'enquêter. Les membres du VNIISI entreprennent, pour répondre à la demande de l'Unesco, de classifier en plusieurs catégories les différents « problèmes » que l'on retrouve dans les discours sur la problématique mondiale². Le travail qui devait initialement porter sur la notion d' « interaction » entre les problèmes mondiaux évolue vite vers une enquête plus novatrice sur « la perception des problèmes mondiaux, leur composante subjective », et notamment leurs « interprétations régionales »³. Les membres du VNIISI considèrent en effet que c'est en participant à cette discussion, qui fait aussi l'objet au même moment d'une étude par le IIASA, qu'ils pourront véritablement contribuer à renouveler le champ de réflexion sur la problématique mondiale alors que l'idée d'une interdépendance entre les différentes thématiques de cette problématique est, elle, déjà largement acceptée. L'analyse qu'ils développent dans ce cadre repose sur la distinction fondamentale entre des « problèmes » et des « options »⁴. Tandis que les premiers ne peuvent être résolus que dans un sens (même si les voies envisageables sont multiples), l'on peut vouloir résoudre les difficultés liées aux secondes de différentes manières. Ainsi, tous les dirigeants du monde et tous les peuples du monde souhaitent éviter une guerre nucléaire et souhaitent vivre dans un environnement naturel préservé de la pollution tandis que l'on peut

¹ RINDZEVICIUTE Eglė, « Towards a Joint Future beyond the Iron Curtain: The East-West Politics of Global Modelling », in Jenny ANDERSSON et Eglė RINDZEVICIUTE (dirs.), *The struggle for the long-term in transnational science and politics: forging the future*, Abington, Routledge, pp. 175-213. Sur la création du Forum du Tiers Monde, voir COX Robert W. et SINCLAIR Timothy J., *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 181.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document BEP/GPI/24, rapport *Analyse systémique des problèmes mondiaux*. et document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985, chapitre 2 « les problèmes mondiaux et leurs interactions ».

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document BEP/GPI/24, rapport *Analyse systémique des problèmes mondiaux*.

⁴ Le rapport établit également une sous-distinction selon l'ampleur géographique des problèmes et des options qui peuvent être « globaux », « sectoriels », « universels » ou « régionaux » mais cette caractéristique n'entre pas vraiment en ligne de compte dans l'analyse des différences de perceptions fournie par le VNIISI. Cf. Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document BEP/GPI/24, rapport *Analyse systémique des problèmes mondiaux*, p. 13.

accorder plus ou moins d'importance à l'écart entre les revenus, tout comme on peut hésiter entre une « croissance économique aussi rapide que possible » ou « une croissance socialement équilibrée »¹. Faire cette distinction revient à pointer clairement la question des stratégies de développement comme la pomme de discorde principale qui empêche les différentes régions et nations du monde de se mettre d'accord, au moins sur le plan des objectifs théoriques à atteindre. C'est essentiellement à ce sujet que se jouent les différences de représentations et de valeurs que l'Unesco a mis au cœur de son programme de prospective. Alors que la fiction d'un accord universel sur les problèmes liés à la paix et à l'environnement s'est maintenue au fil des années, le débat sur le NOEI a clairement mis en évidence un différend fondamental à propos de l'ordre économique international souhaitable pour le futur. L'étude menée par l'IIASA aboutit à une conclusion similaire et clairement inspirée par les liens d'information mutuelle qu'entretiennent les deux organisations : « bon nombre de problèmes considérés comme tels par certains spécialistes de la problématique mondiale ne sont aux yeux des philosophes marxistes que de simples contradictions du processus de développement »².

L'IIASA cherche alors à expliquer pourquoi la dimension conflictuelle de ces « options » ou « contradictions » n'est évidente que depuis peu. L'explication qu'elle donne a trait à la perte de crédibilité qu'aurait subie dans les années 1970 le modèle de réussite économique, sociale et culturel occidental, et, dans une moindre mesure, aux critiques qui peuvent être adressées dans un même mouvement au modèle de développement industriel soviétique³. La prise de conscience écologique faisant suite à la publication en 1962 de *Silent Spring* par Rachel Carson, puis de *Halte à la croissance* en 1972, ainsi que le premier choc pétrolier en 1973 auraient été les premiers pas vers une remise en question du postulat de l'infailibilité technologique et d'une « remise en cause progressive de l'image traditionnelle de l'homme occidental en tant qu'agent rationnel »⁴. Si la croyance absolue en les bienfaits de la science et de la technologie est ébranlée par la découverte de conséquences inattendues des

¹ Ibid. p. 16.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985, p. 22.

³ Ibid. p. 16.

⁴ Ibid.

politiques économiques menées par les « pays développés », alors la critique des théories du développement conçues dans le même cadre « positiviste » gagne une nouvelle légitimité. L'IIASA oppose « la course au progrès technologique » comme horizon d'attente autrefois universel à une nouvelle préoccupation pour « la satisfaction prioritaire des besoins essentiels », un nouvel intérêt pour le problème de la « structure du pouvoir » et une nouvelle importance accordée à « la reconnaissance du pluralisme et de la diversité culturels en tant que valeurs intrinsèquement positives »¹. Elle résume ses observations en expliquant qu'il y aurait désormais « deux attitudes correspond[ant] en gros aux civilisations matérialiste et humaniste »². Au fil de la lecture du document, on comprend que l'analyse des différentes perceptions des problèmes mondiaux, débutée selon la grille de lecture Est-Ouest que l'IIASA est habituée à employer en tant qu'organisation devant favoriser la coopération scientifique entre les deux blocs, a évolué vers une vision plus complexe qui met dans la même case « matérialiste » les choix occidentaux et une partie du modèle soviétique, et qui reconnaît aux représentants des pays du Sud un rôle d'éclaireurs vers une voie alternative³. Le fait que l'IIASA ne décrive jamais explicitement les différentes approches théoriques auxquelles elle fait référence peut s'expliquer tant par la crainte d'entrer dans une discussion politique qui ne serait pas appropriée pour un rapport à l'Unesco, que par la volonté de schématiser une opposition entre un vieux modèle unidirectionnel et une nouvelle vision plus riche et plus ouverte du futur de l'humanité. L'on comprend toutefois que cette voie moins « technique » mais plus humaine vers le futur qu'elle semble privilégier est faite des différents éléments que l'on retrouve souvent chez les futurologues des organisations internationales : adoption de la théorie de la dépendance, sensibilité aux questions sociales et intérêt pour la préservation d'une diversité des cultures et des trajectoires, ce dernier aspect s'étant affirmé surtout depuis le début des années 1980. Le choix de cette approche s'explique par un cheminement intellectuel similaire à celui d'autres futurologues, en particulier ceux de l'UNITAR dans un contexte où le NOEI semble lancer un débat fondamental mais où les mesures proposées en 1976 par les représentants politiques des pays du Sud paraissent trop timides aux chercheurs

¹ Ibid. p. 17-18.

² Ibid. p. 25.

³ Ibid. p. 17 « Dans les pays de l'hémisphère sud, la volonté de développement intégré semble également traduire un changement délibéré d'orientation ».

sensibilisés à une version plus radicale de la théorie de la dépendance et à la question de la satisfaction des besoins fondamentaux (matériels et non matériels comme l'éducation)¹. Il s'explique aussi par l'influence de ce milieu sur les membres de l'IIASA qui ont pu rencontrer d'autres futurologues travaillant sur la problématique mondiale à l'occasion des différentes conférences organisées par l'institut sur les modèles mondiaux. Les travaux menés à l'UNITAR notamment sont connus et cités².

Les efforts menés dans le cadre du grand programme I de l'Unesco et dans le cadre du projet sur le futur de l'UNITAR pour mettre en lumière les différentes perceptions de la problématique mondiale, et pour en expliquer la coexistence ne s'accompagnent pas réellement, en dépit de l'ambition affichée, d'une réflexion sur la façon dont ces différentes perceptions pourraient être réconciliées, sur les stratégies de négociation qui pourraient être entreprises par les différents acteurs pour travailler ensemble à construire un futur acceptable pour tous. Il semble que l'espoir que ces programmes favorisent un début de dialogue constructif entre les différentes régions du monde ait vite été déçu. En 1983, l'observateur qui avait souligné la grande diversité des opinions exprimées lors de la conférence organisée par l'UNITAR sur le futur de la Méditerranée note également que celle-ci « a conduit plus à des énoncés successifs de propositions qu'à un véritable dialogue »³. Face à cette impasse, la solution suggérée par nombre de ceux qui participent aux deux programmes consiste à prendre la problématique mondiale par chacune de ses entrées locales. C'est ce que suggère l'UNITAR lorsqu'il choisit de promouvoir les régionalismes ; c'est aussi la conception défendue par Samir Amin qui défend sa stratégie de « déconnexion » du système global dans l'étude qu'il réalise pour le grand programme I. D'autres proposent également de se concentrer sur les intérêts propres à chaque groupe et de mener des travaux prospectifs sur les possibilités de développement qui existent pour chacun sans développer autant le cadre idéologique qui accompagne leurs conclusions. Fayçal Yachir qui présente trois « théories du développement » à l'Unesco souligne ainsi l'importance que l'échelon étatique devrait

¹ Voir chapitre 4.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985, bibliographie.

³ MASINI Jean, « Colloque « Les stratégies alternatives de développement du Bassin méditerranéen ». Naples, 24-25 octobre 1983 », *Tiers Monde*, 1984, vol. 25, n° 97, p. 210-211.

acquérir dans la réflexion sur le développement¹. L'IIASA, lui, se pose la question du « choix difficile du niveau approprié d'intervention » et note que « la “régionalisation” des problèmes mondiaux a (...) pour effet de montrer qu'il est possible de gérer les problèmes à partir de la base et non plus du sommet »². Le rapport produit par l'institut souligne combien cette idée selon laquelle il est plus efficace d' « aborder les problèmes mondiaux identifiés comme tels sous la forme composite qu'ils revêtent concrètement dans un pays ou un groupe de pays » se répand parmi les spécialistes de la problématique mondiale³. Ce basculement d'une approche « par le haut » qui visait à comprendre le fonctionnement du monde dans son ensemble et à en prédire les possibles évolutions vers une approche par le bas qui met l'accent sur la résolution locale des mêmes problèmes est également préparé sur le plan théorique par l'identification, au sein des problèmes mondiaux, de problèmes « généraux » (selon la terminologie utilisée par l'IIASA) ou « universels » (selon la terminologie utilisée par le VNIISI) qui affectent de nombreuses parties du monde mais ne nécessitent pas forcément une coopération à l'échelle globale en vue de leur résolution et peuvent donc être traités localement⁴.

2) Réfléchir aux dynamiques propres à chaque région

La réflexion sur les différences de perception des problèmes mondiaux forge ainsi la conviction que l'action sur le futur, pour être efficace, doit se déployer à l'échelle locale : régionale voire nationale. Les études prospectives engagées dans la première moitié des années 1980 à l'UNITAR, et après 1985 à l'Unesco, visent alors à comprendre les dynamiques propres à chaque région du monde et à explorer les stratégies de développement qui seraient compatibles avec les intérêts et les valeurs de chacune d'entre elles.

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985, p. 49.

² Ibid. p. 28 et p. 30.

³ Ibid. p. 31.

⁴ Ibid. chapitres 1 et 2.

a) Des prévisions par régions

Pour que chaque région du monde puisse prendre son propre avenir en main, il conviendrait tout d'abord de rendre les clés de cet avenir aux experts et décideurs locaux. C'est dans cette idée que nos deux organisations s'efforcent de constituer un réseau de correspondants régionaux. Les interlocuteurs de l'Unesco et de l'UNITAR sont en partie les mêmes comme en témoigne le cas du Forum du Tiers Monde qui collabore avec les deux institutions¹. En Afrique, l'UNITAR coopère également avec l'IDEP (Institut africain de développement économique et de planification)². En Asie, le CSDS travaille avec les deux organisations mais l'UNITAR étend également son réseau à la Gandhi Peace Foundation, au conseil indien de recherche en science sociale et à un centre pour la formation continue³. Des partenariats similaires sont noués en Amérique latine et en région méditerranéenne⁴.

Les travaux menés dans ces différentes régions du monde ont d'abord pour objectif de connaître précisément les ressources dont elles disposent et les perspectives d'évolution qui les caractérisent. L'importance de travailler sur des projections locales est déjà défendue à l'UNITAR avant même que la perspective régionaliste du projet sur le futur ne s'impose : dès 1976, on considère que l'existence de différents sous-systèmes régionaux au sein du système global justifie des études par régions. L'on pourra ainsi se pencher sur les particularités liées à la géographie de telle ou telle région : l'organisation d'un colloque sur les zones arides est envisagée en 1976⁵. Mais les conférences régionales que l'on organise ont surtout pour but d'identifier les caractéristiques, économiques mais aussi historiques, culturelles et politiques, qui expliquent, pour chaque région, sa trajectoire de développement propre⁶. La conférence

¹ Voir les rapports de l'UNITAR à l'ONU entre 1981 et 1985 et Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985.

² UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001, p. 10.

³ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1979, p. 26, paragraphe 105.

⁴ Rapports de l'UNITAR à l'ONU entre 1980 et 1984 et UNITAR online archive 78-79 S-0990-0010-02-00001, p. 176.

⁵ UNITAR online archive 76-77 S-0990-010-01-00001, draft statement of the SG at opening of 15th session of UNITAR board of trustees, 8 septembre 1976.

⁶ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1979, p. 26, paragraphe 103.

organisée en 1979 à New Delhi sur le futur de l'Asie fait ainsi intervenir cinq groupes de travail devant identifier les problèmes et les tendances dans les domaines de l'industrialisation, de l'agriculture, et des structures sociales, culturelles et politiques¹. Les participants explorent les spécificités du développement des différents pays asiatiques : des présentations sont consacrées entre autres à la dislocation graduelle ou brutale des structures précapitalistes, à l'arrivée des compagnies multinationales, au rôle joué par le monde militaire dans l'économie et dans la vie politique, aux structures agraires héritées de l'époque préindustrielle.

À partir de 1985, l'Unesco souligne, elle aussi, l'intérêt des études régionales que le grand programme I va financer de manière à « établir, pour chaque région, un bilan des perspectives et des enjeux »². Une vingtaine d'études de grande ampleur est ainsi commandée. Celle qui est réalisée sur le monde arabe est emblématique de la volonté d'identifier dans le détail les problèmes et les opportunités propres à une région. Le rapport fourni à l'Unesco fait la synthèse de plus de 2000 pages d'analyse et de bibliographie écrites par des spécialistes de la région³. On y discute notamment du cas particulier des pays producteurs de pétrole dont on estime qu'ils bénéficieront dans la décennie à venir de l'épuisement des réserves de la mer du Nord, du gaz hollandais et du pétrole Américain ainsi que du recours croissant des pays socialistes au marché mondial du pétrole⁴. Le caractère non durable de cette ressource est souligné et différents scénarios d'investissement qui permettraient aux pays concernés de faire face à l'épuisement de leur principale source de revenus sont envisagés ; l'on met en particulier l'accent sur la nécessité de mener une politique industrielle d'import-substitution. Le rapport couvre également les questions agricoles : monocultures héritées de la période coloniale dans certaines sous-régions, limites liées à une agriculture tournée essentiellement vers les cultures vivrières dans d'autres, problèmes spécifiques à une région qui connaît d'importants épisodes de sécheresse, besoins

¹ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1979, p. 26, paragraphe 104.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985, préface par M. M'Bow.

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « Le monde arabe à l'horizon 2000 », 1988.

⁴ Ibid. p. 15.

liés à une croissance démographique particulièrement élevée etc. Les domaines de la science, de la technologie, de l'éducation et de la culture donnent lieu à une réflexion sur les aspects « humains » du développement qui devraient être pris en compte par les décideurs politiques des pays de la région. Dans tous ces domaines, de nombreux tableaux statistiques permettent au lecteur de comparer le cas des pays arabes à celui d'autres régions du monde et d'identifier les spécificités de chacun des pays composant cet ensemble dont on note la grande hétérogénéité.

À mesure que se multiplient conférences et rapports sur le futur de différentes régions du monde, on observe que le lien rhétorique entre ces études particulières et une perspective globale se délite peu à peu. En 1979 à l'UNITAR, on présente encore la conférence sur le futur de l'Asie comme une opportunité de réfléchir plus généralement aux problèmes du Tiers Monde et aux interactions de celui-ci avec le Nord ; la discussion sur le thème de l'autosuffisance et de la finance internationale se déroule à un niveau suffisamment théorique pour intéresser les représentants d'autres régions connaissant des problématiques similaires¹. À l'Unesco, le grand programme I est d'abord pensé au niveau global : il doit servir à analyser les problèmes mondiaux et leur possible évolution. Les « aspects régionaux » de cette problématique mondiale doivent certes être pris en compte mais, avant 1984, on n'envisage pas pour autant de mener des études exclusivement régionales, et on pense au contraire élaborer « une étude prospective internationale » qui engloberait le plus grand nombre de thématiques et le plus vaste espace géographique possible². Dès 1980 pourtant, les conférences et études organisées par l'UNITAR se concentrent sur les futurs régionaux sans plus mentionner de généralisation possible des conclusions formulées ni chercher à mesurer l'impact que les évolutions locales prévues ou recommandées pourraient avoir sur l'ordre mondial³. Cinq ans plus tard, à l'Unesco, on décide d'abandonner le projet de réaliser l'étude prospective internationale pour que l'organisation puisse concentrer les ressources dédiées au grand programme I sur les études régionales dont l'importance a été soulignée grâce au travail

¹ Rapport de l'UNITAR à l'ONU, 1979.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 21 C/ Résolutions, p. 19-20.

³ Rapports de l'UNITAR à l'ONU, 1980-1985.

mené sur les perceptions de la problématique mondiale au cours des deux premières années du programme¹.

Cette évolution est facilitée par un changement d'outil épistémologique : l'attrait initialement démontré pour les modèles globaux s'affaiblit au cours des années 1980 alors que l'UNITAR, puis l'Unesco, s'intéressent de plus en plus à la pratique des scénarios. La substitution d'une méthode d'exploration du futur par l'autre constitue un bouleversement profond des conceptions de l'avenir. Tandis que les modèles globaux mettaient l'accent sur les liens de dépendance entre les différentes parties du monde et les différentes thématiques autour desquelles on imaginait que le long terme se structurerait, les scénarios s'intéressent essentiellement aux trajectoires qu'un seul ensemble géographique pourra suivre, sans s'attarder sur les répercussions que les choix faits au niveau de celui-ci pourraient avoir sur un environnement plus large. À l'inverse, les scénarios tendent à ignorer en grande partie les évolutions pouvant avoir lieu en dehors du sujet d'étude retenu (restreint sur le plan géographique et/ou thématique) et ne prennent donc pas en compte leurs influences possibles sur celui-ci.

Si le lien entre études régionales et perspective globale se distend c'est parce que les raisons qui motivent leur réalisation changent : là où il s'agissait d'abord de récolter des données partout dans le monde et d'identifier le fonctionnement des différents sous-systèmes qui composent le système global, dans une logique de « désagrégation » des modèles (et plus largement de la réflexion sur le futur du monde), il s'agit désormais de réfléchir d'abord à l'intérêt des groupes dont on examine les futurs possibles. Cette notion d'intérêt local et la quête des stratégies de développement compatibles avec les valeurs des habitants des régions étudiées sont au cœur des travaux prospectifs menés entre 1980 et 1984 à l'UNITAR et entre 1985 et 1989 à l'Unesco.

b) Respecter les intérêts locaux

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 23C/111 rapport de la commission 1, partie I, p. 15.

L'utilisation des études prospectives pour défendre l'intérêt de différentes régions du Sud est l'objectif explicite du projet sur le futur de l'UNITAR à partir de la conférence sur le régionalisme de 1980. Les travaux prospectifs menés ensuite s'assignent pour but de trouver des stratégies de développement permettant d' « amoindrir la dépendance des pays les moins développés envers les pays développés »¹. À l'Unesco, on cherche à élaborer « de nouveaux modèles de développement (...) en harmonie avec les systèmes de valeurs propres à chaque société »². La théorie est simple à exposer : les travaux prospectifs doivent avant tout servir l'intérêt des pays de la région sur laquelle ils portent. Mais l'application de ce principe soulève un certain nombre de questions qui ne sont jamais résolues de manière explicite et définitive par l'Unesco et l'UNITAR : l'intérêt d'une région est-il celui mis en avant par les gouvernements des pays de cette région ou bien s'agit-il d'une sorte d'intérêt général tel que les chercheurs le perçoivent ? De même, si différents pays d'un même ensemble régional ont des intérêts divergents entre eux ou avec l'intérêt de la région dans son ensemble, quel critère les stratégies de développement exposées doivent-elles retenir ?

Si l'UNITAR convie à ses réunions de travail et à ses conférences des hommes politiques³, il semble que de manière générale, la tâche de déterminer quels modèles de développement sont compatibles avec l'intérêt et les valeurs d'une région ait été laissée aux chercheurs eux-mêmes. Selon leurs sensibilités, ils mettent alors en avant la satisfaction des besoins fondamentaux du plus grand nombre d'individus ou bien la réussite économique des pays de la région mesurée grâce au PIB ou grâce aux progrès de l'industrialisation dans des secteurs variés de l'économie. Comme dans la discussion menée par le CEESTEM et l'UNITAR sur les objectifs du NOEI, les chercheurs qui travaillent dans le cadre du Grand programme I et du projet sur le futur reconnaissent les objectifs défendus par les dirigeants des pays qu'ils étudient comme légitimes mais critiquent la manière dont ils ont tenté de les atteindre jusqu'ici. Les différents rapports publiés par l'Unesco entre 1987 et 1989

¹ Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, dossier 8, project on the future 1981 (document non signé), traduction de l'anglais « lessen the dependence of the least developed countries on the developed countries ».

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24 C/114, p. 6.

³ Rapport de l'UNITAR à l'Unesco en 1979, paragraphe 102, « This conference, like the African conference, will involve scholars, planners and government officials ». Et MASINI Jean, « Colloque « Les stratégies alternatives de développement du Bassin méditerranéen ». Naples, 24-25 octobre 1983 », *Tiers Monde*, 1984, vol. 25, n° 97, p. 210-211.

comportent ainsi souvent une partie dans laquelle les politiques de développement existantes sont analysées et critiquées, suivie d'une partie où d'autres politiques sont recommandées¹. L'étude sur les Etats anglophones de l'Ouest africain est emblématique de ce fonctionnement². Après avoir noté que l'objectif majeur poursuivi par les dirigeants de ces pays depuis leur indépendance a été de s'émanciper de la situation de dépendance économique dans laquelle ils se trouvent vis-à-vis du Nord (un objectif que les auteurs du document semblent approuver), on liste sommairement les stratégies de développement entreprises dans ce but : augmenter le prix des matières premières importées, demander plus d'aide financière aux pays occidentaux industrialisés, encourager les investissements privés en accordant des avantages fiscaux aux multinationales et solliciter plus de prêts de la communauté mondiale afin de payer les intérêts des prêts précédemment contractés³. Pour les auteurs, ces politiques sont à la source d'un échec flagrant et relèvent d'une contradiction logique majeure : en mettant l'accent sur la nécessité de faire entrer dans les différents pays de la région un maximum de liquidités étrangères, elles perpétuent la dépendance de ces Etats vis-à-vis des pays développés. Cette stratégie économique à courte vue serait le résultat de plusieurs facteurs dont l'instabilité politique des pays de la région mais aussi le manque de coopération entre ces derniers alors qu'une augmentation des échanges intra-régionaux permettrait justement de rompre la dépendance envers le capital étranger⁴.

Ce point de vue est largement répandu parmi les spécialistes recrutés pour faire des études régionales ou pour participer à des conférences sur le futur de telle ou telle région du Sud. Nombreux sont ceux qui dénoncent les effets délétères des nationalismes et des guerres qui ont un impact négatif sur l'économie d'une région dans son ensemble⁵. Les travaux menés, quoique critiques des expériences d'organisations régionales menées jusqu'à présent

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, rapports publiés dans le cadre du grand programme I.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, rapport *English-speaking West African States : Development strategies in the Fields of Education, Science, Culture and Communication*, 1988.

³ Ibid. p. 17.

⁴ Ibid. p. 23.

⁵ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1979, paragraphe 104 à propos de l'Asie et Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, rapport *Development theories revisited : requiem or rethinking ?* par Arun Bose, p. 110.

en Asie et en Afrique, défendent un idéal d'intégration régionale qui leur semble compatible avec les aspirations observées parmi les peuples concernés. En 1983, l'UNITAR organise ainsi son programme de recherche sur le futur de l'Afrique autour du thème « construction de la nation ou transnationalisation » : il s'agit de réfléchir aux conflits potentiels, et aux convergences entre les besoins des pays en développement et la création de structures transnationales, en analysant les projets déjà existants et en encourageant la recherche sur les « manières de renforcer ces projets en accord avec les principes énoncés dans le plan d'action de Lagos », un plan formulé en avril 1980 par un ensemble de leaders africains dont le but est d'accroître l'autonomie de l'Afrique¹.

Pourtant, si l'UNITAR s'en tient longtemps à la perspective régionaliste, le grand programme I de l'Unesco finit, lui, par pousser la logique de désagrégation au maximum en commandant des études sur le futur de pays spécifiques. Celles-ci sont en effet apparues nécessaires puisque les études sur le futur d'ensembles régionaux pointaient régulièrement la grande diversité interne à ces groupes de pays aux caractéristiques économiques, sociales et politiques parfois très différentes. C'est le cas par exemple de l'étude sur le monde arabe qui relève qu'en dépit de traits culturels communs, les pays étudiés sont dans des situations extrêmement différentes, leurs économies présentant des différences structurelles importantes au-delà de la seule question du pétrole². Dans ces conditions, bien qu'ils adhèrent à l'idéal d'une coopération internationale qui permettrait justement de mettre en œuvre des mécanismes de compensation pour réduire ces inégalités internes à la région, les auteurs du document considèrent qu'il est nécessaire d'étudier les perspectives d'évolution propres à chaque pays plutôt que de chercher à les faire tous entrer dans un cadre théorique commun, ce qui reviendrait selon eux à une « logomachie ludique pour le chercheur mais néfaste pour la région »³. C'est en vertu de ce constat selon lequel il faut bien comprendre les intérêts, les problèmes et les opportunités propres à chaque nation d'une région avant d'envisager une coopération à l'échelle de celle-ci que sont menées dans le cadre du grand programme I de

¹ BARNETT Vincent, *Routledge Handbook of the History of Global Economic Thought*, Londres, Routledge, 2015, 348 p.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « Le monde arabe à l'horizon 2000 », 1988.

³ Ibid. p. 5.

l'Unesco des études prospectives sur la Thaïlande, la Chine, l'Inde, la Malaisie, le Pakistan ou encore le Venezuela¹. Prolongement de la logique selon laquelle chaque partie du monde doit entreprendre de construire son futur à partir de ses ressources propres (et sans attendre un bouleversement au niveau global), la plupart de ces études comportent une section dédiée à la pratique de la prospective dans le pays. De la même manière, à l'issue de la conférence qu'il organise sur le futur de l'Amérique latine, à Caracas en septembre 1986, l'UNITAR aide le Costa Rica, l'Argentine et le Chili à organiser des séminaires nationaux sur leurs propres futurs².

Ce processus de désagrégation des études sur le futur mondial en une multitude d'études sur les futurs particuliers des différents morceaux du monde, contribue, avec d'autres facteurs que nous allons exposer, à défaire le lien étroit qui unissait jusqu'au début des années 1980 études prospectives et problématique mondiale à l'Unesco et à l'UNITAR.

C - Problèmes mondiaux et études sur le futur : rupture d'un binôme arrivé à maturité

Au cours des années 1980, la réflexion sur les différentes perceptions locales du futur global, la prise de conscience des difficultés qu'il y a à vouloir faire évoluer l'ordre mondial « par le haut », et le profond changement de perspective qu'elles occasionnent au sein des programmes d'études sur le futur de l'UNITAR et de l'Unesco provoquent la rupture du binôme qui réunissait depuis les années 1960 la notion de problèmes mondiaux et les études prospectives. Tandis que les études sur les problèmes mondiaux de long terme perdent leur spécificité, n'étant plus regardées comme relevant nécessairement de la catégorie « futurologie », la prospective, elle, continue d'intéresser les organisations internationales du système onusien mais ne porte plus sur les problèmes mondiaux et perd la fonction centrale qu'elle avait acquise à l'Unesco et à l'UNITAR.

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, rapports publiés dans le cadre du grand programme I.

² Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1987, p. 17.

1) Vers une perte de spécificité des études sur le futur du monde

a) Des études prises en main par des spécialistes d'autres disciplines

Si les études sur les problèmes mondiaux de long terme perdent leur spécificité et ne semblent plus, à la fin des années 1980, être comprises comme relevant du domaine distinct de la « futurologie », c'est qu'elles sont de plus en plus souvent confiées à des intellectuels qui ne se considèrent pas comme des futurologues même s'ils ont intégré à leur pratique disciplinaire une dimension prospective. Samir Amin, qui est embauché en 1980 à l'UNITAR pour diriger le projet de recherche sur l'Afrique et le futur, par exemple, ne se considère pas comme futurologue et ne fréquente pas les réseaux des spécialistes de la prospective ; il se définit plutôt comme un économiste militant¹. Dans le même ordre d'esprit, ce projet est mené en partenariat, non avec une organisation dédiée à l'étude sur le futur, mais avec le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales et en économie en Afrique (CODESRIA), une organisation de recherche panafricaine indépendante². Ceux qui participent au séminaire organisé à Bangkok par l'UNITAR en janvier 1984 en vue de lancer son « programme d'études sur les stratégies pour le futur de l'Asie » décident à l'issue de cette rencontre de créer une « association des spécialistes des sciences humaines de l'Asie et du Pacifique », et non pas une association dédiée à la futurologie³.

Ces deux derniers exemples témoignent aussi de l'évolution qui conduit l'UNITAR à se reposer de plus en plus sur une expertise externe, sollicitée ponctuellement, plutôt que d'embaucher des experts au sein de l'organisation. Pour trouver cette expertise externe, l'institut se tourne alors vers les organisations locales spécialisées dans la recherche sur le

¹ Archives de l'ONU à New-York, série 911, carton 8, dossier 1, lettre du chef de Cabinet, Rafeeuddin Ahmed au Dr. Nicol le 13 juin 1990 à propos de l'embauche de Samir Amin. Et AMIN Samir, *A Life Looking Forward: Memoirs of an Independent Marxist*, Londres, Zed Books, 2006, 276 p.

² Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1980. Traduction de l'anglais « Council for the Development of Economic and Social Research in Africa » (CODESRIA).

³ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1984, p. 37.

développement qui composent le réseau international qu'il est en train de mettre en place au moment où il développe les études régionales du futur. Ce mouvement de substitution d'une expertise considérée avant tout comme « futurologique » par une expertise dédiée à un domaine scientifique particulier a en fait débuté avec le programme sur les énergies du futur qui consiste principalement en une série de conférences au cours desquelles sont réunis « les meilleurs experts mondiaux » sur des questions telles que les ressources mondiales en pétrole et en gaz ou bien la conversion de l'énergie microbiologique¹. Ces experts sont des biologistes, des géologues, des physiciens mais, là encore, aucun d'entre eux ne se considère comme « futurologue ».

À l'UNITAR, ce rapprochement entre le projet sur le futur et le monde de la recherche en sciences sociales et en sciences naturelles est l'une des raisons qui facilitent la fermeture du département du projet sur le futur en 1984 lorsqu'il est décidé de restructurer l'institut autour des deux autres départements : celui de la formation et celui de la recherche². En 1980 déjà, le Corps commun d'inspection des Nations Unies, ayant passé en revue les activités de l'UNITAR, suggère, dans le but d'optimiser le budget de l'organisation, de fusionner les activités menées dans le cadre du projet sur le futur avec celles du département de la recherche, et ainsi de supprimer le département du projet sur le futur³. Mais, à l'époque, Philippe de Seynes et Davidson Nicol interviennent pour défendre la nécessité d'un programme portant spécifiquement sur le futur et le Secrétaire général de l'ONU reconnaît que la proposition est à considérer avec prudence puisque les deux départements n'ont pas les mêmes objectifs : « le département de la recherche se concentre sur des études de moyen terme orientées sur les thématiques liées à l'ONU (...) alors que le Projet sur le futur se concentre sur des problèmes de long terme liés aux changements socio-économiques et technologiques »⁴. En 1983, lorsque l'idée est de nouveau évoquée, les contrats de Sam Cole

¹ Archives de l'ONU à New-York, série S-1078, carton 8, dossier 8, Statement of the secretary-general at the opening of the 18th session of the board of trustees of UNITAR, 11 septembre 1979.

² Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1984.

³ Document A/35/181/Add.1, UNITAR, Joint Inspection Unit, Report on the United Nations Institute for Training and Research, Comments of the Secretary-General, 9 octobre 1980.

⁴ Ibid. p. 1, traduction de l'anglais « The Research Department focuses on medium-range, United Nations-oriented studies comprising social, political, legal and security issues, while the Project on the Future concentrates on long-term problems of socio-economic and technological transformation. »

et de Graciela Chichilnisky sont terminés depuis un an, tout comme le mandat de Davidson Nicol qui avait beaucoup soutenu le projet sur le futur aux côtés de son directeur, Philippe de Seynes, parti à la retraite également en 1982. Le nouveau directeur de l'UNITAR, Michel Doo-Kingué, impose, d'après Samir Amin, « ses vues bureaucratiques alignées sur celles de ses patrons américains » plutôt que de soutenir la réflexion sur les stratégies alternatives de développement pour le Sud¹. Cette dure critique est probablement influencée par le désaccord qui surgit quelques années plus tard entre les deux protagonistes à propos du projet sur le futur de l'Afrique et Michel Doo-Kingué reprend bien à son arrivée l'idée que l'UNITAR doit servir de think tank de l'ONU et « consacrer une partie de sa recherche aux questions liées au futur de l'humanité »². La différence entre l'ancien et le nouveau directeur de l'UNITAR se joue plutôt dans l'idée qu'ils se font des études sur le futur : pour Philippe de Seynes, il s'agit d'un champ de savoirs à part entière qu'il s'est attaché à explorer au cours de son mandat, notamment par sa participation à l'association Futuribles, tandis que pour Michel Doo-Kingué, il ne s'agit que d'une orientation que l'on peut donner à des recherches relevant des disciplines que pratiquent les membres de l'UNITAR par ailleurs (économie, sciences sociales, sciences politiques). En 1984, les derniers programmes à faire partie du projet sur le futur, soit les programmes sur le futur des régions du Tiers Monde et sur les perspectives énergétiques, sont donc transférés vers le département de la recherche.³ Cette solution provisoire ne garantit pas la poursuite de tous les travaux prospectifs entamés sous la direction de Philippe de Seynes : en 1985, il est décidé que l'UNITAR se retirerait du projet sur l'Afrique et le futur, ce dernier ne « correspondant pas aux attentes de l'UNITAR »⁴. Aucune nouvelle initiative n'est formulée à partir de la restructuration pour les régions Asie et Méditerranée, et ce n'est que grâce à l'obtention d'une bourse accordée spécifiquement dans

¹ AMIN Samir, *A Life Looking Forward: Memoirs of an Independent Marxist*, Londres, Zed Books, 2006, p. 233, traduction de l'anglais « impose his bureaucratic views in line with his American bosses ».

² Ibid., Rapport de l'UNITAR à l'ONU 1985-1986 et Archives de l'ONU à New-York, série S-1077, carton 3, dossier 6, Report of the executive director on the orientation of the programme of the institute over the next few years, avril 1983, traduction de l'anglais « devote a specific portion of its research to issues relating to the future of mankind »

³ Archives de l'ONU à New-York, série S-1051, carton 7, dossier 1, Statement made by Michel Doo Kingué to the Second Committee of the General Assembly, New York, 9 Novembre 1984, p. 5 et Rapport de l'UNITAR à l'ONU 1984 avec programme des activités pour 1985.

⁴ Rapport de l'UNITAR à l'ONU pour la période 1985-1986.

ce but par le gouvernement espagnol qu'il est finalement possible d'organiser une conférence sur le futur de l'Amérique latine en 1986¹. En 1987, les difficultés financières de l'institut mettent un point final à ces études prospectives régionales².

Le grand programme I de l'Unesco suit une trajectoire en partie similaire à celle du projet sur le futur de l'UNITAR. Dès 1982, l'on a recours tant aux réseaux de futurologues (Futuribles international et les organisations s'intéressant aux modèles globaux comme l'IIASA), qu'à des représentants des disciplines plus « classiques » (sociologie, philosophie, sciences politiques)³. Là aussi, ce sont les partenariats noués avec des institutions locales qui conduisent à privilégier le deuxième profil⁴. Les délégués de plusieurs Etats membres de l'Unesco proposent une collaboration avec les institutions de recherche de leur pays qui leur semblent pouvoir être intéressées par le grand programme I ; il s'agit souvent d'institutions dédiées à l'étude des questions de développement⁵. Or, toutes les études fournies dans le cadre de ce programme le sont grâce à ces partenariats ponctuels : lorsque l'Unesco renonce en 1985 à produire une grande étude prospective internationale sur l'ensemble de la problématique mondiale pour se concentrer sur les études prospectives régionales, elle abandonne en même temps l'idée de recruter en son sein les futurologues qui auraient formé le « Comité scientifique international » initialement prévu⁶. Comme à l'UNITAR, la pratique d'études régionales qui ressemblent à ce que l'on pourrait trouver dans un programme de recherche d'économie ou de géopolitique conduit certains des délégués d'Etats membres à

¹ Ibid.

² Rapport de l'UNITAR à l'ONU, 1987.

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989), p. 54. Et Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document « perceptions et analyses de la problématique mondiale », Grand Programme I, Rapport de synthèse 1984-1985.

⁴ Le Centre international de coopération scientifique Simon Bolivar de l'Institut international d'études avancées (IDEA) qui obtient un soutien financier dans le cadre du grand programme I en 1987 constitue un bon exemple. Cf. Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24 C/ Résolutions, p. 20.

⁵ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 22C/121 rapport de la commission 1, partie I.

⁶ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 23C/111, rapport de la commission 1, partie I, p. 15.

proposer la fusion du grand programme I avec tel ou tel autre programme qui leur semble traiter les mêmes thématiques¹.

Alors que la prospective avait été introduite à l'Unesco, comme à l'UNITAR, en partie grâce à l'argument qu'il y avait là un nouveau champ d'expertise avec lequel il convenait de dialoguer pour ne pas rester en dehors d'une importante discussion sur le futur du monde, cette évolution vers des études sur le futur qui ignorent complètement l'existence de ce champ de savoirs futurologiques peut surprendre. Elle est en fait cohérente avec l'évolution du monde des études sur le futur lui-même. Jenny Andersson explique que la recherche sur le futur semble quitter presque complètement le monde des sciences sociales au cours des années 1970 et 1980². Alors que la WFSF voit l'identité professionnelle de ses membres changer, les experts issus des sciences sociales laissant la place à un groupe aux contours plus flous réunissant notamment des artistes et des psychologues, ces derniers privilégient une pratique professionnelle de la prospective au sein de cabinets de conseil ou de think tanks³. L'on comprend alors mieux que des organisations comme l'Unesco et l'UNITAR, habituées à collaborer avec des universitaires ou des experts travaillant au service de leur Etat, n'aient pas suivi le monde de la futurologie dans cette évolution et aient préféré confier leurs programmes de prospective régionale à des spécialistes des régions concernées quand bien même ceux-ci ne se considéraient pas comme spécialistes de la prospective. L'échec de la futurologie à s'ériger en discipline académique reconnue conduit ainsi à l'éviction de ses représentants d'une discussion qu'ils avaient pourtant contribué à démarrer au sein des organisations internationales du système onusien. Il est en revanche intéressant de noter qu'ils laissent un héritage conséquent : l'Unesco comme l'UNITAR continuent à considérer l'étude du long terme comme l'une de leurs prérogatives les plus importantes et ont assimilé les notions de « scénarios » et d' « alternatives futures ».

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24C/114, rapport de la commission 1, partie I, p. 9.

² Cf. ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, chapitre 8, à paraître.

³ Ibid.

b) Une problématique mondiale divisée en plusieurs champs d'études spécifiques et non futurologiques

Analyser cette perte de spécificité qui touche les études sur le futur des régions du Tiers Monde à l'Unesco et à l'UNITAR aide à mieux comprendre l'absence quasiment totale des études sur le thème de l'environnement au sein du grand programme I et, dans une moindre mesure, au sein du projet sur le futur où elles se limitent aux études sur les ressources énergétiques. L'argument donné par ceux qui conçoivent ces programmes – le fait que, contrairement aux problèmes de développement, la question de l'environnement ne donne pas lieu à la formulation d'objectifs contradictoires selon les différentes perceptions de la problématique mondiale – connaît ses limites : on peut penser par exemple au conflit entre l'« écologie profonde » d'Arne Næss et l'« écologie superficielle » de ses contradicteurs dont les objectifs sont manifestement différents¹. L'on peut alors expliquer le peu d'intérêt démontré à l'Unesco et à l'UNITAR pour les questions environnementales dans leurs programmes d'études sur le futur par une spécialisation précoce des études sur l'environnement dont les experts n'ont pas attendu l'apparition de ces grands programmes de prospective pour explorer le long terme en faisant leurs propres projections.

À l'Unesco, alors que les délégués des Etats membres continuent à faire référence aux listes de problèmes mondiaux classiques et mentionnent donc « la gravité des menaces pesant sur l'environnement » parmi les thèmes que le grand programme I devrait traiter, le directeur général leur répond qu'« aucune étude générale n'a été entreprise sur les problèmes de l'environnement afin d'éviter de faire double emploi avec le rapport Brundtland élaboré dans le cadre du PNUE »². Cette justification a posteriori ne tient pas tout à fait puisque l'on réfléchit au grand programme I depuis 1980 alors que le rapport Brundtland ne paraît qu'en 1987, soit l'année où cette réponse est formulée par Amadou-Mahtar M'Bow. Elle souligne néanmoins le souci de ne pas s'impliquer dans un domaine d'expertise qui a pris son autonomie dès le début des années 1970, en particulier à la suite de la conférence de

¹ à propos de ce conflit et de son expression dans le monde de la futurologie, voir ANKER Peter, « Deep ecology in Bucharest », *The Trumpeter*, 2008, vol. 24, n° 1, p. 57 et chapitre 2.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24C/114, rapport de la commission 1, partie I.

Stockholm et de la création du Programme des Nations Unies sur l'Environnement (PNUE) en 1972, et qui n'entretient pas de rapport direct avec le monde des études sur le futur. Comme l'expliquent Paul Warde et Sverker Sörlin, si la prédiction environnementale a vu le jour à partir de différentes disciplines scientifiques préexistantes, un champ d'expertise spécifique s'est constitué à partir des années 1960¹. Ceux qui deviennent alors experts de l'environnement interagissent avec le monde de la futurologie au début des années 1970 quand les préoccupations écologistes sont sur le devant de la scène en lien avec le débat sur *Halte à la croissance*. Mais dans les années 1980, les deux champs d'expertise se séparent plus hermétiquement tandis que les questions environnementales acquièrent une importante dimension politique. Alors qu'ils avaient été nombreux à s'emparer du débat tout aussi politique sur le NOEI, les futurologues semblent délaisser celui sur l'environnement tel qu'il est formulé autour de la notion de « développement durable » une dizaine d'années plus tard. Jim Dator, alors président de la WFSF, considère la discussion menée sur l'environnement dans le cadre onusien comme trop politisée et pas assez scientifique ; il qualifie le rapport Brundtland de document à « basse crédibilité mais fort impact »². Ce désintérêt des futurologues pour des questions sur lesquels ils savent désormais qu'ils ne pourront pas peser, ainsi que la concurrence de spécialistes qui ne viennent pas de leurs rangs, expliquent l'absence des questions environnementales des grands programmes prospectifs sur les « problèmes mondiaux ».

Une réflexion similaire peut être menée sur la question de la paix : bien que les représentants d'Etats membres de l'Unesco demandent que l'on parle plus de la paix dans le cadre du grand programme I, il ne leur est pas donné satisfaction³. Or, depuis la fin des années 1960, les études sur la paix qui avaient été étroitement associées à la constitution d'un champ d'expertise international sur le futur, se sont détachées de celui-ci. Ceux parmi les futurologues qui, comme Elise Boulding ou Johan Galtung, continuent à s'intéresser aux deux

¹ SÖRLIN Sverker et WARDE Paul, *Nature's End: History and the Environment*, Reprint edition., Basingstoke; New York, Palgrave Macmillan, 2011, 384 p.

² DATOR James Allen, *Advancing Futures: Futures Studies in Higher Education*, Greenwood Publishing Group, 2002, p. 170.

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24C/114, rapport de la commission 1, partie I, p 6.

domaines s'investissent séparément dans les deux champs d'activités, entretenant des liens avec deux réseaux de spécialistes bien distincts l'un de l'autre¹.

La paix puis l'environnement et finalement le développement sont ainsi sortis les uns après les autres du domaine d'étude confié à la futurologie telle qu'elle est conçue au sein des organisations internationales du système onusien. Ce sont donc tous les problèmes mondiaux qui voient leur étude confiée à des spécialistes d'autres disciplines que la futurologie. Le discours sur les problèmes mondiaux subsiste alors au sein des organisations internationales mais il n'est plus connecté étroitement avec la pratique d'études sur le futur. La notion de problématique mondiale subsiste, non plus comme un outil d'enquête sur les évolutions possibles du monde, mais comme un leitmotiv de la rhétorique du système onusien, un passage obligé des discours de ses organisations dont il légitime l'existence. Les problèmes mondiaux sont évoqués en utilisant le champ lexical de la répétition : on « réaffirme » leur validité, on « rappelle » leur importance structurante pour l'Unesco². Les listes se stabilisent autour de trois pôles majeurs : « la paix, le développement et la protection de l'environnement »³. En revanche, à la fin des années 1980, l'on ne parle plus à l'Unesco ni à l'UNITAR de « problèmes de long terme » mais plutôt de « problèmes du monde actuel », de « grands défis contemporains » ou encore de « grands problèmes reconnus d'intérêt majeur pour l'humanité »⁴.

Il serait pourtant malavisé d'en conclure qu'un état d'esprit présentiste (selon l'expression chère à François Hartog) l'aurait emporté dans les organisations internationales⁵. Au contraire, l'Unesco continue d'affirmer qu'il fait partie de ses fonctions d'éclairer le futur et conserve un programme de prospective dont une déclinaison existe toujours aujourd'hui.

¹ Archives d'Elise Boulding 2nd accession et 3rd accession, Université du Colorado à Boulder.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, voir par exemple document 23C/111 rapport de la commission I, partie I, p. 16 (1985) et 24 C/ Résolutions, p. 18 (1987).

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 25 C/ Résolutions, 1989, résolutions concernant le 3^e plan à moyen terme.

⁴ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24 C/ Résolutions, 1987, p18, document 25 C/ Résolutions, 1989, résolutions concernant le 3^e plan à moyen terme et document 127 EX/INF.5 (prov.). Réponse du directeur général au débat relatif à son rapport oral sur l'activité de l'organisation depuis la 126^e session, 1987, p. 18.

⁵ HARTOG François, *Régimes d'historicité: présentisme et expérience du temps*, Paris, France, Éd. du Seuil, 2012, 321 p.

Ce n'est donc pas la pensée sur le long terme qui disparaît à la fin des années 1980 mais l'objet de cette prospective et le rôle qu'on lui attribue au sein de l'organisation qui changent profondément. L'UNITAR, elle, abandonne tout programme de prospective, principalement à cause de contraintes budgétaires, mais l'amorce d'une évolution similaire à celle connue par les études sur le futur à l'Unesco peut y être observée dans les années 1980.

2) La prospective comme laboratoire d'idées

a) Une source d'information sur des domaines de compétence spécifiques

À partir de la deuxième moitié des années 1980, l'idée que les organisations internationales du système onusien puissent, par leur pratique des études sur le futur, transformer radicalement le monde est progressivement rejetée. Au début des années 1980, l'idée autrefois controversée à l'Unesco que la prospective soit liée à l'action de l'organisation parce qu'elle permettrait de montrer la voie vers un futur plus désirable semble désormais bien acceptée tant par les membres du secrétariat que par les représentants des Etats membres¹. Mais, dès 1985, l'idée que les études sur le futur pratiquées à l'Unesco devraient se concentrer exclusivement sur les « champs de compétence » de l'organisation refait surface. Le Conseil exécutif demande que le grand programme I cherche en priorité à identifier les « évolutions prévisibles dans les domaines de compétence de l'Unesco »². Deux ans plus tard, le représentant du Directeur général émet la même idée, cette fois non plus comme une suggestion mais comme une obligation : « les activités entreprises au titre du grand programme I doivent être circonscrites aux domaines de compétence de

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 4 XC/4, projet de plan à moyen terme (1984-1989), 1982, p. 61 « Il est nécessaire que l'action puisse tenir compte des perspectives d'évolution future, des conséquences possibles des tendances actuelles, des implications que pourraient avoir à l'avenir les choix arrêtés et les décisions prises aujourd'hui » et document 22 C/121, Rapport de la commission I, partie I, 1983, p. 7 « un autre orateur a souligné l'intérêt des études prospectives fondées sur la définition des futurs désirables ».

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 23C/111, rapport de la commission I, partie I, p. 16.

l'Organisation »¹. Cette restriction du champ d'investigation futurologique se retrouve dans les travaux réalisés pour l'Unesco à partir de 1987. Les études prospectives régionales réalisées pour l'organisation sont nombreuses à mettre l'accent sur les évolutions possibles spécifiquement dans les domaines de compétence de l'Unesco. Elles accordent par exemple une place conséquente aux projections et aux stratégies de planification possibles en lien avec la question de l'éducation². Le travail d'analyse des modèles globaux existants qui avait été demandé à deux chercheurs du Wissenschaftszentrum Berlin et du Max-Planck Institut dès le lancement du grand programme I est prolongé : on demande cette fois aux auteurs d'expliquer en quoi chacun des modèles qu'ils présentent pourrait être utile à l'Unesco³. Ils reprennent donc leur étude en se focalisant sur les domaines de compétence de l'Unesco, montrant par exemple que la question de la culture est absente de la conception de beaucoup des premiers modèles.

À l'UNITAR, une fois le département du projet sur le futur fermé, ce qu'il reste des programmes qui y étaient menés est conçu comme une exception à la règle selon laquelle l'UNITAR ne devrait se préoccuper que de « sujets de recherche en lien avec les Nations Unies »⁴. Cette exception n'est tolérée que parce que les programmes concernés sont désormais financés exclusivement grâce à des financements externes⁵. Le programme sur le futur de l'Afrique survit par exemple grâce à la bourse que lui accorde tous les ans le SAREC, organisme de financement public suédois dédié à la recherche sur le développement⁶. La prospective se retrouve ainsi repoussée en périphérie du programme de l'UNITAR après y avoir eu une place centrale dans la deuxième moitié des années 1970. Comme à l'Unesco,

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 24C/114, rapport de la commission 1, partie I.

² Voir par exemple Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, rapport *Development theories revisited : requiem or rethinking ?* par Arun Bose, 1987.

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, rapport *Evaluating long-term developments by using global models*, par Wolf-Dieter Eberwein et Heinrich Siegmann, 1987.

⁴ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1987, p. 18 « The Institute will limit its non-United Nations research topics to its ongoing work in the fields of energy and the utilization of natural resource as well as on research concerning the future of the main developing regions of the world ».

⁵ Rapport de l'UNITAR à l'ONU en 1984 (avec plan des activités pour 1985).

⁶ AMIN Samir, *A Life Looking Forward: Memoirs of an Independent Marxist*, Londres, Zed Books, 2006 p. 232.

l'idée qu'elle puisse jouer un rôle central dans une stratégie visant à changer radicalement le monde est rejetée à partir de 1985. C'est parce que Samir Amin voulait conserver cette fonction politique du programme sur l'Afrique et le futur, en insistant sur les stratégies de développement « alternatives » en lien avec la théorie de la dépendance, et parce que ce désir était en décalage avec les nouvelles orientations de l'UNITAR, que ce dernier finit par retirer son soutien au programme (qui continue toutefois à exister en dehors de l'institut)¹.

Ce repli sur une prospective de nouveau plus « bureaucrate », ou du moins dont les ambitions sont plus limitées qu'auparavant, peut en partie être expliqué par le succès du néolibéralisme dans les années 1980, ce courant de pensée n'étant pas compatible avec l'idée d'une transformation radicale du monde orchestrée par l'homme selon un plan mis au point grâce à la pratique des études sur le futur. C'est du moins la cause qui est pointée du doigt par ceux parmi les futurologues qui regrettent cette évolution. Jim Dator, alors secrétaire général de la WFSF considère que c'est le fait que « le monde entier soit devenu fou des fantaisies du globalisme néolibéral » qui a mis fin dans la deuxième moitié des années 1980 à toute discussion intelligente sur le futur en public et dans les médias². Sam Cole partage cet avis et considère que le néolibéralisme a eu un impact négatif précisément sur les études sur le futur pratiquées au sein du système onusien telles que celles pour lesquelles il avait été embauché à l'UNITAR à la fin des années 1970 : « avec l'avènement du thatchérisme en Grande-Bretagne et du reaganisme aux Etats-Unis, les fonds pour ce travail controversé se sont vite épuisés et les Nations Unies se sont laissées intimider par les nouvelles réalités politiques »³. Ce contexte affecte en réalité l'ensemble du monde de la futurologie dont Jenny Andersson note qu'il abandonne alors l'énergie radicale avec laquelle il voulait transformer le monde au temps des projets utopiques des années 1970⁴.

¹ AMIN Samir, *A Life Looking Forward: Memoirs of an Independent Marxist*, Londres, Zed Books, 2006, 276p.

² DATOR James A. et PIM Joám Evans (dirs.), *Nonkilling Futures: Visions*, First Edition edition., Hawaï, Center for Global Nonkilling, 2013, p16, traduction de l'anglais « the entire world went mad with the fantaisies of neoliberal globalism ».

³ COLE Sam, « Futures Free Fall: A modeller's tale », *Futures*, septembre 1996, vol. 28, n° 6-7, p. 541, traduction de l'anglais « with the rise of Thatcherism in Britain and Reaganism in the USA, funds for this controversial work soon dried up as the UN cowed before new political realities ».

⁴ ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, chapitre 8, à paraître.

b) Une fonction de conseil et des prérogatives limitées

La prospective acquiert alors au sein de l'Unesco une fonction de conseil externe. L'organisation ne cherche plus à pratiquer elle-même des études sur le futur qui auraient un impact important sur son programme ; elle préfère encourager des initiatives extérieures et commander des rapports qui doivent lui permettre de se tenir à jour de la réflexion internationale sur le futur. Au cours du grand programme I déjà, ce choix du recours à des experts extérieurs avait fini par s'imposer avec l'abandon du projet de mener une grande étude prospective internationale en 1985¹. Les spécialistes sollicités s'adressent alors aux membres de l'Unesco comme à des profanes en matière de prospective : les deux auteurs du rapport sur les modèles globaux intitulent par exemple l'une des parties du document « les modèles globaux : comprendre ce qu'ils sont »². Mais c'est surtout à partir de 1989 que s'impose l'idée d'une prospective servant à conseiller l'organisation en identifiant « les tendances et mutations prévisibles dans ses domaines de compétence »³. Il est alors décidé d'inclure dans le plan à moyen terme pour 1990-1995 un programme transversal intitulé sobrement « études prospectives » et désormais déconnecté des études portant par ailleurs sur les problèmes mondiaux⁴. Ce programme ne doit pas conduire l'organisation à produire elle-même des études prospectives mais seulement à collecter et diffuser les résultats de celles qui sont réalisées par d'autres organisations, et à soutenir les initiatives portant sur le futur des domaines de compétence de l'Unesco. Une nouvelle période de la prospective à l'Unesco est ainsi inaugurée ; elle est marquée par l'idée que l'organisation doit servir de « laboratoire d'idées » en assurant une diffusion importante à « une grande diversité d'idées et de scénarios

¹ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 23C/111 rapport de la commission 1, partie I, p. 15.

² Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, rapport *Evaluating long-term developments by using global models*, par Wolf-Dieter Eberwein et Heinrich Siegmann, 1987, p. 31, traduction de l'anglais « global models : understanding what they are ».

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, document 25 C/ Résolutions, p. 56.

⁴ Ibid.

sur le futur »¹. Il s'agit aussi d'éviter de reproduire ce qui est désormais considéré comme une grave erreur de l'Unesco : « se constituer elle-même en acteur dans le champ et prendre position dans des discussions idéologiques »².

C'est en suivant ces principes non-interventionnistes que l'Unesco crée en 1994 une Unité d'analyse et de prévision (UAP)³. Placée sous l'autorité directe du directeur général, celle-ci est « chargée de mener des travaux synthétiques de réflexion, d'analyse et de prévision sur des questions clés qui intéressent l'Unesco »⁴. On finit donc par renouer avec une pratique de la prospective interne à l'organisation mais d'ampleur limitée et avec pour rôle de fournir une information portant exclusivement sur les évolutions qui concernent les champs de compétence de l'Unesco. Elle doit en outre reposer sur une collaboration externe avec les « meilleurs centres de prospective »⁵. Le changement de perspective quant au rôle de la prospective à l'Unesco et, par là, de l'Unesco elle-même est rendu explicite lorsqu'il est précisé que l'UAP doit veiller « à centrer les activités qui lui sont confiées sur des actions prioritaires susceptibles d'avoir un impact sur les décideurs » : on ne croit plus à la capacité du système onusien à transformer le monde par lui-même, cette capacité est désormais l'apanage des hommes politiques nationaux que l'on peut néanmoins influencer⁶.

La création au sein de l'Unesco de cette unité de prospective s'apparentant à un organe de « consulting » s'inscrit dans le double contexte de l'évolution de la pratique des études sur le futur vers ce type d'activité et de l'adoption par un grand nombre d'organisations internationales d'une telle unité de réflexion sur le futur consacrée

¹ Archives de l'UAP non triées (accès permis par Riel Miller), document Evaluation of UNESCO Anticipation and Foresight Programme, Final Report, Paris, Juillet 2006, par Baastian de Laat et Soheir Dani, p. 3. Traduction de l'anglais « Laboratory of ideas » et « great diversity of ideas and scenarios on the future »

² Ibid. Traduction de l'anglais « itself being a player in the field and taking a position in ideological discussion ».

³ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, note du Directeur général DG/94/39 du 2 septembre 1994.

⁴ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc document 29C/INF.9, 30 juillet 1997 « Rapport du directeur général sur les activités dans le domaine de l'anticipation et de la prospective », p. 3.

⁵ Ibid. p. 3.

⁶ Ibid. p. 3.

exclusivement aux thématiques relevant de leur champ de compétence¹. La pratique de la prospective n'est ainsi plus réservée à celles parmi les organisations internationales qui considéraient qu'elles avaient pour fonction d'éclairer le système onusien dans son ensemble sur les perspectives d'avenir de l'humanité tout entière ; elle devient au contraire une activité commune supposée utile au fonctionnement de tout type d'organisation.

Au cours des années 1980, les études sur le futur telles qu'elles sont pratiquées à l'Unesco et à l'UNITAR connaissent des mutations profondes tant des objectifs qu'on leur assigne, que de la forme qu'elles prennent ou encore de leur contenu thématique. Dans la continuité du débat sur le NOEI et le développement des pays du Sud mené dans les années 1970, elles sont d'abord utilisées pour réfléchir à un nouvel ordre international et aux différentes stratégies pour le faire advenir. Cette discussion ayant débouché sur une conception du monde comme ensemble complexe, fait de groupes aux représentations différentes et aux intérêts conflictuels, installés sur des territoires inégaux en termes de ressources, la prospective devient un outil permettant de dessiner tout cet éventail des situations existantes et des futurs possibles. Les études sur le futur des mondes remplacent celles sur le futur du monde. L'examen des options de développement existant pour chaque région se substitue au questionnement sur l'ordre global dans sa totalité. La prospective qui avait permis aux organisations internationales de donner une base scientifique à leur discours sur le monde, et qui avait été utilisée pour promouvoir une conscience globale, peint désormais un espace mondial éclaté entre différentes réalités locales et différentes ambitions pour le long terme. Cette évolution, enclenchée au début des années 1980 comme réponse au désir de changer le monde, selon l'idée que cela serait plus facile en partant du « bas », finit,

¹ Voir ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, chapitre 8, à paraître et Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc document 30 C.INF.4, *Activités de l'organisation dans le domaine de l'anticipation et de la prospective (1998-1999)*, p. 4 « L'effort de renouvellement et de renforcement de la capacité d'anticipation de l'Organisation rejoint celui d'autres organisations internationales ou régionales, qui se sont semblablement dotées d'unités de prospective ou ont renforcé leur potentiel global ou régional de prospective (Nations Unies, Union européenne, OCDE, programme "Futurs africains" du PNUD, FAO, etc.) ».

en combinaison avec d'autres facteurs ayant trait à l'histoire de la prospective elle-même et au contexte politique et économique international, par avoir l'effet inverse de celui recherché. À la fin des années 1980, la prospective perd son mandat pour transformer le monde et se trouve confinée dans une fonction de conseil sur les champs de compétence des organisations concernées.

Pourtant, la notion de « problèmes mondiaux » et l'idée d'interdépendance mondiale restent des éléments rhétoriques importants des discours tenus au sein du système onusien, et les différents thèmes qui avaient été identifiés comme composant la problématique mondiale continuent d'être étudiés dans une perspective de long terme comme en témoigne par exemple le succès de la notion de « générations futures » en lien avec la thématique environnementale¹. Seule disparaît la référence à la futurologie comme champ disciplinaire susceptible d'éclairer la réflexion sur ces problèmes mondiaux. Les organisations internationales du système onusien s'étaient distinguées dans les années 1980 par leur tentative de faire perdurer un usage de la prospective qui tombait déjà en désuétude dans le monde de la futurologie, à savoir la pratique d'études dont le but serait d'ouvrir la voie à une transformation radicale de l'ordre mondial. Cette tentative ne résiste toutefois pas à l'ensemble de changements qui affectent tant les organisations internationales que le monde de la futurologie : succès du néolibéralisme, échec de la « disciplinarisation » des études sur le futur, désintérêt des futurologues eux-mêmes, problèmes budgétaires. Alors que l'UNITAR abandonne l'idée d'avoir un programme entièrement dédié à la prospective, l'Unesco, elle, se range alors à un usage de la prospective plus conforme à son temps en créant l'Unité d'analyse et de prévision. Dans ce contexte, la fin de la guerre froide n'a pas en elle-même un impact bouleversant sur la pratique de la prospective dans les organisations internationales. Elle vient plutôt parachever des évolutions déjà enclenchées en complexifiant davantage encore les représentations du monde et en prouvant, par la surprise qu'elle occasionne, combien il est difficile d'anticiper les mutations de l'ordre mondial et, *a fortiori*, de les provoquer.

¹ Voir par exemple le projet du CISS sur « les générations futures et l'environnement » débuté en 1983.

Conclusion

Lorsqu'en 1967, Richard F. Behrendt appelle à la construction d'une "conscience globale" pour sauver le futur de l'humanité (cf. introduction), lui et les autres participants à la première conférence internationale de recherche sur le futur entendent confier cette tâche à un nouveau champ de savoirs : les études sur le futur. Dès le début des années 1960, se constitue en effet une nébuleuse d'acteurs ayant en commun le projet d'étudier le long terme à l'échelle globale et de promouvoir, par le biais de ces études, certaines conceptions du monde. Penser l'avenir et penser l'humanité semblent alors aller de pair¹. Pourtant, comme nos recherches l'ont montré, penser le monde grâce aux études sur le futur peut revêtir différentes significations, parfois très éloignées les unes des autres.

L'histoire que nous avons retracée commence par un projet pacifiste : forger une conscience de l'unité humaine grâce à la construction d'images optimistes d'un futur sans guerre, où tous les Hommes formerait une seule communauté. Le désir de faire coopérer tous les êtres humains autour d'un même projet conduit, dès la fin des années 1960, ceux qui se considèrent désormais comme des experts du futur à produire des listes de "problèmes mondiaux". Recenser tous les enjeux qui affectent l'humanité dans son ensemble, et qui pèsent sur l'avenir de celle-ci, doit, selon eux, encourager les décideurs politiques du monde entier à mettre de côté leurs différends idéologiques. Au moment de la Détente, les études sur le futur constituent un outil privilégié pour générer des images et des scénarios d'un monde débarrassé du conflit Est-Ouest. Cependant, le début des années 1970 est aussi le moment où les listes de problèmes, puis, surtout, les modèles globaux, permettent d'étudier et de mettre en scène une fracture Nord-Sud qu'il importe aussi de ressouder. Différentes lectures du système mondial produisent alors différents messages concurrents qui ont toutefois en commun la notion essentielle d'interdépendance planétaire. Tandis que le Club de Rome propose une vision malthusienne de la problématique mondiale selon laquelle la Terre serait

¹ À cet égard, il est intéressant de noter le succès presque concomitant des termes anglais « global issues » et « futurology », le second connaissant un engouement net à partir de 1968 et le premier s'envolant à partir de 1972 selon l'outil d'analyse de corpus Google Ngram Viewer.

asphyxiée par un développement trop rapide, d'autres projets tentent de nuancer ce message. Les travaux entrepris par la fondation Bariloche et poursuivis à l'UNITAR vont jusqu'à renverser la logique du rapport *Halte à la Croissance* : ce ne sont pas les ressources terrestres qui seraient trop limitées mais le développement qui serait mal mené. Une approche tiers-mondiste de l'étude des systèmes est alors conçue, démontrant qu'un ordre international radicalement différent est possible. En dépit des efforts de modélisateurs issus du Tiers-monde comme Graciela Chichilnisky, l'idée d'une problématique commune à tous garde néanmoins une connotation négative pour de nombreux intellectuels et hommes politiques du Sud, pour qui l'interdépendance reste avant tout une dépendance. Les années 1980 voient le succès des scénarios régionaux ou locaux par lesquels on propose une action sur le monde respectueuse des différentes valeurs, et des différentes visions de futurs désirables, qui semblent coexister au sein d'une même humanité. Il s'agit alors de changer le futur essentiellement grâce à une action "par le bas" qui ne nécessite plus la formation d'une conscience globale.

Nous avons ainsi expliqué comment, entre 1945-1989, se succèdent les grandes étapes de la relation entre études sur le futur et visions du monde. L'on peut aussi noter la permanence, tout au long de la période, de certaines grilles de lecture et de certaines lignes de tension. Il nous a paru intéressant, en conclusion, de mettre en évidence plusieurs de ces constantes.

L'une d'entre elles consiste en l'idée d'un monde dont l'avenir peut être synthétisé en une liste de grands problèmes mondiaux. À l'UNITAR comme à l'Unesco, c'est seulement au tout début des années 1970 et en lien avec la présentation des programmes de prospective alors entrepris ou envisagés que l'on trouve différentes propositions de ce que pourrait être une liste, exhaustive ou non, des problèmes que l'humanité devra affronter sur le long terme. L'analyse de la grande variété des propositions exposées dans les différents documents produits par les deux organisations montre que l'acte de recenser et de lister des unités distinctes de problèmes à résoudre grâce à la coopération internationale est plus important que le contenu exact des listes, qui se structurent en fait autour de trois thématiques principales : la paix, le développement et l'environnement. Ces thématiques sont stables sur toute la période, même si l'accent est mis sur l'une ou l'autre selon le contexte et le moment.

Assez rapidement, on souligne le caractère interdépendant de ces unités de problèmes et l'on adopte l'idée de « problématique mondiale » centrale dans les tout premiers travaux du Club de Rome. À partir de 1972, l'idée que le monde forme un système unique dont toutes les parties et tous les éléments sont connectés entre eux s'impose dans les discours des membres des programmes prospectifs de l'UNITAR et de l'Unesco, mais aussi plus largement au sein de l'ONU. Cette notion de système garde une position centrale tout au long de la période étudiée. Son sens change toutefois profondément entre la fin des années 1970 et le début des années 1980 lorsque le raisonnement systémique n'est plus utilisé pour montrer l'unité du monde, mais plutôt pour en mettre en scène sa complexité grâce à des modèles de plus en plus désagrégés.

Un autre aspect permanent de la relation entre études sur le futur et visions du monde consiste en l'idée que les premières devraient travailler à la résolution et au dépassement des grands conflits du monde, ou du moins à leur compréhension. C'est bien l'idée de réunir des habitants de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest autour d'une vision commune qui inspire l'une des toutes premières études sur le futur, menée par une organisation affiliée à l'Unesco et intitulée « Images d'un monde désarmé ». Cette idée reste une motivation majeure des programmes prospectifs entrepris dans les années 1970 au moment où ceux-ci reposent sur l'idée d'une coopération internationale prenant pour base les différents éléments de la problématique mondiale. Le débat sur la possibilité de mettre en place un nouvel ordre international et sur le choix de valeurs que cela suppose, met en scène le conflit Nord-Sud qui vient s'ajouter à celui entre l'Est et l'Ouest. Rapidement, les études sur le futur sont utilisées à l'UNITAR, non plus pour montrer la voie évidente de la réconciliation, mais au contraire pour mettre en lumière les ressorts de ces conflits et montrer quelles visions du futur correspondent à tel ou tel présumé idéologique. La résolution du conflit entre grands ensembles géographiques apparaît plus lointaine. Surtout, elle semble devoir passer par une négociation difficile dans laquelle les visions conflictuelles de l'avenir du monde défendues par les différentes parties devront être rendues le plus explicites possible. Au cours des années 1980, le nombre des conflits mis en scène dans les études sur le futur menées à l'UNITAR et surtout à l'Unesco se multiplie : il s'agit désormais aussi de conflits internes à chaque grande région du monde, entre des pays dont les intérêts et les visions de l'ordre futur désirable divergent.

La solution puis l'explication de ces conflits passent par un autre des grands apports des études sur le futur à la réflexion sur le globe : l'idée du monde comme échelle de conscience. Là encore, si la notion de « conscience globale » est utilisée de manière récurrente, le sens qui lui est donné et les espoirs auxquels elle est associée évoluent fortement au cours de la période. Elle représente d'abord un objectif, celui de forger une identité commune à tous les êtres humains en leur faisant prendre conscience de la similarité de leurs peurs et de leurs désirs dans le but de mobiliser toutes les énergies en faveur d'un futur de paix. Au début des années 1970, cette représentation utopique de la conscience globale s'estompe pour laisser place à une version plus limitée et plus diplomatique. Il s'agit désormais de faire prendre conscience aux Hommes de l'ensemble des grands enjeux globaux (notamment grâce à la pratique des listes de problèmes mondiaux de long terme) et du destin commun dans lequel ceux-ci les enserrent. Avec le débat sur la possibilité de mettre en place un nouvel ordre international, la notion de conscience globale assume de nouveau un contenu idéologique et normatif. Si l'idée d'une interdépendance planétaire semble s'être imposée dans les esprits, il apparaît clair qu'elle est sujette à des interprétations conflictuelles. Il apparaît alors nécessaire de rendre explicite le choix de valeurs autour duquel on s'efforce de rassembler les consciences et en vertu duquel on cherche à transformer le monde. Face à la conception du monde qui domine les discours sur le développement, les futurologues qui travaillent dans le cadre onusien cherchent à promouvoir la conscience des alternatives possibles. Dans les années 1980, l'objectif d'unir un jour l'humanité autour d'un ensemble de valeurs partagées est définitivement abandonné. La conscience globale que l'on cherche à forger correspond alors à une conscience de la différence, une compréhension plus fine de l'identité et des intérêts de chaque groupe humain. Tout au long de la période, cette attention portée à la conscience du monde telle qu'elle est, ou telle qu'on aimerait la faire naître, conduit les futurologues à mener des enquêtes d'opinion leur permettant d'apprécier l'état de cette conscience chez telle ou telle population. C'est aussi l'importance accordée aux représentations de l'humanité et de son avenir possible qui explique la récurrence de la notion d' « image du futur » : les différents programmes de prospective élaborés par les organisations du système onusien visent au moins autant à comprendre et à transformer les mentalités qu'à changer directement le monde. Ainsi, la communication est la principale forme d'action employée pour ouvrir la voie à un meilleur futur pour l'humanité.

L'idée que le monde est un champ d'action et que le futur peut être construit par l'Homme est justement au cœur d'un dernier aspect permanent de la relation entre études sur le futur et visions du monde. Toute la période que nous avons étudiée est traversée par une tension entre deux interprétations opposées du type d'action que la pratique d'études prospectives devrait rendre possible. Pour certains, la science du futur devrait surtout permettre de mieux anticiper les probables transformations du monde dans le but de contrôler ce dernier plus fermement. C'est ce type de prospective gestionnaire et conservatrice qui est d'abord encouragé par les représentants des Etats membres de l'Unesco à la fin des années 1960 et qui ressurgit une vingtaine d'années plus tard. L'ampleur de l'action possible est alors restreinte et souvent délimitée par le champ strict de compétences de l'organisation concernée. Les deux motivations principales de cette vision sont la peur d'un changement jugé trop brutal et le désir d'une organisation plus efficace. D'autres acteurs et d'autres contextes ont au contraire favorisé un usage beaucoup plus ambitieux et normatif de la prospective. Utilisée pour défendre la paix ou la lutte contre les inégalités internationales, cette dernière assume un caractère militant et se donne pour objectif de réinventer le monde, de le transformer radicalement. Pour ceux qui adoptent cette perspective, il s'agit alors à la fois de montrer ce que serait un avenir désirable pour l'humanité et de trouver les leviers qui permettront aux Hommes de s'engager dans cette voie, que ceux-ci reposent sur la dimension systémique de la problématique mondiale (idée dominante dans les années 1970) ou qu'il faille commencer par une action locale (idée dominante dans les années 1980).

Ainsi, nous avons retracé un ensemble de méthodes d'études du futur ayant contribué à faire du monde une catégorie de réflexion et d'action, et nous nous sommes efforcée de mettre en évidence les grandes lignes d'évolution, tout comme les aspects plus stables, de la relation entre les études prospectives et les conceptions du monde qu'elles promeuvent. Nous avons aussi montré que ces discours sur le futur de l'humanité ont été portés, tout au long de la guerre froide, par une nébuleuse d'acteurs qui entrent en contact, s'influencent les uns les autres, quoi qu'ils n'appartiennent pas à une seule institution ou à un seul réseau fixe dans le temps. Cette nébuleuse trouve toutefois deux points d'ancrage en l'Unesco et l'UNITAR. Ces deux organisations du système onusien, qui se considéraient alors comme les plus à même de réfléchir au futur de l'humanité, ont été des lieux de rencontre entre différents experts du

futur. À certains moments (en particulier dans les années 1970), ce sont elles qui ont porté les projets les plus radicaux de transformation du monde par l'étude des futurs.

Etudier le cas de ces organisations internationales et de la nébuleuse d'intellectuels, de militants et autres experts du futur qui gravitent autour de celles-ci nous a permis de montrer quel type d'étude sur le futur avait participé à la production de quelle conception du global. Mais cela nous a également permis de clarifier la relation entre, d'une part, ces organisations, et plus largement les préoccupations de la communauté internationale, et, d'autre part, le monde des études sur le futur. Cette relation se joue à double sens : les enjeux internationaux identifiés au sein du système onusien sont adoptés par de nombreux futurologues comme objet d'étude, tandis que les conceptions du monde produites grâce à la futurologie sont diffusées, adoptées et adaptées dans des milieux internationaux qui ne se revendiquent pas d'une pratique professionnelle de la prospective.

Nos recherches permettent ainsi de préciser le rôle qu'ont joué les organisations du système onusien au moment où l'on tente de faire de la prospective un champ de savoirs unifié, de la fin des années 1960 au début des années 1980. Les deux organisations acquièrent à partir du début des années 1970 une certaine importance dans les réseaux de futurologues. C'est au moment où une partie de ces derniers promeuvent une prospective non-alignée, militante, et surtout, globale qu'ils attirent l'attention de personnages comme René Maheu, Mahdi Elmandjra, Chief Adebo et Philippe de Seynes qui voient alors des points communs entre le projet de ces nouveaux experts du futur et ce qu'ils considèrent être la mission de leurs organisations. En débutant elles-mêmes des programmes d'étude sur le futur, l'Unesco et l'UNITAR influencent le monde de la futurologie de deux manières. Tout d'abord, ces organisations disposent de ressources financières et symboliques qui donnent une certaine crédibilité aux partenaires qu'elles se choisissent et qui sont utilisées pour soutenir les projets de ces derniers. C'est le cas notamment pour la WFSF qui obtient le statut d'ONG affiliée à l'Unesco et dont la séance inaugurale se tient dans les bâtiments de la place de Fontenoy ; c'est le cas aussi pour le groupe de chercheurs de l'université du Sussex et pour ceux de la fondation Bariloche dont les travaux peuvent se poursuivre grâce au recrutement à l'UNITAR de Graciela Chichilnisky et de Sam Cole. Ensuite, elles mettent à l'ordre du jour des études sur le futur certains sujets, comme la question d'un nouvel ordre économique international, qui sont ensuite discutés par des experts en prospective extérieurs à l'ONU. Les programmes

de prospective de l'Unesco et de l'UNITAR contribuent ainsi à faire évoluer les thèmes majeurs sur lesquels portent les études futurologiques ; ils ont un rôle dans la définition des questions qui comptent pour le futur de l'humanité.

Le rôle joué par les organisations internationales du système onusien dans le monde de la futurologie mérite donc d'être souligné et intégré à l'histoire plus vaste de ce champ de savoirs. Mais l'impact de l'introduction des études sur le futur au sein de ces organisations est peut-être plus remarquable encore. Si elles ne changent pas fondamentalement les centres d'intérêt de l'Unesco et de l'UNITAR, elles bouleversent par contre la manière dont ceux-ci sont exprimés et reliés entre eux. À partir des années 1960, les études sur le futur apportent un ensemble de questionnements, de débats et de concepts au sein des organisations qui les pratiquent, et au-delà dans les discussions internationales à propos des thèmes qu'elles traitent. Pour l'Unesco et l'UNITAR, elles sont un outil de communication, un support d'argumentation qui sert à donner un horizon d'attente et un cadre de pensée communs aux négociations internationales sur des sujets tels que les stratégies de développement à adopter au Sud. Quoiqu'il donne lieu à des interprétations divergentes, le vocabulaire introduit par la futurologie (« problématique mondiale », « ordre international », « conscience globale ») connaît un succès indéniable. L'importance de mener une discussion sur le futur global est reconnue dès la fin des années 1960. La pratique des études sur le futur renforce ainsi la légitimité institutionnelle des organisations internationales du système onusien qui apparaissent comme étant les plus à même de traiter ces questions globales et de produire une réflexion coordonnée sur le long terme.

Les conceptions du monde et la grille de lecture apportées par les études sur le futur continuent à être utilisées même après la fin des grands programmes de prospective que nous avons étudiés. Un bon exemple en est l'ouvrage *Un monde nouveau* publié en 1999 par le directeur général de l'Unesco, Frédéric Mayor, avec l'aide de l'Office d'analyse et de prévision de l'Unesco et en particulier de son directeur, Jérôme Bindé¹. On y trouve un

¹ MAYOR Federico, *Un monde nouveau*, Édition : Odile Jacob., Paris, Odile Jacob, 1999, 526 p. L'office d'analyse et de prévision est le nouveau nom donné à l'Unité d'analyse et de prévision créée en 1994 que nous mentionnions dans le chapitre 5. Le cas de l'Unesco est plus pertinent que celui de l'UNITAR pour étudier la persistance d'une pensée sur le futur du monde au sein du système onusien puisqu'après avoir fermé son département du projet sur le futur, l'UNITAR ferme en 1996 son département de la recherche pour se concentrer sur ses activités de formation.

ensemble d'éléments rappelant les discours qui accompagnaient la pratique de la prospective à différents moments de la période que nous avons étudiée. L'échelle de l'humanité apparaît comme une évidence. L'analyse est structurée autour de la triade selon laquelle on organisait déjà la problématique mondiale dans les années 1970 : il y est fait référence à quatre grands défis, « la paix, les inégalités socio-économiques, l'environnement et l'anticipation »¹. Sur le lien entre les deux premiers éléments on rappelle, comme dans les années 1960, combien le montant des dépenses militaires mondiales dépasse celui qu'il faudrait pour améliorer les infrastructures sanitaires essentielles dans les pays les moins développés². On évoque un futur ouvert et pluriel et l'on insiste sur la notion d' « images de futurs possibles » et d' « images de futurs désirables »³. Plus récemment encore, lors de la 38^e session de la Conférence générale de l'Unesco en 2015, la notion de « défis mondiaux » et de « défis globaux complexes » est évoquée de manière récurrente⁴. La perspective régionale dont nous avons montré le succès dans les années 1980 n'est pas en reste. Le 11 mars 2013 à l'Unesco, une conférence est en effet consacrée au thème « Imaginer le futur de l'Afrique : au-delà des modèles de rattrapage et de convergence ». Il s'agit de la première édition d'un « Forum Unesco du Futur Afrique » qui se poursuit neuf mois plus tard par une seconde conférence consacrée à la question suivante : « décolonisation des futurs africains : exploration et réajustement de systèmes alternatifs »⁵. L'appel à l'imaginaire, tout comme l'idée de trouver des alternatives aux modèles classiques de développement, sont deux manières de réfléchir au futur d'une partie du monde qui avaient déjà été proposées tant par le programme de prospective régionale de l'UNITAR que par le grand programme I de l'Unesco dès le début des années 1980.

Ces références peuvent être considérées comme une forme de réussite du projet porté par les experts du futur qui se sont efforcés, dès les années 1960, de promouvoir, grâce à leur pratique de la prospective, une conscience globale. La même chose peut être dite à propos de la progression plus générale des allusions au global comme échelle pertinente pour étudier le

¹ Ibid. Introduction.

² Ibid. p. 36.

³ Ibid. p. 28.

⁴ Archives de l'Unesco, base de données numérique Unesdoc, Actes de la 38^e Conférence générale, 2015, Résolutions.

⁵ Conférences tenues à l'Unesco le 11 mars 2013 et le 6 décembre 2013, programme et notes personnelles.

long terme (en particulier dans le cadre des discours sur le développement durable). Toutefois, si les études sur le futur semblent bien être parvenues à imposer certaines conceptions du monde, ce succès superficiel masque l'échec plus profond de l'ambition d'une discipline dont certains spécialistes s'étaient donné pour objectif la transformation du monde. Le contenu d'*Un monde nouveau* est remarquable parce qu'il assimile un grand nombre de concepts promus par les études sur le futur pendant la période étudiée, mais aussi parce qu'il les juxtapose tous sans distinction, sans que la réflexion proposée ne s'inscrive explicitement dans une progression logique par rapport aux étapes précédentes. L'aspect hétéroclite du discours ainsi déployé témoigne bien de l'échec des études sur le futur à s'ériger en une discipline institutionnalisée dont les codes et l'histoire seraient connus de tous ceux qui la pratiquent. L'absence d'un corpus bibliographique partagé permet alors de reprendre régulièrement les mêmes idées et de les présenter comme neuves. Surtout, prospective et discours sur les problèmes mondiaux, s'ils sont traités dans le même ouvrage, sont considérés comme deux domaines d'étude bien distincts comme le suggère l'idée que « l'anticipation » soit un quatrième « défi » venant s'ajouter à la paix, aux inégalités socio-économiques et à l'environnement plutôt qu'une méthode pour y répondre. L'office d'analyse et de prévision reste en effet déconnecté du travail de programmation¹.

Le terme de « défi » lui-même, substitué à celui de « problème » dans les discours tenus à l'Unesco sur le monde et son avenir, a une connotation différente de celle de son prédécesseur. Alors que l'identification de « problèmes » affectant le fonctionnement du système global pouvait déboucher sur une solution extrême consistant en un changement d'ordre international, parler de « défi » permet de reconnaître la nécessité d'une adaptation sans pour autant procéder à une véritable critique de l'ordre établi. Il est à cet égard intéressant de se pencher aussi sur les notions qui ont disparu de cet ensemble discursif sur le

¹ Benjamin Fernandez qui a été le collaborateur de Jérôme Bindé au sein de l'Office d'Analyse et de Prévision entre 2003 et 2005 raconte sa déception face à l'ampleur et l'impact extrêmement limités du travail qui y était mené : « Convaincus de la fécondité d'une éthique prospectiviste, nous nous sommes rapidement confrontés aux obstacles internes de l'Organisation. La vocation de l'Unité de prospective était d'assembler, faire vivre et stimuler des réseaux de recherches prospectivistes ; rien de cela n'a été entrepris, le travail [du] bureau a uniquement consisté à inviter de grands noms de la recherche à s'exprimer au sein du Forum mondial de philosophie, autour des Rencontres du XXI^e siècle, et écrire les textes que le directeur de la division et le directeur général de l'organisation se contentaient de lire en public, afin d'assurer leur crédibilité. » cf. FERNANDEZ Benjamin, *Le temps du monde : critique de la chronostratégie planétaire à l'âge de la mondialisation*, Paris 1, 2011, p. 367.

futur mondial : le concept de « besoins fondamentaux », notamment dans la version qu'en avait donné la fondation Bariloche, n'apparaît plus dans les documents de l'Unesco à partir de la fin des années 1980. Les alternatives les plus radicales semblent avoir disparu du discours sur le monde. La manière dont le nouveau directeur de la prospective à l'Unesco présente ce champ de savoirs est emblématique tant de cet abandon d'une volonté transformatrice du monde que de l'échec de la discipline futurologie : selon lui, « le futur ne peut faire l'objet d'une science à part entière car on ne peut véritablement le maîtriser. C'est pourquoi il ne peut y avoir d'experts sur le futur, uniquement des experts en économie, technologie, sociologie, etc. »¹.

Si les études sur le futur sont donc parvenues à répandre une certaine manière de penser le monde, elles semblent avoir échoué dans leur mission politique de promotion d'un monde plus pacifiste et plus juste. On pourrait y voir une conséquence de la perte de sens d'un mouvement qui était né avec l'objectif de mettre fin à la guerre froide. Cependant, de nouveaux enjeux ayant été adoptés par les futurologues travaillant dans le cadre onusien dès les années 1970, cette explication ne suffit pas. Plus généralement, pendant la guerre froide comprise au sens large, le détour par une discussion sur le long terme était un moyen de traiter des problèmes mondiaux sans devoir affronter directement les blocages du présent. Cela permettait de travailler à forger un consensus en amont de la prise de décision, en particulier dans des structures organisationnelles telles que le CISS, l'Unesco et l'UNITAR, qui paraissaient moins politisées et donc moins dangereuses que l'ONU aux yeux des grandes puissances.

La nécessité d'emprunter cette voie de contournement, par l'usage de la prospective, pour traiter les grands enjeux globaux s'efface à un moment où d'autres facteurs, comme le succès de la pensée néolibérale, ont déjà sapé les fondements théoriques d'une futurologie militante portant sur l'avenir de l'humanité. L'abandon du projet de construction d'une conscience globale par les études sur le futur au sein du système onusien peut alors être considéré comme le résultat d'une victoire à la Pyrrhus des études sur le futur et de ceux qui s'en considéraient les spécialistes. Leur conception d'un avenir se jouant essentiellement à l'échelle globale ayant réussi à s'imposer comme une évidence dans les discours

¹ <http://www.prospective-foresight.com/Riel-Miller.html>

internationaux, la pratique de la prospective n'est plus dès lors nécessaire pour lui donner un support scientifique. Le champ d'expertise nouveau que les futurologues avaient investi dès la fin des années 1960, celui qui réfléchit à l'avenir du monde, est désormais partagé avec les spécialistes de nombreuses autres disciplines. Il perd par la même occasion un pan central de son projet : mobiliser les consciences pour changer le destin de l'humanité.

Bibliographie

Histoire du futur

Temporalités

APPADURAI Arjun, *The future as cultural fact: essays on the global condition*, New York, Verso, 2013, viii+328 p.

CHAKRABARTY Dipesh, « The Climate of History: Four Theses », *Critical Inquiry*, janvier 2009, vol. 35, n° 2, p. 197-222.

COMMAILLE Jacques, SIMOULIN Vincent et THOEMMES Jens, « Temporalités et action publique », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, 25 juin 2014, n° 19.

HARTOG François, *Régimes d'historicité: présentisme et expérience du temps*, Paris, Éd. du Seuil, 2012, 321 p.

HÖLSCHER Lucian, *Die Entdeckung der Zukunft*, Frankfurt am Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1999, 262 p.

HÖLSCHER Lucian, « The history of the Future. The Emergence and Decline of a Temporal Concept in European History », *History of Concepts Newsletter*, 2002, n° 5, p. 10-15.

HÖLSCHER Lucian, « Zukunft », in Stefan JORDAN (dir.), *Lexikon Geschichtswissenschaft: hundert Grundbegriffe*, Stuttgart, Reclam, 2002, p. 342-345.

HÖLSCHER Lucian, « Zukunft und Historische Zukunftsforschung », in Friedrich JAEGER, Burkhard LIEBSCH, Jürgen STRAUB et Jörn RÜSEN (dirs.), *Handbuch der Kulturwissenschaften*, Stuttgart, 2004, vol. 3, p. 402-415.

KERN Stephen, *The Culture of time and space 1880-1918*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1983, 372 p.

KOSELLECK Reinhart, *Le futur passé: contribution à la sémantique des temps historiques*, traduit par Jochen HOOK et Marie-Claire HOOK-DEMARLE, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 2000, 334 p.

KOSELLECK Reinhart et GADAMER Hans Georg, *Zeitschichten: Studien zur Historik*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2003, 399 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

OGLE Vanessa, *The global transformation of time: 1870-1950*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2015.

ROSA Hartmut, *Accélération: une critique sociale du temps*, traduit par Didier RENAULT, Paris, La Découverte, 2010, 474 p.

STUDENY Christophe, *L'Invention de la vitesse: France, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1995, 408 p.

Histoire de la prospective

ANDERSSON Jenny, « The Great Future Debate and the Struggle for the World », *The American Historical Review*, 12 janvier 2012, vol. 117, n° 5, p. 1411-1430.

ANDERSSON Jenny et RINDZEVICIUTE Eglė, *The struggle for the long-term in transnational science and politics: forging the future*, 2015, 272 p.

ANDERSSON Jenny, *The future of the world*, Oxford, Oxford University Press, à paraître.

ARMATTE Michel, « Les économistes face au long terme: l'ascension de la notion de scénario », in DAHAN DALMEDICO Amy (dir.), *Les modèles du futur*, Paris, La Découverte, 2007, p. 63-90.

ASHLEY Richard K., « The eye of power: the politics of world modelling », *International Organization*, volume 37, n°3, 1983, p. 495-535.

BABONES Salvatore et CHASE-DUNN Christopher, *Routledge Handbook of World-Systems Analysis*, Abington, Routledge, 2012, 562 p.

BADASH Lawrence, *A nuclear winter's tale: science and politics in the 1980s*, Cambridge, Mass., Etats-Unis, coll. « Transformations (Cambridge, Mass.) », 2009, 403 p.

CHADWICK Richard W., « Global Modeling: Origins, Assessment, and Alternative Futures », *Simulation & Gaming*, 3 janvier 2000, vol. 31, n° 1, p. 50-73.

COLONOMOS Ariel, « Selling the Future in DC. Marketing Stability for International Security », *Les Etudes du CERI*, février 2012, n° 184, p. 2-45.

DAHAN DALMEDICO Amy, « Modèles et fabrications du futur: du débat sur la croissance au débat climatique et retour », *Recherches*, 1 janvier 2007, p. 7-18.

EDWARDS Paul N., « The World in a machine: Origins and Impacts of Early Computerized Global Systems Models », in Agatha C. HUGHES et Thomas P. HUGHES (dirs.), *Systems, experts, and computers: the systems approach in management and engineering, World War II and after*, Cambridge (MA), MIT Press, 2000, p. 221-254.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

EDWARDS Paul N., « Construire le monde clos: l'ordinateur, la bombe et le discours politique de la guerre froide », in DAHAN DALMEDICO Amy et PESTRE Dominique (dirs.) *Les sciences pour la guerre 1940-1960*, Paris, Presses de l'EHESS, 2004, p. 223-250.

EDWARDS Paul N, *A vast machine: computer models, climate data, and the politics of global warming.*, Cambridge MA, MIT Press, 2013, 552 p.

GUIADER Vincent, *Socio-Histoire de la Prospective. La transformation d'une entreprise réformatrice en expertise d'Etat*, Paris Dauphine, Paris, 2008, 574 p.

RINDZEVICIUTE Egle, *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2016, 312 p.

RINDZEVICIUTE Eglè, « Towards a Joint Future beyond the Iron Curtain: The East-West Politics of Global Modelling », in Jenny ANDERSSON et Eglè RINDZEVICIUTE (dirs.), *The struggle for the long-term in transnational science and politics: forging the future*, Abington, Routledge, p. 175-213.

ROVERE La, LEBRE Emilio, GITZ Vincent et PEREIRA André Santos, « 8. Modèles mondiaux et représentation des pays en développement », *Recherches*, 1 janvier 2007, p. 184-202.

SEEFRIED Elke, « Steering the future. The emergence of “Western” futures research and its production of expertise, 1950s to early 1970s », *European Journal of Futures Research*, 2013, vol. 2, n° 1, p. 29.

SEEFRIED Elke, *Zukünfte: Aufstieg und Krise der Zukunftsforschung 1945-1980*, Berlin, 2015, x+575 p.

SOMMER Vítězslav, “Forecasting the Post-Socialist Future: *Prognostika* in Late Socialist Czechoslovakia, 1970–1989” in ANDERSSON Jenny et RINDZEVICIUTE Eglè, *The struggle for the long-term in transnational science and politics: forging the future*, 2015.

VIEILLE-BLANCHARD Élodie, « Croissance ou stabilité? L'entreprise du Club de Rome et le débat autour des modèles », *Recherches*, 1 janvier 2007, p. 19-43.

VIEILLE-BLANCHARD Élodie, « Modelling the Future: an Overview of the ‘Limits to Growth’ Debate », *Centaurus*, volume 52, n°2, 2010, p. 91-116.

VIEILLE-BLANCHARD Élodie, *Les limites à la croissance dans un monde global. Modélisations, Prospectives, Réfutations*, EHESS, 2011, 692 p.

Histoire des sciences et de l'action publique

BONNEUIL Christophe Auteur et PESTRE Dominique (dirs.), *Histoire des sciences et des savoirs*, Paris, Éditions du Seuil, 2015, 494 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

BLONDIAUX Loïc, *La fabrique de l'opinion: une histoire sociale des sondages*, Paris, Éd. du Seuil, 1998, 601 p.

CALLON Michel, LASCOUMES Pierre et BARTHE Yannick, *Agir dans un monde incertain: essai sur la démocratie technique*, Paris, Éd. du Seuil, 2001, 357 p.

HACKING Ian, *The Taming of Chance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 278 p.

LATOUR Bruno, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte, 2005.

MACHEREY Pierre, « Histoire des savoirs et épistémologie », *Revue d'histoire des sciences*, 1 janvier 2010, Tome 60, n° 1, p. 217-236.

PESTRE Dominique, *Introduction aux Science Studies*, Paris, La Découverte, 2006, 122 p.

PESTRE Dominique et VAN DAMME Stéphane (dirs.), *Histoire des sciences et des savoirs*, traduit par Agnès MULLER et traduit par Bruno PONCHARAL, Paris, Éditions du Seuil, 2015, 516 p.

RAJ Kapil, *Relocating Modern Science: Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, 304 p.

STAMPNITSKY Lisa et ETTINGER Delphine. « Experts, États et théorie des champs. Sociologie de l'expertise en matière de terrorisme », *Critique internationale* N° 59, n° 2, mai 2013, p. 89-104.

TOPALOV Christian, *Laboratoires du nouveau siècle: la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1999, 574 p.

ZIMMERMANN Bénédicte, « Éléments pour une socio-histoire des catégories de l'action publique », in Pascale LABORIER et Danny TROM (dirs.), *Historicités de l'action publique*, PUF, 2003, p. 241-258.

Organisations internationales

Epistémologie des organisations internationales

ANDERSON Kenneth et RIEF David, “‘Global Civil Society’: A Skeptical View”, in ANHEIER Helmut, GLASIUS Marlies et KALDOR Mary (dirs.), *Global Civil Society*, Londres, Sage Publications, 2005, p. 26-39.

ANHEIER Helmut et al., “Introducing Global Civil Society”, in ANHEIER Helmut et al. (dirs.), *Global Civil Society*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 3-22.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

ARMSTRONG David, LLOYD Lorna et REDMOND John, *International Organisation in World Politics*. 3d ed. Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004, 280p.

AYERS Jeffrey, "Global Civil Society and International Protest: No Swan Song for the State", in HALPERIN Sandra et LAXER Gordon (dirs.), *Global Civil Society and Its Limits*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003, p. 25-42.

BOLI John et THOMAS George, *Constructing World Culture: International Nongovernmental Organizations since 1875*, Stanford, Stanford University Press, 1999, 378p.

BROWN Chris, "Cosmopolitanism, World Citizenship and Global Civil Society", *Critical Review of International Social and Political Philosophy* 3, n° 1, March 2000, p 7- 26.

DAVIES Thomas, *NGOs: a new history of transnational civil society*, London, Hurst, 2013, 301p.

DEVIN Guillaume et SMOUTS Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Paris, A. Colin, 2011, 253 p.

DOUGLAS Mary, *How institutions think*, Abington, Routledge, 1987, 145 p.

DUCHENE Alexandre, « Construction institutionnelle des discours. Idéologies et pratiques dans une organisation supranationale », *Travaux neuchâtelois de linguistique*, 2004, n° 40, p. 93-115.

GOBIN Corinne et DEROUBAIX Jean-Claude, « L'analyse du discours des organisations internationales. Un vaste champ encore peu exploré », *Mots. Les langages du politique*, 30 novembre 2010, n° 94, p. 107-114.

HERREN Madeleine, *Internationale Organisationen seit 1865: eine Globalgeschichte der internationalen Ordnung*, Darmstadt, WBG, 2009, 136 p.

HERREN Madeleine, « 'Outwardly... an Innocuous Conference Authority': National Socialism and the Logistics of International Information Management », *German History*, 1 janvier 2002, vol. 20, n° 1, p. 67-92.

IRIYE Akira, *Global community: the role of international organizations in the making of the contemporary world*, University of California Press., Berkeley, 2002, 255 p.

KOTT Sandrine, « Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique », *Critique internationale*, 1 juin 2011, volume n° 52, n° 3, p. 9-16.

MOREAU DEFARGES Philippe, *Les organisations internationales contemporaines*, Paris, Seuil, coll. « Mémo (Paris. 1996) », n° 35, 1996, 95 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

REINALDA Bob, *Routledge history of international organizations: from 1815 to the present day*, Abington, 2009, 846 p.

RIST Gilbert, *Les mots du pouvoir: sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Les Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement ; 13 Collection Enjeux (Paris. 1994) », n° 13, 2002, 208 p.

WEICK Karl Emmanuel, *Sensemaking in organizations*, Thousand Oaks (Ca.), Sage Publications, 1995, 231 p.

ONU

AMRITH Sunil et SLUGA Glenda, "New Histories of the United Nations", *Journal of World History*, vol. 19, n° 3, septembre 2008, p. 251-74.

BERTRAND Maurice, *L'ONU*, Paris, la Découverte, coll. « Repères (Maspero) », n° 145, 2006, 123 p.

CHAUMONT Charles, *L'Organisation des Nations Unies*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », n° 748, 1994, 124 p.

HILL Tony, "Three Generations of UN-Civil Society Relations: A Quick Sketch." Background Paper Prepared for the Panel of Eminent Persons on United Nations - Civil Society Relations, avril 2004.

JOLLY Richard et al. *UN Contributions to Development Thinking and Practice*. United Nations Intellectual History Project. Bloomington: Indiana University Press, 2004, 409 p.

JOLLY Richard et al. *UN Ideas that Changed the World*. United Nations Intellectual History Project. Bloomington: Indiana University Press, 2009, 337 p.

JORDAN Robert S., « The Fluctuating Fortunes of the United Nations International Civil Service: Hostage to Politics or Undeservedly Criticized? », *Public Administration Review*; Washington, août 1991, vol. 51, n° 4, p. 353.

MAZOWER Mark, *No enchanted palace: the end of empire and the ideological origins of the United Nations*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2009, 236 p.

MOREAU DEFARGES Philippe, « De la SDN à l'ONU », *Pouvoirs*, 2 avril 2004, n° 109, n° 2, p. 15-26.

SAYWARD Amy L., *The United Nations in International History*, Londres, Bloomsbury Publishing, 2017, 325 p.

TOYE John et TOYE Richard, *The UN and Global Political Economy: Trade, Finance, and Development*, Indiana University Press, 2004, 418 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

WEISS Thomas G. et al, *UN Voices: the Struggle for Development and Social Justice*, United Nations Intellectual History Project, Bloomington, Indiana University Press, 2005, 520 p.

Unesco

BLONDIAUX Loïc, « Paul F. Lazarsfeld (1901-1976) et Jean Stoetzel (1910-1987) et les sondages d'opinion : genèse d'un discours scientifique », *Mots*, 1990, vol. 23, n° 1, p. 5-23.

FERNANDEZ Benjamin, *Le temps du monde : critique de la chronostratégie planétaire à l'âge de la mondialisation*, Paris 1, 2011, 516 p.

FRIEDMAN S., « Julian Hochfeld (1911-1966) », *Revue française de sociologie*, 1966, vol. 7, n° 4, p. 528-530.

GIRARD Alain, « Jean Stoetzel (1910-1987) », *Revue française de sociologie*, 1987, vol. 28, n° 2, p. 201-211.

LENGYEL Peter, *International social science: the UNESCO experience*, New Brunswick, Transaction Books, 1986, xii+133 p.

LUCILA Jallade, *Quarante années d'expérience collective en planification de l'éducation. Synthèse des interventions et débats de la Table ronde sur la planification de l'éducation et l'Unesco*, Paris, Unesco, 2007.

MARTIN Laurent, *L'enjeu culturel: la réflexion internationale sur les politiques culturelles*, Paris, Comité d'histoire du Ministère de la culture et de la communication : la Documentation française, 2013, 430 p.

MAUREL Chloé, *Histoire de l'UNESCO: les trente premières années, 1945-1974*, Paris, l'Harmattan, 2010, 310 p.

MAUREL Chloé, « L'Histoire de l'Humanité de l'UNESCO (1945-2000) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 10 août 2010, n° 22, n° 1, p. 161-198.

MAUREL Chloé, « L'Unesco : une plate-forme pour les circulations transnationales de savoirs et d'idées (1945-1980) », *Histoire@Politique*, 8 novembre 2011, n° 15, p. 42-59.

MONTANARI Armando, « Social sciences and comparative research in Europe : cross-national and multi-disciplinary projects for urban development. The role of geography », *Belgeo. Revue belge de géographie*, 8 mars 2012, n° 1-2.

PLATT Jennifer, *Fifty years of the International Social Science Council*, Paris, International Social Science Council, 2002, 112 p.

PONZIO Augusto, *Individuo umano, linguaggio e globalizzazione nella filosofia di Adam Schaff*, Milano, Mimesis, 2002, 224 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

RIVIERE Françoise, « Jean Knapp, inventeur de la programmation », *L'Archicube*, 2012, n° 12, p. 68-70.

SELCER Pettin A., « UNESCO, Weltbürgerschaft und Kalter Krieg », in Bernd GREINER, Tim B MÜLLER et Claudia WEBER (dirs.), *Macht und Geist im Kalten Krieg*, Hamburger Edition HIS, 2011, p. 476-496.

SELCER Pettin, *Patterns of Science: Developing Knowledge for a World Community at Unesco*, thèse de doctorat non publiée soutenue à University of Pennsylvania en 2011.

UNESCO, *60 ans d'histoire de l'UNESCO: actes du colloque international 16-18 novembre 2005*, Maison de l'Unesco, Paris, UNESCO, 2007, 611 p.

VALDERRAMA Fernando, *Histoire de l'Unesco*, Paris, Ed. Unesco, 1995, 471 p.

Histoire globale

Histoire transnationale, histoire mondiale et histoire globale : perspectives historiographiques

BERTRAND Romain, « Histoire globale, histoire connectée », in Christian DELACROIX, François DOSSE, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (dirs.), *Historiographies I. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, p. 366-377.

BERTRAND Romain, « Histoire globale, histoires connectées : un « tournant » historiographique ? », dans A. Caillé et S. Dufoix (éd.), *Le "tournant global" des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2013, p. 44-66.

CLARK Ian, *Globalization and fragmentation: international relations in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press, 1997, x+220 p.

CLARK Ian, *International Legitimacy and World Society*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 280 p.

CLAVIN Patricia, « Defining Transnationalism », *Contemporary European History*, vol. 14, n° 4, novembre 2005, p. 421-39.

DOUKI Caroline et MINARD Philippe, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 12 décembre 2007, n° 5, p. 7-21.

EDGERTON David, *The shock of the old: technology and global history since 1900*, London, Profile books, 2006, xviii+270 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

GILLS Barry K. et THOMPSON William R., *Globalization and Global History*, Abington, Routledge, 2006, 324 p.

GREW Raymond, "Expanding Worlds of World History", *Journal of Modern History*, vol. 78, n° 4, décembre 2006, p. 878-898.

HELD David, *Global transformations: politics, economics and culture*, Stanford, Stanford University Press, 1999, 540 p.

IRIYE Akira, « The Internationalization of History », *The American Historical Review*, 1989, vol. 94, n° 1, p. 1-10.

IRIYE Akira, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997, 212 p.

IRIYE Akira, "Internationalizing International History", in BENDER Thomas (dir.), *Rethinking American History in a Global Age*, Berkley, University of California Press, 2002, p. 47-62.

IRIYE Akira, "Cultural and International History", in HOGAN Michael J. et PATERSON Thomas G., *Explaining the History of American Foreign Relations*, 2nd ed. Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 241-56.

IRIYE Akira et SAUNIER Pierre-Yves (dirs.), *The Palgrave dictionary of transnational history*, Basingstoke, Hampshire (GB), 2009, xli+1226 p.

KECK Margaret E. et SIKKINK Kathryn, *Activists beyond borders: advocacy networks in international politics*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1998, xii+227 p.

KHAGRAM Sanjeev, RIKER James et SIKKINK Kathryn (dir.), *Restructuring World Politics: Transnational Social Movements, Networks, and Norms*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, 384p.

KUMAR Krishan, "Global Civil Society", *European Journal of Sociology*, vol. 48, n° 3, décembre 2007, p. 413-34.

MAZOWER Mark, *Governing the World: The History of an Idea, 1815 to the Present*, New York, Penguin Books, 2013, 496 p.

MOYN Samuel, *The last utopia: human rights in history*, Cambridge (MA), The Belknap Press of Harvard University Press, 2010, 337 p.

O'BRIEN Patrick, « Historiographical traditions and modern imperatives for the restoration of global history », *Journal of Global History*, 2006, vol. 1, n° 01, p. 3-39.

PATEL Kiran Klaus, *Nach der Nationalfixiertheit: Perspektiven einer transnationalen Geschichte: Antrittsvorlesung, 12. Januar 2004*, Berlin, Humboldt-Univ. zu Berlin, Philosoph. Fak. I, Inst. für Geschichtswiss., 2004.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

PRICE Richard, «Transnational Civil Society and Advocacy in World Politics», *World Politics*, n° 55.4, 2003, p. 579–606.

RODOGNO Davide, STRUCK Bernhard et VOGEL Jakob (dirs.), *Shaping the transnational sphere: experts, networks, and issues from the 1840s to the 1930s*, New York (N.Y.), Berghahn Books, 2015, xiii+305 p.

SAUNIER Pierre-Yves, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 1 décembre 2004, vol. n°57, n° 4, p. 110-126.

SAUNIER Pierre-Yves, « Les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940 : projets et ingénierie de la convergence et de la différence », *Genèses*, 3 septembre 2008, n° 71, p. 4-25.

TARROW Sidney, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 258 p.

WEST David, *Social Movements in Global Politics*, Cambridge, Polity, 2013, 224 p.

Notion de globalité

ALBROW Martin, *The global age: state and society beyond modernity*, Cambridge, Polity Press, 1996, ix+246 p.

BARTELSON Jens, « The Social Construction of Globality », *International Political Sociology*, 1 septembre 2010, vol. 4, n° 3, p. 219-235.

BECK Ulrich, *What is globalization?*, Malden, MA, Polity Press, 2000, 192 p.

BOUCHERON Patrick, *La Documentation photographique*, « Inventer le monde », Paris, La documentation française, 2012, 63 p.

CHAKRABARTY Dipesh, « The Climate of History: Four Theses », *Critical Inquiry*, janvier 2009, vol. 35, n° 2, p. 197-222.

CONRAD Sebastian, *What is global history ?*, Princeton, N.J. etc., Princeton University Press, 2016, 299 p.

COSGROVE Denis E, *Apollo's eye: a cartographic genealogy of the earth in the western imagination*, Baltimore, Md.; London, Johns Hopkins University Press, 2003, 331 p.

COX Robert W. et SINCLAIR Timothy J., *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 576 p.

DUBINSKY Karen et KRULL Catherine, *New world coming: the sixties and the shaping of global consciousness*, Between the Lines, 2009, 540 p

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

FERGUSON Niall, MAIER Charles S., MANELA Erez, SARGENT Daniel J., *The Shock of the Global - The 1970s in Perspective*, Cambridge, Mass.; Harvard University Press, 2011, 448 p.

INGLIS David et ROBERTSON Roland, « The global animus, In the tracks of world consciousness », in GILLS Barry K. et THOMPSON William R., *Globalization and Global History*, Abington, Routledge, 2006, 324 p.

AXELOS Kostas, *Systématique ouverte*, Paris, France, Éd. de Minuit, 1984, 124 p.

MAYER Milton Sanford, *Robert Maynard Hutchins: a memoir*, traduit par Studs TERKEL, Berkeley, University of California Press, 1993, xvi+546; 14 p.

MUNSTER Rens van et SYLVEST Casper (dirs.), *The politics of globality since 1945: assembling the planet*, Abington, Routledge, 2016, 202 p.

PEMBERTON Jo-Anne, *Global Metaphors: Modernity and the Quest For One World*, London ; Sterling, Va, Pluto Press, 2001, 192 p.

ROBERTSON Robbie, *The three waves of globalization: a history of a developing global consciousness*, Londres, Zed, 2002, 291 p.

ROBERTSON Roland, « Globality, Global Culture and Images of World Order », in H. Haferkamp and N. Smelser (dirs), *Social Change and Modernity*. Berkeley, CA: University of California Press, 1991, p. 395-411.

ROBERTSON Roland, *Globalization: Social Theory and Global Culture*, SAGE Publications, 1992, 228 p.

ROBERTSON Roland et WHITE Kathleen E., *Globalization: Critical Concepts in Sociology*, Abington, Routledge, 2003, 430 p.

ROBERTSON Roland « Globality », in R. Robertson and J.A. Scholte, *Encyclopedia of globalization*. Abington, Routledge, vol. 2, 2007, p. 524-26.

ROBERTSON Roland, « Global Connectivity and Global Consciousness », *American Behavioral Scientist*, 1 octobre 2011, vol. 55, n° 10, p. 1336-1345.

ROSENBOIM Or, *The emergence of globalism: visions of world order in Britain and the United States, 1939-1950*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2017, 338 p.

SCHÄFER, Wolf, « Lean Globality Studies », *Globality Studies Journal*, n° 7, Mai 2007.

SCHOLTE Jan Aart, *Globalization: A Critical Introduction*, Basingstoke, Macmillan, 2000, 392 p.

SHAW Martin, *Theory of the Global State: Globality as an Unfinished Revolution*, Cambridge University Press, 2000, 318 p.

SLOTERDIJK Peter, *Spheres. Volume I*, South Pasadena, CA, Semiotext(e), 2011, 664 p.

WHITFIELD Peter et BRITISH LIBRARY, *The image of the world: 20 centuries of world maps*, San Francisco, Pomegranate Artbooks in association with the British Library, 1994, 144 p.

Paix

Guerre froide

ENGERMAN David C., GILMAN Nils, HAEFELE Marc H. et LATHAM Michael E. (dirs.), *Staging growth. Modernization, development and the global cold war*, Boston, University of Massachusetts Press, 2003, 304 p.

HUGHES Geraint et DOCKRILL S. (dirs.), *Palgrave Advances in Cold War History*, 2006 edition., New York, Palgrave Macmillan, 2006, 303 p.

KEYLOR William R., *A World of Nations: The International Order since 1945*, 2d ed., Oxford, Oxford University Press, 2008, 528 p.

LEFFLER Melvyn P., *For the Soul of Mankind: The United States, the Soviet Union, and the Cold War*, 1st edition., New York, Hill and Wang, 2008, 608 p.

LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume I, Origins*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, xviii+643 p.

LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, xviii+662 p.

LEFFLER Melvyn P. et WESTAD Odd Arne (dirs.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume III, Endings*, Cambridge, Cambridge university press, 2010, xviii+694 p.

RICHMOND Yale, *Cultural Exchange and the Cold War: Raising the Iron Curtain*, University Park, Penn State University Press, 2004, 264 p.

SCHULZINGER Robert, « Détente in the Nixon–Ford years, 1969–1976 », in *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 373-394.

WESTAD Odd Arne (dir.), *Reviewing the Cold War: Approaches, Interpretations, Theory*, Abington, Routledge 2000, 392 p.

WESTAD Odd Arne, *The global Cold War: third world interventions and the making of our times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, xiv+484 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

Mouvement pacifiste et études sur la paix

BADASH Lawrence, *A nuclear winter's tale: science and politics in the 1980s*, Cambridge (MA), 2009, 403 p.

BOURANTONIS Dimitris, *The United Nations and the quest for nuclear disarmament*, Aldershot, Dartmouth, 1993, 208 p.

BUSSEY Gertrude et TIMS Margaret, *Women's International league for peace and freedom, 1915-1965. A record of fifty years' work*, Gertrude Bussey, Margaret Tims, Londres, G. Allen & Unwin, 1965, 256 p.

CARTER April, *Peace movements: international protest and world politics since 1945*, Londres, Longman, 1992, 283 p.

CORTRIGHT David, *Peace: A History of Movements and Ideas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 390 p.

EVANGELISTA Matthew, *Unarmed forces: the transnational movement to end the Cold War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1999, 416 p.

FOSTER Catherine, *Women for All Seasons: The Story of the Women's International League for Peace and Freedom*, Athens, University of Georgia Press, 1989, 248 p.

INGEBORG BREINES et D'ORVILLE Hans (dirs.), *60 femmes pour les 60 ans de l'Unesco. Construire les fondements de la paix.*, Paris, Unesco, 2007, 296 p.

KLEIN, JEAN, « Des savants contre la guerre nucléaire: le mouvement Pugwash », in Michel GIRARD (dir.), *Les individus dans la politique internationale*, Paris, Economica, 1994, 301 p.

MALLARD Grégoire, *The Atomic Confederacy: europe's Quest for Nuclear Weapons and the Making of the New World Order*, Thèse de doctorat, Université Paris-Est, 2007-2015, 916 p.

MAYER Milton Sanford, *Robert Maynard Hutchins: a memoir*, traduit par Studs TERKEL, Berkeley, University of California Press, 1993, xvi+546; 14 p.

MORRISON Mary Lee, *Elise Boulding: A Life In The Cause Of Peace*, Jefferson, N.C, McFarland & Co Inc, 2005, 232 p.

STASSEN Glen Harold et WITTNER Lawrence S. (dirs.), *Peace action: past, present, and future*, Boulder, Etats-Unis, 2007, 170 p.

TENENBAUM Charles, *La médiation dans les relations internationales: évolutions et transformations depuis 1945*, Thèse de doctorat, Institut d'études politiques, Paris, 2010, 232 p.

WEART Spencer R., *Nuclear fear: a history of images*, Cambridge (MA), 1988, 535 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

WEART Spencer R., *The rise of nuclear fear*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2012, 367 p.

WITTNER Lawrence S., *One world or none: a history of the world nuclear disarmament movement through 1953*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1993, 456 p.

WITTNER Lawrence S., *The Struggle against the bomb: a history of the world nuclear disarmament movement, 1954-1970*, Stanford, Calif., Etats-Unis, Stanford University Press, coll. « Stanford nuclear age series », 1997, 641 p.

WITTNER Lawrence S., *The Struggle against the bomb: a history of the world nuclear disarmament movement, 1971 to the present*, Stanford, Calif., Etats-Unis, Stanford University Press, coll. « Stanford nuclear age series », 2003, 657 p.

WITTNER Lawrence S., *Confronting the bomb: a short history of the world nuclear disarmament movement*, Stanford, Stanford University Press, coll. « Stanford nuclear age series », 2009, 254 p.

Développement

Relations Nord-Sud, non-alignement et théories du développement

ARNDT H.W., *Economic Development: the History of an Idea*, Chicago, University of Chicago Press, 1987, 226 p.

BARNETT Vincent, *Routledge Handbook of the History of Global Economic Thought*, Abington, Routledge, 2015, 348 p.

BRADLEY Mark, « Decolonization, the global South, and the Cold War, 1919–1962 », in Melvyn P. LEFFLER et Odd Aine WESTAD (dirs.), *The Cambridge History of the Cold War*, 2010, p. 464-485.

BRAILLARD Philippe, *Mythe et réalité du non-alignement*, Paris, Presses universitaires de France, 1987, 131 p.

CASELLI Graziella, VALLIN Jacques, et WUNSCH Guillaume (dirs.), *Démographie, analyse et synthèse. VII, Histoire des idées et politiques de population*, INED, Paris, 2006, 468 p.

CONNELLY Matthew, *Fatal Misconception - The Struggle to Control World Population*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2009, 544 p.

COOPER Frederick et PACKARD Randall (dirs.), *International Development and the Social Sciences: Essays on the History and Politics of Knowledge*, Berkeley: University of California Press, 1997, 361 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

COX Robert W. et SINCLAIR Timothy J., *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 576 p.

ENGERMAN David et UNGER Corinna, "Towards a Global History of Modernization", *Diplomatic History*, vol. 33, n° 3, Juin 2009, p 375-85.

GHOSH B.N., *Dependency Theory Revisited*, Burlington, VT, Ashgate Publishing Co., 2001, 176 p.

GILMAN Nils, *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*, Baltimore: John Hopkins University Press, 2003, 344 p.

GILMAN Nils, "Modernization Theory, the Highest Stage of American Intellectual History", in ENGERMAN David (dir.), *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*, Boston: University of Massachusetts Press, 2003, p 47-61.

HETTNE Björn, *Development Theory and the Three Worlds*, Londres, Longman Scientific and Technical, 1990, 312 p.

FONTELA Emilio, « Leontief and the future of the world economy », in *Wassily Leontief and Input-Output Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 30-46.

LATHAM Michael, *The Right Kind of Revolution: Modernization and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the Present*, Ithaca: Cornell University Press, 2010, 256 p.

O'BRIEN Philip. "A Critique of Latin American Theories of Dependency", in OXAL Ivar et al. (dir.) *Beyond the Sociology of Development: Economy and Society in Latin America and Africa*. Abington, Routledge, 2010, p 7-27.

PACKENHAM Robert, *The Dependency Movement: Scholarship and Politics in Development Studies*, Cambridge, Harvard University Press, 1992, 376 p.

RIST Gilbert, *The History of Development: From Western Origins to Global Faith*, 3e ed., traduit par Patrick Camiller, New York, Zed Books, 2008, 286 p.

ROVERE La, LEBRE Emilio, GITZ Vincent et PEREIRA André Santos, « 8. Modèles mondiaux et représentation des pays en développement », *Recherches*, 1 janvier 2007, p. 184-202.

STOKKE Olav, *The UN and Development: From Aid to Cooperation*, United Nations Intellectual History Project, Bloomington, Indiana University Press, 2009, 752 p.

TAYLOR Ian et SMITH Karen, *United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)*, Abington, Routledge, 2007, 146 p.

THOMAS Darryl C., *The theory and practice of Third World solidarity*, Westport, CT, Praeger, 2001, xiv+324 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

United Nations Conference on Trade and, *Beyond Conventional Wisdom in Development Policy: An Intellectual History of UNCTAD 1964-2004*, United Nations Publications, 2004, 352 p.

Nouvel ordre économique international

BENJAMIN Bret, « Bookend to Bandung: The New International Economic Order and the Antinomies of the Bandung Era », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 33-46.

BIRCH Kean et MYKHENKO Vlad (dirs.), *The Rise and Fall of Neoliberalism: The Collapse of an Economic Order?*, Londres: Zed Books, 2010, 288 p.

GILMAN Nils, « The New International Economic Order: A Reintroduction », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 1-16.

HARVEY David. *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 247 p.

HUDSON Michael, *Global fracture: the new international economic order*, New York, Harper & Row, 1977, viii+296 p.

M'Bow Amadou Mahtar, *Le monde en devenir: réflexions sur le nouvel ordre économique international*, Paris, l'Harmattan, 2011, 143 p.

McFARLAND Victor, « The New International Economic Order, Interdependence, and Globalization », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 217-233.

MIROWSKI Philip et PLEHWE Dieter (dirs.), *The Road from Mont Pelerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge: Harvard University Press, 2009.

NEMCHENOK VICTOR V, *A dialogue of power: development, global civil society, and the third world challenge to international order, 1969-1981*, 2013, 413 p.

ÖZSU Umut, « « In the Interests of Mankind as a Whole »: Mohammed Bedjaoui's New International Economic Order », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 129-143.

WHELAN Daniel J., « « Under the Aegis of Man »: The Right to Development and the Origins of the New International Economic Order », *Humanity: An International Journal of Human Rights, Humanitarianism, and Development*, 16 mars 2015, vol. 6, n° 1, p. 93-108.

Environnement

ANKER Peter, « Deep ecology in Bucharest », *The Trumpeter*, 2008, vol. 24, n° 1, p. 56-67.

DE STEIGUER J. Edward, *The Origins of Modern Environmental Thought*, Tucson, The University of Arizona Press, 2006, 256 p.

DROUIN Jean-Marc, *L'écologie et son histoire*, Paris, Desclée de Brouwer, 1991, 213 p.

JACOB Jean, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999, 361 p.

JASANOFF Sheila, « Image and imagination : the formation of global environmental consciousness », in Clark A. MILLER et Paul N. EDWARDS (dirs.), *Changing the atmosphere: expert knowledge and environmental governance*, Cambridge (MA), MIT Press, 2001.

JASANOFF Sheila et MARTELLO Marybeth (dirs.), *Earthly Politics: Local and Global in Environmental Governance*, Cambridge, Mass, The MIT Press, 2004, 376 p.

KRECH Shepard III, MCNEILL J. R. et MERCHANT Carolyn (dirs.), *Encyclopedia of World Environmental History Vol. 1-3*, 1 edition., New York, Routledge, 2003, 1504 p.

LINNER Bjorn-Ola et WORSTER Donald, *The Return of Malthus: Environmentalism and Post-War Population-Resource Crises*, Isle of Harris, UK, White Horse Press, 2003, 320 p.

MAHRANE Yannick, FENZI Marianna, PESSIS Céline et BONNEUIL Christophe, « De la nature à la biosphère », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1 janvier 2012, n° 113, n° 1, p. 127-141.

NÆSS Aine, « The shallow and the deep, long-range ecology movement: a summary », *Environmental values*, 2009, p. 284-289.

SÖRLIN Sverker et WARDE Paul, *Nature's End: History and the Environment*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011, 384 p.

Sources

Les sources consultées peuvent être rangées en deux grandes catégories correspondant à deux grandes exigences de notre recherche. Tout d'abord, les rapports produits par les différentes institutions ayant accueilli les projets sur le futur que nous étudions nous fournissent des informations factuelles sur l'identité des personnes impliquées, sur les dates et le contenu des projets. Ils nous permettent aussi de voir l'évolution des grandes préoccupations au centre de ces études. La plupart de ces rapports ne sont pas publiés mais sont disponibles soit dans les centres d'archives des institutions concernées dans le cas de l'Unesco, de l'UNITAR (archives de l'ONU), du Conseil International de Sciences Sociales (CISS), du Centre Européen de Coopération de recherche et de Documentation en Sciences Sociales et de la Women League for Peace and Freedom, soit dans des fonds d'archives privés concernant des personnes qui étaient en lien avec ces institutions et qui ont donc reçu ces rapports (en particulier les archives d'Elise Boulding à l'Université du Colorado à Boulder qui représentent une mine d'informations presque infinie sur le sujet traité).

Ensuite, les notes personnelles, les correspondances, les documents de travail retrouvés dans ces mêmes fonds d'archives ainsi que dans des fonds moins centraux pour notre recherche mais toutefois précieux tels que le fonds du Council for the Study of Mankind à UCLA et le fonds Maurice Strong à l'université d'Harvard, nous permettent de comprendre plus en profondeur les motivations des acteurs, les liens qu'ils entretiennent entre eux, les marges de manœuvre dont ils disposent ou non au sein d'un projet ou d'une organisation, les différentes visions qui s'affrontent etc.

À ces deux grandes catégories de sources, il faut ajouter la mention des deux entretiens oraux qui ont été menés, l'un avec Jérôme Bindé, directeur du bureau de prospective de l'Unesco dans les années 1990, et l'autre avec Klaus Bahr, directeur de l'unité de préprogrammation et de prospective de l'Unesco entre 1972 et 1974. Bien que ces deux entretiens nous aient permis d'avoir accès à un point de vue interne à l'institution et, dans le cas de Klaus Bahr, de mieux comprendre la manière dont les acteurs de l'époque

envisageaient leur travail de prospective, ils n'ont pas été décisifs ni dans notre interprétation des projets menés à l'Unesco sur le futur ni pour la reconstruction des faits.

Archives

- Fonds d'archives

Archives de l'Unesco, Unesco, Paris

Archives du CISS, Unesco, Paris

Archives de l'Unité d'Analyse et de Prévision, Unesco, Paris (archives non classées, accès permis par Riel Miller)

Archives d'Elise Boulding, Université du Colorado, Boulder

Archives de l'IPRA, Université du Colorado, Boulder

Archives de la WILPF, Université du Colorado, Boulder

Archives de l'ONU, New-York

Archives du Council for the Study of Mankind, UCLA, Los Angeles

Archives du Center for the Study of Democratic Institutions, UCSB, Santa Barbara

Archives de Maurice Strong, Harvard University, Cambridge (MA)

Archives de Peter S. Thacher, Harvard University, Cambridge (MA)

Archives privées d'Eleonora Masini sur la WFSF transmises par Jenny Andersson

- Bases de données numériques

Unesdoc : <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/resources/online-materials/publications/unesdoc-database/>

UNDOCS : <http://www.un.org/en/documents/index.html>

United Nations Archives Search Engine : <https://search.archives.un.org/>

Sources imprimées

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

« Activities of the I.S.S.C. and Affiliated Organizations Activités Du C.I. S. S. Et Des Organisations Affiliées », *Social Science Information*, 1 septembre 1965, vol. 4, n° 3, pp. 214-220.

« L'Activité du Centre Européen de Coordination de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales (Vienne) », *Social Science Information*, 1 septembre 1964, vol. 3, n° 3, pp. 70-76.

« L'Activité du Centre Européen de Coordination de Recherche et de Documentation en Sciences Sociales (Vienne) », *Social Science Information*, 1 juin 1965, vol. 4, n° 2, pp. 150-155.

GRAHAM FOUNDATION FOR ADVANCED STUDIES IN THE FINE ARTS, *Planning for diversity and choice; possible futures and their relations to the man-controlled environment*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1968, xii+340 p.

AMIN Samir, *A Life Looking Forward: Memoirs of an Independent Marxist*, Londres, Zed Books, 2006, 276 p.

BELL Daniel et GRAUBARD Stephen Richards (dirs.), *Toward the Year 2000: Work in Progress*, Boston, MIT Press, 1997, 428 p.

BERTALANFFY Ludwig von, *General system theory: Foundations development applications*, Harmondsworth, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Penguin books, 1968, xxii+311 p.

BOTKIN J. W., ELMANDJRA M. et MALITZA M., *No Limits to Learning: Bridging the Human Gap: The Report to the Club of Rome*, Amsterdam, Elsevier, 2014, 176 p.

BOULDING Elise, « Review of Images of the World in the Year 2000: A Comparative Ten-Nation Study. by H. Ornauer; H. Wiberg; A. Sicinski; J. Galtung », *American Journal of Sociology*, 1 novembre 1978, vol. 84, n° 3, pp. 776-778.

BUSSEY Gertrude et TIMS Margaret, *Women's International league for peace and freedom, 1915-1965. A record of fifty years' work*, Gertrude Bussey, Margaret Tims, Londres, G. Allen & Unwin, 1965, 256 p.

CHICHILNISKY Graciela, COLE Sam et UNITAR PROJECT ON THE FUTURE, *A progress report on technology, domestic distribution and North South relations*, New York, 1978.

CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs, exhaustible resources and growth in a North-South context*, New York, UNITAR, 1980.

CHICHILNISKY Graciela, *Basic needs and the North/South debate*, New York, World Order Models Project : Available from Institute for World Order, 1982.

CHICHILNISKY Graciela et HEAL G. M., *The evolving international economy*, Cambridge [Cambridgeshire]; New York, Cambridge University Press, 1986.

CHICHILNISKY, GRACIELA, « Sex and the Ivy League », 2004.

CIBA FOUNDATION. [LONDRES.] SYMPOSIUM. [36. 1975. LONDRES, *The Future as an academic discipline: [proceedings*, Amsterdam, Pays-Bas, 1975, viii+232 p.

COLE H. S. D., *Models of doom: a critique of The limits to growth*, New York, Universe Books, 1973, 244 p.

COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Amsterdam, Elsevier, 1977, 93 p.

COLE Sam et CHICHILNISKY Graciela, « Modelling with scenarios: Technology in North-South development », *JFTR Futures*, 1978, vol. 10, n° 4, pp. 303-321.

COLE Sam, LUCAS Henry et UNESCO (dirs.), *Models, planning, and basic needs*, Oxford; New York, Pergamon Press, 1979.

COLE Sam, « Futures Free Fall: A modeller's tale », *Futures*, septembre 1996, vol. 28, n° 6-7, pp. 539-542.

DATOR James Allen, *Advancing Futures: Futures Studies in Higher Education*, Greenwood Publishing Group, 2002, 426 p.

DATOR Jim, « The WFSF and I », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, pp. 371–385.

DATOR James A. et PIM Joám Evans (dirs.), *Nonkilling Futures: Visions*, First Edition edition., Hawaï, Center for Global Nonkilling, 2013, 242 p.

ELMANDJIRA Mahdi, *The United Nations system: an analysis.*, London, Faber, coll. « Studies in international politics », 1973, 368 p.

GABOR Dennis, *Inventing the future*, London, Secker & Warburg, 1963, 231 p.

GALTUNG Johan, « Theories of peace. A Synthetic Approach to Peace Thinking », 1967.

GALTUNG Johan, « The new international economic order and the basic needs approach », *Alternatives : global, local, political*, 1979, vol. 4, n° 4, pp. 455–476.

GALTUNG Johan et FISCHER Dietrich, « Positive and Negative Peace », 2013, pp. 173-178.

GARDNER Richard N., *The future of the United Nations Secretariat; a report on a conference held in May 1972*, [n.p., np?, 1972, 40 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

GARDNER Richard N., *Mission Italy: On the Front Lines of the Cold War*, Rowman & Littlefield, 2005, 396 p.

GOLDTHORPE John H., « Review of Images of the World in the Year 2000 by H. Ornauer; H. Wiberg; A. Siciński; J. Galtung », *The British Journal of Sociology*, 1 mars 1979, vol. 30, n° 1, pp. 146-147.

HALLE Nils H., « Social Position and Foreign Policy Attitudes A Comparative Study of France, Norway and Poland », *Journal of Peace Research*, 3 janvier 1966, vol. 3, n° 1, pp. 46-73.

HAUBERT Maxime, « Amílcar O. Herrera, Un monde pour tous, le modèle mondial latino-américain », *Tiers-Monde*, 1978, vol. 19, n° 75, pp. 658-659.

HELMER-HIRSCHBERG Olaf, *The use of the Delphi technique in problems of educational innovations*, Santa Monica, Calif. :, Rand, 1966, 22 p.

HERRERA Amílcar Oscar, *Catastrophe or new society?: a Latin American world model*, Ottawa, International Development Research Centre, 1976.

HERRERA Amílcar Oscar, *Un monde pour tous: le modèle mondial latino-américain*, traduit par Danièle BALL-SIMON, Paris, Presses universitaires de France, 1977, 271 p.

HIRSCHFELD Gerhard, *The People: Growth and Survival*, Transaction Publishers, 1973, 266 p.

HUTCHINS Robert M, *The atomic bomb versus civilization*, Washington [u.a.], Human Events, 1945.

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE, *Employment, growth and basic needs: a one-world problem*, Geneva, International Labour Office, 1978.

JACOBSON Eugene, « Unesco's Programs in the Social Sciences », *Professional Psychology*, 1973, vol. 4, n° 2, pp. 224-231.

JORDAN Robert S., « UNITAR and UN Research », *International Organization*, 1976, vol. 30, n° 1, pp. 163-171.

JORDAN Robert S., *A Diasporan Mormon's Life: Essays of Remembrance*, Indiana, iUniverse, 2009, 509 p.

Journal de l'année, Paris, France, Larousse, 1971, 478 p.

JOUVENEL Bertrand de, *Futuribles: essai sur l'art de la conjecture*, Paris, 1963, 121 p.

JOUVENEL Bertrand de, *L'art de la conjecture*, Monaco, Éd. du Rocher, 1964, 369 p.

Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

JUNGK Robert, *Die Zukunft hat schon begonnen: Amerikas Allmacht und Ohnmacht*, Reinbek bei Hamburg, Allemagne, Rowohl, 1952, 231 p.

JUNGK Robert, *Le futur a déjà commencé*, traduit par Henri DAUSSY, Paris, France, Arthaud, 1953, 244 p.

JUNGK Robert, *Brighter Than a Thousand Suns. A Personal History of the Atomic Scientists*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 1956, 369 p.

JUNGK Robert et GALTUNG Johan (dirs.), *Mankind 2000*, Oslo, Norvège, Universitetsforlaget, 1969, 367 p.

LASZLO Ervin (dir.), *Goals for mankind: a report to the Club of Rome on the new horizons of global community*, 1st ed., New York, Dutton, 1977, xxi+434 p.

LASZLO Ervin (dir.), *The Objectives of the New International Economic Order*, New York, Pergamon Press, coll. « Pergamon Policy Studies », 1978, 257 p.

LAULICHT Jerome, « Canadian foreign policy attitudes: some major conclusions », *International Social Science Journal*, 1965, vol. 17, n° 3, pp. 472-487.

LINSTONE Harold A., « The Rome special world conference on futures research », *Technological Forecasting & Social Change*, 1973, vol. 5, n° 4, p. 329,329a-329,329b.

LOZOYA Jorge Alberto (dir.), *Alternative views of the new international economic order: a survey and analysis of major academic research reports*, New York, Published for UNITAR and the Center for Economic and Social Studies of the Third World CEESTEM by Pergamon Press, coll. « Pergamon policy studies on the new international economic order », 1979, xii+147 p.

MARUYAMA Magoroh et DATOR James Allen, *Human Futuristics*, Social Science Research Institute, University of Hawaii, 1971, 266 p.

MARUYAMA Magoroh et HARKINS Arthur M. (dirs.), *Cultures of the Future*, Walter de Gruyter, 1978, 693 p.

MASINI Eleonora, « Images of the world in the year 2000, review », *Futures*, juin 1978, vol. 10, n° 3, pp. 256-257.

MASINI Eleonora Barbieri, « Reflections on World Futures Studies Federation », *JFTR Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, pp. 361-369.

MASINI Jean, « Colloque « Les stratégies alternatives de développement du Bassin méditerranéen ». Naples, 24-25 octobre 1983 », *Tiers-Monde*, 1984, vol. 25, n° 97, pp. 210-211.

MAYOR Federico, *Un monde nouveau*, Édition : Odile Jacob., Paris, Odile Jacob, 1999, 526 p.
Sibylle Duhautois – « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris – 2017

M'BOW Amadou Mahtar, *Entreprendre l'avenir*, Paris, Unesco, 1981, 258 p.

M'BOW Amadou Mahtar, *Le monde en devenir: réflexions sur le nouvel ordre économique international*, Paris, France, l'Harmattan, 2011, 143 p.

MCHALE John et MCHALE Magda Cordell, *Futures studies: an international survey*, [New York], United Nations Institute for Training and Research, 1976, v+34 p.

MEADOWS Donella H et CLUB OF ROME, *The Limits to growth; a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*, New York, Universe Books, 1972.

MEADOWS Donella H., RICHARDSON John M., BRUCKMANN Gerhart et INTERNATIONAL INSTITUTE FOR APPLIED SYSTEMS ANALYSIS. SYMPOSIUM, *Groping in the dark: the first decade of global modelling*, Chichester West Sussex, 1982, 311 p.

MESAROVIC Mihajlo D, PESTEL Eduard et CLUB OF ROME, *Mankind at the turning point: the second report to the Club of Rome*, New York, Dutton, 1974.

MUMFORD Lewis, *The condition of man*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1944, x+467 p.

MUMFORD Lewis, « GENTLEMEN, YOU ARE MAD! », *Maclean's*, 1946, vol. 59, n° 11, p. 22.

MUMFORD Lewis, *The transformations of man.*, [1st ed.], New York, Harper, coll. « World perspectives, v. 7 », 1956, 249 p.

ORNAUER H. (dir.), *Images of the world in the year 2000: a comparative ten nation study*, Atlantic Highlands, N.J., Etats-Unis, Humanities Press, 1976, xvi+729 p.

PECCEI Aurelio, *The Chasm ahead*, Londres, Macmillan, 1969, xvi+297 p.

PIRAGES Dennis, « Review of Images of the World in the Year 2000 by Helmut Ornauer; Hakan Wiberg; Andrzej Sicinski; Johan Galtung », *The American Political Science Review*, 1 mars 1979, vol. 73, n° 1, pp. 304-305.

POLAK Fred L., *The image of the future: enlightening the past, orientating the present, forecasting the future*, traduit par Elise BOULDING, Leyden, Pays-Bas, A.W. Sythoff, 1961, vol.2/, 456+376 p.

POLAK Fred L., *Prognostics. A science in the making surveys the future*, Amsterdam, Elsevier Science Ltd, 1971, 448 p.

ROKKAN Stein, « Activities of the International Social Science Council and the European Coordination Centre for Research and Documentation in the Social Sciences, Trends and

Possibilities in Comparative Social Science : Report on an International Conference », *Social Science Information*, 12 janvier 1965, vol. 4, n° 4, pp. 139-169.

SAKAMOTO Yoshikazu, « The Rationale of the World Order Models Project », *Social Science Record*, 1974.

SZALAI Alexander et PETRELLA Riccardo (dirs.), *Cross-national comparative survey research: theory and practice*, Oxford, Royaume-Uni, 1977, xviii+498 p.

SZENBERG Michael et RAMRATTAN Lall, *Reflections of eminent economists*, Cheltenham, UK; Northampton, MA, Edward Elgar, 2004.

« The Peace Research Institute », *International Social Science Journal*, 1965, vol. 17, n° 1, pp. 172-175.

TINBERGEN Jan, DOLMAN Antony J et ETTINGER Jan van, *Reshaping the international order: a report to the Club of Rome*, New York, Dutton, 1976.

ULICH Robert; editor, *Education and the idea of Mankind*, New York: Harcourt, Brace & World, Inc., 1964.

UNESCO, *Blueprint for the future. Unesco's Medium Term Plan 1984-1989*, Paris, Unesco, 1984, 53 p.

UNITAR, *The United Nations and the Future: Proceedings of UNITAR Conference on the Future, Held in Moscow from June 10 to 14, 1974*, Unitar., New York, 1976, 462 p.

UNITED NATIONS, *What now: another development*, Uppsala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1975.

UNIVERSITY OF CHICAGO. DIVISION OF THE SOCIAL SCIENCES, *International control of atomic energy; selections from the Bulletin of the atomic scientists.*, [Chicago], Atomic scientists of Chicago, 1947, 1 p.

STEENBERGEN Bart VAN, « The first fifteen years: a personal view of the early history of the WFSF (1967–1982) », *Futures*, 2005, vol. 37, n° 5, pp. 355–360.

WAGAR W. Warren, *History and the Idea of Mankind*, Albuquerque, University New Mexico Press, 1971.

WASKOW Arthur Ocean et WADSWORTH James J., *The worried man's guide to world peace*, Garden City, Anchor Books, 1963, xiv+219 p.

WASKOW Arthur I. et MILLIS Walter, *Keeping the world disarmed*, Santa Barbara, Center for the Study of Democratic Institutions, 1965, 87 p.

WASKOW Arthur Ocean, *Running riot;: A journey through the official disasters and creative disorder in American society*, Herder and Herder, 1970, 174 p.

Entretien

Entretien avec Jérôme Bindé au domicile de ce dernier, Paris, le 27 mai 2014.

Entretien avec Klaus Bahr à l'Unesco, Paris, le 17 juin 2014.

Index

- Chief Adebo, 221, 222, 225, 234, 235, 238, 268, 312, 416
- Fondation Bariloche, 9, 10, 285, 303, 304, 305, 306, 307, 318, 319, 320, 322, 325, 327, 328, 330, 331, 334, 336, 339, 340, 341, 342, 345, 346, 347, 350, 351, 352, 361, 379, 412, 416, 420, 461
- CEESTEM, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 338, 339, 340, 362, 392, 446
- Graciela Chichilnisky, 301, 303, 307, 319, 320, 321, 322, 325, 326, 328, 334, 335, 338, 339, 341, 350, 351, 352, 361, 362, 366, 367, 371, 398, 412, 416, 443, 444
- CISS, 5, 38, 109, 119, 126, 127, 128, 129, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 149, 187, 212, 213, 214, 219, 272, 360, 378, 410, 420, 441, 442, 452
- Club de Rome, 190, 206, 207, 208, 209, 214, 220, 223, 227, 231, 237, 272, 304, 307, 308, 324, 331, 343, 346, 358, 362, 379, 383, 411, 413, 425
- Sam Cole, 10, 294, 310, 319, 320, 321, 322, 326, 328, 338, 339, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 361, 362, 366, 367, 371, 372, 373, 397, 406, 416, 443, 444, 462
- Philippe de Seynes, 12, 29, 221, 228, 230, 231, 245, 253, 257, 269, 273, 282, 310, 313, 314, 318, 320, 321, 322, 328, 337, 341, 343, 397, 416
- Elise Boulding, 6, 37, 38, 62, 65, 66, 67, 69, 70, 71, 73, 75, 76, 77, 78, 83, 84, 86, 88, 90, 91, 93, 94, 95, 96, 98, 101, 102, 104, 106, 107, 108, 113, 120, 124, 128, 129, 139, 141, 144, 145, 147, 148, 150, 157, 158, 159, 164, 166, 167, 169, 170, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 190, 193, 197, 201, 205, 309, 310, 325, 402, 403, 435, 441, 442, 447
- Mahdi Elmandjra, 10, 162, 190, 218, 219, 237, 238, 242, 243, 244, 245, 250, 252, 261, 265, 267, 268, 269, 272, 276, 277, 279, 282, 294, 358, 360, 367, 371, 416, 443, 444, 456
- IIASA, 21, 223, 231, 263, 335, 376, 377, 383, 384, 387, 399, 452
- Johan Galtung, 69, 73, 90, 98, 118, 119, 125, 129, 139, 144, 145, 146, 148, 149, 151, 152, 153, 158, 162, 163, 169, 170, 171, 175, 177, 179, 180, 182, 183, 184, 186, 187, 190, 201, 202, 323, 325, 327, 379, 402, 447

Robert Jungk, 6, 7, 8, 12, 38, 61, 62, 63, 71, 72, 73, 78, 83, 86, 88, 91, 144, 145, 148, 156, 157, 160, 161, 162, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 177, 179, 180, 182, 183, 187, 194, 195, 197, 198, 199, 201, 202, 203, 204, 205, 208, 215, 216, 217, 224, 230, 236, 246, 251, 319, 446

René Maheu, 210, 217, 218, 235, 238, 242, 247, 248, 249, 251, 282, 360, 367, 416

Mankind 2000, 7, 8, 12, 38, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 93, 94, 98, 100, 101, 104, 106, 107, 108, 109, 117, 123, 124, 128, 129, 133, 139, 140, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 154, 156, 157, 161, 162, 169, 170, 171, 172, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 192, 194, 195, 197, 198, 199, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 209, 214, 236, 446

Davidson Nicol, 226, 227, 228, 238, 247, 248, 254, 282, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 333, 337, 396, 397

NOEI, 9, 285, 286, 292, 298, 300, 301, 302, 303, 305, 306, 307, 309, 311, 312, 315, 316, 318, 321, 322, 323, 325, 326, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 342, 343, 345, 348, 349, 350, 351, 353, 355, 356, 357, 358, 361, 362, 364, 365, 366, 367, 371, 372, 382, 384, 385, 392, 402, 409, 452

Hasan Ozbekhan, 164, 166, 171, 172, 202, 203, 204, 206, 207, 271, 272

Fred Polak, 6, 38, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 69, 70, 71, 73, 80, 88, 93, 94, 117, 123, 129, 144, 147, 152, 159, 164, 166, 168, 175, 180, 181, 182, 183, 184, 187, 205, 208, 236, 447

WFSF, 8, 189, 190, 191, 192, 196, 208, 209, 232, 233, 322, 323, 400, 402, 406, 416, 442, 444, 448, 453

WILPF, 6, 51, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 112, 115, 116, 117, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 128, 129, 131, 133, 139, 140, 201, 295, 442, 452, 453

Annexes

Annexe n°1 : Liste d'acronymes et d'abréviations

BISA : British International Studies Association

CEESTEM : Centro de Estudios Económicos y Sociales del Tercer Mundo (Centre d'études économiques et sociales du Tiers Monde, en anglais « Center for Economic and Social Studies of the Third World »).

Centre de Vienne : (ONG affiliée au CISS)

CISS : Conseil International des Sciences Sociales (ONG affiliée à l'Unesco)

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (en anglais « United Nations Conference on Trade and Development », UNCTAD)

COROIPAS : Conferences on Research on International Peace and Security

CSDS : Centre pour l'étude des sociétés en développement

ICCPR : Comité consultatif international sur la recherche sur la paix de la WILPF (en anglais « International Consultative Committee on Peace Research »)

ICDP : International Confederation for Disarmament and Peace

IIASA : International Institute for Applied Systems Analysis

IPRA : Association internationale pour la recherche sur la paix (en anglais « International Peace Research Association »)

ISA : International Studies Association

JAIR : Japanese Association of International Relations

NOEI : Nouvel ordre économique international (en anglais « New International Economic Order », NIEO)

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PIB : Produit Intérieur Brut (en anglais « Gross Domestic Product », GDP)

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement (en anglais « United Nations Environment Programme », UNEP)

PRIO : Peace Research Institute Oslo

SDN : Société des Nations

UAP : Unité d'analyse et de prévision

UCLA : Université de Californie à Los Angeles

UCSB : Université de Californie à Santa Barbara

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNITAR : Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (en anglais « United Nations Institute for Training and Research »)

VNIISI : Institut scientifique soviétique pour la recherche sur les systèmes

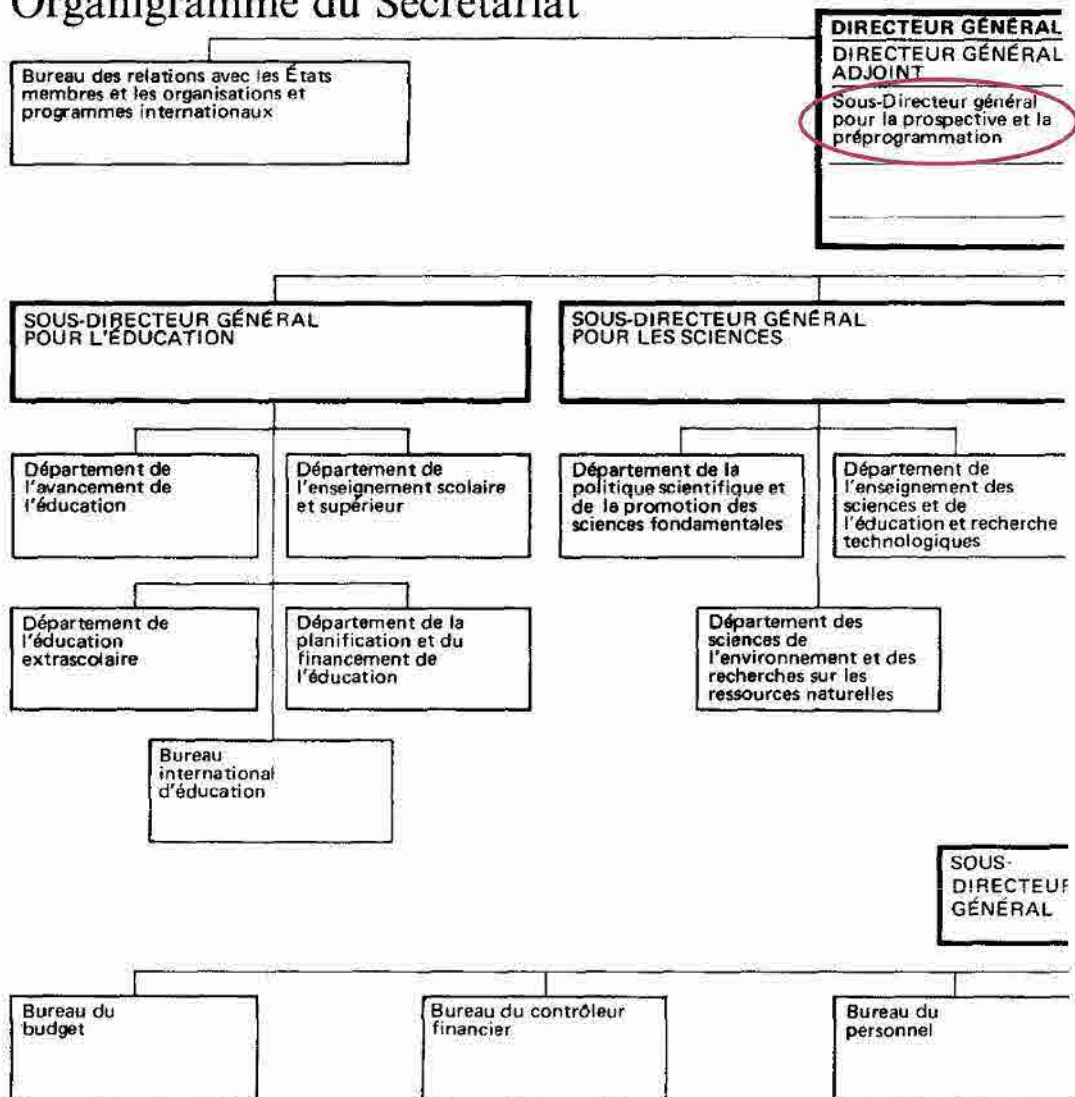
WFSF : Fédération Mondiale d'Etudes sur le Futur (World Futures Studies Federation)

WILPF : Women International League for Peace and Freedom

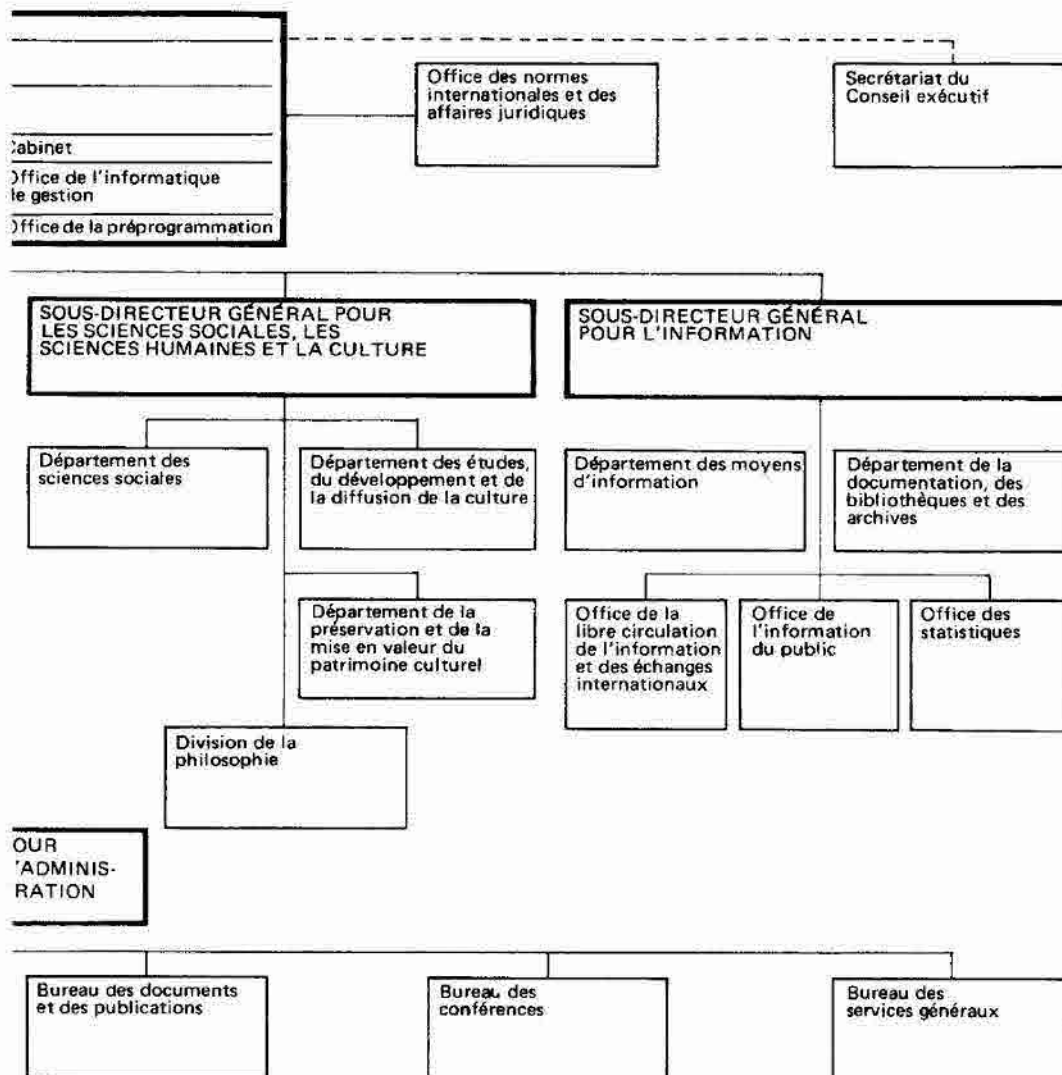
WZB : Wissenschaftszentrum Berlin

Annexe n°2 : Organigramme du Secrétariat de l'Unesco en 1972

Organigramme du Secrétariat



Source : Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, brochure *Regard sur l'Unesco*, 1972.



Annexe n°3 : Tableau synoptique des problèmes mondiaux élaboré par Mahdi Elmandjra et son équipe

Source : Archives de l'Unesco, base de données Unesdoc, document 18 C/4.

II. L'AVANCEMENT DE LA CONNAISSANCE, LES
ECHANGES D'INFORMATION ET LA COMMUNICATION
ENTRE LES PERSONNES ET ENTRE LES PEUPLES

(Total partiel)	9,5	9,5	7
4. Les échanges d'information			
4.1 Outils de l'intercommunication entre systèmes au niveau international	0,9	1,2	16
4.2 Transfert et échanges d'information au niveau international	1,5	1,5	7
4.3 Rassemblement de données statistiques et comparabilité internationale	1,9	1,6	2
(Total partiel)	4,3	4,3	7
5. La communication entre les personnes et entre les peuples			
5.1 Rôle de la communication dans la société	1,5	1,5	7
5.2 Circulation libre et équilibrée de l'information et échanges internationaux	1,2	1,2	7
5.3 Livres et habitude de la lecture	1,4	1,1	(2)
5.4 Appréciation mutuelle des cultures	2,2	2,5	12
5.5 Responsabilité et règles de conduite professionnelle dans l'emploi des moyens d'information	0,2	0,4	30
(Total partiel)	6,5	6,7	8

(Total partiel - Zone de problèmes II)

(Total partiel - Zone de problèmes II)	20,3	20,5	7
6. Les concepts et les méthodes de développement			
6.1 Interactions entre le développement et la "qualité de la vie"	0,7	0,8	10
6.2 Outils et méthodes d'analyse et de planification	0,8	0,8	7
6.3 Promotion d'une "culture scientifique"	0,7	0,8	10
6.4 Interaction entre le progrès scientifique et technique et la société	0,6	0,8	21
(Total partiel)	2,8	3,2	12
7. Les politiques et les stratégies du développement			
7.1 Politiques, planification et financement dans le domaine de l'éducation	5,4	5,4	7
7.2 Politiques et concepts de planification dans le domaine de la science et de la technologie	1,5	1,6	10
7.3 Politiques, planification et financement dans les domaines des sciences sociales et de la culture	1,5	1,6	10
7.4 Politiques et concepts de planification dans les domaines de la communication et de l'information	1,5	1,6	10
(Total partiel)	9,9	10,2	8

III. LE DEVELOPPEMENT DE L'HOMME
ET DE LA SOCIÉTÉ

Tableau synoptique

Zones de problèmes, problèmes, objectifs et chiffres indicatifs des ressources (1977-1982)

Zones de problèmes	Problèmes	Objectifs (mots clés)	Ressources (chiffres indicatifs)*			
			Pourcentages du Titre II du Programme ordinaire		Croissance (ou décroissance) biennale moyenne 1977-1982 (%)	
			1975-1976 (période de base) (%)	1981-1982 (%)		
1. LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET L'ETABLISSEMENT D'UN REGIME DE PAIX	1. Les droits de l'homme	1.1 Enseignement et recherche dans le domaine des droits de l'homme	0,7	0,8	14	
		1.2 Information dans le domaine des droits de l'homme	0,5	0,8	29	
		1.3 Approfondissement des droits, identification des carences et action normative	0,6	0,6	7	
		1.4 Droit d'auteur et droits voisins	0,5	0,5	7	
		1.5 Droits de l'homme et progrès scientifique et technique	0,2	0,2	7	
		1.6 Condition de la femme	0,9	1,0	• 12	
		1.7 Racisme, colonialisme, néo-colonialisme, apartheid ; droits des groupes et leur identité culturelle	1,6	1,9	14	
		1.8 Migrants et travailleurs étrangers	0,3	0,5	14	
		1.9 Réfugiés et mouvements de libération nationale	2,0	2,0	7	
		(Total partiel)	7,3	8,3	12	
	2. La paix	2.1 Causes de la guerre et de l'agression et moyens du désarmement		0,6	0,6	7
		2.2 Droit international		0,5	0,5	7
		2.3 Rôle des organisations internationales et leur contribution à l'établissement d'un régime de paix		0,6	0,7	16
		2.4 Programmes scolaires et extrascolaires		0,7	1,0	20
		(Total partiel)	2,4	2,8	13	
		(Total partiel - Zone de problèmes I)	9,7	11,1	12	
	3. L'avancement de la connaissance, l'invention scientifique et la création artistique	3.1 Coopération internationale en matière de recherche fondamentale et technologique		2,9	3,0	9
		3.2 Potentiel national de la recherche scientifique et technologique		1,1	1,0	3
		3.3 Créativité : progrès fondamentaux dans les sciences humaines et les sciences sociales		2,6	2,9	11
3.4 Recherche pédagogique et études prospectives			2,9	2,6	3	

Zones de problèmes	Problèmes	Objectifs (mots clés)	Ressources (chiffres indicatifs)*			Croissance (ou décroissance) biennale moyenne 1977-1982 %
			Pourcentages du Titre II du Programme ordinaire		%	
			1975-1976 (période de base)	1981-1982		
8. Les infrastructures et la formation du personnel pour le développement	8.1 Structures éducatives complètes, diversifiées et souples		1,8	1,7	5	
	8.2 Contenus, méthodes et techniques de l'éducation		4,7	4,8	8	
	8.3 Formation des personnels de l'éducation		8,3	6,0	(4)	
	8.4 Enseignement scientifique et technologique		3,8	4,0	9	
	8.5 Administration et gestion de l'éducation		1,5	1,0	(6)	
	8.6 Infrastructure institutionnelle dans le domaine des sciences sociales et du développement culturel		1,4	1,7	16	
	8.7 Infrastructures et formation dans le domaine de l'information		2,4	2,5	8	
	8.8 Infrastructures et formation dans le domaine des media et de la communication		1,0	1,0	7	
	8.9 Contenu et qualité des statistiques au niveau national		0,3	0,3	7	
	8.10 Elargissement, dans l'intérêt des pays en voie de développement, de l'accès aux oeuvres protégées		0,3	0,5	22	
	(Total partiel)		25,5	23,5	4	
9. L'amélioration de la participation de certains groupes au développement	9.1 Lutte contre l'analphabétisme		3,6	4,0	11	
	9.2 Action éducative en vue du développement rural		1,4	1,8	16	
	9.3 Education et formation continue des adultes		2,2	2,0	3	
	9.4 Collaboration plus large de la famille et de certains secteurs de la société à l'activité des institutions éducatives		0,5	0,7	20	
	(Total partiel)		7,7	8,5	11	
	(Total partiel - Zone de problèmes III)		45,9	45,4	7	
10. Les ressources naturelles et l'environnement naturel de l'homme	10.1 Ressources minérales et énergétiques de la planète et leur exploitation rationnelle		1,1	1,1	7	
	10.2 Ressources biologiques terrestres et relations entre l'activité humaine et les écosystèmes terrestres		2,3	2,4	9	
	10.3 Relations entre l'activité humaine et les ressources en eau		1,7	1,8	9	
	10.4 Relations entre l'activité humaine et les systèmes marins, océaniques et côtiers		3,1	3,5	11	
	10.5 Compréhension et atténuation des effets néfastes pour l'homme des catastrophes naturelles		0,7	0,7	7	

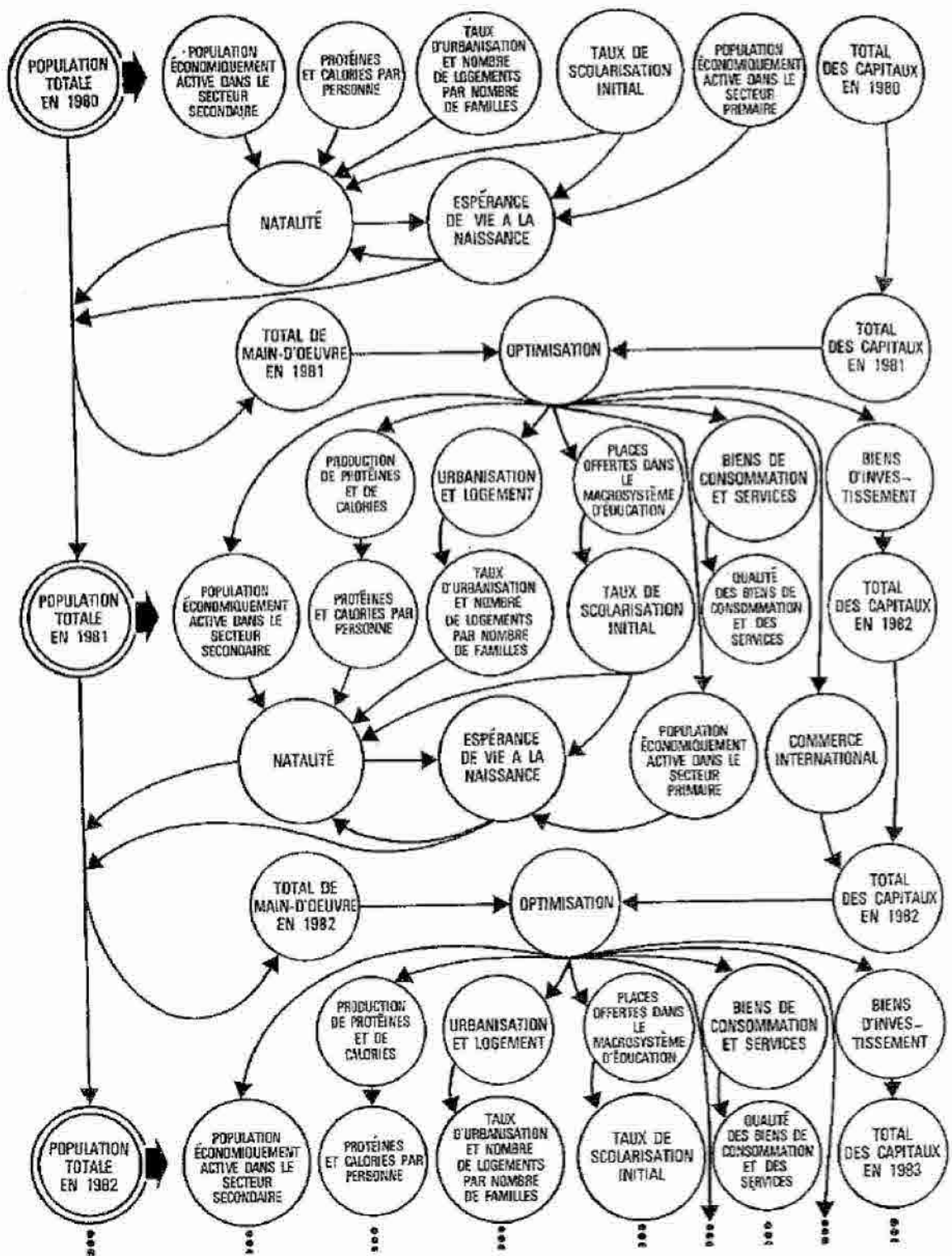
III. LE DEVELOPPEMENT DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ (suite)

DE LA NATURE

10.6	Nouvelles sources d'énergie et transformation de l'énergie	0,6	1,0	27
	(Total partiel)	9,5	10,5	11
11.	L'homme situé dans son environnement			
11.1	Aspects socio-culturels des rapports entre l'homme et l'environnement créé et modifié par l'homme	1,2	1,0	1
11.2	Environnement rural et urbain et amélioration de l'attitude de l'homme	0,4	0,7	29
11.3	Préservation et mise en valeur du patrimoine culturel et naturel	3,1	3,5	12
11.4	Amélioration de la conception du cadre de vie dans l'habitat humain	1,4	1,7	13
	(Total partiel)	6,1	6,9	12
12.	La population			
12.1	Recherches sur la dynamique de la population	0,7	1,0	24
12.2	Sensibilisation aux problèmes et aux options liés aux questions de population	0,3	0,6	30
	(Total partiel)	1,0	1,6	26
	(Total partiel - Zone de problèmes IV)	16,6	19,0	12
	Total partiel (I) - (IV)	92,5	96,0	8
	<i>Services du programme</i>			
1.	Service de documentation automatique de l'Unesco	1,0	0,5	(12)
2.	Services de bibliothèque, de documentation et d'archives de l'Unesco	1,1	0,6	(12)
3.	Normes internationales	0,2	0,2	7
4.	Sous-directions générales	5,2	2,7	(14)
	(Total partiel - Services du programme)	7,5	4,0	(13)
	TOTAL	100	100	7
		(\$92,250,000)	(\$113,000,000)	

Les pourcentages du Titre II qui figurent dans les deux premières colonnes ont été arrondis au dixième. Les pourcentages qui figurent dans la troisième colonne sont des taux de croissance composés; les chiffres ont été arrondis à l'unité la plus proche.

Annexe n°4 : Schéma représentant le fonctionnement du modèle de la fondation Bariloche



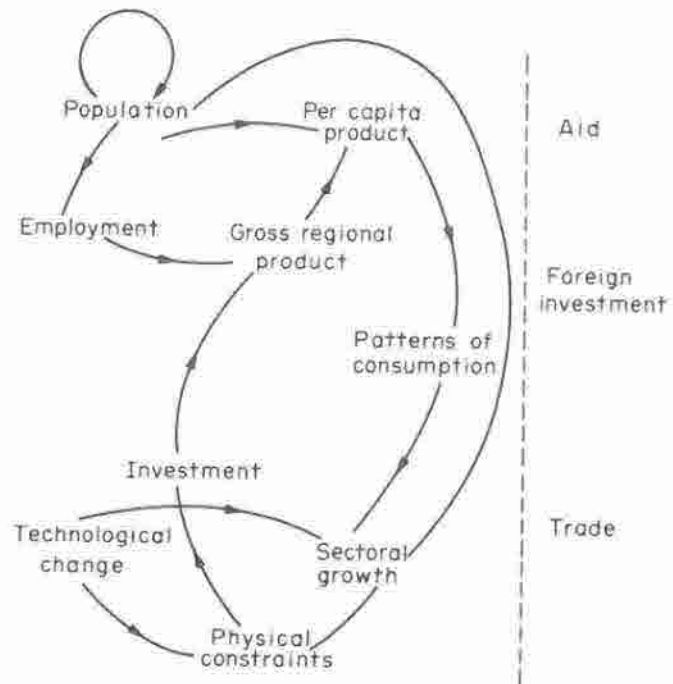
Source : HERRERA Amílcar Oscar, *Un monde pour tous: le modèle mondial latino-américain*, traduit par Danièle BALL-SIMON, Paris, Presses universitaires de France, 1977, p130

Sibylle Duhautois - « Un destin commun ? Etudes sur le futur dans les organisations internationales et formation d'une conscience globale pendant la guerre froide (1945-1989) » - Thèse IEP de Paris - 2017

Annexe n°5 : Schémas réalisés par Sam Cole pour représenter les différents modèles globaux

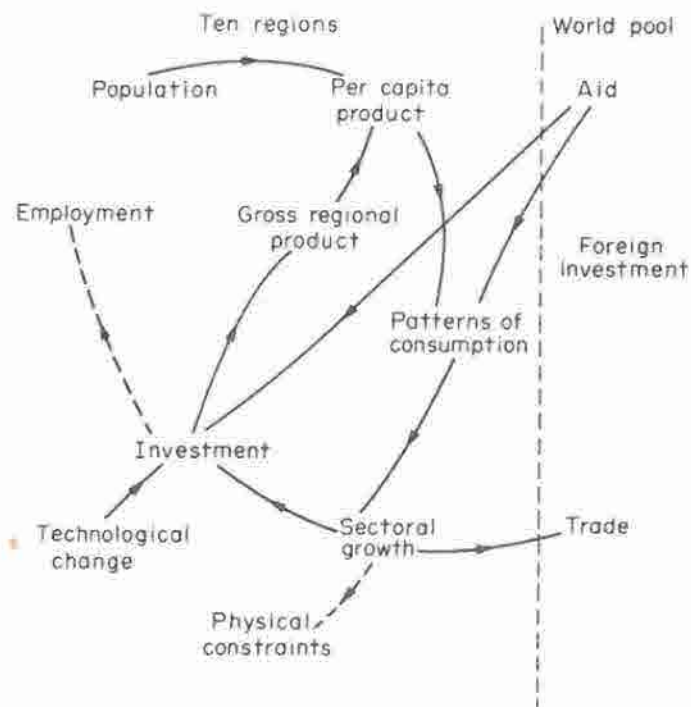
Source : COLE Sam, *Global Models and the International Economic Order: A Paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future*, Elsevier, 1977, p. 27-29.

Fig. 4.1
Basic Structure—The Limits to Growth



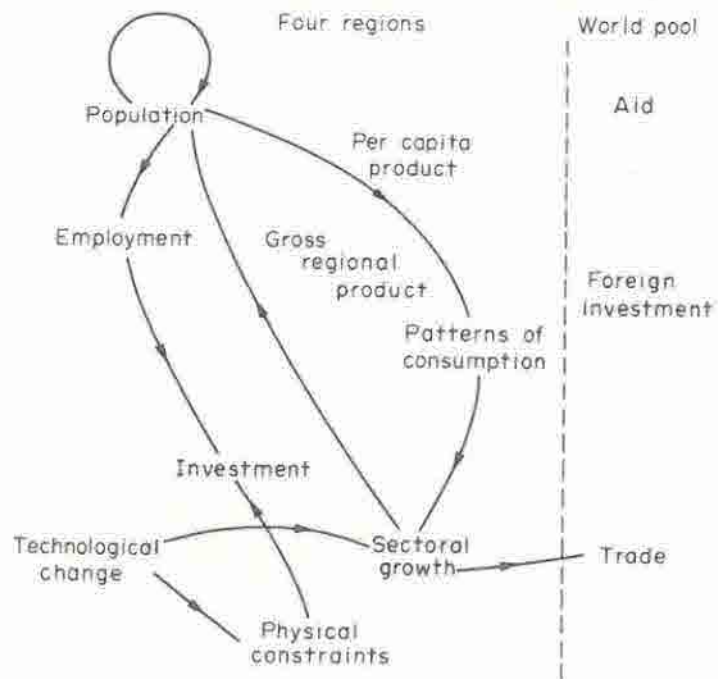
Note: Population and investment are both determined by sector behaviour—demand drives depletion of ecological resources.

Fig. 4.2
Basic Structure—Strategy for Survival



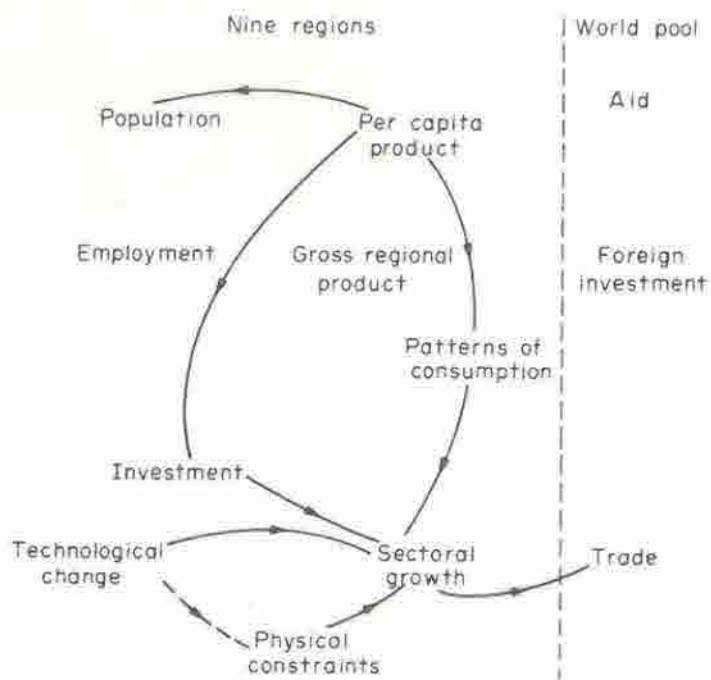
Note: Population is calculated exogenously. Investment etc. are adjusted to achieve regional growth targets.

Fig. 4.3
Basic Structure—The Latin American Model



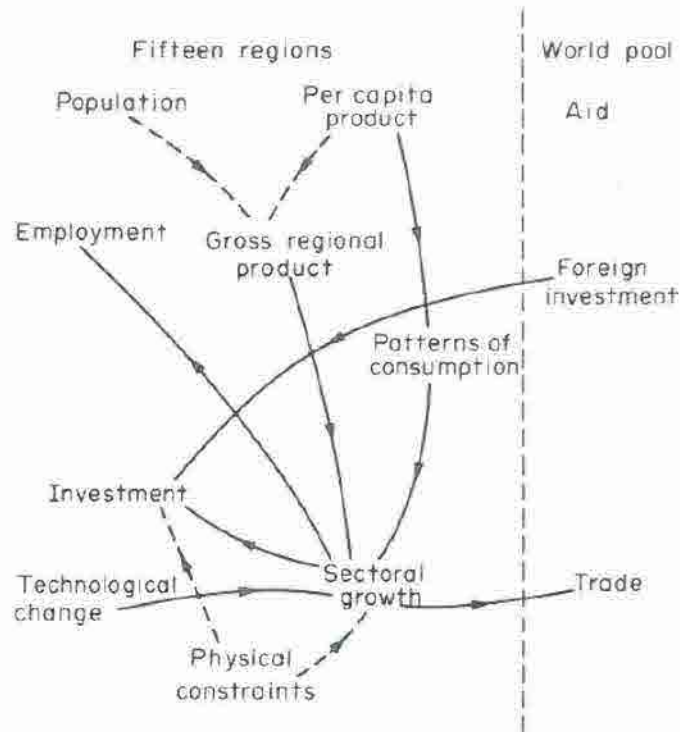
Note: Life expectancy is maximised by adjusting the allocation of economic resources to "basic needs" sectors.

Fig. 4.4
Basic Structure—New Vision for Development



Note: Investment and population determined from GRP/capita drive the model.

Fig. 4.5
Basic Structure—UN Input-Output Model



Note: GRP/capita and population growth are fixed and determine sectoral demand. This gives investment and other requirements. In this model, unlike other models no feedback loops are included at each calculation.